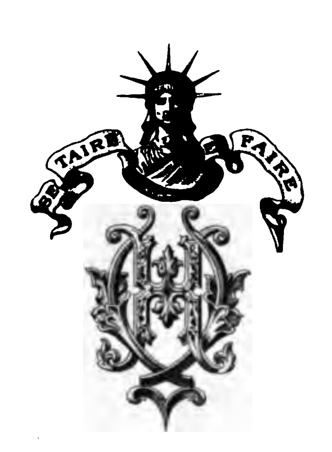



TAIRE
FAIRE

HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE DU NORD

DEPUIS LA DÉCOUVERTE DU NOUVEAU CONTINENT JUSQU'A NOS JOURS

PAR

AUGUSTE MOIREAU

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

TOME DEUXIÈME

LES ÉTATS-UNIS DE 1776 A 1800

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

—

HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE DU NORD

COULOMMIERS
Imprimerie PAUL BRODARD.

HISTOIRE

DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE DU NORD

DEPUIS LA DÉCOUVERTE DU NOUVEAU CONTINENT JUSQU'A NOS JOURS

PAR

AUGUSTE MOIREAU

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

TOME DEUXIÈME

LES ÉTATS-UNIS DE 1776 A 1800

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1892

DEUXIÈME PARTIE

LA GUERRE POUR L'INDÉPENDANCE ET L'ALLIANCE AVEC LA FRANCE

LA PÉRIODE CRITIQUE

FORMATION DES CONSTITUTIONS DES ÉTATS ET DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE

ORGANISATION DU GOUVERNEMENT NATIONAL PAR LE PARTI FÉDÉRALISTE

(1776-1800)

LIVRE VI

LA GUERRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'ANGLETERRE L'ALLIANCE FRANCO-AMÉRICAINE

(1776-1782)

CHAPITRE XLI

BROOKLYN ET TRENTON

Les Américains battus à Brooklyn (28 août 1776). Évacuation de New-York. Retraite à travers le New-Jersey (septembre-décembre 1776). — Désarroi général. Washington investi de pouvoirs discrétionnaires. — Victoire des Américains à Trenton (26 décembre). Le New-Jersey reconquis. — Réorganisation de l'armée. Les officiers étrangers. La Fayette (janvier-juillet 1777).

Les Américains battus à Brooklyn (28 août 1776). Évacuation de New-York. Retraite à travers le New-Jersey (septembre-décembre 1776).

Le 14 avril 1776, Washington, laissant une garnison de trois mille hommes à Boston sous le commandement de Ward, dirigea son armée sur New-York et établit dans cette ville son quartier général. Les travaux de fortification commencés par Lee furent achevés; deux forts s'élevèrent en face l'un de l'autre sur l'Hudson, au nord de l'île Manhattan, dont le sud est occupé par la ville de New-York. Le fort Washington dominait la rive gauche et le passage de l'île sur le continent par la rivière Harlem (à King's Bridge). Le fort Lee commandait la rive droite.

La ville et ses environs étaient infestés de tories dont l'ex-gouverneur Tryon, à bord d'un vaisseau de guerre dans la rade, excitait l'ardeur antipatriotique. Lee et Stirling avaient désarmé, au début de 1776, un grand nombre de ces ennemis intérieurs. La population, exaspérée contre les loyalistes, faisait subir à ceux qu'elle pouvait saisir de fort mauvais traitements. Un des plus innocents consistait à enduire leur corps de poix et de plumes et à les promener en cet état par les rues sur une charrette. La foule prenait à cette exhibition un plaisir extrême.

Tryon cependant avait des agents jusqu'à Philadelphie et savait tout ce qui se passait au Congrès, malgré le secret que les membres s'obligeaient par serment à garder sur leurs délibérations. A New-York il fomentait des complots. On en découvrit un dirigé personnellement contre Washington; il s'agissait de tuer le commandant en chef ou de l'enlever et de le transporter sur un des vaisseaux anglais à l'ancre dans la baie. Un soldat impliqué dans l'affaire fut jugé, condamné et pendu. Ce fut la première exécution capitale.

Washington réorganisait lentement son armée, affaiblie par l'envoi de dix de ses meilleurs régiments à la frontière canadienne. Sur l'ordre du Congrès, les colonies voisines levèrent plusieurs régiments de réguliers et de milice. Il vint des troupes du New-Jersey, du Delaware, du Maryland, de la Pennsylvanie, de l'État de New-York et de la Nouvelle-Angleterre. Tout ce monde ne s'entendait guère. Les officiers du sud, gentlemen de la Virginie et du Maryland, planteurs de tabac et propriétaires d'esclaves, traitaient de haut leurs collègues du nord, gens simples, peu élégants, fermiers du Connecticut et du Massachusetts, que rien ne distinguait extérieurement de leurs soldats. L'harmonie était difficile à établir entre ces éléments si divers.

Le général avait cependant réuni une vingtaine de milliers d'hommes dont la moitié à peine pouvait fournir un service utile, lorsque le 28 juin entrèrent dans la rade quelques vaisseaux de guerre anglais, avant-garde suivie quelques jours plus tard de toute l'armée britannique, arrivant d'Halifax ou de la métropole, et commandée par les deux frères Howe, l'un général, l'autre amiral. Le total s'élevait à 24000 hommes. Là se trouvait déjà

une partie des troupes fournies à George III par les princes allemands et notamment les régiments hessois. Une forêt de mâts couvrait le port; les tories devinrent plus arrogants; l'épouvante se répandit dans la ville et un grand nombre d'habitants prirent la fuite. Les troupes anglaises furent débarquées dans l'île Staten (Staten Island), que Washington, faute de monde, n'avait pu faire occuper. Les préparatifs pour l'attaque de New-York furent longs; les Howe n'étaient point pressés et procédaient selon toutes les traditions de la guerre méthodique. Pendant ce temps, à Philadelphie, le Congrès discutait, portes closes, la question de l'indépendance. Le 2 juillet [1] elle était résolue. Washington en apprit avec joie la nouvelle. Le vote du Congrès lui paraissait propre à mettre fin à ces espérances de réconciliation qui jusqu'alors avaient paralysé en partie l'action militaire du pays.

Le 9 juillet à six heures du soir, la Déclaration d'indépendance fut lue à haute voix devant le front de chacune des brigades de l'armée. A New-York l'enthousiasme populaire se manifesta par toutes sortes de réjouissances. La foule se rua sur une statue en plomb de George III, qui ornait le Bowling-Green. Les débris servirent à fondre des balles pour les défenseurs de la liberté. Les tories affichèrent un grand mécontentement et le clergé ferma ses églises.

Plusieurs semaines s'écoulèrent. Le mois d'août allait finir lorsque la moitié environ de l'armée anglaise, sous le commandement de Clinton, fut transportée de Staten dans Long-Island. Le plan du général Howe était d'attaquer New-York par Brooklyn, village situé de l'autre côté de la rivière de l'Est. Washington y avait jeté neuf mille hommes, commandés par Greene. Celui-ci étant malade au moment de l'attaque (28 août), ses troupes furent mal dirigées et rejetées dans Brooklyn, laissant un millier

1. « La journée du 2 juillet, écrit John Adams, sera la date la plus mémorable dans l'histoire des États-Unis. Les générations futures en feront la grande fête annuelle du pays, comme l'anniversaire du jour de la délivrance; elle sera célébrée par des actes solennels de piété envers Dieu tout-puissant. Le peuple la saluera d'un bout à l'autre du continent par une explosion d'allégresse, par des jeux, des coups de canon, des carillons de cloches, des feux de joie, des illuminations. »

John Adams ne se trompait pas, mais c'est le 4 juillet et non le 2 qui a été adopté comme la date de la grande fête nationale, parce que c'est le 4 juillet que fut votée la fameuse « Déclaration d'indépendance » rédigée par Jefferson.

de prisonniers et deux généraux aux mains de l'ennemi. Washington ne crut pas pouvoir conserver la position, les vaisseaux anglais étant maîtres du fleuve et de la rade. Toutes les troupes furent ramenées dans l'île de New-York; le gros de l'armée fut établi sur les hauteurs de Harlem près du fort Washington, le quartier général fixé à Morrisania sur le continent, en face de Long-Island; Putnam resta dans New-York avec un détachement[1].

Avant de pousser plus loin les opérations, les frères Howe firent des ouvertures pacifiques. Le général Sullivan, pris au combat de Brooklyn, fut envoyé sous pavillon parlementaire à Philadelphie, avec mission de demander au Congrès qu'il désignât quelques délégués avec lesquels les généraux anglais pussent s'entretenir des moyens de rétablir la paix. Le congrès désigna Franklin, John Adams et Rutledge; l'entrevue eut lieu dans l'île Staten, mais Howe n'avait à offrir que le pardon qu'un souverain clément concède à des rebelles.

Les délégués du Congrès réclamaient une reconnaissance formelle de l'indépendance. Aucune entente n'était possible. Les Howe, lorsque la conférence eut été rompue, firent savoir, par une proclamation, que le gouvernement anglais était prêt à rappeler tous les actes du Parlement qui avaient pu mécontenter les colonies. Ils jugèrent prudent toutefois de ne pas attendre, l'arme au pied, l'effet de cette proclamation. Les loyalistes de Long-Island furent enrôlés comme auxiliaires, avec Tryon pour major général, et les opérations militaires furent reprises.

1. Parmi les troupes de Washington se trouvait une compagnie provinciale d'artillerie commandée par un jeune homme de vingt ans à peine, qui devait prendre une part active et distinguée dans les affaires publiques de la future Union, et marquer l'empreinte de son génie sur les institutions du pays. Alexander Hamilton, né dans les Indes occidentales, avait appris la comptabilité dans une maison de banque de Santa-Cruz. Travailleur infatigable, il consacrait ses heures de loisir à l'étude de la chimie et des mathématiques; pour compléter son éducation, on l'envoya en 1772 dans une école du New-Jersey à Élisabethtown, d'où il entra au Collège du Roi à New-York. Il se destina d'abord à la médecine. Mais bientôt, la lutte engagée entre les colonies et la métropole donna une autre direction à son activité et le lança dans la politique. Il écrivit des pamphlets et parla dans les meetings, prenant, malgré sa petite taille, un grand ascendant sur la foule. La guerre contre l'Angleterre paraissant inévitable, il étudia la pyrotechnie et recruta parmi ses compagnons d'étude et d'autres jeunes gens de la ville un corps d'artilleurs. En mars 1776 il reçut des autorités provinciales une commission de capitaine. Greene, dans une inspection, fut frappé de la bonne tenue et de la discipline de cette compagnie; l'officier lui plut; il le fit venir au quartier général et le présenta à Washington qui se l'attacha bientôt par les liens de la plus étroite amitié.

Le 15 septembre, des vaisseaux anglais remontèrent en même temps l'Hudson et la rivière de l'Est et un détachement fut débarqué sur la côte orientale de l'île Manhattan à Kipp's Bay. A la vue des habits rouges, les Américains qui gardaient ce poste prirent la fuite sans tirer un coup de fusil; deux brigades de la Nouvelle-Angleterre, envoyées en toute hâte, furent saisies de la



New-York.

même panique. Washington essayait en vain d'arrêter les fuyards; bientôt il se trouva seul, à cent pas de l'ennemi. Cet homme, toujours si calme, si maître de lui-même, ne put cette fois se contenir; exaspéré, il déchargea ses pistolets sur ces gens qui tournaient le dos dès la première affaire, puis, jetant son chapeau sur le sol, il s'écria : « Voilà donc les hommes avec lesquels il faut que je défende l'Amérique! » On ne pouvait songer à conserver New-York. Ordre fut envoyé à Putnam d'évacuer la ville. La retraite fut extrêmement pénible; il fallut laisser aux mains de l'ennemi trois cents hommes, la grosse artillerie et toutes les munitions[1]. Le lendemain, les Américains, attaqués à Harlem, se

1. Les Anglais entrèrent aussitôt dans New-York et furent reçus à bras ouverts par leurs amis. Trois jours s'étaient à peine écoulés qu'un incendie détruisit

conduisirent mieux et repoussèrent l'ennemi. Mais Washington, craignant de se voir couper toute retraite (les Anglais avaient déjà débarqué près de Morrisania sur le continent), laissa trois mille hommes au fort Washington, franchit avec le reste de ses troupes le pont du Roi (King's Bridge), et alla s'établir dans une forte position à White-Plains, sur le Bronx, affluent de gauche de l'Hudson. Les Anglais vinrent l'y chercher le 28 octobre et mirent en déroute son aile droite. Washington dut reculer au nord jusqu'à North Castle, à l'entrée des Highlands (partie montagneuse de l'État de New-York).

Howe ne se soucia pas de le poursuivre dans cette direction, et menaça la province de New-Jersey. La campagne, si mal engagée pour les Américains, ne leur réservait plus que défaites sur défaites. Le 16 novembre un brillant assaut livra aux Anglais le fort Washington avec deux mille prisonniers et une nombreuse artillerie. Washington qui, par un long détour, avait fait passer son armée sur la rive droite de l'Hudson, assista, impuissant, à ce désastre; il fallait encore reculer. Le fort Lee fut abandonné avec tous les bagages, les canons, les munitions; les Américains, vivement poursuivis, franchirent successivement le Passaic à Newark, le Raritan à Brunswick, enfin le Delaware à Trenton. Le 2 décembre les troupes furent concentrées sur la rive pennsylvanienne de ce fleuve; l'État de New-Jersey était abandonné à l'ennemi[1].

l'église de la Trinité et le tiers de la ville. On accusa les « fils de la liberté » d'avoir mis le feu, et les soldats anglais, pris de fureur, jetèrent dans les flammes plusieurs personnes qu'ils soupçonnaient. Il paraît bien cependant que le sinistre fut tout accidentel et dû à une longue sécheresse.

1. Le général Lee, que Washington avait d'abord laissé à l'est de l'Hudson et qu'il avait ensuite rappelé au quartier général, ne se pressait pas d'exécuter cet ordre, comptant se distinguer par quelque coup d'éclat sur les derrières de l'armée anglaise et dégager sa fortune de celle du général Washington, qui lui semblait très compromise. Une fâcheuse mésaventure le réveilla de ce beau rêve. Comme il se gardait négligemment, un escadron de cavalerie ennemie le surprit une nuit dans une maison isolée. Il fut envoyé à New-York, où les autorités anglaises prétendirent le traiter, non comme un belligérant, mais comme un officier déserteur (il avait servi dans l'armée royale).

Désarroi général. Washington investi de pouvoirs discrétionnaires.

Les nouvelles de la retraite de Washington causèrent un émoi extraordinaire à Philadelphie. Les patriotes étaient terrifiés, les loyalistes dans la joie. Putnam et Mifflin, avec quinze cents hommes de milice, organisaient la défense, mais on savait les quakers peu enthousiastes pour la cause de l'indépendance, les tories étaient nombreux dans la ville; le Congrès crut prudent de se retirer; le 12 décembre il s'ajourna à Baltimore.

Les Howe, en leur qualité de commissaires royaux, publièrent une nouvelle proclamation invitant les corps de troupes rebelles à se disperser et les assemblées à se dissoudre, accordant aux colons soixante jours pour faire leur soumission. Le triomphe des Anglais paraissait peu douteux; ils tenaient presque toute la province de New-York jusqu'aux Highlands; ils menaçaient le Connecticut par Long-Island; le 8 décembre ils avaient occupé Newport dans Rhode-Island. En octobre, sir Guy Carleton, qui commandait au Canada, s'établit à Crown-Point sur le lac Champlain, après avoir incendié une flottille improvisée par Arnold; les débris de l'armée américaine du nord se renfermèrent dans Ticonderoga. L'Assemblée rebelle du New-York errait de ville en ville, cherchant un gîte et, pour toute défense contre l'envahisseur, décrétant les plus violentes mesures contre les tories. L'Assemblée du New-Jersey s'était séparée sans bruit. Dans la Pennsylvanie, le Maryland, le Delaware, les loyalistes n'attendaient que le passage du fleuve par les Anglais pour se déclarer ouvertement et restaurer les anciens gouvernements royaux. Plusieurs, même parmi les patriotes, perdirent la tête. Tucker, président de l'Assemblée révolutionnaire du New-Jersey, vint solliciter la protection anglaise. Deux délégués de la Pennsylvanie au Congrès suivirent cet exemple; en dix jours, près de trois mille personnes prêtèrent serment de fidélité au roi George III.

Washington gardait son sang-froid et ne tenait point la partie pour perdue. La situation était cependant fort précaire. Il avait peu de monde autour de lui, ses troupes s'étant disséminées pendant

la retraite à travers les Jerseys; les miliciens étaient retournés chez eux, les réguliers arrivaient pour la plupart au terme de leur service. Il fallait s'attendre à tout instant à voir les Anglais traverser le Delaware et marcher sur Philadelphie qu'il serait impossible de défendre. Au sein du Congrès, on ne se gênait pas pour regretter hautement le choix qui avait été fait de Washington comme commandant en chef; le général ne manquait pas d'envieux; on énumérait complaisamment le nombre de ses défaites depuis Brooklyn, et ses amis n'osaient le défendre qu'en le comparant à Fabius Cunctator [1]. Washington, impassible, cherchait un moyen d'arrêter cette série de désastres et de reconstituer une armée, pour remplacer celle qui n'existait plus que de nom. Il avait laissé un détachement sous les ordres de Heath dans les Highlands, pour tenir le passage entre les deux rives de l'Hudson et garder les communications entre les États de la Nouvelle-Angleterre et ceux du centre. Trois régiments furent établis à Morristown dans la partie occidentale du New-Jersey pour observer les mouvements des Anglais sur la ligne de Newark à Brunswick et à Trenton. Enfin le commandant en chef, depuis son premier insuccès, avait écrit lettres sur lettres au Congrès pour lui représenter tous les inconvénients du système des enrôlements à court terme et des appels à la milice. Ce système n'avait pas résisté à l'épreuve de l'expérience. Le nombre n'avait pas fait défaut; le Congrès avait mis en campagne depuis le commencement des hostilités 47000 réguliers et 27000 miliciens; mais on n'avait abouti qu'aux désordres de Brooklyn, aux paniques de l'île Manhattan, à la disparition de l'armée pendant la retraite à travers les Jerseys. Ce qui avait manqué, c'était l'ordre, la discipline [2]. « Le gouvernement d'une armée, osa écrire le général, pour être effectif, doit être un despo-

1. Quelques-uns de ses intimes avaient perdu confiance en lui. Washington ouvrit un jour (fin novembre), croyant que c'était une lettre de service, un billet adressé à son propre secrétaire, Reed. Le billet était de Lee; il y était dit ceci : « Je déplore *avec vous* cette fatale indécision qui, à la guerre, est un défaut plus grand que la stupidité ou même que le manque de courage personnel. »

2. Washington au Congrès, 2 septembre 1776 : « Notre échec du 28 août a découragé une grande partie de nos troupes. Les miliciens sont intraitables et ne parlent que de s'en aller. Beaucoup sont déjà partis; ils s'en vont par compagnies, par demi-régiments, par régiments tout entiers. Leur manque de discipline, leur refus de se plier à toute espèce de contrainte, a gâté le reste de l'armée. Je suis obligé d'avouer que je ne puis avoir confiance dans la majeure partie de mes troupes. » La panique de Kipp's Bay n'avait pas tardé à justifier ces appréhensions.

tisme absolu. » Ce langage était hardi. Car c'était l'horreur du régime militaire qui avait précipité le mouvement révolutionnaire; les colons avaient pris les armes parce qu'ils ne pouvaient supporter la vue de régiments d'une armée permanente venant tenir garnison dans les colonies. Washington, en réclamant une armée sérieuse à la place des rassemblements de miliciens ou de prétendus réguliers engagés pour un an, risquait fort de se faire dénoncer comme un ambitieux rêvant de placer un jour son pays sous le joug détesté d'une autorité appuyée sur les baïonnettes. Cependant le Congrès comprenait qu'une armée permanente était absolument nécessaire. Un comité qu'il avait envoyé au camp, alors que Washington occupait encore les hauteurs de Harlem (devant New-York), avait élaboré avec lui un plan de réorganisation dont les désastres de décembre firent hâter la mise à exécution.

Afin de parer au plus pressé, le Congrès, au moment de quitter Philadelphie pour se réunir à Baltimore, voulut témoigner avec éclat que les revers survenus pendant la fin de la campagne de 1776 n'avaient point ébranlé sa confiance et celle de la nation dans les lumières, l'énergie et le patriotisme du commandant en chef. Il décida en conséquence que, jusqu'à nouvel ordre, le général Washington serait investi de tous pouvoirs pour ordonner et faire exécuter les mesures qu'il croirait utiles aux opérations de la guerre. Aux insinuations des ennemis secrets et des jaloux de Washington, le Congrès répondait en lui déférant la dictature. Il savait, à n'en point douter, que le général n'abuserait pas de l'autorité extraordinaire remise en ses mains.

Victoire des Américains à Trenton (26 décembre). Le New-Jersey reconquis.

Le Congrès se sépara et Washington n'eut plus à prendre conseil que de lui-même. Alors ce timide, cet indécis, montra de quoi il était capable. L'œuvre de la réorganisation de l'armée ne pouvait être achevée qu'à longue échéance. Pour l'instant il fallait aviser à un péril immédiat : les Anglais attendaient sans doute, pour traverser le Delaware, qu'il fût complètement gelé, ce qui pouvait arriver d'un moment à l'autre. Comment s'opposerait-on à

ce passage, alors que les réguliers allaient quitter l'armée le 31 décembre, terme extrême de leur service? Mifflin avait amené un peu de milice; le général pouvait disposer pour quelques jours encore de sept mille hommes; il résolut d'aller attaquer l'ennemi sur son propre terrain. De l'autre côté du Delaware, quinze cents Hessois gardaient Trenton. Washington supposa que les fêtes de Noël rendraient la surveillance moins attentive. Le soir du 25 décembre il prit avec lui 2 500 hommes et quelques canons, y compris la compagnie de New-York commandée par Hamilton, remonta le Delaware jusqu'à neuf milles en amont de Trenton et traversa de nuit la rivière encombrée d'énormes blocs de glace. Le 26 décembre, à quatre heures du matin, toute la troupe était réunie sur la rive gauche. A huit heures, au milieu d'une tourmente de neige, on arrivait devant la ville. Les Hessois, surpris, firent peu de résistance; on en captura un millier avec six canons. Du côté des Américains, deux hommes gelés, deux tués et quelques blessés; parmi ces derniers, un jeune lieutenant, James Monroe, plus tard président des États-Unis.

Howe, stupéfait de ce coup de main d'un ennemi qu'il croyait écrasé, chargea Cornwallis de reprendre les cantonnements perdus. Cornwallis arriva le 2 janvier 1777. Washington avait établi son camp à l'est d'une petite rivière qui se jette à Trenton dans le Delaware. Sa position était critique. Il ne pouvait repasser le fleuve en présence de l'ennemi, et la milice soutiendrait-elle l'attaque des réguliers anglais, au moins égaux en nombre, et si supérieurs en discipline et en équipement? Un conseil de guerre fut tenu dans la nuit du 2 au 3 janvier; on y adopta une résolution d'une hardiesse presque désespérée. Les bagages de l'armée furent expédiés, par le Delaware, à Burlington; puis, laissant les feux du camp allumés pour tromper les Anglais, Washington partit avec toutes ses troupes, tournant le dos au fleuve et s'avançant sur la ligne de retraite de Cornwallis dans la direction de Princeton. A l'aube il rencontra trois régiments qu'il ne put disperser qu'après un combat très vif, où périrent bon nombre d'officiers americains. Ce demi-succès ne supprimait point le péril. Marcher sur New-Brunswick pour détruire les magasins et les dépôts anglais parut impossible; Cornwallis suivait de trop près.

Washington obliqua brusquement vers la gauche et alla prendre position à Morristown, où il rallia les trois régiments qu'il avait laissés dans ce poste le mois précédent. La place était naturellement forte, bien couverte, d'une défense facile; on y pouvait donner aux troupes un repos bien gagné (5 janvier 1777) après dix journées de marche et de combats.

Cornwallis, peu désireux de continuer une si rude campagne, se retira à New-Brunswick, abandonnant la province des Jerseys aux Américains.

Ainsi Washington, après avoir reculé pendant de longs mois devant les Anglais, chassé de poste en poste, traînant avec lui des bandes indisciplinées, affamées et à peine vêtues, avait tout à coup repris l'offensive en plein hiver; en quelques jours il avait trompé, attaqué et battu l'ennemi. Et maintenant les Anglais étaient expulsés presque entièrement du New-Jersey, tenus en échec dans un coin de la province par une poignée d'hommes. Tout le pays s'était soulevé contre l'ennemi : les proclamations que les Anglais avaient lancées au début de la campagne n'avaient protégé personne. Amis ou ennemis, tories ou wighs, les Hessois pillaient tout le monde. Quand Washington reparut, les paysans surgirent de tous côtés pour harceler les Anglais jusque dans leurs quartiers d'hiver de Brunswick et d'Amboy.

Le Congrès, siégeant le 27 à Baltimore, confirma en les précisant les pouvoirs extraordinaires conférés à Washington. Le général était autorisé pendant six mois : 1° à révoquer ou à déplacer tous officiers au-dessous du grade de brigadier; 2° à nommer aux postes vacants; 3° à faire toutes réquisitions nécessaires pour l'usage de l'armée moyennant un prix raisonnable; 4° à arrêter et à traduire devant la juridiction civile toutes personnes notoirement hostiles à la cause américaine ou refusant d'accepter en paiement le papier-monnaie continental.

Usant de cette dernière autorisation, Washington, redevenu maître de la province de New-Jersey, publia une proclamation par laquelle ordre était donné à tous ceux qui avaient demandé la protection britannique, de se retirer dans les lignes de l'ennemi ou de se présenter au quartier général pour faire amende honorable et prêter serment d'allégeance aux États-Unis. En même

temps, comme quelques-uns de ses soldats étaient un peu trop portés à considérer tout civil comme infecté d'hostilité pour la cause américaine et par conséquent bon à rançonner, Washington publia une autre proclamatiou pour flétrir « l'infâme pratique qui consiste à piller les habitants sous prétexte qu'ils sont tories ».

Réorganisation de l'armée. Les officiers étrangers. La Fayette (janvier-juillet 1777).

L'armée passa le reste de l'hiver à Morristown. Pendant six mois, Anglais et Américains restèrent en présence sans rien tenter les uns contre les autres. Washington donnait toute son attention à l'organisation de l'armée nouvelle; l'ancienne s'était évanouie. Des détachements, habilement répartis aux avant-postes, formèrent un rideau de troupes derrière lequel bien souvent il n'y avait rien. Si l'ennemi eût connu la situation réelle de Washington, celui-ci eût sans doute couru à certains moments les plus grands dangers.

D'après le plan élaboré en septembre 1776 entre Washington et les délégués du Congrès au camp de Harlem, l'armée continentale devait à l'avenir se composer de quatre-vingt-huit bataillons de 750 hommes que fourniraient les États dans les proportions suivantes : le Massachusetts et la Virginie, 15 bataillons chacun; la Pennsylvanie, 12; la Caroline du Nord, 9; le Connecticut, 8; la Caroline du Sud, 6; New-York et New-Jersey, chacun 4; N w-Hampshire et Maryland, chacun 3; Rhode-Island, 2; le Delaware et la Georgie, chacun un [1]. Les engagements seraient pris dorénavant pour toute la durée de la guerre; on promettait aux soldats, à leur entrée au service, une prime immédiatement payée de vingt dollars, et à leur libération cent acres de terre. On accepterait aussi des engagements pour trois ans, ne comportant point un don de terre à la libération. Les officiers, jusqu'au grade de colonel, auraient droit à cinq cents acres de terre à la fin

1. Cette répartition donne une idée exacte de l'importance respective des colonies à cette époque. Le Massachusetts et la Virginie étaient quinze fois plus considérables comme population et comme richesse que le Delaware et la Géorgie. Et cependant la Géorgie et le Delaware, dans le Congrès, avaient un vote égal à celui de la Virginie et du Massachusetts.

de la guerre. Les États se chargeraient d'enrôler leurs contingents respectifs, de les habiller et de les armer; mais toutes ces dépenses, ainsi que les frais d'entretien et de solde des troupes en campagne, seraient à la charge du Congrès, c'est-à-dire du trésor commun. Les États nommeraient également les officiers jusqu'au grade de lieutenant-colonel, mais les officiers tiendraient leur commission du Congrès.

L'élaboration de ce plan, même sur le papier, avait été rendue très laborieuse par les préoccupations ombrageuses des États touchant leurs droits particuliers de souveraineté. Ce fut bien pis quand il fallut procéder à l'exécution. Les enrôlements se faisaient si lentement et avec tant de peine que les États proposèrent des primes additionnelles de vingt, cinquante dollars et plus, sans compter celles qu'ajoutèrent encore les comtés et les townships. Washington et le Congrès protestèrent en vain contre un procédé qui allait en quelque sorte contre son but, en engageant ceux qui auraient été disposés à s'enrôler à attendre des offres plus élevées encore.

Dans les derniers jours de 1776, le Congrès avait autorisé Washington à enrôler lui-même, en dehors des troupes dont la levée incombait aux États, seize bataillons spéciaux d'infanterie, trois régiments d'artillerie, trois mille hommes de cavalerie légère, et un corps du génie, toutes troupes dont il nommerait seul les officiers.

Malgré l'extrême lenteur des enrôlements, les régiments se formèrent cependant peu à peu et la nouvelle armée prit figure. Il y eut une grande promotion d'officiers supérieurs. Stirling, Mifflin, Saint-Clair, Stephen, Lincoln, furent nommés majors généraux. Parmi les nouveaux brigadiers, fort nombreux, se trouvaient un Français, Deborre [1], et un Irlandais, Conway, qui avait été pendant trente ans au service de la France, mais dont le mérite n'égalait point les prétentions.

La question de l'échange des prisonniers nécessita quelques

1. Le 11 septembre, à la Brandywine, Deborre commandait une brigade de Marylandais qui lâcha pied dès le début du combat. Deborre fut blessé en voulant rallier ses hommes. Il n'en fut pas moins traduit devant une cour d'enquête. Il donna sa démission en déclarant que, si les Américains voulaient fuir, il était dur de l'en rendre responsable.

pourparlers entre Washington et le général Howe. Les Anglais avaient fait dans la dernière campagne cinq mille prisonniers, les Américains trois mille. Howe n'admit point d'abord le principe de l'échange, considérant les Américains comme des rebelles. Mais il ne soutint pas longtemps ce système, et des prisonniers furent bientôt libérés en grand nombre de part et d'autre. Washington offrit six officiers hessois contre Lee; Howe refusa. Lee fut cependant échangé quelque temps après contre le général anglais Prescott, enlevé près de Newport par une troupe d'Américains, à peu près de la même façon que Lee l'avait été dans le New-Jersey. Les Américains pris à Long-Island et au fort Washington, et confiés à la garde des tories de New-York, avaient été fort mal traités. En les voyant arriver à son camp, malades, amaigris, affamés, Washington refusa de renvoyer un nombre égal de Hessois et d'Anglais bien nourris et bien portants; Howe dut reconnaître que ce refus était fondé.

Cette correspondance entre les généraux n'empêchait pas les hostilités de se poursuivre aux avant-postes. Putnam, commandant de l'aile droite, se distingua brillamment dans cette guerre d'escarmouches où il était assuré du concours des habitants du pays. Il ne cessa de harasser les cantonnements anglais et sa petite troupe fit en quelques mois mille prisonniers.

Le Congrès avait institué un comité de la marine, chargé de créer des forces navales pour la défense du drapeau national sur l'océan Atlantique (l'étendard aux *Stars and Stripes*, treize bandes et treize étoiles, une par État, fut adopté le 14 juin 1777). On décida la construction de treize frégates ordinaires, de quatre plus grandes, et de trois vaisseaux de 74 canons. Mais il ne fut pas donné suite à cet ambitieux programme à cause du prix élevé de la main-d'œuvre et du matériel de construction. C'est la marine de course qui se chargea de molester le commerce de l'ennemi, et elle s'acquitta fort brillamment de cette mission; près de trois cent cinquante bâtiments anglais d'une valeur, cargaisons comprises, d'environ cinq millions de dollars, furent capturés pendant la première année de la guerre.

Les Anglais, immobiles pendant l'hiver, donnèrent au printemps quelques signes d'activité. Une petite division navale alla

incendier des magasins américains à Peekskill (entrée des Highlands). Tryon, le mois suivant, débarqua deux mille hommes sur la côte du Connecticut et brûla les approvisionnements réunis à Danbury : au retour il fut attaqué par Arnold qui, pour récompense de sa belle conduite en cette affaire, reçut du Congrès le grade de major général. En mai le colonel Meigs, du Connecticut, vengea Danbury en détruisant douze bâtiments sur la côte de Long-Island et de grands amas de provisions à Sag-Harbor.

Washington attendait avec impatience que le plan de campagne des Anglais pour l'été de 1777 se dessinât plus nettement que par des expéditions de fourrageurs et des exploits de flibustiers. On supposait que Burgoyne devait s'avancer du Canada sur les colonies par le lac Champlain. Le général Howe, dans ce cas, remonterait sans doute l'Hudson pour coopérer à l'entreprise de Burgoyne, à moins qu'il ne tentât une diversion par une attaque directe sur Philadelphie, où le Congrès était rentré en mars 1777. Or, à Ticonderoga (défense du lac Champlain), il ne restait guère que six ou sept cents hommes de milice de la Nouvelle-Angleterre, sous le commandement du colonel Anthony Wayne. Le recrutement des réguliers était si difficile que le Massachusetts, le Connecticut et le New-Hampshire furent obligés de recourir à une sorte de conscription. On enrôla des nègres, dont un grand nombre obtinrent ainsi leur liberté. D'après les derniers arrangements pris par le Congrès pour la composition de l'armée, le Massachusetts devait fournir quinze régiments. Washington ordonna au général Heath (Massachusetts) d'en envoyer sept à Ticonderoga et huit à Peekskill, où Putnam était chargé de la défense des Highlands.

Ayant ainsi assuré autant que possible les positions sur l'Hudson, le commandant en chef quitta Morristown et s'établit à Middlebrook, à douze milles de Princeton, avec quarante-trois régiments groupés en dix brigades et cinq divisions, le tout montant à huit mille hommes (250 hommes environ par bataillon au lieu de 750, chiffre réglementaire ; on voit à quel point le recrutement était difficile).

En juin, Howe s'avança hors de Brunswick avec le gros de ses forces, comme s'il eût voulu marcher sur Philadelphie. Mais il ne

songeait qu'à attirer Washington dans la plaine, comptant avoir aisément raison de lui en bataille rangée. On le vit retourner tout à coup sur ses pas, évacuer précipitamment Brunswick et se retirer sur Amboy. Le stratagème faillit réussir; Washington descendit des hauteurs de Middlebrook dans la plaine à Quibbletown, avec Stirling à l'avant-garde. Howe, faisant volte-face, chercha à gagner les passes des collines sur la gauche américaine. Washington déjoua ce dessein par une rapide retraite, ne laissant que trois canons à l'ennemi, et occupa de nouveau ses fortes positions, où Howe ne se hasarda pas à l'attaquer. A la fin du mois il retira définitivement ses troupes du territoire du New-Jersey et les concentra dans Staten-Island. Le 30 juin, il s'embarqua avec seize mille hommes, laissant Clinton à New-York avec la mission d'occuper vivement l'ennemi pendant l'attaque que Burgoyne exécutait par le Canada et celle que lui-même allait tenter sur Philadelphie.

Peu de temps après, Washington reçut avis que la flotte anglaise avit été aperçue du cap May, pour disparaître bientôt vers l'est, sans entrer dans le Delaware. Il se rendit aussitôt à Philadelphie pour conférer avec le Congrès. Il trouva cette assemblée aux prises avec une difficulté singulière. L'armée américaine étant dépourvue, au début, d'officiers compétents pour l'artillerie et le génie, Silas Deane avait été chragé d'engager en Europe quelques spécialistes. Deane avait dépassé largement ses instructions. Assailli de sollicitations et n'osant déplaire, il avait engagé au moins cinquante officiers de tous grades en leur faisant des promesses extravagantes que le Congrès ne pouvait tenir. Un Français, Du Coudray, obtint de Deane un contrat qui lui assurait le commandement de l'artillerie avec le grade de major général. Greene, Sullivan et Knox, ayant appris le fait (quelques semaines avant l'arrivée de Washington à Philadelphie), écrivirent une lettre collective au Congrès, se déclarant prêts à donner leur démission si l'engagement de Deane était tenu. Le Congrès blâma la démarche des trois généraux, mais Du Coudray ne reçut pas le commandement de l'artillerie. Il consentit à servir comme volontaire avec un grade nominal et se noya peu de temps après en traversant la rivière Schuylkill.

Deane avait traité encore avec quatre officiers recommandés par la cour de France, Du Portail, Laumoy, La Radière et Du Govion. Le Congrès les plaça à la tête du département du génie. Le Polonais Kosciusko, entré déjà depuis quelque temps au service des États-Unis, fut nommé commandant des troupes du génie dans l'armée du Nord. Un autre Polonais, le comte Pulaski, prit également du service dans l'armée américaine [1].

Le marquis de La Fayette venait d'arriver à Philadelphie avec onze officiers français, polonais et allemands, entre autres le baron de Kalb. Il avait vingt ans et appartenait à une des plus illustres familles de France. Marié depuis trois ans, il avait quitté sa jeune femme et abandonné les plaisirs de la cour de Louis XVI pour venir défendre en Amérique la cause de la liberté et s'attacher à la fortune hasardeuse des *insurgens*. On voulut l'empêcher de partir, mais il acheta secrètement un navire et mit à la voile au moment où la nouvelle des défaites de la fin de 1776 présentait la cause des Américains comme désespérée [2].

Il fut accueilli froidement. Le président du comité des affaires étrangères, après avoir pris connaissance de ses lettres de recommandation, lui fit entendre que le Congrès était fort embarrassé du nombre des offres de concours faites par des officiers étrangers, dont beaucoup étaient dépourvus de toute valeur. Le Congrès décida cependant que La Fayette, en considération de son zèle, de sa famille et de ses relations illustres, aurait *le rang* de major général, le rang, mais non la fonction. On entendait lui donner un titre honorifique, rien de plus. Washington, qui le rencontra pour la première fois à un dîner officiel à Philadelphie, l'attacha à son état-major et une étroite amitié se forma bientôt entre le général en chef et son jeune aide de camp.

1. A la Brandywine il servait comme volontaire et rendit de tels services en rassemblant les troupes dispersées et en couvrant la retraite, que le Congrès, sur la recommandation de Washington, lui donna le rang de brigadier général et le commandement d'un corps de cavalerie.

2. Pour plus de détails sur l'*équipée* de La Fayette, voir chapitre XLIII.

CHAPITRE XLII

SARATOGA ET BRANDYWINE

Burgoyne attaque les États du Nord par le Canada (juillet 1777). — Victoire des Américains à Bennington (16 août). Burgoyne, battu à Bemus's Heigths (19 septembre), capitule à Saratoga (17 octobre). — Washington battu à la Brandywine (11 septembre) et à Germantown (4 octobre). Les Anglais à Philadelphie. — Le Congrès. Le papier-monnaie. Le particularisme. — Situation des belligérants à la fin de 1777.

Burgoyne attaque les États du Nord par le Canada (juillet 1777).

Au mois de juillet on apprit à Philadelphie que Burgoyne s'avançait sur Ticonderoga avec des forces bien plus considérables qu'on ne l'avait supposé. Il aurait fallu dix mille hommes pour défendre de ce côté la frontière américaine et l'on savait que Saint-Clair, commandant de la forteresse, n'avait que trois mille hommes insuffisamment armés et équipés [1].

Washington et le Congrès ne tardèrent pas à se convaincre

1. Philip Schuyler, commandant de l'armée du Nord dont le quartier général était à Albany, s'étant plaint dans une lettre, un peu hautaine, de certains procédés du Congrès à son égard, fut rappelé à Philadelphie. On envoya Horatio Gates pour le remplacer et organiser la défense de Ticonderoga (avril). Cependant comme l'enquête ordonnée sur la conduite militaire de Schuyler établit qu'il avait rendu de grands services à la cause commune, le commandement du département du Nord, comprenant Albany, Ticonderoga et fort Stanwix, lui fut restitué. Il reçut en rentrant à Albany un accueil enthousiaste de ses concitoyens (juin). C'était un bon officier, intelligent, plein de ressources, connaissant le pays et les Indiens du voisinage, exerçant une grande influence sur les habitants. Gates, qui avait cru obtenir un commandement indépendant, ne voulut pas servir sous Schuyler et reprit le chemin de Philadelphie. Schuyler envoya Saint-Clair avec un Français, le général Farmoy, occuper Ticonderoga et Mount Independence.

que Burgoyne n'avait pas seulement pour objectif la prise de Ticonderoga, mais qu'il voulait marcher sur Albany pour s'emparer des Highlands avec la coopération des troupes de New-York. L'Hudson appartiendrait alors aux Anglais dans tout son cours et la Nouvelle Angleterre, tête de la rebellion, serait séparée des autres États [1].

Burgoyne ouvrit la campagne au commencement de juin 1777. Il avait trois mille cinq cents hommes de troupes anglaises, trois mille Brunswickois commandés par le baron de Riedesel, et quelques Canadiens, en tout huit mille hommes, bien armés, bien équipés, pourvus de tout le confortable d'une troupe britannique, avec une excellente artillerie. Près de la frontière, à l'ouest du lac Champlain, quatre cents Indiens des Six Nations rejoignirent l'armée anglaise [2].

Avisé de ce mouvement, Schuyler réunit en hâte ses meilleures troupes et partit d'Albany le 7 juillet, mais à Stillwater il reçut la nouvelle que Saint-Clair avait dû évacuer Ticonderoga. Le 2 juillet l'avant-garde de Burgoyne s'était montrée aux regards des défenseurs de cette place. Saint-Clair avait de trois mille à trois mille cinq cents hommes à Ticonderoga et à Mount Independence sur la rive droite. L'ennemi s'empara du mont Hope et trois jours plus tard, le 5, il occupa le pic Sugar au sud de Ticonderoga, position élevée que les ingénieurs américains avaient déclarée inaccessible à l'artillerie, et sur laquelle les Anglais élevèrent néanmoins une batterie qui dominait Ticonderoga. Cette position prit le nom de Fort Defiance.

Saint-Clair résolut aussitôt d'évacuer les deux forts. L'artillerie, les bagages, les femmes, les enfants et les malades, furent embarqués de nuit (6 juillet) sur une flottille qui remonta le lac

1. Ainsi qu'il arrive aux moments d'effroi, dans l'attente des grands périls, l'opinion publique devint ombrageuse, intolérante; sur l'ordre du Congrès, de nombreuses arrestations eurent lieu dans le New-Jersey, le Delaware, le Maryland, et surtout en Pennsylvanie où le parti des patriotes se défiait des quakers. Des personnages considérables de cet État furent jetés en prison sur de simples présomptions d'hostilité contre la cause américaine, entre autres Penn, ex-propriétaire et gouverneur, Benjamin Chew, ex-chief-justice, Thomas Warton, père du président élu sous le régime de la nouvelle constitution que venait de se donner la Pennsylvanie.

2. Le 29 juin, Burgoyne lança une proclamation pompeuse, où il dépeignait, en vives couleurs, la puissance de son armée et la furie des Indiens, et menaçait de toutes les extrémités de la guerre ceux qui résisteraient à ses armes.

jusqu'à Skenesborough (Whitehall), tandis que les troupes se jetaient dans les bois à l'est par Castleton et Rutland. Les bagages et les munitions tombèrent aux mains des Anglais. Saint-Clair fut activement poursuivi par Fraser et Riedesel (l'incendie d'une maison à Mount Independence avait donné l'éveil); son arrière-garde soutint un sanglant combat à Hubberton (7 juillet). Il arriva à Fort Edward, le 13, avec les débris de sa garnison, épuisée par les fatigues de cette retraite à travers la forêt. Le détachement de Skenesborough s'y trouvait déjà, ayant fui par Wood Creek et Fort Ann.

Schuyler fit évacuer les forts Ann, George et William Henry. Toute la région entre Skenesborough et l'Hudson était encore absolument déserte, couverte de bois épais, très accidentée, parsemée de cours d'eau et de marais. Le Wood Creek était navigable jusqu'à Fort Ann, point relié par une route militaire à l'Hudson. Le lit de ce cours d'eau fut obstrué, les ponts coupés, des troncs d'arbres jetés en travers sur la route. Ainsi abrité, Schuyler concentrait entre Albany et Fort Edward les troupes dont il pouvait disposer et demandait de tous côtés des renforts.

Washington lui envoya quelques détachements; mais il ne pouvait dégarnir son armée, car sir William Howe venait de prendre la mer avec seize mille hommes. On ignorait sur quel point il allait se porter. A la première nouvelle de la perte de Ticonderoga, le Congrès voulut rappeler tous les généraux du nord et ordonner une enquête sur leur conduite. Washington s'efforçait de calmer l'effarement [1] : « On a tort, écrivait-il, de concevoir tant d'émotion de la perte de Ticonderoga. Burgoyne n'a que quelques milliers d'hommes avec lui; plus il s'avance vers le sud, plus sa position devient périlleuse, si on réussit à empêcher l'armée de Howe de lui donner la main en le rejoignant par les Highlands. Que faut-il faire pour que Burgoyne paie cher ses succès du moment? Que les États de l'Est comprennent seulement leur devoir et leur intérêt et envoient une partie de leurs milices sur l'Hudson. »

1. Les esprits les plus sages s'égaraient; John Adams, président du comité de la guerre, écrivit à un ami : « Nous ne pourrons jamais défendre un poste, tant que nous n'aurons pas fusillé un général. »

Le New-Yorkais Schuyler, contre lequel les gens de la Nouvelle-Angleterre avaient conçu une sorte de jalousie de caste, jalousie de plébéiens contre un quasi-aristocrate, ne devait pas être au succès après avoir été à la peine. Les délégués des États de l'Est déclarèrent qu'on ne pouvait avoir confiance en lui. Les amis de Gates mirent à profit ces dispositions. Le 1er août le Congrès décida que Schuyler et Saint-Clair viendraient à Philadelphie expliquer leur conduite et les malheurs de la campagne. Quelques jours après, Gates fut nommé commandant du département du Nord.

Victoire des Américains à Bennington (16 août). Burgoyne, battu à Bemus's Heights (19 septembre), capitule à Saratoga (17 octobre).

Les renforts arrivaient de tous côtés à cette armée. Clinton, le gouverneur du New-York, appelait les milices des comtés des Highlands. Lincoln, très populaire dans la Nouvelle-Angleterre, rassemblait celles des États de l'Est à Bennington, pour inquiéter la gauche et les communications de Burgoyne. Washington envoya pour tenir tête aux Indiens les cinq cents chasseurs de Morgan, troupe d'élite dont il ne se sépara pas sans regret et qui allait lui faire cruellement défaut à la Brandywine et à Germantown. Il s'occupait avec une égale activité de l'armée du nord et de celle du centre, et surveillait à la fois Burgoyne sur terre et Howe sur mer. C'était une rude tâche et dont il ne devait avoir d'autre profit que de préparer d'éclatants succès à son rival secret, Gates, tout en gardant les revers à son propre compte.

Burgoyne était resté près de trois semaines à Skenesborough, préparant sa marche sur l'Hudson. Il avait à traverser un pays hérissé d'obstacles. De plus l'armée anglaise traînait un bagage énorme. A la fin de juillet seulement (le 29), il arriva sur les rives du fleuve avec l'artillerie et les voitures.

Là vint le rejoindre un corps d'Indiens Ottawas, les mêmes, paraît-il, qui avaient combattu sous les couleurs de la France contre Braddock, commandés par deux Français, Langlade et Saint-Luc. Bientôt ces alliés devinrent fort compromettants et

commirent toutes sortes d'excès. A Fort Edward ils assassinèrent une jeune fille, miss Mac Crea, fiancée d'un loyaliste qui servait comme lieutenant dans l'armée de Burgoyne, et sœur d'un whig ardent qui habitait Albany. Ce crime excita une grande indignation dans tout le pays. Le sang de la jeune fille « fit jaillir du sol les régiments ». Dans les montagnes du Vermont et sur les rives de l'Hudson on ne parlait qu'avec horreur d'une armée qui ne rougissait pas de se servir de tels auxiliaires.

Burgoyne, indigné lui-même, voulut d'abord exiger que l'assassin lui fût livré. Il dut y renoncer, de peur d'être abandonné par les Indiens. Mais comme il les empêcha désormais de se livrer sans contrainte à leurs habitudes de rapines, ils se dégoûtèrent bientôt du service et désertèrent en masse.

La position de Burgoyne commençait à devenir inquiétante. Comme déjà il ne pouvait s'avancer au delà de Fort Edward, les chevaux et les bœufs faisant défaut pour le transport des bagages, il reçut de mauvaises nouvelles du colonel Saint-Léger, qui avait reçu mission de remonter le Saint-Laurent et le lac Ontario, et de pénétrer par Oswego dans la vallée de la rivière Mohawk. Il devait enlever le fort Schuyler, soulever la population tory de cette région et rallier Burgoyne à Albany. Sa troupe se composait d'Anglais, de Hessois, de Canadiens et d'un détachement d'Indiens conduits par sir Johnson et Brand, en tout un millier d'hommes. Saint-Léger se présenta le 2 août devant le fort Schuyler que défendait le colonel Gansevoort avec sept cent cinquante réguliers du New-York et du Massachusetts. Avisé de l'approche d'une troupe de huit cents hommes (Allemands pour la plupart) avec laquelle le général Herkimer, du comté de Tryon, se portait en hâte au secours de la place, Saint-Léger marcha à la rencontre de ces assaillants et les heurta le 6 août à Oriskany. Le combat fut une vraie boucherie; il y eut trois à quatre cents tués ou blessés de part et d'autre. Herkimer tomba blessé mortellement; les survivants de sa troupe se dispersèrent. Saint-Léger, très affaibli, dut commencer un siège en règle du fort Schuyler. Mais un nouveau secours arrivait, douze cents hommes commandés par Arnold qui envoya des émissaires pour annoncer l'approche de renforts énormes et effrayer ainsi les Indiens. Le

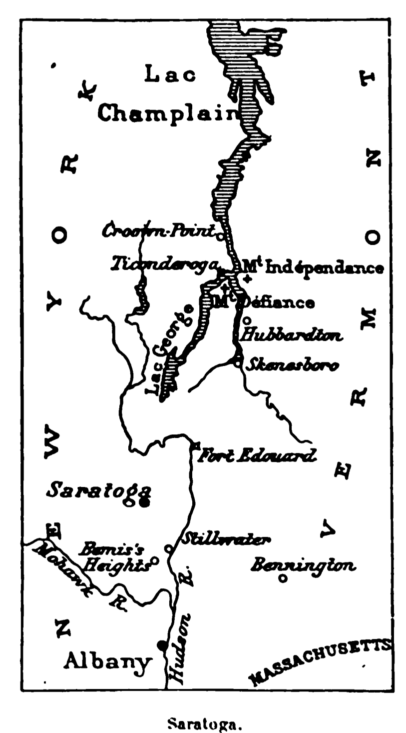
stratagème réussit et Arnold était encore éloigné de quarante milles lorsque Saint-Léger, désespérant d'emporter la position, se décida à opérer sa retraite le 22 août.

L'aile droite de Burgoyne était découverte; il ne fut pas plus heureux à son aile gauche. Il avait confié à Baum un corps de huit cents hommes, Hessois et loyalistes, pour aller détruire les dépôts et magasins de Bennington et prendre des chevaux, des bœufs et des charrettes. Stark [1] commandait à Bennington avec quelques centaines d'hommes de la milice des Hampshire Grants, pays désert avant la guerre et déjà habité par une population vigoureuse. Le 15 août arriva la milice du comté de Berk, conduite par un ministre fort belliqueux, Allen. — « Les gens du Berkshire, dit Allen à Stark, ont été déjà plusieurs fois appelés pour ne rien faire; si vous ne leur donnez pas aujourd'hui une chance de combattre, ils ne reviendront plus. — Bien, si le Seigneur veut nous donner un rayon de soleil, et que je ne vous fasse pas combattre à votre gré, dit Stark, je ne vous demanderai plus jamais de revenir. » Le lendemain matin le soleil brillait; Baum fut attaqué et sa petite troupe mise en pièces. Au moment de s'élancer sur les retranchements ennemis, Stark s'était écrié : « Allons, mes enfants, voilà les habits rouges! Avant la nuit, il faut qu'ils soient à nous, ou Molly Stark sera veuve. » Ce fut un combat corps à corps, acharné; tous les hommes de Baum furent tués ou pris. Les Indiens épouvantés prirent la fuite en criant : « Les bois sont pleins de Yankees! » Un détachement que Burgoyne avait envoyé au secours de Baum arriva après la défaite, mais Stark reçut aussi l'aide du régiment de Warner, et les Anglais, dans cette seconde bataille, furent aussi complètement défaits que dans la première. La victoire de *Bennington* (16 août) laissait aux Américains quatre canons, trente-deux officiers et cinq cent soixante soldats prisonniers. Washington reçut la nouvelle de ce grand succès au moment où il quittait Philadelphie pour occuper Wilmington et attendre Howe.

A la fin d'août 1777, la situation de l'armée du nord était donc complètement transformée. Au confluent de la rivière Mohawk et

1. Stark fut le dernier général survivant de la révolution. Il mourut en 1822 âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

de l'Hudson, huit à dix mille hommes étaient réunis, occupant Stillwater et Saratoga. Il y avait là des troupes du New-York et du Massachusetts, les milices des comtés voisins, deux régiments des Highlands avec Livingston et Pierre von Cortlandt, Morgan et ses chasseurs. On attendait Arnold revenant de l'expédition contre Saint-Léger. Lincoln, à quelque distance, commandait les miliciens de la Nouvelle-Angleterre. Gates arrivait le 21 août prendre le commandement et récolter ce qu'un autre avait semé. Schuyler accueillit Gates avec courtoisie et s'offrit à lui donner tous les renseignements sur l'état des troupes et la situation de l'ennemi. Froidement traité par son successeur, il se retira à Albany.



Saratoga.

Burgoyne, le 11 septembre, ayant achevé ses préparatifs, et réuni à grand'peine des vivres pour trente jours, déclara à ses soldats que, la flottille étant retournée au Canada, ils n'avaient d'autre voie de salut que celle qui conduisait à New-York. Il traversa l'Hudson et vint s'établir près de Saratoga.

Gates avait son camp à Bemus's Heights, près de Stillwater. Il commandait l'aile droite et confia l'aile gauche à Arnold. Le 19 les Anglais commencèrent un mouvement tournant sur la gauche américaine. Arnold, avec Morgan, Dearborn, environ trois mille hommes, constamment renforcés au cours du combat, tint bon toute la journée contre les Anglais et les Hessois. Ce fut une longue fusillade dans les bois; le terrain ouvert entre les deux troupes fut perdu et repris une dizaine de fois; les Anglais restèrent maîtres le soir du terrain, mais ils avaient perdu cinq cents hommes, les Américains trois cents.

En fait Burgoyne avait été arrêté dans sa marche. Le 21 il apprit qu'un corps de milices de la Nouvelle-Angleterre (le détachement de Lincoln) avait capturé ses bâtiments sur le lac George et mis le siège devant Ticonderoga. Les portes du Canada étaient fermées derrière lui. Il n'y avait plus à attendre ni renforts, ni approvisionnements. Du côté des Américains arrivaient constamment de nouvelles troupes; la milice était libre, la moisson étant terminée. Le 22 septembre Lincoln rallia l'armée et reçut le commandement de l'aile droite. Une lettre de sir Henry Clinton annonçait à ce moment même à Burgoyne qu'il allait attaquer les Highlands.

Sir Henry Clinton, ayant reçu des renforts d'Angleterre, remonta en effet le 4 octobre la rivière Hudson, jeta un millier d'hommes sur la rive gauche devant Peekskill, où commandait Putnam, et avec trois mille hommes attaqua et prit sur la rive droite deux forts [1] que défendaient le gouverneur américain Clinton et son frère James. Les Américains perdirent deux cent cinquante tués ou blessés. Le reste s'enfuit dans les bois ou fut pris.

Le gouverneur Clinton rallia ses troupes à New-Windsor et Putnam s'établit à Fishkill. Le 9 on arrêta un émissaire qui portait à Burgoyne un billet daté de Montgomery et ainsi conçu : « Nous y voici; rien entre nous et Gates; j'espère sincèrement que ce petit succès facilitera vos opérations ». L'émissaire fut jugé et pendu comme espion à Kingston, où siégeait la législature de l'État.

Burgoyne avait prévenu Clinton qu'il l'attendrait jusqu'au 12 octobre. Depuis le 19 septembre (bataille de Bemus's Heights) il était comme assiégé dans ses lignes. Le 7 octobre, résolu à se faire jour, il attaqua la gauche américaine, avec Fraser et Riedesel, mais fut complètement battu. Arnold, qu'un différend avec Gates avait privé de son commandement, s'élança en volontaire à la tête des troupes, les entraîna, fit des prodiges de valeur, lança ses hommes sur les canons, bouscula l'ennemi et pénétra dans les retranchements. Il reçut une balle dans la jambe et ne se laissa emporter du champ de bataille que quand il sut la victoire

1. *Clinton* et *Montgomery* sur la rive occidentale. Deux autres forts, *Constitution* et *Independence*, protégeaient l'autre rive.

décisive. Burgoyne avait perdu son artillerie; ses troupes étaient plus que décimées; sa droite était à découvert et son camp menacé.

Dans la nuit du 7 au 8 il dut se décider à reculer d'un mille vers le nord. Le lendemain il assista aux funérailles de son ami, le général Fraser, tué la veille [1]. Il ne fallait plus songer à combattre, et la fuite était déjà impossible. Des détachements avaient été envoyés par Gates sur divers points en arrière des positions anglaises. Burgoyne ordonna cependant la retraite dans la soirée. La pluie tombait à torrents. On ne put aller plus loin que Saratoga. Tous les gués de l'Hudson étaient gardés. Le 13 Burgoyne ouvrit les négociations; il n'avait plus de vivres que pour trois jours. Le 16, au moment de signer les articles de capitulation, il reçut avis de Clinton que les forts des Highlands étaient enlevés. La nouvelle arrivait trop tard. Le lendemain, 17, Burgoyne signa. L'effectif de ses troupes était réduit à cinq mille sept cent cinquante hommes; l'armée américaine comptait dix mille cinq cents hommes présents et deux à trois mille malades ou en congé. Gates traita l'armée vaincue et son malheureux général avec beaucoup d'humanité. Wilkinson, son chef d'état-major, fut le seul Américain qui assista à la remise des armes. Sir Clinton, à la nouvelle de la capitulation de Burgoyne, évacua les Highlands et rentra à New-York.

Washington battu à la Brandywine (11 septembre) et à Germantown (4 octobre). Les Anglais à Philadelphie.

Tandis qu'il suivait d'un regard attentif les mouvements de l'armée du nord, Washington attendait avec une extrême anxiété à Philadelphie que la présence de Howe lui fût signalée sur un point quelconque de la côte. On croyait l'armée principale anglaise partie pour Charleston, lorsque la nouvelle arriva que la flotte était entrée dans la baie de Chesapeake. Le 27 août Howe débarqua son armée à Head of Elk, au nord de la baie, à soixante

1. La baronne de Riedesel qui suivait le camp avec ses enfants, et dont le logement était devant une ambulance, a laissé un récit pathétique des horreurs de cette journée et de la retraite qui suivit.

milles environ de Philadelphie. Ce long détour avait pour objet d'éviter les travaux de défense accumulés devant cette ville sur le fleuve Delaware.

Le commandant en chef, avec quinze mille hommes, dont quelques régiments de milice, attendit les Anglais derrière la petite rivière de Brandywine. Le 11 septembre il fut attaqué de front par Knyphausen, tandis que Cornwallis, remontant la Brandywine, la franchit quelques milles plus haut et tourna l'aile droite des Américains commandée par Sullivan. Cette aile fut aisément mise en déroute. Le centre dut céder à son tour, et Washington retira ses troupes à Chester, puis à Philadelphie et de là à Germantown (aujourd'hui faubourg de Philadelphie) sur la rivière Schuylkill.



Brandywine.

La bataille de la Brandywine livrait Philadelphie aux Anglais. Washington voulut cependant tenter une fois encore le sort des armes. Le 16 les deux armées étaient rangées en bataille à vingt milles de la ville; une violente tempête, mettant hors d'usage les armes, en général fort défectueuses, des Américains, força ceux-ci à repasser la rivière Schuylkill. Wayne, que Washington avait laissé sur la rive droite pour inquiéter la gauche anglaise, fut attaqué par une partie de l'armée de Howe et perdit trois cents hommes. Sa situation avait été dénoncée par un tory. Toute cette région, Maryland, Delaware, Pennsylvanie, était remplie de loyalistes.

Le 25 septembre, Howe entra à Philadelphie que le Congrès venait d'abandonner pour se réfugier à Lancaster, puis à York, au delà de la Susquehannah, après avoir conféré à Washington pour quatre mois les mêmes pouvoirs extraordinaires dont il l'avait investi l'année précédente.

Les Anglais furent accueillis avec faveur dans la ville des quakers, où une nombreuse population faisait des vœux pour leur succès depuis le commencement de la guerre. Un des premiers à féliciter le général victorieux, à son entrée dans la ville de Penn,

fut le chapelain du Congrès, Duché, qui écrivit à Washington pour l'engager à abandonner « une mauvaise cause ».

Les Américains occupaient encore les forts Mifflin et Mercer, un peu au-dessous de Philadelphie, au confluent du Schuylkill et du Delaware; là le fleuve était barré par des obstacles et des rangées de pieux, et la flotte anglaise ne pouvait communiquer avec l'armée, maîtresse de Philadelphie. Les approvisionnements devaient être expédiés de Chester par convois. Howe détacha quelques troupes pour protéger ces convois, et d'autres au delà du fleuve Delaware pour enlever les obstructions qu'y avaient placées les Américains. Informé de ce fait, Washington qui tenait la rive gauche du Schuylkill, à quatorze milles en amont de Germantown, résolut d'attaquer le gros de l'armé britannique campée dans ce bourg.

Le 4 octobre, deux colonnes commandées par Sullivan et Greene, entrèrent à Germantown au lever du jour; les Anglais s'étaient laissé complètement surprendre. Mais un brouillard intense couvrait le village et les environs; les troupes américaines, dirigées au hasard, ne tardèrent pas à se disperser. Les Anglais, mieux disciplinés, reprirent l'avantage, et la victoire des Américains finit en déroute. Sullivan et Greene furent rejetés hors de Germantown après avoir perdu un millier d'hommes [1].

Washington dut se retirer à vingt milles en arrière. Il apprit en même temps la chute des défenses des Highlands, mais bientôt la nouvelle de la reddition de Burgoyne calma ses anxiétés et celles du Congrès. Renforcé par les troupes des Highlands et par des régiments du Maryland et de la Virginie, il reprit son ancienne position devant Germantown.

Howe devait s'emparer des défenses du Delaware, dont le maintien entre les mains des Américains rendait précaire sa situation à Philadelphie. Un premier assaut sur les forts Mifflin et Mercer fut brillamment repoussé le 19 octobre, mais il fallut le 16 novembre se résoudre à évacuer les positions devenues intenables contre le double feu des batteries de terre et des vaisseaux. Le Delaware était définitivement au pouvoir des Anglais. Washington

1. Un des brigadiers, Stephen, convaincu d'avoir été en état d'ivresse pendant le combat, fut traduit devant une cour martiale et dégradé.

fut rejoint trop tard par cinq mille hommes détachés de l'armée du nord et que Putnam avait retenus pour une attaque sur New-York (Hamilton était allé chercher ces troupes à Albany, ainsi que deux autres brigades que Gates ne céda pas sans résistance).

On agita la question d'une attaque sur Philadelphie. Un conseil de guerre décida que cette attaque n'avait aucune chance de succès. Washington se retira donc à White-Marsh, puis bientôt après à *Valley Forge* (rive droite du Schuylkill), à vingt-deux milles de Philadelphie, où il établit ses quartiers d'hiver.

Le Congrès. Le papier-monnaie. Le particularisme.

La situation financière du Congrès s'aggravait par la dépréciation rapide du papier-monnaie. La détresse du trésor fit adopter des mesures de confiscation contre les loyalistes. Des lois avaient déjà été votées ou allaient bientôt l'être, dans la plupart des États, proscrivant nominativement les personnes riches qui avaient quitté le pays et plaçant leurs propriétés sous séquestre. Ces biens devaient être mis en vente, et, provision faite pour le paiement des dettes ainsi que pour l'entretien des familles des proscrits, lorsque ces familles étaient résidentes, le solde devait être versé dans les caisses des États. Comme expédient financier, ces mesures furent un insuccès complet; mais elles donnèrent satisfaction aux rancunes de partis et servirent à enrichir quelques spéculateurs.

Le Congrès autorisait les réquisitions de couvertures, chaussures, vêtements, provisions pour les besoins de l'armée, et s'ingéniait à prévenir, par des dispositions législatives qui restèrent la plupart impuissantes, les gains illicites des fournisseurs, spéculateurs et accapareurs de toute espèce. En adressant ces recommandations par lettre circulaire aux États, le Congrès reconnaissait que les lois proposées étaient peu dignes d'une jeune république, mais qu'elles étaient « rendues nécessaires pour suppléer aux défaillances de la vertu publique et pour corriger les vices de quelques-uns des enfants des États-Unis ».

Le Congrès siégeait portes closes. Le silence enveloppait ses délibérations. Aucun compte rendu des débats n'était autorisé.

« Cette réserve, qui voilait aux yeux des contemporains la faiblesse du Congrès, a contribué aussi à créer une légende sur le désintéressement et le patriotisme de cette assemblée, en dissimulant la lutte constante que s'y livraient les factions diverses, l'esprit de coterie, les mobiles personnels d'action, les préjugés et les intérêts locaux. Cette légende a diminué en fait la grandeur réelle de la révolution américaine en donnant l'idée d'un esprit de concorde et d'abnégation qui n'existait pas; elle supprime une raison principale d'admiration intelligente des acteurs, en atténuant les difficultés apparentes qu'ils eurent à surmonter. Un héroïsme surhumain étant admis, l'accomplissement de tout objet devient relativement aisé; ce qui est réellement difficile, ce qui est vraiment admirable, c'est la réalisation de grandes choses par des moyens purement humains [1]. »

La première émission de billets de crédit continentaux (papier-monnaie de l'Union) avait été décrétée par le Congrès en juin 1775. Au moment où cette assemblée adoptait les troupes réunies autour de Boston comme armée nationale et donnait à cette armée un commandant en chef représentant l'Union des colonies, elle s'engageait en même temps à la faire vivre. Le Congrès, qui ne disposait pas d'un penny et ne pouvait agir sur les États que par voie de réquisitions auxquelles il ne tenait qu'à ceux-ci de se soustraire, ne recula pas devant ce droit exorbitant de créer d'un seul coup (juin-juillet) de la monnaie fictive pour trois millions de dollars. Les billets de crédit continentaux étaient déclarés remboursables en quatre annuités à partir de juillet 1779, sous la garantie de chaque colonie au prorata de sa population supposée. Cette monnaie de papier fut bien accueillie; l'opinion populaire, de tout temps favorable, sous les gouvernements coloniaux, à l'expansion de la monnaie artificielle, encouragea le Congrès à multiplier les émissions. Cette faculté de créer un moyen d'échange constituait, pour la réunion des délégués des États, une force réelle qui subsisterait aussi longtemps que le crédit du papier continental, mais qui devait s'épuiser naturellement avec ce crédit. Aussi le Congrès se montra-t-il d'abord très réservé dans l'emploi

1. Hildreth.

d'une telle force, et très convaincu de l'impérieux besoin de la ménager. D'ailleurs il ne croyait pas alors à la prolongation de la guerre.

Aux trois premiers millions de dollars s'ajoutèrent trois autres millions en décembre de la même année. L'émission fut de quatorze millions en 1776, ce qui faisait déjà, avec les six millions de 1775, un total de vingt millions de dollars, remboursables à diverses échéances plus ou moins éloignées.

A la fin de 1776, Washington était vaincu à Brooklyn et chassé de New-York et du New-Jersey; les Anglais, s'ils avaient été mieux commandés, devaient poursuivre leur succès et entrer immédiatement à Philadelphie. Le Congrès, effrayé, envoya Franklin à Paris demander l'aide de la France. Il imagina en outre, pour parer aux dépenses croissantes, d'ouvrir dans chaque État, un bureau d'emprunt où le papier-monnaie pourrait être échangé au pair contre des certificats de dette des États-Unis portant intérêt à 6 pour 100. Cet expédient ne produisit aucune ressource nouvelle, et il fallut en mai 1777 créer encore dix millions de dollars en billets de crédit; quatre autres millions émis dans les derniers mois de l'année portèrent à trente-quatre millions le montant nominal des billets circulant au commencement de 1778. La somme n'était certes pas très élevée, mais le fait que rien ne garantissait le remboursement en métal commençait à enlever à ce papier la faveur dont il avait joui d'abord. De plus, chaque État possédait en propre un papier-monnaie ayant cours légal. Le Congrès avait recommandé à plusieurs reprises aux législatures de retirer leurs billets existants et de n'en plus émettre à l'avenir, mais il ne fut tenu aucun compte de cette requête, en sorte que les billets des treize États restèrent dans la circulation, concurrents et rivaux de ceux de l'Union.

La dépréciation commença avec les revers publics. A la fin de 1777, après les batailles de la Brandywine, de Germantown et l'occupation de Philadelphie, le papier perdait déjà près de 50 pour 100 de sa valeur nominale. Vainement le Congrès dénonça comme un ennemi public toute personne qui refuserait de prendre des billets au pair. Les prix des denrées subissaient, par suite du discrédit du papier, une hausse considérable; des Conventions de

délégués de plusieurs États se réunirent pour statuer sur les mesures propres à arrêter cette hausse, et essayèrent sans succès d'imposer un maximum.

Jusqu'à ce moment, la principale ressource pour l'entretien de l'armée avait été formée, malgré les émissions de papier-monnaie, par les contributions des États sur réquisitions du Congrès. D'ailleurs ces législatures particulières continuaient seules à s'occuper des fournitures de grains et de farines, à lever leurs contingents respectifs, à les armer et à les faire subsister en campagne, le tout à la charge du trésor central, chaque État contribuant aux frais pour une part déterminée. Quelques États, particulièrement zélés, avaient fourni plus que leur quote-part et se trouvaient ainsi créanciers de l'Union pour des sommes plus ou moins importantes. A partir de 1778, ils commencèrent, pour se rembourser de ces avances, à conserver les fonds qu'ils avaient à fournir sur réquisitions du Congrès, en sorte que celui-ci se trouva bientôt à bout de ressources.

Cependant il serait inexact de dire que la guerre eût gravement appauvri le pays. Depuis 1775, la population s'accroissait; les colons ne cessaient de se répandre dans les régions nouvellement explorées de l'ouest, dans les vallées de la Kanawha, du Cumberland, du Kentucky, de l'Ohio. Dans les États du Sud, en Virginie surtout, les travaux des champs n'avaient pas été interrompus, les produits pour l'exportation s'entassaient le long des cours d'eau navigables. Dans la Pennsylvanie et dans la Nouvelle-Angleterre les récoltes étaient abondantes, les ports du Massachusetts s'enrichissaient par un commerce maritime très actif que l'ennemi ne parvenait pas à entraver. Mais, tandis que les ressources du pays étaient en réalité considérables, elles n'étaient point disponibles, faute d'organisation. Au-dessus et à côté de la population qui prospérait, le gouvernement et l'armée étaient dans une situation misérable, l'un se débattant au milieu d'inextricables difficultés financières, l'autre, mal vêtue, à peine nourrie, peu ou point payée, ne recevant de temps à autre quelque arriéré de solde qu'en une monnaie fictive dont la dépréciation réduisait en fait de moitié la solde des troupes et des officiers.

Il eût suffi pour parer aux plus désastreux effets de cette absence

d'organisation, que le Congrès prît une décision énergique et s'attribuât le pouvoir d'établir et de percevoir directement des taxes, non plus sur les États séparément, mais sur la population de l'ensemble des États-Unis. Assuré d'un revenu régulier, disposant ainsi d'un gage certain, le Congrès aurait pu emprunter à des conditions raisonnables et adopter des combinaisons propres à arrêter le discrédit de ses billets. En mai 1778, le Congrès reconnut publiquement cette cause principale de son impuissance financière. Mais il n'alla pas plus loin que cet aveu, et n'osa, tout engagé qu'il était dans la voie révolutionnaire, assumer le seul pouvoir dont l'exercice eût donné à son autorité morale une sanction véritablement effective.

Pour expliquer cette réserve, il suffit de considérer à quel point les gouvernements des États étaient jaloux du pouvoir de taxation. Ils s'étaient révoltés contre la Grande-Bretagne uniquement parce que le Parlement avait prétendu l'exercer contre eux. Fallait-il maintenant l'abandonner à cette nouvelle autorité extérieure qui s'était substituée à l'autorité de la métropole? On considérait volontiers le Congrès comme un instrument de guerre, une arme de circonstance, forgée pour la lutte contre l'Angleterre et que l'on rejetterait dédaigneusement, la lutte finie. On pouvait bien permettre à cette assemblée extraordinaire de créer de la monnaie, mais aucun législateur d'État n'aurait osé, après avoir fait la révolution pour le droit de taxation, renoncer, au nom du peuple de son État, à cette partie essentielle de la souveraineté.

« Les citoyens avaient beaucoup plus d'attachement à leurs gouvernements d'États qu'ils n'en éprouvaient pour un pouvoir central de création si récente. Les gouvernements séparés étaient reconnus pour bons par une ancienne expérience, tandis que le pouvoir central n'était encore qu'une ébauche essayée de la veille. Les souvenirs, l'attachement héréditaire de plusieurs générations, parlaient avec une force religieuse en faveur des premiers; l'autre n'avait aucune association avec le passé, aucune tradition; il ne parlait pas au cœur des peuples. Dans chaque État se trouvait une autorité qui pouvait recevoir des serments, imposer des taxes, maintenir l'ordre, faire rendre la justice par des magistrats intègres et compétents, protéger la liberté, la propriété, tout ce qui fait la

sainteté, la beauté de la vie sociale. Quant au Congrès, il ne pouvait guère qu'émettre des recommandations et faire des promesses. Partout les États agissaient au moyen d'officiers civils attachés aux emplois; le Congrès n'avait ni magistrats, ni cours, ni agents d'exécution qui lui appartinssent en propre[1]. »

Le gouvernement général tendait ainsi constamment à l'impuissance. Inconsciemment, et par le cours naturel du développement politique, l'esprit et l'habitude du particularisme prenaient chaque année plus de force.

Situation des belligérants à la fin de 1777.

L'armée de Washington passa l'hiver à Valley-Forge. Howe, dans Philadelphie, s'établit solidement derrière des retranchements, entre le Delaware et le Schuylkill. Les troupes américaines étaient paralysées par le manque de chaussures et de couvertures et souffrirent aussi de la famine. Washington épuisait son activité en efforts incessants pour préserver l'armée d'une désorganisation imminente.

Pendant ce temps s'ourdissait au Congrès une intrigue visant à lui enlever son commandement. L'histoire en est un peu obscure, les informations qui s'y rattachaient ayant été soigneusement supprimées par ceux qui y eurent part. N'était-ce qu'une vulgaire intrigue? Il était après tout possible à d'honnêtes gens d'avoir à cette époque des doutes sur la capacité de Washington comme commandant en chef. Il dirigeait depuis deux ans la principale armée des États-Unis; à son actif on pouvait mettre l'évacuation de Boston par les Anglais et le succès de Trenton; mais il avait perdu New-York, Newport, Philadelphie; il avait été battu à Brooklyn, à White-Plains, à Fort Washington, à la Brandywine, à Germantown. D'autres, pendant ce temps, avaient livré les glorieuses batailles de Behmus's Heights et fait capituler Burgoyne à Saratoga!

Richard-Henri Lee et Samuel Adams accusaient Washington de manque d'énergie dans la direction des opérations militaires et

1. Bancroft, vol. X, traduction de A. de Circourt.

de favoritisme dans la nomination aux grades. Les Pennsylvaniens n'avaient pas lieu d'être satisfaits, Washington ayant laissé prendre leur capitale. A la tête des mécontents se trouvait Mifflin, homme de talent et d'action, très ambitieux, très populaire, jouissant d'un grande influence au Congrès, mais dont Washington s'était plaint hautement comme intendant général. Conway, pour qui Washington n'avait pas voulu créer le grade d'inspecteur général, ne tarissait pas en critiques sur l'état de l'armée. Gates pouvait aspirer depuis Saratoga au poste de commandant en chef, si ce poste devenait vacant.

Lorsque le Congrès réorganisa en novembre 1777 le bureau de la guerre, les principaux adversaires de Washington y furen nommés, notamment Mifflin et Gates, celui-ci président en remplacement de John Adams. Le mois suivant, malgré les remontrances de Washington, Conway fut promu major général pardessus tous les brigadiers généraux, et inspecteur des armées des États-Unis. On essaya de gagner La Fayette, en lui offrant le commandement d'une expédition contre le Canada. L'objet de cette petite conspiration ne fut pas plus tôt aperçu de l'armée et du public que le sentiment général se prononça avec force en faveur de Washington. Les conjurés eurent promptement conscience de la fausse position où ils risquaient de se placer, et le résultat de cette campagne avortée fut de fortifier encore la situation du commandant en chef et son action sur la masse des esprits. Conway, envoyé en mars 1778 au département du Nord, se plaignit de cet espèce d'exil et offrit sa démission. A son grand désappointement il fut pris au mot et rien ne put faire revenir le Congrès sur ce vote [1].

La guerre avait déjà coûté à l'Angleterre vingt mille hommes et vingt millions de livres sterling. Cinq cent cinquante bâtiments (d'une valeur de douze millions de dollars) avaient été pris par les Américains. Le commerce du royaume se plaignait hautement; de plus on redoutait l'intervention de la France. Les pertes des Amé-

1. Quelque temps après, Conway fut blessé dans un duel avec le général Cadwallader qui l'avait accusé de couardise à la Brandywine. Il écrivit à cette occasion une lettre d'humble apologie à Washington. Lorsqu'il fut guéri, il retourna en France.

ricains étaient aussi très lourdes; les pêcheries et le commerce de cabotage n'existaient plus; les levées de milice avaient été très coûteuses, l'agriculture commençait à en souffrir; les destructions d'armes et d'équipements atteignaient des chiffres très élevés, la comptabilité était mal tenue et les dépenses facilement exagérées; aux 40 millions de dollars déjà engagés par le Congrès s'ajoutaient toutes les dépenses directes des États, endettés ensemble de 25 millions. Les Américains avaient perdu beaucoup de monde, peu relativement sur le champ de bataille, mais surtout par la maladie, dans des hôpitaux mal organisés, et par le manque de vêtements, de chaussures et de vivres.

On ne songeait cependant point à renoncer à la lutte, et on ne voulait entendre parler de paix qu'à la condition de la reconnaissance complète de l'indépendance. Plus on avait souffert, moins on supportait l'idée de retomber sous la domination de l'Angleterre.

Après trois années de guerre, le gouvernement britannique possédait, en dehors des îles Long et Staten, les villes de New-York, Newport et Philadelphie, et ne les gardait qu'à la condition d'entretenir une armée dans chacune d'elles. Tout le reste du pays lui était étranger et ennemi. Même dans les États où ils étaient nombreux, les tories n'avaient pu organiser une résistance sérieuse. Ils avaient seulement fourni à l'armée anglaise, sous des colonels américains (Allen, Chalmers, Clifton, De Lancey, sir Johnson), environ trois mille six cents hommes.

CHAPITRE XLIII

CONCLUSION DE L'ALLIANCE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA FRANCE

Vergennes, ministre de Louis XVI, prépare un accord avec les colonies anglaises insurgées (1774-1776). Envois secrets d'argent, d'armes, de munitions. — Travail diplomatique pour l'action commune avec l'Espagne. Franklin en France (4 décembre 1776). Départ de La Fayette pour l'Amérique (20 mars 1777). — La politique du Pacte de famille. L'opinion se passionne pour la cause américaine. — La cour de Versailles se décide à agir sans l'Espagne. Signature des traités de commerce et d'alliance avec les États-Unis (6 février 1778).

Vergennes, ministre de Louis XVI, prépare un accord avec les colonies anglaises insurgées (1774-1776). Envois secrets d'argent, d'armes, de munitions.

Dès 1763 Choiseul avait songé à trouver, dans les dispositions des colonies anglaises à se soulever contre leur métropole, une occasion de venger les hontes de la guerre de Sept Ans et d'effacer les conditions humiliantes du traité de Paris. Dans un mémoire adressé à Louis XV en 1765 [1], il déclarait que la mer était le seul champ de bataille propice contre l'Angleterre et qu'il fallait amener l'Espagne à y combattre à nos côtés. Les affaires d'Amérique étaient l'objet constant de ses préoccupations, comme l'établit sa correspondance avec ses agents à Londres de 1766 à 1769 [2], le comte de Guerchy, puis le comte du Châtelet, et leurs secrétaires, Durand et Francès. La question se trouvait, dès cette

1. Reproduit dans le *Journal des Savants*, de mars-avril 1881.
2. Voir *Jefferson,* par Cornélis de Witt. — Fr. Kapp a traduit cette correspondance en allemand dans sa biographie du général de Kalb.

époque, étudiée sous tous ses aspects : l'état des colonies, leurs ressources, les moyens de les aider si elles se rebellaient. Le comte de Vergennes, ambassadeur à Constantinople et à Stockholm, fut appelé en 1774, par le jeune roi Louis XVI, aux affaires étrangères. Il trouva dans les papiers de son département, outre la correspondance de Choiseul sur les colonies d'Amérique, des traces nombreuses de la place importante qu'avait tenue une rupture éventuelle avec l'Angleterre dans la diplomatie secrète du feu roi [1]. Il était lui-même pénétré des mêmes idées; mais les conséquences de la dernière guerre et du traité qui l'avait close pesaient encore sur les esprits. On craignait toute hardiesse, le patriotisme semblait consister surtout à se montrer prudent; on penchait pour les voies détournées, bien que le courant d'opinion fût de plus en plus marqué contre la Grande-Bretagne. Vergennes reprit le système de Choiseul. Les yeux constamment tournés du côté des colonies anglaises d'Amérique, il résolut de faire reposer sur l'alliance de l'Espagne toute la politique extérieure du roi. A peine installé au ministère, il travailla à préparer une action commune des deux cours pour le jour où les circonstances rendraient l'action opportune.

Au commencement de 1775, on croyait encore à Versailles que le roi d'Angleterre ferait des concessions aux colonies pour n'avoir pas à reprendre lord Chatham comme ministre. Si d'autre part celui-ci revenait au pouvoir, la conciliation avec les colonies serait faite, et d'autres projets seraient formés par le gouvernement pour faire diversion aux querelles intestines. Aussi Vergennes assurait-il à lord Stormont, ambassadeur d'Angleterre à Paris, en mars de cette année, que le roi de France avait « l'intention sincère et constante de maintenir la paix, l'amitié et le bon voisinage de Sa Majesté Britannique, et de ne point profiter de son embarras pour l'inquiéter ». Quelques mois plus tard, 28 juillet, de Guines, ambassadeur de France à Londres, mandait à Vergennes un propos d'un des secrétaires d'État : « Ce ministre m'a confié hier que nombre de personnes des deux partis étaient entièrement persuadées que le moyen de faire cesser cette guerre

1. Duc de Broglie, *le Secret du Roi*.

d'Amérique était de la déclarer à la France, et qu'il voyait avec peine cette opinion s'accréditer. »

La lecture de la proclamation du roi George III (23 août 1775) convainquit Vergennes de l'impossibilité de la conciliation entre les colonies et l'Angleterre. Il ne restait plus qu'à se tenir, ou plutôt à se rendre prêt pour une intervention au moment favorable. Un agent, Bonvouloir, fut envoyé en Amérique avec mission de sonder le terrain auprès du Congrès continental, et surtout de bien voir ce qu'étaient les Américains, politiquement et militairement[1]. Beaumarchais dont l'activité allait se déployer, avec un zèle si mal récompensé, en faveur des Américains, se lia vers cette époque en Angleterre avec un agent du Congrès, Arthur Lee, se renseigna par lui sur les choses d'Amérique, revint précipitamment à Paris (septembre 1775) et fit remettre par Sartines au roi un mémoire secret recommandant une entente avec les *insurgens*. « Les colonies, disait-il, sont perdues pour la mère patrie. » La question fut discutée en conseil devant le roi. En octobre lord Stormont entretint Vergennes de la situation des affaires en Amérique et des graves conséquences qu'une telle insurrection ne pouvait manquer d'avoir pour toutes les puissances coloniales. Vergennes répondit : « Ces conséquences, en effet, sont très évidentes, aussi évidentes que celles de la cession du Canada. J'étais à Constantinople quand la dernière paix a été conclue; lorsque j'en eus appris les conditions, je dis à plusieurs de mes amis que l'Angleterre aurait avant longtemps à se repentir d'avoir supprimé le seul obstacle qui pût tenir les Américains en respect. »

Des notes rédigées au ministère par le premier commis, Gérard de Rayneval, sous l'inspiration de Vergennes, furent réunies pour l'usage du roi et de M. de Maurepas, sous le titre de « Réflexions sur la situation actuelle des Colonies anglaises et sur la conduite qu'il convient à la France de tenir à leur égard ». On s'attachait à y démontrer que le parti des Américains était définitivement pris et qu'ils y persisteraient, que, si on ne les appuyait pas, il fallait s'attendre à les voir succomber, car l'Angleterre était

1. Guines à Vergennes, 28 juillet 1775. Bonvouloir envoya en décembre un rapport très intéressant, puis on n'entendit plus parler de lui. Il avait suivi l'expédition américaine au Canada et fut pris par les Anglais.

obligée d'empêcher leur succès à tout prix; que l'inimitié invétérée de cette puissance imposait le devoir de ne perdre aucune occasion de l'affaiblir; qu'il fallait donc saisir l'occasion qui s'offrait et *favoriser l'indépendance* des colonies insurgées. D'ailleurs si la France ne faisait pas la guerre à l'Angleterre, c'est l'Angleterre qui la lui ferait, qu'elle fût ou non victorieuse en Amérique.

Cette thèse fut reprise par Beaumarchais dans un nouveau mémoire qu'il fit adresser à Vergennes en février 1776, et intitulé « la Paix ou la Guerre ». Il y était dit que la guerre serait certainement faite à la France si les colonies ne pouvaient résister, et que « quelques millions qu'on leur donnerait aujourd'hui pour occuper l'Angleterre en économiseraient trois cents que coûterait seulement une première campagne ». Vergennes communiqua ce mémoire au roi, en l'accompagnant d'une nouvelle étude : Considérations sur la conduite à suivre, etc., où se trouvait exposée en termes plus explicites que dans les « Réflexions » la politique que le ministre proposait à l'approbation de son souverain. Après avoir répété que la guerre avec l'Angleterre paraissait inévitable, quelle que fût l'issue de la lutte engagée en Amérique, Vergennes arrivait aux conclusions suivantes : si la France et l'Espagne étaient prêtes, au point de vue des moyens tant financiers que militaires, il faudrait déclarer de suite la guerre; mais on n'était pas prêt. Il fallait donc *gagner un an*, en entretenant le ministère anglais dans la persuasion des intentions pacifiques de la France et de l'Espagne, et en *soutenant le courage des Américains* par quelques faveurs secrètes et par des espérances vagues, de façon à prévenir les démarches qu'on cherchait à les induire à faire pour un accommodement. Il ne fallait pas traiter encore avec les colonies en insurrection, mais leur donner des secours et attendre qu'elles se fussent déclarées indépendantes.

Malgré l'opposition du ministre des finances, Turgot, qui dut, bientôt après, donner sa démission, opposition qui portait moins sur le fond même du programme que sur ce qu'il pouvait présenter de trop absolu concernant la nécessité de la guerre avec l'Angleterre, la politique des « Considérations » fut adoptée en conseil et approuvée par le roi. Vergennes allait désormais en poursuivre l'application. Elle comportait tout d'abord un double jeu à

l'égard du gouvernement britannique, la préparation d'une action commune avec l'Espagne, l'envoi secret de secours en Amérique. Elle devait avoir pour couronnement une alliance formelle avec les colonies insurgées. C'était, dans les termes mêmes des « Considérations », une politique de prévoyance à la fois circonspecte et active.

Déjà le marquis d'Ossun, notre ambassadeur à Madrid, avait agi auprès du roi d'Espagne, ayant reçu des instructions réitérées sur la nécessité de resserrer les liens entre les deux cours. D'autre part d'Aranda, l'ambassadeur espagnol à Paris, était très favorable à l'action commune projetée. Le 22 avril 1776 il assista à une importante conférence tenue par les ministres chez M. de Maurepas, sous la présidence du roi, et il y apporta des propositions formelles de son gouvernement : formations d'escadres au Ferrol et à Brest, concentrations de troupes en Bretagne et en Normandie. Des résolutions conformes à ces propositions furent arrêtées. Vergennes les rédigea et Louis XVI les consacra en écrivant au-dessous de la signature de son ministre le mot : approuvé. Tout semblait indiquer que la participation de la France à la guerre pour l'indépendance des Américains allait commencer au milieu de l'année 1776. Mais ni à Madrid ni à Paris on n'était prêt pour une si prompte entrée en campagne. Il fallait d'abord « recréer notre marine qui, dit Vergennes lui-même, avait été négligée, dans les dernières années du feu roi, à un point incroyable ».

On s'en tint donc pour l'instant aux envois secrets de munitions et de matériel de guerre. Les premiers intermédiaires pour ces envois furent le docteur Barbeu Dubourg, le « cher bon ami » de Franklin, l'intendant Leroy de Chaumont, les Montaudoin, armateurs de Nantes, dont l'un était correspondant de l'Académie royale des sciences, bientôt après Beaumarchais, dont le génie était admirablement approprié à ce rôle. Vergennes résolut d'envoyer un million de livres en Amérique, le Congrès ayant avant tout un extrême besoin d'argent [1]. La cour d'Espagne donna également

1. Vergennes à Grimaldi (ministre des affaires étrangères à Madrid) : « Le gouvernement n'y paraîtra en rien, tout se fera sous le nom d'une société de commerce dirigée par un négociant d'une de nos villes maritimes.... Ces gens-là sont assez pénétrants pour sentir qu'un secours de cette espèce ne peut partir d'une main ordinaire. »

un million, et par la même voie. Un négociant de Nantes, Pliarne, et un Alsacien, Penet, se trouvaient à cette époque à Philadelphie; ils recevaient des commandes de Franklin, sanctionnées ensuite par le Congrès, et les transmettaient en France à Barbeu Dubourg. Beaumarchais dirigeait des envois d'Angleterre même, où on le croyait uniquement occupé d'une opération d'achats de monnaies portugaises pour les colonies sucrières françaises [1]. Notre chargé d'affaires à Londres, Garnier, écrivait à Vergennes, sur des rapports anglais, que ce qui manquait aux insurgents, c'était « des mortiers, des bombes, de bonnes platines de fusils, du soufre, des vêtements, des couvertures de laine, surtout des ingénieurs ».

Barbeu Dubourg entra, avec l'agrément de Vergennes, en relations avec Gribeauval, chef du matériel de la guerre, et avec un adjudant général, Tronson du Coudray, qui fut chargé d'aller dans les arsenaux faire le triage de l'armement destiné à l'Amérique et de le diriger sur les ports; ce dernier songeait aussi à se rendre aux colonies comme général d'artillerie et du génie. Beaumarchais, décidément choisi par Vergennes pour « le négociant fidèle et discret » qui dissimulerait, sous les dehors d'une entreprise privée, la participation du gouvernement à l'armement des colonies, établit la maison Roderique, Hortales et Cie, qui allait centraliser les envois [2]. C'est lui qui avait déjà fait passer à Arthur Lee les deux millions donnés par les rois de France et d'Espagne [3]. Il devait s'entendre à Paris avec l'Américain Silas Deane que le Congrès, au commencement de l'année, avait décidé d'envoyer comme son représentant officieux auprès de la France, et qui, parti en mars, était arrivé en juin par les Bermudes et l'Espagne. En peu de temps la prétendue maison Hortales eut expédié deux cents pièces de canon, des armes de toute espèce prises dans les arsenaux du roi, quatre mille tentes et des vêtements pour trente mille hommes. Les envois étaient effectués par les Indes occidentales; le paiement devait avoir lieu en tabac et produits divers.

Lorsque Vergennes apprit en juin que les Américains avaient

1. Henri Doniol, *Participation de la France à l'établissement de l'indépendance des États-Unis*, 1er volume.
2. *Beaumarchais et son temps*, par M. de Loménie.
3. Les quittances sont du 10 juin et du 10 août 1776.

été mis en déroute au Canada, il ne s'émut pas, estimant qu'il valait mieux que les Anglais eussent en Amérique même une base d'opérations, car ils seraient encouragés par là à espérer le succès définitif. Deux mois plus tard, il fut avisé de Londres par Garnier (16 août) que le Congrès venait de déclarer l'indépendance des Colonies sous le nom d'États-Unis de l'Amérique du Nord. Cette nouvelle détermina la réunion le 31 août d'un important « comité » ministériel [1]. Vergennes y lut un rapport déclarant la guerre inévitable et demandant qu'une solution fût adoptée sans retard. Il fallait se préparer à de prochaines hostilités. Aucune objection ne fut soulevée dans le comité et le mémoire fut expédié le 7 septembre à d'Ossun, pour être soumis à la cour d'Espagne.

Travail diplomatique pour l'action commune avec l'Espagne. Franklin en France (4 décembre 1776). Départ de La Fayette pour l'Amérique (20 mars 1777).

Les choses en étaient là, et on attendait avec impatience à Versailles la réponse du Pardo, lorsque arriva en Europe (11 octobre) la nouvelle de la défaite des Américains à Long-Island et de l'occupation de la ville de New-York par lord Howe (22-30 août). Comme on ne pouvait deviner ce que recélaient de force la ténacité et le sang-froid de Washington, on crut la cause des *insurgens* sérieusement compromise et les dispositions à la cour de France devinrent subitement moins belliqueuses. Les résolutions de guerre immédiate furent écartées. Le gouvernement espagnol s'étant enfin déclaré prêt à agir, on se hâta de répliquer que l'on estimait que cette cour mettait un prix trop élevé (la conquête du Portugal) à son action.

L'esprit public, dans l'ignorance où l'on était du travail secret qui s'était fait depuis une année à la cour pour la préparation de la guerre, accusa, non sans quelque apparence de raison, le ministre des affaires étrangères de chercher à enrayer le courant

1. Le comité se composait de M. de Maurepas, chef du cabinet, des deux secrétaires d'État de la guerre et de la marine, du contrôleur général, et du secrétaire d'État pour les affaires étrangères.

d'opinion favorable à l'Amérique. Ce courant se prononçait avec une énergie extrême depuis la publication du texte de la Déclaration d'indépendance. La jeunesse française, élevée dans les idées de philosophie sociale qu'avaient popularisées par leurs écrits Voltaire, Diderot, Montesquieu, Rousseau, Raynal, les encyclopédistes, retrouvait dans l'œuvre de l'Américain Jefferson, adoptée par l'unanimité du Congrès comme l'expression la plus parfaite des sentiments des Colonies soulevées contre l'Angleterre et unies pour la liberté, l'inspiration directe de cette philosophie et des doctrines devenues pour elle comme une atmosphère morale. Cette jeunesse, dans les rangs de laquelle les fils de la noblesse n'étaient ni les moins ardents pour les idées nouvelles ni les moins passionnés pour la cause américaine, ne comprenait pas que l'annonce d'une défaite pût refroidir les sympathies que l'on avait d'abord éprouvées pour les combattants de Lexington et de Bunker Hill, pour les compagnons de Montgomery et de Washington. Franklin que le Congrès, après la déclaration d'indépendance, avait nommé, avec Deane et Arthur, commissaire près de la cour de France (septembre 1776) et qui partit bientôt après sa nomination, allait profiter de cet engouement pour les choses et les hommes d'Amérique, engouement surexcité par le vieux levain de haine contre l'Angleterre, par le besoin d'agitation et l'aspiration à la revanche après treize années écoulées depuis la triste paix de 1763.

Mais on croyait à tort Vergennes hostile à ces aspirations populaires; il s'y associait, en diplomate éclairé, en politique un peu timide, en homme d'État qui n'avait pas d'illusion à se faire sur la faiblesse et l'insuffisance des moyens militaires dont la France pouvait encore disposer à cette époque. Les défaites des Américains ne lui faisaient pas abandonner ses projets, elles lui en imposaient l'ajournement.

Un mois après l'arrivée des mauvaises nouvelles, le comte Charles-François de Broglie [1], commandant des Trois-Évêchés, se présenta chez Silas Deane (5 novembre), lui amenant le baron de Kalb, porteur depuis la veille d'un congé de deux ans, et disposé à se rendre aux colonies pour y servir sous le général Washington,

1. Frère du maréchal-duc qui était gouverneur de Lorraine.

avec un grade convenant à la situation qu'il occupait en France. Le baron de Kalb, d'origine prussienne, était depuis longtemps au service de la France. Il avait combattu à Rosbach et à Bergen auprès du comte de Broglie. Lieutenant-colonel depuis 1762, il connaissait déjà l'Amérique où le duc de Choiseul l'avait envoyé en mission (1769) pour étudier les dispositions des colonies. A son retour il avait été attaché à l'état-major du comte de Broglie. Celui-ci suivait d'un regard attentif les événements d'Amérique où il voyait une occasion possible de réparer les mécomptes de sa destinée. Il rêvait d'être appelé par les Américains eux-mêmes, de les conduire, comme généralissime, à la victoire contre les Anglais, et d'obtenir d'eux, en retour de leur indépendance assurée, le Stathoudérat [1]. Il comptait sur le baron de Kalb pour préparer le terrain en Amérique et faire valoir auprès du Congrès l'importance du service que le comte de Broglie était prêt à lui rendre par son concours personnel.

Le lendemain même de cette visite (6 novembre), Kalb présenta à son tour à Silas Deane, comme disposés à s'engager avec lui pour des grades répondant à leur qualité, trois jeunes officiers qui occupaient une place distinguée à la cour, le vicomte de Noailles, le marquis de La Fayette, son beau-frère, et le comte de Ségur, leur cousin.

Silas Deane avait vu promptement affluer chez lui des traitants en quête d'affaires et des militaires en quête d'emplois. Diplomate improvisé, il remplit bientôt l'office d'une véritable légation. Tandis qu'il négociait avec Beaumarchais et Tronson du Coudray pour l'embarquement d'armes et de munitions sur des navires frétés pour son compte par la maison Hortales, il enrôlait un grand nombre d'officiers français et étrangers et préparait, dans son zèle intempérant, de grands embarras au Congrès [2]. Cette fois cependant il pouvait être fier des recrues qui venaient s'offrir pour la défense de la cause américaine.

Le marquis de La Fayette avait dix-neuf ans en novembre 1776. On l'avait marié à seize ans et demi, le 11 avril 1774, à la seconde

1. H. Doniol, *Participation de la France*, etc., 1er vol. — F. Kapp, biographie de Kalb. — Bancroft, *Histoire des États-Unis*, vol. IX.
2. Voir chapitre XLI.

fille du duc d'Ayen, âgée de quinze ans. En 1775, il faisait à Metz quelques mois de garnison au régiment de Noailles. Au mois d'août le duc de Gloucester, frère du roi George III, passant par la Lorraine, dîna chez le comte de Broglie. Le jeune marquis était un des convives [1]. Il ne fut question pendant ce repas que des insurgens d'Amérique, pour lesquels le duc exprimait une vive admiration, ne partageant nullement à leur égard les vues de son royal frère. Les dix-huit ans de La Fayette s'enthousiasmèrent pour les héros de la Nouvelle-Angleterre, et il décida qu'il irait se battre pour les Colonies-Unies.

Il dut attendre près de deux ans avant de réaliser son projet. Lorsqu'il se présenta à la fin de 1776 à Silas Deane avec ses deux jeunes parents, à peine plus âgés que lui, tous trois s'étaient juré de garder le secret sur cette démarche de peur de la faire échouer, la cour ayant renoncé depuis quelque temps à toute démonstration de sympathie pour l'Amérique. Le secret fut cependant bientôt connu, les familles des jeunes gens s'émurent, et avec elles le gouvernement. Ordre formel fut donné de haut lieu aux trois aspirants héros de renoncer à leur dessein. Vergennes, contrarié de cet éclat, n'épargna pas les remontrances. Dans le cours de l'hiver il ne cessa de décourager et de repousser d'autres tentatives du même genre.

Franklin s'était embarqué en octobre; il montait le *Reprisal*, une des nouvelles frégates de l'Union, le premier vaisseau de guerre national américain qui ait paru dans les eaux d'Europe. Il débarqua le 4 décembre 1776 à Auray en Bretagne avec deux prises anglaises faites en route, et arriva le 20 à Versailles. L'objet de sa mission était la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis par la France, et la négociation d'un traité de commerce et d'amitié entre les deux pays [2]. Vergennes reçut les trois

1. M. H. Doniol établit que c'est en 1775 qu'eut lieu ce dîner de Metz et non en 1776, comme La Fayette l'a relaté lui-même par erreur dans ses deux récits, écrits à vingt-cinq et quarante-cinq années de distance des faits.

2. Le jour même où Franklin arrivait à Versailles, lord Stormont écrivit à Murray Keith, parlant du célèbre Américain : « Il mentira, il promettra et flattera avec toute cette insinuation et cette subtilité qui lui sont naturelles ». — Vergennes écrit le 10 janvier 1777, à Noailles, à Londres : « Le docteur Franklin se conduit modestement à Paris; il y trouve quelques amis et plus de curieux. Il m'a fait une visite que j'ai reçue; sa conversation est douce et honnête, il paraît homme de beaucoup d'esprit. »

commissaires des États-Unis, mais en secret, ne pouvant leur reconnaître encore un caractère officiel (28 décembre 1776). Un des premiers résultats de cette entrevue fut le don aux Américains d'une nouvelle somme de deux millions, payable par quartier. Franklin s'établit à Passy; la mode s'en mêlant et aussi par sympathie pour les Américains et pour l'impersonnelle et vague liberté, tout Paris alla le voir dans son aimable retraite; il recevait des politiques, des gazetiers, des officiers, même des maréchaux, comme Maillebois et de Broglie. Le bonhomme Franklin était déjà populaire.

Cependant les nouvelles d'Amérique étaient de plus en plus mauvaises. On avait appris successivement la chute du fort Washington, l'abandon des Jerseys; la mer était fermée aux vaisseaux américains et à ceux d'Hortales; la légation était sans instructions du congrès depuis l'arrivée de Franklin. Mais cet aspect sombre des affaires n'effrayait pas La Fayette. Son beau-frère et son cousin, devant l'interdiction qui leur avait été signifiée, n'avaient pas poussé plus loin l'aventure. Seul il persista; en février 1777 il signait, en même temps que Kalb, son engagement définitif [1]. Kalb et La Fayette partaient comme majors généraux, emmenant onze officiers avec divers grades, depuis celui de colonel jusqu'à celui de lieutenant. Le 20 mars il alla s'embarquer à Los Pasages sur la *Victoire*, bâtiment qu'il avait fait acheter et équiper à Bordeaux par un agent du comte de Broglie. Il avait espéré jusqu'au bout, mais vainement, partir avec l'autorisation du gouvernement et l'assentiment de sa famille. Il se savait secrètement approuvé par nombre de ses amis, mais son beau-père avait voulu le retenir même de force. Lorsque la nouvelle de ce départ romanesque fut connue dans le public, elle enflamma tous les esprits, comme un coup de théâtre. A la cour on resta assez indifférent; Vergennes traita l'affaire de pure équipée [2]. La foule applaudit. L'opinion des salons, des nouvellistes, des politiques, imposa

1. Qui resta toutefois daté du 7 décembre 1776.

2. Vergennes à Noailles, le 2 mai 1777 : « Ses conseils (à La Fayette) sont bien coupables. Je ne puis vous dire si le roi est informé de cette seconde équipée; je me garderai bien de lui en parler. Le lord Stormont en paraît de très mauvaise humeur; il a le talent de donner beaucoup de valeur à de *très petites choses*. »

silence aux improbations. On avait déjà traduit et publié à Paris ces Articles de confédération que le Congrès élaborait pour les Etats-Unis, ainsi que les constitutions particulières de la plupart des États, ces chartes des libertés américaines, pour le salut desquelles le marquis de La Fayette allait offrir son sang.

La politique du Pacte de famille.
L'opinion se passionne pour la cause américaine.

Le ministère de la marine n'était pas resté inactif pendant l'hiver de 1776 à 1777. On travaillait dans les arsenaux à l'armement des escadres dont on aurait sans doute avant peu l'occasion de faire emploi; car si le programme d'une guerre contre l'Angleterre avait dû être ajourné, il n'était point abandonné. Après maintes péripéties et des retards successifs, les navires frétés par Silas Deane et par Beaumarchais avaient mis à la voile, portant aux insurgens munitions, vêtements, fusils et canons. Le ministre des affaires étrangères, rassuré sur les conséquences immédiates des premières défaites de Washington, se disposait à reprendre l'action diplomatique, et il agissait en parfaite communauté d'intention et de vues avec Maurepas et le roi. La nouvelle des combats glorieux de Trenton et de Princeton et de la reprise des Jerseys avait relevé les espérances des amis de la cause américaine. De nouveau on recommençait à presser le cabinet de Madrid qui, à son tour, ne se montrait plus disposé à agir, et les derniers mois de 1777 allaient être employés par Vergennes à peser sur l'esprit irrésolu du roi Charles III. L'ancien ministre des affaires étrangères d'Espagne, marquis de Grimaldi, avait fait place au comte de Florida-Blanca que l'on avait des raisons de croire tout à fait porté à prendre au sérieux les obligations du Pacte de famille. Vergennes remplaça l'ambassadeur de France à Madrid, le marquis d'Ossun, qu'il jugeait tiède, par le comte de Montmorin, plus jeune, plus actif, plus capable de vaincre l'inertie espagnole.

La situation était délicate. A mesure en effet que le gouvernement de Louis XVI s'attachait davantage au parti d'entrer en accord avec les États-Unis, celui de Charles III s'étudiait à trouver

des motifs de se tenir éloigné d'un tel accord. « Il s'agissait, écrivait Vergennes à d'Ossun, de savoir définitivement ce qu'on voulait; de préparer des échecs à la Grande-Bretagne pour abattre sa prééminence, par conséquent s'allier avec les États-Unis et l'avouer; ou se replier dans l'état présent, accepter l'effacement, l'espèce de subordination, dont ensemble on avait si patiemment cherché les moyens de sortir. » Le cabinet du Pardo fut désormais littéralement bombardé de dépêches, d'explications, de mémoires. C'était un siège en règle; d'incessants assauts furent livrés aux répugnances du monarque espagnol à s'allier à des colons révoltés. Une de ces pièces, approuvée par le roi Louis XVI, et concluant à une alliance formelle avec les États-Unis, fut envoyée à la fin de juillet : « Si l'on veut, disait-elle, servir l'Amérique et s'en servir, nous voici au moment de l'avertir, au moment en tout cas, si l'on ne veut rien faire, où l'honnêteté et l'humanité prescrivent qu'on le lui dise. *Janvier et février* 1778 *est l'époque* passé laquelle les deux couronnes n'auront plus qu'à regretter l'occasion qu'elles auront négligée. »

Vergennes suivait donc maintenant avec résolution la voie où il était entré, et il marquait la date extrême où la délibération devrait faire place à l'action.

Dans ses relations avec les commissaires américains, Vergennes s'efforçait de donner de bonnes raisons d'une attente qui pouvait sembler longue. Il alléguait les traités avec les autres puissances, l'insuffisance des préparatifs, l'éloignement des marins français occupés aux pêcheries et dans les Indes occidentales, la nécessité de laisser arriver le trésor attendu de la Nouvelle-Espagne avec le sucre des Iles, etc. Les commissaires ne montraient d'ailleurs aucune impatience. Ils se rendaient compte des difficultés qu'avait à vaincre Vergennes. Ils expliquaient en ces termes, au comité de correspondance secrète du Congrès américain, devenu le comité des affaires étrangères, la politique du cabinet français : « Vis-à-vis de l'Angleterre, cette cour professe la résolution d'observer les traités; à notre égard elle professe secrètement une réelle amitié, souhaite le succès à notre cause, ferme les yeux sur les secours que nous obtenons ici, pourvu qu'elle le puisse sans donner des sujets trop déclarés

de plainte à l'Angleterre; elle nous fournit en secret une aide très efficace et continue à se préparer à la guerre. Combien de temps ces deux rôles pourront-ils être joués à la fois et lequel prédominera à la fin, c'est ce qu'on peut se demander. »

L'opinion publique cependant s'irritait des apparentes tergiversations du ministère. Le départ de La Fayette avait déterminé une véritable explosion de sympathie pour les Américains. Les considérations politiques n'avaient aucune part à ce sentiment si vif. On s'enflammait sincèrement pour l'Amérique; on se composait, de ce pays, de ses habitants, de leurs vertus et de leur héroïsme, une image idyllique, et nul n'eût pensé à trouver ridicule l'enthousiasme exprimé par La Fayette dans ce fragment d'une lettre qu'il écrivait le 7 juin à sa femme, à bord de la *Victoire* : « Défenseur de *cette liberté que j'idolâtre*, libre moi-même plus que personne, en venant comme ami offrir mes services à cette république si intéressante, je n'y porte que ma franchise et ma bonne volonté, nulle ambition, nul intérêt particulier. En travaillant pour ma gloire, je travaille pour leur bonheur. J'espère qu'en ma faveur, vous deviendrez bonne Américaine. *Le bonheur de l'Amérique est intimement lié au bonheur de l'humanité; elle va devenir le respectable et sûr asile de la vertu, de l'honnêteté, de la tolérance, de l'égalité et d'une tranquille liberté.* »

Telle était bien l'idée qu'un engouement sentimental et un élan chevaleresque portaient la ville et aussi la cour à se faire de l'Amérique. La jeune reine Marie-Antoinette remit elle-même au roi des notes du maréchal de Maillebois et du comte d'Estaing, où était blâmée l'inaction du cabinet.

La cour de Versailles se décide à agir sans l'Espagne. Signature des traités de commerce et d'alliance avec les États-Unis (6 février 1778).

L'automne passa sans amener un changement dans la situation diplomatique; Vergennes, qui si longtemps avait refusé d'engager l'action sans avoir décidé l'Espagne, dut se convaincre que la France aurait à traiter seule avec les États-Unis, si elle voulait enfin prendre un parti. Le ministre fut d'autant plus poussé à

brusquer désormais une résolution qu'il ne redoutait plus une répression décisive de l'insurrection. Même la nouvelle de la défaite de la Brandywine (du 11 septembre), qui lui parvint en novembre, ne le découragea pas; il prévoyait dans le nord un échec grave du général anglais Burgoyne. L'annonce de la capitulation de Saratoga vint en décembre justifier avec éclat cette prévision [1]. Vergennes et ses collègues se concertèrent aussitôt. Il n'y avait plus à hésiter si l'on ne voulait arriver trop tard. Déjà même on redoutait que tout ne fût trop vite fini en Amérique. On voyait le général Howe capitulant dans Philadelphie. « Je voudrais, écrit le comte d'Aranda à Vergennes le 7 décembre, que M. Howe fût plus en liberté, pour que la comédie ne finît pas si vite, au contraire qu'elle durât jusqu'à l'heure de notre souper préparé. » Vergennes partageait ces craintes. « Il en résultera, répondait-il, que nous aurons tout le démérite auprès de l'Angleterre du peu que nous aurons fait en faveur des Américains et très peu de reconnaissance à attendre de ceux-ci, pour avoir si faiblement contribué à l'établissement de leur indépendance. »

Deux jours après l'arrivée du courrier annonçant la capitulation de Saratoga, les commissaires des États-Unis reçurent une note, écrite par Vergennes « sous la dictée du roi » [2], les informant que le gouvernement de Sa Majesté était disposée à accéder aux ouvertures qui pourraient lui être faites (6 décembre). Les commissaires répondirent que depuis un an ils avaient présenté un projet de traité de commerce et d'amitié et une demande d'assistance en vaisseaux de guerre. Quelques jours plus tard, Gérard se rendit à Passy (17 décembre), par ordre du roi, pour aviser Franklin et ses collègues que Sa Majesté avait décidé de reconnaître l'indépendance des États-Unis et de signer avec eux un traité d'amitié et de commerce, et qu'une frégate en allait porter la nouvelle au Congrès. Les commissaires se hâtèrent d'expédier (18 décembre) ces heureuses nouvelles au comité des affaires étrangères : « La nouvelle de la capitulation de Burgoyne a causé

1. La nouvelle fut apportée par un navire qui fit en trente jours le trajet de Boston à Nantes.
2. H. Doniol.

aux Français une joie aussi générale que s'il s'était agi d'une victoire de leurs propres troupes sur leurs propres ennemis, si universels, ardents et sincères sont le bon vouloir et l'attachement de cette nation pour nous et pour notre cause. » Ils ajoutaient que les négociations étaient commencées. « M. Gérard nous a affirmé que, dans le traité, il ne serait pas pris avantage de notre situation présente pour obtenir de nous des conditions que, dans une autre situation, il ne nous conviendrait pas d'accepter, le roi désirant que ce traité, une fois conclu, soit durable, et que notre amitié commune subsiste à jamais. La seule condition réclamée [1] est que les États-Unis, dans aucune paix à conclure avec la Grande-Bretagne, ne puissent renoncer à leur indépendance et revenir sous la domination anglaise. Le roi reconnaît d'ailleurs qu'il se résout, non pas seulement par sympathie pour la cause américaine, mais aussi dans l'intérêt de la France. »

Le roi confirmait en même temps la promesse, déjà faite quelque temps auparavant, d'un secours additionnel de trois millions de livres, dont le montant serait mis le mois suivant à la disposition des commissaires. L'Espagne avait promis une somme égale.

Le reste du mois de décembre et tout le mois de janvier 1778 furent consacrés par Vergennes à de nouvelles et infructueuses instances près de la cour d'Espagne pour la décider à participer au traité dont les négociations se poursuivaient. Ni le roi Charles III, ni son ministre Florida-Blanca, ne pouvaient se résoudre à s'engager avec les États-Unis. Au contraire ils éprouvaient contre l'indépendance de ces rebelles une sourde hostilité, dont la diplomatie britannique, à laquelle ce qui se tramait à Versailles ne pouvait plus échapper, tirait avantage. On était en outre froissé, à la cour du Pardo, de voir la France prête à se passer du concours de l'Espagne; on était enfin effrayé de la perspective d'une guerre, désormais presque immédiate, alors qu'on ne se sentait pas suffisamment préparé [2].

1. Le Congrès avait voté, le 22 novembre précédent, une résolution aux termes de laquelle serait rejetée toute proposition du roi d'Angleterre tendant à la conclusion, entre lui et les États-Unis, d'un traité qui ne reconnût pas l'indépendance de ces mêmes États. La condition était donc réalisée d'avance.

2. Montmorin, dans une dépêche du 28 janvier 1778, dépeint à Vergennes tout ce désarroi de la cour d'Espagne, et il ajoute, avec un scepticisme que les événements ultérieurs devaient pleinement justifier : « Cette puissance offre tant de

Sur un dernier refus arrivé de Madrid le 4 février, Vergennes, après consultation avec le roi et les autres ministres, écrivit, le surlendemain 6, que le traité serait signé le soir même.

Les signatures furent en effet données le 6 février. Le gouvernement français, las d'attendre l'Espagne, passait outre, comptant que l'esprit de fidélité au Pacte de famille déterminerait plus tard le roi Charles III à venir se joindre à son neveu à l'heure du péril. La France concluait avec les États-Unis un double contrat, un traité d'amitié et de commerce et un traité d'alliance éventuelle.

Les privilèges commerciaux et autres que se concédaient les deux puissances étaient mutuels, l'égalité et la réciprocité complètes étant la base du traité d'amitié et de commerce. Aucun privilège n'était accordé à la France, que les États-Unis ne fussent libres d'accorder à toute autre nation.

Aux termes du traité éventuel d'alliance (qui ne devait avoir force que si l'Angleterre déclarait la guerre à la France) le gouvernement du roi garantissait aux États-Unis la liberté, la souveraineté et l'indépendance, absolues et illimitées, en matière de gouvernement aussi bien que de commerce, et la possession des territoires occupés par les États à la fin de la guerre. Les États-Unis garantissaient à la France ses possessions en Amérique. Les belligérants ne déposeraient pas les armes avant que l'indépendance des États-Unis, objet essentiel de la guerre, fût assurée et garantie par le traité de paix. Les contractants s'engageaient à ne conclure aucune paix ou trêve sans l'assentiment l'un de l'autre.

« La France, dit Bancroft [1], fut poussée à s'allier avec l'Amérique par le sentiment encore vivace que la balance des pouvoirs devait être soutenue ou plutôt rétablie, par les aspirations du pays à une extension du commerce d'outre-mer, par l'ascendant des idées de liberté spéculative, enfin par un antagonisme traditionnel avec l'Angleterre, accusée de prétendre à la domination universelle du commerce des mers.... La force intellectuelle du cabinet

prise à l'ennemi que je crains bien que nous n'ayons plus de difficulté à la défendre que de secours à en tirer. D'ailleurs j'avoue que j'ai peu de confiance dans ses moyens. Il y a, à la vérité, soit à Cadix, soit dans les différents parages d'Amérique, quarante vaisseaux de ligne armés; mais comment le sont-ils et par qui commandés? »

1. Vol. X, chap. I, traduction de Circourt.

résidait dans Vergennes, que, toutefois, des qualités supérieures d'homme d'État ne dispensaient pas encore de la nécessité d'une application continuelle pour se maintenir en faveur.... Vergennes n'avait aucun parti pris contre la création d'États républicains, soit au delà de l'Atlantique, soit même en Europe, si l'intérêt de la France semblait demander cette nouveauté. En outre, dans ses premières démarches pour se rapprocher des colonies insurgées, il avait pris soin d'agir d'accord avec l'Espagne, et il était convaincu que cette puissance suivrait la France dans une lutte de celle-ci avec l'Angleterre. Aussi, à ses yeux, les intérêts de la seconde branche de la maison de Bourbon *devaient être considérés comme supérieurs* à ceux des États-Unis, sauf sur les points auxquels les stipulations du traité conclu avec ces derniers créaient en leur faveur un droit positif.... Au moment de la conclusion du traité, les dispositions de la reine s'accordaient avec l'enthousiasme à la mode pour la République nouvelle; mais il n'y avait dans ce sentiment, tel que l'éprouvait Marie-Antoinette, rien de profond, rien qui ne fût d'occasion.... Les sentiments du roi vis-à-vis des Américains étaient ceux d'un prince qui ne pouvait guère reconnaître leurs griefs ni comprendre leur résolution de se gouverner eux-mêmes.... Louis XVI et Marie-Antoinette, lorsqu'ils s'embarquèrent pour la délivrance de l'Amérique, le plaisir souriant à la proue du navire, et la main de la jeunesse inexpérimentée au gouvernail, auraient pu crier à la jeune République dont ils protégeaient les débuts : *Morituri te salutant*.... Le pouvoir de généralisation, dans lequel la nation française excelle entre toutes, confère de temps en temps à sa politique un caractère d'active idéalité. Les Parisiens ressentaient les revers des Américains comme s'ils fussent arrivés aux Français eux-mêmes.... On reconnaissait que la guerre soutenue par les Américains était un combat pour des droits communs à toute l'humanité. »

CHAPITRE XLIV

LES PREMIERS RÉSULTATS DE L'ALLIANCE

État des esprits en Angleterre. L'opposition parlementaire. Les « bills de conciliation » de lord North (17 février 1778). — Ratification par le Congrès du traité franco-américain (mai). — Les Anglais évacuent Philadelphie (18 juin). Combat de Monmouth (28 juin). D'Estaing à Sandy Hook et devant Newport (juillet et août). — La commission anglaise de conciliation et le Congrès (juillet-octobre). Les Articles de confédération.

État des esprits en Angleterre. L'opposition parlementaire. Les « bills de conciliation » de lord North (17 février 1778).

L'opposition en Angleterre ne cessait de protester contre la guerre. Mais le roi et le ministère ne se laissaient point ébranler. En novembre 1776, à la Chambre des communes, une motion tendant au rappel de tous les actes du parlement dont les Américains se plaignaient, avait été repoussée par une grande majorité. En mai de l'année suivante, lord Chatham, que la goutte tenait depuis deux ans éloigné du parlement, apparut à la Chambre des lords pour demander que l'on fît la paix avec l'Amérique avant que la France et l'Espagne fussent décidées à prendre part à la guerre. « Vous ne pouvez pas dompter les Américains, s'écria-t-il. Je pourrais tout aussi bien parler de les chasser devant moi avec cette béquille. » La motion fut rejetée par 99 voix contre 28. Mais le cabinet, après avoir fait voter par le parlement ses demandes d'hommes et de crédits, éprouva de grandes difficultés dans le recrutement des troupes. Au cours de l'année 1777, il ne put envoyer en Amérique, plus de 4 000 hommes

d'Angleterre et d'Irlande et autant d'Allemagne. Lord George Germain comptait, il est vrai, sur les contingents loyalistes aux États-Unis et sur les Indiens. Mais tous les efforts de Tryon et de De Lancey n'aboutirent qu'à l'enrôlement de 1 200 tories environ, à New-York et dans les États voisins. Quant aux Indiens, c'est pour tirer un parti effectif de leur concours que le ministère avait élaboré le plan de la campagne d'invasion de l'État de New-York par le Canada, plan dont le lamentable insuccès a été raconté dans un chapitre précédent.

La nouvelle de la capitulation de Burgoyne causa naturellement une grande émotion en Angleterre. Il y eut un élan de patriotisme. Plusieurs villes entreprirent de lever des troupes. Liverpool et Manchester fournirent chacune un régiment; de même Glascow et Édimbourg. Quelques régiments furent levés dans les hautes terres d'Écosse. Les amis de l'Amérique en Angleterre répondirent à ces manifestations en ouvrant une souscription en faveur des Américains prisonniers, victimes de mauvais traitements. Certains whigs ne laissaient pas échapper une occasion d'exprimer leur approbation de la révolte des colonies. Dès le commencement de la lutte, le duc de Richmond avait déclaré qu'il désirait le succès des Américains « parce qu'ils combattaient pour le droit ». A la Chambre des communes, Fox et ses amis ne désignaient la cause américaine que par ces mots : « la cause de la liberté ». Burke disait qu'il aimerait mieux être prisonnier à la Tour avec M. Laurens que de jouir des bénédictions de la liberté avec les gens qui cherchaient à asservir l'Amérique. Un peu plus tard, un défenseur du ministère, rappelant ces provocations constantes de l'opposition, s'écriait à la Chambre : « Pour quel motif avons-nous échoué si misérablement dans notre lutte contre l'Amérique, si ce n'est à cause de l'appui et des encouragements donnés à la rébellion dans cette Chambre même? » Tout compte fait de l'esprit de parti, bon nombre de whigs croyaient sincèrement que la cause de la liberté anglaise était liée à l'insuccès de la tentative du roi contre les libertés d'Amérique. Leur attitude semblait, non sans raison, antipatriotique à une grande partie de la nation, et pendant plusieurs années elle fut une cause de faiblesse pour le parti whig. Le ministère de lord North n'aurait

pas eu une durée aussi longue, si ses adversaires n'avaient pas ainsi constamment excité contre eux-mêmes le sentiment national.

La conclusion du traité d'amitié et de commerce entre les États-Unis et la France accentua encore cette divergence de sentiments entre l'opposition parlementaire et le pays et donna un regain de force au cabinet. Dès le 28 décembre 1777, lord North avait été prévenu par l'ambassadeur anglais à Paris, lord Stormont, que quelque chose se tramait entre le gouvernement du roi et M. Franklin. Lorsqu'il reçut communication du traité franco-américain (du traité d'amitié et de commerce seulement, le traité d'alliance éventuelle étant encore tenu secret), lord North le présenta au parlement. Lord Stormont fut rappelé de Paris et le marquis de Noailles quitta Londres immédiatement après. Les relations diplomatiques étaient rompues.

La première idée de George III fut de retirer d'Amérique toutes ses forces de terre et de mer et de concentrer ses efforts sur la France seule, puisqu'il n'y avait pas à douter qu'elle ne prêtât bientôt aux Américains le secours effectif de ses flottes et de ses armées. Il fallait, en ce cas, faire tomber les armes des mains des insurgens. On se décida, trop tard, à leur offrir des concessions qui, faites à temps, auraient prévenu la guerre. Le 17 février, lord North présenta aux communes un nouveau plan de conciliation avec les colonies insurgées. Il déclara que jamais il n'avait été personnellement d'avis de taxer l'Amérique. Il avait trouvé établie la taxe sur le thé lorsqu'il était arrivé au pouvoir, et l'attitude des colons ne lui avait pas fait juger opportun de rappeler cette taxe. Mais aucun principe ne lui paraissait être en jeu, et, les circonstances étant changées, il proposait que le parlement abandonnât toute prétention à taxer l'Amérique. Des commissaires seraient envoyés, munis de pleins pouvoirs, pour négocier avec les colonies les conditions du rétablissement de l'autorité royale. Le bill pour le gouvernement du Massachusetts était rappelé et la taxe sur le thé abolie.

Ces propositions de lord North (*conciliatory bills*) furent adoptées en avril. Toute expression impliquant l'idée de rebellion avait été soigneusement évitée dans la rédaction de ces *acts*; les termes les plus forts étaient ceux d'*hostilités*, de *désordres* parmi

les sujets fidèles de Sa Majesté. Lord North se serait volontiers retiré à ce moment; il eût désiré que le roi cédât aux vœux de l'opinion publique qui appelaient lord Chatham au pouvoir. Mais George III ne pouvait se résigner à prendre pour ministre cet homme qu'il nommait par raillerie la « trompette de sédition ». Il attendait avec impatience que la décrépitude ou la mort le délivrât de l'idole du peuple [1]. Lord North dut rester près de son maître.

Bancroft dépeint en traits justes et saisissants la situation morale du gouvernement et du monde politique de l'Angleterre à cette époque. En 1778, les mouvements de la Grande-Bretagne, dit-il, étaient languissants. Le ministère était composé d'éléments hétérogènes, de valeur inférieure. La majorité dans la Chambre des communes le supportait plutôt qu'elle ne l'appuyait. Il ne comptait parmi ses membres aucun homme capable de mettre en œuvre toutes les ressources morales et matérielles du pays pour la réalisation d'un plan déterminé. Le droit suprême du parlement avait été le mot d'ordre de la révolution de 1688. Peu à peu l'affirmation de ce droit s'était exagérée. On l'avait étendu sans limites sur l'Irlande et sur les colonies. La théorie qui avait sauvé et affermi les libertés de l'Angleterre n'était plus, hors de l'île, qu'un instrument de despotisme.

Deux idées se partageaient les esprits en Angleterre à l'égard de la révolution américaine. A côté de la théorie du pouvoir illimité du parlement subsistait le respect des droits de l'individu et des libertés possédées par les communautés organisées. La théorie de l'omnipotence du parlement avait provoqué la révolution de 1775 et celle-ci, aux yeux de bien des Anglais, trouvait sa justification dans le principe de la liberté individuelle. Rockingham soutenait le droit du roi, des lords et des communes de la Grande-Bretagne à statuer pour l'Amérique sur tous les cas, mais il se refusait à mettre la force au service de son affirmation. Le premier Pitt avait

1. Chatham mourut le 11 mai suivant. Le 7 avril, dans la Chambre des lords, il protesta avec indignation contre l'idée de laisser l'Amérique se détacher de l'empire. Ce fut son dernier effort. Il avait débité des phrases sans suite. Se levant pour repondre à une remarque du duc de Richmond, il balbutia, puis tomba, frappé d'une attaque d'apoplexie. On lui fit des funérailles magnifiques; ses dettes furent payées, et une pension perpétuelle de 4 000 livres sterling assignée à ses héritiers.

dit nettement que, les colonies n'ayant pas de représentants au parlement, les Communes n'avaient pas le droit de leur imposer des taxes. De plus, on avait le sentiment que le parlement, tel qu'il était composé, ne représentait pas la nation d'une manière égale et complète. Le doute et l'irrésolution, tel était l'état d'esprit où se trouvaient un grand nombre d'hommes animés d'intentions honnêtes. On ne voulait pas se décider, et on se résignait par là à tolérer un ministère qui, seul, avait osé se dire en mesure de réprimer l'insurrection.

Ratification, par le Congrès, du traité franco-américain (mai).

L'armée de Washington passait un triste hiver dans ses quartiers misérables et glacés de Valley-Forge, à quelques lieues de Philadelphie, où les troupes anglaises, bien abritées, confortablement installées, oubliaient les maux de la guerre. Dans la ville, les Anglais payaient toutes leurs dépenses en bonnes espèces sonnantes; au camp, Washington ne pouvait offrir en échange du peu de vivres que lui disputait avec âpreté le voisinage rempli de partisans de la domination britannique, qu'un papier-monnaie discrédité, n'ayant plus cours. A Philadelphie, le général donnait des fêtes brillantes, les officiers occupaient gaiement la mauvaise saison en bals, soupers, mascarades, représentations théâtrales, au grand scandale de la population quaker. A Valley-Forge, on mourait de faim et de froid : chaussures, vêtements, viande, tout manquait; les troupes, quelques milliers d'hommes, vivaient de maraude, et Washington était obligé de fermer les yeux, tout en écrivant au Congrès qu'un tel régime ruinait la discipline. Les soldats, déguenillés, marchaient pieds nus dans la boue et dans la neige. Des fièvres putrides enlevèrent des compagnies entières. Si Howe avait eu l'idée d'attaquer ce qui restait de l'armée américaine, il en eût eu raison à bon compte. Mais les Anglais avaient trouvé à Philadelphie leur Capoue, et Howe était un général très médiocre.

La nouvelle de la signature des traités avec la France éclata comme un coup de foudre, éveillant les Anglais de leur joyeuse indolence et les Américains de leur torpeur. Le Congrès avait fait

résidait dans Vergennes, que, toutefois, des qualités supérieures d'homme d'État ne dispensaient pas encore de la nécessité d'une application continuelle pour se maintenir en faveur.... Vergennes n'avait aucun parti pris contre la création d'États républicains, soit au delà de l'Atlantique, soit même en Europe, si l'intérêt de la France semblait demander cette nouveauté. En outre, dans ses premières démarches pour se rapprocher des colonies insurgées, il avait pris soin d'agir d'accord avec l'Espagne, et il était convaincu que cette puissance suivrait la France dans une lutte de celle-ci avec l'Angleterre. Aussi, à ses yeux, les intérêts de la seconde branche de la maison de Bourbon *devaient être considérés comme supérieurs* à ceux des États-Unis, sauf sur les points auxquels les stipulations du traité conclu avec ces derniers créaient en leur faveur un droit positif.... Au moment de la conclusion du traité, les dispositions de la reine s'accordaient avec l'enthousiasme à la mode pour la République nouvelle; mais il n'y avait dans ce sentiment, tel que l'éprouvait Marie-Antoinette, rien de profond, rien qui ne fût d'occasion.... Les sentiments du roi vis-à-vis des Américains étaient ceux d'un prince qui ne pouvait guère reconnaître leurs griefs ni comprendre leur résolution de se gouverner eux-mêmes.... Louis XVI et Marie-Antoinette, lorsqu'ils s'embarquèrent pour la délivrance de l'Amérique, le plaisir souriant à la proue du navire, et la main de la jeunesse inexpérimentée au gouvernail, auraient pu crier à la jeune République dont ils protégeaient les débuts : *Morituri te salutant*.... Le pouvoir de généralisation, dans lequel la nation française excelle entre toutes, confère de temps en temps à sa politique un caractère d'active idéalité. Les Parisiens ressentaient les revers des Américains comme s'ils fussent arrivés aux Français eux-mêmes.... On reconnaissait que la guerre soutenue par les Américains était un combat pour des droits communs à toute l'humanité. »

reçut communication, presque en même temps, des bills de conciliation que venait de voter le parlement anglais et du traité de commerce avec la France signé à Paris par les commissaires américains. Les bills ne furent d'abord connus que par des extraits parvenus à New-York en avril avec un résumé du discours de lord North. Les concessions offertes étaient si inattendues que Washington et le président du Congrès, H. Laurens, ne crurent d'abord pas à l'authenticité des documents. Quand on les sut exacts, on se demanda avec inquiétude quel effet ces offres allaient produire sur un peuple « fatigué de la guerre ». L'arrivée du texte du traité conclu avec la France enleva toute appréhension sur les conséquences de cette tentative imprévue de réconciliation entre

de toute sorte qu'éprouvèrent les compagnons de La Fayette dans leur voyage de Charlestown à Philadelphie qui dura 32 jours, sur toutes les avanies qu'ils durent souffrir et la négligence dédaigneuse avec laquelle on les traita. Ils arrivaient dans un mauvais moment. Car la plupart de ceux qui les avaient précédés et qui étaient venus par exemple avec Du Coudray avaient jeté par leur attitude arrogante et leur incapacité prétentieuse un grand discrédit sur les aventuriers que ne cessait d'envoyer Deane. Kalb reconnait lui-même (19 septembre) que trop d'officiers étaient venus en Amérique, et pour trop de grades supérieurs. Le Congrès ne pouvait les employer. On n'eut d'égard que pour La Fayette, à cause de son nom. Comme il se plaignait du peu de considération que lui témoignait le Congrès, « on lui envoya un chariot à quatre chevaux pour faire cesser ses plaintes », et on le mena au camp, le confiant à Washington. Il n'est pas exact qu'il ait offert de servir comme volontaire. On le cajola avec le grade de major général, sans solde, il est vrai, et sans commandement. On l'éblouit, et il oublia un peu ses camarades. D'ailleurs on ne sait trop ce qu'il aurait pu faire pour eux. Le Congrès était décidé à renvoyer tous ces officiers en payant les frais de leur retour en Europe. Il leur fut donné en effet 18 000 livres pour payer leurs dépenses et on ne s'occupa plus d'eux que pour les embarquer. Quelques-uns restèrent cependant, Kalb notamment et Du Buysson qu'il garda avec lui. Le 11 octobre il raconte au comte de Broglie la bataille de Germantown à laquelle il a assisté. Le 2 novembre il lui énumère les officiers français qui servent dans les rangs américains : Conway, brigadier; les quatre ingénieurs envoyés par Franklin, Du Portail, La Radière, Laumoy et Govion; M. de Fleury, excellent officier, venu avec Du Coudray, Mauduit, Failly, Malmedy, La Balme, inspecteur de la cavalerie.

Une lettre de Kalb du 24 septembre au comte de Broglie contient un jugement un peu imprévu sur le commandant en chef : « Je ne vous ai encore rien dit du caractère du général Washington. C'est l'homme le plus aimable, le plus complaisant, le plus honnête; mais comme général il est trop lent, même indolent, beaucoup trop faible et ne laisse pas d'avoir sa dose de vanité et de présomption. Mon opinion est que, s'il fait quelque action d'éclat, il la devra toujours plus à la fortune ou aux fautes de son adversaire qu'à sa capacité. Je dirai même qu'il ne sait pas profiter des fautes les plus grossières de l'ennemi. Il n'a pu encore se défaire de *son ancienne prévention contre les Français*.... M. Du Coudray vient de mettre par sa mort le Congrès fort à l'aise (il s'était noyé dans le Schuylkill). » En décembre seulement, sur la proposition de Washington appuyant un rapport élogieux de Greene sur la conduite du jeune gentilhomme français dans les affaires de la Brandywine et de Gloucester, le Congrès décida de confier une division à La Fayette. Kalb, peu de temps après, obtint aussi gain de cause et fut chargé du commandement d'une division avec le grade de major général.

quelque effort pour remplir au printemps les cadres de l'armée, vidés par les souffrances de l'hiver. Les États furent sollicités de fournir leurs contingents de troupes et d'envoyer des régiments de milice. Mais l'argent faisait défaut; le Congrès dut émettre pour vingt-trois millions de dollars de billets de crédit dans le premier semestre de 1778. La dépréciation de cette monnaie fit de nouveaux progrès, et les officiers, que leur paie ne pouvait plus nourrir, donnèrent en grand nombre leur démission. Washington effrayé demanda au Congrès la promesse d'une demi-solde à vie pour les officiers qui serviraient jusqu'à la fin de la guerre. Il n'obtint, et avec beaucoup de peine, que la demi-solde pour sept années après la signature de la paix. Encore cette concession de la demi-solde pour sept ans fut-elle mal accueillie par l'opinion publique; car le pays et le Congrès avaient une égale répugnance pour tout ce qui pouvait sembler conduire à un établissement militaire permanent. L'année suivante toutefois, Washington finit par arracher au Congrès la promesse de la demi-solde à vie, malgré l'opposition obstinée d'une minorité dirigée par Samuel Adams.

Au mois de mai 1778, Steuben, un officier prussien, ancien aide de camp de Frédéric II, appelé en Amérique par La Fayette, fut nommé inspecteur en remplacement de Conway, avec rang de major général. Il introduisit dans l'armée américaine un système uniforme d'exercice et de tactique. Pulaski, Henry Lee et un officier français, Armand, reçurent chacun le commandement d'un corps indépendant de cavalerie. Le polonais Kosciusko dirigeait les travaux du génie dans les Highlands et fortifiait notamment West-Point sur l'Hudson. Greene fut chargé de la direction générale de l'intendance[1]. Au milieu de ces préparatifs, le Congrès

1. Au commencement de 1778 la plupart des officiers français venus en Amérique sur la *Victoire* (juin 1777) avaient déjà quitté le pays. Ce n'est pas dans les Mémoires de La Fayette qu'il faut chercher des détails sur l'arrivée de ces officiers et sur l'accueil qui leur fut fait, mais dans la correspondance du baron de Kalb avec Mme de Kalb. Kapp a eu cette correspondance entre les mains et en a traduit très librement un grand nombre de pièces dans sa biographie de Kalb. M. Doniol a reçu communication des originaux de ces lettres, et les a publiés dans son troisième volume. Il les tenait de l'arrière-petit-gendre du baron de Kalb. Celui-ci s'était marié en 1767 et avait eu une fille et deux fils. La plupart de ces lettres étaient adressées à Mme la baronne de Kalb, faubourg Saint-Martin, à Paris. Elles sont intéressantes et instructives, moins pourtant que celles que Kalb écrivait au comte de Broglie. M. Doniol a publié en outre un récit curieux du chevalier Du Buysson, daté de septembre 1778 et adressé au comte de Broglie, sur les misères

reçut communication, presque en même temps, des bills de conciliation que venait de voter le parlement anglais et du traité de commerce avec la France signé à Paris par les commissaires américains. Les bills ne furent d'abord connus que par des extraits parvenus à New-York en avril avec un résumé du discours de lord North. Les concessions offertes étaient si inattendues que Washington et le président du Congrès, H. Laurens, ne crurent d'abord pas à l'authenticité des documents. Quand on les sut exacts, on se demanda avec inquiétude quel effet ces offres allaient produire sur un peuple « fatigué de la guerre ». L'arrivée du texte du traité conclu avec la France enleva toute appréhension sur les conséquences de cette tentative imprévue de réconciliation entre

de toute sorte qu'éprouvèrent les compagnons de La Fayette dans leur voyage de Charlestown à Philadelphie qui dura 32 jours, sur toutes les avanies qu'ils durent souffrir et la négligence dédaigneuse avec laquelle on les traita. Ils arrivaient dans un mauvais moment. Car la plupart de ceux qui les avaient précédés et qui étaient venus par exemple avec Du Coudray avaient jeté par leur attitude arrogante et leur incapacité prétentieuse un grand discrédit sur les aventuriers que ne cessait d'envoyer Deane. Kalb reconnait lui-même (19 septembre) que trop d'officiers étaient venus en Amérique, et pour trop de grades supérieurs. Le Congrès ne pouvait les employer. On n'eut d'égard que pour La Fayette, à cause de son nom. Comme il se plaignait du peu de considération que lui témoignait le Congrès, « on lui envoya un chariot à quatre chevaux pour faire cesser ses plaintes », et on le mena au camp, le confiant à Washington. Il n'est pas exact qu'il ait offert de servir comme volontaire. On le cajola avec le grade de major général, sans solde, il est vrai, et sans commandement. On l'éblouit, et il oublia un peu ses camarades. D'ailleurs on ne sait trop ce qu'il aurait pu faire pour eux. Le Congrès était décidé à renvoyer tous ces officiers en payant les frais de leur retour en Europe. Il leur fut donné en effet 18 000 livres pour payer leurs dépenses et on ne s'occupa plus d'eux que pour les embarquer. Quelques-uns restèrent cependant, Kalb notamment et Du Buysson qu'il garda avec lui. Le 11 octobre il raconte au comte de Broglie la bataille de Germantown à laquelle il a assisté. Le 2 novembre il lui énumère les officiers français qui servent dans les rangs américains : Conway, brigadier; les quatre ingénieurs envoyés par Franklin, Du Portail, La Radière, Laumoy et Govion; M. de Fleury, excellent officier, venu avec Du Coudray, Mauduit, Failly, Malmedy, La Balme, inspecteur de la cavalerie.

Une lettre de Kalb du 24 septembre au comte de Broglie contient un jugement un peu imprévu sur le commandant en chef : « Je ne vous ai encore rien dit du caractère du général Washington. C'est l'homme le plus aimable, le plus complaisant, le plus honnête; mais comme général il est trop lent, même indolent, beaucoup trop faible et ne laisse pas d'avoir sa dose de vanité et de présomption. Mon opinion est que, s'il fait quelque action d'éclat, il la devra toujours plus à la fortune ou aux fautes de son adversaire qu'à sa capacité. Je dirai même qu'il ne sait pas profiter des fautes les plus grossières de l'ennemi. Il n'a pu encore se défaire de *son ancienne prévention contre les Français*.... M. Du Coudray vient de mettre par sa mort le Congrès fort à l'aise (il s'était noyé dans le Schuylkill). » En décembre seulement, sur la proposition de Washington appuyant un rapport élogieux de Greene sur la conduite du jeune gentilhomme français dans les affaires de la Brandywine et de Gloucester, le Congrès décida de confier une division à La Fayette. Kalb, peu de temps après, obtint aussi gain de cause et fut chargé du commandement d'une division avec le grade de major général.

les deux branches de la famille anglo-saxonne. Une frégate avait apporté le traité. Le Congrès qui siégeait à York, à l'ouest de la rivière Susquehannah, depuis l'occupation de Philadelphie par Howe, le reçut le 3 mai et le ratifia aussitôt; en même temps fut votée une résolution exprimant la reconnaissance du Congrès pour la conduite magnanime et désintéressée du gouvernement de Louis XVI, et son désir de voir se perpétuer l'amitié si heureusement fondée entre les deux pays. Les inimitiés, les oppositions d'intérêts qui avaient existé entre la France et les colonies américaines par suite de la dépendance où celles-ci étaient de l'Angleterre, se trouvaient effacées pour toujours. Les Français étaient désormais les amis de l'Amérique et celle-ci acclamait dans le roi de France le « protecteur des droits du genre humain ». Un ordre du jour de Washington annonça l'heureux événement à l'armée toujours campée à Valley-Forge. La conclusion de l'alliance fut célébrée par un service religieux, une revue des troupes, des feux de joie et des cris répétés de « Vive la France ! »

Les Anglais évacuent Philadelphie (18 juin). Combat de Monmouth (28 juin). D'Estaing à Sandy Hook et devant Newport (juillet et août).

Howe s'était plaint fréquemment de ne pas recevoir de renforts et avait demandé lui-même son rappel. Avant de remettre le commandement à son remplaçant, sir Henry Clinton, il tenta vainement de surprendre La Fayette que Washington avait envoyé avec quelques troupes à Barren Hill pour observer les mouvements de l'ennemi. On savait que les Anglais songeaient à abandonner Philadelphie, la place n'étant plus tenable, puisqu'une escadre française pouvait à tout instant apparaître à l'embouchure du fleuve Delaware et couper à l'armée britannique toute communication avec la mer.

Le départ de sir William Howe n'était pas une perte pour les troupes anglaises. Vaniteux et incapable, négligent surtout, il n'avait su tirer aucun parti de sa grande supériorité de forces sur les Américains. Par sa faute, les Anglais avaient subi des pertes cruelles à Bunker Hill, puis avaient dû abandonner Boston. Il

avait vaincu à Long-Island, pris New-York et repoussé Washington sur la rive gauche du Delaware, mais on lui reprochait Trenton, Princeton et la perte des Jerseys; après la Brandywine, il n'avait su qu'entrer à Philadelphie, pour s'y oublier dans une oisiveté complète, tandis que les Américains gagnaient l'alliance du gouvernement français.

Le premier acte du nouveau commandant en chef anglais fut de transmettre au Congrès (6 juin) le texte officiel des trois bills de conciliation avec une lettre proposant une suspension des hostilités et l'ouverture de négociations. Le Congrès délibéra sur ces propositions et en vota le rejet (17 juin) dans les termes mêmes de sa résolution de novembre 1777, portant qu'aucune négociation ne pouvait être engagée qu'à la condition du retrait préalable des troupes anglaises et de la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis. Mais sir Henry Clinton n'eut pas le temps d'attendre la réponse du Congrès à ses propositions pacifiques. Des instructions secrètes du ministre de la guerre, lord George Germain, lui enjoignaient d'évacuer Philadelphie et de se retirer à New-York, une escadre française devant apparaître à bref délai à l'embouchure du Delaware.

L'évacuation eut lieu le 18 juin. Clinton avec douze mille hommes se disposait à traverser les Jerseys pour s'embarquer à Sandy Hook, où la flotte de lord Howe devait recueillir l'armée britannique pour la transporter à New-York. Les bagages de l'armée et trois mille non-combattants loyalistes, avec leurs familles, furent envoyés par mer. L'armée américaine suivit de près les Anglais. Ses généraux étaient divisés d'opinion sur l'opportunité d'une action immédiate. Lee et presque tous les officiers étrangers, sauf La Fayette, tenaient pour l'abstention. Washington qui, avec les régiments de milice récemment arrivés, disposait de près de dix mille hommes, voulait combattre. Greene et La Fayette inclinaient dans le même sens. Le 27, l'armée anglaise étant déjà parvenue à Monmouth Court-house, Washington ordonna à son avant-garde, commandée par Lee, d'attaquer l'arrière-garde de Clinton. L'attaque de Lee (28 juin) fut très molle, et bientôt, les Anglais faisant tête avec plus de vigueur qu'il ne l'avait supposé, il opéra un mouvement de retraite.

Washington, arrivant sur le lieu du combat, se montra très irrité de cette débandade des troupes, adressa de vifs reproches à Lee, arrêta les fuyards, et envoya des renforts pour repousser les Anglais. La journée restait indécise. La perte des Américains en tués et blessés était de 230 hommes, celle des Anglais de 400 [1]. Washington ne continua pas la poursuite. Clinton se dirigea vers Sandy Hook où il arriva le 5 juillet et embarqua ses troupes après avoir perdu un millier de déserteurs dans la marche à travers le New-Jersey. L'armée américaine, inclinant vers l'ouest, se rapprocha du fleuve Hudson et des fortifications des Highlands.

L'alliance conclue avec la France allait commencer à porter ses fruits en amenant en juillet une flotte française dans les eaux d'Amérique. Aussitôt après la signature des traités (fév. 1778) le ministre de la marine, Sartines, fit armer à Brest une forte escadre destinée à retenir en Europe la majeure partie des forces navales de l'Angleterre, escadre qui, en combattant le 27 juillet à Ouessant contre la flotte de l'amiral Keppel et en la forçant de rentrer à Plymouth, remplit très honorablement et très utilement sa mission. Le ministre organisa en outre à Toulon une division de douze vaisseaux que le comte d'Estaing fut chargé de conduire en Amérique. Cette escadre quitta le port de Toulon le 13 avril. Des vents contraires, des différences de valeur pour la marche entre les divers bâtiments, d'autres causes de retard, dont quelques-unes auraient pu être évitées, tinrent d'Estaing en mer pendant trois mois. Lorsque l'escadre jeta enfin l'ancre dans la baie du Delaware au commencement de juillet, l'amiral Howe était sorti du fleuve depuis quinze jours. Si d'Estaing avait pu gagner ces deux semaines, il aurait capturé l'escadre anglaise forte de six navires de premier rang et de trois plus petits, et les transports chargés des bagages de l'armée de terre. L'amiral Howe battu, le général Clinton, à supposer qu'il eût évacué à temps Philadelphie, n'aurait pas trouvé à Sandy Hook les vaisseaux qui devaient le transporter à New-York; cerné par les Américains et par la flotte française, il se rendait à discrétion.

1 Lee, traduit devant une cour martiale pour désobéissance aux ordres, retraite honteuse et manque de respect envers le commandant en chef, fut suspendu pendant un an. Il ne reprit pas de service et mourut en 1782 à Philadelphie.

D'Estaing avait amené Gérard, ministre plénipotentiaire du gouvernement du roi près le Congrès des États-Unis. La frégate la *Chimère* débarqua notre représentant le 8 juillet à Chester, non loin de Philadelphie, un an après que la *Victoire* avait déposé La Fayette et ses compagnons sur le rivage de Georgetown (Caroline du Sud). Gérard se rendit à Philadelphie, où le Congrès était rentré



La guerre dans les États du centre.

depuis le 2 juillet. Washington fut immédiatement avisé de la présence d'une escadre française et de l'opportunité de préparer les opérations de l'armée de terre de façon qu'elles fussent assurées de la coopération de cette force navale.

D'Estaing s'était dirigé en hâte, de l'embouchure du Delaware où sa présence n'était plus utile, vers la pointe de Sandy Hook, en vue de laquelle il arriva le 10 juillet; la flotte anglaise était à l'ancre dans la baie de New-York, entre le promontoire du New-

Jersey et l'extrémité occidentale de Long-Island. L'escadre venait de prendre position à l'entrée de la baie quand l'amiral reçut la visite de deux aides de camp de Washington, Laurens et Hamilton (tous deux lieutenants-colonels), qui venaient présenter au chef de la flotte alliée le plan d'une opération combinée contre la ville de New-York, impliquant la destruction préalable de l'escadre de lord Howe. Washington, pour contribuer à l'attaque, passait sur la rive gauche de l'Hudson et venait s'établir à White-Plains comme en 1776. Mais il fut impossible de trouver des pilotes disposés à diriger les lourds vaisseaux français à travers les passes étroites et peu profondes qui donnent accès dans la baie. Ces passes furent déclarées infranchissables. Il fallut renoncer à l'entreprise et chercher une nouvelle combinaison.

Après un échange fort actif de communications avec le général américain, d'Estaing mit à la voile le 27 et jeta l'ancre le 29 devant Newport [1], la ville la plus importante, après Boston, des États de la Nouvelle-Angleterre, et qui était alors au pouvoir de l'ennemi. Un corps anglais de six mille hommes, commandés par sir Pigott, occupait Newport. Il s'agissait de forcer cette importante garnison à mettre bas les armes. Tandis que d'Estaing jetterait sur la côte les trois mille hommes de débarquement que portait sa flotte, le général Sullivan, avec Greene et La Fayette pour lieutenants, ferait entrer dix mille hommes de l'armée continentale, et surtout des milices des provinces voisines, dans l'île au sud de laquelle est située la ville. Attaqué par terre et par mer, sir Pigott serait promptement réduit à capituler.

L'opération débuta bien. La seule apparition de la flotte française décida les Anglais de Newport à couler bas dix bâtiments de guerre ou transports, armés de cent douze canons. Le 8 août, deux jours après l'audience de réception donnée par le Congrès au ministre plénipotentiaire du roi de France, d'Estaing força l'entrée du havre de Newport et se prépara à seconder les efforts de Sullivan. Malheureusement la flotte de lord Howe, qu'était venue renforcer une escadre commandée par Byron, fut signalée à l'entrée de la baie. D'Estaing, pour la combattre, gagna la pleine

1. Au sud-ouest de l'île Rhode, dans la baie de Narragansett (État de Rhode-Island).

mer; un ouragan terrible sépara les deux flottes et causa de tels dommages aux vaisseaux français que l'amiral, après avoir reparu un moment devant la place menacée, dut gagner le port de Boston pour se réparer[1]. Son départ désappointa cruellement les Américains campés devant Newport. Il y eut une forte explosion d'indignation. Sullivan et tous ses officiers, sauf Greene et La Fayette, signèrent une protestation contre l'éloignement de la flotte française. Dans toute la Nouvelle-Angleterre le nom de d'Estaing fut maudit; à Boston même, quelques officiers de l'escadre furent insultés par la foule. Washington et La Fayette eurent quelque peine à calmer cette effervescence. D'Estaing communiqua au Congrès les raisons qui avaient dicté sa conduite et le Congrès les approuva officiellement. Sullivan avait dû retirer en hâte ses troupes de l'île de Newport, et peu de temps après la flotte de d'Estaing fit voile pour les Antilles.

Les premières opérations des forces françaises en Amérique avaient ainsi abouti à un échec. Mais les Anglais n'en étaient pas beaucoup plus avancés. Clinton était obligé de se renfermer dans ses campements de New-York, avec l'armée de Washington établie à quelque distance au nord de la ville. Après deux ans de manœuvres et de vicissitudes diverses, les deux armées se trouvaient (août 1778) ramenées à leur point de départ.

La commission anglaise de conciliation et le Congrès (juillet-octobre). Les Articles de confédération.

Les commissaires envoyés par le ministère anglais pour négocier l'accommodement avec les Américains, lord Carlisle, William Eden (plus tard lord Auckland) et George Johnstone (ancien gouverneur de la Floride), étaient arrivés depuis le commencement de juillet à Philadelphie. Ils ne doutaient pas du succès de leur mission, étant autorisés à offrir la reconnaissance du Congrès comme assemblée d'États, une liberté entière de législation et de gouvernement, et le retrait des troupes et des flottes. Leur négociation était à peine entamée qu'ils étaient obligés de suivre l'armée britannique

1. Voir notre *Histoire de la Marine française sous Louis XVI*, où ces faits sont exposés dans un récit plus circonstancié.

évacuant Philadelphie et faisant retraite vers New-York. En réponse à la déclaration du 17 juin, ils écrivirent une lettre qui parvint au Congrès lorsque ce corps était déjà rentré à Philadelphie (2 juillet), et dont il ne tint aucun compte. Ils écrivirent encore, ne se décourageant pas, et, le 18 juillet, Laurens communiqua au ministre plénipotentiaire de France une nouvelle note de lord Carlisle. Gérard engagea le Congrès à persister dans l'attitude dédaigneuse qu'il avait adoptée; une décision déclarant nulle et non avenue la démarche des commissaires anglais ne parvint à la connaissance de ces derniers que par sa publication dans la *Gazette de Philadelphie.* « La conduite du Congrès, dit Gérard à Vergennes (19 juillet), couvre du dernier ridicule cette brillante commission et ses auteurs. » L'un des commissaires, Johnstone, s'était fait donner, pour quelques-uns des membres du Congrès, des lettres de recommandation de leurs amis en Angleterre. Il se servit de ces lettres pour essayer de nouer quelques relations particulières, notamment avec Robert Morris, Reed, Dana, auxquels il écrivit qu'un arrangement serait désirable pour les deux pays et que ceux qui y prendraient part seraient assurés de la reconnaissance royale. Ces lettres furent communiquées par leurs destinataires au Congrès. Reed ajouta qu'on lui avait fait offrir, par l'intermédiaire d'une dame de Philadelphie, 10 000 livres sterling et un poste à son choix s'il voulait travailler à la réconciliation. « Il avait répondu, dit-il au Congrès, qu'il n'était pas à vendre, et qu'en tout cas, le roi d'Angleterre n'était pas assez riche pour l'acheter. » Le Congrès déclara aussitôt (août 1778) que cette tentative de corruption l'obligeait à cesser toute relation avec Johnstone et avec la commission dont il faisait partie.

En octobre les commissaires, déconfits de l'inutilité de leurs négociations avec le Congrès et de leurs appels à la population, lancèrent une dernière proclamation, où il était rappelé que l'Angleterre faisait toutes les concessions réclamées au début des hostilités, que la guerre n'avait donc plus d'objet, que l'ambition de quelques hommes seule la prolongeait, et que les vrais intérêts de l'Amérique étaient sacrifiés à une alliance monstrueuse des colonies protestantes avec la France papiste. Le roi d'Angleterre donnait encore aux colonies quarante jours pour faire

leur soumission; passé ce délai, la dévastation du pays serait l'unique objectif de la guerre [1]. Enfin la commission finit par s'embarquer pour l'Europe, à la grande satisfaction du Congrès qui, dès le début, avait considéré cette affaire comme très dangereuse pour la cause américaine.

L'arrivée de Gérard de Rayneval comme représentant de la France près le Congrès des États-Unis, avait exactement coïncidé avec un événement d'une grande importance pour les destinées constitutionnelles de la république américaine, la signature, par les délégués de huit États sur treize, des Articles de confédération que le Congrès, après de longues délibérations, avait adoptés l'année précédente et soumis à l'acceptation des assemblées locales. C'est le 8 juillet que Gérard avait débarqué à Chester et le 15 qu'il arriva à Philadelphie, où les membres du Congrès étaient rentrés depuis deux semaines. Il fut reçu par le président du Congrès, Hancock, et rendit visite au général Arnold, nommé gouverneur de la ville, chez qui il logea d'abord, occupant la chambre à coucher que venait d'abandonner le général Howe.

Les huit États dont les délégués avaient signé, six jours auparavant (9 juillet), les Articles de confédération, étaient le New-Hampshire, le Massachusetts, le Rhode-Island, le Connecticut, le New-York, la Pennsylvanie, la Virginie et la Caroline du Sud. Dès le lendemain, une circulaire fut adressée aux gouvernements des cinq autres États, les invitant à ne pas retarder la conclusion du « pacte glorieux ». La Caroline du Nord envoya son adhésion le 21, la Géorgie le 24 juillet. Le New-Jersey se décida cinq mois plus tard (novembre 1778) et le Delaware en mai 1779. Le Maryland fit attendre son acceptation jusqu'en 1781 [2]. L'obstination du Maryland laissa pendant trois ans encore les colonies,

1. Quelques voix s'élevèrent dans le Parlement pour protester contre cette déclaration; mais le ministère la défendit et l'un des commissaires s'écria que les membres du Congrès méritaient tous d'être pendus.

2. On verra plus loin que la cause de ce long délai fut la condition, mise par le Maryland à son adhésion, que tout le territoire au delà de l'Ohio vers le nord et l'ouest fût reconnu comme une propriété commune de tous les États et conservé comme une ressource sur laquelle seraient un jour payées les dettes que le Congrès contractait pour soutenir la guerre. Or le territoire situé au nord-ouest de l'Ohio appartenait à la Virginie, qui ne se résolut qu'en 1781, à l'heure des grands périls, à abandonner ce domaine à la confédération.

devenues indépendantes, sans un gouvernement central régulier. Le Congrès révolutionnaire dut continuer à assumer le poids et la responsabilité de la lutte contre l'Angleterre.

Les troupes de Washington, établies pour l'hiver sur une ligne de cantonnements, depuis Danbury (Connecticut) jusqu'à Élisabethtown (New-Jersey) par l'Hudson à West-Point, avec quartier général à Middlebrook (New-Jersey), furent mieux nourries et mieux vêtues que les hivers précédents; on avait reçu des vêtements de France et le service d'intendance était mieux établi.

L'armée de Clinton, incapable de grandes opérations, exécuta fidèlement le programme de dévastation que lui avaient donné les commissaires en quittant le sol américain. Plusieurs détachements furent envoyés sur les côtes voisines (New-Jersey et Connecticut) pour y promener le fer et le feu, dévaster les fermes et les plantations et tuer tout ce qui se rencontrerait d'ennemis, sans que l'on prît l'embarras de faire des prisonniers. Le récit de ces massacres se répandit de village en village et contribua à rendre le nom des Anglais exécré jusque dans les régions les plus reculées des colonies. Les Américains usèrent d'ailleurs parfois de représailles et se vengèrent sur les malheureux tories, victimes désignées à la vindicte publique. En novembre deux quakers furent exécutés à Philadelphie.

Cette guerre de pillages ne pouvait faire que l'armée anglaise ne se trouvât pas en quelque sorte enfermée dans New-York. Clinton se plaignait à lord George Germain de l'impuissance où il était réduit, et parlait d'évacuer la ville pour se retirer à Halifax (Nouvelle-Écosse); il réclamait des renforts, pour engager une campagne active contre l'armée continentale, immobile en face de lui. Mais le ministre de la guerre était si peu disposé à entrer dans ces vues, qu'il lui envoya l'ordre formel d'affaiblir encore ses forces d'occupation en formant un détachement pour les Indes occidentales et un autre pour la Floride et la Géorgie. Le plan d'une attaque par les États du Sud commençait à se dessiner.

CHAPITRE XLV

ENTRÉE DE L'ESPAGNE DANS L'ALLIANCE

Fâcheux résultats du prix attaché par Vergennes au concours de l'Espagne. Ouessant (17 juillet 1778). — Négociations entre Paris et Madrid (juillet 1778 à avril 1779). — La convention franco-espagnole du 12 avril 1779. L'action commune ne produit rien (juin-septembre 1779).

Fâcheux résultats du prix attaché par Vergennes au concours de l'Espagne. Ouessant (17 juillet 1778).

Immédiatement après la signature du traité franco-américain (6 février 1778), Vergennes reçut à sa table les commissaires des États-Unis et les présenta au roi. Des deux escadres formées l'une à Brest, l'autre à Toulon, celle-ci fut envoyée au mois d'avril en Amérique, où elle ne rendit pas, comme on a pu le voir dans les pages précédentes, tous les services qu'on aurait pu attendre d'elle. La seconde et la plus forte, commandée par le comte d'Orvilliers, devait fermer la sortie de la Manche aux forces navales de la Grande-Bretagne.

Mais Vergennes, et avec lui le roi et tout le ministère, étaient fort hésitants à engager des hostilités actives aussi longtemps que l'Espagne, sans le concours de laquelle l'alliance avec l'Amérique venait d'être signée, n'aurait pas cédé aux instances de Louis XVI et consenti à une action commune contre l'Angleterre. Le succès d'une telle entreprise ne lui paraissait possible qu'avec la participation de la marine espagnole. L'événement a démontré que Vergennes se trompait, et que cette participation, lorsqu'elle put

enfin se réaliser, fut pour la France et les États-Unis une cause d'embarras plus qu'une aide efficace. Il est incontestable toutefois que, dans les premiers mois de 1778, elle était aussi ardemment désirée par les patriotes d'Amérique que par la cour de France. Vergennes allait perdre une année entière en efforts aussi obstinés qu'inutiles pour déterminer Charles III et ses conseillers [1].

Il faut bien reconnaître que le roi d'Espagne et son ministre Florida-Blanca voyaient fort peu de raisons, abstraction faite des obligations du Pacte de famille, pour s'engager dans une guerre dont l'objet principal était d'assurer l'indépendance à des colonies américaines révoltées contre leur métropole. L'Espagne avait l'empire colonial le plus vaste du monde. La formation en Amérique d'une grande république indépendante ne devait-elle pas entraîner la ruine du système si péniblement maintenu par la cour espagnole dans ses possessions des deux parties du continent américain [2]? Le cabinet de Versailles se rendait assurément compte de ces justes motifs d'hésitation, mais ne désespérait pas d'en triompher. L'ouverture des hostilités fut retardée dans l'espérance que l'Espagne se déciderait dès l'été de 1778. Ce fut une faute grave au point de vue militaire. La marine française était prête, celle de l'Angleterre ne l'était pas. Les navires marchands anglais disséminés sur toutes les mers eurent le temps de rentrer dans les ports de la Grande-Bretagne, tandis que la cour d'Espagne amusait celle de France par une tentative de médiation qui ne trouvait d'ailleurs à Londres qu'un accueil dédaigneux.

Il y avait dans le public une impatience croissante de tant de lenteurs. L'escadre de Toulon était partie le 12 avril, et l'on savait d'autre part que le Congrès des États-Unis avait ratifié le traité du 6 février. Pourquoi tardait-on à porter les premiers coups? Vergennes, le plus coupable en cette affaire, s'il n'était

1. Voir sur ces interminables négociations le IIIe volume du grand ouvrage de M. H. Doniol, *la Participation de la France à l'indépendance des États-Unis*.

2. « Les possessions de la couronne d'Espagne dans le nouveau monde étaient plutôt des *dépendances* que des *colonies*. Le gouvernement en était toujours un sujet d'anxiété pour la cour de Madrid. Les relations entre gouvernants et gouvernés ne reposaient que sur la force matérielle, et cette force était si médiocre qu'elle n'aurait pu se faire sentir sans l'apathie absolue des populations sujettes. » (Bancroft, vol. X.)

absous par le patriotisme qui seul l'inspirait, donne lui-même la raison de l'immobilité imposée à nos forces navales. Le 25 mai il écrivait à Montmorin : « Nous avons actuellement 27 vaisseaux de ligne parfaitement armés à la rade de Brest; c'est plus que les Anglais n'en ont à la rade de Spithead; mais leurs forces augmenteront progressivement, et les nôtres, à peu de différence près, resteront au même état. Notre vrai jeu serait de porter un coup rapide à l'Angleterre; il pourrait réussir, mais nous évitons de rien faire qui pourrait heurter les vues de notre allié et croiser les espérances qu'il conserve d'amener les choses à des termes de conciliation. » Le 12 juin il se plaint encore à Montmorin d'avoir la bouche fermée par les précautions « que commandent nos liens avec la cour de Madrid », et de se trouver « dans l'impuissance de faire taire les clabauderies du public [1] ».

Le 11 juin douze vaisseaux de ligne sortirent de Plymouth sous la conduite de Byron; le lendemain les vingt et un bâtiments de l'amiral Keppel quittaient la rade de Portsmouth. Une des frégates de cette flotte rencontra quelques jours plus tard la frégate française la *Belle-Poule* et se retira devant elle après un combat glorieux pour nos armes, bien que l'*Aréthuse* eût enlevé un petit bâtiment, la *Licorne*. Il parut ainsi que l'Angleterre avait tiré le premier coup de canon. Les hostilités se trouvèrent engagées sans déclaration de guerre. Le 29 juin, ordre fut envoyé au comte d'Orvilliers de sortir de Brest avec trente vaisseaux de ligne et d'attaquer la flotte de Keppel s'il en trouvait l'occasion [2].

La rencontre eut lieu le 27 juillet, à quelque distance de l'île d'Ouessant. Les deux armements étaient à peu près d'égale force, une trentaine de vaisseaux de chaque côté; équipages et officiers

1. Le 22 du même mois Montmorin écrit à Vergennes : « Si l'Espagne se décide pour la guerre, la modération qu'elle affecte aujourd'hui fera place à une ambition qui nous donnera peut-être plus d'embarras que les secours prêtés ne seront utiles. »

2. 6 juillet, Vergennes à Montmorin : « L'escadre croisera à l'entrée de la Manche; la flotte de Keppel viendra l'aborder ou l'évitera. Dans le premier cas, la supériorité d'expérience des amiraux anglais sera compensée par un plus grand nombre de vaisseaux, et ce sera un avantage, dans le début d'une guerre, après tous les malheurs de la précédente, de convaincre nos marins qu'ils peuvent se battre avec les Anglais sans être battus. Vous voyez que la présomption ne m'aveugle pas. Dans le second cas nous formons nos officiers aux évolutions et nos équipages aux manœuvres, enfin à prendre un sentiment plus relevé d'eux-mêmes s'ils voient les Anglais éviter de les approcher. »

étaient dignes de se mesurer. Le combat de l'île d'Ouessant fut une longue canonnade sans résultat décisif. Après la bataille, la flotte anglaise, qui avait été fort maltraitée, rentra à Portsmouth; d'Orvilliers reçut l'ordre de ramener sa flotte à Brest. Le reste de l'année se passa en préparatifs sur les côtes de Bretagne et de Normandie en vue d'une descente en Angleterre, et le comte de Vergennes reprit, sans se lasser, les négociations destinées à entraîner l'Espagne dans la guerre.

Négociations entre Paris et Madrid (juillet 1778 à avril 1779).

Le premier essai de la cour d'Espagne d'intervenir comme médiatrice entre l'Angleterre et la France pour prévenir la guerre avait échoué devant cette déclaration de lord Weymouth que, l'Angleterre ayant été offensée de l'annonce faite par le cabinet de Versailles de l'alliance contractée avec des sujets rebelles de la Grande-Bretagne, la France, avant toute entrée en matière pour une négociation, devait « se désavouer[1] ».

La cour de Versailles n'avait accédé d'ailleurs à cet essai de médiation que sous la réserve formelle que l'indépendance des États-Unis serait reconnue[2].

Montmorin avait, depuis longtemps déjà, compris dans quel sens dévieraient fatalement les négociations avec l'Espagne. Florida-Blanca ne tergiversait que pour obtenir le prix de son adhésion. En août Vergennes fut avisé par l'ambassadeur de France à Madrid, que, pour obliger l'Espagne à se déclarer, il fallait absolument lui offrir de ne conclure la paix qu'après restitution de Gibraltar, de la Floride et de la Jamaïque. Encore Florida-Blanca

1. Cette réponse de l'Angleterre n'était pas pour surprendre Vergennes, qui, dans ses instructions pour Gérard, datées du 29 mars, disait : « La Grande-Bretagne regardant la communication amicale qui lui a été faite de la signature du traité d'amitié et de commerce comme un acte hostile et comme une sorte de provocation à la guerre, elle rend absolues et définitives les stipulations (du traité d'alliance défensive avec les États-Unis) qui n'étaient encore qu'éventuelles; c'est de leur exécution qu'il s'agit aujourd'hui. »

2. 1er mai 1778, Vergennes à Montmorin : « Le Roi prie instamment le roi son oncle de ne laisser aucune espérance que S. M. pourrait se prêter à une négociation dont les Américains devraient être exclus. Tout ce que le Roi peut promettre est d'employer ses bons offices pour les disposer à des tempéraments équitables. Bien entendu que la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis sera la base de toute négociation. »

faisait-il le dédaigneux pour la Jamaïque et déclarait-il la Floride une misère. Il rêvait plutôt de s'emparer de tout le territoire américain entre le Mississipi et les monts Alleghanys, et il ne croyait pas impossible une entente avec l'Angleterre, fondée sur un partage de ce territoire, dont seraient exclues du moins à tout jamais les colonies révoltées, s'il fallait en venir à reconnaître leur indépendance. On comprend pourquoi le ministre de Charles III ne se pressait point de conclure avec Vergennes.

Il ne fallait plus, pour le cabinet français, songer, même après la journée suffisamment glorieuse d'Ouessant, à obtenir pour cette campagne le concours de douze vaisseaux de guerre espagnols. Si la jonction des deux escadres avait pu se faire dès 1778, d'Orvilliers aurait reçu l'ordre de tenter une seconde fois la fortune sur mer. Au contraire il parut nécessaire de ne plus rien hasarder et la flotte était rentrée à Brest dès le 20 septembre.

Une seconde proposition de médiation présentée par l'Espagne à l'Angleterre au cours de l'automne ne réussit pas mieux que la première. Le cabinet de Saint-James répondit encore par des prétentions inadmissibles. Il fallut cependant trois mois pour que Florida-Blanca se décidât à examiner sérieusement les avantages qu'offrait à son maître la cour de France. Celle-ci donnait en quelque sorte une promulgation officielle au traité d'amitié et de commerce avec les États-Unis en le faisant publier le 1er octobre par l'Imprimerie Royale. En outre, le cabinet faisait confirmer par Gérard, notre ministre près le Congrès de Philadelphie, que la condition essentielle de la paix restait toujours la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis par la Grande-Bretagne.

Mais, en même temps, Vergennes s'appliquait (dépêche à Gérard, 26 octobre 1778), pour le jour où la paix serait sérieusement étudiée, à dissuader les Américains de se cantonner dans des exigences extrêmes ou d'espérer des satisfactions trop complètes et qui seraient malaisément réalisables. Il faut, dit-il, que les États-Unis renoncent au Canada, à la Nouvelle-Écosse et à la pêche sur les côtes de Terre-Neuve, et abandonnent à l'Espagne les Florides.

Aux États-Unis, où les mécomptes de l'année 1778, l'insuccès définitif de l'escadre de d'Estaing et la détresse financière portaient

à la modestie, on souhaitait vivement que l'Espagne se décidât à donner son concours à la cause commune. Washington écrivait le 4 octobre 1778 à Gouverneur Morris : « Si les Espagnols consentaient à joindre leurs flottes à celles de la France et engageaient les hostilités, tous nos doutes disparaîtraient. » L'opinion s'accréditait dans les divers cabinets d'Europe, aussi bien qu'à Versailles et à Philadelphie, qu'il fallait que la France obtînt le secours des flottes de l'Espagne pour ne pas sombrer dans son entreprise en entraînant les États-Unis avec elle.

Le ministère espagnol avait donc bien manœuvré, et il était heureusement servi par les circonstances. A peu près résolu à prendre part à la guerre, il l'était plus encore à faire payer à très haut prix son concours.

Dans une note du 5 décembre 1778 de Vergennes à Louis XVI, se révèlent les anxiétés par lesquelles ces négociations avec l'Espagne faisaient passer le malheureux ministre : « Je ne me dissimule pas, sire, que les vues et les prétentions de l'Espagne sont gigantesques, mais il faut considérer aussi que tout le temps qu'on emploiera à les contrarier sera perdu pour l'établissement du concert d'opérations qu'on ne peut trop se hâter de former. »

La conclusion était donc qu'on devait tout céder à l'Espagne, et Vergennes finit en effet par donner carte blanche à Montmorin pour accéder à tout ce que demanderait le roi Charles III.

Avant de franchir le pas décisif, Florida-Blanca crut devoir faire une dernière démarche auprès de l'Angleterre. Le cabinet de Saint-James continua de se montrer intraitable et affecta le même dédain à l'égard d'un ultimatum envoyé de Madrid sur son dernier refus[1]. Le ministre espagnol, se retournant enfin vers la France,

1. Florida-Blanca offrait qu'une trêve, non plus de trente ans, mais de courte durée, fût conclue, et que chacun des belligérants conservât les possessions acquises (ce qui eût laissé New-York et Newport aux Anglais avec le Canada). De l'indépendance des États-Unis il n'était pas question. Il faut ici laisser parler Vergennes (lettre au baron de Breteuil à Vienne, du 29 juin 1779 : « ....Le roi d'Espagne, ne voulant avoir rien à se reprocher pour prévenir la continuation de la guerre, crut devoir faire une troisième tentative (auprès de l'Angleterre).... Il offrit une trêve beaucoup plus rapprochée, les parties restant chacune dans l'état où elles se trouveraient au moment de la signature. Je vous laisse à juger de ma confusion et de mon embarras à la vue de ces conditions qui ne pouvaient caractériser que notre défection de l'alliance des Américains et les forcer à se jeter dans les bras de l'Angleterre, si elle avait la sagesse de leur présenter des conditions plus raisonnables. Tout ce que nous avons pu faire de plus sage a été de ne les avouer ni de les

avait déjà avisé Montmorin le 12 avril que son maître était prêt à signer le projet de convention pour une action commune, envoyé par Vergennes. Le projet était amendé sur plusieurs points. Mais Montmorin, se fiant aux instructions qui lui avaient été plusieurs fois expédiées, signa sans discuter. Vergennes l'approuva, et le 29 la convention fut ratifiée.

La convention franco-espagnole du 12 avril 1779. L'action commune ne produit rien (juin-septembre 1779).

Ce document déterminait d'abord les raisons pour lesquelles Sa Majesté Très Catholique se décidait à entrer en guerre avec le Roi et la couronne d'Angleterre et à faire cause commune avec Sa Majesté Très Chrétienne (Art. 1). Le seul motif allégué est l'insuccès des démarches pacifiques tentées par l'Espagne auprès du ministère britannique et l'obligation où se trouve, par suite, cette puissance d'exécuter l'article 16 du Pacte de famille. Il n'y est point question des États-Unis et de la lutte qu'ils soutiennent. Les opérations seront concertées en commun (Art. 2) et les deux puissances s'engagent, conformément à l'article 17 du Pacte de famille, à ne signer avec l'ennemi aucune convention sans l'assentiment l'une de l'autre (Art. 3).

L'article 4, essentiel au point de vue des obligations qu'assumait l'Espagne, disait : « Le Roi Très Chrétien, en exécution exacte des engagements qu'il a contractés avec les États-Unis de l'Amérique septentrionale, a proposé et demandé que Sa Majesté Catholique, du jour où elle déclarera la guerre à l'Angleterre, *reconnaisse l'indépendance souveraine desdits États, et qu'elle s'offre à ne pas poser les armes jusqu'à ce que cette indépendance soit reconnue par le roi de la Grande-Bretagne, ce point devant faire la base essentielle de toutes les négociations de paix* qui pourront s'établir dans la suite. Le Roi Catholique a désiré et désire complaire au Roi Très

désavouer jusqu'à ce que l'Angleterre se fût expliquée, nous réservant ensuite de le faire nous-mêmes, selon que la justice et la dignité l'exigeraient. Très heureusement l'Angleterre nous a tirés de cette perplexité. Elle a rejeté ces dernières conditions, en n'y en substituant d'aucune espèce. L'Espagne a regardé sa réponse déclinatoire comme la rupture de la négociation, et c'est en conséquence qu'elle a fait déclarer à Londres qu'elle retirait sa médiation. »

Chrétien, son neveu, et procurer aux États-Unis tous les avantages auxquels ils aspirent et qui pourraient s'obtenir. Mais comme Sa Majesté Catholique n'a encore jusqu'ici conclu avec eux aucun traité par lequel leurs intérêts réciproques aient été réglés, elle se réserve de le faire et de convenir pour lors de tout ce qui aura rapport à la susdite indépendance; et dès à présent le Roi Catholique promet de ne régler, conclure ni même moyenner par sa médiation aucun traité ou arrangement avec lesdits États, ou relativement à eux, sans en faire part au Roi Très Chrétien, et sans concerter avec lui tout ce qui aura quelque connexion avec l'article mentionné de l'indépendance. » L'Espagne se réservait donc sur cette question, ne s'engageait à rien.

Les articles 5 et 7 énuméraient les avantages que les deux souverains entendaient se procurer par le moyen de la guerre et du futur traité de paix. Ceux qui regardaient l'Espagne étaient (Art. 7) : 1° la restitution de Gibraltar; 2° la possession de la rivière et du fort de la Mobile; 3° la restitution de Pensacola avec toute la côte de la Floride qui s'étend le long du canal de Bahama; 4° l'expulsion des Anglais de la baie de Honduras; 5° la révocation du privilège cédé aux Anglais de couper le bois de teinture sur la côte de Campêche; 6° la restitution de l'île de Minorque. Il n'était point fait mention, dans cet article ni dans aucune partie de la convention, d'une cession éventuelle de la rive gauche du Mississipi par les États-Unis à l'Espagne[1].

Le traité du 12 avril 1779 resta quelque temps secret. Puis l'Espagne déclara officiellement la guerre à l'Angleterre, en juin, en rappelant son ambassadeur, d'Almodovar. Dans les premiers

1. Par l'article 9 les deux puissances promettaient de faire tous leurs efforts pour se procurer et acquérir tous les avantages spécifiés ci-dessus et de continuer ces efforts jusqu'à ce qu'elles aient obtenu le but qu'elles se proposent, « s'offrant mutuellement de ne pas poser les armes et de ne faire aucun traité de paix, trêve ou suspension des hostilités, sans avoir au moins obtenu et s'être respectivement assuré la restitution de Gibraltrar et l'abolition des traités relatifs aux fortifications de Dunkerque, ou, à défaut de cet article, tout autre objet à la volonté de Sa Majesté Très Chrétienne ». Dans l'article 9 primitif, rédigé et proposé par Vergennes, il n'était pris aucun engagement positif, soit pour Gibraltar, soit pour tout autre point; les puissances promettaient seulement de faire tous leurs efforts pour l'acquisition des avantages spécifiés. L'engagement spécial pour Gibraltar avait été ajouté par Florida-Blanca et l'on a vu que Montmorin avait signé sans objection, sans en référer à Vergennes, par hâte d'en finir, par besoin de « brusquer les choses ».

jours de juillet, lord Grantham, représentant de l'Angleterre près Charles III, quitta Madrid. La flotte espagnole était sortie de Cadix le 25 juin pour se joindre à la flotte française.

Vergennes était arrivé à la réalisation de ses vœux. Il ne pouvait prévoir (cependant Montmorin le lui avait fait bien des fois pressentir) que ce concours de l'Espagne, si vivement désiré en France et en Amérique, ne devait apporter que des déboires au gouvernement de Louis XVI, sans exercer la moindre action favorable sur les péripéties de la lutte engagée au delà des mers pour l'indépendance des États-Unis.

L'Espagne ne pensait qu'à Gibraltar. Elle accéléra ses préparatifs pour mettre le siège devant ce fameux rocher. Il avait été convenu d'autre part que l'on tenterait une descente en Angleterre. Les Français devaient réunir sur les côtes de Bretagne et de Normandie une armée de quarante mille hommes dont le passage serait couvert par les flottes espagnole et française combinées. D'Orvilliers était sorti de Brest le 3 juin avec vingt-huit vaisseaux, se portant à la rencontre de la flotte espagnole. Celle-ci ne quitta Cadix que le 25 du même mois, sous le commandement de l'amiral don Luis de Cordova. Un mois se passa encore avant la jonction des deux flottes. L'armée navale combinée comptait soixante-six vaisseaux de ligne et quatorze frégates, auxquels l'Angleterre n'avait à opposer que quarante vaisseaux commandés par l'amiral Hardy. Un corps d'armée était réuni au Havre, un autre à Saint-Malo : le maréchal de Vaux commandait ces troupes que devaient emporter quatre cents transports; on attendait les flottes. Malheureusement le scorbut ravageait déjà les équipages. On dut débarquer cinq cents malades à La Corogne et au Ferrol, et il en restait deux mille à bord. On fit voile vers le nord, lentement, les vaisseaux espagnols étant très mauvais marcheurs. Le 7 août, d'Orvilliers ne trouva pas à Ouessant les vivres et l'eau qu'il pensait y avoir été envoyés. Il continua cependant sa marche, fit entrer son formidable armement dans la Manche et bloqua Plymouth où la flotte anglaise s'était réfugiée. Les frégates de l'armée alliée capturèrent un vaisseau de soixante-quatre canons, mais ne firent rien de plus. Une tempête rejeta la flotte dans l'océan Atlantique; les approvisionnements s'épuisèrent et les bâtiments étaient encom-

brés de malades; plusieurs n'étaient plus que des hôpitaux flottants. Il fallut renoncer à tenir plus longtemps la mer. Les deux flottes se séparèrent, pour rentrer l'une à Cadix, l'autre à Brest (14 septembre).

C'est à ce piteux échec qu'aboutissait le gigantesque effort qui avait rassemblé un moment dans la Manche plus de quatre-vingts bâtiments de guerre français et espagnols en vue d'une descente sur les côtes anglaises. La fièvre et la dysenterie avaient également ravagé les camps en Normandie. La reine Marie-Antoinette écrivit à sa mère que « de n'avoir rien fait avait coûté des sommes énormes à la France ».

CHAPITRE XLVI

LA DIPLOMATIE DU CONGRÈS

Les agents des États-Unis en Europe. Arthur Lee. John Adams. — Gérard, ministre de France, et le Congrès en 1779. Les terres de l'Ouest et le Mississipi.

Les agents des États-Unis en Europe. Arthur Lee. John Adams.

Avant même la signature des traités avec la France, le Congrès avait cherché à étendre ses relations diplomatiques en Europe. Mais ses premiers efforts en ce sens eurent peu de succès. Arthur Lee, parti pour Madrid dans les premiers mois de 1777, dut s'arrêter à Burgos sur les instances du premier ministre espagnol. Izard, commissaire pour Florence, ne tenta même pas le voyage en Italie et resta à Paris, à la charge de la commission déléguée près de la cour de Versailles [1].

Arthur Lee, l'un des quatre frères du patriote virginien Richard-Henry Lee, avait longtemps séjourné en Angleterre, où il avait fait ses études et exercé la médecine. Lors des premiers conflits entre les colonies et la métropole, il s'était lié à Londres avec les amis des libertés américaines et avait défendu dans de nombreux écrits la cause de ses compatriotes. Le Massachusetts l'avait choisi pour agent en Angleterre après le retour de Franklin en Amé-

1. Lee se rendit, en juin 1777, auprès de Frédéric II. Le roi de Prusse ne voulut point le recevoir officiellement, et reconnaître ainsi l'indépendance des États-Unis. Mais il lui permit de résider à Berlin et de correspondre secrètement avec le baron de Schulemburg, ministre d'État. Lee obtint tout au moins que le roi mît obstacle au passage, à travers son royaume, des troupes allemandes louées par le cabinet anglais.

rique, puis le comité des affaires étrangères du Congrès le nomma, avec Silas Deane et Franklin, membre de la commission américaine en France. Arthur Lee représentait dans la commission un sentiment qui n'était que trop répandu en Amérique, l'antipathie contre les Français. A Londres il s'était ligué avec Lauraguais contre Beaumarchais. Il ne voyait dans ce dernier qu'un traitant pour qui les services à rendre à l'Amérique étaient simplement une bonne affaire. Lee était disposé à tout accepter de la France comme secours moral ou matériel, mais sans se croire tenu à la reconnaissance. Il ne cessait, dans ses lettres à ses amis, membres du Congrès, de dénigrer Silas Deane devenu, d'après lui, un instrument beaucoup trop docile entre les mains de Vergennes. Il eût attaqué Franklin si Franklin eût été attaquable. Au moment de la signature des traités, Lee tenait au courant de tout se qui se passait en France ses correspondants du parti libéral en Angleterre et notamment lord Shelburne. Bancroft lui-même a porté un jugement sévère sur cette attitude de Lee. M. Doniol l'a appréciée plus sévèrement encore. Ce serait cependant sans doute aller trop loin que de ne voir avec lui, dans le collègue de Silas Deane et de Franklin, qu'un agent à la solde de lord North ou même des chefs du parti whig.

Les insinuations constantes de Lee contre Deane eurent ce résultat que le Congrès, le 7 décembre 1777, c'est-à-dire deux mois avant la conclusion des traités, rappela ce dernier, le remplaçant par John Adams. L'ordre de rappel arriva en France le 27 février; Deane s'embarqua avec Gérard sur le vaisseau de l'amiral d'Estaing et arriva en juillet 1778 à Philadelphie. Bien qu'il fût défendu par Robert Morris et d'autres membres du Congrès, il ne trouva pas grâce devant une majorité prévenue contre lui et que dirigeait Richard-Henry Lee, président du comité des affaires étrangères. Ses comptes étaient fort mal tenus; ceux de Beaumarchais ne l'étaient pas mieux, et ce dernier n'obtint pas sans peine du Congrès le remboursement des avances qu'il avait faites. De grosses sommes avaient passé par les mains de Deane; il n'en rentrait pas moins très pauvre dans son pays. On l'accusait de torysme et cela seul le perdait dans l'opinion.

John Adams, désigné pour prendre la place de Deane à Paris,

s'embarqua assez tard en 1778; peu de temps après son arrivée en France, il apprit qu'il n'était plus rien. En septembre en effet le Congrès avait abrogé la commission collective dont Franklin n'était qu'un simple membre et nommé celui-ci ministre plénipotentiaire en France. En fait le cabinet de Versailles n'avait jamais eu de confiance qu'en Franklin; Vergennes le tenait en très haute estime. Il était très populaire et capable, plus qu'aucun autre, bien que *persona gratissima*, de défendre, avec autant de vigilance que de dignité, les intérêts dont il était chargé. John Adams, que le Congrès semblait avoir oublié, se résolut à retourner en Amérique, écrivant à sa femme qu'il allait reprendre sa profession d'avocat à Boston, « composer des dossiers, dresser des actes, et être heureux ».

Gérard, ministre de France, et le Congrès en 1779. Les terres de l'Ouest et le Mississipi.

Gérard, que nous avons vu arriver en juillet 1778 à Philadelphie, avait été reçu le 6 août en audience solennelle par le Congrès; le soir, un grand banquet lui avait été offert. Le plénipotentiaire français, dans ce milieu si nouveau, incertain des sentiments que sa présence inspirait, se sentit incité à garder dans ses discours et ses toasts une grande réserve, et n'osa même pas faire allusion à l'obligation où le traité d'alliance mettait les Américains de ne plus songer à traiter directement avec l'Angleterre et pour eux seuls. Le Congrès, d'autre part, ne jugea pas à propos, de quelque temps, de publier *in extenso* le traité d'alliance.

La correspondance de Gérard et de son successeur immédiat avec le ministre des affaires étrangères de Versailles, est la principale, autant dire l'unique source pour l'histoire du travail intérieur du Congrès, de ses débats, des intrigues qui s'y agitaient, alors que les délibérations de cette assemblée étaient secrètes et qu'il n'en existe aucun autre document ayant un caractère officiel [1].

1. Nos archives ont été libéralement ouvertes à Bancroft pendant qu'il était ministre à Paris. Il fut le premier à puiser dans cette correspondance et il y a pris de nombreux détails que ne fournissent point les collections de son propre pays.

Gérard se trompe souvent dans ses jugements sur les hommes et les choses. Il voyait de trop près les gens du Congrès pour que les événements, les caractères et les causes réelles des péripéties lui apparussent dans leurs justes proportions. Il se laissa gagner aux influences de la coterie hostile à Washington et on le voit, dans une lettre du 18 août, parler à Vergennes des trois victimes du commandant en chef, Conway, Charles Lee et Mifflin. Le 12 du même mois il avait écrit : « Je suis fâché d'ajouter que le désintéressement personnel et la probité pécuniaire n'illustrent pas la naissance de la République américaine. Tous ses agents ont retiré des avantages énormes de leurs manufactures. L'esprit d'intérêt, de calcul personnel, est celui qui est le plus répandu dans ces contrées. »

Cependant l'influence de Gérard s'accrut peu à peu. Le Congrès s'habitua à le prendre pour conseiller. Il représentait la puissance qui pouvait envoyer des flottes et des armées, qui avait déjà envoyé des vivres, des armes et des millions en espèces métalliques. On le consultait, et il s'employa heureusement à calmer le mauvais effet produit dans le peuple par l'insuccès de d'Estaing devant New-York et Newport.

Il n'avait pas fallu à Gérard un long séjour à Philadelphie pour comprendre quel intérêt attachaient les États, surtout ceux du centre et du sud, à la liberté de la navigation du Mississipi, considéré comme le débouché naturel pour les établissements que les Américains se proposaient de fonder, et fondaient déjà, sur l'Ohio et autres rivières affluentes du grand fleuve. Bien que les États-Unis eussent le plus grand désir de voir l'Espagne s'engager avec la France dans leur querelle, ils ne pensaient nullement à lui abandonner, comme prix de son concours, les possessions des Anglais sur la rive gauche du Mississipi. Mais volontiers ils lui offraient Pensacola et les Florides.

Pendant les derniers mois de 1778, Gérard faisait part à Vergennes des craintes que lui inspiraient l'inaction des Américains et les symptômes d'affaiblissement dans la résistance à la métropole. Il recevait en retour des instructions lui enjoignant de chercher à convaincre le Congrès qu'il devait se montrer très modéré dans ses demandes, lorsque s'agiterait la question du rétablissement

de la paix. C'était le moment où Vergennes, dans sa correspondance avec Florida-Blanca et dans ses entretiens avec Franklin, se ralliait presque à l'idée d'une trêve à longue échéance, comme celle de 1609 qui avait consacré l'indépendance de fait des Pays-Bas. Une reconnaissance indirecte de l'indépendance avait suffi à la Hollande et à la Suisse; les États-Unis pourraient s'en contenter. Ils devraient renoncer à toute prétention sur le Canada et la Nouvelle-Écosse, ne pas insister sur le droit de pêche à Terre-Neuve. Il était enfin essentiel de faire à l'Espagne, dans la question des terres à l'est du Mississipi, des concessions capables d'amener cette puissance à donner son appui. Le Congrès était peu disposé à céder à ce genre de suggestions, quel que fût l'état de détresse où le pays se trouvait réduit dans cet hiver de 1778-79. Les instances reitérées de Gérard dans le même sens donnèrent lieu à de longs débats pendant la plus grande partie de 1779 sur les conditions auxquelles il conviendrait de traiter pour la paix. Mais, pendant que l'on discutait à Philadelphie sur les terres de l'Ouest, les pionniers de la Virginie et des Carolines résolvaient pratiquement la question en prenant possession du territoire formant l'objet du litige [1].

Après d'ardentes discussions [2] il fut arrêté que, dans les instructions à donner aux négociateurs de la paix future, l'on réclamerait les lignes de démarcation tracées par le gouvernement anglais lui-même dans sa proclamation de 1763, c'est-à-dire au sud le parallèle 31, séparant les Florides et la Louisiane des États-Unis, à l'ouest le Mississipi jusqu'à sa source, au nord, la frontière de l'ancienne province de Québec, c'est-à-dire le 45e degré depuis le lac Nipissing jusqu'aux sources du Connecticut, puis la ligne de partage des eaux et la rivière Sainte-Croix. S'il le fallait absolument, les négociateurs céderaient (c'est ce qui

1. Kaskaskia, Kahokia, Vincennes au nord de l'Ohio, Louisville sur l'Ohio (1778), Nashville (1779), Fort Jefferson sur le Mississipi (1780). Aventures et combats de Clarke, de Robertson, etc. Voir plus loin le chapitre consacré à la prise de possession de ce territoire.

2. Déjà dans ces débats se dessinait au Congrès le sectionnement géographique des partis, qui devait subsister si longtemps et planer sur tant de questions nationales. La Pennsylvanie votait avec les États de la Nouvelle-Angleterre, New-York avec les États du Sud. Le Massachusetts tenait pour les pêcheries, la Virginie pour la libre navigation du Mississipi. L'alliance de l'État de New-York avec les sudistes ne fut presque jamais rompue jusqu'à la guerre de la sécession. Aujourd'hui encore cet État conserve ses anciennes tendances pour le parti démocratique.

arriva en effet en 1782) la presqu'île du haut Canada, entre les lacs Huron, Erie et Ontario. Ces lacs et le Saint-Laurent jusqu'au 45e degré formeraient alors la frontière nord-ouest (limites actuelles).

Cette délimitation comprenait toute la région entre le Missisipi et les monts Alleghanys, que l'Espagne rêvait, dans le moment même, de partager avec l'Angleterre. C'est pour la conquête ou plutôt pour la conservation de cet immense territoire [1], déjà occupé par de hardis aventuriers, que les États-Unis allaient continuer la guerre.

Des instructions spéciales furent arrêtées pour la conclusion éventuelle d'un traité de commerce avec la Grande-Bretagne. Le droit de pêche sur les bancs et le rivage de Terre-Neuve y devait être rigoureusement revendiqué.

John Adams, qui revenait de France avec le chevalier de La Luzerne, successeur de Gérard (septembre 1777), fut nommé commissaire pour les négociations éventuelles de paix avec l'Angleterre. John Jay, président du Congrès, fut envoyé en Espagne pour traiter de la liberté de la navigation du Mississipi et négocier un emprunt. Arthur Lee, remplacé par Jay, revint siéger au Congrès comme délégué de la Virginie. Carmichael (du Maryland) et Dana (du Massachusetts) furent adjoints, comme secrétaires de légation, à Jay et Adams. Laurens, chargé de négocier un emprunt avec la Hollande, ne partit qu'en 1780.

A peine la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre fut-elle parvenue à la Nouvelle-Orléans, que Galvez, le gouverneur espagnol de la Louisiane, afin d'établir les droits de son souverain sur la région située à l'est du Mississipi, engagea très énergiquement les hostilités contre les Anglais. A la tête d'une troupe de quinze cents hommes, composés de réguliers espagnols, de volontaires américains et de gens de couleur, il s'empara de Manshac, de Bâton-Rouge, de Fort Panmure près de Natchez, enfin de Mobile. Avant la fin de 1779 il ne restait aux Anglais, de toute la Floride occidentale, que Pensacola.

1. Divisé aujourd'hui en 9 États et comptant plus de 18 millions d'habitants, qui envoient 110 membres à la Chambre des représentants à Washington sur les 332 dont se compose cette assemblée.

CHAPITRE XLVII

DÉTRESSE FINANCIÈRE. — LES ANGLAIS CONQUIÈRENT LA GÉORGIE ET LA CAROLINE DU SUD (1779-1780)

Impuissance et discrédit du Congrès. Les émissions de papier-monnaie. — La campagne de 1779 dans le Nord. Expédition contre les Iroquois. — Opérations dans les États du Sud. Les Anglais maîtres de la Géorgie. Assaut de Savannah (9 octobre 1779). — Clinton prend Charleston et soumet la Caroline du Sud (janvier-mai 1780).

Impuissance et discrédit du Congrès. Les émissions de papier-monnaie.

Après la conclusion de l'alliance entre la France et les États-Unis et l'évacuation de Philadelphie par sir H. Clinton, il ne restait à l'Angleterre que de faibles chances de rétablir l'autorité royale dans les colonies. Elle fut surtout encouragée à continuer la lutte par l'état de détresse profonde où se trouvait le gouvernement que s'étaient donné les provinces rebelles. Deux ans plus tard, au commencement de 1781, les Articles de confédération n'étaient pas encore adoptés par tous les États. Le pouvoir effectif continuait donc à résider dans le Congrès révolutionnaire, qui n'avait eu en réalité d'autre mandat que de délibérer sur les moyens de faire la guerre avec l'Angleterre et de recommander à la considération des États les mesures qui lui paraîtraient le plus propres à réaliser cet objet. Les États obéirent d'abord docilement, fournissant en hommes et en argent les contingents qui leur étaient assignés. Mais ce beau zèle n'avait pas tardé à se refroidir; plu-

sieurs États se montrèrent réfractaires, et le Congrès était sans force matérielle, aussi bien que sans autorité morale, pour rendre ses décisions exécutoires. Il avait pu jusqu'alors constituer une armée américaine, nommer un commandant en chef et des officiers généraux, conclure un traité d'alliance avec une puissance européenne. Mais il ne pouvait pas forcer un État à fournir un nombre déterminé de soldats, s'il n'entrait pas dans les convenances de cet État d'obtempérer au désir du Congrès. Aucun rouage n'était établi entre chaque État et la réunion des délégués. L'union créée par la déclaration d'indépendance était en quelque sorte immatérielle; il n'existait point de pouvoir exécutif. Le mécanisme de coercition pour obliger chaque membre de l'association à obéir aux décisions de tous, faisait défaut. Le Congrès, pouvoir essentiellement révolutionnaire, dont toutes les attributions avaient été spontanément assumées, n'osa pas s'arroger le droit de créer des agents d'exécution indépendants des gouvernements particuliers. Il se vit donc très promptement, par la négligence des États, réduit à une complète impuissance.

Il ne pouvait se procurer des fonds pour l'armée continentale que de trois manières : 1° en décidant que, les besoins de telle année s'élevant à telle somme, chaque État aurait à fournir sa part déterminée d'après une proportion arbitrairement établie sur des présomptions concernant la richesse et la population respectives des divers États. Ceux-ci fournissaient ou ne fournissaient pas leurs parts; le Congrès ne pouvait que les rappeler à leur devoir au moyen de circulaires et d'admonestations pressantes; il ne pouvait les contraindre. — 2° Par des emprunts au dedans et au dehors. Pour gager les emprunts intérieurs aussi bien que ceux que le Congrès pourrait contracter en Europe, le Congrès n'avait à offrir que les quotes-parts payables annuellement par chaque État. Il n'avait aucun droit d'établir une source particulière de revenu (timbre, douane, etc.) dont il aurait recueilli les produits par des agents spéciaux, nommés par lui-même et indépendants des autorités des États. Chaque État percevait lui-même ses revenus et aucun n'aurait consenti à voir son action sur ce terrain limitée par la création de fonctionnaires spéciaux du Congrès. Donc le seul gage des emprunts était la contribution, volontaire

en fait, par conséquent variable et peu sûre, des États. — 3° Par la création d'un papier-monnaie. Le Congrès usa de ce procédé comme des deux autres et plus que des deux autres, parce que l'émission du papier-monnaie pouvait être illimitée, ou tout au moins n'avait d'autre obstacle qu'une inévitable dépréciation. Il est vrai que cette dépréciation fut tellement rapide que la troisième ressource devint bientôt dérisoire et que le Congrès se vit acculé à une misère financière dont aucun expédient ne pouvait plus le tirer.

A la fin de 1778, la baisse du papier-monnaie avait déjà fait d'effrayants progrès. Pendant que l'on n'avait émis pendant les trois premières années que pour 34 millions de dollars de billets de crédit, les émissions de 1778 s'élevèrent à 60 millions de dollars (2 millions d'abord, puis bientôt 5 et 10 par mois). Il fallut retirer de la circulation deux séries entières, les loyalistes de New-York ayant fabriqué des billets faux. Le Congrès, pour assurer le remboursement du papier-monnaie, décida platoniquement que les États auraient à fournir à cet effet 6 millions de dollars par an pendant dix-huit ans à partir de 1780.

Bientôt il n'y eut plus d'arrêt dans la création de la monnaie artificielle. 50 millions furent lancés en janvier 1779, et 50 autres dans le reste de l'année. En décembre 1778 les billets valaient encore 25 à 20 pour 100 de leur valeur nominale; en juin 1779 ils tombèrent à 5 pour 100. En six mois on venait d'en émettre pour 85 millions de dollars, représentant à peine une valeur de 5 à 6 millions métalliques. Comment s'étonner, avec cette dépréciation, de la hausse énorme relative des prix de toutes choses? Cependant les hommes les plus intelligents ne comprenaient pas que ce fût là un phénomène naturel, un effet inévitable de la création incessante de papier inconvertible, sans valeur réelle. Subissant l'influence des préjugés populaires, ils attribuaient cette hausse aux agissements de spéculateurs éhontés, construisant leur fortune sur la ruine publique. Washington, dans une lettre au président de la Pennsylvanie, Reed, écrit qu'il voudrait voir « dans chaque État un accapareur pendu à un gibet cinq fois plus haut que celui qui avait été préparé pour Aman ». Il est vrai que l'on avait déjà vu s'élever de ces fortunes subites qui surgissent dans

les temps de calamité publique, nées de la course, du commerce d'importation, des fournitures militaires, etc. La hausse des prix était un phénomène naturel, mais aussi la source directe de ces fortunes scandaleuses, les habiles mettant à profit les fluctuations de valeur de la monnaie de papier, dont la dépréciation continue jetait dans la misère la masse de la population. Tous les contrats étaient viciés, les billets de crédit ayant conservé le cours forcé à leur taux nominal pour le paiement des dettes. Cet état de choses, cause de tant de souffrances pour les ignorants, pour les gens honnêtes et scrupuleux, offrait aux spéculateurs de nombreuses occasions de gros bénéfices.

Le Congrès décida le 1er septembre 1779 que l'émission ne dépasserait pas 200 millions de dollars. Il y en avait alors en circulation pour 160 millions [1]. Avant la fin de l'année les 200 millions étaient émis; force fut de s'arrêter. Le dollar papier ne valait plus que 3 pour 100 de son prix nominal. On avait dépensé dans l'année 160 millions de dollars dont 100 millions en billets de crédit, le reste provenant d'emprunts à 6 pour 100, de vente de traites sur l'Europe, et d'autres expédients analogues, le tout représentant à peine 10 millions en espèces.

Le Congrès était abandonné; les plus actifs de ses membres s'occupaient de leurs propres affaires ou des affaires de leurs États particuliers. Le nombre des délégués présents s'élevait rarement à trente, quelquefois à moins de vingt-cinq. Au commencement de 1779, Washington vint passer cinq semaines à Philadelphie pour conférer avec l'assemblée. Ses lettres de cette époque indiquent à quel point la situation lui paraissait alarmante et l'esprit public peu porté aux grands efforts [2]. La détresse finan-

1. Rien de plus naïf que les arguments à l'aide desquels l'Assemblée, dans son désarroi, cherchait à conserver un peu de crédit à son papier : « C'est, disait-elle, la seule espèce de monnaie qui ne puisse prendre des ailes et s'envoler; elle reste avec nous, elle ne nous abandonnera pas; elle sera là, à notre portée, pour les besoins du commerce; tout homme industrieux peut la trouver. » C'est d'ailleurs à des arguments de même force que recouraient, il y a peu d'années encore, les *inflationnistes* pour convaincre les fermiers des États de l'Ouest des vertus et des félicités d'une expansion indéfinie de la circulation fiduciaire non remboursable en espèces. L'argent et l'or, disaient-ils, sont la monnaie des riches; le billet de crédit, le greenback, est la monnaie du pauvre.

2. Dans une lettre à George Mason (du camp de Middlebrook, 27 mars 1779) il dit qu'il n'a jamais plus mal auguré de l'avenir que dans les trois derniers mois. La population est inerte, tout esprit public fait défaut; les spéculateurs, fournisseurs

cière et le faible effectif de l'armée firent décider que l'on se tiendrait sur la défensive en 1779 et qu'on ne dirigerait d'opérations actives que contre les Six Nations (pour venger les ravages et les massacres dont ils avaient désolé, l'année précédente, la vallée de Wyoming) et contre le poste anglais de Détroit, foyer de toutes les excitations qui soulevaient les Indiens de l'ouest contre les Américains.

La campagne de 1779 dans le Nord. Expédition contre les Iroquois.

L'armée américaine, au printemps de 1779, était ainsi disposée : trois mille hommes avec Gates dans la Nouvelle-Angleterre (quartier général Providence); six mille dans les Highlands avec McDougall et Putnam ; sept mille avec Washington à Middlebrook (New-Jersey) et à Newburg sur l'Hudson. Il y avait onze mille Anglais à New-York, quatre à cinq mille à Newport. Clinton dirigea (mai 1779) sur la Virginie une sorte d'expédition de grande maraude. Un corps de deux mille cinq cents réguliers fut débarqué à Portsmouth sur la rivière Élisabeth. Portsmouth fut brûlé, ainsi que Norfolk, situé de l'autre côté de la baie et qui commençait à se relever de ses ruines. En amont de Portsmouth, à Gosport, l'État de Virginie avait établi un chantier de construction navale. Une frégate et six bâtiments plus petits furent brûlés. Les Anglais prirent en outre et brûlèrent cent trente navires marchands sur les rivières James et Élisabeth. Portsmouth et Norfolk servaient de dépôts à tous les produits de la Virginie. Les Anglais revinrent à New-York après avoir détruit pour deux millions de dollars de marchandises et de propriétés.

et tripoteurs de toutes catégories, sont enchantés de la prolongation de la guerre, dont seuls ils profitent. La confiance est revenue aux tories, et les Anglais, devant cette nouvelle tournure des choses, ne songent plus à se retirer. « ....Qu'est-ce en ce moment que le Congrès? un corps sans force, déchiré par l'esprit de parti, où les affaires insignifiantes et les préoccupations personnelles détournent l'attention des grands intérêts nationaux, et dont les membres sont pour la plupart occupés de plaisirs et de dissipation plus que de travail et de souci du bien public. Comment ne pas s'écrier : Où sont nos hommes de talent et de capacité? Pourquoi ne se lèvent-ils pas pour sauver leur patrie? Puisse ce cri, cher monsieur, arriver jusqu'à vous, à Jefferson et aux autres. Ne croyez pas que le moment soit venu de nous asseoir sous notre vigne et notre figuier! ne laissez pas cette lutte pour l'indépendance finir dans l'ignominie!... »

En aval de Newburg sur l'Hudson, à quelque distance des fortifications que Washington faisait élever dans les Highlands, deux forts, Stony-Point et Verplank's Point, commandaient le passage de King's Ferry par lequel s'effectuaient toutes les communications entre les États du Nord et ceux du Centre. En juin Clinton remonta l'Hudson avec six mille hommes, s'empara des deux forteresses, y laissa garnison et rentra à New-York. Le mois suivant une très vive alarme se répandit dans cette ville. On annonçait la reprise de Stony-Point, brillant fait d'armes, habilement conçu par Washington et vigoureusement exécuté par le général Wayne (Anthony *Mad*), aux mains duquel cinq cents Anglais restèrent prisonniers. Washington ne crut pas toutefois devoir tenter les chances d'un combat pour défendre Stony-Point contre les renforts envoyés de New-York. Les fortifications furent détruites, et la garnison ramenée dans les Highlands où les travaux de West-Point étaient activement poussés.

Tout au nord, sur les côtes encore désertes du Maine, un détachement anglais s'était établi près de l'embouchure du Penobscot. L'État de Massachusetts organisa une expédition contre ce poste excentrique. Une flottille emporta un corps de débarquement, et le déposa à proximité du Penobscot. Les fortifications ne purent être emportées. Cinq frégates anglaises envoyées de New-York détruisirent la flottille américaine. Marins et soldats durent traverser 740 kilomètres de déserts avant de rentrer en pays habité; le commandant de l'expédition fut traduit en cour martiale et dégradé. Le Congrès ne se décida qu'après plusieurs années à assumer, comme charge fédérale, les frais considérables qu'avait coûtés cette aventure.

Washington et Clinton passèrent le reste de l'année à s'observer, inactifs, se plaignant, l'un auprès du Congrès, l'autre auprès de lord George Germain, de l'insuffisance complète des forces dont ils disposaient [1].

La seule opération active que le Congrès et Washington eussent

1. En Angleterre, pendant l'hiver de 1778-79, on ne s'occupa que très peu de la guerre. Les sujets de préoccupation étaient : la grande tempête de 1778, la gelée de quatre-vingt-quatre jours qui suivit, et la querelle de Keppel et de Palliser. Il y eut une enquête à la Chambre des communes sur la conduite de la guerre; elle mit en relief les fautes de Howe et innocenta Burgoyne.

convenu de tenter pendant cette campagne était l'attaque des postes de l'ouest, Détroit et Niagara, et la dévastation du pays des Six Nations. Faute de troupes et d'argent, le projet d'expédition contre Détroit fut abandonné; on eut déjà beaucoup de peine à constituer le détachement qui devait marcher sur Fort Niagara [1]. Enfin quatre brigades furent réunies en août, sur les rives du fleuve Susquehannah au nord de la Pennsylvanie. Sullivan, commandant en chef de cette petite armée, passa le Chemung, affluent du Susquehannah, battit les Indiens et les tories leurs alliés (commandés par Brant, Johnson et les Butlers) à Elmira, État de New-York, pénétra dans la vallée, inconnue jusque-là, de la rivière Genesee (partie occidentale de l'État de New-York), et livra à une dévastation méthodique et complète les établissements des Indiens dans cette région. Le manque de vivres ne lui permit pas d'aller jusqu'à Fort Niagara. L'objet principal de l'expédition était manqué. D'ailleurs à peine les Américains s'étaient-ils retirés que les Indiens et les tories, un moment dispersés, se réunirent de nouveau et recommencèrent leurs ravages habituels dans l'ouest des États de New-York et de Pennsylvanie.

Opérations dans les États du Sud. Les Anglais maîtres de la Géorgie. Assaut de Savannah (9 octobre 1779).

Le gouvernement anglais, voyant combien il lui était difficile de réduire les colonies du nord et du centre, avait pris la résolution d'attaquer la confédération par le sud. Désormais et jusqu'à la fin de la guerre, c'est dans les États situés au sud du Maryland que se trouvera le théâtre principal de l'action.

Un détachement expédié de New-York sous les ordres du colonel Campbell s'étant emparé (23 décembre 1778) de la ville de Savannah, faiblement défendue par Robert Howe, le brigadier général Prevost, commandant anglais dans la Floride orientale, reçut l'ordre de prendre la direction des opérations en Géorgie. Déjà il

1. Un des régiments désignés pour en faire partie (New-Jersey) ne consentit à se mettre en route qu'après répartition par le gouvernement de l'État d'une somme de mille dollars à chaque officier et de quarante dollars à chaque soldat; il est vrai que ces sommes étaient payables en papier-monnaie, ce qui les réduisait à bien peu de chose.

avait organisé des bandes d'Indiens et de réfugiés qui portèrent la désolation dans les campagnes de cet État, détruisant les récoltes et les provisions, incendiant les fermes, enlevant le bétail et les esclaves. Traversant en janvier 1779 avec sept cents hommes le désert qui séparait les établissements de la Floride de ceux de la Géorgie, il s'empara de Sunbury, opéra sa jonction avec Campbell à Savannah, et l'envoya occuper Augusta sur le cours supérieur de la rivière. Ordre fut donné aux habitants de la Géorgie de s'engager par serment à défendre, les armes à la main, le gouvernement du roi. La plupart se soumirent. Les patriotes les plus résolus se retirèrent dans les montagnes du nord-ouest de l'État ou dans les Carolines. Presque tous les planteurs du bas pays étaient des whigs ardents; de même les Écossais, sur la frontière occidentale, coureurs des bois, en lutte constante avec les Indiens. Dans l'intérieur du pays, au contraire, et cette remarque s'applique à la Caroline du Sud comme à la Géorgie, se trouvaient disséminés des Hollandais, des Allemands, des quakers, des presbytériens irlandais, vivant en groupes distincts, s'occupant peu de politique ou disposés à se rallier à la cause britannique. Un corps de loyalistes de la Caroline vint rejoindre les Anglais à Augusta. Dans les luttes qui vont suivre on verra les whigs et les tories plus acharnés les uns contre les autres que des ennemis de nationalité différente. Plus de quartier; les prisonniers sont pendus comme traîtres. Dans les trois États du sud la guerre prenait un caractère de férocité dont la lutte au nord avait rarement donné l'exemple.

Au mois de mars 1779, Lincoln, commandant des forces américaines du sud et qui avait son quartier général à Charleston, détacha quelques bataillons sous le général Asche pour reprendre Augusta; mais Asche fut complètement battu à Brier-Creek et la Géorgie resta définitivement au pouvoir des Anglais. Sir James Wright, l'ancien gouverneur royal, rétablit le gouvernement provincial. Le général Prevost voulut profiter de ce rapide succès et joindre à la conquête de la Géorgie celle de la Caroline du Sud. Il se présenta en maître devant Charleston que protégeaient mal quelques troupes commandées par Rutledge et Moultrie et la légion de Pulaski. L'approche de Lincoln força toutefois Prevost

de se retirer. La chaleur et la fièvre firent ajourner à l'automne toute opération nouvelle.

En août, l'amiral d'Estaing, terminant une croisière aux Antilles où il avait perdu Sainte-Lucie, mais pris la Dominique, Saint-Vincent et la Grenade, et soutenu près de cette île (6 juillet) un brillant combat contre l'amiral Byron, se rendit à Saint-Domingue, où il trouva des lettres du consul de France à Charleston et du gouverneur de la Caroline du Sud. On lui mandait que, s'il pouvait paraître sur la côte, il lui suffirait de donner quelque secours aux Américains pour assurer le salut des deux Carolines menacées et peut-être la délivrance de la Géorgie occupée par l'ennemi. D'Estaing fit voile vers le nord et, à la fin d'août, jeta l'ancre à l'embouchure de la rivière Savannah. Des troupes furent débarquées et toutes dispositions prises pour opérer de concert avec la petite armée américaine qui, sous les ordres de Lincoln, se disposait à investir Savannah. Lincoln avait reçu de Washington quelques renforts; la milice fournit de son côté un contingent important. Mais les Américains ne furent pas prêts en temps et Prevost, le général anglais, eut tout le loisir de mettre Savannah en état de défense. Il fallut, après de longs retards, entreprendre un siège en règle.

Déjà les assiégeants commençaient les travaux d'approche, quand d'Estaing, craignant pour la sécurité de son escadre qui mouillait sans abri à l'entrée de la rivière, exposée à des coups de vent d'une violence extrême en cette saison, fit décider un assaut (9 octobre). Les généraux s'élancèrent au premier rang, et les troupes, entraînées par la vaillance de leurs chefs, se conduisirent très bravement. « Au grand jour, le détachement dont M. d'Estaing avait pris la conduite, et qui était grossi par les milices de la Caroline, s'avançait intrépidement, quand un feu bien nourri des parapets ennemis, canons et mousqueterie, jeta le désordre dans ses rangs. Néanmoins deux lieutenants au second régiment de la Caroline du Sud plantèrent le drapeau des États-Unis sur le rempart; tous deux furent tués. On vit flotter un instant le drapeau français sur la redoute; mais, après une lutte acharnée qui dura une heure, les assaillants furent contraints d'abandonner la position à l'ennemi. Les Anglais eurent fort peu

de monde hors de combat; la perte des Français fut de 600 hommes, dont 60 officiers tués ou blessés, celle des Américains de 200. D'Estaing reçut deux blessures, Pulaski une seule, mais mortelle [1]. » Quelques jours après, l'escadre française fit voile pour les Antilles. Les Anglais restaient maîtres de Savannah et de la Géorgie. C'était la seconde fois qu'une opération combinée entre Américains et Français aboutissait à un échec.

Cependant la présence de l'escadre française sur la côte n'avait pas été sans utilité pour la cause des États-Unis. Les Anglais, ignorant le point où d'Estaing avait l'intention de se porter, étaient restés partout sur la défensive. Clinton, craignant une attaque contre New-York, avait concentré toutes ses forces dans cette ville et fait évacuer l'île Rhode, que les Anglais occupaient depuis trois ans et que d'Estaing et les Américains avaient attaquée vainement l'année précédente. Il avait fait aussi abandonner les forts de Verplank's Point et de Stony-Point sur l'Hudson.

Washington, espérant un moment l'aide de d'Estaing au nord, avait convoqué des troupes de milice après l'échec de Savannah.

Ces miliciens furent renvoyés chez eux et l'armée régulière prit ses campements d'hiver; les régiments de la Virginie et de la Caroline du Nord furent dirigés vers le sud pour renforcer Lincoln [2].

Clinton prend Charleston et soumet la Caroline du Sud (janvier-mai 1780).

Les instructions envoyées de Londres à sir Henry Clinton lui enjoignaient de se tenir sur la défensive dans le nord ou du moins d'y restreindre les hostilités à des coups de main sur les villes et les ports de la côte, et de porter tout son effort sur les États du sud qu'il s'agissait de détacher à tout prix du faisceau de la confédération. La Géorgie était rentrée définitivement sous

1. Bancroft, vol. X.
2. Les Américains eurent, cette même année, un petit succès maritime. Un corsaire, Paul Jones, avec quatre bâtiments dont le *Bonhomme Richard* de 40 canons, attaqua la flotte commerciale anglaise de la Baltique escortée par deux frégates. Il captura ces bâtiments et plusieurs navires de commerce, mais le *Bonhomme Richard*, fort maltraité et qui avait perdu plus des trois quarts de son équipage, coula. Paul Jones s'embarqua sur sa prise et la conduisit en Hollande (sept. 1779).

la domination de la couronne; il fallait en faire une base d'opération pour la conquête de la Caroline du Sud. Clinton, lié par des instructions précises, bien qu'il eût préféré faire campagne dans le nord s'il avait obtenu de la métropole des renforts suffisants, résolut d'entreprendre une attaque sur Charleston, la capitale de la Caroline du Sud. La présence des navires de d'Estaing dans les eaux de la Géorgie en septembre et octobre retarda l'exécution de ce dessein. Lorsqu'il fut avéré que la flotte française avait repris la route d'Europe, le commandant en chef britannique mit à la voile, de New-York, en décembre 1779, pour Savannah. Il emmenait dix mille hommes environ, dont deux mille loyalistes, laissant la garde de New-York à Knyphausen et à Cornwallis. Une tempête dispersa cet armement et Clinton n'arriva lui-même que dans les derniers jours de janvier 1780 à l'île Tybee (embouchure de la rivière Savannah), qui avait été fixée comme rendez-vous. Les bâtiments apparurent les uns après les autres; deux transports étaient perdus, presque tous les chevaux avaient succombé. Quelques semaines plus tard, cependant, Clinton, ayant rallié son monde, arriva devant Charleston.

Lincoln, commandant le département du sud, prit le parti imprudent de se jeter dans la ville pour y soutenir un siège. Washington avait conseillé qu'on tînt plutôt la campagne; il était bien trop loin pour que sa voix pût se faire entendre. Au commencement d'avril, une troupe de sept cents hommes appartenant aux réguliers de la Virginie vint renforcer la garnison. Mais au même moment, Arbuthnot franchissait avec son escadre la barre de la rade de Charleston sans souffrir du feu du fort Moultrie. Un heureux coup de main de Tarleton dispersa à Monk's Corner une troupe qui tentait d'assurer les communications de Charleston avec le dehors. Bientôt, Cornwallis étant arrivé de New-York avec trois mille hommes, Clinton le chargea de battre tout le pays entre les rivières Cooper et Wando. Dès lors l'investissement fut complet. Les Anglais poursuivaient les opérations du siège en appliquant toutes les règles de l'art. Quand la troisième parallèle fut ouverte, Lincoln se résigna à capituler (12 mai). Il rendit la place, laissant quelques milliers de prisonniers, de l'artillerie et des munitions de toute espèce aux mains de l'ennemi.

La chute de Charleston eut en Amérique et jusqu'en Europe un grand retentissement. En réalité la ville n'était pas défendable; elle avait été assez faiblement tenue, et encore plus mollement attaquée. Ce succès, toutefois, livrait à l'Angleterre la Caroline du Sud. Le gouvernement de cet État tomba en effet en pleine désorganisation et tous les patriotes durent chercher un refuge dans la Caroline du Nord. Un détachement fut envoyé pour occuper la forteresse de Ninety-Six, dans le haut pays, et Tarleton se lança à la poursuite d'un régiment virginien qui venait au secours de la ville assiégée, et se retirait en grande hâte sur la nouvelle de la capitulation. Tarleton, par une marche forcée, atteignit les Américains à Waxhaw, près de la frontière de la Caroline du Nord, en tua cent trente et fit deux cents prisonniers, n'ayant perdu lui-même que dix-huit hommes. Il fut brillamment récompensé de cet exploit, et une série de proclamations, dont chacune dépassait en sévérité les précédentes, acheva de terroriser la région [1]. La capitulation signée par Lincoln faisait de tous les Caroliniens qui avaient jusqu'alors servi la rebellion, des prisonniers de guerre. Il fut enjoint à tous de prêter un serment d'allégeance à la couronne; les hommes valides durent s'enrôler dans une milice commandée par des officiers anglais et dont le principal office fut de rançonner les planteurs et de saccager les propriétés de ceux qui s'obstinaient dans la rebellion. La province paraissant bien pacifiée, Clinton s'embarqua en juin pour rentrer à New-York, laissant à Charleston Cornwallis avec cinq mille hommes. La veille de son départ il écrivait à lord George Germain : « Il ne reste dans la Caroline du Sud que bien peu d'hommes qui ne soient prisonniers ou enrôlés dans nos rangs ».

1. Les Anglais auraient eu des chances de se rendre parfaitement maîtres du pays s'ils avaient appelé à la liberté et armé les noirs esclaves. Mais on n'y songeait pas; les officiers anglais réalisèrent de magnifiques bénéfices en s'emparant, comme d'un butin, de tous les nègres fugitifs qui tombaient en leur pouvoir ou que les Indiens eux-mêmes leur amenaient pour toucher une prime promise.

CHAPITRE XLVIII

LA GUERRE DANS LES ÉTATS DU SUD

Washington immobilisé devant New-York. Indifférence du sentiment public. — Gates battu à Camden (16 août 1780). Victoire des pionniers de l'ouest à King's Mountain (7 octobre). La Caroline du Nord sauvée. — Arrivée d'une division française à Newport (12 juillet). Arnold, traître, ravage la Virginie pour le compte des Anglais. — Cornwallis et Greene. Cowpens (17 janvier 1781). Guilford (15 mars). Camden (25 avril). Les États du Sud délivrés (mars-septembre 1781).

Washington immobilisé devant New-York. Indifférence du sentiment public.

« La Géorgie était entièrement soumise ; les Anglais occupaient Charleston et les places de Camden, Augusta et Ninety-Six, ce qui leur assurait le contrôle sur les régions les plus riches et les plus peuplées de la Caroline du Sud. La Caroline du Nord, on le croyait du moins à Londres, était pleine de tories n'attendant pour se lever en armes que l'arrivée de Cornwallis. Les trois provinces du sud étaient incapables de se défendre. Les États du nord, épuisés, ne pouvaient les secourir. Il semblait que les prédictions faites par ses correspondants américains à lord George Germain fussent sur le point de se réaliser, et les colonies rebelles de succomber sous la pression accumulée des désastres résultant de la seule prolongation de la lutte [1]. »

La situation est grave en effet. La détresse du Congrès et la ruine complète du système du papier-monnaie, sur lequel la con-

1. Hildreth.

fédération avait vécu jusqu'alors, ont rendu de plus en plus précaires l'approvisionnement et la paie des quelques régiments que Washington conserve autour de lui à Newburg et sur les deux rives de l'Hudson. La masse de papier en circulation, loin de diminuer, se grossit encore des certificats délivrés par les commissaires de l'armée pour toutes marchandises réquisitionnées, des billets de crédit de chacun des États particuliers, des traites tirées par le Congrès sur ses agents en Europe et qu'ils doivent payer sur les produits des emprunts que l'on espère contracter. La dépréciation est arrivée à son terme fatal, le papier ne vaut plus rien; le Congrès n'a plus aucune ressource; les troupes américaines vivent de maraude; les soldats se mutinent; les officiers donnent leur démission ou ne sont retenus à leur poste que par le sentiment de l'honneur; on ne les paie plus; le mécontentement est universel; la confédération est virtuellement en faillite.

En janvier 1780 le camp de West-Point n'eut ni pain ni viande pendant plus de quinze jours. L'armée fondait, pour ainsi dire, dans les mains de son général, par suite de désertions de plus en plus fréquentes. En juin, Washington avait à peine trois mille cinq cents hommes autour de lui; ce n'était plus que le squelette d'une armée. Cela seul explique l'inaction complète du commandant en chef pendant ces mois d'hiver où, en l'absence de Clinton occupé avec le gros de ses troupes devant Charleston, quelques milliers d'Anglais seulement tenaient la ville de New-York et commandaient le cours du fleuve Hudson jusqu'aux Highlands. Washington ne put même profiter de l'occasion inespérée qui s'offrit à lui lorsque l'Hudson vint à geler, que New-York n'était plus dans une île, et que, l'approvisionnement par mer n'étant plus possible, la garnison anglaise fut menacée de la famine. Knyphausen redoutait une attaque à laquelle il n'eût peut-être pu résister. L'attaque n'eut pas lieu.

Ce qui rendait, encore plus que tout le reste, la situation sérieuse et menaçante, était l'apathie croissante de la population, un sentiment de lassitude et d'indifférence qui s'emparait de la généralité des esprits, une disposition, chez un grand nombre même des patriotes qui s'étaient montrés au début très ardents, à se désintéresser de la cause américaine, à s'en remettre aux puis-

sances alliées du soin de leur conquérir l'indépendance. Depuis que l'Espagne s'était jointe à la France, et bien que rien d'essentiel n'en fût sorti, il semblait aux miliciens de New-York et de la Nouvelle-Angleterre qu'ils n'avaient plus à se donner de peine, que la France et l'Espagne viendraient bien seules à bout de l'Angleterre.

Washington voyait avec désespoir ce naufrage du patriotisme. Il écrit à ses amis, aux membres du Congrès, aux présidents des législatures locales, des lettres remplies de lamentations sur les progrès de la désagrégation morale et politique qu'il voit s'accomplir sous ses yeux. Il adresse appel sur appel à ses compatriotes de la Virginie, Benjamin Harrison, président de l'assemblée, le vénérable Wythe, Jefferson, Nicholas, Pendleton, déplorant de ne plus trouver chez eux le zèle des premiers jours pour le bien public. Il les supplie de ne pas se contenter de briguer des fonctions virginiennes, si honorables qu'il les estime, mais de penser aussi aux intérêts communs de l'Amérique, menacés d'une ruine complète.

Dans la Virginie en effet l'esprit particulariste reprenait déjà toute sa force. En décembre 1779, à propos d'une tentative faite par le Congrès pour obliger les États à obtempérer à ses réquisitions, la chambre des délégués votait la résolution suivante : « La législature de la Virginie ne voit pas sans alarme l'usurpation de pouvoir récemment commise par le Congrès. Nous admettons que ce corps ait le droit de recommander des mesures communes, mais nous revendiquons celui de juger de l'utilité ou de l'opportunité de ces recommandations, et, par conséquent, d'approuver ou de rejeter ce qui est proposé. Faire un grief à l'un des membres de la confédération de son refus d'acquiescer à une mesure conseillée par le Congrès, serait établir un précédent funeste contre la souveraineté de chacun des États [1]. » Il faut songer que l'État dont les représentants tenaient ce langage et professaient une telle doctrine était le plus considérable de toute la confédé-

1. Un peu plus tard (26 décembre 1780) le général écrira de New-Windsor à James Duane : « Si les États se considèrent comme libres individuellement de rejeter ou d'altérer un acte quelconque du Congrès, solennellement débattu et adopté dans la représentation de tous les États, c'est folie de penser à poursuivre la guerre ».

ration. La Virginie possédait à elle seule le cinquième de la population des treize États. Ses frontières s'étendaient à l'ouest jusqu'au Mississipi. Placée au centre des établissements, elle dominait en quelque sorte l'un par l'autre le nord et le sud. Ses hommes publics étaient les plus considérés et les plus influents dans les conseils communs. Si la Virginie s'abandonnait, que deviendrait l'Union?

Mais la Virginie ne s'abandonne pas; s'éveillant sous la conscience du péril, elle va lever des troupes, trouver des ressources pour les équiper, s'armer courageusement pour arracher les États du sud au danger de retomber sous le joug britannique.

Gates battu à Camden (16 août 1780). Victoire des pionniers de l'ouest à King's Mountain (7 octobre). La Caroline du Nord sauvée.

Washington, lorsque la nouvelle de la chute de Charleston fut arrivée dans le nord, détacha le baron de Kalb avec les régiments du Maryland et du Delaware, excellentes troupes, disciplinées et aguerries, pour former le noyau d'une nouvelle armée. Il s'agissait de remplacer Lincoln dans le commandement du département du sud. Washington proposait Greene, mais le Congrès, sans tenir compte de cet avis, choisit Gates dont le rôle était assez effacé depuis que la capitulation de Burgoyne avait rendu son nom mémorable. Gates avait eu une part assez active dans l'intrigue contre le commandant en chef. Il avait des partisans dans le Congrès et l'emporta sur le candidat de Washington. Il s'en alla prendre le commandement des troupes qui se réunissaient à Hillsboro; dès le commencement d'août, il marcha sur la place de Camden (Caroline du Sud, sur le Wateree). Cornwallis s'y trouvait, préparant une invasion de la Caroline du Nord. Les deux petites armées, de cinq à six mille hommes chacune, se rencontrèrent le 16 août en avant de Camden et le combat s'engagea presque par hasard. Gates ne prit aucune disposition sérieuse. Les milices de la Caroline du Nord et de la Virginie se débandèrent au premier choc, sans tirer un coup de fusil. Toute l'armée fut entraînée dans la déroute. Seules les brigades du Maryland

et le régiment du Delaware firent bonne contenance. Kalb défendit avec opiniâtreté le terrain; il eut un cheval tué sous lui, fut blessé lui-même et fait prisonnier; il mourut quelques jours après[1]. Gates perdit la tête, lorsqu'il vit le désordre de ses troupes. Il s'enfuit



La guerre dans les États du Sud.

sans donner un ordre aux officiers qui essayaient de rallier les débris de son armée, et ne s'arrêta qu'à Charlotte, puis à Hillsboro, siège de la législature, ayant franchi deux cents milles à cheval en trois jours. Le lendemain, arrivait à Charlotte, seul, tête nue, sur un cheval sans selle, après une fuite éperdue, le chef de partisans Sumpter qui s'était déjà illustré par maints exploits avec Marion dans la Caroline du Sud. Il s'était laissé surprendre le 18

1. Le Congrès ordonna qu'un monument fût élevé à la mémoire du baron de Kalb. Cette décision n'a été exécutée qu'il y a quelques années à peine.

à Fishing Creek par Tarleton, le héros sanguinaire de Waxhaw. Toute sa troupe avait été prise comme d'un coup de filet. La victoire de Camden coûtait cher à Cornwallis; il avait perdu cinq cents hommes de ses meilleures troupes. Quant aux pertes des Américains, on ne les connut pas. L'armée entière disparut, disséminée dans les mille replis de ce pays hérissé de bois touffus.

Le général anglais, n'ayant plus d'ennemis organisés devant lui, se prépara à envahir la Caroline du Nord. Il lui fallait remonter assez haut dans l'intérieur pour tourner les rivières ou les franchir dans la partie la plus rapprochée de leur source. Afin de couvrir sa gauche contre les agressions éventuelles des gens de la frontière, pionniers des Alleghanys ou même des vallées de l'autre versant des montagnes, il envoya à grande distance vers l'ouest son aile gauche sous le commandement du major Ferguson. Lui-même, avec le gros de ses troupes, quatre mille hommes environ, s'avança au nord jusqu'à Charlotte et s'y établit.

Ferguson était à peine entré dans la région, encore si peu connue, des comtés occidentaux des Carolines, au pied des montagnes qui terminent de ce côté la longue chaîne des Apalaches, qu'il vit se lever contre lui de tous côtés des bandes en armes, colons, chasseurs, *backwoodsmen*. Il en arrivait des gorges reculées des Alleghanys, et de plus loin, de la Virginie occidentale et du Kentucky, sous des chefs dont tous avaient fait depuis longtemps leurs preuves, formés en régiments dont les colonels s'appelaient Campbell, Williams, Macdowell, Cleaveland, Shelby, Sevier. C'était une véritable armée de l'ouest qui surgissait ainsi à l'improviste. Ferguson, effrayé de cette agression inattendue, chercha à rejoindre Cornwallis, mais déjà il était cerné. A King's Mountain, à l'extrémité d'une chaîne de collines, il dut s'arrêter. Sa petite troupe fut aussitôt assaillie de toutes parts et complètement battue (7 octobre). Les Américains perdirent une centaine d'hommes, dont un de leurs chefs, Williams; les Anglais quatre à cinq cents tués ou blessés et six cents prisonniers dont cent réguliers; le reste se composait de loyalistes de la Caroline ou du New-York. Ferguson était parmi les morts. L'armée de l'ouest improvisée se dispersa après la victoire, chaque régiment retournant dans ses foyers. Cette victoire de King's Mountain produisit dans les États

du sud, sur l'esprit des populations, l'effet qu'avait produit dans le nord la première rencontre avec les Anglais à Lexington ou plus tard le premier franc succès, Bennington. Les loyalistes des deux provinces furent atterrés; les patriotes reprirent courage. Cornwallis, en apprenant que des gens venus d'établissements au delà des montagnes, dont les Anglais ne connaissaient même pas encore les noms, avaient détruit son aile gauche, fut désespéré. Renonçant à la conquête de la Caroline du Nord, il évacua Charlotte et se retira (fin octobre) à Winnesboro.

Les deux célèbres partisans, Marion et Sumpter, rentrèrent aussitôt dans la Caroline du Sud et recommencèrent à battre le terrain, l'un, Marion, le *Bayard of the South*, dans la région marécageuse du cours inférieur du Pedee et jusqu'aux portes presque de Charleston, l'autre dans le haut pays aux alentours de Ninety-Six. Tarleton était chargé de les tenir en échec. En même temps Gates, avec quinze cents hommes qui avaient rejoint peu à peu par bandes isolées le quartier général, s'avança de Hillesboro jusqu'à Charlotte. Il y apprit à la fois la mort de son fils unique et la nomination de Greene au commandement de l'armée du sud. Une lettre affectueuse de Washington apportait quelque consolation à la double douleur du père et du général. Gates remit le commandement à Greene en décembre 1780.

L'année finissait mieux dans le sud pour les Américains qu'elle n'avait commencé. Les derniers mois avaient apporté également une sérieuse amélioration dans le nord. Un fait d'une grande importance s'était produit. Depuis six mois un corps d'armée français campait sur le sol américain.

Arrivée d'une division française à Newport (12 juillet). Arnold, traître, ravage la Virginie pour le compte des Anglais.

Le marquis de La Fayette était reparti pour la France en janvier 1779. Le roi et ses ministres accueillirent en lui, non plus le fugitif de la *Victoire*, auteur d'une équipée qui avait paru fâcheuse aux personnes sages et raisonnables de la cour, mais le major général de l'armée américaine, l'ami et le confident de Washington. La Fayette dépeignit à Louis XVI le découragement croissant des

Américains et la nécessité de leur envoyer des secours effectifs en hommes et en argent. Le gouvernement, sur cet avis, résolut de faire partir un corps de troupes pour l'Amérique. La Fayette revint en mai 1780 apporter cette heureuse nouvelle à son général; quelques semaines plus tard, une escadre française jetait l'ancre (12 juillet) devant la ville de Newport, évacuée l'année précédente par les Anglais, et débarquait dans l'île le corps expéditionnaire.

Le chevalier de Ternay, chef de cette escadre, était parti de Brest le 2 mai avec 7 vaisseaux, 2 frégates et 50 navires de transport. Les bâtiments de l'escadre et le convoi portaient 6 000 hommes commandés par le lieutenant général comte de Rochambeau. La traversée avait été très pénible, et le nombre des malades dépassait le tiers de l'effectif. Les Anglais auraient pu envoyer immédiatement dans Rhode-Island une partie des régiments que Clinton venait de ramener de Charleston; une vigoureuse attaque, opérée quelques jours après le débarquement, aurait peut-être détruit l'escadre et les troupes de terre. Mais les amiraux Graves et Arbuthnot ne purent se mettre d'accord et une démonstration de Washington retint Clinton à New-York. Bientôt les malades se rétablirent; le corps expéditionnaire reprit une bonne allure. Les côtes de l'île et les passes de la rade furent hérissées de batteries armées de pièces de gros calibre; l'escadre était bien abritée. Lorsque l'amiral Rodney qui, des Antilles, était venu faire un tour sur les côtes d'Amérique, parut en septembre avec vingt et un vaisseaux devant Newport, il fut suffisamment édifié par ce qu'il aperçut et se retira. Malheureusement l'approche de l'hiver condamna Rochambeau à l'immobilité [1].

Les renforts de France qui devaient suivre le corps principal n'arrivaient pas (une flotte anglaise les enfermait dans Brest) et l'escadre du chevalier de Ternay était trop faible pour tenir la mer contre les forces navales britanniques. Mais le gouvernement français avait résolu de faire plus encore que de prêter quelques

1. Le séjour des troupes françaises à Newport eut un résultat précieux pendant la fin de l'année 1780. Comme tous les approvisionnements du camp étaient payés en espèces sonnantes, les fermiers de la Nouvelle-Angleterre firent d'excellentes affaires et la monnaie métallique reparut dans la circulation. Depuis longtemps déjà New-York était approvisionné par les districts voisins, bien que Washington eût interdit formellement toute relation commerciale entre la campagne et la ville. Les Anglais payant de suite et en métal, la tentation était irrésistible.

milliers de soldats au général Washington. Il préparait à Brest, dans les premiers mois de 1781, le départ d'une flotte qui devait tenter pour la troisième fois, sur les côtes d'Amérique, cette coopération de la marine de guerre française avec les troupes de terre américaines, qui avait été l'objectif constant des deux nations alliées et que les événements avaient depuis deux ans rendue impraticable. Cette flotte était placée sous les ordres du comte de Grasse. Washington en septembre 1780 n'était pas encore avisé de cette résolution du gouvernement de Louis XVI, mais il désirait vivement qu'il en fût pris une dans ce sens, comprenant que la jonction des troupes françaises et américaines sur le continent ne pourrait sans doute amener un résultat utile que si la France envoyait dans les eaux américaines, ne fût-ce que pour une courte durée, une force navale supérieure à celle des Anglais. Le commandant en chef se rendit le 19 septembre dans le Connecticut avec La Fayette pour avoir sa première entrevue avec Ternay et Rochambeau et leur communiquer ses vues sur les moyens de préparer une opération décisive.

Pendant cette courte absence de Washington, la trahison d'un de ses plus brillants officiers faillit livrer aux Anglais les fortifications des Highlands. Bénédict Arnold, le héros de l'expédition du Canada, le cavalier légendaire de Bemus's Heights, esprit inquiet, envieux, âme sans grandeur et sans noblesse, avait de plus le malheur d'être criblé de dettes. Major général de l'armée et commandant de place à Philadelphie après la retraite des Anglais, il s'était lancé dans des spéculations de toute sorte pour refaire sa fortune et soutenir un train de vie extravagant. Traduit devant une cour martiale sur la plainte formelle de l'Assemblée de Pennsylvanie qui l'accusait de prévarication, il fut acquitté sur les principaux points, jugé coupable sur d'autres et condamné à recevoir une remontrance du commandant en chef.

Washington, qui le jugeait avec indulgence et avait confiance en son honneur, l'admonesta doucement, en ami plutôt qu'en supérieur hiérarchique, et n'hésita pas à lui confier la défense de West-Point, clef des positions américaines sur le cours supérieur de l'Hudson, espérant qu'il chercherait à se réhabiliter par de nouveaux services. Mais Arnold ne fut pas touché de ces ménage-

ments délicats; le cœur ulcéré de haine contre ses concitoyens qui venaient de le soumettre à une telle humiliation, complètement ruiné, réduit à mendier un secours près du ministre de France à Philadelphie, il se jeta dans les bras de Clinton et s'engagea à lui livrer West-Point contre quelques milliers de livres sterling et le grade de brigadier général dans l'armée du Roi.

Pour régler les conditions de ce marché, le général anglais lui dépêcha un jeune officier des plus distingués de son armée, le major André, qui n'accepta pas sans répugnance le rôle peu honorable que lui imposait son chef. Après une entrevue avec Arnold à son quartier général de West-Point (Washington était attendu de Hartford), l'officier anglais revenait à cheval à New-York lorsqu'il fut arrêté par une patrouille de miliciens yankees. Il se troubla, oublia de montrer le passeport que lui avait remis Arnold et avoua qu'il était Anglais. On le garda prisonnier et ses papiers furent envoyés à West-Point. Arnold, voyant sa trahison découverte (24 septembre), eut juste le temps de se sauver à New-York où Clinton l'accueillit assez froidement, le traître n'ayant pu lui apporter que sa valeur personnelle bien compromise, son épée déshonorée et sa rage contre ses concitoyens. Le major André, malgré la sympathie qu'excitèrent chez les Américains sa jeunesse, sa candeur, et l'affreuse infortune où l'avait entraîné l'obéissance à ses chefs, fut déclaré par une cour martiale coupapable d'espionnage, et condamné à mort. On ne lui accorda même pas la grâce de mourir sous les balles ennemies; il fut pendu. L'exécution était peut-être nécessaire; elle a pesé et pèsera toujours sur la mémoire de Washington.

L'indiscipline faisait de terribles progrès dans l'armée. En janvier 1781, des régiments de la Pennsylvanie, campés à Morristown, se mutinèrent. Les soldats prétendaient avoir été engagés pour trois ans *ou* pour la guerre; les trois ans étant expirés, ils voulaient s'en aller. Les officiers les retinrent, déclarant que les engagements avaient été faits pour trois ans *et* pour la guerre. Treize cents soldats se soulevèrent et marchèrent sur Princeton, un officier fut tué, plusieurs blessés. Le général Wayne conseilla aux rebelles d'envoyer des sergents en députation au Congrès et à l'Assemblée de Pennsylvanie. Les soldats refusèrent et conti-

nuèrent leur marche. Des agents anglais étant venus dans leurs rangs, ils les arrêtèrent, mais qui pouvait répondre que d'autres ne réussiraient pas mieux? Un comité du Congrès alla trouver les révoltés et accéda à leurs demandes; tous furent déchargés du service. Les agents anglais, livrés par eux, furent pendus comme espions.

Washington, effrayé, fit appel aux États de la Nouvelle-Angleterre pour obtenir de la milice et de l'argent. Il craignait que l'exemple du succès des régiments pennsylvaniens ne fût contagieux. Ceux de New-Jersey tentèrent en effet de le suivre. Mais Washington crut devoir, cette fois, agir avec vigueur. Il fit entourer les révoltés par des troupes de West-Point; deux des coupables furent fusillés sur-le-champ, devant leurs camarades, et tout rentra dans l'ordre.

Clinton, fidèle à sa parole, n'avait pas seulement donné à Arnold les cinquante mille dollars promis; il l'avait introduit dans son état-major. Ces brillantes récompenses ne tentèrent cependant aucun autre Américain. Arnold lança une proclamation aux officiers et soldats de l'armée continentale, promettant aux uns des grades, aux autres quinze dollars par tête s'ils voulaient passer au service du roi; personne ne se rendit à ces honteux appels. Même les officiers de l'armée anglaise s'éloignaient du parjure avec dégoût; nul ne voulait servir sous ses ordres; nul ne se souciait de l'avoir pour subordonné. Il restait isolé, flétri de cet accouplement de mots : le traître Arnold. Pour l'occuper, Clinton dut le placer à la tête d'un corps composé presque exclusivemen de tories, avec lequel il l'expédia sur la côte virginienne, lui confiant la mission de tout mettre à feu et à sang dans le pays qui avait vu naître Washington (décembre 1780).

La Virginie était à peu près dégarnie de troupes. Arnold put la ravager à son aise. Il remonta le James River et brûla Richmond, village de 1 800 habitants, élevé depuis un an à la dignité de capitale de l'État. Arnold redescendit ensuite la rivière et vint s'établir (20 janvier) à Portsmouth, au fond d'une anse qui s'ouvre sur la rive droite du James, près de l'embouchure de la baie de Chesapeake. Steuben le suivit et l'observa. Washington envoya La Fayette avec douze cents hommes de la Nouvelle-Angleterre

pour appuyer Steuben et forcer peut-être Arnold dans sa retraite. Jefferson, gouverneur de la Virginie, pria Washington d'obtenir du commandant en chef des forces françaises à Newport l'envoi de quelques vaisseaux et frégates dans la baie. Sur les instances de Washington, le capitaine Destouches, commandant provisoire de la division navale après la mort du chevalier de Ternay, sortit de la baie Narragansett le 8 mars avec son escadre et arriva le 16 à la hauteur des caps Charles et Henry. Atteint par l'escadre anglaise qui le poursuivait, il lui livra un combat très honorable, mais de résultat indécis; comme ses navires avaient été fort maltraités, il retourna à Newport. L'État de Virginie se trouvait donc plus que jamais exposé aux coups de l'ennemi.

Clinton envoya le général Phillips prendre le commandement des troupes campées à Portsmouth, et préparer une jonction avec Cornwallis qui venait de battre le général Greene, le meilleur lieutenant de Washington. Phillips amenait avec lui deux mille hommes auxquels il réunit les mille qui restaient à Arnold. La Fayette, dans son mouvement vers la Chesapeake, se trouvait arrêté à Annapolis par le manque de chaussures et de tentes pour ses hommes. Il allait reprendre la route du nord, lorsqu'il reçut l'ordre de rester en Virginie pour défendre la province tandis que Greene reconquérait les Carolines (avril 1781).

Cornwallis et Greene. Cowpens (17 janvier 1781). Guilford (15 mars). Camden (25 avril). Les États du Sud délivrés (mars-septembre 1781).

A son arrivée (décembre 1780) au camp de Charlotte, Greene avait dû passer quelque temps à constituer une armée nouvelle avec les débris de celle que Gates avait perdue. Pendant ce temps Cornwallis appelait à Charleston un corps de trois mille hommes que Clinton avait envoyés à Portsmouth sous les ordres de Leslie en vue de coopérer à un mouvement d'invasion de la Virginie. Sans attendre l'arrivée de Leslie, le général anglais se mit en marche de Camden vers le nord et, cette fois encore, détacha à

grande distance son aile gauche, composée de cavalerie et d'infanterie légère et commandée par Tarleton. Il s'agissait de couper la retraite à un lieutenant de Greene, Morgan, qui s'était aventuré vers le sud-ouest, et se trouvait séparé de son chef par plusieurs rivières. Morgan vit le danger et se rapprocha de la Caroline du Nord, mais il fut atteint à Cowpens (janvier 1781), non loin de King's Mountain, où avait eu lieu l'année précédente un si brillant combat. De nouveau les Américains furent complètement vainqueurs; toute la troupe de Tarleton fut tuée, dispersée ou prise. Le chef put se sauver avec une poignée d'hommes.

Malgré ce désastre partiel, Cornwallis, rejoint par Leslie, près de la frontière de la Caroline du Nord, ordonna de détruire et de brûler tous les bagages non indispensables, tout ce qui pouvait encombrer l'armée dans sa marche; puis il s'engagea résolument dans la Caroline du Nord, espérant empêcher la jonction de Greene et de Morgan. Ceux-ci se réunirent cependant. Mais, trop faibles pour lutter en rase campagne, ils se retirèrent devant l'envahisseur et ne s'arrêtèrent que sur la gauche de la rivière Dan (Roanoke) qui sépare la Caroline du Nord de la Virginie. Dans le même temps un détachement de troupes anglaises de Charleston s'emparait de Wilmington et de Newbern. Cornwallis se voyait déjà maître de tout l'État de la North Carolina, et se flattait d'avoir définitivement ramené une troisième province sous la domination britannique. Tandis qu'il étudiait les moyens d'opérer sa jonction avec le corps d'Arnold en Virginie, il fut forcé d'accepter le combat que Greene, qui avait reçu des renforts, lui offrit (mars 1781) à Guilford Court-house.

La Virginie, par un effort très énergique, venait à elle seule de fournir à Greene dix-sept cents hommes de milice et près de huit cents réguliers. On peut affirmer qu'elle sauva ainsi les États méridionaux. Washington n'avait cessé de demander à Jefferson qu'il renforçât l'armée du Sud, même au risque de laisser son État livré sans défense aux brigandages du traître. Jefferson exécuta patriotiquement ces ordres, en dépit des reproches que ses compatriotes lui adressaient de faire trop de sacrifices pour les Carolines.

A Guilford Court-house, les Américains furent plutôt

battus [1]. Mais Cornwallis qui n'avait pas, avant l'action, plus de deux mille hommes avec lui, en perdait près de six cents. Il était à deux cents milles de sa base d'opérations; il dut reculer à son tour, suivi d'assez loin par Greene, et atteignit Wilmington en avril. Les Américains avaient reconquis la Caroline du Nord.

En résumé, King's Mountain (7 octobre 1780) avait contraint Cornwallis à rentrer dans la Caroline du Sud. Cowpens (17 janvier 1781) avait compromis le succès de son invasion de la Caroline du Nord. Guilford (15 mars 1781) réduisait son armée à la condition d'une troupe fugitive.

Tandis que Cornwallis allait se refaire à Wilmington, Greene conçut la pensée audacieuse de s'enfoncer à son tour vers le sud, laissant la Virginie découverte, et d'aller reconquérir la South Carolina. Il marcha sur Camden, ayant envoyé la cavalerie légère avec Marion et Lee dans les plaines de la basse Caroline, Sumpter à Ninety-Six, et Pickens à Augusta. Lord Rawdon, qui commandait à Charleston depuis le départ de Cornwallis, se porta en hâte à Camden où eut lieu une nouvelle bataille (25 avril). Greene ne put entamer l'ennemi et vit ses propres troupes sérieusement maltraitées. Mais comme Lee et Marion s'étaient emparés habilement de quelques postes sur la ligne de retraite vers Charleston, Rawdon fut obligé d'évacuer Camden et de se replier. Greene, battu dans deux batailles rangées, ne cessait d'avancer. Lee et Pickens prirent Augusta le 3 juin. Rawdon débloqua un moment Ninety-Six, mais dut évacuer ce poste en juillet. Il rentra alors à Charleston, suivi de la foule des tories qu'affolait cette retraite générale, et il s'embarqua pour l'Angleterre. Il fut pris en route par la flotte du comte de Grasse.

Greene fit reposer ses troupes sur les rives du fleuve Santee. Il eut encore à soutenir (8 septembre) un combat contre le colonel Stuart à Eutaw Springs. Il y perdit 560 hommes, l'ennemi davantage. Là encore la victoire était plutôt du côté des Anglais, mais leurs pertes les empêchaient d'oser, les réduisant à un trop

1. Cornwallis avait 1 900 hommes d'excellentes troupes; il en perdit 570. Greene avait 1 600 réguliers et 2 000 miliciens; il perdit 400 hommes dont 300 réguliers. Greene succombait sous une fatigue extrême; il ne dirigea pour ainsi dire pas le combat.

petit nombre. Ils se renfermèrent décidément à Charleston. La lutte dans le sud était finie, bien que Charleston, Savannah et Wilmington restassent aux mains des Anglais [1]. La plupart de leurs victoires leur avaient été aussi fatales que des défaites.

1. Wilmington fut évacué en janvier 1782. Le gouvernement de la Caroline du Sud ne tarda pas à se reconstituer. Un des premiers actes de l'Assemblée fut le vote d'un crédit de cinquante mille dollars pour l'achat d'une propriété qui fut offerte à Greene en récompense de ses services. Dans la Géorgie, comme dans la Caroline du Sud, l'Assemblée vota une loi de bannissement et de confiscation contre tous ceux qui s'étaient montrés partisans actifs des Anglais. La Géorgie fit don à Greene d'une propriété confisquée sur des tories.

s'arrêtait à vingt milles au nord de Richmond, Tarleton, à la tête de ses dragons, chevaucha tout d'une traite jusqu'à Charlottesville, où il captura sept membres de la législature. Le reste de l'assemblée se sauva éperdu à Staunton (vallée de la Shenandoah); Tarleton avait l'ordre de s'emparer de Jefferson dont la résidence



La guerre en Virginie.

était dans les environs. Mais Jefferson, prévenu à temps, put s'échapper [1].

Un autre détachement, sous les ordres de Simcoe, détruisit complètement l'arsenal et les magasins militaires de la Virginie, à soixante milles de Richmond sur le James. Cependant La Fayette, rejoint par Wayne à la tête des troupes régulières de la Pennsylvanie, reprit à son tour l'offensive et poursuivit Cornwallis qui se retirait vers Williamsburg pour embarquer une partie de ses forces, réclamée par Clinton dans la crainte d'une attaque combinée de Washington et des escadres françaises contre New-York.

1. Les mérites de l'administration de Jefferson comme gouverneur de la Virginie étaient diversement appréciés. Quelques-uns de ses concitoyens le rendaient responsable des malheurs qui accablaient la Virginie. Il y eut même dans l'Assemblée une proposition de mise en accusation contre lui.

Sur un contre-ordre de Clinton, Cornwallis garda toutes ses troupes; mais, pour les reposer de la rude campagne qu'il venait de leur faire faire depuis Wilmington, il alla s'établir dans une forte position sur les deux rives du fleuve York, point central d'où il pouvait, pensait-il, menacer à la fois le nord de la Virginie et les Carolines, et se tenir en communication par mer avec Clinton, le York River étant accessible aux grands vaisseaux de guerre. Le gros de son armée se retrancha sur la rive droite à Yorktown; un détachement occupa Gloucester sur l'autre bord. Le général anglais avait avec lui environ 8 000 hommes de bonnes troupes; sa cavalerie, bien montée (on avait trouvé d'excellents chevaux sur les plantations virginiennes), battait le pays et tenait l'ennemi à grande distance. Plusieurs frégates et petits bâtiments occupèrent l'embouchure du fleuve, continuant leurs déprédations sur les rivages de la baie de Chesapeake. Aucune situation ne pouvait sembler plus sûre ni mieux appropriée à donner un repos nécessaire à une armée éprouvée par de grandes fatigues [1]. Cornwallis ne se doutait guère qu'en ce moment même (août 1781), de bien des points éloignés, des bords de l'Hudson et de la mer des Antilles, commençaient à se mettre en mouvement les forces de terre et de mer qui, convergeant vers la baie de Chesapeake et la presqu'île de Yorktown, allaient l'enfermer dans un cercle infranchissable et lui infliger, pour terme de cette campagne des Carolines et de la Virginie, dont il était si glorieux, une humiliante capitulation.

Washington, Rochambeau, La Fayette et de Grasse devant Yorktown. Capitulation de Cornwallis (19 octobre 1781).

Avant même que Cornwallis eût fait choix de la position de Yorktown, La Fayette avait pressenti le parti qu'un peu d'audace et de précision permettrait de tirer de cette retraite des troupes anglaises vers les presqu'îles de la Virginie. Dès lors ses lettres pressèrent Washington de laisser là New-York qui défiait toutes

1. Cornwallis et Clinton se rejetèrent plus tard, l'un sur l'autre, la responsabilité du choix de cette position. Voir sur cette querelle les deux volumes de B.-F. Stevens, *Clinton-Cornwallis Controversy*, London, 1888.

ses attaques et de transporter rapidement ses troupes au sud du Potomac. D'ailleurs, les Virginiens, épuisés par les efforts des deux dernières années, ne cessaient de réclamer le secours de la principale armée continentale. Or Washington avait été avisé en mai par le ministre de la marine de France que le comte de Grasse, parti de Brest (mars 1781), se rendait aux Antilles avec une flotte puissante et ferait voile en juillet vers les côtes de l'Amérique du Nord, ayant pour instruction de coopérer à toute entreprise que les armées de terre alliées auraient concertée pour cette époque. Washington était donc assuré du concours d'une grande flotte française; mais sur quel point dirigerait-il son effort dans cette campagne qu'il fallait rendre décisive?

Depuis trois ans, il attendait le moment d'attaquer la ville de New-York, où Clinton se tenait enfermé avec l'élite des forces britanniques. La tentation cette fois était bien forte; mais c'était jouer gros jeu; Washington disposait à peine de 7 000 hommes; le Congrès à bout de ressources ne pouvait rien lui donner; les États de l'Est épuisés n'envoyaient plus d'hommes. Une entreprise contre Cornwallis ne présenterait-elle pas à la fois moins de risques et des chances plus sérieuses de succès? A tout hasard, Washington avait envoyé l'ordre à Rochambeau de le venir rejoindre sur l'Hudson. Les troupes françaises quittèrent Newport où on les avait tenues immobiles près d'une année; le 6 juillet, elles opéraient leur jonction avec l'armée américaine. Pendant tout un mois, les forces alliées multiplièrent les démonstrations contre l'île de New-York, et Washington était encore perplexe lorsque des dépêches du comte de Grasse vinrent l'arracher à ses irrésolutions. L'amiral français lui faisait savoir que, le 3 août, il mettrait à la voile de Saint-Domingue avec trente vaisseaux de ligne pour la baie de Chesapeake. Le sort en était jeté; la dernière lutte pour l'indépendance de l'Amérique s'engagerait sur le sol de la Virginie.

Washington envoya aussitôt à La Fayette l'ordre de disposer ses troupes de façon à fermer à l'armée de Cornwallis toute issue vers la Caroline du Nord. Lui-même, après une dernière reconnaissance en grandes forces dirigée contre New-York et destinée à tromper jusqu'au bout Clinton sur ses intentions, donna l'ordre

définitif du départ. Toute l'armée alliée se mit en marche vers la Pennsylvanie. Les soldats de la Nouvelle-Angleterre, ne sachant où on les menait, s'effrayèrent bientôt de cette longue marche vers le sud; à Philadelphie (2 septembre) éclatèrent quelques symptômes de mutinerie. Le meilleur moyen de calmer ces velléités dangereuses était de payer une partie de l'arriéré de la solde. Robert Morris ne put rien fournir, le Trésor étant vide. Rochambeau avança 20 000 dollars, ce qui n'aurait été que d'un faible secours; mais une coïncidence heureuse venait de ramener à Boston, à cette heure critique, le délégué Laurens chargé par le Congrès d'obtenir des fonds de la cour de France. Il rapportait des vêtements, des armes, des munitions, et 2 500 000 livres en espèces. L'armée américaine, ravitaillée et payée, se remit en route vers le Maryland. A Chester, le 5 septembre, un messager apporta à Washington la grande nouvelle si impatiemment attendue : depuis le 30 août, le comte de Grasse, avec vingt-huit vaisseaux de guerre, occupait l'entrée de la baie de Chesapeake. Cornwallis était enfermé du côté de la mer.

Le comte de Grasse, en arrivant le 30 août devant la baie, avait trouvé un officier de La Fayette guettant anxieusement sa venue du cap Henry. Il détacha aussitôt plusieurs de ses vaisseaux pour bloquer les embouchures des rivières James et York et débarqua 3 000 hommes sous le commandement du marquis de Saint-Simon pour renforcer les lignes de La Fayette. Puis il attendit l'escadre française restée à Newport après le départ de la division du comte de Rochambeau, et qui devait amener dans la baie les transports chargés de l'artillerie de siège.

Le 5 septembre, on aperçut de nombreuses voiles se dirigeant vers la baie. Ce n'était pas l'escadre de Newport, mais bien les deux flottes anglaises de Graves et de Hood, arrivant, l'une de New-York, l'autre des Indes occidentales, et qui venaient tenter, après leur jonction tardive, de rétablir la communication par mer entre Cornwallis et Clinton. De Grasse sortit de la baie au-devant des escadres ennemies, et manœuvra pendant cinq jours en évitant tout engagement à fond, de façon à tenir libre l'entrée de la baie pour les vaisseaux attendus de Newport. Le cinquième jour, les amiraux anglais voyant quelques-uns de leurs bâtiments fort mal-

traités par le feu de l'ennemi désespérèrent de vaincre la flotte française et firent voile vers le Nord, renonçant à disputer au comte de Grasse la possession de la baie. Pendant les manœuvres des deux flottes, l'escadre de Newport avait doublé sans encombre le cap Henry, et maintenant trente-cinq vaisseaux de ligne environ enlevaient à Cornwallis tout espoir d'être secouru.

L'armée de terre franco-américaine était arrivée dans le Maryland, à l'extrémité nord de la baie de Chesapeake. Le comte de Grasse la fit transporter sur ses vaisseaux à Williamsburg, du 17 au 28 septembre, et le siège de Yorktown commença. Dans une entrevue où le comte de Rochambeau et de Grasse purent féliciter Washington du succès brillant qui allait enfin récompenser ses longs et patients efforts, il fut convenu que l'on hâterait le plus possible les opérations. La saison s'avançait et l'amiral ne pouvait maintenir bien longtemps sans péril dans ces parages la flotte qui lui avait été confiée. Le rôle de la marine était d'ailleurs fini : en ce qui concernait sa part dans l'action décisive, Cornwallis était perdu; le reste regardait les forces de terre des deux nations.

Toutes les troupes réunies à Williamsburg s'avancèrent pour investir la place. Les Américains étaient au nombre de 9 000, y compris 3 000 hommes de milice virginienne; la division française comptait 7 000 hommes avec les troupes amenées de Saint-Domingue par le comte de Grasse. Cornwallis pouvait disposer de 8 000 combattants : dès que ce général eut soupçonné le péril qui le menaçait, il avait entouré Yorktown de solides ouvrages d'une grande étendue. Le 29 septembre, l'investissement était complet par terre et par mer. La tranchée fut ouverte le 6 octobre, et en trois jours la première parallèle fut creusée. Quatre vaisseaux anglais à l'ancre dans le fleuve York furent incendiés par des boulets rouges. Le 11 commencèrent les travaux de la seconde parallèle; le 14 furent enlevées deux redoutes au front des lignes ennemies, l'une par une colonne américaine que commandait Hamilton, l'autre par quatre cents grenadiers et chasseurs des régiments de Gâtinais et des Deux-Ponts. Les fortifications de Yorktown étaient ruinées, les provisions de l'armée anglaise épuisées, toute chance de secours évanouie. Cornwallis tenta encore un effort désespéré pour s'échapper. Il s'agissait, laissant

les bagages et les malades à Yorktown, de faire passer le gros des troupes à Gloucester, sur l'autre rive du fleuve York, et de percer de ce côté les lignes d'investissement pour gagner New-York par une marche forcée à travers le Maryland et la Pennsylvanie. Dans la soirée du 16, une partie des troupes était déjà transportée, le reste allait suivre, quand un orage terrible éclata, emportant les bâtiments vers la mer. Tout était fini. Le lendemain 17, Cornwallis offrit de capituler. On fixa des conditions analogues à celles qui avaient été imposées à Lincoln lors de la prise de Charleston : toutes les troupes prisonnières de guerre, la propriété publique remise aux Américains, la propriété privée respectée, et les tories abandonnés à la discrétion de leurs concitoyens. Cornwallis réussit pourtant à cacher les plus compromis de ces derniers à bord du navire qui devait porter ses dépêches à Clinton.

Dans l'après-midi du 19 octobre, l'armée anglaise déposa les armes. Cornwallis se dit malade et fit sortir ses régiments, enseignes voilées, sous la conduite du général O'Hara, son représentant, qui remit les étendards anglais au général Lincoln. La capitulation livrait à Washington 7 000 prisonniers et 106 canons. Le jour même de la capitulation, Clinton s'embarquait à New-York sur la flotte de Graves avec 7 000 hommes de troupe, décidé à secourir Cornwallis à tout hasard. Il apprit la fatale nouvelle au cap Henry et reprit le chemin de New-York.

CHAPITRE L

LES NÉGOCIATIONS POUR LE TRAITÉ DE PAIX

Un ministère whig à Londres (fin mars 1782). Shelburne et Fox; Franklin et Jay. — La question du Mississipi et la mission Vaughan (septembre 1782). Jay contre Vergennes. — Signature des préliminaires (30 novembre).

Un ministère whig à Londres (fin mars 1782). Shelburne et Fox; Franklin et Jay.

« La pièce est jouée, dit La Fayette après Yorktown, le cinquième acte vient de finir. » Il crut pouvoir retourner en France dès la fin de l'année. A l'enthousiasme soulevé en Amérique par un si brillant succès succéda bientôt un sentiment de profonde lassitude. On en avait assez de la guerre et un nouvel effort eût été difficile à obtenir. Washington, ne pouvant décider de Grasse à l'aider à reprendre Charleston [1], ne chercha pas à continuer les opérations actives et répartit les diverses fractions de l'armée alliée dans leurs quartiers d'hiver. Les Français avec Rochambeau furent établis à Williamsburg. Une partie des troupes américaines alla renforcer l'armée du Sud ; le reste regagna les cantonnements du Nord. Il semblait que la lutte fût terminée, et les compatriotes de Washington retombèrent dans cette apathie qui lui avait arraché tant de lamentations dont ses lettres sont pleines. Cependant les Anglais occupaient encore Savannah, Charleston, New-

1. De Grasse craignait les tempêtes d'automne et mit immédiatement à la voile pour les Antilles.

York et l'embouchure du Penobscot. Heureusement en Angleterre tout allait changer de face.

La nouvelle de la capitulation de Yorktown désespéra en effet les ministres de George III. Ils essayèrent encore quelque temps de tenir tête dans le Parlement contre une opposition chaque jour plus résolue à mettre fin à la guerre [1]; mais en février 1782 l'opposition se transforma en majorité. Lord George Germain quitta le premier le ministère; dans le même temps, Carleton, esprit modéré, fut désigné pour remplacer Clinton à NewYork dans le commandement en chef des troupes anglaises. Lord North ne tarda pas à se retirer à son tour (mars 1782), le Parlement et le pays ayant manifesté clairement qu'ils refusaient de s'associer plus longtemps à sa politique. Le roi George III dut appeler au pouvoir des hommes décidés à reconnaître l'indépendance des colonies insurgées. Ce monarque, dont l'obstination aveugle avait été la principale cause de la guerre et coûtait à l'Angleterre la plus belle partie de son empire colonial, ne cédait pas de bonne grâce. Il s'abandonna à de violents accès de colère, menaçant d'abdiquer, de se retirer dans le Hanovre, de laisser son fils s'embarrasser des hommes d'État whigs. Les membres de la Chambre des communes qui venaient de voter l'adresse étaient, à ses yeux, de mauvais Anglais. Peu à peu cependant il se ravisa, et sous l'orgueilleux et intraitable monarque, battu en Amérique et à Londres sur le terrain de la prérogative royale et de l'absolutisme, reparut l'astucieux politicien, qui, dans les premières années de son règne, avait déjà donné des preuves de savoir-faire. Il voyait toutes les puissances du continent adhérant aux principes

1. La capitulation de Cornwallis fut connue à Londres le 25 novembre, deux jours avant l'ouverture du Parlement. Au commencement de décembre, une motion de James Lowther « pour que le pays renonçât à faire aucun nouvel effort en vue de réduire les colonies révoltées », fut rejetée par 41 voix. Après Noël, le roi déclara encore « qu'aucune difficulté ne le ferait consentir à obtenir la paix par le sacrifice que lui imposerait la séparation de l'Amérique du reste de l'empire ». Néanmoins lord George Germain fut obligé de se retirer du cabinet. Le 22 février 1782, une motion pour faire cesser la guerre avec l'Amérique fut présentée par Conway et repoussée à une voix de majorité. Enfin, le 4 mars, une majorité de 19 voix se prononça en faveur d'une résolution tendant à la présentation d'une adresse pour décider le roi à la paix. Cette adresse portait « que la Chambre tiendrait pour ennemi du roi et du pays quiconque essayerait de continuer sur le continent de l'Amérique une guerre ayant pour but de réduire à l'obéissance les colonies révoltées ». Le 20 mars, lord North avisa la Chambre qu'il avait remis au roi sa démission et celle de ses collègues.

de la neutralité armée, et toutes, l'Espagne exceptée, désirant l'indépendance complète des États-Unis. Il fallait se résigner.

Le marquis de Rockingham représentait l'aristocratie whig qui avait gouverné l'Angleterre presque sans interruption depuis la révolution de 1688 jusqu'à l'avènement de George III. Fox et Burke étaient au premier rang du parti qui ne cessait de réclamer la reconnaissance de l'indépendance américaine. Lord Shelburne était l'héritier politique de Chatham, le chef des whigs libéraux. Un des hommes d'État les plus éclairés de ce temps, partisan de la réforme parlementaire et du libre-échange, ennemi du système de droits différentiels et de monopoles commerciaux qui avait été un des principaux facteurs de l'insurrection des colonies, très intègre, mais défiant, hautain, peu aimé, Shelburne n'avait qu'un petit nombre d'adhérents. Son parti n'était qu'un groupe. Il plut par là à George III, qui le fit appeler, espérant que sous sa direction les whigs resteraient divisés et ne se rendraient pas redoutables.

Le cabinet se composa de Rockingham, lord George Cavendish, Charles Fox, lord Keppel, le duc de Richmond, anciens whigs, et d'un nombre égal de whigs nouveaux ou libéraux, le duc de Grafton, les lords Shelburne, Camden et Ashburton et le général Conway; on garda de l'ancien ministère le chancelier tory, lord Thurlow. Burke fut nommé payeur de l'armée, sans siège dans le cabinet. Rockingham était incapable et de faible santé. Les deux têtes du ministère étaient lord Shelburne et Fox, qui se querellèrent dès l'abord et dont les aigres disputes étaient rapportées au roi par Thurlow. Cinq semaines ne s'étaient pas écoulées que Fox prédisait la chute prochaine de la combinaison[1].

Le cabinet avait pour mission principale de faire la paix avec l'Amérique, la France, l'Espagne et la Hollande. La situation était complexe. La France était à la fois l'alliée de l'Amérique et de l'Espagne, qui l'une et l'autre poursuivaient des fins différentes. Le

1. Le ministère se divisa d'abord sur la question de la réforme parlementaire, portée à la Chambre en mai par le jeune Pitt. Shelburne et Fox, d'accord pour un jour, soutenaient la réforme, combattue par les anciens whigs et même par Burke qui déclara que le vieux système, bourgs pourris et le reste, était une partie sacrée de la Constitution britannique et qu'on n'y pouvait point toucher sans mettre le pays en péril. La motion de Pitt fut repoussée par vingt voix de majorité et la réforme retardée d'un demi-siècle.

gouvernement français devait chercher à les satisfaire toutes deux tout en surveillant ses propres intérêts à l'égard de l'Angleterre. D'autre part, à Londres, les négociations devaient être dirigées par deux ministres, hostiles politiquement et personnellement l'un à l'autre. Fox, comme secrétaire d'État pour les affaires étrangères, avait à négocier avec la France, l'Espagne et la Hollande. Shelburne, secrétaire d'État pour l'intérieur et pour les affaires coloniales, avait à traiter avec l'Amérique (les États-Unis étaient encore officiellement considérés comme des colonies). De ce conflit d'intérêts, le roi George III espérait peut-être l'échec des négociations. Des pourparlers officieux s'engagèrent d'abord entre Shelburne et Franklin, qu'unissait depuis longtemps une étroite amitié. Franklin représentait toujours les États-Unis à Paris et il était un des cinq commissaires délégués par le Congrès pour traiter de la paix[1]. En mars il écrivit à Shelburne pour lui exprimer l'espoir que la paix serait bientôt rétablie. Shelburne était installé au ministère lorsqu'il reçut cette lettre. Il répondit le 6 avril qu'il était prêt à entrer en négociations pour réaliser ce vœu qu'il partageait, et il prévint Franklin qu'il lui envoyait un agent chargé de s'informer des conditions que proposerait l'Amérique. Cet agent était Richard Oswald, négociant écossais, propriétaire de grands biens en Amérique, homme d'esprit libéral, ami d'Adam Smith,

1. Dès le mois de mai 1780, le ministre du roi de France à Philadelphie avait informé le Congrès de la disposition où étaient l'impératrice de Russie et l'empereur d'Allemagne à offrir leur médiation. Un comité fut nommé pour reviser dans un sens plus vague les instructions relatives aux conditions de paix. Les États du Sud, qui depuis deux ans souffraient tous les maux de l'invasion, étaient aussi anxieux que la France de voir se terminer la guerre. Au lieu d'un seul négociateur (John Adams) on en désigna cinq représentant les différentes sections de l'Union, Adams, Jay, Franklin, Jefferson et Laurens. La médiation de la Russie et de l'Allemagne n'aboutit pas, l'Angleterre refusant encore de reconnaître l'indépendance des États-Unis (avril 1781).

Adams était parti en 1780 pour engager à Paris, conformément à sa mission, les négociations en vue de la paix et d'un traité de commerce avec l'Angleterre. Il avait peu de goût pour la France, et laissait assez hautement entendre, étant incapable de dissimuler ses sentiments, qu'à son avis les Américains étaient beaucoup trop expansifs dans l'expression de leur gratitude à l'égard de ce pays. Ses manières brusques et froides n'étaient point pour plaire à la cour de Versailles qui lui laissa voir qu'il n'était point *persona grata*. Aussi se rendit-il volontiers en Hollande où il devait chercher à contracter un emprunt; il fut nommé ministre à La Haye (août 1780), lorsqu'on sut en Amérique que Laurens était prisonnier à Londres. Mais il se vit longtemps refuser sa réception en qualité de ministre accrédité près les États-Généraux des Provinces-Unies. En décembre de la même année, Dana, secrétaire de John Adams, fut envoyé ministre en Russie, où il n'eut pas plus de succès que son patron n'en avait eu jusque-là en Hollande.

diplomate inexpérimenté, mais honnête et loyal. « Il connaît à fond mes vues, et vous pouvez avoir pleine confiance à ce qu'il vous assurera de ma part. » Franklin était seul à Paris des cinq commissaires américains. Jay négociait à Madrid [1]; Jefferson était retenu en Amérique par l'état de santé de sa femme; Laurens était prisonnier sur parole à Londres; Adams, à La Haye, réussissait enfin, à force de patience et d'énergie, à obtenir des États-Généraux des Pays-Bas qu'il fût reçu solennellement comme envoyé des États-Unis (avril 1782).

Franklin commença par demander à Oswald la cession du Canada aux États-Unis dans l'intérêt même de l'Angleterre, et pour assurer la réconciliation entre les deux pays. Les terres publiques permettraient d'indemniser les Américains des dommages qu'ils avaient subis dans leurs biens pendant la guerre et de donner satisfaction aux tories dont les propriétés avaient été confisquées. Shelburne fit répondre que l'Angleterre ne pouvait songer à céder le Canada et que les États-Unis au contraire devaient une compensation pour l'abandon de Savannah, de Charleston et de New-York, où les troupes anglaises tenaient encore garnison.

Ces premiers pourparlers avaient un caractère purement officieux, l'interdiction de négocier avec les colonies révoltées ne pouvant être levée que par un acte du Parlement, acte dont le ministère n'avait pas encore pris l'initiative. Thomas Grenville, au contraire, envoyé par Fox à Paris pour négocier avec la France et présenté par Franklin à Vergennes, commença officiellement ses démarches auprès du ministre de Louis XVI, qu'il trouva très disposé à profiter de la brillante situation où le succès de Yorktown avait mis les affaires militaires du royaume. Pour la reconnaissance de l'indépendance américaine, les Anglais devaient s'entendre directement avec les commissaires américains. Bien

1. Franklin à Jay, 22 avril : « On a grandement besoin de vous ici, car des messagers commencent à aller et venir; on parle beaucoup d'une proposition de traité, mais je ne puis faire des propositions de paix ni en accepter, sans l'assistance de mes collègues. M. Adams, je le crains, ne peut en ce moment quitter la Hollande, M. Jefferson n'est pas en Europe, et M. Laurens est prisonnier, bien que libre sur parole. Je souhaite donc que vous veniez ici le plus tôt possible. Vous nous rendriez infiniment service. L'Espagne a pris quatre années pour considérer si elle traiterait ou non avec nous. Donnez-lui-en quarante et, en attendant, pensons à nos propres affaires. » (*Jay's Life*, II.)

que cette reconnaissance eût été l'objet principal de la continuation de la lutte, elle ne pouvait être l'unique prix des succès obtenus par la France. Vergennes dut malheureusement se départir de cette attitude lorsque arriva en Europe, le 18 mai, la nouvelle de l'éclatante victoire remportée le 12 avril par l'amiral Rodney sur de Grasse, aux Saintes, dans les Antilles. C'était le premier, le seul grand triomphe naval de l'Angleterre depuis le commencement de la guerre. Il arrivait à point pour guérir la blessure d'amour-propre faite par le désastre de Yorktown, et pour faire accepter plus aisément par l'opinion publique en Angleterre l'idée d'une paix qui pouvait être désormais conclue avec dignité.

Shelburne résolut dès lors de détacher l'Amérique de la France, faisant dire à Franklin par Oswald que, s'il fallait que l'Amérique fût indépendante, elle devait l'être du monde entier et éviter tout arrangement secret avec la France pouvant entraver dans l'avenir sa liberté d'action. De plus, le ministère examina, le 23 mai, cinq jours après l'arrivée de la nouvelle de la victoire, s'il ne convenait pas de reconnaître, sans plus de délai, l'indépendance des États-Unis, au lieu d'en faire la condition d'un traité général. Mais cette question souleva un véritable orage dans le ministère anglais. Fox et Shelburne se querellèrent plus vivement que jamais, le premier accusant ouvertement le second de duplicité, et les négociations furent interrompues de fait pendant tout le mois de juin. Fox voulait que l'indépendance fût reconnue sans condition et tout de suite, de façon que l'Angleterre pût traiter avec les États-Unis comme avec une puissance étrangère, ce qui eût enlevé la conduite des négociations à Shelburne. Une motion qu'il fit dans ce sens en Conseil fut repoussée par la majorité de ses collègues. Il donna sa démission (30 juin). Le lendemain, Rockingham mourut, ce qui entraîna la dissolution complète du cabinet [1].

Le duc de Portland succéda à Rockingham comme chef des anciens whigs. Mais George III se hâta de confier la composition du nouveau ministère à Shelburne. Fox et Cavendish furent exclus de la combinaison ; le duc de Richmond et lord Keppel restè-

1. *Shelburne's Life*, III.

rent. William Pitt, âgé de vingt-trois ans, succéda à Cavendish comme chancelier de l'Échiquier, Thomas Townshend fut fait secrétaire de l'intérieur et des colonies, Shelburne, premier lord de la Trésorerie. Le Foreign-Office fut confié à lord Grantham. Une partie des anciens whigs, avec le duc de Richmond, passaient à Shelburne. Burke, dans un discours d'une violence grotesque, comparait le nouveau premier ministre à Borgia et à Catilina. Le Parlement se sépara le 11 juillet après avoir autorisé les négociations pour la paix.

Ce changement de ministère facilitait l'œuvre du rétablissement de la paix. Oswald restait seul à Paris pour conduire les pourparlers, Grenville ayant donné sa démission après la retraite de Fox. Bientôt Shelburne adjoignit Fitzherbert à Oswald et plus tard Strachey, pour négocier spécialement avec la France, l'Espagne et la Hollande.

La question du Mississipi et la mission Vaughan (septembre 1782). Jay contre Vergennes.

La France était entravée par l'engagement qu'elle avait pris avec l'Espagne de ne point traiter avant que Gibraltar eût été repris aux Anglais. Les deux puissances alliées avaient envoyé des forces considérables pour l'attaque de cette forteresse par terre et par mer; mais le 13 septembre, la destruction complète des batteries flottantes du colonel d'Arçon obligea de remplacer les travaux de siège devant Gibraltar par un simple blocus. L'engagement de la France tombait forcément. Vergennes essaya sans succès de persuader à l'Angleterre l'échange de la forteresse contre la Floride occidentale dont les Espagnols venaient de s'emparer, ou contre Oran ou la Guadeloupe. Il voulait cependant donner une satisfaction aux Espagnols, et les États-Unis lui ont amèrement reproché, non sans quelque raison à leur point de vue, bien que très injustement en réalité, d'avoir cherché à donner au roi Charles III cette satisfaction à leur détriment.

Vergennes, par le traité de 1778, avait promis aux treize États unis de combattre jusqu'à ce que leur indépendance fût assurée par les armes et reconnue par l'Angleterre. Mais il n'avait pris

aucun engagement de leur faire obtenir toute l'extension territoriale qu'ils pourraient désirer. Or, tandis que Français et Américains luttaient contre les troupes anglaises sur les bords des fleuves qui descendent du versant oriental des Alleghanys et se jettent dans l'océan Atlantique, des milliers de pionniers de la Virginie et de la Caroline du Nord avaient franchi les montagnes et prenaient possession des immenses espaces s'étendant jusqu'au Mississipi. Le



Les États-Unis en 1783.

traité de paix signé en 1763 entre la France et l'Angleterre avait fait passer ces territoires sous la domination de la Grande-Bretagne depuis les frontières de la Floride occidentale jusqu'aux grands lacs. Par l'*Act* de Québec, de 1774, le gouvernement de Londres avait reculé jusqu'à l'Ohio les frontières du Canada. Mais en 1779 des Virginiens avaient exploré le pays au nord de l'Ohio, et des troupes américaines venaient d'occuper les anciens postes français de Kaskaskia et de Kahokia. D'autres Virginiens avaient fondé des établissements au sud de la rivière dans ce qui est aujour-

d'hui le Kentucky et des Caroliniens avaient pris possession de la vallée supérieure du Tennessee. Néanmoins tout l'espace compris entre l'Ohio au nord, le Mississipi à l'ouest, la Floride au sud et les monts Appalaches à l'est, était encore réellement vide de colons blancs, et appartenait aux tribus indiennes connues sous les noms de Cherokees, Creeks, Choctaws et Chickasaws.

Vergennes avait préparé avec d'Aranda, l'ambassadeur d'Espagne à Paris, un projet de répartition de cet immense territoire de l'Ouest entre l'Espagne, les États-Unis et l'Angleterre. Celle-ci conservait toute la partie comprise entre les lacs et l'Ohio. Les régions situées au sud de l'Ohio formeraient un territoire indien placé sous le protectorat des deux autres puissances, protectorat non commun, mais divisé par une ligne irrégulière tirée du nord-ouest au sud-est, depuis l'embouchure du Cumberland jusqu'à la frontière de la Floride dans l'est de l'Alabama actuel. Ce projet ne fut d'ailleurs jamais discuté sérieusement.

Vergennes aurait désiré en outre amener les Américains à renoncer au droit de pêche sur les bancs de Terre-Neuve. Ce droit appartenait en commun à l'Angleterre et à la France; les pêcheurs de la Nouvelle-Angleterre en avaient joui comme sujets de la Grande-Bretagne. La pêche était une industrie lucrative, et aussi une école d'entraînement pour une admirable race de marins. Priver les Américains de ce droit de pêche, c'était porter un coup sérieux à la force et aux ressources de la nouvelle nation. L'Angleterre était assez disposée sur ce point à partager les vues de Vergennes.

Mais tandis que Vergennes méditait ces projets peu favorables, sinon hostiles aux Américains, Franklin, le 9 juillet, faisait connaître à Oswald les conditions auxquelles l'Amérique était prête à traiter. Ces conditions comprenaient : la reconnaissance, sans condition, de l'indépendance des États-Unis; du côté du Canada, la frontière telle qu'elle existait avant l'*Act* de Québec, de 1774; à l'ouest, la frontière reculée jusqu'au Mississipi; le droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve.

Shelburne, de son côté, envoyait à Paris Benjamin Vaughan, économiste distingué, ami intime de Franklin, donner à celui-ci, à titre privé, l'assurance que le changement d'administration

n'entraînait aucune modification de politique. Le 17 juillet, Shelburne avertit Oswald qu'il lui envoyait officiellement une commission l'autorisant à conclure une paix ou une trêve avec les Colonies ou Plantations d'Amérique, ou tout corps les représentant, soit ensemble, soit séparément. La commission autorisait Oswald à faire de l'indépendance la base et l'article préliminaire du traité. Oswald la reçut le 6 août. Vergennes n'avait pas voulu jusqu'alors entamer les pourparlers avec Fitzherbert, les deux négociations devant marcher ensemble. Oswald rendit immédiatement visite à Franklin et à Jay. Celui-ci venait d'arriver à Paris [1]. Le texte de la commission d'Oswald parut suffisant à Vergennes et à Franklin, mais non à Jay, qui soupçonnait le ministre de Louis XVI de vouloir retarder la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis jusqu'à ce que les vues de la France et de l'Espagne eussent triomphé. Franklin repoussait de tels soupçons, déclarant que la cour de Versailles avait toujours fait preuve, dans ses rapports avec les États-Unis, de la plus grande loyauté. Jay persista à demander que le texte de la commission fût plus explicite et qu'Oswald reçût de son gouvernement une autorisation de traiter « avec des commissaires ayant des pouvoirs égaux aux siens, et nommés par les États-Unis d'Amérique », ou (comme le proposa un peu plus tard Adams qui était toujours en Hollande, mais que l'on tenait au courant des pourparlers), « avec des ministres des États-Unis ». Oswald consentit à demander cette autorisation, mais Shelburne n'accepta pas tout d'abord la formule proposée. Quant à Franklin, il objectait à la fois les instructions reçues du Congrès et l'engagement pris à l'égard du gouvernement français de ne pas traiter sans le consulter. Or ce que voulait Jay était précisément de profiter des bonnes dispositions manifestes du cabinet anglais pour outrepasser les instructions envoyées par le Congrès et tenir la cour de Versailles à l'écart des négociations [2].

Les choses en étaient là lorsque parvint aux commissaires

1. Le 23 juin. Paris lui plut beaucoup, et le monde officiel ne lui fit pas une moins bonne impression. Franklin le présenta à Vergennes et à d'Aranda. « Aucun peuple, dit Jay, ne s'entend à faire des politesses aussi honnêtement que les Français.... L'aide qu'ils nous ont donnée a reçu un double prix de la façon généreuse et gracieuse avec laquelle la chose a été faite. »

2. Jay à Livingston, *Diplomatic Correspondence*.

américains, le 10 septembre, une traduction d'une lettre de Marbois, secrétaire de la légation française à Philadelphie, où ils pensèrent trouver la preuve que le gouvernement français était peu favorable à la prétention des Américains sur les terres de la rive gauche du Mississipi et sur le droit de pêche à Terre-Neuve. En même temps, Jay apprit que Vergennes venait d'envoyer secrètement Rayneval, son secrétaire, à Shelburne, pour sonder les intentions du cabinet anglais relativement aux pêcheries et à la vallée du Mississipi.

Aussitôt, à l'insu même de Franklin, toujours retenu par certains scrupules, Jay dépêcha Benjamin Vaughan à Shelburne pour détourner celui-ci de prêter une oreille trop complaisante à Rayneval, et avertir le gouvernement anglais que les commissaires américains étaient prêts à commencer les négociations sans attendre la reconnaissance de l'indépendance, pourvu que la commission d'Oswald mentionnât les « Treize États Unis », au lieu de les qualifier de colonies et de les énumérer séparément.

Lord Shelburne reçut dans le même temps les deux envoyés et profita habilement de l'antagonisme qui venait de surgir entre les alliés. La mission de Vaughan réussit complètement[1]. Si l'on en

1. L'histoire détaillée de cette mission a été révélée dans la *Vie de lord Shelburne* par son petit-fils, lord Edmund Fitzmaurice, *Life of William, Earl of Shelburne, afterwards first marquis of Lansdowne, with extracts of his papers and correspondence*, 3 vol. 1876.

Sparks, dans ses *Observations* sur une lettre de Jay à Livingston (*Dipl. corr.*, VIII, 210), dit qu'il est aisé de voir, d'après le texte des instructions de Rayneval, qu'il n'allait pas à Londres pour y traiter des affaires d'Amérique, si ce n'est afin d'y demander la reconnaissance de l'indépendance sans condition, et qu'en conséquence les soupçons de Jay étaient erronés.

Circourt a publié les instructions (t. III, p. 38) au « sieur Gérard de Rayneval », datées du 15 septembre. Elles portent que Rayneval devra surtout défendre les demandes de l'Espagne concernant Gibraltar ou une compensation. « Si les ministres d'Angleterre l'entretiennent des affaires d'Amérique, il annoncera qu'il n'a aucune autorisation pour les traiter. » Circourt donne en outre des extraits des lettres de Rayneval à Vergennes sur ses entretiens avec Shelburne. Ces extraits sont datés du 13 octobre 1782. On y lit (t. III, p. 46) : « .... Est venu enfin le tour de l'Amérique. Mylord Shelburne a prévu qu'ils auraient beaucoup de difficultés avec l'Amérique, tant par rapport aux limites que par rapport à la pêche de Terre-Neuve; mais il espère que le roi ne les soutiendra pas dans leur demande. J'ai répondu que je ne doutais pas de l'empressement du roi à faire ce qui dépendra de lui pour contenir les Américains dans les bornes de la justice et de la raison.... Mylord Shelburne a traité les chartes (des colonies d'Amérique) de sottises, et la discussion n'a pas été plus loin, parce que je n'ai voulu ni soutenir la prétention américaine, ni l'anéantir; j'ai seulement dit que le ministère anglais devait trouver dans les négociations de 1754 relatives à l'Ohio, les limites que l'Angleterre, alors souveraine des Treize États Unis, croyait devoir leur assigner. »

D'autre part, lord Edmund Fitzmaurice, dans la *Shelburne's Life*, III, 263, ren-

croit John Jay, petit-fils du négociateur [1], les lettres d'Oswald et de Vaughan et la présence de ce dernier à Londres eurent pour effet de mettre fin à toutes les incertitudes de Shelburne et de Grantham, en leur prouvant que les commissaires américains avaient percé à jour le prétendu dessein du cabinet français de restreindre les limites des États-Unis et de subordonner les intérêts de ces derniers à ceux de l'Espagne, et que les commissaires étaient résolus à s'opposer avec énergie à l'exécution de ce dessein.

Shelburne était très préoccupé de la réunion du Parlement. Il désirait en finir avec l'Amérique avant de terminer avec la France et l'Espagne. Il décida immédiatement d'accepter la proposition américaine concernant les termes de la commission d'Oswald. La commission fut donnée et envoyée par Vaughan à Paris. Entre les Français et les Américains, Shelburne avait fait son choix.

Oswald reçut la commission nouvelle le 27 septembre. Elle l'autorisait « à traiter et à conclure avec des commissaires désignés par les Treize États Unis d'Amérique ». Les commissaires étaient donc reconnus comme les représentants d'une puissance indépendante.

Ce résultat était obtenu par une violation, dans la lettre, comme dans l'esprit, des instructions du Congrès portant que les commissaires devaient se laisser guider par les avis du gouvernement

dant compte de l'entrevue de Rayneval avec Shelburne et Grantham, dit : « Ils en vinrent à parler de l'Amérique. Ici Rayneval exprima une forte opinion contre les prétentions américaines concernant les pêcheries et la vallée du Mississipi et de l'Ohio. Ces opinions furent soigneusement notées par Shelburne et Grantham. » Que vaut ce témoignage vague contre le texte des instructions de Rayneval et de ses lettres à Vergennes ?

Rayneval dit encore, dans une note adressée à Monroe, à Paris, le 14 novembre 1795 (publiée par M. Rives dans sa *Vie de Madison*), en réponse à une lettre de Monroe du 30 octobre : « qu'il avait été envoyé secrètement en Angleterre en septembre 1782 pour apprendre la vérité sur les ouvertures faites à l'amiral de Grasse ». Il n'y a pas encore là une preuve de l'assertion tant de fois répétée par M. John Jay dans son *Address on the Peace Negociations of 1782 and 1783* que, son aïeul, John Jay, demandant la reconnaissance de l'indépendance avant le traité, Vergennes combattit cette demande auprès du Cabinet anglais. Cependant il paraît probable que c'est bien Vaughan qui a obtenu ce point, et que ce n'est pas Rayneval, comme le dit Sparks.

Il est bien exact d'autre part que Rayneval, chargé de rapprocher Jay et d'Aranda qui devaient traiter ensemble des affaires d'Espagne, écrivit à Jay le 6 septembre 1782, avant son propre départ pour Londres, et lui soumit le projet de partage du territoire de l'Ouest dont il a été fait mention plus haut.

1. Qui a publié en 1884 un pamphlet, très hostile à la France, sur les négociations de 1782, et sur le rôle qu'y joua Vergennes : *An Address delivered before the New-York Historical Society, 27 nov. 1883.*

français [1]. Jay et Franklin reprirent, dès les premiers jours d'octobre, les négociations avec Oswald. D'accord cette fois, les deux commissaires résolurent de ne pas communiquer à Vergennes les résultats successivement obtenus.

L'entente fut assez difficile, et la discussion des diverses clauses du traité dura deux mois. Le 5 octobre, après un délai de quelques jours causé par une indisposition de Franklin, Jay remit à Oswald un plan de traité sur lequel, le 23 seulement, Shelburne envoya l'opinion du cabinet. On désirait obtenir quelques concessions relativement aux créances anglaises et aux loyalistes, points qui tenaient fort à cœur à Shelburne, plus encore que ceux des limites et des pêcheries sur lesquels il était disposé à céder en principe. Pour aider Oswald, il envoya à Paris Strachey, sous-secrétaire de Townsend au Foreign-Office. Le 25 arriva John Adams de La Haye où il venait de négocier un traité avec les Pays-Bas. Adams détestait les Français en général et Vergennes en particulier. Il ne voyait dans ceux-là que des gens légers, frivoles et faux, et dans celui-ci un adversaire des prétentions de la Nouvelle-Angleterre sur les pêcheries de Terre-Neuve. Vergennes ne connut que par les journaux l'arrivée d'Adams et celui-ci ne lui rendit visite qu'après quelques jours; encore eut-il le bon goût, dans cette première entrevue, d'établir entre les républiques et les monarchies un parallèle peu agréable aux oreilles d'un ministre de Louis XVI.

1. Les circonstances, il faut le reconnaître, la bonne volonté du cabinet anglais, l'éloignement du Congrès, la difficulté des communications, sont autant de raisons qui justifient l'initiative prise si hardiment par Jay.

Les instructions sont datées du 15 juin 1781 et portent la signature de Samuel Huntington, président du Congrès. Pour les deux questions des limites et des pêcheries, elles renvoient les commissaires aux instructions antérieurement données à John Adams le 14 août 1779 et le 18 octobre 1780. Pour le reste, toute discrétion est laissée aux commissaires qui devront s'inspirer des circonstances, de l'état des belligérants et des dispositions des puissances médiatrices.

Nous citons maintenant textuellement : « Dans ce dessein, vous devrez faire les communications les plus sincères et les plus confidentielles sur tous sujets aux ministres de notre généreux allié, le roi de France, ne rien entreprendre dans les négociations pour la paix ou pour une trêve sans qu'ils en aient connaissance et qu'ils y concourent; enfin vous gouverner par leur avis et leur opinion, vous efforçant dans toute votre conduite de leur témoigner combien nous comptons sur l'influence de Sa Majesté pour nous aider en tout ce qui peut être nécessaire pour la paix, la sécurité et la prospérité future des États-Unis d'Amérique. »

Signature des préliminaires (30 novembre 1782).

Si Franklin avait conservé jusqu'alors quelques scrupules à tenir Vergennes à l'écart des négociations, il dut les abandonner devant l'accord complet de Jay et d'Adams à cet égard. Il ne faut pas trop en vouloir à Jay et à Adams de cette attitude de défiance. Vergennes avait les intérêts de l'Espagne à défendre contre les États-Unis; les commissaires américains avaient à défendre les intérêts et les aspirations des États-Unis contre les exigences de l'Espagne et les complaisances de la France. La finesse française était aux prises avec la ruse un peu brutale de la race yankee. Le spectacle était singulier. L'aide de la France avait seule mis les États-Unis en situation de gagner leur indépendance et maintenant les commissaires américains s'entendaient avec l'ennemi pour un partage amiable de territoires et de privilèges commerciaux, et formaient avec lui des arrangements que l'on tenait soigneusement secrets pour l'allié.

Il est vrai que l'Angleterre contre laquelle les États-Unis avaient combattu était l'Angleterre hostile de lord North, tandis que le pays avec lequel on traitait maintenant était l'Angleterre, bienveillante et amie, de Shelburne et de Pitt. La réconciliation était faite et il ne restait plus à régler que des points de détail [1]. Les questions capitales des limites et des pêcheries furent réglées aussitôt. Shelburne concédait sans débat tout le territoire jusqu'au Mississipi. Il en fut de même pour le droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve, dans certaines conditions déterminées qui ne donnèrent pas lieu à de longs débats. Les commissaires des États-Unis accordèrent le règlement des dettes des Américains aux Anglais, antérieures à la guerre; mais Oswald et Strachey ne purent rien gagner au point de vue de l'admission du principe d'indemnités à payer aux loyalistes. Il y allait cependant, disait Shelburne, de l'honneur de l'Angleterre. Le 5 novembre, les Américains répondirent en invoquant l'impossibilité d'une restitution aux tories de leurs propriétés confisquées par des lois particulières des États. Shelburne était d'autant plus contrarié de ne rien

1. John Fiske, *The Critical Period of American History*, p. 24.

obtenir à cet égard, que le roi se montrait de plus en plus inquiet à mesure que se rapprochait le moment de la rupture officielle, définitive, des derniers liens entre les colonies et l'Angleterre.

Richmond et Keppel, collègues de Shelburne, dénonçaient la faiblesse d'Oswald cédant à toutes les demandes. Ce n'est, disaient-ils, qu'un négociateur américain de plus. L'opinion publique réclamait des compensations et l'amnistie pour les tories; mais à vouloir arracher ce point à l'obstination des commissaires américains, on risquait de rejeter les États-Unis dans les bras des Français.

Le Parlement allait se réunir le 5 décembre. Le cabinet anglais se décida à l'unanimité à adhérer au traité proposé, et l'ordre fut envoyé à Oswald de signer aussitôt que Fitzherbert, Strachey et lui-même le jugeraient convenable. Pour en finir, les commissaires américains firent une légère concession de forme à propos des loyalistes. Le Congrès s'engageait à « recommander » aux États l'adoption de mesures de réparation et d'amnistie pour les tories fugitifs.

Le 29 novembre, eut lieu une grande conférence chez Jay. Elle dura tout le jour entre Oswald, Fitzherbert et Strachey d'une part, Franklin, Jay et Laurens [1] de l'autre. C'est là que la concession finale fut faite. Le 30 on signa et tout le monde s'en alla dîner à Paris chez Franklin.

Les négociateurs anglais n'étaient pas bien sûrs de l'accueil que le traité allait recevoir en Angleterre, à la cour et dans le public. « Ce n'est pas la meilleure paix que l'on pût désirer, écrit Strachey le 29 novembre à onze heures du soir, mais j'ai la conviction que c'est la meilleure qui pût être faite. »

Les préliminaires du 30 novembre portaient que les États-Unis auraient pour frontière, au nord et au nord-est, la rivière Sainte-Croix, la chaîne de partage des eaux, puis le Saint-Laurent et les grands lacs; à l'ouest, le Mississipi; au sud, la rivière Sainte-Mary jusqu'à sa source, et de là une ligne suivant le 31e degré de latitude jusqu'au Mississipi [2].

1. Arrivé la veille de Londres, où il venait d'être échangé contre lord Cornwallis. Il insista pour l'insertion, dans les articles préliminaires, d'une clause interdisant aux troupes anglaises, lors de l'évacuation, d'emporter avec elles des nègres ou *toute autre propriété* des habitants des États-Unis.

2. Un article secret stipulait que dans le cas où, à la paix avec l'Espagne, l'Angleterre garderait la Floride occidentale, la frontière serait reportée plus au nord,

Les États-Unis obtenaient les mêmes droits que les sujets de l'Angleterre « à prendre du poisson sur les côtes de Terre-Neuve, et le long des côtes, baies et criques de toutes les autres possessions de la Grande-Bretagne en Amérique », et à sécher du poisson sur les côtes de la Nouvelle-Écosse, des îles de Magdalen et du Labrador.

Les dettes contractées par les Américains à l'égard de sujets anglais avant la guerre étaient déclarées valides. Aucune poursuite, aucune confiscation n'aurait lieu contre les loyalistes; les poursuites pendantes seraient abandonnées; le Congrès recommanderait à chacun des États séparément et à leurs Assemblées législatives, d'accorder aux réfugiés loyalistes une amnistie et la restitution de leurs biens.

L'Angleterre devait rappeler ses troupes et sa flotte aussitôt que possible après la ratification des préliminaires. Le traité était provisoire et ne prendrait effet que lorsque la paix aurait été conclue entre la France et la Grande-Bretagne [1].

Lorsque Franklin communiqua le texte des préliminaires anglo-américains au ministre des affaires étrangères de France, celui-ci lui reprocha, en termes courtois la méfiance que les commissaires américains avaient témoignée à la cour de France en signant le traité avant même de l'avoir consultée, contrairement à ce que leurs instructions les obligeaient de faire. Mais pour bien montrer qu'on ne leur en gardait pas rancune, il consentit quelques jours plus tard aux États-Unis un nouvel emprunt de 6 millions de livres, destiné à couvrir les dépenses de 1783. En réalité la France avait incliné assez naturellement à favoriser les intérêts de l'Espagne, son alliée, et elle avait hâte de voir la guerre terminée : tel était le seul fondement réel des soupçons conçus par Jay et Adams. La France avait loyalement et fidèlement, jusqu'à la dernière heure, contribué à assurer l'objet avoué du traité d'alliance, l'indépendance des États-Unis.

à une ligne allant de l'embouchure du Yazoo droit vers l'est jusqu'à la rivière Chattahooche. Cette éventualité ne se réalisa pas.

1. Les traités entre l'Angleterre d'une part, l'Espagne et la France de l'autre, furent signés peu de temps après. L'Espagne, ayant échoué dans ses efforts pour recouvrer Gibraltar, dut se contenter de la rétrocession de Minorque et des Florides. La France conservait Tabago dans les Antilles et recouvrait les petites îles de Saint-Pierre et Miquelon avec un droit de pêche exclusif sur la côte sud de Terre-Neuve.

Documents et ouvrages à consulter.

(CHAPITRES XLI A L.)

American Archives, de Peter FORCE; 4e série, 6 vol., Washington, 1833-1837.
The Journals of Congress from 1774 to 1788, 13 vol. in-8, Philadelphie, réimprimés à Washington en 4 volumes in-8, 1823.
The Diplomatic Correspondence of the American Revolution, edited by Jared SPARKS, 12 vol., Boston, 1829-1830.
Facsimiles of Manuscripts in European Archives, relating to America 1773-1783, publiés par B.-F. STEVENS, 5 vol. London, 1890.
Histoire de l'Action commune de la France et de l'Amérique, par Ad. DE CIRCOURT, Documents originaux inédits, t. III, à la suite de la traduction du volume X de l'Histoire des États-Unis de Bancroft (ancienne édition), Paris, 1876.
Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis, Correspondance diplomatique et documents, par Henri DONIOL, directeur de l'Imprimerie Nationale, 4 vol. gr. in-4, Paris, 1886-1890.

Œuvres et correspondance (*Works, Letters, Writings and Papers*) de James OTIS, Patrick HENRY, John ADAMS, Benjamin FRANKLIN, James MADISON, Thomas JEFFERSON, John JAY, Alexander HAMILTON, éditées par divers.
Correspondance et Ecrits de George Washington, par Jared SPARKS, traduction française, Paris, 1851. — The Works of Benjamin Franklin, by Jared SPARKS, 10 vol., Boston, 1836-1850; Philadelphie, 1858; London, 1881; correspondance politique et littéraire, de 1753 à 1790, Paris, 1817.
The Life of Benjamin Franklin, written by himself, now first edited from original Manuscripts, by John Bigelow, 3 vol., Philad., 1875.
Franklin in France, from original documents, by Edward HALE, 2 vol. Boston, 1887. — *Benjamin Franklin as a man of letters*, by J.-B. MC MASTER. Boston, 1887.

Biographies : Patrick Henry, par WIRT (1860), TYLER; — Samuel Adams, par WELLS (1865), HOSMER; — James Otis, par TUDOR; — Washington, par MARSHALL (1807), Washington IRVING (1860), Cornelis DE WITT, John HUBBERTON (Lives of American Worthies), etc.; — John Adams, par John MORSE (1885); — Thomas Jefferson, par Cornelis DE WITT, G. TUCKER, SMUCKER, RANDALL (1858), James PARTON (1874), MORSE (1883); — Benjamin Franklin, par James PARTON, John BIGELOW (1875); — Alexander Hamilton, par J. HAMILTON, MARSHALL, MORSE (1882); — James Madison, par RIVES (1868); — John Jay, par JAY, FLANDERS, WHITELOCKE; — Nathaniel Greene, par G.-W. GREENE (1868); — Marshall, par MAGRUDER; — Gouverneur Morris, par TH. ROOSEVELT (1888); — Lord Shelburne, par lord Edmund FITZMAURICE, Londres, 1876.
Library of American Biography, par Jared SPARKS, 10 vol., New-York, 1853.

Histoires générales : BANCROFT, HILDRETH, TUCKER, PITKIN, BRYANT and GAY, FROTHINGHAM, GRAHAME, JOHNSTON, STANHOPE, MAHON, LECKY.
WINSOR (Justin), *The Reader's Hand-book of the American Revolution*, Boston, 1880. — *Narrative and Critical History of North America*, 6e et 7e volumes (Guerre et Négociations), Boston, 1888.

GORDON (William), *History of the Rise, Progress and Establishment of the Independence of the United States*, 4 vol., London, 1788. — BOTTA, *Guerre de l'Indépendance*, traduction française, Paris, 1812. — LABOULAYE (Ed.), *Histoire des États-*

Unis, 2e volume; *Guerre de l'Indépendance*, 1866. — LUDLOW (J.-M.), *The War of American Independence*, 1876. — CARRINGTON (H.-B.), *Battles of the Revolution*, New-York, 1877. — LOSSING (Benson J.), *Field-Book of the Revolution*. — WARREN (Mrs Mercy), *American Revolution*, 3 vol., Boston, 1805. — RAMSAY (David), *History of the American Revolution*, Philadelphie, 2 vol., 1789. — GREENE (George-Washington), *Historical View of the American Revolution*, Twelve Lectures delivered before the Lowell Institute in Boston, New-York, 1876; *The German element in the war of America*, New-York, 1876. — MOORE, *Diary of the American Revolution*. — LEE (Henry), *Memoirs of the War in the Southern Department*, 2 vol. — THATCHER, *Military Journal from 1775 to 1783*. — SMITH (Charles), *American war from 1775 to 1783*.

TRESCOT, *Diplomacy of the American Revolution*, New-York, 1852. — LYMAN, *Diplomacy of the United States*, Boston, 1826. — NILE, *Principles and Acts of the Revolution*. — ELLIOT, *American Diplomatic Code*, 2 vol., Wash., 1834.

CURWEN (Samuel), *Journal and Letters* of an American Refugee in England, from 1775 to 1784, Boston, 1864. — STEDMAN (C.), *History of the American War*, 2 vol., London, 1794. — SABINE (Lorenzo), *Loyalists of the American Revolution*, 2 vol., Boston, 1864. — RYERSON, *Loyalists of America*, 2 vol., Toronto, 1880. — JONES (Thomas), *History of New-York during the Revolutionary War*, ed. by Floyd De Lancey, 2 vol., New-York, 1879.

FROTHINGHAM (R.), *History of the Siege of Boston*. — RIEDESEL (Mme DE), *Letters and Memoirs relative to Burgoyne's Expedition*. — STEVENS (B.-F.), *Campaign of Virginia, 1781*, Cornwallis-Clinton Controversy, London, 1885. — NEILSON (Charles), *An Original of Burgoyne's Campaign*, Albany, 1844. — GARDEN, *Anecdotes of the Revolutionary War*. — Mrs ELLET (E.-F.), *Women of the Revolution*. — JOHNSTON (Henry P.). *The Yorktown Campaign*, New-York, 1881.

LIVRE VII

LES ÉTATS-UNIS
SOUS LA PREMIÈRE CONSTITUTION FÉDÉRATIVE
LA PÉRIODE CRITIQUE

(1781-1787)

CHAPITRE LI

LES « ARTICLES DE CONFÉDÉRATION »

Situation financière. Dettes. Chute du papier-monnaie continental. — Les États-Unis dotés d'une première constitution, les « Articles de Confédération ». — Le pouvoir exécutif. La Banque de l'Amérique du Nord.

Situation financière. Dettes.
Chute du papier-monnaie continental.

Que coûtait matériellement aux États-Unis la conquête de leur indépendance? Voici, brièvement établi, le bilan des frais.

En 1780 la dépréciation des billets de crédit atteignit de désastreuses proportions; 40 dollars en papier-monnaie ne valaient plus qu'un dollar d'or. Les commissaires des vivres étaient à bout d'expédients. On adopta le système des contributions en nature à fournir par les États (bœuf, porc, blé, farine, foin, tabac, sel, rhum et riz).

On imagina de remplacer le papier-monnaie existant, à raison de 20 dollars pour 1 dollar de papier nouveau portant intérêt à 5 pour 100 et remboursable en espèces en six années.

puis en 1777, 2 millions, et en 1781, 6 millions. Ces sommes, concédées en pur don, ne devaient pas être remboursées, non plus que le million donné par l'Espagne.

En 1777, le Congrès continental contracta un premier emprunt avec les *Fermiers Généraux* de France, d'un million de livres, partiellement remboursé en tabac, le solde réglé plus tard avec le gouvernement français.

Après la signature du traité de 1778, les États-Unis obtinrent de la France un prêt de 18 millions de livres, payable à raison de 750 000 livres chaque trimestre entre les mains des commissaires américains en France. Les paiements furent anticipés dans une très large mesure.

Avec la garantie du roi de France, John Adams réussit à contracter avec les Pays-Bas en 1782 un emprunt de 10 millions de livres. En 1781 la France prêta encore aux États-Unis 10 millions de livres et 6 millions en 1783.

En résumé, jusqu'à la signature de la paix les États-Unis avaient obtenu de la France 45 millions de livres, dont 10 à titre gratuit, le reste à titre de prêt. L'Espagne avait fourni 4 millions, dont un à titre gratuit, et la Hollande 10 millions.

La dette extérieure s'élevait donc alors en principal à 48 millions de livres, environ 10 millions de dollars. Franklin conclut avec Louis XVI un arrangement aux termes duquel, l'intérêt arriéré étant mis hors de compte, le principal des 7 millions de dollars dus à la France (35 millions de livres) devait être remboursé par des paiements annuels commençant trois ans après la paix.

Les États-Unis dotés d'une première constitution, les « Articles de confédération ».

Le Congrès continental, avec ses réunions périodiques et son personnel fréquemment renouvelé en détail, portait depuis sept ans tout le poids du pouvoir fédéral.

Chambre unique, composée de délégués des diverses colonies, puis des divers États, où chaque groupe de délégués disposait d'une seule voix représentant l'opinion de la majorité de la

Théoriquement ce système devait substituer aux deux cents millions de dollars de billets anciens dix millions du nouveau type, dont six iraient aux États dans la proportion de l'ancien papier qu'ils auraient fait rentrer au Trésor, et les quatre autres au Congrès. Avec ces ressources les États devaient acheter les vivres qu'ils étaient requis de fournir. Les dépenses de 1780, couvertes par ces rentrées ainsi que par de petits emprunts contractés à Madrid et à Paris par Jay et Franklin, s'élevèrent à 33 millions de dollars ancien type et 900 000 nouveau type, valant ensemble 3 millions de dollars espèces.

L'année suivante il restait encore en circulation 100 millions de dollars ancien type, sans compter les émissions particulières des États; la chute définitive ne tarda pas. Un dollar métal valut successivement 100, 150, 200, puis 500 dollars papier. La proportion pour l'échange de l'ancien papier contre le nouveau fut bientôt élevée à quarante dollars pour un, ce qui ramenait la valeur de l'émission totale nouvelle à cinq millions de dollars; mais très peu de papier fut apporté à l'échange.

Avant la fin de de 1781, le billet de crédit disparut entièrement de la circulation (*quietly expired in the hands of its possessors*)[1].

Abstraction faite des pertes et destructions subies par les particuliers, la guerre jusqu'à Yorktown avait coûté aux États-Unis 170 millions de dollars, représentant, si l'on tient compte de l'état économique du pays à cette époque, environ dix fois le même chiffre aujourd'hui. Deux tiers de la somme avaient été dépensés par le Congrès, un tiers par les États.

Le Congrès avait commencé à emprunter dans le temps même où il continuait à émettre du papier-monnaie; après que l'émission dut être arrêtée, l'emprunt devint la seule ressource.

Le Trésor français avait accordé en 1776, comme subside, un million de livres; le Trésor espagnol peu de temps après donna un second million. Le roi de France en fournit bientôt un troisième,

1. Il avait déjà disparu dans les États du Nord où circulait l'argent de l'armée française; dans la Virginie et la Caroline du Nord ce papier subsistait encore en 1781, mais à 1 000 pour 1, puis il s'évanouit complètement. Il n'y eut pas un murmure dans le peuple : « Au contraire, dit Jefferson, on se félicita de voir cette masse gigantesque, dont la liquidation eût pu amener des convulsions fatales pour la jeune confédération, enterrée si paisiblement ».

puis en 1777, 2 millions, et en 1781, 6 millions. Ces sommes, concédées en pur don, ne devaient pas être remboursées, non plus que le million donné par l'Espagne.

En 1777, le Congrès continental contracta un premier emprunt avec les *Fermiers Généraux* de France, d'un million de livres, partiellement remboursé en tabac, le solde réglé plus tard avec le gouvernement français.

Après la signature du traité de 1778, les États-Unis obtinrent de la France un prêt de 18 millions de livres, payable à raison de 750 000 livres chaque trimestre entre les mains des commissaires américains en France. Les paiements furent anticipés dans une très large mesure.

Avec la garantie du roi de France, John Adams réussit à contracter avec les Pays-Bas en 1782 un emprunt de 10 millions de livres. En 1781 la France prêta encore aux États-Unis 10 millions de livres et 6 millions en 1783.

En résumé, jusqu'à la signature de la paix les États-Unis avaient obtenu de la France 45 millions de livres, dont 10 à titre gratuit, le reste à titre de prêt. L'Espagne avait fourni 4 millions, dont un à titre gratuit, et la Hollande 10 millions.

La dette extérieure s'élevait donc alors en principal à 48 millions de livres, environ 10 millions de dollars. Franklin conclut avec Louis XVI un arrangement aux termes duquel, l'intérêt arriéré étant mis hors de compte, le principal des 7 millions de dollars dus à la France (35 millions de livres) devait être remboursé par des paiements annuels commençant trois ans après la paix.

Les États-Unis dotés d'une première constitution, les « Articles de confédération ».

Le Congrès continental, avec ses réunions périodiques et son personnel fréquemment renouvelé en détail, portait depuis sept ans tout le poids du pouvoir fédéral.

Chambre unique, composée de délégués des diverses colonies, puis des divers États, où chaque groupe de délégués disposait d'une seule voix représentant l'opinion de la majorité de la

législature locale qui l'avait envoyé, cette Assemblée, assumant avec l'autorité législative d'imparfaites fonctions exécutives et judiciaires, avait levé des armées, imposé des contributions, contracté une dette commune, négocié des traités avec l'étranger, conduit la guerre, déclaré les treize colonies indépendantes de l'autorité métropolitaine. Elle négociait la paix qui allait assurer cette indépendance.

Malgré tant de services rendus, le Congrès n'était plus respecté; avant même la fin de la guerre avait commencé le déclin de son pouvoir. Tout ce qui l'avait soutenu d'abord s'affaiblit ou disparut. Le danger une fois conjuré, l'utilité de l'union se faisait moins sentir. Cette Assemblée, qui avait paru un instant menaçante pour la souveraineté des Etats, s'affaissait sous l'indifférence dédaigneuse de la masse du public. La paix n'était pas encore signée que l'idée de l'union faillit périr sous une recrudescence générale de l'esprit particulariste.

Cependant les États-Unis étaient en possession depuis les premiers mois de 1781 d'une constitution régulière, les « Articles de confédération », dont l'élaboration par le Congrès avait demandé dix-huit mois et l'acceptation par les États trois années.

En déclarant dissoute leur connexion politique avec la Grande-Bretagne, les colonies s'étaient transformées, théoriquement et pratiquement, en États libres et indépendants. Mais il était bien entendu que l'indépendance ne serait assurée que si elle reposait sur l'union. Dans les résolutions célèbres de Lee se trouvait au premier rang la préparation d'un plan de confédération.

Les difficultés commencèrent avec l'examen des détails. C'est le 12 juillet 1776 que le comité fit son rapport sur les *Articles de confédération*. Le projet fut amendé avec une sage lenteur et le Congrès ne le sanctionna décidément qu'à la fin de 1777. L'instrument eut à subir ensuite l'épreuve de la ratification dans chacun des États. La dernière adhésion ne fut donnée qu'en 1781, et c'est alors seulement que les États-Unis possédèrent un gouvernement légal, fondé sur un pacte constitutionnel.

On ne sait à peu près rien sur la façon dont furent élaborés ces « Articles », personne n'ayant eu l'idée d'en réclamer la paternité. On croit cependant que Dickinson de la Pennsylvanie en fut le

principal auteur. En tant que charpente gouvernementale l'œuvre était très médiocre; c'était un effort impuissant pour organiser un pouvoir central en laissant aux États la presque plénitude de leur souveraineté.

Toute l'autorité fédérale était, comme auparavant, concentrée dans une seule Chambre, le Congrès continental, avec le vote par État. Les délégués étaient nommés par les États, à leur gré, en nombre variable, et payés par eux. Dans cette législature ainsi constituée, le peuple américain n'avait pas de représentation directe. C'était, a-t-on dit avec raison, une conférence d'ambassadeurs représentant des nations étrangères les unes aux autres bien que tendant à se rapprocher.

Dans les questions ordinaires, il suffisait, pour la validité d'un vote, qu'il fût rendu par sept États sur treize. Mais les Articles, pour assurer la protection des intérêts de la minorité, exigèrent le vote de neuf États sur les questions les plus importantes : la guerre, les traités, le monnayage, l'emprunt, les dépenses, l'établissement des contributions des États, la nomination d'un commandant en chef.

Tous les pouvoirs non expressément délégués au Congrès étaient formellement réservés aux États. Chacun de ceux-ci, par exemple, conservait le droit de frapper de la monnaie, de lever ou d'établir des taxes, des droits de douane. Les principaux défauts d'une telle constitution étaient : 1° l'absence de tout moyen de contraindre les gouvernés à l'obéissance, la faiblesse extrême du pouvoir exécutif : alors que toute sanction était refusée aux décisions du pouvoir suprême, il ne restait, en dehors de la persuasion, que la guerre civile; 2° la loi fondamentale n'avait d'action que sur les États et sur leurs gouvernements, et non sur les citoyens, les individus, ou sur le peuple en masse, chaque État étant sur son territoire l'unique dépositaire du droit d'exécuter, dans la mesure où il lui plaisait, les décisions du Congrès; 3° la difficulté, parfois l'impossibilité de réunir dans le Congrès l'assentiment de neuf États pour toute mesure générale importante; 4° l'absence de tout droit pour le Congrès de régler le commerce des États avec l'extérieur, de rendre les impôts uniformes, enfin d'établir et de percevoir des taxes générales; 5° l'omission du

pouvoir effectif de revision ou d'amendement, pouvoir qui est la soupape de sûreté de toute constitution politique. Comme un amendement, voté d'abord par le Congrès, devait être ensuite confirmé par la législature de chacun des États, il suffisait de l'opposition d'un seul membre de la communauté pour rendre impossible toute modification du pacte.

Le président du Congrès, nommé pour la session, représentait la souveraineté de l'Union. Le poste de président dans le Congrès révolutionnaire fut successivement occupé par Randolph, Hancock, Laurens, Huntington, Mac Kean. Le premier président après l'adoption finale des Articles de confédération fut Hanson, du Maryland.

Chacun des treize États était représenté par deux délégués au moins et sept au plus. Rarement les délégués furent plus de deux pour chaque État, soit économie de la part des gouvernements locaux, soit jalousie ou dédain pour le pouvoir central, en sorte que cinq membres sur vingt-six présents pouvaient empêcher l'adoption de toute mesure exigeant le vote de neuf États [1].

Tel était le gouvernement qui avait à pourvoir au paiement de l'intérêt sur la dette publique, à la création des ressources nécessaires à son propre fonctionnement, à l'exécution du traité de paix, à l'organisation du territoire du Nord-Ouest, à la protection du commerce national, au maintien des relations du pays avec les nations étrangères, à la conservation de l'Union. Raconter ses efforts et ses échecs, c'est constater les causes principales qui amenèrent peu à peu le peuple des États à la conviction qu'un gouvernement plus fort était nécessaire.

Le pouvoir exécutif. La Banque de l'Amérique du Nord.

Les « *Articles de confédération et d'union perpétuelle entre les États* » étaient un contrat passé entre des sociétés libres, souveraines, indépendantes, chacune possédant en elle-même tous les pouvoirs de législation et de gouvernement sur ses propres

1. Quoique le Congrès eût droit à quatre-vingt-onze délégués, le nombre de vingt-cinq ne se trouva pas souvent dépassé de 1783 à 1789. Washington résigne ses pouvoirs devant vingt délégués représentant sept États (22 décembre 1783). Vingt-trois délégués (onze États) votent la ratification du traité de paix (14 janvier 1784). La même année, deux États, la Géorgie et le Delaware, ne sont pas représentés.

citoyens. Le corps politique ainsi formé fut nommé « les États-Unis d'Amérique ». L'union était faite pour certains objets déterminés : la défense commune, la protection des libertés des États, le bien-être général.

Les Articles déclaraient que chaque État conservait sa souveraineté, sa liberté et son indépendance, ainsi que tout pouvoir, juridiction ou droit, non expressément délégué par l'instrument même aux États-Unis assemblés en Congrès.

Deux points d'une importance capitale sont à observer à propos des Articles de confédération : 1° le vote, dans le Congrès, par État et non proportionnellement à la population ; 2° l'attribution et l'organisation des territoires vacants de l'Ouest.

La Virginie (le plus peuplé des États), située au centre de la confédération, aurait voulu s'assurer dans le gouvernement national une part d'influence proportionnelle au nombre de ses habitants et à l'étendue de son territoire ; elle avait donc demandé que le vote dans le Congrès fût réparti d'après le chiffre de la population [1]. Cette proposition fut combattue par les autres États avec une grande vivacité et le principe de l'égalité du vote ne fut plus contesté.

Des treize communautés politiques confédérées, six seulement avaient des frontières exactement délimitées : le New-Hamsphire, le Rhode-Island, le New-Jersey, la Pennsylvanie, le Delaware et le Maryland. Les sept autres prétendaient tenir de leurs chartes coloniales un droit à tout le territoire occidental entre leurs limites nord et sud jusqu'au Mississipi, quelques-uns même jusqu'à l'océan Pacifique.

Les États du premier groupe prétendaient que les territoires de l'Ouest, disputés aux Anglais par une communauté d'efforts, constituaient une propriété commune. Les autres, comptant tirer un jour de ce vaste domaine des revenus considérables, à l'aide desquels ils pourraient amortir rapidement leurs dettes, maintenaient hautement leur droit de juridiction et de propriété.

Le Maryland refusa opiniâtrément de ratifier les Articles de confédération jusqu'à ce que le droit de l'Union sur les territoires

1. La Virginie avait 700 000 habitants, le Rhode-Island 70 000.

en litige fût pleinement établi et garanti. Or, en 1780, il n'était nullement certain que les prétentions des États-Unis sur les terres situées à l'occident des Alleghanys fussent jamais admises; les affaires de l'Union n'étaient pas prospères; la France n'avait garanti que l'indépendance et non l'extension territoriale jusqu'au grand fleuve.

En février 1780 le New-York fit le premier pas vers la conciliation, en donnant à ses délégués au Congrès pleins pouvoirs pour céder à l'Union tout le territoire sur lequel il pouvait avoir droit à l'ouest du lac Ontario. Sur les instances pressantes du Congrès, le Connecticut, puis la Virginie se décidèrent à abandonner leurs droits sur le territoire situé à l'ouest et au nord de l'Ohio, et aussitôt les délégués du Maryland apposèrent leurs signatures aux Articles de confédération, qui devinrent dès lors la loi de l'Union.

Lorsque la Virginie se décida à abandonner son territoire du nord-ouest, la situation de l'Union et, plus encore, sa propre situation, étaient très critiques. Le Old Dominion était ravagé par Arnold et bientôt Cornwallis allait entrer dans Richmond; rien ne prouvait que l'Angleterre ne conserverait pas elle-même la propriété des terres au delà de l'Ohio.

La nouvelle de l'adhésion de la législature du Maryland aux Articles de confédération arriva au Congrès le 29 janvier 1781. Duane le jour même, Sullivan et Matthews le lendemain, informèrent Washington de cet heureux événement[1].

Washington attribuait à la faiblesse de l'autorité dans le gouvernement central la prolongation de la guerre avec toutes les dépenses et les perplexités qu'elle entraînait. Il devait être, plus qu'aucun autre de ses concitoyens, frappé de l'insuffisance des attributions du Congrès. De 1779 à 1781 sa correspondance est

1. Duane à Washington : « Des mesures fort importantes sont prises ou à la veille de l'être : l'établissement de chefs exécutifs ou ministres dans les départements des finances, de la guerre, de la marine, des affaires étrangères; l'accession définitive de tous les États à la Confédération; l'attribution au Congrès de pouvoirs plus forts et d'un revenu permanent pour la poursuite de la guerre. Le jour est venu enfin où les dangers de la situation ont ouvert les yeux à nos gens et leur ont fait voir qu'il fallait une tête commune pour mettre en jeu dans une proportion équitable les ressources des diverses branches de l'Union fédérale.... Vous apprendrez avec plaisir que la Virginie a fait abandon, pour le bénéfice commun, de tous ses droits sur les territoires à l'ouest de l'Ohio, et que le Maryland a accédé à la Confédération.... »

pleine des doléances que lui arrache le sentiment, chaque jour plus vif, d'une situation compromise par cette impuissance [1].

Lorsqu'il reçut la nouvelle de l'adhésion du Maryland aux Articles, il répondit à Duane : « Nos affaires (malgré les heureuses nouvelles) ne prendront une meilleure tournure que si le Congrès reçoit ou assume des pouvoirs plus grands que ceux qu'il exerce à présent ».

Voulant persuader à ses concitoyens de la Virginie que chaque État devait renoncer à une part de sa souveraineté individuelle (et sentant combien, pour donner des conseils de ce genre, sa situation était délicate, étant à la tête de l'armée qui seule pouvait être employée à imposer par la force l'exécution des réquisitions du Congrès), Washington s'adressait aux trois hommes que la Virginie venait de charger de codifier ses lois et de les adapter au nouvel état de société fondé sur l'indépendance, à Jefferson, gouverneur, à Pendleton, président de la cour d'appel, à Wythe, chancelier : « C'est en ce moment qu'il faut agir, les dispositions actuelles des États sont favorables à l'établissement d'une union durable. Il faut saisir l'occasion; si on la laisse échapper, elle peut ne jamais revenir. Nous risquons, après avoir lutté heureusement contre les usurpations de la Grande-Bretagne, de devenir la proie de nos propres folies et de nos disputes. Il faut donner au Congrès le pouvoir de contraindre les États à s'acquitter de leurs contributions respectives en hommes et en argent. »

Il fut procédé d'abord à une sorte d'organisation du pouvoir exécutif. Aux comités chargés de la direction des divers départements furent substitués des chefs responsables. Robert Morris fut ainsi nommé contrôleur des finances (février 1781) [2], Robert Livingston chef du département des affaires étrangères et le

1. Voir les lettres à G. Mason, mars 1779; à Duane, 26 décembre 1780 et 19 février 1781; à Sullivan, 4 février; à Livingston, 31 janvier; à W. Gordon, 9 mars; à Jones, 24 mars; à Armstrong, 26 mars 1781.

2. La marine fut aussi confiée à Morris en septembre de la même année. Mais qu'était-ce que la marine américaine? Des treize frégates construites sur l'ordre du Congrès, deux avaient été coulées bas sur l'Hudson, trois autres sur le Delaware, avant même d'avoir pris la mer. Les autres, avec tous les bâtiments achetés, étaient tombés aux mains de l'ennemi, à Charleston, ou en pleine mer. Un seul vaisseau de ligne avait été terminé, l'*America*; le Congrès en fit don au roi de France (1782) pour remplacer un vaisseau de guerre qu'un accident avait détruit dans le port de Boston.

général Lincoln chef du département de la guerre (août 1781). Ces deux derniers ne prirent possession de leur poste que dans les derniers mois de l'année.

Hamilton, l'aide de camp favori de Washington, était un ardent partisan d'une refonte totale du pacte constitutionnel. Il aurait voulu que le Congrès déclarât franchement au pays son impuissance à mener à bien la lutte avec l'Angleterre sans des pouvoirs plus étendus que ceux qu'il avait pu assumer à l'origine ou qu'il allait tenir des Articles de confédération. Il correspondait avec Morris, lui expliquant ses idées en matière financière, comment l'existence d'une dette nationale, d'une importance modérée, peut être un ciment puissant de l'union et un encouragement pour l'industrie. Il conseillait l'établissement d'une banque nationale au capital de dix à quinze millions de dollars, investie, pour trente ans, d'un privilège pour toutes affaires de banque, émissions de billets, opérations avec le Trésor et avec les États étrangers, etc.

Morris, installé officiellement le 14 mai 1781, présenta en effet dès le 17 au Congrès un projet de banque nationale, mais fort modeste, comparé aux combinaisons hardies que suggérait Hamilton. Le capital, susceptible d'augmentation, était fixé à 400 000 dollars en or et en argent; les billets émis par la banque seraient reçus comme espèces en paiement de tous impôts et taxes par chacun des États et par les États-Unis. Les Articles de confédération ne conféraient pas au Congrès le droit de constituer des compagnies. Ce droit se trouvait réservé à chacun des États. L'Assemblée, passant outre à cette difficulté, décida que la banque serait incorporée dès que son capital aurait été souscrit et les administrateurs désignés. Seul des Virginiens, Madison vota contre cette proposition, estimant que la confédération dépassait en ce point ses pouvoirs. Bien qu'en octobre il n'eût encore été souscrit que 70 000 dollars [1], Morris obtint cependant du Congrès, à la fin

1. Morris s'efforça, dès le mois de mai, de reunir les fonds nécessaires pour former le capital de la Banque. Mais les circonstances n'etaient pas favorables au succès d'une tentative financière de ce genre. Deux délegués furent envoyés au quartier general à New-Windsor, sur l'Hudson, avec une lettre du chef du département du Trésor, invitant les officiers de l'armée à souscrire. Tench Tilghman répondit le 24 juin : « J'ai peur que mon intervention ne vous soit pas fort utile, car on peut affirmer qu'il n'y a pas un officier dans l'armée, depuis le commandant en chef jusqu'au dernier rang, qui soit en ce moment en mesure de payer

de l'année, l'incorporation de la banque sous le nom de *Banque de l'Amérique du Nord*. Pendant l'automne de 1781, le Trésor avait reçu à Philadelphie 500 000 dollars espèces envoyés par le roi de France. En janvier 1782, il restait encore de cette somme 250 000 dollars. Morris souscrivit pour ce montant au capital de la banque. Celle-ci, malgré ce secours du Trésor, ne rendit que peu de services à l'Union.

une seule souscription. Depuis longtemps les officiers n'ont pas reçu d'argent comptant et se sont vus forcés de subvenir eux-mêmes à leur entretien. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de se contenter de ne rien toucher, ou à peu près, de leur paie, tant que les finances publiques ne permettront pas de la leur servir avec régularité. Le général me charge de vous dire que, si désireux qu'il soit de patronner et de soutenir le projet de la Banque, il ne peut à l'heure actuelle mettre son nom sur la liste de souscription. Depuis plusieurs années les revenus de ses propriétés ont été insuffisants pour les dépenses de sa famille, et il a été obligé de vendre des terres pour payer ses impositions. »

CHAPITRE LII

ESSAIS INFRUCTUEUX DE REVISION CONSTITUTIONNELLE

Hamilton et l'idée d'une Assemblée constituante. — Tentative restreinte pour l'établissement d'un revenu fédéral (1781-1782). — L'armée et le Congrès (mars-juin 1783).

Hamilton et l'idée d'une Assemblée constituante.

L'idée de la réunion d'une Assemblée constituante, formée de délégués des législatures ou du peuple de chaque colonie et chargée spécialement d'élaborer un projet d'union plus solide, de constituer un gouvernement dont la compétence embrasserait toutes les affaires qui ne pouvaient rester, sans danger pour la chose publique, sous la juridiction des États particuliers, avait été lancée pour la première fois dans le *Sens commun* de Paine (janvier 1776).

En 1780 elle faillit recevoir un commencement d'exécution. Des délégués des États de la Nouvelle-Angleterre, réunis à Boston pour s'occuper de questions relatives à la poursuite de la guerre, émirent le vœu qu'une Convention fût convoquée à Hartford, composée des délégués de tous les États désireux de travailler à la consolidation de l'Union. La législature du New-York donna son adhésion à ce projet. Le gouverneur de l'État, George Clinton, dans son message à l'ouverture de la session en septembre, dit que tous les embarras auxquels on se heurtait provenaient de l'insuffisance du pouvoir central, « qu'il ne pouvait y avoir d'entente ni pour le conseil ni pour l'exécution, aussi

longtemps que le Congrès n'aurait qu'un droit de recommandation et que les États resteraient libres de statuer, chacun en ce qui le concernait, sur la convenance des mesures recommandées ».

La Convention se réunit à Hartford en novembre 1780. Il ne s'y trouva, en dehors des délégués de la Nouvelle-Angleterre, que les représentants d'un seul État, le New-York. Ceux-ci à l'instigation de l'un d'eux, Hamilton, présentèrent et firent accepter des résolutions tendant à l'établissement de certaines taxes générales dont le produit serait affecté au paiement de l'intérêt de la dette publique. Le mois suivant (décembre) ces résolutions furent portées devant le Congrès et renvoyées à une commission de cinq membres (dont John Witherspoon et James Madison). L'adhésion du Maryland aux Articles de confédération (mars 1781), en faisant entrer définitivement en vigueur le pacte constitutionnel, enleva pour l'instant tout intérêt aux efforts particuliers visant la réunion d'une Convention. Le Congrès allait essayer d'obtenir, par voie d'amendement, l'accroissement d'autorité que tous les patriotes éclairés déclaraient nécessaire.

Dès qu'il eut reçu la nouvelle de l'adhésion du dernier État retardataire, le Congrès chargea un comité d'examiner « quelles mesures seraient propres à augmenter les pouvoirs de la représentation des États-Unis ».

Ce comité présenta, le 12 mars, un rapport rédigé par Madison et qui concluait par la proposition suivante : « le Congrès recommande à la législature de chaque membre de la confédération de lui donner l'autorisation d'employer la force des États-Unis sur terre et sur mer pour contraindre les États à remplir leurs engagements fédéraux ».

Bien qu'une telle recommandation n'eût aucune chance d'être approuvée par l'unanimité des États, elle fut renvoyée le 2 mai à une grande commission de treize membres, un par délégation; puis, le 20 juillet, sur un rapport de cette commission, à un comité de trois membres, Edmund Randolph (Virginie), Oliver Ellsworth (Connecticut), James M. Varnum (Rhode-Island), légistes distingués, avec mission de « préparer un commentaire de la confédération, d'élaborer un plan pour sa complète exécution, et de présenter des articles supplémentaires ». Le 22 août, ce comité

déposa un rapport concluant à conférer au Congrès les pouvoirs suivants : « établir des embargos et fixer des règles pour la réquisition de la propriété privée en temps de guerre ; instituer des agents chargés de percevoir les taxes que le Congrès aura lui-même établies ; établir un système consulaire dépendant directement du gouvernement central ; saisir la propriété d'un État quand celui-ci ne fournira pas sa quote-part proportionnelle d'hommes et d'argent ; décider que les plus importantes questions pourront être résolues par l'agrément des deux tiers des délégations. »

Le rapport du comité des trois n'offrait aucun remède efficace. Il proposait de conférer au Congrès le droit de saisir la propriété des États délinquants. Mais comment? par la force? Tous les États étaient plus ou moins en retard dans l'acquittement de leurs contributions respectives. Quels moyens de coercition employer contre eux? Chaque État était fortement organisé, alors que le Congrès n'avait que l'ombre du pouvoir. L'emploi de la force, dans ces conditions, c'était le déchaînement de la guerre civile. Aucune suite ne fut donnée à ce rapport, fruit de huit mois d'études et de délibérations.

Hamilton, dans le même temps, faisait une brillante campagne de plume en faveur d'une revision générale des Articles de confédération. Il publia dans le *Continentalist* une série d'articles où il s'attachait à démontrer que la confédération n'était pas suffisamment organisée : « Déjà quelques-uns des États ont éludé ou refusé les demandes du Congrès ; la monnaie est dépréciée ; le crédit public est à son niveau le plus bas ; notre armée est trop faible en effectif et dénuée de tout ; l'ennemi fait des progrès alarmants dans les États du Sud ; Cornwallis est menaçant dans la Virginie. Nos embarras proviennent non de la désaffection du peuple, mais de la mauvaise politique et de la faiblesse de nos gouvernants. Il faut donc non seulement tendre nos nerfs pour rendre décisive la campagne actuelle, mais encore élargir sans retard les pouvoirs du Congrès. Tout est illusion en dehors de cette réforme. Les efforts isolés des États seront superflus. L'emploi judicieusement proportionné des ressources communes sous la direction d'un conseil commun, avec des pouvoirs suffisants pour donner l'efficacité à ses resolutions : voilà ce qui peut seul nous

préserver maintenant d'une honteuse soumission et assurer notre prospérité dans l'avenir. »

C'était le moment où le pays développait toutes ses énergies pour une campagne finale. Les milices de la Nouvelle-Angleterre venaient renforcer l'armée de l'Hudson; Washington, avec Rochambeau, marchait vers la Virginie contre Cornwallis à qui La Fayette tenait tête, et Greene délivrait les trois États du Sud. Hamilton déposa la plume et alla rejoindre l'armée pour prendre une part glorieuse à la dernière lutte devant Yorktown.

Tentative restreinte pour l'établissement d'un revenu fédéral (1781-1782).

En même temps que le Congrès avait fait ce premier essai de revision générale, condamné d'avance, il avait tenté la réalisation d'une réforme beaucoup plus modeste, limitée à un seul point, et qui présentait par là même de plus sérieuses chances de succès.

L'unique droit du Congrès en matière financière (en dehors de celui qu'il avait assumé arbitrairement de créer du papier-monnaie, de constituer une banque et de contracter des emprunts) était de fixer les sommes que devaient payer chaque année les États particuliers au Trésor commun. Encore, après avoir déterminé le montant total, n'avait-il point de base précise pour la répartition entre les États, aucune évaluation n'ayant été faite des terres et des constructions. Il ne pouvait qu'inviter chaque État à fournir sa contribution arbitrairement fixée; l'État conservait le droit d'en discuter le chiffre et au besoin de la refuser totalement. En février 1781 le Congrès (adoptant le rapport d'un comité de cinq membres auquel avaient été renvoyées les résolutions des délégués de New-York à la Convention de Hartford du 11 novembre 1780) adressa une lettre circulaire aux États pour leur demander, « comme une absolue nécessité », le pouvoir de lever un droit de 5 pour cent *ad valorem* sur toutes les importations, exception faite seulement pour quelques matières premières [1].

1. Witherspoon et Burke, représentants du New-Jersey et de la Caroline du Nord, avaient proposé que le Congrès eût le pouvoir de *régler le commerce* dans l'intérêt général, et le droit d'établir des taxes sur les importations. Le Congrès se contenta d'une proposition plus restreinte.

Plusieurs États donnèrent bientôt leur assentiment à cette proposition du Congrès : en février, le Connecticut, mais seulement pour trois années après la guerre; en mars, le New-York, avec faculté pour le Congrès de percevoir le droit de 5 pour 100 par des fonctionnaires fédéraux; en avril, le New-Hampshire et la Pennsylvanie; en mai, la Virginie; la législature était à cette époque chassée de Richmond par l'ennemi et se réfugiait à Charlotteville, où elle eut Benjamin Harrison pour président, et de là à Staunton, où l'acte d'adhésion fut voté; en septembre, la Caroline du Nord; en novembre, le Delaware; enfin, dans les premiers mois de 1782, la Caroline du Sud, le Maryland et le Massachusetts.

Le Congrès se crut près de réussir. Malheureusement il fallait l'unanimité et il manquait encore l'approbation de la Géorgie et du Rhode-Island. L'adhésion de la Géorgie paraissait assurée; il s'agissait de conquérir celle du Rhode-Island, jusque-là réfractaire.

En mai 1782, sur le rapport d'un comité que dirigeait Madison et qui présenta la situation financière comme désespérée, le Congrès confia à quelques-uns de ses membres la mission d'aller exposer dans chaque État la gravité du péril commun.

A la requête de la délégation qui se dirigeait vers le nord, Clinton convoqua en session extraordinaire la législature du New-York à Poughkeepsie. Hamilton, qui était entré depuis quelques mois dans l'administration fiscale de l'État de New-York, vint seconder les vues du gouverneur et représenter la nécessité de solides arrangements financiers [1]. Il rédigea des résolutions que la législature adopta en juillet. Elles portaient que, « la source radicale des embarras publics étant le manque de pouvoirs suffisants dans le Congrès, celui-ci devrait proposer et les États adopter la mesure suivante : convoquer une Convention générale des États, avec mission spéciale de reviser et d'amender la confédération,

1. « Je me mis à cette œuvre, dit-il lui-même, sans enthousiasme, sachant bien que tous les efforts de la législature resteraient vains à moins d'un changement complet dans tout le système fédéral, et que, pour obtenir ce changement, il faudrait renverser des montagnes de préjugés et d'intérêts particuliers. »

sous réserve de la ratification, par les législatures respectives, des décisions de la Convention ».

A la suite du vote de ces résolutions, Hamilton fut envoyé au Congrès par la législature du New-York. Communiquées par Clinton en août au Président du Congrès, les résolutions furent renvoyées à une grande commission; mais celle-ci ne fut pas même nommée; le Congrès espérait toujours obtenir de l'unanimité des États le droit de percevoir directement un revenu fédéral.

Le Rhode-Island fit attendre sa réponse jusqu'en novembre 1782 et cette réponse fut négative. Elle contenait, entre autres, les objections suivantes : 1° l'impôt pèserait avant tout sur les États commerçants et particulièrement sur Rhode-Island; 2° il entraînerait une création de fonctionnaires non autorisée par la constitution; 3° l'établissement d'un revenu pour l'emploi duquel le Congrès ne serait pas responsable à l'égard des États rendrait ce corps indépendant de ses mandataires, et serait par conséquent contraire aux principes de liberté des États-Unis.

Le consentement de tous les États étant requis par les Articles de confédération pour la validité de tout amendement à cette constitution, la résistance de Rhode-Island tenait toute l'Union en échec. Hamilton rédigea la réponse du Congrès aux objections de Rhode-Island (16 décembre 1782) : 1° la charge pèsera, non sur l'État qui importe, mais sur le consommateur; 2° aucun gouvernement ne peut subsister sans la création d'agents pour l'exécution des fonctions qui lui sont propres, alors même que le pouvoir de créer ces agents ne serait pas explicitement conféré par la Constitution; 3° enfin l'établissement de ce droit de 5 pour 100 est une nécessité; « s'il n'est pas dans la lettre, il est dans l'esprit des Articles de confédération ».

Le Congrès, ne pouvant rien que par la persuasion, allait faire porter cette réponse, par trois de ses membres, au Rhode-Island, lorsqu'il apprit que la législature de la Virginie venait de retirer, 7 décembre 1782 (à l'instigation de Richard-Henry Lee), son assentiment au droit de 5 pour 100 fédéral : « Permettre à un pouvoir autre que notre Assemblée de lever des taxes dans les limites de cet État sur ses propres citoyens serait une atteinte à la souverai-

neté de la Virginie; une telle innovation ne pourrait que mener à la destruction des droits et de la liberté du peuple et est, d'ailleurs, contraire à l'esprit de la Constitution [1] ».

L'armée et le Congrès (mars-juin 1783).

Un des traits les plus graves de la situation créée par la pénurie du Trésor de la confédération était le dénuement dans lequel le Congrès laissait les troupes cantonnées à Newburg et le mécontentement qui se répandait dans les rangs de cette armée, dont les services, depuis que l'on avait échappé aux grands périls, semblaient totalement oubliés.

Le Congrès, en octobre 1780, avait promis la demi-paie à vie aux officiers. En attendant, il ne pouvait liquider les arriérés de solde. Les soldats n'étaient pas plus régulièrement payés. Tous craignaient qu'un ordre de licenciement n'arrivât avant que les droits de chacun d'eux eussent été nettement établis. Les officiers se décidèrent, janvier 1783, à envoyer à Philadelphie une délégation chargée d'exposer leurs griefs au Congrès [2]. Cette assemblée ne pouvait apporter aucun remède immédiat à la situation. Le Trésor était vide et Morris arrivait à peine à assurer la subsistance des troupes au jour le jour. Il dépendait cependant, insinuaient les officiers, de quelques-uns des États qu'il en fût autrement. Loin de rencontrer dans une grande partie de la population les égards et la reconnaissance auxquels de grands services leur donnaient droit, les officiers se voyaient au contraire l'objet d'une sorte de jalousie haineuse de la part de plusieurs gouvernements. Ceux-ci ne seraient satisfaits, on ne le voyait que trop, que si le Congrès manquait à toutes ses promesses à l'égard de l'armée et renvoyait officiers et soldats sans indemnité. D'ailleurs une

1. Washington, le 6 mars 1783, demanda à Benjamin Harrison, alors gouverneur de la Virginie, ce que ce revirement signifiait. Celui-ci répondit qu'il n'avait pas une bonne raison à donner pour excuser la conduite de la législature. Il pensait que le vote avait été enlevé par surprise, la fin de la session étant proche et beaucoup de membres déjà partis.

2. La délégation se composait du général Mac Dougall et des colonels Brooks et Ogden.

partie de l'Assemblée inclinait à laisser en souffrance toutes les dettes de la confédération.

Robert Morris, Hamilton, Gouverneur Morris et d'autres membres du Congrès, partisans d'un pouvoir central vigoureusement constitué, qui eût la force et la volonté de satisfaire aux obligations de la dette publique, conçurent alors le dessein de faire servir le mécontentement des officiers à la réalisation de leurs vues politiques et financières. Si l'armée se montrait quelque peu résolue, les États récalcitrants seraient bien forcés de céder.

Hamilton écrivit donc à Washington (février 1783) pour sonder ses dispositions et l'engager à soutenir les revendications de l'armée. Gouverneur Morris fit une démarche analogue auprès de Knox et de Greene. La réponse de Washington, très modérée, très prudente, était peu faite pour encourager des projets où la force militaire semblait invitée à exercer une pression directe sur les pouvoirs civils. Alors la pensée vint à quelques-uns d'agir en dehors du commandant en chef et, au besoin, contre lui.

Un certain colonel Stewart, arrivant de Philadelphie, se présenta en mars au quartier général de Gates, en qualité d'agent des amis de l'armée au Congrès. Bientôt des rumeurs circulèrent dans le camp. Les troupes ne devaient pas se laisser licencier sans avoir obtenu justice ; elles étaient assurées du concours des créanciers de l'Union [1] qui de leur côté comptaient sur l'énergie des officiers, si la mauvaise volonté du Congrès apparaissait trop évidente ; plusieurs membres du Congrès favorisaient le mouvement. Gates ne repoussa pas ces ouvertures. Son aide de camp, le major John Armstrong, rédigea secrètement une adresse qui fut répandue, sans signature, dans les rangs de l'armée. Ce document invitait les officiers à se rendre le lendemain, 11 mars, à une réunion générale où il serait délibéré sur les mesures qu'il convenait de prendre pour obtenir satisfaction. La circulaire était rédigée en fort bon style, avec une chaleureuse éloquence. Elle se terminait par cette double insinuation : « Faites appel, de la justice, aux

1. Des capitalistes de New-York, de Boston et de Philadelphie avaient acquis à très bas prix des titres des emprunts. Hamilton et Morris servaient les intérêts de cette classe de créanciers en même temps que ceux de l'armée.

craintes du gouvernement, et prenez garde à l'homme (Washington) qui vous conseillerait une plus longue patience! »

Un exemplaire parvint au commandant en chef dans la matinée du 11. Il fit immédiatement publier un ordre du jour déclarant irrégulière et contraire à la discipline la réunion annoncée pour le soir même et invitant en même temps les officiers à se réunir le samedi suivant pour entendre le rapport de la délégation qu'ils avaient envoyée au Congrès. Le coup était habile. Gates dissimula sa déconvenue et le meeting du 11 n'eut pas lieu. Les meneurs se contentèrent de répandre un second écrit anonyme où se trouvaient encore des allusions perfides à l'adresse de Washington. Le 15 les officiers se réunirent, conformément à l'invitation du commandant en chef, sous la présidence de Gates, doyen d'âge. Washington ouvrit la séance par une dénonciation énergique de l'esprit qui avait dicté les deux circulaires anonymes. De tels documents, dit-il, ne pouvaient provenir que d'un émissaire anglais. Après avoir exhorté les officiers à repousser ces suggestions coupables et à s'en remettre à ses propres efforts, ainsi qu'à l'esprit de justice du Congrès, il se retira. Les officiers votèrent aussitôt des résolutions dans lesquelles, après avoir protesté de leur affection pour Washington, ils proclamèrent leur confiance dans la justice du Congrès et du pays et leur horreur pour les propositions infâmes contenues dans une « lettre anonyme qui leur avait été adressée ». Gates dut mettre aux voix lui-même ces résolutions qui furent adoptées à l'unanimité.

Le Congrès, grâce à l'ascendant que Washington conservait encore sur ses compagnons d'armes, venait d'échapper à un danger sérieux. Depuis deux mois il délibérait sur les moyens de tourner l'engagement pris de payer aux officiers la demi-solde à vie, système qui provoquait dans la plupart des États les plus vives répugnances, comme s'il devait maintenir dans le pays les cadres d'une armée permanente. Les centralistes, comme Madison et Hamilton, proposaient de fondre les sommes dues à l'armée dans la masse de la dette publique, et de remettre à tous les créanciers indistinctement des certificats continentaux dont le service d'intérêt fût garanti par des provisions spéciales. Les particularistes demandaient au contraire qu'on laissât aux États seuls

le soin de régler, chacun à sa guise, les obligations qu'il avait contractées, y compris les arriérés dus aux troupes et les indemnités promises aux officiers.

Ce fut le premier système qui prévalut, au moins partiellement, lorsque Washington, après l'incident de Newburg, eut insisté sur la nécessité absolue de faire droit aux griefs de l'armée. Le 22 mars le Congrès se décida, malgré les protestations violentes du vieux révolutionnaire, Samuel Adams, à voter le *Commutation Act* qui remplaçait la demi-solde à vie par le paiement aux officiers, en certificats portant intérêt à 6 pour 100, d'une somme égale à cinq années de la solde pleine. Cette décision fut très mal accueillie par l'opinion, bien que dans la Nouvelle-Angleterre même elle eût trouvé un vigoureux défenseur, Noah Webster [1].

Cependant la nouvelle de la signature du traité conclu entre l'Angleterre et les commissaires des États-Unis à Paris était parvenue en Amérique. Bientôt après arriva l'avis que la France et l'Espagne avaient également arrêté avec la Grande-Bretagne des préliminaires de paix. Ce fait rendant définitif le traité anglo-américain, le Congrès proclama officiellement la cessation des hostilités. La publication de cet ordre fut faite au camp de Newburg, le 19 avril 1783, huit années, jour pour jour, après le combat de Lexington. Elle fut répétée, quatre jours plus tard, au camp de Greene (dans la Caroline du Sud), où depuis plusieurs jours on n'avait plus ni pain ni riz. Cette armée qui avait si vaillamment refoulé les Anglais dans Charleston et Savannah ne vivait plus que de maraude, le gouvernement de la Caroline négligeant de l'habiller et de la nourrir, malgré les réclamations, parfois peut-être un peu vives, adressées par Greene au gouverneur de l'État.

Robert Morris réclama aussitôt l'envoi de la plus grande partie des hommes en congé. Le Congrès hésitait parce que les Anglais occupaient encore New-York et ne semblaient nullement disposés à livrer les postes de l'Ouest. La détresse du Trésor fit taire toute autre considération. Un appel très pressant fut adressé aux États, les invitant à fournir les moyens de payer trois mois de solde aux

1. Voir, dans le *Connecticut Courant* de 1783, une série d'essais, sous la signature de *Honestus* (ou *Honorius*), par Noah Webster, qui avait alors vingt-cinq ans.

soldats et aux officiers avant leur départ. Un ordre du jour du 2 juin prononça enfin le renvoi de la plus grande partie de l'effectif. Les trois mois de solde étaient payés, mais en bons du Trésor à six mois portant intérêt à 6 pour 100 et qui valaient à peine 10 à 15 pour 100 du taux nominal, bien qu'ils fussent recevables en paiement de toutes taxes continentales. Il est vrai qu'il n'existait encore de taxes continentales qu'en théorie.

CHAPITRE LIII

LE LICENCIEMENT DE L'ARMÉE

Hamilton et Madison. Campagne pour le « revenu fédéral ». — La lettre de Washington aux gouverneurs des États (juin 1783). — L'armée licenciée. Les « Cincinnati ».

Hamilton et Madison. Campagne pour le « revenu fédéral ».

Hamilton avait été envoyé au Congrès par la législature de l'État de New-York dans les derniers mois de 1782. Il y trouva Madison, déjà accepté comme *leader* de l'Assemblée continentale, et partisan, lui aussi, bien qu'avec beaucoup moins de fougue, de la réunion d'une Convention chargée de reviser les Articles de confédération ou plutôt de rédiger de toutes pièces une constitution nouvelle.

Ces deux hommes qui entraient ainsi en scène, tout jeunes encore, vers la fin de la guerre, devaient faire plus que vingt autres des plus patriotes de leurs collègues, Washington peut-être excepté, pour l'établissement de l'union constitutionnelle des États. Ils différaient d'ailleurs profondément par le caractère, par leurs origines, par le milieu où s'était écoulée leur jeunesse.

Anglais transplanté des Antilles à New-York, Hamilton, dans sa nouvelle patrie, restait profondément Anglais, admirateur passionné des institutions et des méthodes britanniques de gouvernement. Aide de camp de Washington, il avait pris une part brillante à l'assaut des redoutes de Yorktown; avocat de grand talent et gendre de Schuyler, il était à vingt-cinq ans le chef reconnu du

barreau de New-York et le favori de la coterie aristocratique dans cet État. Animé d'une ambition honnête, mais très ardente, plein d'une confiance extrême en lui-même, ressemblant parfois à un gentilhomme d'Europe fourvoyé dans le monde des artisans et des fermiers d'Amérique, il ne se donnait pas toujours la peine nécessaire pour insinuer dans les esprits les idées qu'il voulait faire prévaloir; il lui arrivait souvent de blesser par son langage imprudent, dédaigneux des préjugés populaires, l'amour-propre de collègues dont la coopération lui eût été utile.

Madison avait trente et un ans. Virginien, élève du collège de Princeton d'où sortirent la plupart des hommes distingués de la même génération dans cet État, disciple, puis ami intime de Jefferson, il avait fait preuve, dès son entrée au Congrès, des plus solides qualités : grande puissance de travail, méthode, patience, jugement solide, caractère pondéré, intégrité absolue. Il conquit rapidement dans l'Assemblée une autorité que ses manières réservées et discrètes, sa modestie et son air de bon *gentleman farmer* contribuèrent à faire accepter de collègues plus âgés que lui. Judicieux plutôt que brillant, il argumentait avec lucidité et ne parlait qu'avec peu de chaleur. Modéré en tout, il intervenait dans les débats plus en arbitre qu'en homme de parti. Tandis qu'Hamilton imposait volontiers ses opinions et supportait mal de les voir discutées, Madison prenait constamment l'avis de ses amis politiques, et leur suggérait de présenter, comme mesures émanées de leur propre initiative, ce qu'il voulait lui-même obtenir.

Hamilton, par ses origines, ne pouvait éprouver d'attachement particulier pour aucun État; il avait pour patrie d'adoption l'Union américaine tout entière, et inclinait par cela même à une forte centralisation du pouvoir. Il ne pouvait admettre que le Congrès ne possédât pas la souveraineté complète et que les États pussent conserver aucune autonomie hors de la sphère des intérêts municipaux. Aussi considérait-il les Articles de confédération comme une constitution absurde, non amendable, un pur non-sens.

Madison, opportuniste par origine, par tempérament et par situation, n'était pas aussi franchement revisionniste et ne demandait que ce qui pouvait sembler actuellement réalisable. Il

fallait, d'après lui, corriger plutôt que supprimer la constitution, et c'est ainsi que son nom reste attaché à l'amendement dont l'objet était l'institution d'un droit fédéral de 5 pour 100 à l'importation des marchandises étrangères.

Dès le mois de janvier 1783, Hamilton reprit l'ancienne proposition, que le Congrès s'engageât à considérer sans retard les meilleurs moyens de doter le gouvernement fédéral d'un revenu suffisant pour assurer le paiement de la dette des États-Unis. Henry Lee déclara qu'une taxe uniforme ne pourrait jamais être acceptée. Placer à la fois la bourse et l'épée dans les mêmes mains serait bouleverser les principes fondamentaux de la liberté. Le Congrès se décida à adopter le 12 février une résolution adoucie [1] qui posait le principe d'un revenu général pour la confédération.

Madison, rapporteur du comité auquel fut renvoyée cette résolution, prépara un projet que le Congrès (onze États étant représentés) adopta le 19 avril suivant. Ce projet laissait subsister la pratique des réquisitions, que l'expérience avait démontrée pourtant si inefficace et si stérile. Les Articles de confédération portaient que la proportion dans laquelle chacun des États devait fournir au Trésor commun pour les dépenses générales de l'Union serait déterminée par une estimation de la valeur des maisons et des terres cultivées. Le travail n'ayant pu être fait jusqu'alors, Madison avait proposé de remplacer provisoirement cette base d'évaluation par celle du chiffre de la population dans chaque État. Ce système rencontrait une vive opposition dans les États du Sud à cause du grand nombre d'esclaves nègres qui s'y trouvaient. Madison suggéra, à titre de transaction, que cinq esclaves fussent comptés dans le recensement comme trois hommes libres, et ce compromis [2] fut accepté sous la forme suivante : « La base des contributions sera le nombre total, dans chaque État, des habitants libres, blancs ou autres, non compris les Indiens, mais y compris les *indented servants*, accru des *trois cinquièmes* du nombre de toutes les autres personnes (les nègres esclaves) ». Un recensement

1. Proposée par Madison et Wilson.
2. Appliqué d'abord à la taxation, il devait l'être en 1787 à la représentation des États du Sud dans le Congrès et régir ainsi toute la politique de l'Union jusqu'à la guerre civile.

devait avoir lieu tous les trois ans. En dehors du système des réquisitions fondées sur cette nouvelle base, le projet Madison comportait l'établissement d'un revenu fédéral fixe : « Les États confèrent au Congrès, pour vingt-cinq ans, le droit de lever certains droits spécifiques sur les spiritueux, le vin, le blé, le café, le sucre, le cacao, et 5 pour 100 de la valeur d'estimation de toutes autres marchandises importées. Le produit de ces droits sera affecté exclusivement au service d'intérêt et d'amortissement de la dette publique. »

Trois voix seulement sur vingt-huit s'élevèrent contre cette proposition : les deux délégués de Rhode-Island ne voulaient d'aucun revenu fédéral. Le troisième opposant fut Hamilton qui trouvait la réforme insuffisante, trop timide, frappée d'avance de stérilité par le maintien du système des réquisitions. Après le vote, toutefois, il unit ses efforts à ceux de Madison et d'Ellsworth, autre membre de la commission, pour tirer tous les avantages possibles du résultat obtenu. Le 26 avril les propositions nouvelles du Congrès furent envoyées aux gouvernements des États avec une adresse qui n'était que la reproduction de la lettre du Congrès au gouverneur de Rhode-Island, rédigée par Hamilton en décembre de l'année précédente. L'adresse conjurait les États de ne point laisser échapper « l'occasion de tenter une grande expérience du gouvernement républicain dans des circonstances exceptionnellement favorables ».

Quelques semaines plus tard (mai 1783), un incident qui aurait pu devenir très sérieux vint prouver à quels périls le faible gouvernement de la confédération était exposé par son impuissance financière. Un corps de soldats de la Pennsylvanie, arrivé récemment du Sud, était cantonné à Lancaster. Quatre-vingts de ces hommes, après avoir envoyé une lettre insolente au Congrès à cause des retards apportés au paiement de la solde, marchèrent sur Philadelphie, y rallièrent d'autres mécontents, et, sous la conduite de sept sergents, cernèrent, sans fusils, mais sabre au côté, la maison d'État où siégeaient côte à côte le Conseil de la Pennsylvanie et le Congrès fédéral. Ils réclamaient le paiement immédiat des arriérés. Le Conseil de la Pennsylvanie refusa de convoquer la milice pour réprimer cette mutinerie, déclarant qu'on

n'en pouvait attendre aucun secours. Les membres du Congrès durent sortir par une porte dérobée pour s'en aller chercher un asile à Princeton (New-Jersey). Washington envoya un millier d'hommes; les mutins furent aisément dispersés. Quelques-uns furent traduits en cour martiale et condamnés à mort, mais graciés bientôt après[1].

La lettre de Washington aux gouverneurs des États (juin 1783).

La gravité des circonstances fit sortir Washington de la réserve où il aimait à se tenir dans ses relations avec les autorités civiles; comme les États paraissaient de moins en moins empressés à fournir au Trésor commun, par le paiement de leurs contributions, les sommes nécessaires au licenciement de l'armée[2], il se décida à rédiger, à l'adresse des gouverneurs des treize républiques autonomes, une lettre qui est demeurée célèbre (8 juin 1783).

Après avoir protesté que le sentiment seul du péril qui menaçait la nation dictait ses paroles et l'avait déterminé à sortir des limites strictes de son devoir, il recommandait aux États : une organisation forte et uniforme de la milice, l'établissement de pensions pour les officiers et les soldats qui avaient reçu des blessures au service de leur pays, le respect des droits des créanciers publics de toute classe, la ratification, par l'unanimité des États, de la décision du Congrès créant un revenu fédéral, conformément aux résolutions dont le texte avait été transmis aux gouverneurs au

1. Cette fuite à Princeton souleva de nouveau la question, déjà agitée, de la résidence du Congrès. Il s'agissait de donner satisfaction aux deux groupes d'États du Nord et du Sud. On décida la création de deux cités fédérales où le Congrès tiendrait alternativement ses séances, l'une près des chutes du Delaware, l'autre sur le Potomac. Le New-York avait offert Kingston, le Maryland Annapolis. En attendant que les sites fussent définitivement choisis et les cités construites, le Congrès décida qu'il siégerait alternativement à Annapolis (Maryland) et à Trenton ou Princeton (New-Jersey). La session de novembre 1783 à novembre 1784 fut tenue en effet à Annapolis, celle de 1784-1785 commença à Princeton ; mais en janvier 1785, le Congrès, ne parvenant pas à s'installer convenablement dans une si petite ville, se transporta à New-York où il resta jusqu'au jour de la réunion du Congrès fédéral (1789) sous la constitution nouvelle.

2. Il se trouva que, dans l'année se terminant au 30 juin 1783, les dépenses générales avaient dépassé les recettes de plus d'un million de dollars sans qu'aucune provision eût pu être faite pour le paiement des intérêts de la dette.

mois d'avril précédent. Les États-Unis, disait-il, commencent leur existence nationale sous les plus heureux auspices. Ils sont les seuls maîtres d'une immense étendue de continent, en possession de l'indépendance complète, mieux placés qu'aucune autre nation ne le fut jamais pour fonder sur l'expérience accumulée des siècles les formes de leur gouvernement. Il faut donner à l'autorité fédérale une force qui lui permette de réaliser les fins pour lesquelles elle a été établie. « N'oublions pas que c'est seulement sous la forme de l'Union que nous sommes reconnus comme nation, que l'on estime notre puissance, et que notre crédit peut être soutenu auprès des nations étrangères [1]. »

La lettre de Washington fut partout transmise par les gouverneurs aux législatures et il n'est pas douteux qu'elle exerça pendant quelque temps une heureuse influence sur les délibérations de ces assemblées. Celle du Delaware donna immédiatement son adhésion au projet de revenu fédéral. En juillet eut lieu à Philadelphie une grande fête publique, suivie d'un banquet présidé par Dickinson, président de l'État, et où fut porté un toast « aux principes de la lettre du commandant en chef ». Le mois suivant l'assemblée ratifia l'amendement aux Articles instituant un revenu fédéral et vota des remerciements à Washington pour sa lettre de juin, « legs inestimable » fait à son pays.

Dans la Caroline du Sud où le général Greene s'était plaint (mars 1783) de l'état de dénuement où on laissait ses troupes et avait parlé un peu haut, l'assemblée, indignée, avait protesté plus haut encore contre les prétentions du pouvoir militaire (*no dictature by a Cromwell!*), et avait retiré l'adhésion précédemment donnée au principe d'un impôt fédéral de 5 pour 100. En août la lettre de Washington détermina un revirement. L'impôt fédéral fut voté, avec des restrictions, il est vrai, qui enlevaient à cette concession la plus grande partie de sa valeur; l'impôt devait être perçu par des agents de la Caroline du Sud et le produit en serait affecté au paiement de la contribution proportionnelle de l'État.

1. C'est de l'envoi de cette lettre de Washington que Bancroft fait dater l'ouverture d'une nouvelle phase de la « période critique », phase racontée dans le livre II de son *Histoire de la Constitution* sous ce titre : En route vers une Convention fédérale.

L'impôt fut encore voté en octobre par la législature du Massachusetts. Dans la Virginie, l'opposition, dirigée par Patrick Henry et Richard-Henry Lee, fut très vive. Ce dernier accusait le Congrès d'usurpation de pouvoir. « *Nolumus*, s'écriait-il, *leges confederationis mutari!* » L'impôt fut d'abord rejeté. En octobre cependant, sous l'influence de la lettre de Washington, l'assemblée revint sur ce vote et donna sa ratification. Deux mois plus tard elle confirmait la cession déjà faite aux États-Unis de tous les territoires au nord-ouest de l'Ohio sur lesquels la Virginie avait des droits ou des prétentions.

On voyait ainsi se former peu à peu, dans la plupart des États, deux partis dont les traits distinctifs allaient s'accentuer avec le temps, le parti de la politique d'État et celui de la politique continentale. La Virginie, dans les années qui vont suivre, servira de champ de bataille à l'incessant conflit de ces deux tendances. Washington et Madison mèneront la campagne pour la constitution d'un pouvoir fédéral fort. Henry Lee, soutenu par la majorité de la législature, sera le champion du particularisme et de la souveraineté des États.

New-York, naguère favorable au principe d'une réforme constitutionnelle, commençait à passer dans le camp opposé. La ville voyait son commerce prospérer et n'éprouvait nul désir d'un changement dans l'état général des choses. La législature, sous la direction du gouverneur Clinton, dans les cinq années suivantes, opposera, malgré Hamilton, une résistance opiniâtre à toute nouvelle tentative du Congrès pour élargir le cercle de ses pouvoirs. Dans le Massachusetts, Hancock et Samuel Adams étaient de tièdes unionistes et se tenaient en ce moment à l'écart. Le vénérable Franklin venait à peine de rentrer de sa longue mission en France; ses concitoyens de la Pennsylvanie l'élurent aussitôt chef du pouvoir exécutif, et il allait être fort occupé par les dissensions intestines qui agitaient ce grand État, dont la population ainsi que l'importance commerciale et agricole se développaient avec rapidité.

Les circonstances tendaient à favoriser les partisans du particularisme. Deux des patriotes, qui avaient défendu au premier rang la cause de l'indépendance, John Jay et Robert Morris, occu-

paient encore des emplois publics dans le gouvernement fédéral, mais ils n'étaient hommes, ni l'un ni l'autre, à diriger un grand courant populaire. Hamilton quitta le Congrès avant l'automne de 1783 pour se livrer aux occupations de sa profession d'avocat et lutter contre Livingston et Burr au barreau de New-York. Madison, vers le même temps, dut également se retirer de l'assemblée continentale par l'application du système de rotation qui ne permettait pas à un délégué de continuer, au delà de trois ans, à représenter son État au Congrès. Washington était d'un caractère trop élevé, d'une ambition trop peu active, trop désintéressée, pour conduire une évolution dont l'issue probable devait être de le placer à la tête des affaires publiques. L'union des États confédérés allait donc traverser, au milieu de ce sentiment général d'indifférence, une période très critique.

Un Congrès impuissant et méprisé, un gouvernement sans organes et sans crédit, voué à la banqueroute dès le lendemain de la guerre, une armée qu'il fallait dissoudre sans la payer, un papier-monnaie qui avait perdu toute valeur, des dettes intérieures et extérieures pour le service desquelles il n'existait aucun revenu, chacun des États s'absorbant dans sa vie propre, dans le souci de ses intérêts particuliers, professant pour l'ombre de pouvoir central établi par les « Articles de confédération » la même jalousie et la même défiance que les colonies éprouvaient naguère pour le pouvoir de la métropole; puis, dans ce relâchement général des liens qui avaient tenu quelque temps les États attachés les uns aux autres, un groupe de citoyens intelligents et dévoués, luttant contre le courant général, cherchant le remède à une situation qui semblait empirer chaque jour, unissant leurs efforts pour rapprocher les membres de cette société désemparée et les conduire peu à peu à une « union plus parfaite » : tel est le tableau que présentent les États-Unis pendant cet espace de quelques années, où le patriotisme parut consister à n'avoir d'attachement et de zèle que pour les intérêts, la grandeur et la prospérité de l'État auquel on était lié par la naissance, la propriété ou tout autre accident.

Licenciement de l'armée. Les « Cincinnati ».

Au mois d'août, Washington, en tournée dans les États de l'Est, fut chargé par le Congrès d'aller réclamer au gouverneur du Canada (Haldimand) la reddition des postes de l'Ouest occupés encore par des garnisons anglaises, et notamment du fort Niagara. Haldimand déclara qu'il n'avait aucun ordre pour évacuer un seul de ces postes. Au retour de cette mission infructueuse, Washington établit son quartier général près de Princeton, où le Congrès l'appelait pour le consulter sur les questions se rattachant à la conservation de quelques troupes. Washington proposa le système suivant : maintien, comme force régulière et permanente, d'un corps de 2 630 hommes, cadres compris, qui seraient occupés à la garde des postes de la frontière; organisation du peuple dans chacun des États en milice nationale pour la protection de l'ordre intérieur; création d'une Académie militaire pour la formation des officiers, à l'image des écoles prussiennes dont Steuben avait fait connaître le mécanisme. Des arsenaux, des manufactures nationales d'armes seraient en outre institués selon les besoins et les ressources. Dans l'état actuel des finances fédérales il n'y avait pas à songer à l'exécution d'un tel plan. On n'attendait au contraire que la nouvelle de la signature définitive du traité pour congédier ce qui restait de troupes. La signature eut lieu le 3 septembre à Paris [1]. Le 2 novembre, une proclamation du Congrès annonça le licenciement de l'armée, déjà très réduite par de nombreux congés individuels; quelques compagnies seulement furent maintenues en service.

L'évacuation de New-York par les troupes anglaises fut retardée quelque temps par des difficultés relatives au transport des tories qui allaient quitter la ville. Le 25 novembre enfin, Sir Guy Carleton s'embarqua avec les derniers détachements britanniques [2].

1. En octobre arriva Van Berckel, ministre des États-Généraux de Hollande, le premier agent diplomatique d'une puissance européenne accrédité près des États-Unis depuis la paix. Il fut reçu le 31 octobre par le Congrès.

2. Les loyalistes qui suivirent la retraite des Anglais étaient au nombre d'environ vingt mille. La plupart s'établirent à Halifax (Nouvelle-Ecosse) ou au Canada; ceux du Sud dans les îles Bahama ou dans les Antilles. Les lois de confiscation et d'exil passées contre les tories dans divers États restèrent quelque temps en vigueur

Le même jour Washington et Knox firent leur entrée dans New-York à la tête de la très faible troupe qui représentait désormais toutes les forces militaires organisées de l'Union [1].

Une semaine plus tard, le 4 décembre, le commandant en chef dont la mission était terminée, réunit ses officiers dans un cabaret près de la Batterie, et adressa ses adieux à ces compagnons d'armes dont quelques-uns avaient fait campagne avec lui, depuis le commencement de la guerre. Puis il se dirigea vers Annapolis, où siégeait le Congrès sous la présidence du Pennsylvanien Mifflin, un de ses anciens adversaires au temps des épreuves et des défaites.

A Philadelphie, il remit au *comptroller* la note de ses dépenses qui, pour l'espace de huit années, s'élevaient à 64 000 dollars. A quelques milles d'Annapolis (19 décembre), il rencontra Gates qui venait à sa rencontre, et lorsque les deux généraux entrèrent dans la ville, le canon tonna en l'honneur du libérateur de l'Amérique. Le 22, dans un grand banquet, des toasts furent portés aux États-Unis, à l'armée et à son chef, au Roi Très Chrétien, aux commissaires de la paix, aux vertueuses filles de l'Amérique. Le soir Washington assista à un bal donné dans la Maison de Ville par l'Assemblée du Maryland. Le lendemain il remit au Congrès, en audience publique, au milieu d'une grande affluence de spectateurs, sa commission de commandant en chef. Vingt délégués seulement étaient présents, assis et couverts, comme représentant la souveraineté de l'Union. Conduit à un siège placé en face du président, Washington prononça une courte allocution, dans laquelle il félicitait le Congrès de l'heureuse fin de la guerre, et le remerciait de l'autoriser à rentrer dans la vie privée. Mifflin répondit : « Les États-Unis, assemblés en Congrès, reçoivent avec une émotion profonde la résignation solennelle de l'autorité sous

en dépit de la recommandation platonique du Congrès, stipulée par le traité de paix. C'est une grande partie de l'ancienne aristocratie coloniale qui abandonnait ainsi le sol de l'Amérique. Le Parlement anglais vota en 1791 quinze et demi millions de livres sterling d'indemnités pour les loyalistes. Mais déjà beaucoup étaient rentrés en Amérique après le rappel successif des lois de confiscation. Carleton refusa de rendre les esclaves qui s'étaient réfugiés sous l'autorité britannique. Ils furent transportés dans la Nouvelle-Écosse et de là à Sierra-Leone.

1. Tous les ans est célébré à New-York par des réjouissances publiques et par une revue militaire l'anniversaire de ce jour de délivrance, *Evacuation Day*.

laquelle vous avez conduit leurs troupes au succès à travers une guerre périlleuse. Appelé par votre pays à défendre ses droits attaqués, vous avez accepté cette charge sacrée, alors qu'il n'avait encore formé aucune alliance, qu'il était sans amis et sans gouvernement pour vous soutenir. Vous avez conduit nos affaires militaires avec sagesse et courage, sans jamais oublier, au milieu de tous les désastres, les droits du pouvoir civil.... Vous quittez le théâtre de l'action avec les bénédictions de vos concitoyens; mais la gloire de vos vertus ne s'éteindra pas avec votre commandement militaire; elle continuera à inspirer les temps les plus reculés. »

Le jour même Washington quittait Annapolis et le lendemain 24 il arrivait à Mount-Vernon, à temps pour célébrer la fête de Noël dans sa chère maison qu'il avait quittée depuis neuf ans.

Avant de se séparer définitivement, les officiers de l'armée continentale, à l'instigation du général Knox, avaient constitué une société secrète destinée à perpétuer entre eux les relations amicales et les souvenirs héroïques de la lutte pour la patrie. Le goût régnant à cette époque pour les analogies classiques fit adopter aux associés le nom du vaillant et modeste capitaine romain qui avait quitté la charrue pour prendre la conduite de l'armée et qui était retourné à sa ferme dès que sa tâche militaire eut été accomplie. Ils s'appelèrent les Cincinnati. Les officiers de l'armée et de la marine pouvaient seuls faire partie de la société, dans laquelle, toutefois, par exception, quelques étrangers furent admis. La qualité de membre des « Cincinnati » devait se transmettre héréditairement, en ligne directe ou, à défaut de descendant mâle, par admission de parents de branches collatérales.

Les incidents qui venaient de se produire au camp de Newburg, les menaces peu voilées du pouvoir militaire au pouvoir civil, le vote du *Commutation Act*, l'épisode misérable de la fuite du Congrès devant une poignée de soldats mutinés, avaient tellement monté l'opinion publique contre tout ce qui se rattachait à l'armée, que la création de la société des Cincinnati provoqua dans tout le pays un déchaînement d'irritation dont on a peine à se faire une idée aujourd'hui. On y vit surtout une tentative de constituer, au milieu d'une population foncièrement démocratique, une aristocratie héréditaire. D'innombrables pamphlets furent

publiés, en Amérique et en Europe, contre le nouvel ordre. L'un d'eux portait la signature de Mirabeau Des Français avaient été en effet admis, et les insignes de la société, aigle et ruban bleu, furent portés à la cour de Louis XVI. Le populaire n'était pas seul hostile aux Cincinnati. Franklin ne leur ménagea pas ses railleries; Jay, John Adams et Samuel Adams réprouvaient le principe même et non seulement tel ou tel détail des statuts de cette confrérie militaire. Washington, qui avait accepté la présidence de l'association, fut effrayé de ce sentiment unanime de réprobation. Lors de la première assemblée générale (mai 1784) il proposa et fit accepter la suppression de la clause d'hérédité. Même avec cette atténuation qui enlevait presque toute importance à la société, les Cincinnati ne purent jamais trouver grâce devant les susceptibilités ombrageuses de l'opinion.

CHAPITRE LIV

LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'ANGLETERRE
IMPUISSANCE DU CONGRÈS

Les ennemis de l'Amérique au pouvoir en Angleterre (1783). — Négociations pour des traités de commerce (1784). John Adams à Londres (1785). — Anarchie économique. Propositions revisionnistes de Monroe et de Pinckney (1785-1786). — La conférence d'Annapolis (septembre 1786).

Les ennemis de l'Amérique au pouvoir en Angleterre (1783).

Tandis que Shelburne négociait la paix avec les États-Unis, la France et l'Espagne, lord North s'alliait avec Fox qui avait été vainement sollicité de se joindre au cabinet. Les coalisés se tinrent immobiles jusqu'au jour où les préliminaires furent signés, car ils ne voulaient point assumer la responsabilité des conditions de paix. Le 17 février 1783, lorsque les traités avec les États-Unis et les deux branches de la maison de Bourbon furent présentés au Parlement, les passions longtemps contenues se donnèrent carrière et l'opposition [1] fit une charge furieuse contre le ministère. Shelburne proposait de gagner les Américains par la promesse d'une revision libérale des lois commerciales; lord North répondit par une critique violente des concessions qu'avait faites le gouvernement, et surtout de l'abandon de la vallée de l'Ohio, des tribus indiennes et des loyalistes. Après douze heures de débat, le ministère se trouva en minorité de seize voix aux

1. Dirigée par lord North, Burke, lord George Germain, Carlisle, Stormont.

Communes. Dans la Chambre des lords il n'eut que treize voix de majorité. Shelburne donna sa démission (24 février).

Shelburne et Pitt auraient volontiers ouvert aux Américains le commerce des Indes anglaises occidentales. Fox prit le contre-pied de cette politique. Il déclara qu'une enquête était indispensable avant que l'Angleterre fît aux circonstances le sacrifice des « Lois de navigation ». Ayant pris le pouvoir avec lord North sous la direction nominale du duc de Portland, il laissa la Chambre abroger les lois commerciales prohibitives votées pendant la guerre, mais fit attribuer au Roi en conseil le pouvoir, pour un temps déterminé, de réglementer le commerce avec l'Amérique. Dès le mois de juillet suivant un ordre du Conseil interdit tout commerce entre les îles anglaises des Indes occidentales et les États-Unis, sauf à des bâtiments construits en Angleterre, possédés et montés par des sujets anglais.

Les facteurs les plus actifs des vicissitudes de la politique américaine au lendemain de la guerre doivent être cherchés dans ces restrictions commerciales appliquées par l'Angleterre aux Américains comme à des étrangers. La paix était à peine signée que les marchandises anglaises envahirent le pays et que des agents anglais vinrent s'établir dans tous les centres commerciaux. Les rivalités entre États rendaient impossible toute résistance combinée contre cette invasion [1]. On avait compté que la prospérité reviendrait avec la paix, et la population s'était jetée sur les marchandises britanniques, ne doutant pas de pouvoir payer avec les produits indigènes. En moins d'une année après la paix, les Américains avaient importé plus que ne pouvaient payer trois années d'ex-

1. Les treize États échelonnés sur les rivages de l'Atlantique n'avaient ni les mêmes intérêts (ils le croyaient du moins), ni les mêmes lois fiscales. Chacun possédait un système propre de revenus, et des procédés particuliers de perception. Dans les uns on tenait pour un tarif de douane élevé ; dans d'autres dominait l'idée libre-échangiste. Tout était troublé à la fin de la guerre, dans les esprits et dans les situations. Au milieu des anciennes habitudes d'économie avait fait irruption l'esprit de la spéculation. Dans chaque État, tandis que d'anciennes familles étaient ruinées, d'autres s'étaient enrichies et tenaient le premier rang. La piraterie ou les fournitures militaires avaient été les principales sources de ces fortunes soudaines. Ce qui augmentait encore le désordre, c'est que la réglementation du commerce, de même que celle de l'industrie et de l'agriculture, était un droit réservé des États. C'est du côté de son État et non vers l'autorité fédérale que le citoyen, dans sa détresse, tournait les yeux pour implorer un secours et solliciter le redressement de ses griefs.

portation. Ces importations excessives à bas prix furent un coup terrible aux manufactures domestiques, surtout lorsque le cabinet de Londres eut édicté l'interdiction formelle aux États du commerce si lucratif qu'ils faisaient jadis avec les Indes occidentales. Plus de riz, de tabac, de poix, de térébenthine, de navires à donner en paiement. L'Angleterre imposait un droit de 90 dollars par tonne sur l'huile recueillie par les pêcheurs du Massachusetts. Devenus par la guerre étrangers aux Anglais, les Américains n'avaient aucun droit de se plaindre d'être traités en étrangers. Seulement ils songèrent dès lors aux moyens de répondre par des représailles.

Le roi d'Angleterre espérait que les États-Unis allaient succomber sous l'action dissolvante de leurs jalousies intestines. On commençait même à regretter d'avoir fait un traité avec la collectivité des États, ou de n'avoir pas limité les accords à la concession de l'indépendance et à la paix [1]. Fox en était à se demander s'il était bien nécessaire de signer un traité définitif. L'insistance de Vergennes eut raison de ces velléités. Le 3 septembre 1783 le traité de paix définitif entre l'Amérique et l'Angleterre fut signé par Hartley pour la Grande-Bretagne, Adams, Franklin et Jay pour les États-Unis. Fox donna des ordres pour hâter le départ des troupes anglaises de New-York, mais lord North fit suspendre ceux qui avaient trait à l'évacuation des postes de l'intérieur à l'ouest et au nord-ouest, bien que le traité les reconnût comme partie intégrante du territoire des États-Unis au même titre que des villes comme Boston et Albany. Le ministère de la coalition ne vécut pas assez longtemps pour échanger les ratifications du traité. Mais celui qui lui succéda continua à l'égard des États-Unis la politique de lord North et de Fox.

1. Washington à Harrison, gouverneur de la Virginie, janvier 1784 : « La répugnance des États à conférer des pouvoirs plus étendus au Congrès pour le gouvernement fédéral, provoquera notre chute comme nation. Cela est pour moi aussi clair que l'A B C. Il importera peu que nous ayons obtenu la paix et l'indépendance, si nous ne parvenons pas à triompher de nos préjugés. Les puissances européennes le savent bien, et déjà les Anglais agissent dans cette conviction. Ils se flattent que nous ne serons jamais assez unis pour opposer à leurs mesures une résistance commune. Une extension des pouvoirs fédéraux ferait de nous une des nations les plus riches, les plus heureuses, les plus respectables du monde. Mais je prévois les plus tristes conséquences si nous conservons un gouvernement sans finances, boiteux, ne marchant qu'avec des béquilles et trébuchant à chaque pas. »

Cette première révélation des procédés qu'allait adopter le gouvernement britannique dans ses relations commerciales avec les États-Unis, provoqua un réveil salutaire et très opportun des idées unionistes. Les Virginiens, si jaloux cependant de tout accroissement du pouvoir du Congrès dans les affaires domestiques, et qui n'avaient assurément aucun intérêt spécial attaché au commerce des Indes occidentales, furent blessés dans leur amour-propre national par la brutalité de la politique restrictive de l'Angleterre. Ils firent, dans cette nouvelle circonstance, appel au concours des autres États, de même que pendant la guerre ils avaient vu dans l'Union le moyen suprême de salut. En décembre 1783, la Chambre des délégués adopta une résolution portant qu'il y avait lieu de conférer au Congrès le pouvoir d'adopter les moyens les plus propres à combattre les mesures décrétées par le gouvernement anglais contre la navigation américaine. Les législatures des autres États furent invitées à voter des résolutions analogues.

Négociations pour des traités de commerce (1784). John Adams à Londres (1785).

C'était un premier pas. Jefferson, délégué de la Virginie au Congrès, en fit un second quelques mois plus tard. Un comité dont il faisait partie décida, sur sa demande, de proposer au Congrès, et ensuite aux États, que l'Assemblée fédérale fût investie, pour une période de quinze années, du pouvoir de décréter des mesures communes de prohibition contre le commerce étranger. Cette motion fut adoptée par le Congrès sans opposition, mais n'eut aucune suite (avril 1784).

Jefferson venait en outre de rédiger au nom du Congrès les instructions déterminant les principes sur lesquels des négociateurs américains envoyés en Europe pourraient être amenés à conclure des traités de commerce avec telle ou telle puissance : réciprocité complète; abolition de toutes « lois de navigation » (dans le sens britannique); plus de distinction entre les ports métropolitains et les ports coloniaux; égalité, pour chaque partie, du droit de transporter ses propres produits sur ses propres navires dans tous les ports de l'autre partie et d'en enlever les produits, soit en fran-

chise complète, soit avec le traitement de la nation la plus favorisée. En temps de guerre : abandon de la course; inviolabilité des pêcheurs; limitation de la contrebande; liberté du commerce entre neutres et belligérants, sauf pour la contrebande de guerre; abolition du blocus fictif.

Ces instructions furent approuvées (mai 1784) par le Congrès : Adams, Franklin et Jefferson furent nommés, pour deux ans, membres d'une commission chargée de se rendre en Europe pour y négocier, sur les bases ci-dessus indiquées, des traités de commerce d'une durée de dix à quinze années.

Le Congrès s'ajourna ensuite au mois de novembre, après avoir institué un comité spécial auquel restaient confiées toutes les affaires exécutives pour le reste de l'année. Ce comité entra aussitôt en fonctions, mais en août les délégués des trois États de la Nouvelle-Angleterre se retirèrent. Les autres, ayant vainement attendu le retour de leurs collègues, en l'absence desquels ils ne pouvaient prendre aucune décision, partirent à leur tour, et les États-Unis restèrent ainsi plusieurs mois sans aucune représentation. Robert Morris écrivit en août à Marbois [1] que les États-Unis ne pouvaient payer l'intérêt pour l'année 1785 ni sur l'emprunt hollandais de 10 millions de livres garanti par la France, ni sur les emprunts français. Lui-même, le 1[er] novembre suivant, résigna ses fonctions de *superintendent of finances*. Ce même mois les membres du cinquième Congrès se réunirent à Trenton, mais si lentement, que Marbois put écrire le 20 à Rayneval : « Il n'y a en ce moment en Amérique ni gouvernement général, ni Congrès, ni président, ni chef d'aucun département administratif ».

Jefferson s'était embarqué le 5 juillet à Boston pour rejoindre en Europe ses deux collègues de la commission des traités de commerce. Lorsque les trois négociateurs furent réunis à Paris, ils informèrent le duc de Dorset, ambassadeur anglais près la cour de France, qu'ils avaient pleins pouvoirs pour négocier un traité de commerce avec la Grande-Bretagne, et qu'à cet effet ils étaient prêts à se rendre à Londres. Le gouvernement britannique fit longtemps attendre sa réponse. En mars 1785 seulement, l'am-

1. Chargé d'affaires de la légation française en Amérique.

bassadeur leur communiqua une note où il était demandé, peut-être ironiquement, quelle était la nature réelle des pouvoirs dont ils étaient investis, s'ils étaient purement commissionnés par le Congrès ou s'ils avaient reçu des pouvoirs séparés de chacun des États.

Les négociations s'arrêtèrent là pour l'instant. Franklin retourna en Amérique; John Adams fut nommé ministre à Londres, et Jefferson ministre à Paris. John Adams, présenté le 1er juin 1785 au roi George III par le secrétaire d'État, lord Carmarthen, exprima l'espoir de voir des relations amicales se rétablir promptement entre deux nations qui, bien que séparées par un océan et régies par des gouvernements dissemblables, avaient « la même langue, la même religion et le même sang ».

Le roi répondit [1] : « Je désire que l'Amérique sache bien que je n'ai rien fait dans la dernière lutte que ce que je me suis cru obligé de faire par mes devoirs envers mon peuple. J'ai été le dernier à consentir à la séparation; je serai le premier à rechercher l'amitié des États-Unis comme pouvoir indépendant. Aussitôt que je verrai prévaloir dans votre pays des sentiments comme ceux que vous venez d'exprimer, et une disposition à donner la préférence à l'Angleterre, dès ce moment je dirai que les similitudes de langue, de religion et de sang doivent avoir leur plein et naturel effet [2]. »

Mais l'Angleterre n'était que trop assurée d'obtenir, sans traité, cette préférence, ne fût-ce que par l'habitude qu'avaient les Américains de ne consommer que des marchandises anglaises. Le sentiment national dans la métropole était très peu favorable à l'égard des anciennes colonies devenues indépendantes. Pamphlets, journaux, cafés, Parlement, tous les organes de l'opinion professaient la résolution obstinée de maintenir contre leur commerce

1. *Diplomatic Correspondence*, IV, 200.

2. Le gouvernement français craignait beaucoup que les États-Unis n'accordassent des faveurs spéciales à l'Angleterre. Aussi, le Congrès, lorsqu'il se préparait en 1784 à traiter avec les nations européennes, donna-t-il au ministre de France l'assurance formelle qu'il ne concéderait à aucun peuple un traitement plus avantageux qu'aux sujets de Sa Majesté Très Chrétienne. Vergennes répondit : « Cette déclaration fondée sur le traité du 6 février 1778 est très agréable au Roi; et vous pouvez assurer le Congrès que les États-Unis trouveront constamment en France une parfaite réciprocité ». Un traité de commerce fut signé avec la Prusse en mai 1785 et ratifié à l'unanimité en mai 1786 par le Congrès.

les « lois de navigation » et les droits protecteurs. Les loyalistes réfugiés avaient tant de fois répété que les États américains ne seraient jamais unis que les Anglais en étaient convaincus et n'en voulaient plus démordre.

Écrivant à Jefferson et à Jay, Adams se désolait de son impuissance : « Je pourrais argumenter jusqu'à la mort sans rien obtenir.... Nous n'aurons de moyens de nous préserver que lorsque le Congrès aura reçu de nouveaux pouvoirs pour réglementer le commerce extérieur. »

Anarchie économique. Propositions revisionnistes de Monroe et de Pinckney (1785-1786).

Plusieurs gouvernements d'États paraissaient s'accommoder volontiers de cet état de choses. Celui de New-York notamment ne désirait aucun changement. Il tirait un assez bon revenu des taxes imposées à l'entrée et à la sortie des marchandises de son grand port, et commandait ainsi la situation économique non seulement de tout l'État de New-York, mais aussi de ceux de New-Jersey et de Connecticut dont le trafic se faisait par cette unique porte. Aussi, lorsque l'assemblée de l'État eut à renouveler, en mars 1785, sa délégation au Congrès, la composa-t-elle en majorité de membres opposés à toute revision de la constitution. Du même coup, par représailles contre les mesures prises en Angleterre, elle doubla les taxes à l'entrée pour les marchandises importées à New-York par navires anglais. Dans la ville même, il est vrai, où le Congrès vint s'établir bientôt (en cette même année 1785) l'idée d'une union nationale plus étroite entre les divers États conserva de nombreux partisans.

En Pennsylvanie le même sentiment de représailles contre les procédés de la Grande-Bretagne fit adopter (septembre 1785) un tarif de droits spécifiques et *ad valorem* destiné à la protection des manufactures indigènes [1].

1. Le bill, après la seconde lecture dans l'Assemblée, fut imprimé pour que le public pût en prendre connaissance et manifester son opinion, et ne fut finalement voté qu'après un délai de quelques mois. Déjà les producteurs de fer réclamaient pour leur industrie une énergique protection.

Dans les grandes cités commerciales des côtes de l'Atlantique, on était plus vivement frappé des graves inconvénients qu'entraînait l'incohérence de ce système de défense isolée. En avril des négociants de Boston, réunis à Faneuil Hall, élurent un comité chargé d'établir une correspondance régulière avec les négociants d'autres villes, afin de généraliser un engagement de ne plus acheter de marchandises anglaises à des facteurs anglais résidant en Amérique. Cette même ville, qui en 1783 tenait si ardemment pour le principe de la souveraineté absolue de chaque État dans les limites de son territoire, donnait maintenant à ses représentants à la législature du Massachusetts les instructions suivantes : « La paix n'a pas ramené la prospérité. Des étrangers ont accaparé notre commerce. Les transports et les finances d'Amérique sont menacés de ruine. Le gouvernement central doit encourager l'agriculture, protéger les manufactures, instituer un revenu public. La confédération n'a pas les pouvoirs suffisants pour la réalisation de ces fins. Il faut que le Congrès soit investi d'attributions qui correspondent aux besoins du pays. La législature du Massachusetts devra inviter le pouvoir exécutif à ouvrir pour cet objet une correspondance avec les gouverneurs des autres États. »

Le gouverneur du Massachusetts, James Bowdoin, développa avec énergie les mêmes idées dans son adresse aux Chambres et la législature donna mission à ses délégués au Congrès [1], de proposer la réunion d'une Convention pour reviser les Articles. Mais les délégués jugèrent bon de ne point se conformer à cet ordre, et firent connaître par écrit leurs raisons à Samuel Adams et au gouverneur Bowdoin qui ne purent que les trouver légitimes. Ces descendants des puritains démocrates de la Nouvelle-Angleterre redoutaient que le cri pour l'accroissement des pouvoirs du Congrès ne fût poussé que par des hommes rêvant un gouvernement aristocratique, dépensier et corrompu, avec le cortège habituel des emplois civils et militaires à distribuer, une armée permanente, des pensions.

Le cinquième Congrès se réunit à Trenton le 13 novembre 1784. La règle, qui avait été jusqu'alors de choisir à tour de rôle un pré-

1. Gerry, Holton et King.

sident parmi les délégués de chacun des États, fut violée cette fois par l'élection de Richard-Henry Lee (Virginie). Cet abandon du principe de la rotation fut une nouvelle cause de mécontentement et de jalousie chez les petits États. Trenton était un village. Ne pouvant trouver à s'y loger, le Congrès prit le parti de s'ajourner à New-York où rendez-vous fut pris pour le 4 janvier 1785.

Le nouveau président était l'adversaire le plus actif, le plus déterminé, de tout changement aux Articles de confédération. Avec lui le délégué le plus en vue de la Virginie était James Monroe, le futur président des États-Unis, alors âgé de vingt-cinq ans[1]. Lié avec la plupart des hommes les plus distingués de son État, Randolph, Madison, Jefferson, Marshall, et grand admirateur de Henry Lee, Monroe, membre du cinquième Congrès continental, « s'embarqua, écrit Bancroft avec son emphase habituelle, sur le flot du sentiment populaire soulevé contre la politique restrictive de l'Angleterre ». Il admettait, comme une nécessité évidente, que l'assentiment de neuf des États suffit pour investir le gouvernement de la confédération du pouvoir formel de réglementer le commerce et qu'un revenu fédéral fût tiré des importations, à la condition que la perception eût lieu sous l'autorité et au profit de chacun des États. Il fut mis à la tête d'un comité chargé de présenter un rapport sur la question. Le rapport fut déposé avec un projet de lettre destiné à en recommander les conclusions aux diverses législatures. Mais les mois se passèrent sans que ce rapport arrivât en discussion au Congrès. Monroe lui-même ne faisait rien pour rappeler ses propositions à l'attention de ses collègues. Les préjugés sudistes avaient repris leur empire sur son esprit. Il se demandait si le développement que le vote d'une loi générale de navigation donnerait au commerce maritime des États du Nord en lui assurant la protection et la sécurité, ne serait pas plus dommageable qu'utile à la prospérité des États du Sud.

Le rapport fut enfin discuté les 13 et 14 juillet. Il développait

1. James Monroe, né en 1759, quitta en 1776 le collège de William and Mary pour entrer dans l'armée. Blessé à Trenton, il s'éleva promptement au grade de colonel. En 1781 Jefferson parle de lui comme d'un « jeune Virginien, riche, de bonne famille ». Membre de l'Assemblée de Virginie (1782), puis du Conseil exécutif de l'État, il fut envoyé l'année suivante au Congrès et assista, à Annapolis, à la cérémonie de la remise, par Washington, de sa commission de commandant en chef.

les raisons pour lesquelles les États devaient se décider à attribuer au Congrès le droit de réglementer le commerce : protéger l'industrie domestique, assurer la réciprocité dans les relations commerciales avec les nations étrangères, combattre la politique restrictive de la Grande-Bretagne, favoriser la formation d'une marine. Richard-Henry Lee combattit ces conclusions; son autorité, son grand âge, son éloquence, la sympathie qu'il avait su inspirer à tous ses collègues, donnaient une force spéciale à ses arguments. Il déclara que la concession de nouveaux pouvoirs au Congrès mettrait en péril les libertés publiques, insista sur la divergence des États du Sud et du Nord, montra que huit États profiteraient d'une réglementation de commerce aux dépens des cinq autres, producteurs des principaux objets d'exportation, mais qui, n'ayant ni vaisseaux, ni marins, seraient victimes du monopole assuré au Nord pour le transport et la vente de leurs produits [1]. Aucune suite ne fut donnée, pour le présent, au rapport de Monroe.

Lorsque le sixième Congrès se réunit, à New-York encore, en novembre 1785, David Ramsay, de la Caroline du Sud, fut élu président. Jusqu'en janvier 1786 il n'y eut pas un nombre suffisant d'États représentés pour que l'assemblée pût délibérer. Enfin fut abordée, en février, par une motion de Charles Pinckney, la question de savoir s'il valait mieux que les défauts de la confédération fussent corrigés graduellement par le Congrès ou d'un seul coup par une Convention [2]. Le rapport du comité à qui cette motion fut renvoyée [3] présenta les conclusions suivantes : « Les réquisitions du Congrès, depuis huit ans, ont été si irrégulières dans leur fonctionnement et si évidemment improductives, que l'on ne peut les considérer pour l'avenir comme la source d'où la confédération doit tirer les fonds nécessaires à l'acquittement de ses obligations. Le comité croit donc que le devoir s'impose au Congrès de soumettre au jugement immédiat et impartial des États

1. Jacob Read à Madison, août 1785 : « Nous aurions besoin, grandement besoin, du concours de vos lumières et de votre expérience au Congrès. On ne peut s'empêcher de comparer le langage de 1785 à celui de 1783. »

2. Il ressort d'une lettre de Grayson à Madison (mars 1786) qu'il s'opérait à ce moment dans le Congrès un mouvement très actif d'opinion en faveur de la réunion d'une Convention générale.

3. King, Pinckney, Kean, Monroe, Pettit.

l'absolue impossibilité de maintenir le crédit du gouvernement fédéral au moyen de réquisitions temporaires, et l'urgence d'une adhésion complète de tous les États au système fiscal du 18 avril 1783. » C'était opter pour la réforme par le Congrès lui-même. Mais l'assemblée parut oublier complètement l'existence de ce rapport.

En mai, Pinckney impatient déposa une nouvelle motion : « Il est nécessaire d'informer les États de la situation réelle. Il faut que le Congrès soit investi de nouveaux pouvoirs ou c'est la chute du gouvernement fédéral. Le Congrès doit ou convoquer une Convention spéciale pour l'examen et le vote des réformes, ou opérer ces réformes lui-même par une pression constante sur les États [1]. Mais les esprits étaient toujours aussi hésitants. Monroe, de plus en plus incliné aux vues de Richard-Henry Lee, n'apercevait pas la nécessité d'étendre les pouvoirs du Congrès. « Il n'y a plus après tout, disait-il, qu'un seul État, le New-York, qui n'accepte point que le Congrès soit chargé de la réglementation uniforme du commerce. Cette opposition ne saurait se prolonger longtemps. »

Pinckney cependant ne se décourageait pas, et après que le système de la Convention eut été repoussé, il prit l'initiative de la proposition d'un certain nombre d'amendements aux Articles. Il y eut sur sa motion quinze jours de débats (juillet et août); puis un sous-comité (Pinckney, Dane et Johnson) fit un rapport final d'après les conclusions duquel il convenait d'ajouter aux treize Articles existants de la confédération, sept Articles nouveaux ainsi conçus :

1. Grayson écrit (28 mai 1786) à Madison qu'il croit fort douteux que les membres du Congrès parviennent à s'accorder sur les *amendements* qu'il faudrait proposer aux États : L'Assemblée fédérale devrait avoir les pouvoirs nécessaires pour : 1° réglementer le commerce; 2° empêcher les États d'émettre du papier-monnaie; 3° interdire le commerce des esclaves; 4° établir le siège du gouvernement au centre de l'Union (à Georgetown, faubourg actuel de Washington); 5° substituer au système du vote par État le vote proportionnel à la population. Il n'y a aucun espoir de voir se réaliser de telles réformes. Le Massachusetts se contenterait de la réglementation du commerce. Pinckney serait stupéfié en face d'une proposition tendant à empêcher les États d'importer de la *graine de Caïn*. New-York et la Pennsylvanie n'accepteraient pas le transfert du siège du gouvernement au centre de l'empire; le Rhode-Island, le New-Jersey, le Delaware ne consentiraient pas à abandonner l'égalité du vote pour un système de proportionnalité à l'importance de chaque État dans l'Union.

1° Le Gouvernement fédéral a le pouvoir de régler le commerce extérieur et intérieur, et de percevoir des taxes sur les importations sous certaines réserves tendant à respecter les droits des États;

2° Le Congrès impose des réquisitions aux États et fixe les époques où ceux-ci doivent voter des lois conformes. En cas de négligence d'un État à remplir ce devoir, il est frappé d'une amende de 10 à 12 p. 100 du montant de la réquisition le concernant;

3° Si cette négligence se prolonge dix mois et qu'une majorité des États ait rempli ses obligations par le vote de lois conformes, le Gouvernement fédéral a le droit de répartir lui-même la réquisition entre les comtés de l'État récalcitrant, et de percevoir les fonds par les fonctionnaires mêmes de l'État. Si ceux-ci refusent d'obéir, le Congrès les remplace par des percepteurs fédéraux. En cas d'opposition de l'État ou des citoyens à la perception effectuée dans ces conditions, la conduite de l'État est déclarée « une violation formelle du contrat fédéral »;

4° Il est tenu compte d'un intérêt à un État sur ses avances; les arriérés sont passibles d'un intérêt de taux égal;

5° L'assentiment de onze États sur treize est suffisant pour établir un nouveau système de revenu. Si le nombre des États augmente, la proportion nécessaire pour opérer ladite modification restera la même;

6° Les États-Unis définissent et punissent le crime de trahison contre eux-mêmes, la piraterie, les crimes commis en pleine mer. Ils établiront une cour fédérale de sept juges, choisis dans différentes parties de l'Union (quatre d'entre eux formeront un *quorum*), avec juridiction d'appel sur les tribunaux des États en toute matière concernant les traités avec les nations étrangères, ou le droit des gens, ou le commerce, ou les revenus fédéraux, ou les questions importantes dans lesquelles les États-Unis seraient partie;

7° Les États puniront ceux de leurs délégués qui négligent d'assister aux séances du Congrès, en les « disqualifiant » pour toutes fonctions fédérales ou d'État.

Il semble bien que l'adoption de ces nouveaux Articles, con-

trairement à l'opinion de Bancroft, aurait apporté une amélioration sérieuse à l'état de choses existant et donné un peu plus de force au Congrès. Mais ils ne constituaient pas assurément une solution très satisfaisante du problème et n'auraient pu finalement sauver les États-Unis de l'anarchie. On les discuta quelque temps dans le Congrès, puis, d'autres affaires survenant, ils disparurent de l'ordre du jour. Ce ne fut qu'un rapport de plus ajouté à tant d'autres sur le même sujet, dont se grossissaient les archives [1].

Cependant la situation ne cessait de s'aggraver. Le pays ne pouvait toujours pas payer même l'intérêt de sa dette extérieure. Dans les deux dernières années, le Congrès n'avait pas reçu de tous les États un demi-million de dollars en espèces, somme insuffisante pour les dépenses annuelles ordinaires, si réduites qu'elles fussent. Les États du Centre avaient payé assez régulièrement leur quote-part; la Nouvelle-Angleterre était en retard; les trois États du Sud n'avaient à peu près rien donné depuis la fin de la guerre. Le Congrès en revenait toujours au système de Madison (avril 1783); mais ce palliatif même était inapplicable par suite de l'opposition persistante du New-York, et déjà d'autres États mettaient certaines conditions nouvelles à la confirmation de leur assentiment.

Le Congrès pressant le gouverneur de New-York de convoquer la législature pour lui redemander encore la concession tant de fois inutilement réclamée, Clinton répondit qu'il n'avait le droit de convoquer la législature que dans des occasions extraordinaires, et que la question de l'impôt de douane de 5 pour 100 avait été déjà tant de fois débattue dans l'assemblée qu'elle ne pouvait rentrer dans la catégorie des conjonctures de cette espèce. L'incident dégénéra presque en une querelle aigre entre le Congrès et Clinton.

1. « .... Négligé par ses propres membres, insulté et menacé par des troupes mutinées, raillé par la presse, forcé d'errer de ville en ville à la recherche d'un logis, le Congrès perdait peu à peu toute importance nationale. Il votait des monuments qui ne furent jamais élevés, récompensait de grands services par le don de sommes d'argent qui ne furent jamais payées, formait pour le rétablissement des finances de sages projets qui ne furent jamais réalisés, et traçait sur le papier le plan d'une grande ville qui ne fut pas construite. » Mc Master, *History of the people of the U. S.*, I, 133.

Ainsi le Congrès n'avait pas voulu convoquer une Convention, et il ne pouvait ni s'entendre sur des amendements constitutionnels à présenter, ni lever un revenu annuel pour les dépenses du gouvernement fédéral, ni épargner à l'honneur de la nation le défaut de paiement de l'intérêt sur l'argent emprunté pour conquérir l'indépendance nationale.

La conférence d'Annapolis (septembre 1786).

Le 28 mars 1786 se réunit à Alexandria, près de Mount-Vernon, une commission mixte de délégués du Maryland et de la Virginie. Il s'agissait de préparer les termes d'une convention entre les deux États pour la juridiction sur les eaux de la baie de Chesapeake et du Potomac. Cet objet accompli, on s'occupa de politique générale, et Mason, un des commissaires, voisin et ami de Washington, fut chargé, par ses collègues, d'adresser un rapport à la législature de Virginie sur les points qui venaient d'être traités, et notamment sur l'avantage qui résulterait pour les deux États d'établir entre eux l'uniformité de droits d'entrée, de règlements de commerce et de circulation monétaire.

Dans tout le pays, en cette année 1786, les hommes adonnés à la politique discutaient avec passion la question des pouvoirs nouveaux à conférer au Congrès. Dans le conflit ardent d'opinions que ce débat provoquait en Virginie, Madison menait avec une énergie tenace la campagne en faveur de l'autorité fédérale. Dans un discours qu'il prononça en novembre devant la législature, peu de temps après l'ouverture de la session, il demandait quel danger la concession d'attributions nouvelles au Congrès pouvait faire courir aux libertés des États, alors qu'une telle réforme était absolument indispensable pour la conduite des relations avec le dehors, pour l'apaisement des rivalités entre les États et pour l'établissement d'un régime commun, intelligible aux nations étrangères disposées à commercer avec les États-Unis. La discussion du rapport de Mason lui fournit l'occasion de revenir sur cette thèse, et la majorité de la Chambre parut enfin gagnée à ses arguments. L'opposition, abandonnant alors la position principale, réussit à faire voter que toute concession éven-

tuelle de nouveaux pouvoirs au Congrès fût limitée à une période de treize années. C'était enlever toute signification à la réforme et Madison repoussa ce compromis : « Mieux vaut, écrit-il à Washington, continuer l'expérience et atteindre l'extrémité du mal afin de trouver le remède efficace, que d'essayer une mesure temporaire qui ne peut que barrer le chemin à une réforme définitive ».

C'était une boutade. Cette prétention d'attendre le mieux de l'excès du mal est du domaine de l'intransigeance. Que de fois certains adversaires de la république en France l'ont hautement professée, souhaitant sans vergogne que le pays tombât dans l'extrême gâchis, d'où sortirait le salut! ils l'espéraient du moins. Madison était un opportuniste; il eût fini par accepter une amélioration du mécanisme constitutionnel, même incomplète, précaire, limitée à un petit nombre d'années, plutôt que de laisser se perpétuer une situation qui conduisait à l'anarchie.

Sur ces entrefaites la législature virginienne reçut de l'Assemblée du Maryland une invitation à employer des efforts communs pour obtenir des autres États qu'une commission générale fût chargée de préparer un projet de réglementation commerciale uniforme pour toute l'Union. Madison n'était pas homme à laisser échapper une occasion si propice à l'avancement de ses idées favorites; mais il craignit, après avoir tant de fois plaidé lui-même ce procès, de compromettre le succès de la proposition du Maryland, s'il la présentait personnellement. Il réussit à la faire endosser par un de ses collègues, Tyler, qui était justement un partisan zélé de l'indépendance des États. Le coup réussit, et en janvier 1786 la proposition était votée par les deux Chambres. Les commissaires pour la Virginie furent immédiatement élus, Madison en tête de la liste; il fut décidé que la commission commerciale se réunirait le 11 septembre, à Annapolis, petite ville calme, où les délégués travailleraient à l'abri des influences du Congrès et des grands centres commerciaux. Le gouverneur de la Virginie fut chargé d'inviter les pouvoirs publics, dans les autres États, à envoyer des délégués à Annapolis. Madison avait essayé d'obtenir de la législature que l'invitation fût rédigée en des termes qui permettraient à la future commission de s'engager

dans une délibération générale sur la situation de l'Union. Mais il ne put gagner ce point. L'uniformité de la réglementation du commerce devait être l'unique objet de la Convention d'Annapolis.

Ce n'en était pas moins un acheminement sérieux vers la réunion ultérieure d'une Convention de revision générale, projet caressé depuis longtemps par Madison et Hamilton. Aussi ces derniers ne ménagèrent-ils point leurs efforts pour obtenir ce résultat essentiel, indispensable au succès définitif, que la réunion d'Annapolis comprît des délégués du plus grand nombre possible d'États. C'était toute une campagne à engager devant l'opinion publique. Hamilton, malgré l'opposition manifeste de Clinton, réussit à enlever l'adhésion de l'État de New-York. La Pennsylvanie et le Delaware nommèrent des délégués. Le New-Jersey était au plus fort de sa querelle avec le New-York, à cause des droits imposés par ce dernier à l'entrée de toutes les marchandises dans son grand port sur l'Atlantique. Irrité de se voir opprimé par son puissant voisin, le petit État de New-Jersey finit par déclarer qu'il ne paierait rien de la dernière réquisition fixée par le Congrès aussi longtemps que tous les États (et ici le New-York était visé, puisque seul il faisait obstacle à la réforme proposée) n'auraient pas accepté le principe de l'établissement d'un revenu commun. L'invitation de la Virginie trouvait donc de ce côté un terrain bien préparé. Le New-Jersey se hâta de nommer des délégués et leur engoignit de s'occuper non seulement de règlements commerciaux, mais encore de toutes réformes qui pourraient être proposées sur d'*autres matières importantes*.

En résumé, les États du centre répondirent volontiers à l'appel des Virginiens, mais là se borna le succès. Au sud, ni les Carolines ni la Géorgie ne désignèrent de délégués. Le Connecticut et le New-Hampshire s'abstinrent également. Le Massachusetts et le Rhode-Island nommèrent des commissaires; mais comme ceux-ci se dirigeaient, un peu tard, vers Annapolis, ils furent arrêtés en route par la nouvelle que la Convention s'était déjà séparée. Il y eut enfin une défection singulière, celle du Maryland. Cet État avait pris l'initiative de la commission commerciale et c'est sur son territoire que cette commission siégeait; elle n'y envoya point de délégués.

Le 11 septembre 1786, jour fixé, les deux délégués de New-York, dont l'un était Hamilton, arrivèrent à Annapolis et y trouvèrent dix autres commissaires représentant les quatre États du New-Jersey, du Delaware, de la Pennsylvanie et de la Virginie. Dickinson, de la Pennsylvanie, fut élu président. Les États représentés étant en si petit nombre, l'objet ostensible de la conférence ne pouvait être atteint, et à peine quelques observations furent-elles échangées sur la question commerciale. On se borna à établir, car tous les délégués se trouvèrent d'accord sur ce point, qu'une convocation pour une autre Convention à mandat pratiquement illimité était nécessaire. Hamilton résuma ces vues dans un rapport qui fut adopté à l'unanimité le 14. Ce document proposait que tous les États s'entendissent pour envoyer des délégués à une Convention générale qui se réunirait à Philadelphie le second lundi de mai 1787 « pour considérer la situation des États-Unis, délibérer sur les moyens de rendre la constitution du gouvernement fédéral capable de satisfaire aux exigences de l'Union, et présenter au Congrès des résolutions de telle nature qu'avec l'agrément de cette assemblée et l'assentiment des législatures de tous les États, le résultat poursuivi fût enfin obtenu ». Le rapport signé par Dickinson fut adressé au Congrès et à toutes les législatures, et les délégués se séparèrent.

Ils n'avaient pas perdu leur temps. Dans les décisions prises par cette douzaine d'hommes était en effet le germe de la constitution définitive qui a contribué si fortement à faire des États-Unis ce qu'ils sont aujourd'hui.

Ils se retiraient cependant fort perplexes et peu confiants dans l'avenir. Nous savons de quelles grandes choses cette petite conférence d'Annapolis fut le point de départ. Mais ni Hamilton, ni Madison, ni aucun de leurs collègues n'eût osé affirmer que les États s'engageraient dans la voie ouverte vers une union plus parfaite. Pouvaient-ils seulement se dire assurés que la Convention de Philadelphie se réunirait?

LIVRE VIII

EXTENSION TERRITORIALE
LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS
LA CONSTITUTION FÉDÉRALE

CHAPITRE LV

LA SOUVERAINETÉ DES ÉTATS

La désunion après la guerre. — L'indépendance de fait de plusieurs États antérieure à l'indépendance officielle des États-Unis. — Théorie de Holst. La question de souveraineté.

La désunion après la guerre.

Lorsque la paix fut signée en 1783 entre les Américains et l'Angleterre, Thomas Paine écrivit sur un ton exalté que le temps des épreuves était passé. Au contraire, dit John Fiske[1], on entrait dans la phase des épreuves les plus terribles. « Il n'est pas exagéré de dire que la période des cinq années qui suivirent la guerre a été l'instant le plus critique dans l'histoire du peuple américain. Les dangers dont nous avons été sauvés en 1788 étaient encore plus grands que ceux que nous avons courus de 1861 à 1865. » Il y a en tout cas un contraste frappant entre l'énergie avec laquelle ont été conduites les hostilités pendant la guerre de la sécession et la langueur constante des opérations, l'apathie apparente de la population pendant la guerre pour l'indépendance.

1. *The Critical Period of American History*, 1888.

L'historien anglais Lecky prétend trouver l'explication de ce contraste dans l'hypothèse que la révolution américaine a été l'œuvre de quelques *leaders* ultra-radicaux, dont les opinions extrêmes n'avaient nullement les sympathies de la masse de la population [1]. Dans tout paradoxe il y a une part de vérité. Lecky n'a pas absolument tort en attribuant beaucoup à l'impulsion donnée au mouvement révolutionnaire par des hommes comme Samuel et John Adams, Patrick Henry, Isaac Sears, Rutledge et quelques autres. Il serait pourtant difficile de faire passer Washington pour un ultra-radical. D'ailleurs si l'exposé que nous avons fait des événements qui ont précédé et préparé la guerre de l'indépendance a une signification, on ne peut nier que les loyalistes, au moment de la réunion du Congrès de 1774, n'aient été qu'une minorité en face des patriotes soit actifs, soit passifs ou même indifférents, qui accomplirent avec ardeur ou laissèrent accomplir sans regret l'œuvre révolutionnaire.

La langueur des hostilités tient à d'autres causes que celle qu'invoque Lecky. Nous les avons successivement analysées : la principale fut la faiblesse extrême du gouvernement central improvisé au début de la guerre et plus tard reconstitué par une assemblée d'hommes imprégnés de préjugés locaux, disposés à voir le spectre de la tyrannie se dresser sur le minimum d'autorité extérieure aux États, que les nécessités de la guerre les obligeaient à édifier de leurs mains. La population n'eut vraiment une certaine ardeur pour la cause commune que jusqu'à la déclaration de l'indépendance. Ensuite elle s'en remit à ses chefs, et aux alliés de l'Amérique, du soin de terminer l'entreprise. Avant même la fin de la guerre on voit les affaires locales, le développement des institutions particulières, prendre le pas sur les intérêts généraux dans les préoccupations des hommes les plus distingués de la Révolution. « Il n'y a plus ni Virginiens, ni Caroliniens, ni New-Yorkais, avait dit en 1775 Patrick Henry, nous sommes tous Américains ! » A l'envi ces patriotes cessaient maintenant de penser, de sentir en Américains, pour redevenir plus exclusivement que jamais des New-Yorkais, des Caroliniens, des Virginiens. En

1. *History of England in the Eighteenth Century*, III, 447.

vain le Congrès les appelle, chacun d'eux a plus de goût à siéger dans l'assemblée de son État natal, où la vie politique et le mouvement social prennent une étonnante intensité, où s'agitent les questions qui passionnent, où d'ailleurs l'autorité est forte, l'action sur le peuple directe et décisive. Quel intérêt au contraire apporter à ces délibérations du Congrès qui n'aboutissent qu'à des recommandations impuissantes, à des ordres que nul ne se soucie d'exécuter, où la grande affaire est d'imposer des réquisitions que les gouvernements des États paient le moins possible, quand il leur plaît de condescendre à payer?

La guerre? Washington et son armée ne sont-ils pas là pour la mener? Qu'importe que les troupes soient mal nourries, plus mal vêtues encore et payées si rarement! C'est au Congrès et au commandant en chef à y pourvoir. Cependant les États ont levé eux-mêmes des troupes et les ont équipées et doivent suffire à leurs besoins : les autorités locales s'acquittent de ce devoir sans y mettre le moindre zèle, avec une secrète répugnance contre la force qu'elles ont été contraintes de créer.

Lorsque la guerre est enfin terminée, grâce à d'habiles combinaisons de Washington, à une belle campagne de La Fayette, à une admirable défense de Greene et au concours si opportun de la flotte de Grasse et du corps d'armée de Rochambeau, le sentiment de l'utilité de l'union s'affaiblit si vite que bientôt il n'en reste rien dans l'immense majorité de la population. Les derniers liens s'usent et tombent, et le faisceau se brise. On continue de vénérer Washington, d'exalter ses services, de s'enorgueillir devant soi-même et devant l'étranger des vertus du héros. Quant à l'armée, on n'a qu'une hâte, la voir se dissoudre, qu'un désir, qu'elle disparaisse. L'opinion publique, sans souci de se montrer ingrate, oublie l'héroïsme de ses défenseurs, s'aigrit contre l'uniforme et s'impatiente jusqu'à ce que les derniers hommes du dernier régiment se soient fondus dans la masse des citoyens. On a vu quel *tolle* soulevèrent les officiers, pour avoir voulu perpétuer entre eux par l'institution de l'ordre des *Cincinnati* le souvenir de leurs campagnes, les liens d'amitié formés par une longue communauté de souffrances et de gloire.

L'armée licenciée, Washington rentré à Mount-Vernon, plus

d'intérêt commun, aucune autre raison de rester unis que la nécessité de présenter aux nations de l'Europe une sorte de conseil responsable, chargé, pour le compte des États-Unis, d'exécuter le traité de paix et d'en réclamer l'exécution par l'autre partie contractante. Les États-Unis, en tant que nation, avaient à rembourser des sommes considérables, intérêt et capital, à la France, à l'Espagne et à la Hollande. Le Congrès serait encore chargé de ce soin, et il continuerait pour cet objet ses réquisitions comme au temps de la guerre. Quoi encore? c'est tout. On eût trouvé difficilement d'abord une autre tâche au Congrès, puisque l'activité politique était désormais toute concentrée dans les États.

L'indépendance de fait de plusieurs États antérieure à l'indépendance officielle des États-Unis.

C'est là qu'il faut suivre le développement de cette activité. Là seulement, dans l'ardeur avec laquelle chacune des treize communautés émancipées, repliée sur elle-même, se mit à remanier, à perfectionner ses institutions propres, pour les adapter à ses goûts spéciaux, à sa contexture sociale, dans la somme d'énergie dépensée à cette tâche toute locale, à cette œuvre entièrement particulariste, se trouve l'explication de l'indifférence avec laquelle, de 1783 à 1787, l'immense majorité des esprits considéraient la décadence, l'état misérable de l'autorité centrale. Les États-Unis se dirigeaient à grands pas vers l'anarchie, la banqueroute, la dislocation et probablement la guerre civile, tandis que chacun des États, pris à part, se relevait peu à peu des désastres de la guerre, croissait en population, revisait sa constitution républicaine, réalisait d'importantes réformes sociales et religieuses et envoyait de hardis pionniers dans l'Ouest prendre possession des immenses plaines de la rive gauche du Mississipi, définitivement acquises à la collectivité des États par le traité de paix.

Voilà pourquoi, après avoir montré cette collectivité réduite à l'impuissance et inspirant du mépris aux nations européennes, il convient d'examiner ce qui se passait dans chacune de ces républiques. On découvre dans cette étude la plus sûre raison de

l'étonnant succès avec lequel, à un jour donné, les délégués de ces républiques, chargés de dresser une constitution générale, s'acquittèrent de leur mission. Pour élever l'édifice fédéral ils n'avaient pas à chercher au loin les matériaux. Chacune des délégations les apportait tout prêts de l'État qui l'envoyait à Philadelphie.

L'historien Schouler dit : « L'ère de la construction fédérale fut en même temps une ère de reconstruction locale [1] ». Il serait plus exact, plus conforme à la vérité logique et à la réalité chronologique des faits, de dire que la reconstruction locale a précédé et préparé la construction fédérale.

Un des premiers actes auxquels se hasarda le Congrès continental, lorsque la nécessité des choses l'amena à sortir du cercle étroit des pétitions au peuple de la Grande-Bretagne, fut d'adresser à chacune des anciennes colonies la recommandation de se donner un gouvernement autonome, autrement dit d'accommoder ses institutions existantes à sa condition nouvelle d'État indépendant.

Pour cela, dans la plupart des cas, il y avait peu de chose à faire. L'Assemblée, dans chaque colonie, était déjà un produit de l'élection. Là où le conseil avait été jusqu'alors un corps nommé par le roi ou par le gouverneur royal, la nomination devait passer au peuple, ou à l'Assemblée agissant de concert avec le gouverneur. De même pour le corps judiciaire, et pour le gouverneur lui-même ou chef du pouvoir exécutif, agent du pouvoir souverain.

Le souverain jusqu'alors avait été le roi de la Grande-Bretagne ; désormais le souverain était le peuple de la colonie. L'allégeance passait naturellement du roi au peuple ; c'est au gouvernement de la colonie représentant le peuple, que désormais chaque citoyen devait la fidélité qu'il avait due jusqu'alors au souverain de la métropole.

De là, le dogme si profondément établi aux États-Unis de la souveraineté populaire. Où aurait résidé la souveraineté, dès lors que tout lien était rompu avec la mère patrie, puisqu'il ne restait rien en dehors de la colonie, et que *l'indépendance de fait*

1. James Schouler, *History of the United States of America, under the Constitution*, vol. I, p. 17.

de la colonie se trouvait antérieure à l'indépendance officielle des États-Unis déclarée par le Congrès? Le peuple seul, et le peuple de chaque colonie pour le territoire délimité par les frontières de celle-ci, pouvait recueillir cette souveraineté tombée en déshérence.

Le Congrès ne prit même pas l'initiative d'adresser aux diverses provinces cette recommandation de constituer des gouvernements autonomes. Il ne le fit, et non sans quelque hésitation, que sur la sollicitation de deux colonies de la Nouvelle-Angleterre. En tout cas quatre provinces sur treize s'étaient déjà donné des constitutions indépendantes [1], lorsque le Congrès se décida enfin à proclamer l'indépendance des États-Unis. Ces premières constitutions étaient fort imparfaites; elles furent rédigées hâtivement, sous la pression des événements, quand la guerre déjà faisait rage. C'est la charte coloniale elle-même, remaniée, qui devint la constitution d'État, et suggéra même l'idée de la constitution écrite.

A ces quatre premières constitutions, antérieures à la déclaration de l'indépendance, on peut ajouter celles du Connecticut et du Rhode-Island qui n'étaient autres que les anciennes chartes coloniales. Ici il n'y eut pas lieu de faire le plus petit changement de forme, puisque les chartes de ces deux colonies présentaient cette singularité qu'elles laissaient aux habitants le choix non seulement de l'Assemblée, mais encore du conseil et du gouverneur. Aussi les habitants du Connecticut et du Rhode-Island n'éprouvèrent-ils qu'un demi-siècle plus tard le besoin de se donner une nouvelle constitution écrite. L'ancienne satisfaisait à toutes les exigences de la situation, sous la seule réserve de la substitution de l'autorité (c'est-à-dire la souveraineté) du peuple à celle du roi et du parlement d'Angleterre.

En mai 1776 le Connecticut vota la loi suivante : « Qu'il soit édicté par le gouverneur et le conseil et la Chambre des députés assemblés en Cour générale, que l'ancienne forme de gouvernement civil, contenue dans la charte de Charles II, roi d'Angleterre, et adoptée par le peuple de cet État, sera et restera la constitution civile du Connecticut, sous la seule autorité du peuple de cet État, indépendant de tout roi ou prince quelconque, et que cette

1. Dans le premier semestre de 1776 : le New-Hampshire le 5 janvier, la Caroline du Sud le 26 mars, la Virginie le 1er juillet, le New-Jersey le 2 juillet.

république est et sera et restera toujours un État libre, souverain et indépendant sous le nom d'État du Connecticut. » Suivaient trois paragraphes contenant une courte déclaration de droits. Et ce fut tout jusqu'en 1842.

Six colonies sur treize avaient donc proclamé et établi leur indépendance et se trouvaient dotées d'institutions appropriées à ce nouvel état, lorsque le Congrès déclara l'indépendance des États-Unis. Ces faits, dûment constatés, ne nous permettent pas d'adopter la théorie du savant historien Holst qui, dans son *Histoire constitutionnelle des États-Unis* [1], veut que l'indépendance nationale ait précédé, créé et absorbé l'indépendance des États.

Théorie de Holst. La question de souveraineté.

Voici en substance la théorie de Holst :

Jusqu'en 1781, c'est-à-dire jusqu'à la ratification des Articles de confédération par tous les États, le Congrès resta le gouvernement national *en droit* et *en fait*, entrant en cette qualité en relations avec les puissances étrangères et prenant des engagements au nom de la masse de la nation. Quant aux colonies, prises individuellement, jusqu'à la déclaration commune de l'indépendance, elles se considérèrent comme des dépendances de l'Angleterre. Elles restèrent des « colonies » jusqu'à ce que leurs représentants réunis en Congrès eurent déclaré solennellement, au nom du peuple entier, que ces « colonies unies » étaient des « États libres et indépendants ». La transformation des colonies en États n'a donc pas été la conséquence *d'un acte spontané des colonies prises isolément*; elle s'accomplit par l'initiative du Congrès révolutionnaire au nom du peuple pris en masse. Chaque colonie n'est devenue un État qu'en tant que faisant partie des États-Unis, et parce que sa population était une fraction du peuple [2].

1. Dr H. von Holst, *Verfassung und Demokratie der Vereinigten Staaten*, vol. I.

2. C'est la théorie soutenue par Lincoln dans son message du 4 juillet 1861 : « The States have *their status in the Union*; and they have *no other legal status*.... The Union is older than any of the States, and in fact, it created them as States. » (L'Union est plus ancienne qu'aucun des États et, en fait, les a créés comme tels.) Il ne faut pas oublier qu'en juillet 1861 la guerre était déchainée entre les partisans de l'Union et les défenseurs de la souveraineté des États. Lincoln ne pouvait parler avec l'impartialité de l'histoire.

Il nous semble que l'existence, bien constatée en fait, de six constitutions d'États, proclamant la souveraineté du peuple de chacun d'eux, et antérieures à la déclaration commune d'indépendance, est absolument contradictoire avec la doctrine résumée ci-dessus. Holst a raison d'insister sur cette question qui devait prendre dans la suite de l'histoire des États-Unis une telle importance. Mais il a tort de ne pas laisser les faits de 1776 dire simplement leur propre histoire, de vouloir absolument les faire entrer dans une théorie que les républicains de 1861 à 1865 n'ont réussi à faire triompher que par le fer et le sang, par le sacrifice de plus d'un million d'hommes.

Il est bien exact qu'au moment précis où les délégués réunis à Philadelphie proclamèrent l'indépendance par un acte solennel du Congrès, les termes mêmes dont ils se servirent (*the people of....*) impliquaient la formation d'une nation nouvelle, et que tous en eurent le sentiment. Les barrières qui avaient jusqu'alors empêché une union politique des treize colonies tombaient subitement. Un peuple venait de naître, dit M. Holst, et rien ne pouvait plus être changé à ce fait, quelle que pût être plus tard la mesure dans laquelle, au moment de l'organisation du nouvel État, on s'attacherait à conserver les traditions de l'ancienne existence coloniale. Le fait était accompli avant que personne eût songé à demander quelles conséquences légales en pourraient sortir.

Tout cela est juste, mais ne détruit pas le fait de l'existence antérieure de souverainetés, éphémères sans doute, mais complètes, absolues dans leur courte durée. En tout cas la déclaration commune ne fut pas plus tôt proclamée que la masse du peuple et presque tous les chefs eux-mêmes du mouvement commencèrent à se raidir de toutes leurs forces contre la réalisation pratique des conséquences que l'acte accompli devait entraîner. En un mot chacun de ces États, naguère souverains, chercha désormais à retenir la plus grande part possible de la souveraineté dont, en une heure d'enthousiasme, l'abandon venait d'être consenti pour l'établissement de l'Union.

La première manifestation de ce revirement fut que le Congrès ne put se résoudre à proposer que les États ne fussent pas représentés au Congrès en tant qu'États, mais bien leur population

(plus ou moins nombreuse et proportionnellement au nombre), comme fraction du *peuple américain*. L'égalité de vote fut maintenue entre les États dans les Articles de confédération. On reconnaissait en principe que Patrick Henry avait raison en proclamant qu'il ne connaissait plus ni Virginiens, ni Pennsylvaniens, ni New-Yorkais, mais seulement des Américains. En fait on agit suivant le principe contraire. Dès que la question fut posée, elle fut nettement résolue contre l'opinion de Patrick Henry [1]. Un particularisme étroit, à courte vue, s'éveillait aussitôt qu'il s'agissait des relations de ces petites républiques entre elles. A l'origine, le seul lien fut une communauté d'intérêts; le sentiment national ne se développa qu'au cours de la lutte contre l'Angleterre et s'éteignit presque entièrement après la paix [2].

Il est remarquable que, parmi les innombrables amendements que les législatures des États proposèrent, entre 1776 et 1778, aux Articles de confédération, il n'en est pas un seul proposant de modifier le mode de représentation et de votation au Congrès. John Adams, Patrick Henry, Wilson avaient raison lorsqu'ils soutenaient le point de vue national; ils pensaient en philosophes. Mais à côté et en dehors de la logique il y a les faits. Le particularisme était « dans la chair et dans le sang » des habitants de ces communautés politiques [3]. Il éclatait dès que le moindre intérêt local entrait en conflit avec l'intérêt général.

De là tant d'équivoques, et des interprétations si différentes de mots qui semblent avoir une signification toute simple, tels que *Confédération*, *Union*, etc. Washington écrira en 1785 : « L'étranger éprouve tour à tour que l'Union est souveraine et que les treize États sont souverains. Nous sommes tantôt *une* nation et tantôt *treize* nations, selon nos convenances et nos desseins. Dans ces conditions, qui voudrait entrer en relations avec nous ? »

Un fait curieux, mis en lumière par Holst, prouve quel progrès

1. Ce fut là le premier de cette longue série de *compromis* par lesquels les Américains ont toujours cherché et souvent réussi à se débarrasser de questions irritantes.

2. Ces hommes avaient connu jusqu'alors un sentiment national, mais qui avait ses racines dans le sol de la mère patrie et non dans celui du Nouveau Monde. Combien d'habitants de ces colonies n'eurent pas le cœur déchiré à l'idée de n'être plus Anglais ?

3. Voir Holst.

rapide fit, immédiatement après la déclaration d'indépendance, le sentiment particulariste. Le 11 juin 1776, un comité avait été chargé par le Congrès de préparer un plan de confédération. Le 12 juillet le Congrès était saisi du projet élaboré par ce comité. C'était huit jours exactement après la Déclaration de l'indépendance. Dans le projet ne se trouve pas le mot de souveraineté appliqué aux États. L'article 2 était ainsi conçu : « Chaque colonie retiendra autant qu'il paraîtra convenable de ses *lois, droits et coutumes actuels,* et se réserve à elle-même le droit exclusif de diriger et de régler sa police intérieure, en toutes matières qui ne seraient point contraires aux Articles de confédération [1] ».

La discussion des Articles fut longue au Congrès. Commencée en juillet 1776, ajournée d'août 1776 à avril 1777, elle ne se termina qu'en novembre 1777, et voici ce qu'était devenu au cours de cette longue élaboration l'article 2 : « Chaque État conserve sa *souveraineté, sa liberté* et *son indépendance*, et tout pouvoir, juridiction et droit qui n'est point expressément délégué par cette confédération aux États-Unis assemblés en Congrès [2] ».

C'est sur cette expression de *souveraineté* que s'engagea le long procès entre les centralistes et les particularistes. C'est sur cet article que Jefferson, à côté de Richard-Henry Lee, bientôt Patrick Henry lui-même, plus tard Calhoun et toute l'école de la souveraineté des États, établirent leur terrain légal, leur base de défense. Les États revendiquaient cette souveraineté que la déclaration d'indépendance ne pouvait leur avoir fait perdre et ils n'entendaient en abandonner telle ou telle fraction au Congrès que par délégation expresse.

Au contraire John Quincy Adams, dans son *Discourse of the Constitution,* se demandera comment chaque État pouvait conserver la souveraineté qu'il n'avait *jamais* possédée. Madison, dans la Convention de 1787, déclarera, de son côté, que les États

1. Each *colony* shall retain as much of its *present laws, rights and customs,* as it may think fit, and reserve to itself the sole and exclusive regulation and *government of its internal police,* in all matters that shall not interfere with the Articles of confederation.

2. Each *State* retains *its sovereignty, freedom and independence*, and every power, jurisdiction and right, which is not by this confederation expressly delegated to the United States in Congress assembled.

n'avaient jamais possédé *les attributs essentiels de la souveraineté* [1].

Les Articles de confédération reposaient sur le principe suivant : que chaque colonie, à partir du jour de la Déclaration d'indépendance, était devenue en fait et en droit un État indépendant, qui pouvait bien contracter une union fédérative avec les autres États, mais seulement quand et dans la mesure où il lui plairait de le faire. Rien ne l'obligeait que son intérêt. Ce principe visait les relations des colonies à l'égard les unes des autres. On avait voulu régler d'une manière permanente la situation intérieure. La guerre avec l'Angleterre était au contraire une nécessité passagère, en vue de laquelle le Congrès était pourvu d'attributions mal définies. Les États lui avaient volontiers délégué les attributions de souveraineté à l'égard des relations avec l'étranger, mais sous un système de restrictions telles qu'en lui donnant ces attributions on lui refusait virtuellement le pouvoir de les exercer, ce qui faisait dire à Washington (octobre 1785) : « La Confédétion me paraît n'être rien de plus qu'une ombre sans substance ».

En 1777 et 1778 on en était donc revenu à cette conception que la souveraineté de l'Union était une création artificielle, tandis que la souveraineté des États était leur condition originelle, naturelle.

Chacun d'eux avait toujours eu son gouvernement particulier; la révolution n'avait fait que lui donner en plus la part de pouvoir exercée jusqu'alors par les fonctionnaires du gouvernement anglais. Le changement s'accomplit très vite. Avant la fin de 1776 quatre autres États (outre les six qui avaient ouvert la voie de janvier à juillet 1776) s'étaient donné des constitutions écrites, le Maryland, le Delaware, la Pennsylvanie et la Caroline du Nord; en 1777 la Géorgie et le New-York suivirent l'exemple. Le Massachusetts ferma la marche en 1780. Mais cet État n'était-il pas déjà absolument indépendant, réellement souverain, depuis Lexington?

1. Madison avait raison s'il entendait dire que les États n'avaient pas eu le temps d'exercer ces attributs essentiels. On a vu plus haut que les six États qui se déclarèrent individuellement indépendants avant la déclaration du 4 juillet 1776, ne jouirent que pendant quelques semaines ou quelques jours, de la plénitude tout au moins implicite de la souveraineté.

Plusieurs de ces constitutions avaient été élaborées à la hâte, sans débat sérieux, par les législatures. Elles furent promptement remplacées par d'autres plus soigneusement étudiées (New-Hampshire, Caroline du Sud, Virginie, New-Jersey). En 1778 le Conseil et la Chambre des représentants du Massachusetts rédigèrent une constitution et la soumirent, système appliqué pour la première fois, à l'approbation du peuple, qui la rejeta parce qu'elle ne contenait pas une déclaration des droits (*bill of rights*), et parce qu'elle n'était pas l'œuvre d'une Convention spéciale (assemblée constituante). Une Convention fut convoquée en 1779, et un comité, composé des deux Adams, John et Samuel, et de Bowdoin, proposa en 1780 un projet de constitution qui fut adopté par la Convention et ratifié par le peuple. John Hancock fut le premier gouverneur du Massachusetts sous cette constitution qui, plusieurs fois amendée sur des points spéciaux, est encore aujourd'hui en vigueur.

Les citoyens des États s'attachèrent vivement à leurs constitutions écrites et aux gouvernements créés sous l'égide de ces constitutions. D'ailleurs dans le cours ordinaire de la vie civile et dans les relations des individus avec le gouvernement local, la séparation entre le présent et le passé était peu tranchée. Les tribunaux rendaient la justice d'après les anciens statuts; les législatures issues du suffrage populaire faisaient des lois et fixaient les impôts comme elles l'avaient fait auparavant. Quant au Congrès, il ne représentait qu'un moyen dont les États se servaient dans un but déterminé, la guerre avec l'Angleterre, l'alliance avec la France et avec l'Espagne, les emprunts auprès de ces deux États, la conclusion de la paix. Il n'était pas, comme les gouvernements d'États, l'incarnation d'une conception morale, toujours présente dans la conscience du peuple.

Les Articles de confédération portaient que les États avaient contracté entre eux une alliance amicale. On avait joint à cette épithète caractéristique celle d'éternelle. Mais celle-ci ne représentait guère plus que la formule traditionnelle dans les traités d'alliance que concluent des puissances étrangères l'une à l'autre, et qui se rompent aussitôt que l'une des deux parties trouve son avantage dans la rupture du pacte. En résumé, le Congrès fut

considéré souvent par les États comme une sorte d'organe étranger, une réunion de délégués dont les membres recevaient des instructions de leurs souverains et dont les décisions n'étaient exécutées que si les souverains le trouvaient bon. C'est pour cela que le Congrès finit par voir se tourner contre lui ce sentiment de répulsion contre toute autorité extérieure, qu'avait développé la longue lutte légale des colonies contre la tutelle de la métropole.

CHAPITRE LVI

LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS

Clauses générales des Constitutions des États. Désaccord entre les faits et les principes d'égalité et de liberté. — L'émancipation religieuse. — L'esclavage. La question de l'importation des noirs et la Déclaration des droits.

Clauses générales des Constitutions des États. Désaccord entre les faits et les principes d'égalité et de liberté.

Les premières constitutions écrites des États étaient toutes naturellement fondées sur le principe de la souveraineté populaire et présentaient la forme républicaine. Aucune cependant n'était encore strictement démocratique. Dans toutes se retrouve, sous des traits plus ou moins nettement accentués, la séparation des pouvoirs en départements législatif, exécutif et judiciaire.

Sauf dans la Pennsylvanie et la Géorgie, qui adoptèrent le système d'une Chambre unique, les législatures furent partout composées de deux chambres, à l'image du Parlement anglais et des assemblées coloniales où les lois étaient faites concurremment par la réunion des délégués élus et par le conseil issu de la nomination du gouverneur. Ces législatures reçurent divers noms, Chambre des représentants, Chambre des bourgeois, Assemblée, pour la réunion la plus nombreuse; Conseil ou Sénat pour l'autre chambre. Généralement les membres de la première chambre étaient élus pour une année (pour deux ans dans la Caroline du Sud). Les conseillers ou sénateurs, élus également par le peuple, recevaient au contraire leur mandat pour plusieurs années (quatre

ans dans la plupart des cas, cinq dans le Maryland, le New-York et la Virginie, deux ans dans le Massachussets, un an dans le New-Hampshire). Dans le Maryland l'élection des sénateurs était à deux degrés. Plusieurs constitutions ne donnaient qu'avec une qualification pécuniaire le droit de prendre part à l'élection des sénateurs.

Le pouvoir exécutif était confié à un fonctionnaire unique, appelé président et assisté d'un comité, dans le New-Hampshire, la Pennsylvanie et le Delaware, portant le nom de gouverneur dans les autres États. Le gouverneur était élu dans huit États par la législature, dans cinq autres (New-York, Massachusetts, Connecticut, Rhode-Island et New-Hampshire) par le peuple. En général, le gouverneur ne pouvait agir qu'avec le concours d'un comité exécutif choisi par la législature parmi ses propres membres. Sauf dans le Massachusetts, le New-York, le New-Hampshire et le Maryland, la nomination aux emplois exécutifs ou judiciaires était réservée à la législature. Seul, le gouverneur du Massachusetts posséda à l'origine le droit de veto.

Les lois anglaises formèrent la base de la jurisprudence dans les États comme naguère dans les colonies. Toutes les lois coloniales qui n'avaient été encore expressément ni abrogées ni modifiées restèrent en vigueur. Dans tous les États, sauf dans la Géorgie, une cour suprême fut établie ou maintenue pour reviser et corriger les décisions des tribunaux inférieurs. Dans la Géorgie, le jury fut déclaré juge de la loi comme du fait et les décisions de chaque tribunal de comté étaient sans appel. Dans le New-York, le Sénat fut déclaré Cour suprême des Erreurs, assisté, comme la Chambre des lords en Angleterre, par le chancelier et les juges. Les formes anciennes de la procédure subsistèrent partout, la justice étant rendue au nom du peuple de l'État comme elle l'était jadis au nom du roi. Les gens de loi, juges ou avocats, s'obstinèrent dans une imitation de plus en plus étroite des formalités et de la pratique des tribunaux anglais, opposant ainsi un obstacle à peu près invincible à toutes les tentatives de réforme de la procédure. Les juges étaient nommés : pour une année et par le peuple dans la Géorgie; pour une année et par la législature dans le Connecticut et le Rhode-Island; pour sept années et par l'Assem-

blée, dans le New-Jersey, le Delaware et la Pennsylvanie; à vie (sauf démérite) et par la législature dans la Virginie et les deux Carolines; à vie et par le gouverneur assisté du conseil, dans le Massachusetts, le New-Hampshire, le New-York et le Maryland.

Les délégués au Congrès étaient désignés chaque année par la législature dans tous les États, sauf dans la Géorgie et le New-Hampshire où cette désignation était réservée au peuple.

Le droit de suffrage ne fut nulle part concédé sans restriction. Pouvaient seuls voter les hommes libres payant un impôt dont la quotité était variable selon les États, ou, dans quelques-uns de ceux-ci, possédant une étendue minimum de terres. Peu à peu ces restrictions tombèrent l'une après l'autre, et le principe du suffrage universel gagna du terrain jusqu'à s'étendre, à la fin de la guerre de la sécession, aux anciens esclaves.

Le partage égal des biens fonciers entre tous les enfants ou leurs héritiers fut établi par la constitution de la Géorgie. Les constitutions des autres États restèrent muettes sur ce point. Mais voici quelles étaient les coutumes au moment de la révolution : Dans le New-Jersey, la Pennsylvanie, le Delaware et toute la Nouvelle-Angleterre, partage égal entre les enfants, sauf une double part au fils aîné; dans le New-York et dans les colonies du Sud, application du droit britannique de primogéniture. Moins de vingt années après la guerre, le principe du partage égal fut adopté par tous les États, même par l'aristocratique Caroline du Sud [1].

Les rentes de la couronne étant abolies par la révolution, les États assumèrent dans les limites de leur juridiction la propriété de toutes les terres non encore concédées et le droit de préemption sur celles qu'occupaient les Indiens. Dans la Pennsylvanie la famille Penn conserva ses propriétés privées et obtint, pour la perte de ses droits généraux sur les terres non concédées, une indemnité considérable, sans préjudice de celle qu'elle reçut en outre du gouvernement anglais. Henry Harford, héritier bâtard du dernier des Calvert, fut moins heureux et n'obtint rien du Maryland.

1. Caroline du Nord, 1784; Virginie, 1785; New-York et Maryland, 1786; New-Hampshire et Massachusetts, 1789; Caroline du Sud, 1791; Connecticut, 1792; Pennsylvanie et Delaware, 1794; Rhode-Island, 1796.

La théorie des droits égaux de tous les hommes, proclamée dans la Déclaration des droits des colonies, reprise dans la Déclaration de l'indépendance, adoptée implicitement ou expressément comme la base fondamentale de tous les nouveaux gouvernements d'États, se heurtait, dans l'application, à de formidables obstacles, avant tout à l'anomalie monstrueuse de l'esclavage, qui existait à l'état de fait dans chacune des colonies avant 1776.

Aucune constitution d'État ne parla de l'esclavage, sauf celle du Delaware qui interdit l'importation des esclaves sur son territoire. Au commencement de la guerre le congrès provincial du Massachusetts défendit l'enrôlement des nègres. Plus tard, en 1780, la cour suprême de cet État considéra la déclaration insérée dans le *bill des droits* du Massachusetts (à savoir que tous les hommes sont nés libres et égaux) comme une prohibition de l'esclavage.

Dès 1783 en Pennsylvanie un *act* de l'Assemblée interdit l'introduction des esclaves et déclara libre toute personne qui naîtrait désormais dans l'État. En 1784 des lois semblables furent votées dans le Connecticut et le Rhode-Island. L'introduction d'esclaves avait déjà été interdite dans la Virginie en 1778. Quatre ans plus tard fut rappelée une ancienne loi coloniale qui interdisait les émancipations. Ce ne fut qu'en 1805 que toutes les anciennes restrictions à la libération des noirs furent rétablies dans cet État.

Pratiquement, pendant la période révolutionnaire, tous les États prohibèrent l'introduction chez eux d'esclaves noirs, sauf les trois les plus méridionaux, la Géorgie, la Caroline du Sud et la Caroline du Nord. Encore celle-ci, en 1786, établit-elle un droit de cinq dollars par tête à l'entrée de nègres esclaves, « cette introduction, dit la loi, ayant de fâcheuses conséquences et étant hautement impolitique ». On ne trouve pas mention dans ces constitutions d'États des *indented servants* (esclaves à temps limité). La guerre avait interrompu toute importation de cette catégorie de serviteurs et la classe en disparut peu à peu aux États-Unis.

L'émancipation religieuse.

Avant 1776, de grandes différences existaient entre les États au point de vue de la religion. La Nouvelle-Angleterre était peuplée

de non-conformistes, qui, un siècle auparavant, avaient rejeté de leur union particulière les habitants de Rhode-Island pour cause de dissidence avec les doctrines étroites du congrégationalisme. Cette dernière secte conserva quelque temps encore dans le Massachusetts son influence politique et morale et l'appui officiel. Des pénalités sévères étaient maintenues contre les citoyens qui mettaient en question les notions orthodoxes concernant la nature, les attributs et les fonctions de la Divinité ainsi que l'inspiration divine de l'Ancien et du Nouveau Testament.

Dans le Rhode-Island l'égalité des droits existait pour tous les cultes, à l'exclusion du catholicisme. Le droit de suffrage fut cependant rendu aux catholiques en 1784 dans cet État. Les quakers dans la Pennsylvanie et dans le Delaware avaient établi la liberté religieuse absolue. Le Maryland, fondé par des catholiques, était depuis longtemps repris par l'église anglicane qui dominait aussi dans la Virginie et les autres États du Sud, ainsi que dans le New-York, comme culte légal et officiel. Mais la plupart des membres du clergé épiscopalien et anglican avaient des tendances tories; cette église devenait ainsi impopulaire. Elle ne devait pas tarder à perdre l'appui du pouvoir public tout en conservant ses biens fonciers et ses richesses acquises.

Dans les Carolines, la religion officielle de l'État était la religion chrétienne protestante : tout habitant, sous peine de n'avoir aucune part aux droits politiques, devait reconnaître l'existence de Dieu et croire à des peines et à des récompenses futures. Toute secte protestante fondée sur cette croyance avait le droit de former une église ou congrégation indépendante, élisant ses ministres, et soutenue par des contributions volontaires de ses membres.

La haine du papisme étant toujours vivace, les catholiques étaient exclus des emplois publics dans un certain nombre d'États.

Dans la plupart des États, sauf la Nouvelle-Angleterre et le New-York, nul n'était contraint d'assister aux offices dans une église quelconque ou de payer une taxe pour le soutien d'une maison de culte. Il fallut plusieurs années de lutte intérieure pour qu'il en fût ainsi dans la Virginie. Ce n'est qu'en 1785 que la législature, grâce aux efforts de Jefferson et de Madison, adopta le *Reli-*

gious Freedom Act, qui abolit toutes taxes paroissiales et consacra sur des principes définitifs la pleine liberté de conscience.

En 1776 la Chambre virginienne avait déjà dispensé les dissidents de payer les contributions pour le soutien de l'Église établie. Il s'agissait maintenant d'enlever tout caractère obligatoire au paiement de ces contributions, même pour les membres de l'Église officielle. Ce fut fait en 1779. Comme les habitants de la Virginie étaient en majorité dissidents, baptistes ou presbytériens, il en résulta qu'à la fin de la guerre le nombre des ministres anglicans était tombé de 91 à 28. Un quart des paroisses avaient cessé d'exister.

Pour parer à cet affaiblissement de la religion (résultat, pensaient-ils, de l'absence de contribution obligatoire pour le maintien de l'église), et à la décadence de la morale publique qui en était la conséquence, des membres de l'église épiscopale protestante se rattachèrent au système du soutien impartial par l'État de toutes les formes de la religion chrétienne. Ces vues étaient défendues par Patrick Henry, le gouverneur Harrison, le chancelier Pendleton, Richard-Henry Lee et beaucoup d'autres des citoyens les plus éminents de la Virginie. Mais les presbytériens en général et les baptistes en masse repoussaient tout système d'alliance de leur église avec l'État.

Patrick Henry proposa en 1785 l'établissement d'une contribution pour les ministres qui *enseigneraient la religion chrétienne*, quelle que fût d'ailleurs leur secte.

Madison, en l'absence de Jefferson, dirigea l'opposition contre ce projet. Le bill fut l'objet d'un rapport : chaque citoyen, en payant sa contribution, déclarerait à quelle société il entendait qu'elle dût profiter. S'il refusait d'en faire cette affectation, sa contribution serait appliquée à l'entretien d'une école du comté. Le rapport passa les deux premières lectures; à la troisième il fut arrêté. Il dut être imprimé et distribué afin que le peuple pût l'examiner. La population avait donc le choix entre un projet de Jefferson établissant la liberté religieuse complète, présenté depuis six ans à l'Assemblée, et défendu actuellement par Madison, et le bill de Patrick Henry. Ce choix fut bientôt fixé en faveur du premier système.

Le bill de Jefferson gagnait en effet peu à peu toutes les sympathies de l'opinion publique; il fut voté par la Chambre en décembre 1785, et par le Sénat en janvier 1786. La principale clause en était ainsi conçue : « Aucun citoyen ne pourra être contraint de soutenir de ses fonds aucun culte, édifice ou ministre religieux, ni n'aura à souffrir du fait de ses opinions ou de ses croyances. L'opinion en matière de religion n'affectera en aucune façon les capacités civiles. Les droits ainsi affirmés font partie des droits naturels de l'humanité. »

Le Maryland suivit immédiatement l'exemple de la Virginie; dans les autres États où existaient encore des lois contraires au principe de la liberté religieuse, ces lois furent successivement rappelées.

L'esclavage. La question de l'importation des noirs et la Déclaration des droits.

Du nombre de 300 000 au milieu du XVIII[e] siècle, la population nègre esclave avait passé en trente ans à celui de 600 000 [1]. Elle avait doublé, loin de s'étioler; on comptait en outre environ 50 000 nègres libres, et presque toute cette population noire était concentrée dans les quatre États principaux du Sud. Il a été dit sommairement dans le précédent chapitre comment les États dans leurs constitutions avaient traité par simple prétérition la question de l'esclavage. Il nous faut revenir sur ce point.

Au moment où commença la guerre de l'indépendance, l'esclavage existait, comme un fait brutal, accepté, dans les treize colonies. Mais ni la *Common Law*, ni le droit statutaire d'Angleterre,

1. 697 897, en 1790, d'après le premier recensement fédéral. Voici comment ce dernier nombre se trouvait réparti :

ÉTATS DU NORD		ÉTATS DU SUD	
New-Hampshire	158	Delaware	8 887
Vermont	17	Maryland	103 036
Rhode-Island	952	Virginie	293 427
Connecticut	2 759	Caroline du Nord	100 572
Massachusetts	»	Caroline du Sud	107 094
New-York	21 324	Géorgie	29 264
New-Jersey	11 423	Keutucky	11 830
Pennsylvanie	3 737	Tennessee	3 417
Total	40 370	Total	657 527

Le nombre des noirs libres s'élevait, à la même date, à 60,000.

fondement du droit américain, ne donnait à ce fait un caractère légal [1]. Il est vrai que le gouvernement royal avait constamment favorisé l'importation des esclaves dans les colonies, et opposé son veto aux tentatives isolées qui avaient eu pour objet d'empêcher cette importation. Lord Dartmouth dit en 1774 : « Nous ne pouvons laisser les colonies entraver ou décourager à un degré quelconque un trafic si fructueux pour la nation ».

Les colons étaient convaincus de la légitimité de l'esclavage et c'est à peine si on peut noter çà et là avant la guerre de 1776 l'expression de quelques doutes à ce sujet [2]. Dans quelques États, par exemple en Virginie, on commença d'être frappé des inconvénients politiques et économiques de l'esclavage avant d'en mettre en question la moralité. Ce n'est qu'au cours de la lutte contre la métropole pour la défense des droits coloniaux que le côté moral de la question attira l'attention et prit rang parmi les préoccupations de l'opinion publique. Il ne fut d'abord discuté qu'à la lumière de la religion positive; mais le débat ne tarda pas à sortir de l'enceinte des églises des différentes sectes. L'esprit philosophique du XVIII[e] siècle obligea les Américains à raisonner sur un fait social si étrange. Après avoir longtemps regardé les nègres

1. La question de la propriété des nègres fut portée pour la première fois devant les tribunaux anglais (Butts v. Penny) en 1677. Il fut prononcé que, les nègres étant habituellement vendus et achetés comme marchandise entre négociants, et étant d'ailleurs des infidèles, il y avait en eux un caractère suffisant de propriété pour justifier une « action en restitution de chose trouvée ». Vingt ans plus tard, 1697, parut une décision du chief-justice Holt, en contradiction complète avec cette doctrine : « Dès qu'un nègre entre en Angleterre il est libre ». (Smith v. Browne and Cooper.) En 1702, nouvelle décision du même jurisconsulte : « La chose appelée esclave n'existe pas de par la loi anglaise ». (Smith v. Gould.) Le sentiment public n'en continua pas moins, dans la métropole comme dans les colonies, à favoriser le commerce des esclaves. Depuis les décisions de Holt cependant, des planteurs américains, visitant l'Angleterre accompagnés de quelques esclaves, eurent à plusieurs reprises à se défendre contre des actions en revendication de liberté, fondées à la fois sur ces décisions et sur le fait que les nègres avaient été baptisés.

En 1729 des négociants anglais intéressés dans le commerce avec l'Amérique obtinrent de l'attorney général Yorke et du solicitor général Talbot une consultation écrite qui fit loi dans les quarante années suivantes, portant que le baptême ne constituait pas un obstacle à l'esclavage et que des esclaves nègres pouvaient être possédés en Angleterre comme dans les colonies. C'était là de hautes autorités, car Yorke et Talbot furent tous deux chanceliers et le premier fut même chief-justice. Enfin une décision solennelle de la Cour du Banc du Roi (King's Bench) condamna ultérieurement l'opinion extra-judiciaire de Yorke et de Talbot et la loi anglaise fut définitivement fixée en faveur de la liberté.

2. Voir chapitre XXXI.

comme du bétail, on eut conscience de la monstrueuse iniquité qui se commettait, et on ne put se calmer longtemps avec la pensée que le seul fait d'être transportés en Amérique assurait les bénédictions du christianisme à des païens jusque-là condamnés à l'enfer.

Avec la révolution de 1776, la lutte pour certains droits politiques prit, sous l'influence des théories des philosophes français, le caractère d'un grand combat pour la liberté en général, et les doctrines idéalistes entrèrent en conflit avec le « fait » de l'esclavage. Attaquer directement l'esclavage, on n'y pouvait penser ; mais on crut pouvoir assurer l'extinction graduelle du fléau par l'interdiction de l'importation de nouveaux esclaves.

C'était une espérance vaine, l'événement l'a prouvé. On s'explique cependant sans peine les illusions qui l'avaient fait naître. D'après les chiffres donnés ci-dessus on voit qu'en 1775 il y avait à peu près un demi-million d'esclaves dans les colonies sur une population totale de 2 750 000 habitants. On supposait que l'accroissement de la population libre serait plus rapide que celui de la population esclave, et que la proportion se modifierait d'année en année en faveur de la première si l'entrée des colonies était fermée à de nouvelles cargaisons noires. On comptait en outre sur les progrès de l'émancipation. Tôt ou tard tous les maîtres d'esclaves en arriveraient à penser comme Laurens de la Caroline du Sud, lorsqu'il disait : « Je fais des plans pour donner la liberté à un grand nombre de mes esclaves. Je me heurte à beaucoup d'obstacles, les lois, les habitudes de mon pays, mon propre égoïsme, celui de mes concitoyens. Ce sont là de grosses difficultés; elles ne sont cependant pas insurmontables. Je ferai pendant ma vie tout ce que je pourrai et laisserai le reste à de meilleurs que moi [1]. »

Il ne suffisait pas que l'opinion se familiarisât avec ces vues humanitaires, et il se trouva d'abord une majorité disposée à

1. Lettre citée par Holst. Voir encore cette lettre de Patrick Henry à un quaker (janvier 1773), où le tribun virginien s'étonne d'être le maître d'esclaves achetés de ses deniers : « Je suis entraîné par les inconvénients sans nombre auxquels se heurte la vie sans esclaves. Je ne veux ni ne peux justifier cela. Si coupable que soit une telle conduite, je rendrai hommage à la vertu en reconnaissant l'excellence de ses préceptes et en me lamentant de ne pouvoir régler mes actes sur eux. »

donner une sanction à de telles aspirations. La Chambre des bourgeois en Virginie protesta un jour hautement contre l'inhumanité du trafic des nègres. Dans la première ardeur du sentiment libéral qui animait la résistance armée des colonies à l'autorité royale, le Congrès de 1774, rédigeant les articles d'association de non-importation (20 octobre), qui, discutés dans les Conventions coloniales et dans les assemblées de comtés, furent adoptés dans tout le pays, y insérait cette clause remarquable : « A partir du 1er décembre 1774, l'importation d'esclaves dans les Colonies-Unies sera absolument interdite ».

Il est à noter que quelques-unes des plus emphatiques déclarations en faveur de cet article vinrent d'États du Sud qui furent plus tard les défenseurs les plus acharnés des intérêts fondés sur l'esclavage. Ainsi une déclaration des représentants du district de Darien en Géorgie se termine par ces mots : « Nous prenons la résolution de faire en tout temps tous nos efforts pour libérer les esclaves de cette colonie dans les conditions les plus équitables pour eux comme pour les maîtres [1] ».

Le 6 avril 1776 le Congrès ronouvela l'interdiction d'importer des esclaves, sans qu'une réclamation surgît d'aucune partie du pays.

Aussi Jefferson, chargé de rédiger la Déclaration d'indépendance, n'hésita-t-il pas à insérer cette fameuse phrase où George III était flétri [2] pour le veto qu'il avait toujours opposé aux tentatives coloniales tendant à empêcher ou à limiter « cet horrible commerce ». Mais déjà la vivacité du sentiment libéral était émoussée et la phrase dut être supprimée par le Congrès sur la demande des délégués de la Caroline du Sud et de la Géorgie.

1. « Afin de montrer que nous ne sommes mus par aucun motif intéressé, mais par un sentiment de philanthropie générale, qui ne connait aucune distinction de climat, de langage ou de configuration corporelle, nous déclarons ici désapprouver et abhorrer la pratique antinaturelle de l'esclavage en Amérique, en dépit de tous les arguments spécieux que l'on peut mettre en avant, tels que la nécessité d'assurer la culture de notre sol; pratique fondée sur l'injustice et la cruauté, et hautement dangereuse pour nos libertés comme pour notre vie, plaçant au-dessous de la dignité d'hommes une partie de nos semblables, corrompant la vertu et la moralité de l'autre partie, et posant sur des fondations mauvaises la base des libertés pour lesquelles nous luttons. Nous prenons en conséquence la résolution de.... »

2. La conduite du Roi était qualifiée d' « attentat cruel contre la nature humaine ».

Cette suppression est un véritable événement historique, car elle eut une influence décisive sur l'attitude du Congrès à l'égard de la question de l'esclavage. On ne recula pas aussitôt; mais on n'osa plus avancer et par là fut perdu tout le terrain conquis. Il fut entendu, tacitement d'abord, expressément ensuite, que désormais la question ne regarderait plus le Congrès et que le problème de l'émancipation serait laissé aux États dont chacun, en vertu de ses droits de souveraineté, en poursuivrait la solution d'après ses vues et ses intérêts particuliers. Les décisions de 1774 à 1776 n'avaient aucune force légale; avec la proposition de laisser aux États isolés le règlement de toutes les questions commerciales, le Congrès renonçait à ramener sous quelque forme que ce fût, dans le cercle de sa compétence, la question de l'importation des esclaves [1]. Aussi, lorsque cette assemblée qui, en tant que produit de la révolution, n'avait eu que des pouvoirs de fait, reçut des Articles de confédération des attributions légales, toute compétence à propos de l'esclavage lui fut enlevée.

L'excuse du Congrès, auteur lui-même des Articles de confédération, est que pendant la guerre il ne pouvait accorder à la question qu'une attention très limitée. D'ailleurs il était assez naturel que le même esprit qui réservait exclusivement la souveraineté des États en matière civile pour des questions aussi graves que celles du mariage, des successions et de toutes les autres relations de la vie sociale, la réservât aussi pour ce point particulier des rapports des maîtres et des esclaves, où les intérêts et les vues étaient si divergents au Nord et au Sud.

A la fin de la guerre l'esclavage continuait donc à exister légalement dans tous les États, sauf un, le Massachusetts. Il est vrai que les États du Nord avaient été bien plus loin, dans leur action particulière, que les premiers congrès continentaux. Dans le New-York, l'idée de l'émancipation progressive gagnait du terrain. On pouvait prévoir le temps prochain où seraient adoptées les mesures propres à réaliser ce dessein. La Pennsylvanie, grâce à une série de résolutions, avait déjà préparé une prompte et complète sup-

1. Voir Holst, vol. I.

pression du fléau sur son territoire. Dans le Massachusetts, avant même la déclaration d'indépendance, les tribunaux avaient rendu plusieurs décisions impliquant le principe que l'esclavage n'avait pas d'existence légale dans la colonie.

Les efforts antiesclavagistes reprirent un caractère national après la terminaison de la guerre. La société d'abolition de la Pennsylvanie, suivie bientôt par celle du New-York, se remit à l'œuvre avec énergie. Peu de temps après l'entrée en vigueur de la constitution fédérale, d'autres sociétés d'abolition s'organisèrent dans le New-York, le Rhode-Island, le Connecticut, le Maryland, la Virginie et le New-Jersey. Dans la Virginie, l'importation des esclaves avait été encore une fois interdite en 1778 et un comité de l'Assemblée proposa même un plan pour une émancipation légale progressive. Il ne fut donné à cette proposition aucune suite, et peu à peu les États du Sud laissèrent comprendre combien peu ils croyaient à la fin prochaine de la « monstrueuse institution ».

Il n'en restait pas moins que la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776 contenait cet énoncé célèbre : « Nous considérons comme parfaitement *claires et évidentes* les vérités suivantes : que tous les hommes ont été créés *égaux*; qu'ils sont doués par leur Créateur de certains *droits inaliénables*; que, parmi ceux-ci, il faut ranger la vie, la *liberté*, la recherche du bonheur !... »

L'inexorable logique de cette déclaration devait entraîner avec le temps la ruine de l'institution établie sur la méconnaissance de l'égalité fondamentale et du droit de tous les hommes à la liberté.

CHAPITRE LVII

CONDITIONS SOCIALES ET INTELLECTUELLES APRÈS LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

Accroissement de la population pendant la guerre. Le Massachusetts et la Virginie. — Diversité dans l'état social et économique. Les villes. — Communications. Papier-monnaie. La presse. Les Collèges. L'Église anglicane. Le méthodisme. Les catholiques.

Accroissement de la population pendant la guerre. Le Massachusetts et la Virginie.

Le domaine des États-Unis, constitué par le traité de paix qui venait d'être signé avec l'Angleterre, couvrait un peu plus du quart, mais moins que le tiers de sa superficie actuelle. A l'est et à l'ouest, l'océan Atlantique et le Mississipi lui formaient des frontières naturelles. Au nord les grands lacs séparaient les États émancipés des régions restées en possession de la Grande-Bretagne et notamment du Canada; au nord-est, entre le Saint-Laurent et l'Océan, et au nord-ouest, entre le lac Supérieur et le Mississipi, la fixation de la frontière était restée indécise et devait donner lieu plus tard à de longues controverses. Au sud le 31e degré de latitude nord séparait les États-Unis des possessions espagnoles, Floride et Louisiane.

Une faible partie seulement de cette superficie quatre fois grande comme la France était jusqu'alors occupée par les Américains, et cependant la population s'était rapidement accrue depuis le commencement de la guerre. Les chiffres que l'histoire a

recueillis à cet égard ne sont qu'approximatifs, le premier recensement officiel pour l'ensemble des États n'ayant eu lieu qu'en 1790. On évalue en général à 2 750 000 habitants blancs et noirs, la population des États-Unis en 1775. Huit ans plus tard, 1783, le chiffre total s'élevait[1] à 3 250 000, dont 2 600 000 blancs et 650 000 noirs (divisés en 600 000 esclaves et 50 000 noirs libres). Le recensement de 1790 donna une population de 3 929 000 blancs et noirs[2]. L'augmentation fut donc, dans les quinze années de guerre et d'agitation constitutionnelle, de 1 200 000 habitants, soit de 45 pour 100.

En 1790 la Virgine était encore l'État le plus considérable, contenant à lui seul 748 000 habitants, c'est-à-dire le cinquième de la population totale. Venait ensuite la Pennsylvanie avec 434 000. Le Massachusetts avait perdu, au point de vue du nombre, son ancienne prépondérance et n'arrivait plus qu'en quatrième rang avec 379 000, après la Caroline du Nord (394 000). Le New-York et le Maryland avaient l'un et l'autre plus de 300 000 habitants (340 000 et 320 000); la Caroline du Sud et le Connecticut plus de 200 000 (249 000 et 238 000), le New-Jersey et le New-Hampshire plus de 100 000 (184 000 et 142 000). Trois États et trois Territoires avaient chacun moins de 100 000 habitants et, par conséquent, étaient ensemble moins peuplés que la seule Virginie : le Maine (96 000), le Vermont (85 000), la Géorgie (82 000), le Kentucky (74 000), le Rhode-Island (69 000), le Delaware (59 000). Enfin le recensement attribuait 35 000 habitants aux établissements du Tennessee. Le Maine, le Vermont, le Kentucky et le Tennessee n'étaient pas encore constitués en États[3].

Les trois principaux membres de la Confédération, au point de vue du nombre des habitants, étaient donc la Virginie, la Pennsylvanie et la Caroline du Nord; les trois plus faibles, le Delaware, le Rhode-Island et la Géorgie. Les cinq États du Sud, Maryland,

1. Bancroft, Schouler, McMaster.
2. Le seul État de New-York a aujourd'hui près de 6 millions d'habitants; les quarante-quatre États et les cinq Territoires, ensemble 64 millions.
3. Le Kentucky, détaché de la Virginie, et le Vermont, détaché du New-Hampshire et du New-York, furent admis comme États en 1791. Le Tennessee, détaché de la Caroline du Nord, entra dans l'Union, comme État, en 1796. L'admission du Maine, détaché du Massachusetts, n'eut lieu qu'en 1820, et il avait, à cette époque, 298 000 habitants.

Virginie, Caroline du Sud, Caroline du Nord et Géorgie avaient ensemble 1 784 000 habitants, c'est-à-dire bien près de la moitié de la population totale, mais, il est vrai, presque toute la population noire.

Les Américains se vantaient dès cette époque de posséder un pays de quinze cent milles en longueur du nord au sud et s'étendant à l'ouest à travers des plaines d'une fertilité merveilleuse jusque dans des régions encore inexplorées. Seulement ils n'avaient qu'à jeter les yeux autour d'eux pour voir que la surface même couverte par les États existants était encore en bien des parties un désert. Une ligne étroite de villes et de hameaux se prolongeait avec maintes interruptions sur la côte de l'Atlantique depuis le Maine jusqu'à la Géorgie. Mais, à moins de quatre-vingts kilomètres en arrière des eaux de l'Atlantique, le pays était une immense jungle.

Tout au nord-est, Portland, et çà et là, au fond des baies, des huttes de pêcheurs aux troncs grossièrement équarris. Entre Portland et le Saint-Laurent, la forêt vierge. Dans les *Green Mountains* (Vermont) quelques hardis aventuriers avaient marqué les sites de futurs villages. Dans le New-York, Albany et Shenectady étaient des villes frontières. Les riches vallées du Mohawk et du Genesee servaient encore de terrain de chasse aux Oneidas, aux Mohawks et aux Cayugas. Dans la Pennsylvanie, des forêts épaisses, des marécages impraticables couvraient la région où les dépôts de fer et de charbon devaient faire surgir un jour une Birmingham américaine.

Il fallait sept ou huit semaines de navigation pour arriver d'Angleterre à Boston, la capitale du Massachusetts. Le voyageur ou l'émigrant trouvait là, au fond d'une très belle rade, une petite ville construite sur trois collines, d'où son surnom de Trimountain, qui venait de jouer un rôle important dans l'histoire de la civilisation. Schouler dit que les gens du Massachusetts furent les Spartiates de la révolution américaine, comme ceux de la Virginie en furent les Athéniens. La comparaison est boiteuse par bien des points et ne peut valoir que par l'opposition qu'elle indique entre deux systèmes sociaux et des différences notables de mœurs, de caractères et de pensées.

Les deux républiques avaient uni cependant avec une égale générosité leurs forces contre l'ennemi commun : leur rivalité fut toute de dévouement et d'efforts pour le succès de la cause de l'indépendance. La Virginie eut son Patrick Henry et le Massachusetts son Otis, les deux premiers apôtres de la liberté. Au Congrès l'une envoyait Lee et Jefferson, l'autre Hancock et les Adams. A l'armée continentale le Massachusetts fournit son noyau principal de troupes, la Virginie de nombreux régiments et le général en chef. La fermeture du port de Boston fit lever la Virginie en armes pour la défense du Massachusetts et celui-ci paya sa dette à la Virginie au siège de Yorktown.

Que de contrastes cependant entre l'habitant des côtes dénudées du nord et le planteur ou le fermier du sud!

Le New Englander, qui allait devenir bientôt le Yankee [1], intelligent, avisé, énergique et persévérant, s'était constitué une république fondée sur l'égalité des droits, la plus complète expérience jusqu'alors connue de ce genre de gouvernement. Le mécanisme politique y reposait sur le système des town-meetings, réunions municipales, et il y régnait une grande uniformité dans les conditions. A Boston et dans tout l'État, il n'était presque personne qui ne travaillât pour gagner sa vie. La terre était extrêmement divisée; la rudesse du climat avait fait ou contribué à faire l'énergie du caractère. Le Massachusetts gardait encore beaucoup de l'esprit austère, fanatique de ses premiers fondateurs, les puritains, et aussi de leur étroitesse de pensées, des habitudes d'économie âpre, de l'humeur refrognée, de la tristesse résultant d'une lutte acharnée contre un ciel inclément et un sol rebelle. Plus tard l'expérience et les voyages devaient élargir la sphère d'idées et les vues du Yankee, et le développement de la richesse adoucir ou égayer son caractère, lui donner plus de générosité sans rien lui enlever de sa ténacité.

La Virginie avait des institutions essentiellement aristocratiques, résultat combiné de la douceur du climat, de la fertilité du sol et d'un mécanisme social fondé sur le travail des esclaves. Les puritains avaient fondé le Massachusetts; la Virginie avait

1. Dérivation, par la prononciation indienne, du mot *English*.

été colonisée par des gentlemen. Tel nous avons décrit l'état social de ce pays au milieu du XVIII[e] siècle [1], tel il était encore en 1787, avec les importantes modifications, toutefois, que l'influence de deux générations virginiennes très libérales avait introduites dans l'organisation religieuse et dans la législation civile. Les planteurs virginiens, natures un peu exubérantes et d'une usure rapide, à l'instar, de leurs terres à tabac, étaient chevaleresques, francs, généreux, de manières avenantes. Le pays abondait en esprits ouverts, en intelligences élevées, en hommes remarquables par l'éclat des talents et l'ardeur des convictions libérales, Henry, Mason, Lee, Washington, Pendleton, Wythe, un peu plus tard la pléiade dont Jefferson fut le centre et l'idole. Le blanc pauvre en Virginie, être dégradé, vagabond, paresseux, était cependant accessible à de nobles sentiments. Il était patriote, très fier des grands hommes de son État, presque toujours attaché, comme par un lien de clientèle, à quelqu'une des grandes familles de son voisinage.

D'autres États, à côté des deux principaux, ne présentaient pas de moins frappants contrastes, par exemple le Connecticut, pays d'écoles publiques et de fermiers heureux dans leur condition modeste, et son antipode, la Caroline du Sud, avec sa population noire bien plus nombreuse que la blanche, et son oligarchie de planteurs riches, orgueilleux, plus entichés de leur supériorité sociale que les Virginiens, bien qu'au point de vue intellectuel ils leur fussent généralement inférieurs.

Diversité dans l'état social et économique. Les villes.

Entre les deux groupes extrêmes du nord-est et du sud, le centre, composé de communautés riches, prospères, adonnées à l'agriculture et au commerce, le New-York, le New-Jersey et la Pennsylvanie. La population anglaise y apparaissait mêlée de nombreux éléments étrangers, hollandais, allemands, irlandais, écossais, suédois. Les différences religieuses travaillaient, avec

1. Voir chapitre XXIV.

les distinctions de race, à retarder la fusion complète de ces groupes importés de points différents. De là des dissonances politiques, un patriotisme assez tiède, le sentiment de loyalisme qui rattacha une grande partie des habitants, surtout des nouveaux immigrés, à l'Angleterre, la formation au début de la guerre d'un fort parti tory. De là vint aussi que New-York et Philadelphie avaient pu si longtemps demeurer occupées par l'ennemi sans que le fait exerçât une sérieuse influence sur la fortune de la guerre.

Dans la Nouvelle-Angleterre le paysan-fermier était un chaud patriote et un congrégationaliste; non pas qu'il eût profondément réfléchi sur la théorie de la taxation sans la représentation, sur l'acte du timbre, ou sur le péché originel, mais parce que les hommes dont il aimait à suivre la direction étaient de chauds patriotes et parce que son père et son grand-père avaient été congrégationalistes. Un type curieux de ce milieu social était le maître d'école, jeune étudiant en théologie qui, voulant prendre ses grades à Harvard ou à Yale, tenait, pour vivre, l'école du village pendant deux mois d'hiver et logeait à tour de rôle chez les parents de chacun de ses élèves, recueillant en même temps quelques maigres subsides. Ce qu'il devait enseigner surtout, avec la lecture et l'écriture, était un peu d'arithmétique pratique, le calcul de l'intérêt, la tenue des comptes de la famille, l'étude des complications du change et de la valeur relative de la livre anglaise, du dollar espagnol, des shillings, des pence, toutes monnaies ayant une valeur différente dans les divers États.

Le ministre de l'église avait été longtemps le personnage le plus important dans le township. Mais quelques années avant la guerre, il avait commencé à voir se lever la concurrence de cette classe de laïques, les avocats, d'où sortirent les Otis, les Thatcher et les Adams. Les ministres, au temps de la révolution, descendaient, pour la plupart, en ligne directe des puritains qui, après avoir combattu à Naseby ou prêché à la tête des troupes de Cromwell, avaient émigré en Amérique sous la Restauration. Ils avaient été dès le début du conflit très ardents pour la résistance contre l'Angleterre à cause de leur haine contre l'Église épiscopalienne. C'est naturellement pour le motif contraire que,

dans la Virginie et les Carolines, les recteurs des paroisses s'étaient rangés en général du côté tory.

Aucune ville manufacturière n'existait encore dans la Nouvelle-Angleterre : quelques moulins pour la production d'un papier grossier, une fonderie ou deux, quelques fabriques de chapeaux; c'était tout. Le cotonnier figurait encore exclusivement comme plante d'agrément dans les jardins, entre les rosiers et le chèvrefeuille [1]. Dans chaque ferme, la maîtresse de la maison et ses filles filaient le lin et tissaient une sorte de bure ou étoffe grossière appelée *spun* (*homespun*, bure tissée à la maison).

La côte au sud et au nord de Boston était semée de villages qu'avait enrichis un commerce de contrebande. Le jour même où les milices de Concord repoussèrent à coups de fusil jusqu'à Boston les réguliers de Gage, Hancock devait comparaître devant le tribunal sous prévention de fraude contre la douane. La pêche de la baleine avait fait la fortune de petits ports comme Falmouth, Barnstable et surtout des deux îles Martha's Vineyard et Nantucket. La pêche avait lieu à l'embouchure du Saint-Laurent, dans le détroit de Belle-Isle, dans le détroit de Davis, et sur les bancs de Terre-Neuve. Pendant la guerre toute cette prospérité s'évanouit. La petite marine de pêche fut détruite, la population des îles décrut; un grand nombre des habitants se laissèrent séduire par les offres de l'Angleterre et transportèrent à Halifax le centre des entreprises de pêche.

La ville de New-York avait en 1775 vingt-trois mille habitants, parmi lesquels beaucoup de Hollandais. Les sept années de guerre la laissaient ruinée, mais elle se releva vite, et le commerce allait promptement l'enrichir. Albany sur l'Hudson était une petite ville de quatre mille âmes, encore plus hollandaise que New-York, riche, fière de son commerce avec les Indiens, peu hospitalière. Au delà, vers le nord et l'ouest, c'était le désert. La fertilité de la vallée de la rivière Mohawk était déjà célèbre, mais les Six Nations l'occupaient encore. De plus, lorsque cette terre était remuée pour

1. Cinq ans avant le combat de Lexington on avait envoyé un peu de coton à Liverpool. En 1784 six sacs furent exportés, mais les employés de la douane les saisirent dans le port, convaincus qu'une telle quantité de coton ne pouvait venir réellement d'Amérique.

la première fois, il se produisait une terrible *malaria*, la fièvre du Genesee. L'émigration devint cependant importante dans la vallée à partir de 1789. Des milliers de chars à bœufs se dirigèrent chaque année d'Albany vers les nouveaux établissements.

Philadelphie, qui comptait trente-deux mille habitants, présentait un aspect général propre et gai. La cité des quakers était devenue la ville de l'élégance et du luxe; l'existence y était fort coûteuse. Sur la promenade *fashionable* de Chestnut Street, se rencontraient les mondains coiffés du tricorne, cheveux poudrés, habits à longue queue, culotte courte, escarpins à pointes et à boucles, et les mondaines en robes de brocart, jupes ballonnées, et chapeaux surchargés de plumes. Pour trouver un théâtre, cependant, il fallait aller plus au sud, à Baltimore, ville de commerce et de plaisir.

Une partie de la société, les quakers surtout, condamnaient ce genre d'amusement, comme d'ailleurs toutes les autres habitudes de confort et de distraction qui commençaient à se développer. Les personnes graves découvraient beaucoup de fâcheux signes des temps, voitures et attelages luxueux, magasins remplis de superfluités importées, toilettes extravagantes, l'église négligée pour les jeux et les spectacles. Lorsque des comédiens commencèrent à solliciter le public à Philadelphie, les quakers scandalisés déclarèrent que le pays avait beaucoup plus à craindre du théâtre que de la faiblesse du Congrès, de l'acte de navigation, ou du peu d'accord des États entre eux. Un bill fut proposé à l'Assemblée « pour la suppression du vice et de l'immoralité »; un des articles portait que toute personne qui ouvrirait un théâtre, pour représenter des tragédies, comédies, tragi-comédies, farces, préludes ou intermèdes, serait condamnée à une forte amende. Le général Wayne, celui que pendant la guerre on avait appelé pour son audace fougueuse Mad Anthony, combattit le projet de loi. « Vous voulez, dit-il, que le Congrès continue de siéger à Philadelphie; eh bien! laissez s'établir ici un théâtre. Il y a beaucoup de jeunes gens dans le Congrès, fort peu disposés à se priver d'un amusement aussi innocent. » Le Dr Logan citait au contraire l'exemple de la sévère Genève où le théâtre avait été interdit. Le bill fut rejeté par 34 voix contre 29. A Boston, des acteurs n'osèrent

se montrer que vers la fin de la première administration de Washington.

L'habitant de la Nouvelle-Angleterre, du New-York ou de la Pennsylvanie, lorsqu'il franchissait le Potomac et entrait en Virginie, pouvait se croire transporté dans une autre partie du monde, tant ce qu'il voyait était différent des scènes familières à ses yeux. Les arbres ne ressemblaient plus aux ormes et aux châtaigniers de son village. Il traversait à cheval d'immenses champs de tabac coupant une éternelle forêt de pins. La végétation sauvage du Dismal Swamp le conduisait bientôt aux rizières inondées, aux plants de cannes à sucre plus hautes que sa monture. Les fruits, les oiseaux différaient de ceux du nord. Dans les grandes plantations rencontrées successivement sur sa route, il trouvait une hospitalité aimable, mais chez des gens hautains, fiers de leur richesse, de leur naissance, de l'étendue de leurs terres, du nombre de leurs esclaves.

Le voyageur, au contraire, qui arrivait directement d'Angleterre en Virginie était bien moins dépaysé que l'homme des États du Nord. Sur les rives du Rappahannock et du James, s'élevaient les riches villas (*mansions*) d'opulentes familles qui conservaient les mœurs, le genre de vie, les manières de la *gentry* anglaise. C'était aussi des demeures anglaises, ces maisons de bois et de briques, hautes de deux étages, entourées de parterres à figures géométriques. Une coupole centrale et une large véranda supportée sur des colonnes massives leur donnaient un certain air de majesté malgré la rudesse des matériaux et l'absence d'architecture. Dans les chambres larges et basses, les lambris de chêne sculpté, représentant des fleurs, des figures grimaçantes, les meubles, les tapisseries, les buffets, les grandes cheminées, les larges escaliers, tout rappelait le *home* seigneurial de la Grande-Bretagne.

Dans la Caroline du Sud, la vie sociale hors des plantations était concentrée à Charleston. C'est là que les maîtres d'esclaves, soulevés contre la Grande-Bretagne au nom du principe du droit humain à la liberté, au bonheur et à l'indépendance, avaient rédigé en 1778 leur constitution d'État. L'Assemblée et le Sénat étaient élus par le peuple, mais les hommes libres naturellement étaient seuls électeurs et l'État ne comptait d'hommes libres que les pro-

priétaires des plantations et leurs clients, les « petits blancs ». C'était dans la ville même de Charleston qu'étaient nommés le plus grand nombre des députés. Des conditions spéciales et rigoureuses de cens étaient stipulées pour l'éligibilité à l'Assemblée ou au Sénat. Au peuple appartenait le choix de ses pasteurs, mais la loi garantissait pour toujours à l'Église anglicane et aux autres sociétés religieuses déjà constituées les propriétés dont elles étaient en possession. Aux noirs, comme il a été dit déjà, la constitution ne reconnaissait aucun droit, ne concédait aucune garantie.

Communications. Papier-monnaie. Journaux. Collèges. L'Église anglicane. Le méthodisme. Les catholiques.

Entre toutes ces villes, depuis Portland jusqu'à Savannah, les communications étaient, on le conçoit, extrêmement difficiles. Dans les dernières années coloniales, Franklin avait été directeur des postes royales. Après la séparation il fut chargé d'organiser la poste américaine. A Falmouth, au nord-est, commençait, pour tous les États jusqu'à Savannah, un service établi aux frais du Congrès. Le courrier parcourait à cheval de trente à cinquante milles par jour en été, beaucoup moins en hiver. Les lettres partaient de New-York pour Boston deux ou trois fois par semaine, selon la saison. Le trajet demandait de six à neuf jours. Ce ne fut qu'après un certain nombre d'années que deux sacs devinrent nécessaires pour contenir tous les envois, au lieu d'un qui avait suffi jusqu'alors [1].

Les départs entre New-York et Philadelphie avaient lieu cinq fois par semaine. La première voiture publique, diligence à quatre chevaux, avait commencé son service dans la Nouvelle-Angleterre en 1744. Un service analogue fut établi entre New-York et Philadelphie en 1756 et doublé en 1765. Le prix était de deux pence par mille. Le succès amena des améliorations. Une voiture d'un

1. Aujourd'hui le budget des postes aux États-Unis est de 52 millions de dollars en dépenses et de 49 millions en recettes; il y a 55 000 bureaux et la longueur des routes de poste est de 377 000 milles (fin 1887). En un jour la seule ville de New-York reçoit et renvoie plus de lettres qu'il ne s'en échangeait, au temps de Washington, entre tous les États en une année.

nouveau modèle, la *machine volante* (1766), fit le service en deux jours à raison de trois pence par mille ou vingt shillings pour tout le trajet. Pendant la guerre les diligences cessèrent de circuler et l'on reprit l'habitude de voyager à cheval. Le carrosse de Washington était une exception. Les services de voitures publiques furent réorganisés en 1783, mais, sous la première présidence de Washington, deux diligences et douze chevaux suffisaient encore pour transporter voyageurs et bagages entre New-York et Boston. La poste ne se chargeait pas des journaux; les courriers les emportaient par complaisance avec les lettres. Les feuilles de Boston arrivaient vieilles de huit jours à New-York et de vingt à Charleston.

Avant la fin de 1787, Fitch de Philadelphie et Rumsey de Shepherdstown (Virginie) avaient mû des bateaux par la vapeur. Dès 1790 une compagnie de steamboats était organisée à Philadelphie et un bateau construit par Fitch remontait et descendait le Delaware, desservant Burlington, Bristol, Bordentown, Trenton [1].

Il y avait une confusion extrême dans le système monétaire de la confédération ou plutôt il n'existait aucun système monétaire. La valeur des pièces différait d'un État à l'autre. De plus, à chaque instant un État pouvait, par quelque loi spéciale, porter atteinte aux intérêts privés en viciant la teneur des contrats. Robert Morris et Gouverneur Morris proposèrent au Congrès l'adoption du système décimal et le choix, pour unité monétaire, avec l'argent comme étalon métallique, de la 1440me partie de la pièce espagnole appelée *dollar* par les Américains. C'était encore bien compliqué. Jefferson proposa d'adopter le dollar (environ 5 francs) comme unité monétaire, divisible en dixièmes, centièmes et millièmes; une monnaie d'or de dix dollars; des monnaies

1. Ces premiers et timides essais de navigation à vapeur méritent de n'être pas oubliés. Les Américains rappellent avec orgueil qu'en 1800 Samuel Morey remonta le Connecticut, et Elijah Ormsbee le Seekonk (Rhode-Island) sur un steamboat, que Stevens plaça peu de temps après sur l'Hudson un bateau mû par une machine Watt, et Oliver Evans un bateau à roues sur le Delaware et le Schuylkill; qu'en 1807 Fulton remonta l'Hudson jusqu'à Albany sur le fameux *Clermont*; et que, vers 1820, un premier bateau à vapeur descendit le Mississipi jusqu'à la Nouvelle-Orléans, tandis qu'un autre parcourait les lacs, et qu'un troisième (le *Savannah*) traversait l'Océan.

d'argent d'un dollar et d'un dixième de dollar et une monnaie de cuivre d'un centième de dollar (le *cent*). Ce système fut adopté sans opposition par le Congrès en 1786.

En attendant, les divers États se débattaient contre le fléau du papier-monnaie. Dans la Nouvelle-Angleterre, le Connecticut et le Massachusetts échappèrent à la fièvre qui s'empara en 1786 de quelques États pour la création de la monnaie fictive. Dans le Rhode-Island, les partisans du papier-monnaie arrivèrent cette année-là au pouvoir avec John Collins pour gouverneur. La législature se hâta d'autoriser l'émission de 100 000 livres sterling à répartir en prêts à tout habitant de l'État au taux de 4 pour 100 et pour sept années. Les marchands de Newport refusèrent de recevoir au pair ce papier. De là de nombreux procès. Les juges donnèrent raison aux marchands. La législature cassa les juges. C'est à cause de son papier-monnaie, qu'après la vote de la constitution fédérale, le Rhode-Island resta encore quelque temps hors de l'Union.

En avril 1786 New-York vota 200 000 livres sterling de billets de crédit. La même année, le New-Jersey émit du papier-monnaie, et de même fit la Pennsylvanie. La Banque de l'Amérique du Nord ayant refusé de recevoir des billets pennsylvaniens au pair, l'*Act* d'incorporation lui fut retiré par l'État. Le Delaware et le Maryland résistèrent à l'épidémie. La Géorgie, la Caroline du Sud et la Caroline du Nord, procédèrent à des émissions de billets pour protéger les débiteurs contre les créanciers. Après la guerre, la Virginie liquida son papier-monnaie, et établit une échelle de dépréciation dans le règlement des contrats passés de 1777 à 1783. Un parti dans la législature voulait de nouvelles émissions de papier, mais Madison rendit encore à son État le service de faire échouer ce dessein.

Les trois meilleurs journaux des États-Unis vers 1783 étaient la *Gazette* de Boston, le *Courant* du Connecticut, le *Packet* de Pennsylvanie. Ils paraissaient trois fois par semaine en quatre petites pages, imprimés sur un papier et avec des caractères aussi grossiers les uns que l'autre. La place d'honneur était tenue par de longs essais sur la politique et sur la morale, de quelque écrivain inconnu signant Seneca, Tullius, Publicola,

gens tomba frappé d'une balle anglaise, la foule se précipita vers le collège pour en chasser le président. Hamilton arrêta les émeutiers devant la chambre de Myles Cooper et donna à celui-ci le temps de se sauver à demi vêtu et de trouver un refuge à bord d'un navire de guerre à l'ancre dans le port. La Révolution interrompit les études. Le bâtiment fut transformé en hôpital militaire, la bibliothèque déjà riche fut dispersée, presque anéantie; il n'y eut pas d'examens de 1776 à 1784. Cette dernière année la couronne de fer fut enlevée de la coupole du collège et l'institution réorganisée avec de nouveaux trustees sous le nom de collège Columbia. William Samuel Johnson, fils du président de 1755, fut nommé président en 1787 et garda ces fonctions jusqu'en 1800. Johnson était un personnage politique. Élève de Yale et de Harvard il avait été délégué au Congrès de 1765 après avoir été chercher en Angleterre le titre de « Fellow of the Royal Society » et le grade de docteur en théologie d'Oxford. Il fut envoyé à la Convention de Philadelphie de 1787 par le Connecticut, qu'il représenta ensuite au Congrès comme sénateur [1].

Le collège William and Mary n'était pas très prospère au moment de la révolution. Celle-ci amena la dislocation complète des études. Les élèves entrèrent pour la plupart dans l'armée ; les taxes coloniales pour l'entretien du collège furent supprimées; le fonds anglais pour l'école indienne disparut naturellement. Les troupes françaises occupèrent le collège après la capitulation de Cornwallis. La guerre finie, les bâtiments étaient fort délabrés. On les répara et le collège recouvra un certain éclat avec un enseignement renouvelé dans un sens plus scientifique et plus moderne, sous l'influence de Jefferson. Le collège fondé par Blair avait en fait rendu de grands services intellectuels à la Virginie. Wythe, Nelson, Saint-George et Beverly Tucker enseignèrent le droit à William and Mary. Quatre présidents des États-Unis, Jefferson, Madison, Monroe et Tyler, ainsi que le grand-juge Marshall et le général Scott avaient été ou furent dans la suite élèves du collège. La société secrète littéraire de Phi Beta Kappa était née à William and Mary en 1776. C'est de là que tira sa charte la société affiliée de Harvard, insti-

1. *An historical Sketch of Columbia College*, 1846, by N.-F. Moore.

tuée quelques années plus tard et qui survécut seule à la révolution.

A Harvard, Joseph Willard, président depuis 1781, eut fort à faire pour rétablir l'esprit de discipline et l'habitude du travail affaiblis sous son prédécesseur Samuel Langdon. Mais le collège allait retrouver toute son ancienne prospérité et prendre un nouveau développement. Une école de médecine y fut instituée en 1783. C'est sous la présidence de Willard, qui dura vingt-trois ans, que le collège fut érigé en Université avec garantie de ses anciens biens et privilèges.

Yale fut administré, après Clap, par Dagget, un des professeurs, de 1767 à 1777, puis par Ezra Stiles qui resta président jusqu'en 1795. Trumbull, Dwight, Humphreys, Barlow étaient au nombre des élèves de Dagget en 1769. Dix ans plus tard (1779), les Anglais ayant attaqué New-Haven, sous les ordres de Tryon, Dagget fit le coup de feu contre eux, et fut blessé, fait prisonnier et fort maltraité. Dans cette expédition de Tryon contre New-Haven et toute la côte du Connecticut, furent détruits les matériaux que Clap avait réunis pour une histoire de la colonie et qui se trouvaient chez son gendre, le général Wooster.

De nouveaux collèges furent fondés, celui de Dickinson, à Carlisle, en 1783, et dans le même temps l'Université du Maryland, composée des deux collèges de Washington et Saint-John. En 1787 fut institué à New-York un comité de vingt et un membres, appelés Régents de l'Université de l'Etat de New-York, chargés de visiter et d'inspecter tous les collèges et écoles établis ou à établir dans l'État.

L'Église épiscopalienne anglaise en Amérique était tombée dans une décadence complète au milieu du XVIIIe siècle pour des raisons qui ont été indiquées au cours des chapitres précédents. Pendant la guerre de l'indépendance, en outre, les ministres épiscopaliens furent suspects; presque tous étaient loyalistes. En 1783, le docteur William White, plus tard évêque, était le seul ministre anglican qui fût resté à Philadelphie.

A cette époque commença la régénération de l'Église anglicane en Amérique. Par l'intermédiaire de Jay, ministre américain à Londres, l'Église épiscopale protestante des États-Unis obtint en effet, après la paix, du Parlement anglais et de la hiérarchie angli-

cane, le consentement à une séparation définitive. Les diverses congrégations qui la composaient prirent l'habitude de se réunir tous les ans en Convention annuelle comme une seule église. A partir de 1785 elles vécurent de leur vie propre, sans lien matériel avec l'étranger, ne demandant plus à aucun gouvernement américain une part quelconque des revenus publics. Samuel Seabury, Américain, diplômé à Yale College, étudiant en médecine en Écosse, ordonné à Londres, puis recteur dans l'État de New-Jersey, avait été loyaliste dans la guerre de l'indépendance et servit comme chapelain de l'armée anglaise à New-York. Il reprit ses fonctions de ministre, sans opposition, à la paix. Le clergé épiscopalien du Connecticut l'élut évêque. Il fut consacré le 14 novembre 1784 à Aberdeen par un évêque écossais [1].

Une église protestante rivale, celle des méthodistes, se rendit également indépendante. Cette secte avait été fondée par Wesley en Angleterre; Whitefield en avait prêché les doctrines en Amérique [2]. La plus ancienne société méthodiste fut établie à New-York en 1766. Elle possédait une très modeste chapelle, servant à des boutiquiers et à des nègres. Mais le vrai fondateur du méthodisme américain fut l'Anglais Francis Asbury que Wesley envoya en 1771 avec le titre de « general assistant ». La secte comptait alors six prêcheurs et un millier d'adhérents. En 1777 elle eut quarante prêcheurs et sept mille adhérents; en 1783, quatre-vingts prêcheurs. Il sembla alors à Wesley que le temps était venu où l'Église méthodiste américaine devait être séparée de l'Église méthodiste anglaise [3]. Dans l'organisation de cette secte les prêtres étaient appelés *elders* (anciens) et les évêques *superintendents* (directeurs). Se considérant lui-même comme évêque, il ordonna Thomas Coke *superintendent*, puis désigna Th. Coke et Fr. Asbury

1. Le centenaire de cet événement a été célébré le 14 novembre 1884, à Saint-Paul de Londres, en présence d'un grand nombre d'évêques d'Amérique et d'Angleterre. Aujourd'hui l'Église épiscopalienne en Amérique compte 63 évêques, plus de 3 500 ministres et 400 000 fidèles. Elle se soutient avec les produits sans cesse croissants du don primitif, fait par Fletcher et Cornbury, de la Ferme du Roi à Trinity Church (New-York).

2. Voir chapitre XXXI.

3. Le Dr Atkinson (*Centennial History of American Methodism*, 1884) établit que la séparation se fit contre le gré de Wesley et sous l'énergique impulsion d'Asbury. Les membres de la secte étaient au nombre de 15 000 en 1784; six ans plus tard le nombre des prêcheurs s'était élevé à 227 et celui des membres à 57 000; en 1806, le méthodisme comptait 459 prêcheurs et 130 000 membres.

joint-superintendents pour les frères d'Amérique, « aujourd'hui si heureusement dégagés de tout lien avec l'État et avec la hiérarchie anglaise ». Coke se rendit immédiatement en Amérique et commença à prêcher et à baptiser. A la fin de 1784, à Baltimore, se réunit, sous son contrôle et celui d'Asbury, la conférence des méthodistes pour l'organisation définitive de la branche américaine de l'Église. Près de soixante prêcheurs étaient présents. Coke consacra Asbury *superintendent*; plusieurs *elders* furent élus et consacrés, et Asbury lui-même reçut de l'élection la confirmation de son titre. En avril 1775 Coke entreprit de prêcher aux méthodistes de la Virginie l'émancipation des esclaves. Mais il reconnut qu'il mettait le pied sur un terrain brûlant et le zèle antiesclavagiste des méthodistes ne tarda pas à s'apaiser.

Les presbytériens, si nombreux dans les États du Centre, constituèrent à leur tour leur gouvernement ecclésiastique en Assemblée générale. Les congrégationalistes dans la Nouvelle-Angleterre étaient depuis longtemps organisés en pleine indépendance. Peu de temps après la révolution, la doctrine de l'unitarianisme fit de grands progrès parmi ces derniers. L'intolérance et le fanatisme perdaient pied partout. Même les anciennes restrictions contre les catholiques disparurent, abolies rapidement dans tous les États. Une église catholique fut érigée à Boston en 1789, la première de toute la Nouvelle-Angleterre. En 1786 John Carroll, cousin de Charles Carrol de Carrollton, d'une grande famille de Baltimore, fut nommé par le pape vicaire apostolique en Amérique et plus tard évêque de Baltimore, puis archevêque des États-Unis. En 1784 on comptait sur tout le territoire de la Confédération environ 44 000 catholiques blancs ou noirs, dont 20 000 dans le Maryland (et dans ce nombre 8 000 esclaves), 7 700 dans la Pennsylvanie et le Delaware, 2 500 dans les États du Sud, 1 700 dans le New-York et le New-Jersey, 600 dans la Nouvelle-Angleterre, 12 000 entre les Alleghanys et le Mississipi [1].

1. Après un siècle écoulé (1887), le nombre des catholiques en Amérique est de 6 800 000; quelques autorités donnent même des chiffres plus élevés, s'élevant jusqu'à 9 millions. On compte en outre près de 4 millions de méthodistes, 3 1/2 millions de baptistes, 436 000 congrégationalistes, 431 000 épiscopaliens, 1 million de luthériens, 1 million de presbytériens, etc. Ces derniers chiffres indiquent le nombre des membres adhérents de ces diverses églises ou sectes.

CHAPITRE LVIII

LES COMMENCEMENTS DE LA LITTÉRATURE AMÉRICAINE

Caractères généraux. — La période coloniale : l'école puritaine; les apôtres de tolérance; historiens et poètes. John Cotton; les trois Mathers; Jonathan Edwards; Cadwallader Colden; Benjamin Franklin. — La période révolutionnaire : ballades et chants populaires. Thomas Paine; Jacob Duché; Witherspoon; John Adams; les écrivains politiques. — Humoristes et poètes : Francis Hopkinson, John Trumbull, Hopkins, Humphreys, Freneau, Brackenridge, Barlow.

Caractères généraux.

Il ne saurait être sérieusement question d'une littérature américaine antérieure à la seconde moitié du XVIIIe siècle. Il y eut, dans les colonies anglaises, dès les premiers temps, des érudits, imbus des plus solides connaissances théologiques, nourris dans les lettres classiques, qui écrivirent de volumineux traités, des livres substantiels, même des vers; mais il n'y eut ni des littérateurs, ni des poètes. Les hommes qui composaient ces livres étaient des ministres de divers cultes, des médecins, des avocats, des professeurs, des orateurs, des politiciens, des imprimeurs; ils ne furent qu'incidemment auteurs. La plupart d'entre eux étaient nés en Angleterre ou enfants de parents anglais. S'ils ont vécu et écrit en Amérique, l'esprit qui les inspire est tout anglais; leurs ouvrages ne constituent, jusqu'au temps de la révolution, qu'un rameau détaché de la littérature britannique.

La colonie la plus favorisée au point de vue intellectuel fut sans contredit le Massachusetts. Un grand nombre de ministres, presque tous élèves de Cambridge, apportèrent avec eux dans le

Nouveau Monde le goût des lettres. De là sortit tout un groupe d'éloquents prédicateurs, d'écrivains religieux, d'historiens, de biographes et de professeurs. Jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle, la vie spirituelle des colonies fut ainsi constamment alimentée par l'importation anglaise.

La période coloniale comprend la longue série des écrivains appartenant à l'école puritaine de la Nouvelle-Angleterre, auteurs de traités moraux ou religieux, professeurs de lettres, de philosophie ou de théologie, chroniqueurs des premiers temps de la colonisation, quelques naturalistes comme les Bartrams, quelques écrivains de race comme le colonel William Byrd de Virginie, et surtout Benjamin Franklin avec qui la littérature américaine prélude à son premier essor.

Franklin procède de Locke et d'Addison; il est aimable, clair, quelquefois un peu diffus, il enveloppe de finesse et de subtilité le plus ferme bon sens, il est humain et pratique, il ne cherche pas l'esprit, mais ne le fuit pas. Ce qui caractérise surtout son œuvre complexe, multiple, épandue en tous sens, c'est que, malgré ses longs séjours en Angleterre et en France, avec son génie bien britannique, et certaines saillies si françaises de son talent, il est un des premiers auteurs d'Amérique qui aient pensé et écrit en Américains; on reconnaît même en lui, car son style a un goût de terroir, l'Américain de Pennsylvanie. Originaire de Boston, il n'a du puritain ni le doctrinarisme intolérant, ni la pensée triste; il tient plutôt du quaker, mais sa simplicité quakeresse est avenante, policée, imprégnée de philosophie optimiste et sereine.

Avec lui finit la période coloniale et s'ouvre la période révolutionnaire. La littérature américaine n'avait été jusqu'alors qu'un reflet des lettres anglaises. En devenant un peuple, les Américains vont commencer à avoir des lettres à eux, surtout une littérature politique et légale. La parole n'est plus aux théologiens et aux prédicateurs; elle est aux avocats, aux légistes, aux orateurs. Dans les comités de correspondance, aux town-meetings, devant les assemblées locales, d'innombrables discours sont prononcés, sur les matières les plus subtiles du droit constitutionnel comme sur les plus hautes questions du droit naturel et humain, par une foule d'hommes jeunes, ardents, sortis des collèges Harvard,

Yale, William and Mary, Princeton, King's, Darthmouth, et de l'Université de Pennsylvanie. De non moins innombrables essais sont publiés sur le même sujet.

Sur ce fonds général de littérature politique, où se mêlent des écrits de presque tous les hommes dont les noms ont figuré dans les chapitres précédents de cette histoire, se détachent déjà quelques traits d'une teinte plus vive et d'une inspiration plus personnelle. Nous ne parlons point des pièces de vers, appelées ballades, que la querelle avec l'Angleterre et la guerre de l'Indépendance ont fait éclore en nombre presque infini, les poètes s'étant donné carrière; mais l'*humour* américain apparaît chez quelques écrivains comme Francis Hopkinson, Trumbull, Freneau, Brackenridge, dont les œuvres laissent entrevoir que la littérature américaine cessera dès la fin du XVIII[e] siècle d'être exclusivement une littérature politique.

La période coloniale : l'école puritaine; les apôtres de la tolérance; historiens et poètes. John Cotton; les trois Mathers; Jonathan Edwards; Cadwallader Colden; Benjamin Franklin.

Parmi les livres du XVII[e] siècle composés, sinon dans les colonies britanniques de l'Amérique du Nord, du moins ayant ces colonies pour sujet, nous rappellerons pour mémoire les écrits du capitaine Smith sur la Virginie, *A true Relation* (1608) et la *General History of Virginia* (1626), parus à Londres. Un ministre anglican, Alexander Whitaker, fit partie d'un des premiers convois de la Compagnie de Londres et vécut quelques années sur les bords du fleuve James. Il composa en 1613 pour la Compagnie une relation intitulée *Good News from Virginia*. C'est lui qui baptisa Pocahontas et la maria à John Rolfe. William Strachey, ayant passé trois années en Virginie, écrivit deux livres de *Historie of Travaile into Virginia*. Après un long intervalle, la Virginie donne quelques noms aux lettres de l'époque coloniale, ceux du savant ministre Blair, des historiens Stith et Beverley et de l'humoriste Byrd [1].

1. Voir chapitre XXIV.

Dans la Nouvelle-Angleterre, les premières productions littéraires sont des annales de la colonie, composées par Winthrop, Winslow, Nathaniel Morton, que suivront les *Histoires* de Hubbard, de Thomas Prince et de Thomas Hutchinson. Un pasteur puritain, Nathaniel Ward, se rendit dans le Massachusetts en 1634 et s'y établit comme ministre d'abord, puis en qualité de conseiller légal de la Compagnie de la Baie. Il y composa (1645), à soixante-quinze ans, *The simple Cobler* (savetier) *of Agawam*, ouvrage satirique, où quelques allusions aux mœurs coloniales du voisinage et quelques sarcasmes sur la toilette des femmes anglaises à la mode sont noyés dans un plaidoyer véhément pour la tolérance et dans une remontrance pédantesque au roi en guerre avec ses sujets. Il fit imprimer son livre en Angleterre en 1647 et en tira une grande réputation d'esprit.

Thomas Morton était le chef de ces malandrins qui étaient venus s'établir non loin de la colonie de Plymouth en 1622 avec Weston et en 1625 avec Wollaston, et dont les amusements et « beuveries » scandalisèrent si fort les gens de Plymouth qu'ils envoyèrent contre ce groupe de réprouvés le brave Miles Standish. Morton fut pris, envoyé à Londres, revint peu de temps après, fut arrêté de nouveau et fit ainsi plusieurs voyages forcés en Angleterre, revenant toujours braver les séparatistes. Il a raconté ses aventures dans un livre intéressant, où l'humour ne manque pas, *New English Canaan*, avec un sous-titre de douze lignes comme en portent tous les ouvrages de ce temps.

Le premier livre imprimé dans la Nouvelle-Angleterre fut *The Bay Psalm-Book*, sorti en 1640 de la presse installée l'année précédente à Cambridge, près de Boston, au collège Harvard, traduction des Psaumes en vers anglais, due à la collaboration de trois pieux personnages, Thomas Welde, ministre de Roxbury, Eliot, l'apôtre des Indiens, et Richard Mather, de Dorchester, grand-père paternel du célèbre Cotton Mather. Le livre eut plus de cinquante éditions pendant la période coloniale.

John Cotton, le grand Cotton, ministre puritain, débarqua sur la terre d'Amérique, en 1633, fuyant la persécution de Laud, et fut pasteur de l'église de Boston jusqu'à sa mort (1652). Engagé dans une polémique religieuse des plus vives avec Roger Williams, il

composa son *Bloody Tenent washed and made white...* (dogme de sang, lavé et blanchi), imprimé à Londres en 1647. Il composa encore les *Clefs du royaume du Ciel*, le *Lait pour les enfants* (une sorte de catéchisme), l'*Aliment des hommes forts* et bien d'autres ouvrages, où l'auteur expose son système politique fondé sur la théocratie, sur la dépendance étroite et réciproque de l'Église et de l'État. John Cotton, comme la plupart des ministres puritains de son temps, aimait à composer des vers ; il en écrivit beaucoup, ce qui ne veut point dire qu'on puisse le classer parmi les poètes, même d'un ordre inférieur.

John Norton, successeur du grand Cotton dans l'église de Boston (1652), fut aussi son biographe, *Life and Death of that deservedly famous man of God*. Ce ministre était un homme versé dans les belles-lettres; il publia à Londres en 1648 une réponse, rédigée en un latin plein d'élégance, à des questions que lui avait posées sur le gouvernement de l'Église un ministre hollandais. Un autre ministre encore, et l'un des fondateurs du Connecticut, Thomas Hooker, fut pasteur à Hartford et acquit un grand renom comme prédicateur. Il laissa en manuscrit près de deux cents sermons qui furent envoyés à Londres, où l'on en publia un choix, encore bien volumineux.

John Davenport, le premier pasteur de New-Haven (Connecticut), fut aussi un fameux prédicateur et un fécond écrivain théologique. Il vint en Amérique en 1637 et y mourut en 1670, laissant, entre autres écrits, un *Discourse about civil government in a new Plantation, whose design is religion*. C'est encore un plaidoyer pour le régime théocratique.

Roger Williams, apôtre de la tolérance dans ce milieu de puritanisme fanatique, et que Bancroft place au même rang que son contemporain le philosophe Descartes, fut le fondateur de Providence (Rhode-Island). Il prêchait la liberté de conscience et la séparation complète de l'Église et de l'État, ce qui lui valut d'être chassé du Massachusetts. Il publia en 1644 *The Bloody Tenent of Persecution, for cause of conscience...*, qui provoqua la réponse de John Cotton signalée ci-dessus. Williams était un écrivain touffu, prolixe, comme le furent tous ces auteurs d'ouvrages religieux ou philosophiques. Mais bien plus prolixe encore est le livre publié à

Londres (1652) par l'ami, le compagnon dévoué de Williams, l'organisateur de la première église baptiste dans le Rhode-Island, John Clarke, *Ill News from New-England, or a Narrative of New-England's Persecution.*

L'Histoire de la Colonie de Plymouth, laissée en manuscrit par William Bradford, qui fut gouverneur de la colonie des séparatistes jusqu'à sa mort (1657), fut utilisée par Prince et Hutchinson, disparut, pendant la révolution, de la bibliothèque de Old South Church, à Boston, l'édifice ayant été transformé en manège pendant l'occupation anglaise, et fut retrouvée en 1855 dans la librairie Fulham en Angleterre. Nathaniel Norton raconta aussi les premiers temps de la colonie dans un livre intitulé *New England's Memorial.*

Vers le milieu du siècle, la presse de Cambridge produisit une œuvre de patience exemplaire, la *traduction de la Bible*, par John Eliot, le protecteur des Indiens. L'auteur du premier volume de vers composé en Amérique fut une femme, Anne Bradstreet, fille et petite-fille de gouverneurs du Massachusetts. Ces vers chantaient la nature, les éléments, les saisons, les anciennes monarchies; on y trouve des descriptions réalistes d'une singulière naïveté. Le livre fut imprimé à Londres (1650) sous le titre de *Dixième Muse* (*The tenth Muse, lately sprung in America*). La même période nous donne encore un poète, le pasteur Michael Wigglesworth, qui crut devoir mettre en vers le Jugement dernier et une dissertation sur l'Éternité (*The Day of Doom, with a short Discourse about Eternity*).

Bientôt après, Peter Folger, grand-père maternel de Benjamin Franklin, écrivit un poème en vers familiers (1675), *A Looking-glass for the Times or the former spirit of New-England*, qui est un plaidoyer en faveur de la liberté de conscience et une apologie pour les quakers, les baptistes et autres sectes persécutées. Avant lui un quaker, George Bishop, avait déjà protesté dans un pamphlet, *New-England judged*, contre les traitements infligés aux quakers en Amérique.

La famille des Mathers, qui remplit la Nouvelle-Angleterre, à la fin du XVII[e] siècle, de son importance et de son activité au point de vue politique et religieux, l'inonda en même temps de ses écrits. Richard Mather, peu de temps après son arrivée en Amérique, avait pris part à la traduction des psaumes. Son fils, qui portait le

singulier prénom d'Increase et se faisait appeler, latinisant ce nom, *Crescentius Matherus*, épousa une fille du grand Cotton qui avait composé de si nombreux ouvrages. Le gendre en produisit bien plus encore que le beau-père, et pour la même cause, l'union de l'Église et de l'État et la défense de la charte. Il laissa quatre-vingt-cinq écrits, dont la plupart sont des sermons ou des traités théologiques. Mais la palme est due, pour la fécondité de la plume, au fils d'Increase, qui, représentant deux familles illustres, reçut le nom de l'une et de l'autre et s'appelait Cotton Mather.

Né en 1663, il fut élevé par un maître d'école qui, peu de temps avant sa mort, à quatre-vingt-treize ans, se glorifiait d'avoir fouetté, dans leurs jeunes années, sept « Judges of the Bench ». Cotton Mather à douze ans lisait Cicéron, Térence, Virgile, Homère; il ne savait pas encore l'hébreu, mais il l'apprenait. Au collège, et chez son père, il eut à soutenir « une montagne d'instruction théologique et classique ». A vingt et un ans, il était ministre et prêchait pour son grand-père Richard Mather à Dorchester, pour son grand-père Cotton et même pour son père Increase à Boston.

De 1686 à 1727 il composa, disent ses biographes, trois cent quatre-vingt-deux écrits, sermons, essais, traités de tous genres. A l'occasion des affaires de sorcellerie, il publia : *Memorable Providences relating to witchcraft* (1689) et *Wonders of the Invisible World* (Merveilles du monde invisible, récit des procès intentés à plusieurs sorciers récemment exécutés dans la Nouvelle-Angleterre). Il ne se contentait pas d'écrire; il assistait, à cheval, aux exécutions, haranguant la foule pour exciter son zèle aveugle et fanatique. Un marchand de Boston ayant fait publier à Londres une protestation contre ces crimes judiciaires, Cotton Mather fit brûler le livre à Harvard dans la cour du collège. Il ne reconnut jamais d'ailleurs qu'il avait pu se tromper, et repéta dans son grand ouvrage *Magnalia* (1702) et dans la biographie de son père Increase (1723) toute l'histoire des procès et des exécutions, telle qu'il l'avait écrite et pensée d'abord.

Le livre intitulé *Magnalia Christi Americana* est l'œuvre capitale de Cotton Mather; c'est une histoire ecclésiastique de la Nouvelle-Angleterre de 1620 à 1698, et aussi une histoire politique, avec des études spéciales sur le collège Harvard, les guerres indiennes,

la sorcellerie, et d'innombrables biographies[1]. Cotton Mather fut un infatigable travailleur : sur la porte de son cabinet, il avait fait écrire en grosses lettres, à l'usage de ses visiteurs, cet avertissement : *be short!* soyez brefs! Il est le plus frappant, sinon le plus brillant représentant de cette école pédante, mais très vigoureuse, d'écrivains théologiques, que l'esprit puritain uni à la culture classique avait développée sous les ombrages de Harvard, entre la mer et le désert[2].

Jonathan Edwards, le dernier et le plus achevé produit du vieux puritanisme de l'Amérique, n'est plus seulement un théologien; le ministre zélé, un peu rude, activement mêlé au mouvement *revivalist* du XVIIIe siècle, est doublé chez lui d'un philosophe et d'un métaphysicien. Né en 1703, du ministre Timothy Edwards et de la fille d'un pasteur de Northampton, Stoddard, Jonathan Edwards épousa à vingt-trois ans la fille d'un ministre, miss Sarah Pierrepont, et fut ministre lui-même depuis 1726 jusqu'en 1757. Sa mère était une femme d'un caractère et d'une intelligence supérieurs. Jonathan, nature un peu féminine, sérieuse et délicate, très pure et très ferme, pensa et vécut en défenseur passionné de la foi chancelante au milieu d'une société où l'autorité de l'Église était de tous les côtés battue en brèche. Son principal ouvrage intitulé *Essay on the Freedom of the Will* (Traité du libre arbitre) fut composé de 1750 à 1756, lorsque Jonathan Edwards était ministre à Stockbridge. L'écrivain religieux y soutient la doctrine fataliste, le point de vue calviniste, contre les préceptes et les attaques des Arminiens; mais le philosophe y fait en même temps preuve d'une absolue sincérité dans la discussion de l'opinion adverse et le dialecticien y déploie une habileté consommée, une ingénieuse subtilité d'argumentation[3].

1. L'ouvrage fut imprimé à Londres en 1702, et réimprimé en 1820 seulement, en Amérique, à Hartford.

2. Voir chapitre XVI. — *Life of Cotton Mather*, by Peabody, dans la *Biographie américaine de Sparks*. — QUINCY, *History of Harvard University*. — DUYCKINCK, *Cyclopædia of American Literature*.

3. « C'est un homme qui ne veut pas vous persuader, mais se convaincre. Chez lui pas un subterfuge, pas une évasion ni un paralogisme. Une objection se présente-t-elle, il n'essaie point de la déguiser ou de l'affaiblir. Lisez-le, vous trouverez ensuite Hobbes dogmatique et Priestley insolent. C'est avec une bonne foi parfaite qu'il tente d'éclaircir les difficultés inextricables où sa pensée se plonge dès qu'elle aborde les théories du libre arbitre. » (Philarète Chasles.)

Nommé en 1757 président du collège de Princeton, il mourut quelques mois après son installation. Sa prédication était émouvante par la profondeur et le sérieux de la conviction; mais il parlait sans geste, presque sans éloquence. Les œuvres de Jonathan Edwards ont été réunies en dix volumes en 1829; sa vie a été racontée par le Dr Samuel Miller dans la collection de Sparks; on cite encore une biographie d'Edwards par Sereno Dwight.

Avant de quitter la Nouvelle-Angleterre, mentionnons un écrit remontant au temps des premières guerres entre les colonies anglaises et les Français du Canada, le récit par un ministre de Deerfield (Massachusetts), John Williams, de sa captivité au Canada en 1704 (*The redeemed Captive returning to Zion*), une des plus intéressantes productions de la littérature américaine coloniale.

Dans le New-York, un seul nom se présente, celui de l'Écossais Cadwallader Colden qui émigra au commencement du xviiie siècle en Amérique, exerça la médecine à Philadelphie, puis s'établit à New-York, où il servit le gouvernement métropolitain dans divers emplois, finalement comme sous-gouverneur de 1760 à 1776. Adonné principalement aux sciences naturelles, surtout à la botanique, il fut historien par occasion et composa en 1727 *The History of the Five Nations*, dont le sous-titre ne comprend pas moins de seize lignes, ouvrage assez estimé en son temps.

Colden fut un correspondant assidu de Franklin, devenu le centre d'un mouvement actif, sinon littéraire, au moins intellectuel et philosophique, en Pennsylvanie, dans les trente dernières années de la période coloniale. Franklin appartenait à une famille remarquable depuis plusieurs générations par son extraordinaire fécondité. Son père, un non-conformiste, émigra à Boston en 1685 et eut dix-sept enfants. Benjamin était le quinzième. Depuis longtemps l'aîné de la famille avait toujours été forgeron. Un oncle de Franklin se distingua cependant par ses connaissances légales, un autre laissa en mourant (1728) deux volumes in-quarto de poèmes manuscrits. Benjamin avait à peine sept ans lorsque cet oncle, découvrant en lui les symptômes d'un développement intellectuel bien précoce, lui adressa un compliment prophétique en vers. Benjamin enfin avait un grand-père maternel, qui fut un

zélé défenseur de la liberté de conscience, Peter Folger, dont le nom a été signalé plus haut.

Les premiers essais littéraires de Franklin furent des ballades pour la vente dans les rues. On sait que son père essaya de le détourner des « chimériques visées » en lui disant que les faiseurs de vers étaient généralement des mendiants. Franklin, dans son autobiographie, raconte comment il se procura des livres pour étudier, et de quelle façon originale il publia ses premiers articles dans le journal de son frère, *The New England Courant*. L'histoire de sa fuite à Philadelphie, et des péripéties de sa carrière d'imprimeur en cette ville, est connue de tous, même en France, où son bon sens honnête, fin et narquois, a toujours été si goûté. Dès ses premières années de jeunesse studieuse, un exemplaire du *Spectator* tomba dans ses mains, et cette lecture laissa sur son esprit une empreinte durable. Addison, d'ailleurs, fut le grand modèle de presque tous les Américains qui tinrent une plume au XVIIIe siècle.

A Philadelphie, Franklin acheta la *Pennsylvania Gazette*, se maria, fonda la Bibliothèque en 1731, écrivit de nombreux essais, brochures, pamphlets, sur toutes sortes de sujets, et publia de 1732 à 1758 son *Poor Richard's Almanac*, qui eut un très grand succès et établit sa réputation. L'*Almanac* fut présenté comme l'œuvre de Richard Saunders, Philomath, imprimée et vendue par B. Franklin. En 1758 il tira lui-même en quelque sorte la quintessence des aphorismes populaires de l'*Almanac* sous la forme d'une harangue au peuple, intitulée *The Way to Wealth* et qui est devenue en français *la Science du Bonhomme Richard*. Vers et prose, maximes, proverbes, anecdotes, apologues, toutes formes d'écrits servaient à Franklin pour faire agréer à ses lecteurs ses conseils de sagesse pratique, et surtout ses encouragements à la tempérance et à l'économie. Il fonda la Société philosophique américaine en 1743, l'Académie, devenue l'Université de Pennsylvanie, en 1749. Le reste de sa vie et la plus grande partie de ses écrits ultérieurs comme de sa correspondance se rattachent directement à l'histoire politique.

La période révolutionnaire : ballades et chants populaires. Thomas Paine; Jacob Duché; Witherspoon; John Adams; les écrivains politiques.

Un très grand nombre d'odes et de ballades virent le jour à l'époque des guerres contre les Français du Canada et pendant la révolution. Plusieurs survécurent, comme chants populaires, aux circonstances qui les avaient fait surgir. L'expédition du général Braddock surtout inspira les obscurs auteurs de ces poésies [1]. Les sujets principaux furent ensuite : la mort de Howe à Carillon (1758), celle de Wolfe devant Québec, la prise de Louisbourg, la conquête du Canada, les premiers dissentiments avec les Anglais, la plantation des arbres de liberté, l'incendie du schooner Gaspee, *Virginia banishing tea* (by a lady), ou « les Adieux d'une dame à sa table de thé », un dialogue entre un délégué du Sud, revenant du grand Congrès continental, et sa femme, la complainte du tory emplumé et goudronné (insérée dans la *Gazette* royaliste de Rivington à New-York, 1774), le bombardement de Bristol (octobre 1775), l'Amérique libérée (composition de Joseph Warren), l'Indépendance, la bataille de Trenton, la campagne du Nord et la défaite de Burgoyne [2], la capture du général Prescott à Newport, les massacres dans la vallée de Wyoming par les Indiens, la capture du major André (*le Brave Paulding et l'Espion*).

1. Une composition de 1755, qui fut l'un des chants favoris dans la guerre pour l'indépendance, commence ainsi :

> To arms, to arms! my jolly grenadiers!
> Hark, how the drum do roll it along!
> To horse, to horse, with valiant good cheer;
> We'll meet our proud foe before it is long.

« Aux armes, aux armes! mes braves grenadiers! Entendez comme les tambours résonnent.... »

2.

> Said Burgoyne to his men, as they pass'd in review,
> Tullalo, tullalo, tullalo, boys!
> These rebels their course very quickly will rue,
> And fly as the leaves 'fore the autumn tempest flew.

> Burgoyne dit à ses hommes, les passant en revue :
> Tullalo, tullalo, tullalo, enfants!
> Ces rebelles vont bientôt regretter leur trahison,
> Ils fuiront comme les feuilles devant une tempête d'automne.

Le plus célèbre de ces chants populaires est le *Yankee Doodle*, dont la musique fut composée par l'Anglais Shackbury en 1755, pour les troupes coloniales en marche sur Albany, lors de l'attaque projetée contre les forts Niagara et Frontenac. Les soldats anglais se moquaient de l'accoutrement des recrues américaines et plaisantèrent Yankee Doodle partant en guerre[1]. Sous la révolution, les soldats américains adoptèrent bravement le *Yankee Doodle*, et en firent un chant national [2].

Un autre chant, composé au commencement de la révolution, est intitulé *War and Washington*, et resta en grande vogue pendant la guerre. Il eut pour auteur Jonathan-Mitchel Sewall, le Tyrtée du Massachusetts : « Orgueilleux *Britons*, ne vous vantez plus, dans un présomptueux dédain, de vos légions triomphantes sur terre, et de votre invincible force sur mer; car nous, vos fils enflammés de colère, nous avons ceint nos épées; *Huzza, huzza, huzza, huzza, for War and Washington!* »

Thomas Paine, né en Angleterre (1736), fut successivement employé de l'excise, professeur dans une Académie à Londres, épicier dans une bourgade du Sussex. Le commerce, qui lui réussit peu, n'arrêta pas l'essor de ses instincts poétiques. En vendant de la mélasse et du tabac, il composa une ode sur la mort du général Wolfe. Puis, laissant là son épicerie et sa femme, il s'en vint à Londres et se fit présenter (1774) à Franklin, qui le détermina à se rendre en Amérique. Paine était à Philadelphie au commencement de 1775, et prit la rédaction en chef d'un journal fondé par l'Écossais Aitken, *The Pennsylvania Magazine*, où Francis Hopkinson et Witherspoon écrivaient. Les articles de Paine attirèrent l'attention d'un patriote ardent de la Pennsylvanie, le docteur Rush. Celui-ci vint le voir chez Aitken et engagea le journaliste anglais à composer un écrit populaire où seraient réfutées

1. *Doodle*, fainéant, baguenaudier.

2. La musique de Shackbury ne serait qu'un emprunt à des airs remontant au temps de Charles I[er]. C'est depuis 1775 que fut surtout chanté *The Yankee's return from camp : Father and I went down to camp...*, avec le refrain :

Yankee Doodle, keep it up,
Yankee Doodle, dandy,
Mind the music and the step,
And with the girls be handy.

en un langage et une argumentation intelligibles à la foule les objections à une déclaration d'indépendance des colonies. Paine se mit à l'œuvre et écrivit un essai qu'il voulait appeler *Plain Truth* (simple vérité), mais pour lequel Rush suggéra le titre de *Common Sense* (le sens commun).

Nous avons dit le grand effet de cette publication, faite sans nom d'auteur chez un autre Écossais, Robert Bell, récemment arrivé à Philadelphie et qui venait de lancer par souscription une édition américaine des *Commentaires* de Blackstone, « entreprise extraordinaire pour l'époque ». Le singulier, dans cette affaire, est que Paine écrivit sans la moindre conviction *le Sens commun*. Que lui importait l'indépendance des Américains? Il ne tira d'abord ni argent ni gloire de l'émission de plus de cent mille exemplaires de son écrit [1]. Cependant l'Université de Pennsylvanie le reçut maître ès arts.

Paine servit comme volontaire (1776) dans l'armée de Washington en retraite sur le Delaware. Puis il reprit la plume et écrivit, de 1776 à 1783, pour soutenir le moral de l'armée, une série de dix-huit essais portant le titre général de *la Crise*, dont le ton ardent, sérieux, l'inspiration patriotique, font bien de lui, malgré son origine, un écrivain américain. Après la guerre, Washington le remercia des services qu'il avait rendus à la cause révolutionnaire, la législature de Pennsylvanie et le Congrès lui firent don de quelques milliers de dollars, la législature de New-York de 300 acres de terre, propriété loyaliste confisquée, à New-Rochelle. Quelque temps après il retournait en Angleterre, passait en France, et ne devait rentrer en Amérique qu'en 1802, mais pour n'y plus trouver aucune estime [2].

La Pennsylvanie donne encore Jacob Duché, d'une famille huguenote. Recteur d'une église anglicane, à Philadelphie, sa ville natale, il s'essaya à la littérature par une série de morceaux sur des sujets divers, moraux et religieux, où abondent les allusions aux incidents contemporains de la vie politique en Angleterre,

1. John Adams, arrivant à Paris (1779), se vit encore attribuer la paternité du *Common Sense*.

2. Des biographies de Paine ont été écrites par Cheetham, un radical anglais, George Chalmers, loyaliste réfugié en Angleterre, Clio Rickman, Vale.

sous le titre singulier de Lettres de *Tamoc Caspipina*. C'est Duché qui ouvrit solennellement la première session du Congrès (septembre 1774) par une prière qui, si l'on en croit une lettre de John Adams, écrite le jour même, émut profondément l'assistance[1].

L'éloquence de Duché était pompeuse, boursouflée, prétentieuse; elle produisit cependant une impression très vive sur ses contemporains. Le 7 juillet 1775, devant le premier bataillon de la ville partant pour le Massachusetts, il prononça un sermon sur le « Devoir de rester ferme dans nos libertés spirituelles et temporelles ». Une phrase donnera l'idée du ton oratoire des premiers temps de la révolution : « Nous ne désirons pas posséder les bocages dorés de l'Asie, ni nous parer devant les yeux du public de joyaux arrachés au front de nababs en pleurs, ni faire servir à des débauches les richesses de provinces livrées au pillage ». Cette allusion à la conquête de l'Inde excita beaucoup d'enthousiasme.

Duché fut quelque temps chapelain du Congrès en 1776. Après l'entrée des Anglais à Philadelphie, il se laissa circonvenir et ne put résister à la pression exercée par des relations sociales. Il abandonna la cause de l'indépendance et écrivit le 8 octobre 1777 à Washington une lettre qui pèse sur la mémoire de l'honnête mais faible chapelain. Washington soumit la lettre au Congrès et Hopkinson y fit une verte réponse.

John Witherspoon, né à Édimbourg en 1722, était ministre en Écosse, à Paisley, lorsque Benjamin Rush, *alumnus* du collège de Princeton (New-Jersey) et qui achevait ses études à l'Université d'Édimbourg, fut chargé par les autorités du collège d'offrir la présidence de cet établissement au docte pasteur qui venait de publier *Ecclesiastical Characteristics, or the Arcana of Church Policy*, œuvre ironique contre les préoccupations mondaines d'une grande partie du clergé anglais. Witherspoon accepta et vint

1. La nouvelle d'un combat devant Boston était arrivée la veille à Philadelphie : « Jamais, dit Adams, je n'ai entendu une prière meilleure ni si bien prononcée. Le Dr Cooper lui-même n'a jamais prié avec tant de ferveur, de pénétration et de pathétique, pour l'Amérique, le Congrès, la province de Massachusetts et la ville de Boston.... M. Duché est un des hommes les plus intelligents, un des plus nobles caractères, un des plus grands orateurs de l'ordre épiscopalien sur ce continent, et en même temps un ami zélé de la liberté et de son pays. » Adams ne devait pas tarder à regretter ce pompeux éloge.

tout à la fois (1768) présider le collège de Princeton et y enseigner la philosophie morale et la rhétorique. Lorsque la guerre éclata, l'Écossais prit parti pour son pays d'adoption et fut envoyé au Congrès, où il fut un des signataires de la Déclaration d'indépendance. Il s'identifia complètement avec la cause américaine et prit une part très active aux travaux des comités du Congrès, « conseiller de Morris, correspondant de Washington, rival de Franklin en sagacité et en résolution ». Il avait un fils, qui fut tué à Germantown, et une fille qui épousa l'historien Ramsay. Il prononça de nombreux discours, et reproduisit l'un des plus importants, sous le titre de *Essay on Money*, contre l'exagération des émissions de billets de crédit.

John Adams, Washington, Jefferson, Madison, Hamilton, appartiennent à l'histoire politique bien plus qu'à l'histoire littéraire des États-Unis, leurs écrits et leur correspondance ayant trait presque exclusivement aux grands événements auxquels ils furent mêlés, et dans le développement desquels ils jouèrent un rôle prépondérant. Il convient de signaler toutefois, à cause du caractère spécial, souvent intime et familier de l'œuvre, le Journal (*Diary*) commencé par John Adams en 1755 et continué par lui pendant trente ans, mais qui ne fut publié que bien plus tard par son petit-fils, Charles-Francis Adams. Les premiers feuillets en sont surtout intéressants par le ton de vanité candide, de grand contentement de soi-même, qui resta toujours le trait caractéristique de l'homme. La famille de John Adams était établie depuis trois générations dans le Massachusetts. Son père était fermier; lui-même fut maître d'école et se destinait au ministère; on suit les péripéties très variables de cette vocation dans les controverses religieuses où se plaît sa plume encore novice. Bientôt il abandonne la théologie pour étudier le droit; des effusions de psychologie personnelle nous font assister à la lutte engagée, au cours de sa vie d'étudiant (il était né en 1735), entre la paresse, la distraction, le tabac, les lectures frivoles, et l'étude de Justinien, de Locke et de Bolingbroke. Avocat, membre de la législature, il a trouvé sa voie. Déjà il avait publié dans la *Gazette de Boston*, sous le titre de *Dissertation on the Canon and Feudal Law*, une protestation véhémente contre les systèmes ecclésiastiques et

politiques de l'Europe. Député au Congrès continental, il fait paraître son *Novanglus* (histoire de la querelle avec l'Angleterre depuis son origine en 1754), en réponse à une thèse d'un écrivain tory, Daniel Leonard, signée *Massachusettensis*. Au Congrès, on l'a vu se poser en champion déterminé d'une prompte déclaration de l'indépendance des colonies. Charles-Francis Adams a publié en outre la correspondance, très intéressante, et qui comprend près de trois cents lettres, entre son grand-père et sa grand'mère, Abigaïl Smith, Mrs Adams. Journal et correspondance sont de véritables monuments littéraires.

Humoristes et poètes : Francis Hopkinson, John Trumbull, Hopkins, Humphreys, Freneau, Brackenridge, Barlow.

Francis Hopkinson, plus jeune que Franklin de plus de trente ans, fut un excellent produit de l'école littéraire et philosophique de la Pennsylvanie. Le premier en date des humoristes de la littérature américaine, il débuta en 1774 par une histoire allégorique du conflit entre les colonies et la métropole, *Pretty Story*, où l'on voit une colonie de fermiers lutter vaillamment contre les procédés illégaux d'un surveillant tyrannique. Il écrivit ensuite une *Prophecy* (1776), puis un *Political Catechism*, dialogue sur la politique de lord North et la conduite de la guerre.

Hopkinson, qui s'était établi dans le New-Jersey, représenta cet État au Congrès et signa la Déclaration d'indépendance. Il célébra dans un poème burlesque *The Battle of the Kegs* (la bataille des barils), combat allégorique des Anglais contre une flottille de tonneaux sur le Delaware. Tout imbu des idées modernes que Franklin essayait d'appliquer à l'organisation de l'Université pennsylvanienne, il railla les vieilles méthodes d'enseignement et d'examen alors en usage dans la plupart des collèges. Il poursuivit surtout de ses sarcasmes l'imprimeur du roi à New-York, James Rivington, qui, dans sa *Gazette* loyaliste, soutenait obstinément sur la terre d'Amérique la cause de l'autorité royale et parlementaire [1]. Witherspoon et Freneau prirent souvent aussi à partie

1. Ce Rivington, dont les aventures ont été sommairement racontées dans un chapitre précédent, était un journaliste de grand talent. Sa *Gazette*, que les plaisants

l'imprimeur du roi, que ni la prison, ni le sac de son imprimerie par Isaac Sears n'avaient pu décourager, et qui, même après le départ des troupes anglaises, continua la publication de son journal sous le nom de Rivingston's *New-York Gazette and Universal Advertiser*, qu'il dut toutefois bientôt interrompre. Dans les dernières années de la guerre, il avait, paraît-il, transmis d'utiles

avaient surnommée *le Journal Menteur* (*The Lying Gazette*), était fort bien faite, et les traits satiriques qu'elle ne cessait de lancer contre les Américains rebelles et les Français, leurs alliés, avaient le don d'irriter fort les patriotes. Livingston, gouverneur du New-Jersey, dit un jour (1780) : « Si Rivington est pris, il faut que j'aie une de ses oreilles; le gouverneur Clinton (du New-York) a droit à l'autre, et sa tête sera pour Washington ».

Après la capitulation de Cornwallis, Hopkinson publia une annonce bouffonne, représentant Rivington décidé à retourner en Europe et à liquider, par une vente aux enchères, son stock de livres et son magasin d'objets de curiosité. Le morceau est daté de New-York, 1er novembre 1781. Voici quelques-uns des articles du catalogue :

Livres : Histoire de la guerre américaine, ou les glorieux exploits des généraux anglais. — Le Guide royal de poche, nouveau système politique, par où un prince peut, en un très court délai, se rendre odieux à ses sujets. — Fables choisies d'Ésope, avec morales et applications, comme le Chien et l'Ombre, la Poule aux œufs d'or, etc. — Le droit de la Grande-Bretagne à la domination des mers, fiction poétique. — Un ouvrage en treize volumes in-folio, abrégé par un auteur royal et réduit aux dimensions d'un in-12 de poche. — Larmes de repentir, ou l'état présent des réfugiés loyalistes, à New-York et ailleurs. — Le Menteur politique, journal hebdomadaire, édité par l'auteur de cette mise en vente.

Pièces de théâtre : Miss McCrea, tragédie. — La marche sur Valley Forge, ou beaucoup de bruit pour rien.

Cartes et gravures : Une élégante carte de l'empire britannique dans l'Amérique du Nord, à une échelle très réduite. — Saratoga et Yorktown, deux gravures élégantes, sur cuivre, dédiées au roi. — Vues anglaises des principaux incidents de la guerre, mises en couleur par des mains expertes. Ces pièces sont si ingénieusement combinées qu'en les retournant du haut en bas, elles montrent les vues américaines ou françaises des mêmes sujets, sans couleur.

Instruments scientifiques : Une curieuse lanterne magique, d'invention nouvelle, construite sous la direction de lord North pour l'amusement du bon peuple d'Angleterre. — Microscopes pour agrandir les petits objets, tels que succès de généraux britanniques. — Lunettes de poche pour politiciens à courte vue.

Spécialités pharmaceutiques : Or potable, préparation administrée avec succès dans le cas du général Arnold. — Esprit de mensonge, produit supérieur, extrait par distillation de centaines de numéros de la *Gazette Royale* de New-York. Avec d'autres feuilles soumises au même procédé, on n'a obtenu qu'un produit de qualité inférieure. *Beware of Counterfeits.* En administrant à doses convenables cet admirable extrait de *Gazette Royale*, on forme des mensonges qui opèrent un jour, une semaine, un ou plusieurs mois, sur place ou à distance, en Amérique ou en Europe. — Gouttes cordiales, pour esprits déprimés, préparées pour l'usage spécial des honorables membres du Comité des réfugiés loyalistes.

N.-B. A tout acheteur d'une valeur de cinq livres sterling, il sera remis gratuitement une main de faux papier-monnaie continental, et deux mains de proclamations offrant le pardon aux rebelles.

On saisit ici sur le vif les principaux sujets de préoccupation de la masse de la population pendant la guerre, et le genre de plaisanterie et d'humour en vogue à cette époque.

renseignements à Washington, ce qui explique son séjour non inquiété à New-York après 1783.

John Trumbull, d'une vieille famille du Connecticut, fut aussi un humoriste, mais un humoriste poète. Les Trumbulls avaient toujours été l'honneur de leur État. Au temps de la révolution, un Jonathan Trumbull était gouverneur. Le voyageur français, Chastellux, le vit en 1781, âgé de soixante-dix ans. « Il avait, dit-il, toute la simplicité d'habillement et de manières, toute la gravité et même tout le pédantisme qui conviennent au grand magistrat d'une petite république. Il évoquait à mon esprit la pensée des bourgmestres de Hollande, des Heinsius et des Barneveldts. »

Un des fils de ce Jonathan fut gouverneur après son père. Un autre Trumbull écrivit une histoire du Connecticut. Le poète fut condisciple, à Yale, de Timothy Dwight, de Humphreys et de Barlow. C'était déjà une génération nouvelle, dont l'épanouissement littéraire allait accompagner les premiers pas de l'Union sous sa nouvelle constitution. John Trumbull était né en effet au milieu du siècle (avril 1750); il avait douze ans de moins que Hopkinson et quarante-quatre de moins que Franklin. Avec Dwight, il composa à vingt et un ans une satire politique, *The Progress of Dulness*. Ils avaient débuté par des essais à la façon du *Spectator*, le modèle classique. On se passionnait aussi à cette époque pour les héros de Richardson ; les vertus de Pamela excitaient un pieux attendrissement. Le *Progress of Dulness* (poème en vers octosyllabiques) chante les aventures de Tom Brainless (Tom sans cervelle), de Dick Hairbrain, et de Miss Harriet Simper, jeunes « beaux » et « belles » selon la mode du temps. Il s'y trouve aussi un plaidoyer, dans le genre de celui de Hopkinson, pour l'étude des vraies humanités contre les abstractions sèches et pédantes de l'enseignement dans les collèges.

Trumbull se tourna vers l'étude du droit, mais continua à écrire des vers sur divers incidents de la guerre dans le Nord. Pendant un séjour dans son village natal et à Stratford, il composa le poème qui a rendu son nom populaire en Amérique, *McFingal*.

Toute la littérature coloniale, on l'a pu voir, était puisée à une même source, la Bible d'abord, le *Pilgrim's Progress* de Bunyan dans l'Amérique puritaine et au XVIIe siècle, puis Addison et Pope

dans toutes les colonies où se développa le goût d'écrire, surtout en Pennsylvanie, au XVIIIe siècle; Fielding et Richardson furent ensuite les modèles admirés. Enfin les humoristes se souvenaient d'avoir lu et relu dans leur enfance le *Hudibras* de Butler. Le poème *McFingal* est du même type que Hudibras; le mètre même est emprunté. Cependant l'imitation ne va pas plus loin. Hudibras est une parodie du puritain, Mc Fingal est la parodie du tory de 1775. L'inspiration est bien américaine. Chastellux ayant écrit de Paris à Trumbull en 1785 pour le féliciter d'avoir composé son ouvrage d'après toutes les règles du poème burlesque, Trumbull répondit qu'il eût été heureux de connaître ces règles avant de composer son poème, et qu'il a voulu seulement railler certains côtés grotesques des incidents de la révolution dans la Nouvelle-Angleterre.

Le tableau est animé, vivant. Meetings, discussions, émeutes se succèdent, révélant les caractères et les manières populaires de cette époque agitée. McFingal, le tory grotesque, traverse de multiples aventures, et revêt naturellement la robe *plumeopicean*, ce qui veut dire que les commères et les matelots whigs de Boston le couvrent de plumes et de poix, opération qui, on le sait, constituait le plaisir le plus vif pour les patriotes du nord-est, à l'aurore de la révolution.

Trumbull était né en 1750, Lemuel Hopkins la même année, David Humphreys en 1753, Joel Barlow en 1755. Tous quatre étaient du Connecticut et se trouvèrent réunis à Hartford dans les années qui s'écoulèrent entre la fin de la guerre et la session de la Convention de 1787. Ils composèrent en commun une série de pièces de vers au nombre de vingt-quatre, qui parurent à Hartford et à New-Haven et dont l'ensemble composa un poème satirique appelé *Anarchiad*, peinture des désordres qui menaçaient les États-Unis d'une désorganisation complète pendant la « période critique ». Les poètes de Hartford travaillaient donc à la même tâche que Madison et Hamilton, et une part leur est due dans l'honneur du succès final, bien que leurs vers ne soient pas toujours aisément lisibles.

Philip Freneau est du même temps; il était né en 1752, à New-York, d'une famille protestante qui avait émigré de France à la révocation de l'édit de Nantes. C'est un versificateur (plutôt qu'un

poète) et un prosateur excellent. En 1771 il prit ses degrés au collège de Princeton, en même temps que Madison et Hugh-Henry Brackenridge. Avec ce dernier, il composa pour le collège un dialogue poétique (entre Acasto et Eugenio), *On the rising Glory of America*. Pris en 1780 par les Anglais sur un navire qui l'emportait de la côte du Delaware à Saint-Eustache, il fut jeté sur un ponton dans la rade de New-York et publia ses *Cantos from a prison-ship*. Il finit par s'évader. Pendant les années suivantes, il écrivit en vers et en prose, voyagea sur terre et sur mer, commanda un navire, d'où lui vint son titre de capitaine, et fit paraître en 1786 et 1788 à Philadelphie deux volumes de morceaux divers, le premier intitulé *Poems of Philip Freneau, written chiefly during the late war*.

Hugh Brackenridge, le camarade de Madison et de Freneau au collège de Princeton, était né en Écosse (1748) d'un fermier qui émigra quelques années après la naissance de son enfant et s'établit dans le sud de la Pennsylvanie. Hugh fut maître d'école à quinze ans, entra à Princeton, collabora avec Freneau, enseigna dans le Maryland et débuta dans les lettres en 1776 par un drame lyrique sur la bataille de Bunker Hill. Entre temps il était devenu ministre et fut chapelain pendant la guerre, comme Timothy Dwight et son ami de Hartford, Joel Barlow. Ces jeunes gens prêchaient dans le camp et soutenaient le courage des troupes en doublant leurs sermons d'odes patriotiques.

Dès cette époque Barlow commençait la composition du poème *The Vision of Columbus*, qui parut en 1787, première forme de son œuvre capitale, *Columbiad*, publiée en 1807. Brackenridge, avant la fin de la guerre, abandonna l'état ecclésiastique, les subtilités de la théologie presbytérienne écossaise ayant rebuté son esprit. Il se tourna du côté du barreau, étudia le droit avec Samuel Chase à Annapolis et, en 1781, alla s'établir à Pittsburg. Là il put observer l'essor rapide des communautés politiques naissantes de l'Ouest, étudier sur place des mœurs nouvelles, assister à bien des aventures, et il devait tirer de ce spectacle, quelques années avant la fin du siècle, sous le titre de *The Modern Chivalry*, une des meilleures satires politiques que l'Amérique ait produites.

Freneau, Barlow, Humphreys, Brackenridge, et toute cette

génération née au milieu du siècle, n'avaient encore donné qu'une partie de leur œuvre au moment où les États-Unis, par l'adoption d'une constitution définitive, commençaient des destinées nouvelles. Nous les retrouverons plus tard, dégageant peu à peu l'esprit américain de l'imitation anglaise et frayant la voie à des émules plus jeunes, vers une littérature américaine. Freneau reconnaissait sans peine, alors que les auteurs anglais le traitaient de *poetaster* (rimailleur et barbouilleur), que l'indépendance politique et l'indépendance littéraire étaient deux choses distinctes, que l'une s'était accomplie en sept années, mais qu'il était malaisé de prévoir combien de temps exigerait l'autre.

CHAPITRE LIX

COLONISATION DU KENTUCKY ET DU TENNESSEE

Pittsburg et la route du Far-West. — Le Kentucky virginien (1775-1791). Rogers Clark. — Le Tennessee carolinien. Sevier.

Pittsburg et la route du Far-West.

De Philadelphie partait la principale route vers ce qui était alors le Far-West, c'est-à-dire la région située entre les monts Alleghanys et le Mississipi. Cette Pennsylvanie, si pleine aujourd'hui de villes animées, de vastes cités industrielles, de fermes, de mines, d'usines, sillonnée de canaux et de lignes de chemins de fer, était alors, dans sa partie occidentale, à peu près vide d'habitants. La route franchissait les premières rangées de collines, puis la chaîne principale des Alleghanys et descendait peu à peu dans la vallée de l'Ohio. Large et passablement unie en plaine, étroite et dangereuse dans les montagnes, avec de fortes pentes, cette route, qui avait coûté un travail énorme, était la seule voie de communication, en dehors des sentiers des Peaux-Rouges, entre l'est et la vallée du Mississipi. Des milliers d'émigrants la parcouraient dans les mois d'été ; de longues files de charrettes venaient en sens inverse, apportant les produits des fermes lointaines aux marchés de Philadelphie et de Baltimore. La route avait pour terme la petite ville de Pittsburg. Le 29 juillet 1786 paraissait dans ce modeste village le premier numéro du premier journal imprimé à l'ouest des Alleghanys, *The Pittsburg Gazette*.

Trois ans plus tard un voyageur disait de Pittsburg : « C'est l'endroit le plus boueux que j'aie jamais vu ». On y remarquait déjà des manufactures et beaucoup de fumée [1]. Les environs offraient d'intéressants souvenirs historiques : la plaine où Braddock avait trouvé la défaite et la mort; la colline de Grant, près du Monongahela, où un détachement de highlanders avait été surpris et massacré par les Français et les Indiens.

Près de là, sur la même hauteur, un monticule (*Mound*) construit par cette race préhistorique qui a couvert de ses *tumuli* sans nombre les crêtes des collines depuis la rivière Mohawk jusqu'au Rio Grande. Sur les ruines du fort Du Quesne les Anglais avaient construit le fort Pitt. En 1764, le colonel Campbell traça le plan d'une ville qu'il appela Pittsburg. En 1770, quand Washington la visita, il n'y trouva qu'une vingtaine de cabanes. En 1784 elle avait déjà cent maisons et un millier d'habitants. Là était le point de départ des émigrants pour le grand Ouest.

On descendait l'Ohio sur des bateaux plats ou en pirogues jusqu'à l'établissement encore marécageux et triste des chutes de l'Ohio (Louisville), ou jusqu'à l'embouchure de la rivière dans le Mississipi, pour remonter de là à Saint-Louis, que La Clède avait fondée vingt ans auparavant, ou descendre le Mississipi en radeaux et en bateaux grossiers jusqu'à Natchez ou à la Nouvelle-Orléans. On pouvait compter douze mille âmes sur les bords de la rivière Kentucky, du Licking et de leurs affluents. En 1780 s'élevèrent les premières huttes de bois sur la plaine basse où s'étend Cincinnati. Quelques années plus tard Filson, maître d'école pédant, historien du Kentucky, donnait à ce village le nom grotesque de Losantiville [2]. Dans la Virginie occidentale quelques villages étaient disséminés dans les hautes vallées du Potomac, de la Shenandoah et du James.

Entre 1780 et 1790 il y eut une grande poussée d'émigration vers la magnifique plaine arrosée par le Tennessee et l'Ohio, qui devait devenir un jour le grenier de l'Amérique et en partie aussi de l'Europe. Cette vaste solitude, traversée par quelques tribus de sauvages et d'innombrables troupeaux de buffles, à moitié couverte

1. Craig, *History of Pittsburg*.
2. L-os-anti-ville, ville située en face de l'embouchure du Licking.

d'épaisses forêts de chênes et de sycomores, s'ouvrait rapidement à ses nouveaux maîtres, puisque le recensement de 1790 donnait déjà 74 000 habitants au Kentucky et 35 000 au Tennessee. Cependant aucun homme blanc n'avait vu encore les sources du Missispi. Le pays au delà du fleuve était aussi inconnu que le centre de l'Afrique à la même époque. Sur cette frontière reculée, le trappeur, le pionnier, le chercheur de fourrures, étaient en lutte constante avec la nature et avec l'Indien.

Le Kentucky virginien (1775-1791). Rogers Clark.

En 1774 le gouverneur royal de la Virginie, lord Dunmore, à la requête de l'Assemblée, avait chargé une commission d'explorer les terres de l'ouest en vue d'étendre les limites effectives de la province. Une partie de la commission descendit l'Ohio jusqu'aux chutes, puis remonta le Kentucky jusqu'à une grande distance de l'embouchure. Un conflit éclata entre les explorateurs et les Indiens. La guerre était déclarée. Pendant que la Pennsylvanie essayait la conciliation et invoquait la médiation de Guy Johnson, agent supérieur du gouvernement anglais chez les Indiens du nord-ouest, Dunmore dirigea une expédition sur la rive droite de l'Ohio et détruisit les villages indiens des rives du Muskingum et du Scioto. Dans le même temps plusieurs chefs subissaient une défaite complète près du confluent de la Kanawha et de l'Ohio (Virginie occidentale). La paix fut rétablie. Tout le pays au nord de l'Ohio fut déclaré propriété de la Virginie en vertu des termes de la concession contenue dans l'ancienne charte royale.

Richard Henderson, de la Caroline du Nord, acheta des Cherokees, l'année suivante, pour quelques voitures de marchandises, tout le pays entre la rivière Cumberland et la rivière Kentucky, puis il s'associa quelques personnes pour l'exploitation de cette propriété et chargea un aventurier, Daniel Boone, de construire une route et de commencer un établissement sur le terrain acquis. Une enceinte palissadée reçut le nom de Boonesborough; un autre trappeur, Harrod, fonda Harrodsburg; mais Dunmore, gouverneur de la Virginie, déclara l'achat de Henderson illégal et nul, et mit en

vente les terres situées dans l'ouest, au sud de l'Ohio, au nom de la couronne.

Sans se préoccuper de cette déclaration du gouverneur, des délégués de Boonesborough, de Harrodsburg et de deux autres points de colonisation, se réunirent à Boonesborough en mai 1776 et se constituèrent en Assemblée de la Transylvania, sous la présidence de Henderson représentant les propriétaires. Un contrat fut passé entre ceux-ci et les colons. On organisa des tribunaux et une milice et l'on vota des lois. La situation du nouvel établissement était très confuse. Les émigrants, réunis à Harrodston, élurent G. Rogers Clarke pour leur représentant à l'Assemblée de Virginie, et quelques mois plus tard, les propriétaires envoyèrent un délégué au Congrès de Philadelphie; mais cette assemblée refusa de reconnaître la nouvelle colonie. La Virginie en effet réclamait le pays comme compris dans les limites établies par sa charte, et elle l'organisa en comté sous le nom de Kentucky (décembre 1776); il embrassait à peu près toute l'étendue de l'État de ce nom.

Les colons de la Transylvania, abandonnant pour l'instant leurs projets d'indépendance, s'organisèrent sous l'autorité de la Virginie. Henderson reçut en compensation de ses droits de propriété 200 000 acres de terres à l'embouchure du Green River.

La colonisation du Kentucky progressa assez rapidement. En [illegible] fut fondée Lexington entre les rivières Kentucky et Licking.

Par une loi de la Virginie, tout colon établi à l'ouest des montagnes [illegible] gratuitement à quatre cents acres de [illegible] les taxes sur cette étendue) [illegible] mille acres. La population s'était [illegible] put être divisé en trois [illegible] Fayette (autour de [illegible] le Cumberland). Au [illegible] nombreux déserteurs de [illegible] militaire. Un titre de pro- [illegible] cinq dollars espèces, [illegible] la surface du territoire [illegible]ssement. Les termes [illegible] il en résulta plus tard

une grande incertitude sur la valeur des titres de propriété, et des procès sans nombre. Aussi le Kentucky devint-il bientôt la terre promise des avocats, des avoués, des gens d'affaires et de loi de toutes catégories.

L'occupation du Kentucky devait mettre les aventuriers virginiens aux prises avec les tribus indiennes très belliqueuses du nord de l'Ohio. Un trappeur, George-Rogers Clark, avec le titre de brigadier, fut chargé par le gouvernement de la Virginie de la défense du nouveau territoire. Il établit son quartier général à Louisville, tandis que les Pennsylvaniens faisaient de Pittsburg, sur le haut cours de l'Ohio, le siège d'un autre commandement militaire contre les Indiens. Hamilton, le commandant anglais à Détroit, excitait les Peaux-Rouges contre les Américains. Clark conçut alors le projet d'aller attaquer les Indiens chez eux. Appuyé par Patrick Henry, Jefferson et la plupart des hommes les plus influents et les plus en vue de la Virginie, il reçut du gouvernement quelque argent, réunit des volontaires, traversa l'Ohio au commencement de 1778 et s'empara en juillet des anciens établissements français de Kaskaskia et de Kahokia (près du Mississipi, dans l'État actuel de l'Illinois). Les colons français, instruits de la conclusion d'un traité d'alliance entre leur pays et les États-Unis, acceptèrent avec joie ce changement de juridiction; ceux de Vincennes (sur le Wabash) prêtèrent également le serment d'allégeance à la Virginie [1].

L'Assemblée de cet État, dès qu'elle connut les résultats de l'expédition de Clark, érigea tout le territoire au nord de l'Ohio en comté d'Illinois. C'était le temps où les Iroquois, excités par les Anglais, envahissaient dans la Pennsylvanie la vallée de Wyoming et y commettaient les massacres chantés par le poète écossais, Thomas Campbell, dans sa *Gertrude of Wyoming*.

En décembre 1778, Hamilton, venant de Détroit, parut devant Vincennes et en reprit possession sans combat. Il faisait de grands projets pour asseoir solidement l'autorité de l'Angleterre sur tout le territoire au nord-ouest de l'Ohio, lorsque Clark, qui se trouvait encore à Kaskaskia, fit une marche rapide de seize jours,

1. Sur l'expédition de Rogers Clark, voir Bancroft, vol. X, 194 à 203.

surprit l'Anglais à Vincennes (février 1779) et l'envoya prisonnier en Virginie. Il reçut de l'Assemblée virginienne, en récompense de cet exploit, pour lui et ses compagnons, le don de 150 000 acres de terres sur la rive droite de l'Ohio en face des Chutes (comté de Clark); il fut en outre nommé chef militaire de la région avec le titre de brigadier général. La guerre continua, furieuse, entre Indiens et blancs, et des actes d'une cruauté horrible furent commis de part et d'autre de 1779 à 1781. Une troupe considérable d'Indiens, dans une marche au sud de l'Ohio, en 1782, infligea une sanglante défaite aux Kentuckiens à Big Blue Lick (sur le Licking). Ce fut toutefois la dernière incursion faite en Kentucky par un corps quelque peu important d'indigènes. Une nouvelle expédition contre les Indiens du Wabash, entreprise par Clark (1786) sans l'autorisation du Congrès ou de la Virginie, échoua complètement; Clark tomba en disgrâce et son commandement dans l'Ouest lui fut retiré.

Le Tennessee carolinien. Sevier.

Shelby, hardi aventurier de l'Ouest, à la tête d'une bande de pionniers virginiens et caroliniens, battit les Indiens Cherokees (1779), brûla leurs villages sur le haut Tennessee et détruisit leurs cultures. Les vaincus durent céder une partie de leur territoire (Tennessee oriental). Robertson, un des premiers explorateurs de la région, fut nommé agent indien pour la Virginie et la Caroline du Nord. Pendant toute cette année et les suivantes, les émigrants descendirent en grand nombre dans la vallée du Holston, affluent de droite du Tennessee. En 1784 il y avait là près de dix mille habitants; la localité la plus importante du district était Knoxville [1].

Une commission mixte de la Virginie et de la Caroline fixa en 1780 la frontière entre les possessions occidentales des deux États jusqu'au Mississipi. Robertson fonda peu après, dans le Tennessee de la plaine, l'établissement de Nashville qui grandit rapidement, comme chef-lieu du comté de Davidson. Le Tennessee oriental,

1. Le premier journal du Tennessee fut *The Knoxville Gazette* (novembre 1791).

où se limitait jusqu'alors la colonisation (l'ouest restant en la possession des Chickasaws), formait déjà trois comtés : Washington, Sullivan et Greene.

Sur la nouvelle que la législature de la Caroline du Nord avait voté la cession au Congrès de ses territoires de l'ouest (juin 1784), une Convention des délégués de ces comtés se réunit à Jonesborough et décida l'organisation d'un gouvernement indépendant. Mais quelques mois plus tard la Caroline du Nord se ravisa, rappela le bill de cession, vota l'établissement d'une cour suprême à Jonesborough, et nomma brigadier général de la milice, John Sevier, l'un des héros de King's Mountain, petit-fils d'un Français huguenot (Xavier) chassé à Londres par la révocation de l'édit de Nantes. Il était Américain et Virginien, né dans la vallée de la Shenandoah. Il essaya de combattre les idées de scission, mais on ne l'écouta pas (décembre 1784), et il fut élu, malgré lui, président de la Convention séparatiste. Lorsque l'année suivante le Congrès eut sollicité et obtenu de l'État de la Caroline du Nord la confirmation définitive de la cession de ses terres au delà des montagnes, les habitants de ces districts se déclarèrent indépendants. Ils votèrent une constitution (provisoirement celle de la Caroline du Nord), formèrent un nouvel État, lui donnèrent le nom de Franklin et élurent une législature qui était en session en mai 1785. Un projet de constitution était soumis au peuple, mais on ne put s'entendre, et une guerre civile paraissait imminente. Le gouvernement de la Caroline du Nord en profita pour rétablir son autorité. Sevier fut condamné et mis hors la loi. Il s'en alla chasser le buffle et combattre les Cherokees au delà des limites de la civilisation.

Des velléités d'indépendance se manifestaient aussi à la même époque dans les établissements du Kentucky. Trois Conventions se réunirent successivement à Danville en 1784 et 1785, à l'instar de ce qui se passait au Tennessee. La première avait été convoquée pour délibérer sur les moyens de combattre les Indiens. Les deux autres conclurent à la formation d'un État autonome. Comme il n'y avait encore ni journal, ni imprimerie dans le Kentucky, les habitants envoyèrent au Congrès une adresse manuscrite. L'assemblée de la Virginie, à laquelle Patrick Henry,

alors gouverneur, dénonça le péril, vota une loi qui déclarait crime de trahison toute tentative d'ériger, sans l'assentiment de la législature, un nouvel État sur aucune partie du territoire virginien.

Cependant l'intérêt de la Virginie à retenir la juridiction du Kentucky était bien affaibli; il n'y avait plus de terres à vendre, toute l'étendue ayant été aliénée au moins trois ou quatre fois. Aussi, un mois après le vote de la loi de trahison, l'Assemblée déclara-t-elle consentir à la formation d'un gouvernement indépendant en Kentucky, pourvu que le Congrès, avant le 1er juin 1787, admît le nouvel État dans l'Union, que le Kentucky assumât une part proportionnelle de la dette virginienne, que la navigation de l'Ohio restât à tout jamais libre pour tous les États, et que les titres de propriété conférés par les lois de Virginie fussent tenus bons et valides. L'admission du Kentucky dans l'Union devait cependant être retardée jusqu'en 1791.

CHAPITRE LX

ORGANISATION DU TERRITOIRE DU NORD-OUEST

Adoption du principe d'égalité pour l'admission de nouveaux États dans l'Union (1780). — Cession définitive, par la Virginie, du territoire du Nord-Ouest (1784). Plan d'organisation proposé par Jefferson. — L'ordonnance de 1787. La clause antiesclavagiste. La Compagnie de l'Ohio.

Adoption du principe d'égalité pour l'admission de nouveaux États dans l'Union (1780).

En septembre 1780, dans le temps de sa plus complète impuissance à remédier aux difficultés, le Congrès avait voté la célèbre résolution par laquelle les États étaient invités à faire à la confédération l'abandon généreux de leurs prétentions territoriales dans l'Ouest, « afin de fortifier l'alliance fédérale (le Maryland faisait de cet abandon une condition préalable de son accession aux Articles) et de conduire à l'heureux établissement de l'Union ». Que serait-il fait de ces terres une fois cédées? Le Congrès répondait ainsi : « Résolu qu'il sera disposé du domaine territorial pour le bénéfice commun des États-Unis, que ce domaine sera colonisé, puis divisé en États républicains distincts, qui deviendront membres de notre union fédérale, et auront les mêmes droits de souveraineté, de liberté et d'indépendance que les autres États ». Ainsi était déclaré, au milieu des incertitudes de la guerre, non seulement que l'Union était perpétuelle, mais encore qu'elle serait susceptible d'une extension indéfinie.

Ce principe essentiel, d'une importance capitale, qui a dominé

toute l'histoire ultérieure de la République des États-Unis, qui a déterminé son immense développement territorial, développé la sphère de ses institutions libres, assuré la vitalité de sa constitution, était donc posé dès le début, et ne fut plus sérieusement discuté jusqu'à sa consécration dans la grande Ordonnance de 1787. Avant même que, par l'abandon des prétentions des divers États et par les termes du traité de 1783, le Congrès, c'est-à-dire la nation américaine elle-même dans sa représentation collective et unitaire, fût mis en possession du domaine compris entre les montagnes de l'est et le Mississipi, il était entendu que ce domaine ne serait pas exploité dans l'intérêt exclusif des États constitués au moment de la formation de la confédération, qu'il servirait à la création de communautés aussi libres, aussi autonomes que l'étaient ou pouvaient l'être leurs aînées, sous la Constitution qu'elles pourraient un jour se donner, en un mot que les États-Unis seraient une confédération ouverte et que les grandes plaines de l'Ouest serviraient à augmenter successivement, au fur et à mesure des progrès de la colonisation, le nombre des participants au contrat.

Comment le territoire occidental serait-il divisé, lorsqu'il aurait été tout entier cédé au Congrès? Il y eut sur ce point de longues discussions. Maintes propositions furent présentées, discutées, puis rejetées, jusqu'à l'adoption de la formule définitive.

Théodore Bland, colonel de dragons pendant la guerre, membre du Congrès pour la Virginie depuis 1780, proposa en juin 1783 une *ordonnance* pour « accepter conditionnellement la cession faite par la Virginie de ses terres de l'Ouest, diviser ces terres en districts de deux degrés de latitude par trois de longitude, subdiviser chaque district en *townships* d'un nombre déterminé de milles carrés, chaque district devant être reçu dans l'Union comme un État « souverain », aussitôt qu'il compterait vingt mille habitants. Dans ces États embryonnaires, tous les hommes qui s'étaient enrôlés pour la durée de la guerre ou avaient servi trois ans recevraient les terres promises comme prime, et trente acres de plus pour chaque dollar qui leur serait dû par les États-Unis. La dixième partie du sol serait réservée pour le paiement de la *civil list* (émoluments des fonctionnaires) des États-Unis,

et la construction de postes-frontières et d'établissements d'instruction [1].

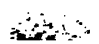
Quelques mois plus tard, le Congrès délibérait à Princeton avec le général Washington sur diverses questions d'intérêt national, entre autres sur les relations régulières à établir avec



Le territoire du Nord-Ouest.

les Indiens. En dehors des limites des États, disait le général, le gouvernement des États-Unis, « autorité souveraine », devrait pouvoir seul acheter leurs terres aux tribus indiennes. Tout commerce avec les tribus devait être placé sous le contrôle du Congrès. En octobre de la même année, le Congrès s'occupa de la question et chargea un comité de proposer un plan de gouvernement temporaire pour le territoire occidental, dont il n'était même pas encore formellement en possession.

1. Document retrouvé par M. Bancroft dans les papiers manuscrits de l'ancien Congrès et ainsi annoté par Ch. Thomson, secrétaire du Congrès : Motion de M. Bland, soutenue par M. Hamilton, 5 juin 1783.



Cession définitive, par la Virginie, du territoire du Nord-Ouest (1784). Plan d'organisation proposé par Jefferson.

Jefferson était gouverneur de la Virginie et la lutte continuait au sud entre Greene et Cornwallis, tandis que les côtes étaient ravagées par les bandes anglaises d'Arnold et de Phillips, lorsque la législature virginienne, désireuse de favoriser une « Union fédérale », se décida enfin, sous le coup des calamités dont elle se sentait menacée, à céder ses droits sur les terres situées au nord-ouest de l'Ohio, à la condition que ces territoires fussent formés en États républicains distincts, et admis comme membres de l'Union fédérale. On sait que cette résolution, portée à la connaissance du Congrès par Jefferson, eut pour résultat immédiat l'accession du dernier État réfractaire, le Maryland, aux Articles de confédération. La cession était faite par la Virginie à la condition qu'une garantie fût donnée à cet État pour le reste de son territoire, c'est-à-dire pour le Kentucky. Les États-Unis refusèrent et la Virginie dut renoncer à cette condition. Les pourparlers furent pris et repris et ce n'est qu'en mars 1784 que la cession put être tenue pour définitive [1]. Les autres États du Nord qui avaient longtemps émis également des prétentions sur tout ou partie des territoires de l'ouest avaient donné d'autre part des renonciations formelles [2]. L'heure était venue de procéder à l'organisation politique du domaine.

C'est le 1er mars 1784 que Jefferson, avec ses collègues virginiens du Congrès, Hardy, Arthur Lee et James Monroe, munis des pleins pouvoirs de leur État, signa l'acte de cession. Le même jour, il présenta, comme président d'un comité, un plan pour le gouvernement provisoire de tout le territoire de l'Ouest, depuis la frontière sud des États-Unis (31e degré de latitude) jusqu'au lac

1. Les voix de neuf États étaient nécessaires pour cette acceptation. Or le Congrès après le licenciement de l'armée fut longtemps réduit à un très petit nombre de délégués. Il fallut attendre jusqu'en 1784.

2. Il n'en était pas de même de la partie du territoire occidental situé au sud de l'Ohio. La Caroline du Nord ne céda que quelques années plus tard ses droits sur le Tennessee. La Géorgie fut longtemps en conflit avec le Congrès pour le droit aux terres indiennes dans le pays occupé aujourd'hui par les États du Mississipi et de l'Alabama. La Virginie ne renonça formellement au Kentucky que lorsque ce Territoire fut admis (1791) dans l'Union en qualité d'État.

des Bois au nord. Ce territoire devait être divisé en dix États portant les noms suivants : Sylvania, Cherronesus, Michigania, Assenisipia, Metropotamia, Illinoia, Saratoga, Washington, Polypotamia, Pelisipia [1]. Les États-Unis achèteraient les terres à leurs possesseurs indiens et les mettraient en vente. Dans chacun des États ainsi formés, la qualité d'homme libre, la résidence, l'âge seraient les seules conditions du droit de suffrage et d'éligibilité. Tout d'abord les habitants se donneraient un gouvernement temporaire sous l'autorité du Congrès. Une fois le chiffre de vingt mille habitants atteint dans une division, au gouvernement temporaire succéderait une constitution définitive avec envoi d'un membre au Congrès, ayant droit de prendre part aux débats, mais non de voter. Dès que le chiffre de la population atteindrait celui de l'État existant le moins peuplé, les délégués du nouvel État, avec le consentement de neuf des anciens, seraient admis au Congrès fédéral sur le pied d'égalité avec ceux des autres États. Les nouveaux membres de l'Union assumeraient une part relative des dettes fédérales, et conserveraient dans leur gouvernement la forme républicaine. A partir de 1800, l'esclavage serait entièrement aboli dans chacun d'eux.

Les articles de cette ordonnance devaient former un contrat définitif (dont l'exécution était remise au Congrès) entre les treize États primitifs et les nouveaux États à former.

La stipulation relative à l'abolition de l'esclavage fit éclater aussitôt le conflit entre les gens du nord et ceux du sud. Deux délégués des Carolines proposèrent (19 avril) de supprimer la clause. « Le président du Congrès, raconte lui-même Jefferson, mit aux voix le maintien de l'article. Il suffisait pour l'affirmative, des suffrages de sept États. Dix étaient représentés. Les quatre de l'Est, avec le New-York et la Pennsylvanie, votèrent pour l'article. La

1. « C'était l'époque où l'on n'avait d'yeux et d'oreilles que pour les souvenirs grecs et romains ; où les Américains cherchaient à donner des airs de temples à leurs maisons de bois et les soutenaient de colonnes doriques ; où les articles de journaux étaient signés « Brutus » et « Lycurgus » ; où les enfants recevaient au baptême les noms de César, de Marcellus et de Darius ; où sur la carte des États-Unis des villages étaient appelés Ithaque, Syracuse, Corinthe et Sparte. » (John Fiske, *The Critical Period*, p. 197.) Le goût du temps sauve Jefferson du ridicule et explique le choix, pour les dix États projetés, de noms qui paraissent aujourd'hui si grotesques.

Caroline du Nord était divisée. Le New-Jersey ne put voter, un des deux délégués étant tenu éloigné par l'état de sa santé. La Caroline du Sud, le Maryland, et la Virginie votèrent contre. La Virginie aurait été divisée si un de ses délégués n'avait été malade. » Le délégué malade était Monroe, qui fut encore absent en 1785 quand la question fut reprise. Six États contre trois, seize délégués contre sept, proscrivaient l'esclavage; mais la majorité était insuffisante, aux termes des Articles de confédération. L'ordonnance, mutilée de la clause antiesclavagiste, fut adoptée le 21 avril et resta en vigueur trois ans.

Restait à régler la question de la délimitation des terres, de leur division en *townships*, des conditions de mise en vente des parties du territoire achetées aux Indiens et devenues une propriété nationale. Le Congrès sur cette question se trouvait encore saisi d'une proposition de Jefferson. Elle fut mise en discussion le 16 mars 1785. Rufus King, du Massachusetts, proposa de reprendre la clause contre l'esclavage rayée l'année précédente du projet de Jefferson [1], mais avec cette variante que l'effet en serait limité au seul territoire du Nord-Ouest, c'est-à-dire à la région située au nord de l'Ohio. Un comité fut chargé d'examiner cette résolution. King, le 6 avril, présenta lui-même le rapport qui se résumait ainsi : Suppression de l'esclavage dans le Nord-Ouest à partir du 1er janvier 1801 ; obligation pour les treize anciens Etats de rendre les esclaves fugitifs des États nouveaux. Aucune suite immédiate ne fut donnée au rapport. Mais le système proposé par King devait être adopté dans l'ordonnance du 13 juillet 1787.

Le 12 avril, Grayson, ancien aide de camp de Washington, membre nouveau du Congrès pour la Virginie, présenta le rapport du comité sur la disposition des terres de l'Ouest. Il proposait une division en *townships* de *six milles carrés* [2], un mille carré (630 acres) par township devant être réservé pour le culte et un autre pour les écoles. Le Congrès rejeta la réserve pour le culte comme établissant une dépendance entre l'Église et l'État, mais

1. Timothy Pickering lui avait adressé l'invitation pressante de soulever de nouveau cette question, disant que ce serait une « honte, un crime, d'introduire le fléau de l'esclavage dans des régions où il n'existait pas encore ».
2. A peu près une lieue carrée, soit 1600 hectares ou 4000 acres (l'acre étant égale à 4000 mètres carrés).

accepta la réserve pour les écoles. L'ordonnance entrait ensuite dans de grands détails sur les conditions de vente des terres. Elle fut votée en mai 1785 et servit de base à celle qui, deux ans plus tard, allait constituer le régime définitif des terres publiques aux États-Unis, régime encore en vigueur aujourd'hui avec les modifications secondaires que le temps, le développement du domaine et d'autres conditions économiques ont rendues nécessaires.

Le système de lotissement adopté était celui qu'avaient appliqué déjà la Nouvelle-Angleterre et la Pennsylvanie : une division régulière et rectiligne de tout le territoire par des lignes perpendiculaires du nord au sud et de l'est à l'ouest; ces lignes formant entre elles des lots uniformes et géométriques de six milles carrés; chacun de ces lots ou *townships* divisé en six sections, chacune de un mille carré (650 acres) et plus tard en demi-sections, en quarts, huitièmes, seizièmes de section.

Le Congrès cependant s'efforçait de rendre effective l'autorité que la confédération lui attribuait sur le domaine commun des États, et notamment la direction de toutes les relations avec les indigènes. Un bureau indien fut attaché au département de la guerre, et deux directeurs, l'un pour la région du nord de l'Ohio, l'autre pour le sud, reçurent mission de veiller à l'exécution des règlements du Congrès, de rendre bonne justice aux Indiens, de prévenir les empiétements et les violences des pionniers sur les frontières, source constante d'hostilités.

Des traités furent successivement signés avec les Six Nations (1784), avec les Wyandots, les Delawares, les Chippewas et les Ottawas (1785). Ces tribus acceptaient de se cantonner à l'avenir entre le lac Erie, le Maumee à l'ouest et le Cuyahoga. Les Shawnees s'engagèrent (1786) à se renfermer entre le Miami et le Wabash. La même année le Connecticut envoyait des colons occuper un district qui lui avait été réservé lors de la cession de ses prétentions sur le nord-ouest. Cette « réserve occidentale » (six millions d'acres à l'ouest de la frontière pennsylvanienne) devint en peu de temps le centre d'une solide et industrieuse population issue de la Nouvelle-Angleterre.

Des commissaires, envoyés par le Congrès dans le sud-ouest, firent accepter aux Cherokees, aux Choctaws et aux Chickasaws

des conventions par lesquelles ces nations reconnaissaient la souveraineté des États-Unis et étaient confirmées dans la possession de presque tout le territoire des États actuels du Tennessee, de l'Alabama, du Mississipi et d'une partie de la Géorgie et de la Caroline du Nord. Quelques États manifestaient toutefois encore des dispositions obstinées à intervenir dans ce contrôle des affaires indiennes concédé au Congrès par les Articles de confédération. La Géorgie revendiquait le droit de conclure à son gré des traités de paix et de guerre avec ses voisins les Creeks [1]. Longtemps limitée à une étroite zone de terrain sur le rivage de l'Atlantique et sur la rive droite de la rivière Savannah, jusqu'au delà d'Augusta, la Géorgie avait négocié en 1783 des acquisitions de territoire et obtenu des Cherokees les terres comprises entre les sources de la Savannah et celles du Chattahoochee, c'est-à-dire la partie septentrionale du territoire actuel de l'État. Au sud-est les Creeks avaient abandonné la région située à l'est du fleuve Oconee ou Altamaha.

Des difficultés commençaient à s'élever entre les États-Unis et l'Espagne. Cette puissance prétendait que la Floride s'étendait au moins jusqu'à l'embouchure du Yazoo, et refusait la libre navigation du Mississipi dans la partie du cours de ce fleuve où les deux rives étaient sous sa juridiction. Cette question était capitale pour les établissements naissants du Kentucky et du Tennessee, et n'était pas non plus sans influence sur la valeur des terres fédérales au nord-ouest de l'Ohio. De plus l'Espagne venait de conclure un traité d'alliance étroite avec les Creeks, maîtres de la partie orientale de l'État actuel de l'Alabama, et de la Géorgie jusqu'à l'Oconee. Les Creeks étaient fournis d'armes et de munitions par les Espagnols, et harassaient les colons établis sur la rivière Cumberland.

Les États du Nord-Est auraient volontiers sacrifié la navigation du Mississipi pour vingt-cinq ou trente années afin d'obtenir un traité de commerce avec l'Espagne. Mais les États du Sud et les colons de l'Ouest ne l'entendaient pas ainsi; lorsque, après des négociations menées par Jay, secrétaire des affaires étrangères,

1. Cet État conserva les mêmes prétentions jusqu'au temps de la présidence de Jackson.

avec Gardoqui, ministre d'Espagne aux États-Unis, une proposition, dans le sens qui vient d'être indiqué, eut été approuvée dans le Congrès par les sept États du Nord, une vive irritation s'empara de la population du Sud, et cette divergence de vues vint s'ajouter à tant d'autres causes de division.

Un point restait encore obscur dans l'organisation du territoire du Nord-Ouest, le nombre des États. La division proposée par Jefferson avait soulevé de nombreuses objections. On ne voulait plus d'un si grand nombre de nouvelles communautés politiques indépendantes. Au lieu de dix États on n'en proposait plus que cinq (le nombre actuel), ou même trois. Il ne s'agissait d'ailleurs que du pays au nord de l'Ohio, le Kentucky et le Tennessee ayant réglé la question pour eux-mêmes. Un comité, saisi de diverses propositions à ce sujet, émit l'avis (septembre 1786) que chaque nouvel État ne pût être admis dans l'Union que lorsque sa population serait égale au treizième de celle des États-Unis, puis au quatorzième, etc., selon le nombre des participants. Si cette règle avait été adoptée, avec l'obligation de prendre pour base les chiffres du *census* décennal, l'Ohio aurait dû attendre vingt ans son admission, l'Indiana soixante ans, l'Illinois soixante-dix, le Michigan quatre-vingt-dix ans; le Wisconsin l'attendrait encore.

L'ordonnance de 1787. La clause antiesclavagiste. La Compagnie de l'Ohio.

L'année suivante, enfin, tandis que se réunissait et délibérait à Philadelphie la Convention nationale dont les travaux seront racontés dans les prochains chapitres, le Congrès mettait la dernière main à la constitution politique, économique et territoriale du domaine fédéral au nord de l'Ohio. Ce fut l'œuvre de l'ordonnance de 1787, fruit de quatre années de délibérations et d'études, et qui incorporait les clauses essentielles des propositions antérieurement adoptées de Jefferson sur la matière. La seconde lecture de l'ordonnance eut lieu en mai, la troisième le 13 juillet 1787. Il était décidé que le territoire serait divisé en trois États dont chacun serait admis comme tel dans l'Union, et sur le pied

d'une égalité absolue avec les anciens États, aussitôt que sa population aurait atteint le chiffre de soixante mille habitants. L'ordonnance plaçait les futurs États sous le régime du partage égal des biens entre les enfants et de la liberté absolue de culte et de conscience. Mais le document ne contenait pas un mot sur l'esclavage. Grayson, président du Congrès, Nathan Dane et d'autres proposèrent l'introduction de la clause présentée par King deux ans auparavant, interdisant pour toujours l'esclavage dans les États du Nord-Ouest, mais imposant à tous les États libres l'obligation de la reddition à leurs maîtres des esclaves fugitifs. Lors du vote, cette clause se trouva acceptée par 17 membres sur 18. Abraham Yates fut le seul délégué dissident.

L'ordonnance fixait en même temps la procédure pour la transformation successive de portions de cet immense territoire désert en États civilisés, en futurs membres de l'Union. Cette procédure comprend trois phases : 1° après un commencement de colonisation, le Congrès érige une portion de territoire, dont il fixe les limites, en un gouvernement territorial administré par des fonctionnaires fédéraux; 2° lorsque le Territoire a acquis un certain chiffre de population, le peuple choisit des délégués pour former une Assemblée qui, de concert avec le gouverneur nommé par le président, légifère sous le contrôle du Congrès; 3° lorsque la population atteint un chiffre déterminé, plus élevé que le premier et fixé par le Congrès, le peuple envoie des délégués à une Convention qui élabore une constitution républicaine d'État et réclame du Congrès la pleine admission du Territoire comme État régulier, et partie de l'Union, au même titre et avec les mêmes privilèges dont jouissent les États déjà existants. Si le Congrès juge que la constitution ainsi élaborée satisfait à certaines conditions fondamentales et nécessaires, ou lorsque la population du Territoire, représentée par une Convention, a accepté telles ou telles modifications que le Congrès croit devoir imposer, l'État est admis à une complète représentation au Congrès fédéral; il est un nouveau membre de l'Union, une étoile de plus ajoutée à la constellation.

Les principales conditions fondamentales dont nous venons de parler sont : que l'État ne contestera en aucune façon le droit

primordial des États-Unis à disposer de la partie de son sol restée jusque-là domaine national; qu'il ne chargera d'aucune taxe les terres possédées encore dans ses limites par l'Union; que ses eaux navigables resteront à jamais ouvertes et libres aux citoyens des États comme une voie publique.

De son côté l'Union a pour pratique constante de doter l'État d'importantes concessions de terres publiques, à la condition que celui-ci en applique le revenu ou la valeur à l'entretien et au développement d'établissements d'instruction ou à d'autres objets analogues d'un intérêt commun.

L'honneur de la conception et de la première application de cette politique territoriale, qui a été si féconde en heureux résultats, revient à ceux des anciens États qui ont fait l'abandon patriotique de leurs droits territoriaux au bénéfice commun, et au gouvernement de la Confédération, qui — par le vote de la résolution fondamentale de 1780, du plan de colonisation et de gouvernement présenté par Jefferson en 1784, et de la célèbre ordonnance de 1787, adoptée et confirmée sans modification sensible par le premier Congrès de la Constitution fédérale en 1789 — a fixé les principes dont l'Union ne s'est jamais depuis départie, et fondé un système dont le fonctionnement régulier a porté le nombre des États du chiffre originaire de 13 à celui de 44 où il est actuellement arrêté.

Le Congrès, en votant cette législation pour l'organisation du territoire du Nord-Ouest, venait d'ailleurs — il n'est pas inutile de le constater — de commettre une véritable usurpation d'autorité. Les Articles de confédération n'avaient pas prévu que les délégués des treize États eussent un jour à disposer d'une si splendide propriété nationale. Cette Assemblée, qui depuis six ans luttait vainement pour obtenir de treize législatures locales le droit de percevoir 5 pour 100 à l'entrée des marchandises étrangères en Amérique, s'arrogeait un pouvoir énorme en réglant, pour des siècles peut-être, le sort d'un domaine où vivent maintenant des millions d'hommes, où ont surgi dix États puissants et prospères. Il n'y eut pas une protestation, pas un cri d'alarme, même de la part des partisans les plus zélés des droits particuliers des États. L'occasion magnifique avait trouvé le Congrès à sa hauteur.

« Le vote de l'ordonnance de 1787, comme plus tard l'achat de la Louisiane par Jefferson et l'émancipation des esclaves par Lincoln, fut un coup d'audace, un acte non prévu par la Constitution, inspiré par des circonstances exceptionnelles; il a marqué le point de départ d'une brillante époque de l'histoire des États-Unis[1]. »

Une Société avait été formée entre des habitants de la Nouvelle-Angleterre, Manasseh Cutler, Rufus Putnam, Benjamin Tupper, Samuel Holden Parsons, et d'anciens officiers de l'armée, sous le nom de Compagnie de l'Ohio (le capital, un million de dollars en mille actions de 1 000 d. chacune, fut souscrit en huit mois). Cutler vint à New-York, pour négocier, au nom de cette Compagnie, auprès du Congrès, l'acquisition de terres dans le Nord-Ouest, aussitôt que l'ordonnance aurait été adoptée. Il consulta le président du Congrès, le chargé d'affaires hollandais Van Berckel, le trésorier Hillegas, Dane, William Duer, Rittenhouse, et Hutchins, géographe du Congrès, qui connaissait l'Ouest mieux qu'aucun chasseur de buffles et d'ours depuis le Monongahela jusqu'à l'Illinois. Hutchins l'engagea à prendre des terrains dans la riante vallée du Muskingum. Quelques jours après le vote de l'ordonnance (13 juillet), et d'actives négociations, secrètes et publiques, avec un grand nombre de membres du Congrès, Cutler obtint tout ce qu'il demandait[2].

1. John Fiske, *The Critical Period*.

2. Les petits-enfants du révérend Manasseh Cutler ont publié en 1888 à Cincinnati, à l'occasion du centenaire de la fondation de la ville de Marietta (Ohio), deux volumes contenant la biographie, le journal et la correspondance de leur grand-père. Cette publication attribue à l'ancien pasteur d'Ipswich, chapelain dans l'armée révolutionnaire, organisateur, avec le général Putnam et plusieurs autres citoyens de la Nouvelle-Angleterre, de la Compagnie de l'Ohio, l'honneur d'avoir déterminé en quelques jours le vote, par le Congrès, de cette ordonnance de 1787, dont les clauses étaient discutées languissamment depuis plusieurs années.

Cette vue a été complètement adoptée par le sénateur du Massachusetts, Hoar, dans le discours fort éloquent qu'il prononça le 7 avril 1888 à Marietta pour la célébration du centenaire :

« Divers plans, dit-il, étaient de temps en temps l'objet d'un rapport. Neuf comités furent nommés sur la forme du gouvernement à instituer dans le territoire du Nord-Ouest, et trois sur les projets relatifs au lotissement et à la vente des terres. Treize rapports furent successivement présentés à différentes époques. Cependant depuis le 6 septembre 1780, date de la résolution du Congrès invitant les États à céder leurs terres, jusqu'au 6 juillet 1787, jour de l'arrivée à New-York de Manasseh Cutler, délégué par la Compagnie de l'Ohio, tout plan adopté et tout plan proposé, sauf la motion de Rufus King, bientôt abandonnée par lui-même, aurait été très défectueux, nous le voyons bien aujourd'hui, s'il avait été transformé en

Le contrat définitif d'achat fut signé en octobre. Le Congrès cédait 1 1/2 million d'acres de terres à deux tiers de dollar par acre. L'acquisition était faite, partie pour la Compagnie de l'Ohio, partie pour une autre entreprise, quelque peu véreuse, de spéculation, la Compagnie de Scioto, qui vint se greffer sur la première, et où s'engagèrent, malheureusement peu à leur honneur, quelques-uns des plus connus des membres du Congrès. De grands avantages furent en outre concédés pour les terres de mauvaise qualité et pour les frais d'arpentage et de cadastre. Le prix nominal, 66 2/3 cents par acre, payable en certificats de la dette qui valaient 12 cents au dollar, ramenait le prix réel à 8 ou 9 cents l'acre.

La Compagnie de l'Ohio voulant prendre possession de suite, on réunit des émigrants de tous métiers manuels, charpentiers, forgerons, fermiers, arpenteurs; on construisit un bâtiment

loi. Manasseh Cutler se présenta à l'Assemblée le matin du 6 juillet 1787, apportant avec lui la destinée du Nord-Ouest. Il avait quitté Boston dans la soirée du 25 juin, et son Journal porte la note suivante du même jour : « J'ai conversé avec le général « Putnam et nous avons fixé les principes sur lesquels je vais traiter avec le Con« grès de l'acquisition des terres pour le compte de la Compagnie de l'Ohio ».

« Cutler était probablement l'homme du continent le plus apte, Franklin excepté, à se bien acquitter d'une mission de diplomatie délicate. Il a été dit ici tout à l'heure que Putnam était un homme selon le modèle de Washington et selon le cœur de Washington. Cutler était un homme selon le modèle et selon le cœur de Franklin. Il était le naturaliste le plus savant de l'Amérique, comme Franklin avait été le plus grand maître en science physique. C'était un homme d'une prudence consommée dans son langage et dans sa conduite, de manières courtoises, à sa place dans un salon et au camp, comptant de nombreux amis et correspondants parmi les hommes les plus fameux de son temps. Il lui était réservé de conduire une négociation qui ne le cède en importance dans l'histoire de son pays qu'à celle que Franklin conduisit en France en 1778.

« Jamais ambassadeur n'obtint un succès plus rapide et plus complet. Le 9 juillet l'ordonnance, dont l'examen avait été suspendue, fut confiée à une nouvelle commission. Une copie en fut envoyée au Dr Cutler, afin qu'il pût l'annoter et présenter des amendements.... La Commission ne prit qu'une journée pour déposer son rapport, Cutler n'en prit qu'une également pour faire connaître les modifications qu'il désirait; deux jours encore, et le vote final était acquis. »

Il y a peut-être un peu d'exagération dans cette façon de présenter les faits et de tout ramener à l'action personnelle de Cutler. Il semblerait que le Congrès ne se fût décidé à passer la célèbre ordonnance que parce qu'on lui apportait une proposition ferme, et relativement avantageuse, d'acquisition pour un lot important des nouvelles terres publiques. Même la clause concernant l'interdiction de l'esclavage, pour laquelle Jefferson avait une première fois mené une campagne infructueuse, n'aurait été proposée, le 12 juillet, la veille même du vote, par Dane, délégué du Massachusetts, que sur une suggestion formelle de Cutler. Les éditeurs du Journal de Cutler affirment que la clause antiesclavagiste figurait parmi les amendements qu'il avait préparés et qui furent adoptés sans débat par la Commission et par le Congrès.

(appelé May Flower), qui, en avril 1788, à la fonte des glaces, descendit l'Ohio et débarqua les colons, après cinq jours de navigation, à l'embouchure du Muskingum, en face du fort Harmar. En juillet arriva un second convoi. Le village reçut le nom de Marietta d'après Marie-Antoinette. C'est en cette même année que fut également fondé le village de Losantiville (Cincinnati) dont le parrain, Filson, périt peu de temps après, scalpé par les Indiens. Les maisons de Marietta et de Losantiville étaient construites avec les planches des bateaux qui avaient porté les colons. La Compagnie de l'Ohio eut un très grand succès. Les départs d'émigrants de l'Est pour Marietta se succédèrent rapidement [1].

Dans le Kentucky, au sud de l'Ohio, le personnage important, depuis la disgrâce de Rogers Clark survenue après son expédition malheureuse du Wabash, était James Wilkinson, ancien officier de l'armée continentale, commandant des forces de l'Ouest. Il voyait ses voisins du Sud, les colons du Tennessee, fort mécontents de l'attitude du Congrès dans la question du Mississipi et des relations avec l'Espagne. Les opinions étaient d'ailleurs très confuses. Les uns parlaient d'abandonner la confédération, de former une nouvelle république et de s'allier avec l'Espagne. D'autres voulaient au contraire attaquer les Espagnols et s'emparer de la Louisiane. Pour captiver l'attention de cette population de pionniers, Wilkinson imagina un coup d'éclat. Il chargea un bateau de farine, de tabac, de porc, de lard et l'envoya à la Nouvelle-Orléans. Les autorités espagnoles à Natchez n'osèrent l'arrêter, mais à la Nouvelle-Orléans le bateau fut saisi. Miro, le gouverneur espagnol, ne connaissait pas plus le Kentucky que le Maine et n'avait jamais entendu parler de Wilkinson. Mais un négociant lui fit un tableau terrifiant de la puissance de l'officier américain. Celui-ci survint bientôt en personne. Miro effrayé, craignant une invasion de Kentuckiens, lui rendit son bateau, permit qu'il vendît ses denrées en franchise de tous droits et fit un traité avec l'Américain. Wilkinson s'efforcerait de gagner les Kentuckiens à l'Espagne, et aurait en retour le droit de vendre

1. Recensement de 1790 pour le territoire de l'Ohio : Vincennes, 1 000 hab.; Cincinnati, 1 300; Marietta et les environs, 1 000; disséminés, un millier. En tout 4 283 hab.

tout ce qu'il voudrait de tabac et de porcs à la Nouvelle-Orléans (la quantité de tabac qui valait deux dollars dans le Kentucky était vendue neuf à dix dollars en Louisiane). Au commencement de 1789, Wilkinson, de retour à Louisville, organisa un nouveau convoi de bateaux chargés de denrées et l'expédia à la Nouvelle-Orléans. Sa popularité était au comble. On acclamait comme un libérateur l'homme qui avait ouvert le Mississipi. La question prenait en quelques années une très sérieuse importance. Le recensement de 1790 donnait en effet déjà, on l'a vu plus haut, 74 000 habitants au Kentucky et 36 000 au Tennessee.

CHAPITRE LXI

LA CONVENTION DE PHILADELPHIE. — PREMIERS DÉBATS

Les États accèdent successivement à la réunion d'une Convention revisionniste. Insurrection de Shays. Attitude du New-York. — La Convention de Philadelphie (mai 1787) ; sa composition. — Ouverture du débat : le plan virginien (29 mai). — Le plan du New-Jersey. Fédéralisme et centralisme. Hamilton et ses idées sur le gouvernement.

Les États accèdent successivement à la réunion d'une Convention revisionniste. Insurrection de Shays. Attitude du New-York.

Il nous faut revenir maintenant à l'invitation[1] que la Conférence d'Annapolis avait adressée en septembre 1786 aux législatures des treize États à l'effet de désigner des délégués pour une Convention générale chargée de reviser les Articles de confédération. De l'accueil qui allait être fait à cette adresse dépendait le sort de la campagne poursuivie avec tant de ténacité depuis plusieurs années par Madison, Hamilton et quelques autres patriotes, tendant à la formation d'un « gouvernement plus fort ». Le motif principal de l'invitation, exprimé ou implicite, était le sentiment de l'impuissance complète du Congrès à obtenir par les voies constitutionnelles la réforme du statut américain. Les Articles de confédération n'avaient pas prévu la nécessité d'une revision, ou, ce qui est équivalent, ils exigeaient pour l'adoption d'un amendement une procédure si délicate que cette adoption apparaissait impossible,

1. Voir chapitre LIV.

puisqu'ils réclamaient l'unanimité des États. Il fallait donc chercher la voie hors du Congrès. La Convention générale était le salut.

Ce ne fut pas d'abord l'avis du Massachusetts. Rufus King, dans la Chambre des représentants, soutint que la confédération était l'œuvre du peuple, qu'aucune modification ne pouvait y être apportée que sur l'initiative du Congrès et avec la confirmation de toutes les législatures d'États. Nathan Dane se joignit à King et ils entraînèrent la Chambre qui refusa l'invitation (octobre 1786). Le gouverneur du New-York déclara que les commissaires envoyés à Annapolis avaient outrepassé leur mandat. Dans la Virginie, au contraire, l'Assemblée, sur les instances de Madison, dont le zèle sous une attitude toujours calme, pondérée, prudente, était infatigable, accepta à l'unanimité la proposition de la conférence d'Annapolis (novembre 1786), avec cette unique modification que la nouvelle constitution fédérale, lorsqu'elle aurait été agréée par le Congrès, devrait être sanctionnée, non par les législatures des États, mais par les États eux-mêmes, c'est-à-dire par des Conventions populaires spécialement réunies à cet effet. La législature choisit en même temps ses délégués à la future Convention de Philadelphie, Washington, Madison, Mason, et Randolph (qui venait d'être élu gouverneur). Le New-Jersey et la Pennsylvanie donnèrent leur assentiment avant la fin de l'année, la Caroline du Nord en janvier 1787, le Delaware en février. L'époque fixée pour la réunion approchait et cinq États seulement s'étaient jusqu'alors déclarés favorables. Deux incidents se produisirent qui entraînèrent l'adhésion de ceux qui étaient encore indécis : l'insurrection de Shays dans le Massachusetts et l'échec définitif du projet d'amendement aux Articles concernant le droit de 5 pour 100 sur les importations.

Dans le Massachusetts, comme partout ailleurs, la guerre avait laissé derrière elle, avec quelques fortunes rapidement édifiées, de nombreuses misères. Le gouverneur Bowdoin et le parti dominant dans la législature, soucieux de maintenir le crédit public dans cette période de crise, avaient imposé à la population de lourdes taxes, frappant surtout la propriété rurale. Les souffrances que subissaient les paysans, entre les exigences de l'État et les poursuites

de créanciers impatients, leur devinrent bientôt intolérables. Les saisies de bestiaux et d'instruments de labour se multipliaient, les tribunaux étaient surchargés. Quelques fermiers commencèrent à résister. Un ex-capitaine de l'armée continentale, Daniel Shays, appela à lui les mécontents. Il en vint un si grand nombre à Worcester se ranger sous ses ordres, dans l'automne de 1786, que le shériff et ses aides se trouvèrent impuissants; le cours de la justice fut interrompu. L'émeute s'étendit rapidement. Des tribunaux furent envahis, des magistrats menacés. L'arsenal de Springfield faillit tomber aux mains des insurgés et ces premiers succès produisirent une grande impression dans toute l'Union.

Le Congrès offrit son aide au Massachusetts. Le gouverneur James Bowdoin ne l'accepta pas, obtint quelque argent de citoyens patriotes, leva et arma des hommes de milice, mit le général Lincoln à leur tête et les envoya en un corps compact contre les rebelles. Shays, bon démagogue, était un pauvre guerrier; à l'approche des troupes il laissa ses bandes se disperser. La législature fit des concessions et l'autorité n'usa pas de rigueur; il n'y eut pas une seule condamnation capitale. Cette clémence était politique. Au milieu de l'hiver l'ordre était rétabli [1].

Cette insurrection ne se rattachait que bien indirectement aux causes générales de faiblesse du gouvernement de la confédération. C'était un incident tout local, déterminé par le poids des impôts et par la rapacité des gens de loi dans quelques districts très pauvres d'un coin de la Nouvelle-Angleterre [2]. L'effet produit sur les classes dirigeantes par cet accès de jacquerie porta cependant les esprits à juger plus favorablement toute mesure destinée à fortifier le principe d'autorité. Le 22 février la législature, revenant sur sa décision d'octobre 1786, déclara accepter l'invitation envoyée d'Annapolis.

Quelques jours auparavant une décision de la législature du New-York avait achevé de détruire tout espoir de revision des

1. L'énergie qu'avait déployée Bowdoin lui coûta sa réélection. Le printemps suivant, il fut rendu à la vie privée; les électeurs le remplacèrent par le vieil Hancock, bon patriote, mais d'une vanité très sensible aux applaudissements populaires.

2. Bancroft consacre une seule page à l'insurrection de Shays, *Histoire de la Constitution*, vol. I, dernier chapitre.

Articles de confédération par voie d'amendement. Jusqu'alors neuf États sur treize avaient donné leur acquiescement aux conclusions du rapport Hamilton-Madison-Ellsworth sur l'établissement d'une taxe fédérale de 5 pour 100 à l'entrée des marchandises aux États-Unis, rapport que le Congrès avait adopté en 1783, puis soumis aux législatures avec une proposition conforme d'amendement aux Articles [1]. Quatre États s'étaient montrés réfractaires jusqu'en ces derniers temps, la Géorgie, le Maryland, le Rhode-Island et le New-York. Les trois premiers finirent par céder aux instances du Congrès. Le quatrième restait inébranlable dans sa résistance. Le Congrès siégeait alors à New-York. Lorsque la législature de l'État se réunit au commencement de 1787 dans cette même ville, des membres du Congrès pressèrent leurs collègues de l'Assemblée locale de prendre une décision sur le droit de 5 pour 100. Clinton le gouverneur était nettement opposé à l'établissement d'une taxe uniforme. L'État de New-York, disait-il, ne pouvait aliéner sa liberté en matière commerciale ; les Articles de confédération réservaient pleinement les droits particuliers des États sur ce point : il n'y avait rien à modifier à cette condition des choses. La question fut discutée dans la législature et celle-ci la résolut selon l'opinion du gouverneur. La proposition d'autoriser le Congrès à établir un droit uniforme de 5 pour 100 sur les importations fut repoussée formellement par un vote du 15 février. Tout le mécanisme de la confédération se trouvait arrêté.

Madison, que la Virginie venait de renvoyer au Congrès, profita très habilement de l'incident pour amener cette assemblée à une démarche décisive. Il s'entendit avec Rufus King, converti au projet de Convention constituante. Celui-ci présenta une motion qui, paraissant ignorer tout ce qui s'était fait à Annapolis, recommandait, comme une mesure provenant de la propre initiative du Congrès, la réunion d'une Convention générale le second lundi de mai à Philadelphie. La motion fut adoptée sans opposition, le 21 février, six jours après le vote de la législature du New-York sur le droit fédéral de 5 pour 100.

1. Voir chapitre LIII.

Le New-York se décida presque aussitôt à adhérer au projet de Convention et choisit trois délégués : Hamilton, Lansing et Yates. La Géorgie et la Caroline du Sud désignèrent leurs délégués en avril, le Connecticut et le Maryland en mai, le New-Hampshire en juin. Le Rhode-Island seul ne se fit point représenter à la Convention et ne prit aucune part à l'élaboration de la constitution.

En Europe on suivait avec curiosité la marche des choses aux États-Unis. On prévoyait généralement une dislocation en plusieurs confédérations distinctes. Le ministère anglais songeait à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle avec le fils de George III. Il craignait que la gratitude des Américains envers la France ne les portât à appeler pour les gouverner un prince de la maison de Bourbon.

La Convention de Philadelphie (mai 1787); sa composition.

L'histoire démontre, ainsi raisonnaient la plupart des Américains depuis leur émancipation politique, que tout gouvernement tend à accroître sa puissance aux dépens de la liberté. Si peu de pouvoir que l'on eût donné au Congrès, on estimait donc que le premier souci des patriotes, des amis de la liberté, devait être de surveiller attentivement cette Assemblée et d'être prêts à sonner la cloche d'alarme. Cette défiance contre toute autorité s'alliait naturellement à une haute estime de soi-même, qui est le fruit habituel des institutions démocratiques. On faisait grand fond sur le patriotisme pur, sur les vertus républicaines.

Holst cite cette lettre du général Knox à un ami au moment des désordres du Massachusetts : « Nous nous imaginions que la douceur du gouvernement et la vertu du peuple répondaient si bien l'une à l'autre, que nous ne ressemblerions pas aux autres peuples, chez lesquels il est nécessaire d'appuyer les lois sur la force brutale. Mais nous nous apercevons que nous sommes des hommes, de vrais hommes, avec toutes les particularités turbulentes qui distinguent cet animal, et qu'il faut que nous ayons un gouvernement assez fort pour le contenir. » L'anarchie faisait de

tels progrès, que, parmi les fondateurs de la république, plusieurs désespéraient de l'avenir. La société entrait en dissolution. De divers côtés on faisait appel à l'influence de Washington, mais celui-ci, avec une vue haute et lointaine sur l'avenir, répondait que « l'influence ne fait pas le gouvernement ».

Le traité de paix, loin d'assurer la vie nationale, hâta le développement de l'anarchie. Les liens si lâches qui avaient retenu jusqu'alors la Confédération, se rompirent avec une rapidité dont s'étonnèrent ceux-là mêmes qui pendant la lutte avaient été en état de constater la faiblesse de ces liens. Le Congrès était dénué de toutes ressources. La dette extérieure arrivait à échéance. Le Congrès n'avait pas de quoi payer l'intérêt : *a fortiori* il ne pouvait songer à amortir le capital. En février 1787, dans la législature du New-York, Hamilton déclara que, dans les dernières cinq années, sur les réquisitions faites par le Congrès, quatre États, le New-Hampshire, les Carolines et la Géorgie, n'avaient rien payé; deux, le Connecticut et le Delaware, avaient payé un tiers; trois, le Massachusetts, le Rhode-Island et le Maryland, la moitié; la Virginie, les trois cinquièmes; la Pennsylvanie et le New-York, leur quote-part entière.

Ce fut cependant ce dernier État qui, par sa résistance obstinée, fit échouer le projet de donner au Congrès, pour un terme déterminé, le droit de percevoir certaines taxes sur les spiritueux et sur quelques autres articles et un droit de douane de 5 p. 100 *ad valorem* sur toutes les marchandises importées. En opposant son veto au système de l'impôt commun, le New-York avait virtuellement décrété la dissolution du gouvernement existant. Les bons de la dette intérieure étaient tombés à 10 pour 100 environ de leur valeur nominale. Dans les États la situation financière était pire encore. Il n'y avait pas là seulement impossibilité de payer; la volonté faisait défaut. Aussi les affaires étaient-elles paralysées; à l'esprit d'entreprise succédaient des rêveries sociales et humanitaires. Chaque État réglant à son gré ses relations commerciales, les animosités entre États ne tardèrent pas à prendre un caractère aigu.

Cette situation ne pouvait manquer d'avoir un contre-coup des plus fâcheux sur les relations de l'Union avec les puissances étran-

gères. L'émancipation politique des États-Unis avait été assurée par la guerre. Leur émancipation économique ne fut d'abord que nominale. Franklin avait dit que la mère patrie de l'Amérique était, non l'Angleterre, mais l'Europe. La guerre avait réalisé ce changement, mais les États-Unis n'en tiraient encore aucun avantage. Ils avaient le droit de conclure des traités de commerce avec les nations européennes qui leur offriraient les meilleures conditions, mais ce droit restait stérile, le Congrès étant impuissant et les législatures des États ne pouvant offrir aucune garantie sérieuse. Les conditions de la paix avaient été souvent violées par les Américains; aussi le gouvernement anglais refusait-il d'évacuer les postes de l'Ouest et c'est sous la protection de ses troupes, et souvent excités par elles, que les Indiens continuèrent à faire une guerre cruelle de frontière aux colons. Les plaintes s'élevaient de tous côtés, mais les législatures restaient insensibles, et ce n'est que lorsque l'existence même des États isolés fut menacée qu'elles finirent par reconnaître que le seul moyen de salut était de fortifier le gouvernement fédéral. Les événements du Massachusetts aidèrent encore à faire comprendre qu'une réforme politique complète formait une question connexe avec le maintien de l'ordre social.

Tel était le sentiment général, lorsque les législatures des États se décidèrent à envoyer des délégués à la Convention convoquée à Philadelphie pour les premiers jours de mai. C'est aussi à ce courant d'opinion que céda le Congrès lorsqu'il donna en février son adhésion, qui équivalait à une abdication. Il est vrai qu'un assez grand nombre de membres du Congrès firent eux-mêmes partie de la Convention.

En général les délégués avaient été choisis parmi les meilleurs hommes des treize États. S'il existait une issue au labyrinthe de sentiments et d'intérêts contradictoires où la république s'était égarée, cette Assemblée seule pouvait la découvrir [1]. Au point de vue de l'intelligence, de l'expérience, du patriotisme élevé, cette réunion de citoyens était une remarquable élite. Au sein même de la Convention ce sentiment se fit promptement jour;

1. Holst.

l'Assemblée eut conscience de sa valeur collective, de la responsabilité qui pesait sur elle.

Le 14 mai 1787 les représentants de deux États seulement, la Virginie et la Pennsylvanie, se trouvèrent au rendez-vous dans Independence Hall, à Philadelphie. La constitution de l'Assemblée dut donc être retardée de quelques jours. Ce délai fut utilisé par Madison qui tenait à présenter dès l'ouverture un projet radical de réorganisation politique. Il le prépara du 14 au 24 mai avec ses collègues de Virginie. Randolph, en qualité de représentant officiel de l'État, se chargea de proposer le plan virginien à la Convention. Fils d'un loyaliste, il avait pris parti pour la révolution et était très populaire dans son État, où il venait d'être nommé gouverneur à trente-quatre ans (1786). Délégué à la Convention fédérale, il y apportait la réputation d'un des plus brillants parmi les hommes publics de la génération nouvelle.

Madison et Washington le poussèrent à prendre un des premiers rôles; il se laissa aisément convaincre que la Confédération était dépourvue de l'énergie que devait posséder une constitution des États-Unis. Gouverneur Morris et d'autres représentants de Pennsylvanie, dans des conversations préliminaires, insistèrent auprès des délégués des grands États pour qu'on refusât aux plus petits, dans la Convention fédérale, l'égalité de vote dont ils jouissaient dans le Congrès de la confédération. On pouvait discerner déjà que la plupart des représentants étaient résolus à dépasser la lettre des pouvoirs qu'ils avaient reçus de leurs commettants.

Le 17 mai arrivèrent les délégués de la Caroline du Sud, le 18 ceux du New-York, le 21 ceux du Delaware, le 22 ceux de la Caroline du Nord, le 25 ceux du New-Jersey : sept États étaient représentés, dont quatre du Sud et trois du Nord. Le *quorum* était atteint. Sur la proposition de Franklin, Washington fut élu président à l'unanimité. Le 28 arrivèrent les délégués du Massachusetts et du Maryland, portant à neuf le nombre des États représentés et à quarante-six celui des délégués [1], qui, bientôt après, allait s'élever à cinquante-cinq.

1. Voici les noms dans l'ordre de l'arrivée à Philadelphie :

Virginie : George Washington, Edmund Randolph, John Blair, James Madison, George Mason, George Wythe, James Mc Clurg; 7 délégués.

Pennsylvanie : Benjamin Franklin, Thomas Mifflin, Robert Morris, George Cly-

Plusieurs des membres de cette Assemblée avaient signé en 1776 la Déclaration d'indépendance : Elbridge Gerry, Roger Sherman, Benjamin Franklin, Robert Morris, George Clymer, James Wilson, George Read, George Wythe. A côté des patriotes de 1776, se tenait la génération plus jeune des Hamilton, Madison, Rufus King, Gouverneur Morris, Charles Pinckney, qui s'étaient acquis déjà une réputation continentale. Des citoyens illustres de l'Amérique manquaient à la Convention : John Adams et Thomas Jefferson étaient en Europe; Samuel Adams, Patrick Henry, Richard-Henry Lee désapprouvaient la réunion d'une assemblée revisionniste; Nathaniel Greene, du Rhode-Island, venait de mourir, à quarante-quatre ans, d'une insolation. John Jay n'avait pas été élu délégué.

Franklin, président de la Pennsylvanie, âgé de quatre-vingt-un ans, était le doyen de l'Assemblée. Jonathan Dayton du New-Jersey avait vingt-six ans, Hamilton trente ans, Madison trente-six ans; James Wilson, d'origine écossaise, était un des plus savants jurisconsultes de son temps; Robert Morris avait été le financier de la Confédération. On remarquait encore Gouverneur Morris qui fut au Congrès l'instigateur de l'adoption du sys-

mer, Thomas Fitzsimons, Jared Ingersoll, James Wilson, Gouverneur Morris; 8 délégués.

Caroline du Sud : John Rutledge, Charles Cotesworth Pinckney, Charles Pinckney, Pierce Butler; 4 délégués.

New-York : Robert Yates, Alexander Hamilton, John Lansing; 3 délégués.

Delaware : George Read, Gunning Bedford, John Dickinson, Richard Bassett, Jacob Broom; 5 délégués.

Caroline du Nord : Alexander Martin, William Richardson Davie, William Blount, Richard Dobbs Spaight, Hugh Williamson; 5 délégués.

New-Jersey : William Livingston, David Brearly, William Churchill Houston, William Paterson, Jonathan Dayton; 5 délégués.

Massachusetts : Elbridge Gerry, Nathaniel Gorham, Rufus King, Caleb Strong; 4 délégués.

Maryland : James Mc Henry, Daniel of Saint Thomas Jenifer, Daniel Carroll, John Francis Mercer, Luther Martin; 5 délégués.

A ces quarante-six membres vinrent se joindre ensuite :

Deux du New-Hampshire : John Langdon et Nicholas Gilman;

Trois du Connecticut : William-Samuel Johnson, Roger Sherman, Oliver Ellsworth;

Quatre de la Géorgie : William Few, Abraham Baldwin, William Pierce, William Houstoun.

En tout 55 délégués.

Le 28 mai Gouverneur Morris présenta à la Convention une lettre signée de quelques-uns des principaux citoyens du Rhode-Island, exprimant le regret que leur État ne fût pas représenté dans une Assemblée si importante. La lettre se terminait ainsi : « Nous espérons que le résultat de vos délibérations sera approuvé et adopté par notre État; nous nous engageons à user de toute notre influence, à employer tous nos efforts pour ce résultat ».

tème décimal; John Rutledge, illustration de la Caroline du Sud depuis l'*act* du timbre; les Pinckneys, plus jeunes; Caleb Strong, qui devait être élu dix fois gouverneur du Massachusetts, puritain entêté; Rufus King, déjà un adversaire déclaré de l'esclavage; Wythe, le chancelier de la Virginie.

Un esprit sincèrement et intelligemment conservateur dominait dans la Convention. Les délégués étaient en grande majorité des hommes rompus aux affaires et à la politique; dix-huit d'entre eux appartenaient en même temps au Congrès. Ce qui était surtout représenté dans cette assemblée, c'était, avec le patriotisme et la préoccupation éclairée du bien général, la richesse, l'instruction, l'influence sociale dans chaque État. Vingt-neuf des délégués étaient *graduates* de Princeton, de Yale, de Harvard; quelques-uns avaient étudié le droit en Angleterre; le livre de *l'Esprit des Lois* était familier à la plupart d'entre eux; ils connaissaient à fond l'organisation de tous les gouvernements fédéraux dans les temps anciens et modernes et avaient lu les ouvrages des meilleurs écrivains anglais, hollandais et suisses sur la question. Ils avaient devant eux l'exemple de la Grande-Bretagne et, plus près encore, celui des Constitutions républicaines des divers États, à l'élaboration desquelles beaucoup d'entre eux avaient participé.

La première règle adoptée fut celle qui donnait à chaque État un seul vote. L'action de la Convention était donc purement fédérative. Peu importait que la Pennsylvanie eût quatre fois plus de délégués que le New-Hampshire. Elle n'avait comme lui qu'une voix. Une seconde règle établit le secret des délibérations de la Convention, heureuse précaution contre les entraînements de la passion populaire, et qui facilita singulièrement l'adoption des « Compromis » dont se compose la Constitution des États-Unis [1].

1. L'injonction du secret ne fut jamais levée et fut observée avec fidélité. On n'a donc pu savoir avec précision ce qui s'était dit et fait dans cette Assemblée où s'élabora une œuvre d'une telle importance. Les documents qui ont permis cependant de reconstituer dans une mesure suffisante la physionomie des débats et de suivre dans les phases diverses le progrès de cette élaboration sont :

1° Le Journal officiel de la Convention, scellé et déposé par Washington dans les Archives, publié plus tard par le Congrès; document sec, peu instructif;

2° Quelques notes brèves prises par le juge Yates, délégué du New-York (hostile au plan qui prévalut);

3° Une lettre de Luther Martin à la législature du Maryland (également hostile);

4° Les notes de Madison. C'est Madison qui a conservé le seul compte rendu des

Ouverture du débat. Le plan virginien (29 mai).

Le gouverneur de la Virginie, Edmund Randolph, inaugura les travaux de l'Assemblée (29 mai) en proposant, au nom de ses collègues de la même délégation, une série de quinze résolutions embrassant tout un projet de gouvernement central. La disposition fondamentale de ce plan était le remplacement de la confédération par une union nationale dérivant du peuple, reposant sur la base républicaine du suffrage proportionné au nombre des habitants libres, investie d'une autorité effective, agissant sur la masse de la population au moyen de départements législatif, exécutif et judiciaire, et non plus sur les États séparément [1].

Les premières résolutions adoptées en comité furent l'établissement d'un gouvernement national comprenant les trois départements exécutif, législatif et judiciaire, avec une législature nationale composée de deux Chambres, dont l'une nommée par le peuple, et l'extension des pouvoirs de cette législature au delà des limites fixées par les Articles de confédération.

Le 1er juin fut posée la question du pouvoir exécutif. Ce pouvoir serait-il confié à une seule personne ou à plusieurs? Wilson et Charles Pinckney se prononcèrent pour l'unité, à la condition que le pouvoir exécutif n'eût pas le droit de paix et de guerre.

délibérations de l'Assemblée, non intégral, mais suffisamment étendu pour constituer un très précieux témoignage. Exact, méthodique, impartial, habitué à noter et à condenser, Madison fut tacitement reconnu comme le chroniqueur officiel de la Convention. On assure qu'il soumettait à la revision de ses collègues ses résumés des discours qu'ils avaient prononcés. Le compte rendu, ainsi établi avec la conscience que cet honnête homme mettait dans tous ses actes, porte les marques de l'authenticité la plus absolue. La publication des notes de Madison n'eut lieu que plus tard. Comme il survécut à tous ses collègues, il devint, dit Schouler, l'oracle de la Convention, à la formation et à la direction de laquelle il avait eu une si grande part. Madison a été successivement l'instigateur, le conseiller et l'historiographe de la Convention d'où est sortie la Constitution des États-Unis.

1. Articles de Confédération amendés :

Droit de suffrage rendu proportionnel au montant des contributions et au nombre des habitants libres.

Législature nationale à deux branches, l'une élue par le peuple des divers États, la seconde par la première sur désignations faites par les législatures particulières.

Attributions de la législature très élargies, avec veto sur les lois des États, lorsque ces lois seraient en contradiction avec les Articles d'union.

Un pouvoir exécutif choisi par la législature nationale, investi, avec les membres du pouvoir judiciaire, du droit de veto suspensif sur tous actes de la législature nationale.

Pouvoir judiciaire : un tribunal suprême et des tribunaux inférieurs.

Puis suivit un long silence, Franklin suppliant ses collègues de faire connaître leur opinion sur un point si important. Randolph proposa un conseil de trois membres : « L'unité dans le pouvoir exécutif, dit-il, est le fœtus de la monarchie ». On adopta cependant le principe de l'unité. Le pouvoir exécutif serait-il élu par le peuple ou par la législature? Wilson tint pour le premier système, Sherman pour le second : « L'exécutif doit être entièrement dépendant du corps dont il doit exécuter la volonté. Si l'exécutif est indépendant de la législature, on va droit à la tyrannie. » L'avis de Sherman prévalut. Il fut arrêté en outre que le chef du pouvoir exécutif serait élu pour sept ans et non rééligible. La proposition du plan virginien d'établir un pouvoir judiciaire national, comprenant un tribunal suprême et plusieurs tribunaux inférieurs, fut voté sans débat et à l'unanimité. Il en fut de même du principe de l'inamovibilité des juges (*tenure of office to be good behaviour*).

Les difficultés commencèrent (7 juin) avec la question du mode de formation de la seconde Chambre. C'était l'ouverture de la controverse entre les grands et les petits États. Dickinson dit : « Nous avons deux remèdes contre les maladies des républiques qui ont prospéré un moment et se sont ensuite évanouies : l'un est la division de la législature en deux branches, l'autre est l'heureux hasard qui fait que ce pays est divisé en États distincts, division que quelques-uns d'entre nous semblent désireux d'abolir entièrement. Il faut au contraire maintenir cette division et laisser des pouvoirs considérables aux États. C'est cette pensée qui me console et me rassure sur les destinées de mon pays. Dans le cas où les États seraient fondus dans une grande république, nous pouvons lire son destin dans l'histoire des petites républiques. En ce qui concerne la représentation dans la législature nationale d'États de dimensions différentes, il faut que nous nous fassions de mutuelles concessions. J'espère que chaque État conservera *un vote égal, au moins dans une branche de la législature nationale.* »

Mason défendit la même cause : « Il faut que les États puissent se défendre contre les empiétements du gouvernement national, et le meilleur moyen est qu'ils soient eux-mêmes partie constituante de l'établissement national. Il y a danger des deux côtés; mais nous n'avons vu jusqu'ici que les maux provenant du côté des

gouvernements d'États. Le Congrès n'avait pas le pouvoir de mettre ses décisions à exécution; le gouvernement national aura ce pouvoir. »

On décida que la seconde Chambre, ou Sénat, serait nommée par les législatures des États. Ceux-ci entraient donc en tant qu'États dans l'organisme de la constitution nouvelle. Mais ce vote n'impliquait pas l'égalité de suffrage et le plan virginien proposait au contraire la proportionnalité dans les deux Chambres. Le 9 juin, Paterson, du New-Jersey, intervint avec vigueur : « Le New-Jersey n'entrera pas dans la confédération sur le plan soumis à la Convention. J'aimerais mieux me soumettre à un tyran qu'à une telle organisation. Non seulement je combattrai ici ce système, mais encore, à mon retour chez moi, je ferai tout pour empêcher mes concitoyens de l'adopter. »

Six États : deux du Nord, Massachusetts et Pennsylvanie, et quatre du Sud, Virginie, North Carolina, South Carolina et Géorgie, demandaient une représentation proportionnelle à cause de l'étendue de leur territoire et des perspectives de prospérité et d'accroissement de population qu'ils entrevoyaient [1]. Trois États : le New-York, le New-Jersey et le Delaware demandaient une représentation égale des États [2]. Les délégués du New-Hampshire n'étaient pas arrivés. Le Connecticut et le Maryland restèrent neutres provisoirement. En résumé une majorité des États réclamait : 1° l'application du mode de proportionnalité établi en avril 1783 pour les contributions que les États devaient fournir au Trésor fédéral (c'est-à-dire le principe du nombre des habitants libres accru des trois cinquièmes du nombre des autres personnes), à l'élection de la première branche de la législature; 2° la nomination du Sénat par les Assemblées locales, d'après le montant de la population, chaque État ayant au moins un sénateur.

1. Les quatre premiers États arguaient de leur prépondérance actuelle, la Caroline du Sud et la Géorgie avaient foi dans un très rapide développement de leur population et de leur richesse. Le New-York n'avait pas le pressentiment de sa grandeur future et faisait cause commune avec les petits États. D'ailleurs les deux collègues d'Hamilton, Yates et Lansing, étaient des antifédéralistes intransigeants.

2. La Virginie était quatorze fois plus peuplée et trente fois plus grande que le Delaware; la Pennsylvanie, sept fois plus peuplée et quarante fois plus étendue que le Rhode-Island; la Géorgie, trois fois moins peuplée, mais douze fois plus vaste que le Connecticut.

Le 13 juin la première phase des débats était terminée; l'œuvre sortie du comité général présentait l'esquisse déjà complète d'une république fédérale. C'était le « plan virginien », légèrement amendé et amélioré. La discussion avait pris treize séances. Il n'y avait eu d'opposition que de la part des petits États, et sur un seul point : ils réclamaient l'égalité de suffrage, au moins dans une branche de la législature.

A cette conception hardie d'un gouvernement national fondé sur l'application stricte du système de la représentation proportionnelle, les petits États se hâtèrent d'opposer un contre-projet dont l'esprit était bien plus étroitement conforme aux dispositions dans lesquelles la plupart des délégués avaient été envoyés par les États à la Convention.

Le plan du New-Jersey. Fédéralisme et centralisme. Hamilton et ses idées sur le gouvernement.

Dickinson dit à Madison : « On a poussé les choses trop loin. Voilà les petits États amenés, pour leur défense, à se rejeter sur les Articles de confédération ». « Nous n'avons pas d'autre mandat, dit Lansing, du New-York, que d'amender les parties défectueuses de la Confédération actuelle. » A cette pensée répondit la présentation, du 15 au 18 juin, des propositions du New-Jersey et du Connecticut. Le plan du New-Jersey, le plus éloigné, par ses tendances, du plan Randolph, offrait une simple *revision des Articles de confédération*. Les seules réformes qu'il proposât étaient : la division du pouvoir entre trois départements, exécutif, législatif et judiciaire; l'attribution au Congrès du droit de lever un revenu général (douane, timbre et poste) et de régler le commerce. Quant au reste, les États conservaient toute leur souveraineté. Rien n'était changé dans le mode de représentation, et les autorités locales étaient, comme par le passé, chargées d'appliquer les mesures fiscales et commerciales votées par le Congrès. Tous les pouvoirs non expressément délégués étaient réservés aux États. Le Congrès restait une assemblée fédérative. Le pouvoir exécutif était composé de plusieurs membres, élus et révocables par le

Congrès. Toute infraction aux lois des États-Unis serait déférée aux tribunaux des États, avec appel à une juridiction supérieure.

Œuvre des délégations qui désiraient conserver l'égalité du vote dans le conseil général de l'Union, ce plan fut présenté par William Patterson et ses collègues du New-Jersey et appuyé par les délégués du Connecticut et du Delaware, par Luther Martin, du Maryland, et les deux collègues de Hamilton dans la délégation du New-York. Patterson défendit son plan avec beaucoup d'habileté et une pointe d'*humour*. Un des Pinckneys s'écria : « Toute la thèse se ramène à ceci : concédez l'égalité de suffrage au New-Jersey, ses scrupules s'évanouiront aussitôt et il donnera son concours au système national ». Randolph dit à son tour : « Il faut choisir entre le pouvoir de coercition contre les États et l'action directe sur les individus. Le premier système est dispendieux, cruel, impraticable; le second entraîne l'établissement d'une législature différente du Congrès, qui n'est qu'un corps diplomatique, une réunion de ministres plénipotentiaires des divers États, sans volonté propre, constamment obligés de suivre des instructions que les législatures particulières, dont elles émanent, peuvent modifier en tout temps. »

Le débat sur le plan du New-Jersey eut pour résultat la production d'un troisième système de gouvernement, très différent des deux qui avaient été déjà soumis à la Convention, et qui allait bien au delà, dans le sens national, du programme virginien.

Alexander Hamilton se décidait en effet à intervenir; dans un long discours il exposa ses idées sur les institutions qui lui semblaient devoir le mieux convenir aux États-Unis. Il n'offrait pas, à proprement parler, une esquisse de constitution pouvant servir de base aux délibérations de la Convention. Il ne voulait que présenter aux méditations de ses collègues un système idéal de gouvernement. Il déclara tout d'abord qu'à ses yeux le plan virginien ne valait pas beaucoup mieux que le plan du New-Jersey : « On veut, dit-il, nous sauver de la démocratie, et que nous propose-t-on? Une assemblée démocratique tenue en échec par un Sénat démocratique et par un magistrat suprême, également démocratique. C'est toujours du porc, la sauce seule est

changée. Le gouvernement général ne doit pas avoir seulement une âme forte; il lui faut aussi des organes vigoureux. Je ne crois pas qu'une forme républicaine de gouvernement puisse écarter les difficultés. L'idéal, irréalisable pour nous, mais dont nous devons nous approcher le plus possible, est la constitution anglaise. La Chambre des lords oppose une barrière permanente contre toute innovation dangereuse, tentée par la couronne ou par les communes. » Hamilton donna alors lecture, en le commentant, de son plan idéal de gouvernement pour les États-Unis : une législature nationale composée d'une Assemblée élue directement par le peuple pour trois ans, et d'un Sénat représentant la propriété, élu par un corps électoral spécial et dont les membres seraient nommés à vie (*during good behaviour*); un chef du pouvoir exécutif élu à vie par le peuple (élection à trois degrés) avec des pouvoirs très étendus; une centralisation complète réduisant les États au rang de provinces; le gouvernement central investi de la nomination des gouverneurs, et du droit de veto sur les actes des législatures locales. L'auteur du projet prévoyait sans doute un accueil peu favorable à ses propositions. « Je ne demande pas le renvoi au comité; je n'ai voulu que présenter mes propres idées. »

Hamilton manquait vraiment d'opportunisme. Après avoir contribué plus que tout autre à assurer la réunion de la Convention, délégué pour représenter l'État le moins disposé à accepter des projets de réforme, tenu en échec par deux collègues dont la mission paraissait être d'empêcher la Convention d'aboutir, il proposait un plan qu'il savait lui-même inapplicable, et surtout complètement antipathique à l'esprit américain. Ce n'est pas que son éloge de la monarchie anglaise eût étonné ses auditeurs; son langage n'avait pas été beaucoup plus loin que celui de Randolph, de Dickinson, de Gerry, ou de Ch. Pinckney. Mais un sentiment faisait défaut à Hamilton, celui de la patrie locale, si profondément enraciné chez tous ses collègues. Son système anéantissait même la notion de l'État. Il provoqua aussitôt de divers côtés la résolution de défendre énergiquement les droits des États. « Je veux un gouvernement national, dit Wilson, mais non un système qui supprime les gouvernements d'États; ceux-ci sont nécessaires pour les fins que le gouvernement national ne peut atteindre. »

Hamilton fut donc félicité par ses collègues pour l'éloquence qu'il venait de déployer; mais son système ne trouva pas un partisan. Cet échec lui fut très sensible et il quitta pour quelque temps Philadelphie.

C'est dans cette phase du débat que le Connecticut se présenta comme conciliateur. La délégation de cet État était remarquable. Elle se composait de trois membres : Sherman, Johnson et Ellsworth. Roger Sherman était après Franklin le délégué le plus âgé de la Convention. D'origine très humble, franc, honnête, patriote, d'un jugement solide, d'un caractère très droit, représentant de New-Haven pendant toute sa carrière d'homme politique, juge de la Cour supérieure de son État pendant vingt-trois ans, membre du Congrès continental depuis 1774, il était un de ces hommes voués à la vie publique par la confiance inaltérable qu'inspire leur caractère au corps électoral. Johnson, érudit, élève de Yale, agent de la colonie à Londres, docteur à Oxford, esprit calme, de tendances conservatrices et qui avait eu peu de part au mouvement révolutionnaire, excellait pour toute œuvre de transaction et de compromis. Ellsworth, savant légiste, intelligence robuste, esprit froid, résolu, discernant avec netteté le but à atteindre, fut un des principaux ouvriers de la Constitution fédérale.

La délégation du Connecticut déposa à son tour des propositions qui ne s'éloignaient guère de celles du New-Jersey. Elle insista surtout auprès des grands États sur la nécessité absolue de concessions, et, par son influence, ouvrit l'ère des « compromis » qui allaient devenir la marque distinctive de l'œuvre constitutionnelle.

CHAPITRE LXII

LA CONVENTION DE PHILADELPHIE (SUITE). — LES « COMPROMIS »

Crise dans la Convention (20 juin-5 juillet 1787). Les petits États contre les grands. — Adoption du premier compromis : le vote égal dans le Sénat. — Les deux compromis sur l'esclavage. — Vote final (17 septembre 1787).

Crise dans la Convention (20 juin-5 juillet 1787). Les petits États contre les grands.

Le 20 juin commença en séance plénière la discussion sur le résultat des délibérations qui avaient eu lieu jusqu'alors en comité. La première question à résoudre était celle de la composition de la législature nationale, du principe de la représentation. Un vote préliminaire de six États sur dix rejeta définitivement une proposition de Lansing, l'un des délégués de New-York, qui demandait le maintien pur et simple du système établi par les Articles de confédération.

Un autre scrutin décida que la législature générale se composerait de deux Chambres. Cette décision était conforme à toutes les traditions anglo-saxonnes. En Angleterre la division en lords et en communes répondait à l'existence de deux ordres distincts de population, ayant des relations différentes avec la couronne. Plus tard on considéra cette division comme favorable à la liberté et à une sage législation. De là deux Chambres dans presque toutes les colonies, bien qu'il n'y eût plus dans la population, au moins en théorie, ni différences de classes, ni privilèges politiques. Il

n'existait en Amérique que trois exceptions à cette règle au temps de la Convention : les Assemblées de Pennsylvanie et de Géorgie et le Congrès continental.

Le New-York, le Delaware et le New-Jersey votèrent contre la division en deux branches, parce que ces États voulaient que le Congrès restât une réunion des délégués des divers États. Le Maryland se divisa et le Connecticut vota avec la majorité. Tous les États, sauf la Pennsylvanie et la Virginie, décidèrent que les membres de la seconde branche *seraient choisis par les législatures locales*. Sept États contre quatre adoptèrent le terme de *six années comme durée du mandat sénatorial, le Sénat devant être renouvelé par tiers tous les deux ans.*

Le 27 juin la Convention aborda la question du mode de représentation et de suffrage.

D'un côté King, Wilson et Madison étaient d'avis que la meilleure forme de gouvernement républicain pour les États-Unis serait celle qui rapprocherait le plus la condition des États de celle de simples comtés d'une république commune. De l'autre les délégués du Connecticut, avec l'appui de Paterson et de Dickinson plaidèrent pour le maintien de l'individualité des États dans une des deux Chambres. L'accord parut quelque temps impossible. Franklin, craignant de voir la Convention se dissoudre, proposa que chaque séance fût ouverte par une prière : « Sans l'aide de Dieu, nous serons divisés par nos petits intérêts locaux et nous ne réussirons pas mieux que les constructeurs de la tour de Babel ». La motion de ce sceptique, revenu sur ses vieux jours à la foi, ne fut pas adoptée. Elle eut du moins pour effet de calmer un peu l'acrimonie du débat. Madison fut mauvais prophète, lorsqu'il dit le 29 : « L'égalité de suffrage donnée à des portions inégales du peuple est manifestement injuste, et déposera un ferment mortel dans la Constitution que nous voulons édifier pour toujours ».

Le 29 enfin un point fut acquis. Six États contre quatre décidèrent que la représentation et le vote dans la première Chambre seraient proportionnels à la population des divers États. Aussitôt Ellsworth proposa que *le mode du vote égal par État fût adopté pour la seconde Chambre*. « La décision qui vient d'être prise pour l'une des Chambres est un bon terrain de compromis pour ce qui

concerne l'autre. Si les grands États refusent cette proposition, nous devons rester séparés pour toujours. Nous nous sommes unis sur un pied d'égalité à l'heure du danger commun; est-il juste d'abandonner ce principe maintenant que le danger est passé? La Confédération existante a été déclarée perpétuelle, et cependant elle est fondée sur l'égalité des États en matière de suffrage; voulez-vous manquer à la parole donnée? Nous nous sommes associés à cette époque comme des États libres et indépendants.... » Le débat continua le 30. Il n'y eut peut-être pas, pendant toute la durée de la Convention, une séance aussi orageuse que celle de ce samedi. Les délégués s'interpellaient avec violence. Le débat dégénérait en apostrophes personnelles. Wilson, hors de lui, s'écria : « Les opposants au nouveau plan ne représentent pas un quart de la Convention. Les trois autres quarts doivent-ils se laisser gouverner par le quatrième? Abandonneront-ils leurs droits pour une entité artificielle appelée l'intérêt de l'État? Pour qui faisons-nous une Constitution? Pour des hommes, ou pour des êtres imaginaires appelés États? »

Madison dit, avec raison cette fois : « Le grand danger pour notre gouvernement général est que les intérêts des États du Nord et du Sud sont opposés les uns aux autres, non à cause de leurs dimensions territoriales, mais à cause du climat et surtout par les conséquences du fait qu'ils ont ou n'ont pas d'esclaves. Voyez les votes du Congrès; presque tous représentent une division fondée sur la géographie du pays et non sur les dimensions des États. » Il proposa que ceux-ci fussent représentés, dans l'une des Chambres, proportionnellement au nombre des habitants libres seulement, dans l'autre, proportionnellement au nombre total des habitants, libres ou esclaves. Par cette motion, il abandonnait le principe de la proportionnalité stricte. D'autres le suivirent; les propositions se succédèrent rapidement, chaque nouvel expédient s'écartant un peu plus que les précédents du principe originel. Le Connecticut avait cause gagnée.

Le 2 juillet, on procéda au vote sur la motion Ellsworth. Cinq États votèrent pour l'égalité du suffrage dans le Sénat, cinq contre; restait à connaître la décision de la Géorgie. Baldwin craignit la rupture de la Convention, abandonna son collègue et

divisa ainsi son État. Le résultat du scrutin était nul, mais comme il était manifeste que le New-Hampshire et le Rhode-Island, s'ils avaient été présents, eussent voté avec les partisans de l'égalité de suffrage, la décision finale n'était plus douteuse.

Franklin proposa de nommer un comité composé d'un membre par État et chargé d'élaborer un compromis. Puis la Convention prit un congé de trois jours pour la célébration de l'anniversaire de l'indépendance.

Cette interruption des travaux fut salutaire. Les esprits eurent le temps de se calmer. Dans le comité même la nécessité d'un compromis fut admise par tous. Le 5 juillet Gerry présenta un rapport qui concluait ainsi : dans la première Chambre un membre par 45 000 habitants (y compris tous les habitants libres et les trois cinquièmes de la population esclave); dans le Sénat un vote égal pour chaque État; la première Chambre investie de l'initiative pour les propositions de taxes et de crédits.

Adoption du premier compromis : le vote égal dans le Sénat.

Il fallut encore onze jours de débat pour régler cette question de l'égalité de vote. On voulut en finir d'abord avec tous les autres points : mode de nomination des deux Chambres; nombre et répartition des membres, dans la première Chambre des représentants et dans les suivantes : équilibre à établir entre le Sud et le Nord, entre les États maritimes et commerçants et les États agricoles; entre les États primitifs et ceux qui seraient formés plus tard; représentation d'après le nombre ou d'après la richesse ou d'après les deux éléments réunis. Sur chacun de ces points, il y eut nombre de propositions, de contre-propositions, de comités et de rapports.

Dans l'ancienne confédération, chaque État pouvait envoyer 7 délégués au Congrès, ce qui faisait un total de 91. On adopta ce nombre. A la Chambre haute on attribua 26 membres (2 par État). Restaient 65 pour la première Chambre, ou treize fois cinq. 35 furent attribués aux sept États du Nord, 30 aux six du Sud. Ceux-ci en réclamaient davantage, alléguant que dans les questions relatives à la réglementation commerciale, où les intérêts des deux

sections étaient si divergents, le Sud serait constamment à la merci du Nord si on adoptait la proportion proposée. Celle-ci cependant finit par prévaloir [1].

Une proportion déterminée étant admise, comment variera-t-elle à l'avenir? Gouverneur Morris demanda que la solution fût remise à la discrétion de la législature nationale. Il fallait, d'après lui, King et d'autres, prendre des précautions contre l'ascendant que pourraient acquérir un jour les États de l'Ouest, et assurer le maintien de la majorité aux treize premiers membres de l'Union. Les États de l'Ouest dépasseraient un jour en population ceux de l'Atlantique, mais ils seraient moins riches, moins cultivés, moins favorables au commerce extérieur, ils auraient des intérêts différents; une fois en possession du pouvoir, ils ruineraient les États de l'Est.

Randolph réclama pour la fixation ultérieure de la représentation la base d'un recensement effectué une année après la première réunion de la législature, et ensuite périodiquement. « Le Congrès, ajouta-t-il soutenu par Madison, a pris à l'égard des nouveaux États l'engagement public [2] qu'ils seraient admis sur le pied de l'égalité absolue avec les anciens. Ils n'accéderont jamais à d'autres conditions. »

On se mit d'accord sur les points suivants : *un recensement un an après la réunion de la première législature, puis un nouveau recensement tous les dix ans. Les États nouveaux de l'Ouest seront admis dans des conditions de complète égalité avec les anciens États de l'Est.*

On avait déjà discuté la question de la proportion dans laquelle les esclaves devaient être comptés pour la représentation : intégralement, pour les trois cinquièmes, ou pas du tout? Les États du Sud voulaient que tous les esclaves fussent comptés; ils menaçaient de se retirer si on ne leur accordait pas ce point. Les délégués du Nord s'obstinèrent dans leur refus et ceux du Sud finirent par céder. Il fut arrêté que *la représentation serait propor-*

1. États du Nord : — Massachusetts, 8; Pennsylvanie, 8; New-York, 6; Connecticut, 5; New-Jersey, 4; New-Hampshire, 3; Rhode-Island, 1; — total 35.
États du Sud : — Virginie, 10; Maryland, 6; Caroline du Nord, 5; Caroline du Sud, 5; Géorgie, 3; Delaware, 1; — total 30.

2. Voir chapitre LX.

tionnelle au nombre des habitants libres et des trois cinquièmes des autres habitants [1], et que le nombre total des représentants serait fixé par la législature nationale après chaque recensement [2].

Les États méridionaux étaient convaincus que les immigrants allaient affluer dans le sud et dans le sud-ouest et qu'avant peu ils dépasseraient de beaucoup le nord en population et en richesse. C'est pourquoi ils étaient si obstinément opposés à l'égalité du vote des États dans le Sénat. Ils ne se doutaient pas que ce principe, contre lequel ils luttaient, devait seul conserver pendant si longtemps aux États à esclaves la prépondérance dans une branche de la législature. Le 16 juillet enfin le principe de l'égalité fut voté. On décida qu'il y aurait *deux sénateurs par État* et que *chaque membre aurait un vote séparé*. Les petits États, New-Jersey, Delaware, triomphaient avec l'aide du Connecticut et, au dernier moment, de la Caroline du Nord.

Une fois assurés du principe de l'égalité du vote au Sénat, ils se montrèrent plus disposés que tous les autres à conférer des pouvoirs étendus au gouvernement général. Ellsworth devint un centraliste résolu et Paterson resta toute sa vie un fédéraliste entre les fédéralistes. La décision prise était, il faut le reconnaître, un véritable défi porté au bon sens, à la logique, à l'équité. Les grands États ne l'acceptèrent que comme un pis-aller, imposé par une nécessité brutale, comme le prix d'un marché qu'il fallait se résigner à conclure, sous peine de rendre impossible une réforme de la Constitution fédérale. Après une expérience déjà séculaire, elle produit aujourd'hui cette conséquence, théorique-

1. Cette stipulation est un des plus étranges parmi les compromis dont est formée la Constitution des États-Unis. Bien que les esclaves fussent considérés comme une simple propriété, le recensement devait grossir le montant de la population libre d'un chiffre égal aux trois cinquièmes du nombre des esclaves. Cette monstrueuse concession faite aux planteurs du Sud conduisait à cette conséquence que, sur un domaine appartenant à une famille de cinq personnes et supportant cinquante esclaves, la population électorale était considérée comme s'élevant à trente-cinq personnes et entrait pour ce chiffre dans le total d'habitants donnant droit à un représentant au Congrès. Or sur ce groupe fictif de trente-cinq personnes, il pouvait n'exister qu'un seul électeur, le maître, tandis que dans les États du Nord un groupe réel de trente-cinq habitants libres comptait en moyenne cinq ou six électeurs. Ce compromis resta en vigueur jusqu'à la guerre civile de 1861-65. Il disparut naturellement avec l'esclavage.

2. Le texte définitif fixa la proportion d'un représentant par 30 000 habitants au moins. La proportion fut modifiée ensuite tous les dix ans. Depuis le recensement de 1890, elle est d'un représentant par 173 901 habitants.

ment absurde, qu'un petit État comme le Delaware, qui compte 150 000 habitants et dont l'accroissement de population est absolument limité pour l'avenir, envoie au Sénat le même nombre de délégués et jouit par conséquent, dans ce corps tout-puissant, exactement de la même part d'influence que l'État de New-York qui compte bien près de six millions d'habitants et en aura peut-être dix millions avant vingt ans. Les Américains n'en sont pas moins très satisfaits, très fiers de l'introduction et du maintien de ce compromis dans leur constitution. Ils estiment qu'il a préservé admirablement le caractère composite de leur système gouvernemental.

Il convient d'ajouter qu'il est la seule clause de la constitution qui soit soustraite à la procédure de l'amendement. Il est dit en effet (Art. 5) qu'aucun État ne pourra *jamais* être privé, sans son consentement, de l'égalité du vote dans le Sénat.

Le 17 juillet on s'occupa de fixer les principes relatifs à la distribution des pouvoirs entre le gouvernement général et les États, point délicat entre tous. La formule suivante fut provisoirement adoptée : « La législature nationale aura le pouvoir de légiférer pour les intérêts généraux de la nation, dans tous les cas où les États sont individuellement incompétents et où *l'harmonie des États-Unis pourrait être troublée par l'exercice de la législation individuelle* ». Madison exposa et soutint le système consistant à attribuer au Congrès la faculté de frapper de nullité les lois passées par les divers États. Gouverneur Morris préférait que le pouvoir judiciaire reçût le droit d'annuler les lois des États, contraires à la Constitution. La question resta en suspens. On fut unanime à reconnaître que tout pouvoir, non concédé au gouvernement général, était conservé aux États, mais il fut jugé inutile de faire une mention expresse de cette réserve dans la Constitution [1].

La Convention refusa d'imposer une qualification de propriété pour l'éligibilité. Aucun obstacle ainsi n'était mis à l'extension du suffrage. Quant à la détermination des qualifications des électeurs, elle fut laissée à chacun des États pour lui-même.

1. On la retrouve toutefois dans le dixième article des amendements à la Constitution votés en 1791.

La question de l'établissement de la Cour suprême, des tribunaux inférieurs et de la nomination des juges ne souleva point de difficultés. Gorham proposa la nomination « *par le pouvoir exécutif* avec le consentement du Sénat », système consacré par l'expérience de cent quarante années dans le Massachusetts. C'est ce mode qui fut finalement adopté.

Le 26 juillet, la Convention avait épuisé l'examen de toutes les questions principales et voté vingt-trois résolutions [1]. Celles-ci furent alors confiées à un comité de cinq membres chargé de les coordonner, *de les arranger dans la forme d'une Constitution* (trois du nord et deux du sud, Gorham, Ellsworth, Wilson, Randolph et Rutledge, ce dernier président). Puis la Convention s'ajourna au 6 août.

Le comité de détail prit pour guide les constitutions des divers États qui fournissaient des expressions et des règles sanctionnées par une longue expérience. Il ne reste d'ailleurs aucune trace officielle, aucun souvenir personnel de ses délibérations. Le 6 août chaque membre de la Convention reçut une copie du projet de constitution (*first draft*) présenté par le comité de détail et un nouvel examen en séance plénière s'engagea. Furent alors successivement adoptées les décisions suivantes :

Les membres du Congrès seront payés sur les fonds des États-Unis (proposition Ellsworth votée par neuf États). Il faut avoir été sept ans citoyen des États-Unis pour être éligible à la Chambre des représentants (proposition Mason), et neuf ans pour être éligible au Sénat. Il faut une majorité dans chaque Chambre pour constituer un *quorum* et l'assemblée a le droit de contraindre ses membres absents à assister aux séances. Les conditions d'électorat pour la Chambre fédérale seront les mêmes, dans chaque État, que celles pour la Chambre la plus nombreuse de la législature locale (unanimité). Ainsi à chaque État était laissé le droit de fixer dans ses propres limites ses conditions électorales. La Constitution acceptait à l'avance toutes les extensions du suffrage

1. Depuis le 10 juillet Yates et Lansing avaient quitté la Convention. Clinton, le gouverneur du New-York, n'avait cessé de déclarer qu'il n'attendait rien de bon de la Convention de Philadelphie, et que la confédération, si on avait prolongé l'expérience, aurait répondu à toutes les nécessités de l'Union.

qui pourraient résulter, dans telle ou telle section du pays, du développement croissant des institutions démocratiques.

Furent encore votées, *sans débat*, les attributions de pouvoir au gouvernement central, qui avaient depuis plusieurs années tant occupé les politiciens et les membres du Congrès : le droit d'établir des *taxes*, *droits*, *impôts* et *accises*, et de les percevoir par des agents fédéraux, de réglementer le commerce extérieur et domestique, de frapper des monnaies, de fixer la valeur des monnaies étrangères, d'emprunter, etc. Neuf États contre deux refusèrent cependant au Congrès le droit d'émettre des billets de crédit [1].

Le droit d'émission des billets de crédit fut également retiré aux États (28 août) : « Ainsi, dit Bancroft, l'adoption de la Constitution sera pour toujours la fin du papier-monnaie, émis soit par divers États, soit par les États-Unis, si la Constitution est interprétée exactement (*rightly*), et honnêtement obéie [2]. Il fut en outre défendu aux États de taxer sans le consentement du Congrès, les importations ou les exportations. Le pouvoir de protéger les manufactures domestiques leur était ainsi enlevé. Une clause d'une importance extrême à cause de toutes les conséquences qui en ont été tirées depuis cent ans, la faculté, donnée au Congrès, *de faire toutes les lois nécessaires et convenables pour l'application des pouvoirs attribués par la constitution au gouvernement des États-Unis*, fut approuvée à l'unanimité.

1. Voir dans Elliot, I, 369, le rapport adressé sur ce vote quelques mois plus tard (27 janvier 1788) par Luther Martin au président de la Chambre des délégués du Maryland. « Par nos Articles de confédération, le Congrès a le pouvoir d'emprunter de l'argent et d'émettre des billets de crédit; aussi le rapport du Comité de détail était-il conforme en ce point aux Articles; mais une motion fut faite pour la suppression de ces mots « *émettre des billets de crédit* ». On fit beaucoup d'objections à cette motion; si une guerre avait lieu, ce pays ne pourrait pas se défendre sans avoir recours au papier-monnaie. Mais une majorité de la Convention, sage au delà de toute attente, prête à risquer tout mal politique plutôt que d'admettre l'idée d'une émission de papier-monnaie dans aucun cas possible, a refusé de concéder cette faculté à un gouvernement auquel ils ont prodigué les pouvoirs les plus illimités de taxation. » Bancroft parlant, à l'occasion de cette clause, du papier-monnaie émis dans la guerre civile de 1861-1865, dit que le trente-neuvième Congrès a sauvé la difficulté en obtenant de tout le pays un *act* d'indemnité par le moyen du quatorzième amendement, qui d'ailleurs laisse subsister la clause originelle de la constitution dans toute sa rigueur.

2. Il faut songer aux désordres que venaient de provoquer dans certains États, surtout dans le Rhode-Island, des émissions exagérées de papier-monnaie, pour comprendre l'intérêt passionné qui s'attachait alors à cette question.

Les deux compromis sur l'esclavage.

Le 7 août Gouverneur Morris fit une brillante sortie contre l'esclavage à propos du mode de représentation[1] : « Comparez les régions libres des États du Centre, où de riches cultures marquent la prospérité et le bonheur de la population, avec la misère et la pauvreté qui couvrent les déserts stériles de la Virginie, du Maryland et des autres États à esclaves. Voyagez à travers le continent, et vous verrez l'aspect se transformer partout selon l'existence ou la disparition de l'esclavage. » Dix États contre un repoussèrent la motion de Morris, portant qu'il n'y eût de représentation que des habitants libres[2]. Ainsi fut consacré le premier compromis constitutionnel sur l'esclavage.

Le 21 surgit un débat sur la faculté à attribuer au Congrès d'établir une taxe à l'importation des esclaves ou d'interdire complètement cette importation : Charles Pinckney et Ch. Cotesworth Pinckney déclarèrent que la Caroline du Sud n'accepterait pas la constitution si on interdisait le commerce des esclaves.

La Géorgie déclara de son côté qu'elle ne renoncerait pas à une prérogative qu'elle considérait comme essentielle. Sherman, bien que désapprouvant ce commerce, estimait qu'il fallait laisser les choses comme elles étaient (les États en possession du droit d'importer les esclaves). Mason combattit ce système d'abstention : « Le Maryland et la Virginie ont déjà interdit l'importation des esclaves ; la Caroline du Nord a fait de même en substance. Tout cela sera inutile si la Caroline du Sud et la Géorgie conservent la liberté d'importer. » Suivait un tableau des maux que produit l'esclavage : « Cette institution décourage les arts et les manufactures ; le travail des esclaves empêche l'immigration des blancs, qui seuls enrichissent et fortifient un pays. Elle produit les plus pernicieux effets sur les mœurs. Les États, dit-on, sont en possession du droit d'importer ; mais il en est de même de beaucoup d'autres

1. Voir p. 303.
2. « On ne parlait alors de l'esclavage que comme d'un mal : dans tout le pays, l'esclave, dès l'instant de son émancipation, appartenait à la classe des citoyens, bien que dans la Virginie, la Caroline du Sud, la Géorgie et le Delaware, les noirs libres ne fussent pas électeurs. La Convention n'a rien fait pour diminuer les droits des noirs ; elle s'appliqua scrupuleusement à n'ajouter aucune incapacité nouvelle à celles qui les frappaient dans tels ou tels États. » (Bancroft.) Il est permis de trouver bien négatif le mérite de la Convention à cet égard.

droits, qu'il s'agit justement aujourd'hui d'abandonner. Il est essentiel que le gouvernement général puisse entraver le développement de l'esclavage [1]. » Ellsworth répondit ironiquement que « les esclaves se multipliaient si rapidement en Virginie et dans le Maryland, qu'il était plus avantageux d'en faire l'élève que de les importer, tandis que dans les marécages et les rizières empestés de la Caroline du Sud, il fallait s'approvisionner de l'extérieur ». Ellsworth ne craignait pas d'ailleurs que le fléau se développât; il pensait que le nombre des travailleurs blancs pauvres s'accroîtrait vite et que les esclaves deviendraient inutiles. « L'esclavage ne restera pas longtemps une tache sur notre pays. » Quelle illusion! La question fut renvoyée à un nouveau comité. Il s'agissait de chercher un moyen terme, la Caroline et la Géorgie paraissant résolues à ne pas céder. Le rapport (24 août) proposa d'accorder aux États-Unis le pouvoir d'établir une taxe de dix dollars par tête d'esclave importé (à raison de cinq pour cent de la valeur présumée) et d'interdire complètement l'importation après l'année 1800. Sur la proposition de Cotesworth Pinckney, l'expiration du délai pour la liberté de l'importation des esclaves fut reportée à 1808. Trois États du Nord et trois du Sud contre le New-Jersey, la Pennsylvanie, le Delaware et la Virginie votèrent l'arrangement [2].

1. La Pennsylvanie, État populaire, sans familles aristocratiques, sans forme religieuse dominante, l'un des premiers pour l'agriculture, le commerce, la construction maritime, séparait six États du Nord qui avaient déjà aboli ou se préparaient à abolir l'esclavage, et six autres où l'esclavage tendait de plus en plus à devenir la clef de voûte des institutions sociales.

De nombreuses sociétés d'abolition et d'émancipation se formaient dans le Nord. Hamilton était le secrétaire de l'une d'elles, et il avait Jay, Duane et Robert R. Livingston pour associés. Franklin était élu, à la même date, président de la société d'émancipation de Pennsylvanie. Chaque année l'Assemblée annuelle des quakers adressait des pétitions au Congrès pour la suppression générale du commerce des esclaves.

2. Ce deuxième compromis, d'une durée temporaire, répondait à la pensée des représentants les plus éclairés des États du Sud, que l'esclavage ne pouvait être une institution permanente. C'était en quelque sorte une condition sociale de transition, devant permettre d'obtenir à bref délai les magnifiques avantages réservés aux États situés au sud du Potomac par l'extrême fertilité de leur sol et par l'étendue de leurs territoires encore si peu habités et à peine explorés. Les États du Nord et la plupart des États du Centre ne consentirent qu'avec une extrême répugnance à donner, dans la Constitution fédérale, une sanction solennelle, même pour une période limitée, à un trafic réputé infâme, considéré déjà comme une honte pour la civilisation. Mais la Caroline du Sud fut intraitable; elle était d'ailleurs appuyée par l'État de New-York où dominaient les préoccupations commerciales. Aucun membre de la Convention ne mettait en doute qu'avant vingt années l'institution de l'esclavage n'eût disparu du sol des États-Unis.

Vote final (17 septembre 1787).

Le 29 août eut lieu le vote d'une clause, jugée toute naturelle à cette époque, et considérée comme ne présentant qu'un intérêt secondaire, sur la reddition des esclaves fugitifs (le Congrès, dans l'ordonnance de 1787, venait d'adopter une stipulation analogue le mois précédent). On décida que les esclaves qui se réfugieraient dans un autre État que celui de leur maître devraient être rendus à la personne qui les réclamerait justement. La preuve incombait ainsi au maître des noirs, et l'article ne disait pas par qui l'esclave fugitif devait être rendu[1].

Du même jour sont encore les résolutions suivantes : Le pouvoir est concédé à une simple majorité de la législature d'introduire un territoire étranger comme État dans l'Union, avec certaines réserves pour les États nouveaux qui pourraient être formés de parties d'anciens États. Tout pouvoir de législation et d'administration est donné à la législature sur le territoire national, c'est-à-dire sur l'ensemble des terres appartenant aux États-Unis en commun, en dehors de leurs limites particulières (terres du nord-ouest et du sud-ouest).

On a vu que dans les premières séances de la Convention un accord s'était vite établi sur l'organisation du pouvoir exécutif, le mode d'élection du président et la durée de sa fonction. On s'était arrêté à l'élection par le Congrès, pour une période de sept ans, comme en France aujourd'hui, mais sans rééligibilité. La question fut reprise à divers intervalles et débattue au milieu d'une grande confusion d'idées et de tendances. Constamment de nouveaux votes défaisaient ce qu'avaient fait les votes précédents. Tous les systèmes eurent tour à tour leur heure de préférence. A la fin de juillet « la Convention était comme une meute en pleine chasse lorsque subitement les chiens perdent la piste ». Le 26 de

1. Plus tard, dans les années qui précédèrent la guerre civile, la législation fut modifiée dans un sens terrible contre les noirs fugitifs, et même contre les noirs libres habitant les États non esclavagistes. Si l'un de ces noirs libres venait à être réclamé comme fugitif par un blanc, il fut tenu d'établir la preuve de sa liberté contre son prétendu maître. La présomption légale était contre lui. En outre la loi assura aux maîtres, à la recherche d'esclaves fugitifs, le concours de toutes les autorités, de tous les fonctionnaires, de tous les tribunaux, de toute la force publique, qu'elle fût fédérale ou d'État.

ce mois six États (du Nord et du Sud) contre trois (du Centre) se prononcèrent encore une fois pour un pouvoir exécutif confié à une seule personne, élu par la législature nationale, pour sept ans, et non rééligible. Washington, Madison, Wilson, Gouverneur Morris combattaient ce système soutenu par Mason et Rutledge. Le rapport du comité de détail ramena une dernière fois la question, le 24 août. Rutledge proposa l'élection du président par la législature, *by joint ballot* (le système du Congrès en France). D'autres préférèrent le *concurrent vote* des deux Chambres (chacune d'elles gardant son veto sur l'autre). Les deux systèmes étaient en vigueur dans les constitutions particulières. Les délégués en connaissaient donc bien le mécanisme. La motion de Rutledge fut adoptée par sept États (contre le Connecticut, le New-Jersey, le Maryland et la Géorgie). Ceux-ci, renforcés du Delaware, demandèrent que dans le *joint ballot* le vote eût lieu par État. Si le New-Hampshire eût voté avec le groupe des petits États, ceux-ci l'eussent emporté.

C'est alors que Gouverneur Morris intervint et déclara que tous ces modes d'élection par la législature nationale étaient détestables, et ne signifiaient que « cabale et corruption ». On s'arrêta et le 31 août la question fut renvoyée tout entière avec d'autres restées sans solution, à un comité de treize membres qui fit son rapport le 4 septembre.

Tout était changé : le terme de la présidence était limité à quatre ans; le président était élu par des électeurs désignés dans chaque État selon le mode qu'adopterait la législature locale, mais en nombre égal à celui des représentants et des sénateurs de l'État au Congrès. Ce collège électoral choisirait en même temps un vice-président dont l'unique attribution (sauf celle de succéder éventuellement au président dans certains cas déterminés) serait de présider, de droit, le Sénat.

Ainsi les dispositions encore en vigueur, dans leurs points essentiels, pour l'élection du président ne furent adoptées que tout à fait au terme des travaux de la Convention. A cette époque le suffrage universel n'était nullement reconnu comme un droit politique, indépendant de la qualification résultant de la propriété. De là ce système de la formation d'un collège électoral pour l'élec-

tion du président. Encore ne fut-il admis qu'en dernier lieu, après une discussion très longue sur la nomination par le Congrès, après maints discours où les tendances conservatrices de la majorité des délégués s'exprimèrent librement contre la doctrine de la souveraineté et de l'infaillibilité populaires. Pour les fondateurs de la Constitution, ce collège électoral devait être un corps d'élite où seraient examinées et discutées avec le plus grand soin les candidatures présidentielles. On sait ce qu'il est devenu, un pur mécanisme pour la mise en lumière des décisions du suffrage universel fonctionnant sous le contrôle rigoureux des partis.

La définition des pouvoirs du président ne donna lieu à aucune sérieuse divergence d'opinions. De même pour l'établissement d'un pouvoir judiciaire. Les juges avaient toujours été nommés à vie dans les chartes coloniales et d'après la *Common Law*. Le même principe fut inscrit définitivement dans la Constitution.

Comment empêcher les États de braver l'autorité fédérale? Madison proposait un conseil de revision des lois, Hamilton l'attribution au pouvoir fédéral d'un droit de veto sur les actes législatifs des États particuliers. Le plus grand nombre se rallièrent au système de l'interprétation constitutionnelle des lois confiée au pouvoir judiciaire, et cette opinion prévalut. Il fut déclaré expressément que la Constitution, les actes législatifs qui en découlaient et les traités conclus avec les nations étrangères, seraient la loi suprême du pays, nonobstant toute loi ou constitution d'État contraire à ce principe.

La Chambre avait été investie de l'initiative pour les bills concernant le revenu fédéral. Au Sénat, au contraire, furent données, en dehors des fonctions législatives, de hautes attributions judiciaires et exécutives. La théorie de Montesquieu sur la séparation des pouvoirs, dont on faisait un si grand état à cette époque, recevait ici une assez grave atteinte. Le Sénat participait au pouvoir judiciaire par la procédure de l'*impeachment* qui le constituait cour de justice pour juger les hauts fonctionnaires et le président, s'ils venaient à être traduits devant lui par la Chambre des représentants. Il participait au pouvoir exécutif par le droit qui lui fut réservé de confirmer ou d'infirmer les nominations de fonctionnaires faites par le président, et de ratifier,

de rejeter ou d'amender les traités conclus par le pouvoir exécutif.

La Convention, instruite par l'exemple des Articles de confédération dont on avait eu tant de peine à se délivrer, rendit relativement facile l'introduction d'amendements dans le texte constitutionnel. Puis elle décida hardiment que la Constitution nouvelle entrerait en vigueur aussitôt que neuf des treize États l'auraient ratifiée dans des Conventions populaires.

Les États-Unis allaient donc procéder à la liquidation de l'ancienne Confédération, immédiatement suivie de la formation d'une Confédération nouvelle. L'œuvre était achevée. Faite de concessions et de sacrifices mutuels, elle ne satisfaisait complètement personne. Elbridge Gerry, du Massachusetts, refusait sa signature; Luther Martin, Yates et Lansing avaient déjà quitté la Convention. La délégation de Virginie était mécontente (Mason, Randolph et Wythe ne signèrent pas). D'autres encore se récusèrent.

Le 17 septembre, après quatre mois de travail et de discussions, il fut donné lecture du texte authentique de la Constitution. Franklin, Hamilton, Washington qui n'était intervenu à aucun moment dans le débat, firent un dernier appel au sentiment de la concorde, et il fut entendu que les signatures qui allaient être données seraient précédées de la formule d'attestation suivante : « Fait en Convention *par le consentement unanime des États représentés*, le 17 septembre 1787, douzième année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique. En témoignage de quoi nous avons ci-dessous signé nos noms. » Suivent trente-huit signatures, sur cinquante-cinq délégués, douze États étant représentés.

CHAPITRE LXIII

ACCEPTATION DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE PAR LES ÉTATS
FIN DE LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE

Formation des partis. Fédéralistes et antifédéralistes. Hamilton et Madison en campagne. — La constitution devant le Massachusetts et la Virginie. — La ratification donnée par dix États. — Washington élu président. Le mécanisme constitutionnel est mis en marche (4 mars 1789).

Formation des partis. Fédéralistes et antifédéralistes. Hamilton et Madison en campagne.

Il existait déjà des « partis » dans les colonies anglaises, même avant la révolution. Les termes britanniques de *whigs* et de *tories* furent employés pour désigner, d'une part, les hommes qui inclinaient à réduire au strict minimum l'intervention de la métropole dans les gouvernements coloniaux, de l'autre ceux qui se considéraient avant tout comme des sujets anglais et se targuaient de loyalisme plus que de libéralisme [1].

Lorsque l'obstination de George III fit éclater la crise, les whigs se tournèrent résolument contre l'autorité royale. Les comités de correspondance, l'organisation secrète des *Fils de la liberté*, et enfin le Congrès continental furent les facteurs princi-

1. John Adams écrivait en 1812 : « Vous dites que nos discussions ont commencé avec le fédéralisme et l'antifédéralisme. Elles ont existé en Amérique depuis l'origine de nos établissements. Dans le New-York, la Pennsylvanie, la Virginie, le Massachusetts et dans les autres provinces, un parti de la Cour et un parti provincial furent toujours en lutte l'un contre l'autre. Les whigs et les tories se disputèrent avec acharnement avant la révolution et pendant toute la période révolutionnaire.... »

paux de la résistance, puis de la Révolution. Les tories ne furent plus des adversaires politiques, mais des ennemis publics; ils succombèrent dans la lutte, et disparurent de l'Union, en tant que parti, après le triomphe de l'indépendance.

De 1781 à 1789, les motifs de division furent successivement ou simultanément : 1° la jalousie des petits États à l'égard des grands; 2° la rivalité entre le sud et le nord, le centre formant contrepoids, rivalité portant non pas encore sur l'esclavage, mais sur l'antagonisme d'intérêts; manufacturiers et commerciaux dans une région, purement agricoles dans l'autre; 3° les sympathies pour les manières et les institutions anglaises, opposées aux sympathies pour la France, alliée de l'Amérique pendant la guerre, et pour l'école philosophique française; 4° l'attachement à l'indépendance locale, à la souveraineté de l'État particulier, opposé à la préoccupation du gouvernement central, aux tendances à placer les intérêts de l'Union au-dessus de ceux de chaque État isolé. Dans ces diverses causes de divergences d'opinion, se trouvaient les germes des partis nationaux en Amérique. 5° Enfin dans chaque État s'établit aussi la lutte entre les modérés et les radicaux, les amis de l'ordre et les démagogues, les conservateurs et les libéraux; ici le terrain de combat fut la constitution locale [1].

Aussitôt que le projet de constitution fédérale fut publié, la question nationale de l'adoption ou du rejet de l'œuvre de la Convention divisa tout le peuple des États-Unis en deux grandes fractions politiques dans lesquelles disparurent bientôt, absorbées et fondues, toutes les divisions locales qui s'étaient formées dans la plupart des États depuis la guerre de l'Indépendance.

Les amis de la constitution nouvelle se donnèrent le nom de *fédéralistes* et traitèrent leurs adversaires d'*antifédéralistes*, désignations que l'histoire a adoptées bien qu'elles fussent fort illogiques. Les antifédéralistes se défendaient énergiquement de vouloir détruire l'Union des États; ils étaient prêts au contraire, pour la maintenir, aux plus grands sacrifices. Mais ils auraient voulu une constitution vraiment et strictement fédérale, tandis que celle dont

1. Dans la Pennsylvanie où cette lutte spéciale se poursuivit longtemps avec acharnement, l'un des partis s'intitula *républicain*, l'autre *constitutionnel*. Le premier cherchait à reviser la Constitution, le second s'opposait à tout changement.

on leur proposait l'adoption organisait, de toutes pièces, pensaient-ils avec raison, un gouvernement national vivant de sa vie propre et indépendant des États. Ils étaient, eux, les vrais fédéralistes, tandis que les amis de la constitution nouvelle allaient bien au delà d'une simple fédération.

La première chose à obtenir était la sanction du Congrès. Elle fut donnée le 28 septembre, onze jours après la dernière séance de la Convention, et à l'unanimité des États. Le Congrès signait avec bonne grâce son arrêt de mort. Il fallait maintenant que, dans neuf États sur treize, la législature convoquât une Convention populaire et que celle-ci ratifiât la Constitution.

Les fédéralistes se montrèrent aussi habiles dans la défense, devant l'opinion publique, de la Constitution qui était leur œuvre, qu'ils l'avaient été dans le choix de leur appellation de parti. Ils évitèrent tout ce qui pouvait blesser les susceptibilités populaires. Ils ne prônèrent pas le résultat de leurs travaux, comme devant avoir pour effet de consolider, de *nationaliser* l'Union, mais plutôt de rétablir l'ordre civil et de faciliter l'harmonie. Ils se gardèrent d'exalter les mérites de la Constitution, mais s'efforcèrent de persuader au peuple que c'était la moins mauvaise combinaison qui pût dans tous les cas être réalisée.

Les antifédéralistes se tinrent d'abord dans l'expectative. Ils manquaient de discipline et n'avaient rien à offrir à la place du plan proposé. Mais ils étaient en fort grand nombre dans quelques-uns des États les plus importants. Les préjugés, la vanité locale, la crainte du changement grossissaient leurs rangs.

Entre les deux partis était la population, indécise, prête à écouter le pour et le contre, disposée à ne se décider qu'après mûre réflexion. La campagne dura près d'une année, durant laquelle il fut dépensé des efforts inouïs de part et d'autre.

Les fédéralistes avaient les meilleurs écrivains et les plus habiles orateurs. Les discussions qui avaient rempli cette longue session secrète de la Convention fournissaient aux avocats de la Constitution d'innombrables arguments. On peut supposer que ces hommes connaissaient à fond leur sujet, puisqu'ils avaient passé près de quatre mois à l'étudier en commun.

Les antifédéralistes reprochaient principalement à la nouvelle

Constitution de tendre à ruiner la souveraineté des États sous couleur de consolider leur union, et surtout de ne fournir aucune garantie explicite, aucune protection de la liberté de la parole et de la presse contre les arrestations et les saisies arbitraires, contre le refus de jugement par jury dans les affaires civiles, enfin de n'opposer à la formation éventuelle d'une armée permanente que d'insuffisantes restrictions.

La plupart de ces critiques étaient fondées, notamment celle qui signalait le défaut d'une déclaration expresse des droits individuels. Quant aux deux points les plus défectueux de la Constitution, le mécanisme électoral fort mal réglé et les concessions à l'esclavage, ils ne furent pas même relevés. Aucun amendement antiesclavagiste ne fut proposé.

De leur côté, les fédéralistes, tout en réfutant par la parole les objections au fur et à mesure qu'elles se produisaient, publièrent de nombreux essais et traités où l'ensemble de la Constitution était exposé et commenté. La plus importante de ces publications est la collection connue sous le nom de *The Federalist*, qui comprend quatre-vingt-cinq études parues d'abord dans un journal de New-York (d'octobre 1787 à mars 1788) et destinées à provoquer un mouvement d'opinion dans l'État de New-York, où les dispositions à l'union étaient très faibles. Le *Federalist*, par une argumentation chaleureuse sans emphase, persuasive sans pédantisme, fit une profonde impression dans tous les États et exerça une action nationale. « Encore aujourd'hui, dit Schouler, en dépit des corrections de l'expérience, le *Federalist* est le meilleur commentaire qui ait jamais été écrit sur la politique américaine. »

Les articles étaient signés d'un nom latin, Publius, selon la coutume de l'époque. L'esprit dirigeant de l'œuvre fut Hamilton; ses collaborateurs, Madison et Jay. D'après le fils d'Hamilton, celui-ci serait l'auteur de 63 des 85 articles, Madison de 14, et ils en auraient composé trois en commun. D'après le biographe de Madison, la part de celui-ci aurait été de 29 articles. La collaboration de Jay fut limitée à cinq études. Hamilton se trouvait ainsi le premier et le plus brillant avocat d'une Constitution à l'élaboration de laquelle il avait pris très peu de part et dans le succès de laquelle il ne croyait qu'à moitié.

Les petits États se montrèrent plus empressés que les grands à accepter la Constitution. On sait qu'il fallait d'abord un vote de la législature locale autorisant la réunion d'une Convention populaire. La question était agitée dans toutes les réunions primaires à propos des élections de délégués pour cette Convention, et le débat recommençait au milieu de cette assemblée jusqu'à la décision finale. C'est dans ces conditions que le Delaware et le New-Jersey donnèrent leur adhésion dès le mois de décembre 1787, la Géorgie et le Connecticut dans les premiers jours de janvier 1788. La Pennsylvanie fut aussi un des premiers États à se prononcer. Toutefois les moyens employés par les partisans de la Constitution, pour enlever le vote, furent au moins singuliers. Disposant de la majorité dans la législature, ils avaient hâte de convoquer une convention populaire; mais les adversaires, par leur absence, empêchaient le *quorum*, nécessaire pour le vote, d'être atteint. Le bruit s'en étant répandu, des citoyens zélés coururent à la recherche des absents, en saisirent deux et les traînèrent de force dans l'assemblée. Le *quorum* ainsi obtenu, la réunion d'une Convention fut aussitôt votée. La Convention, rapidement élue, se réunit, et après un court débat où l'instrument constitutionnel fut défendu par McKean et Wilson, en vota l'acceptation le 13 décembre 1787.

L'adhésion avait été donnée à l'unanimité dans le Delaware, le New-Jersey et la Géorgie, par 46 voix contre 23 en Pennsylvanie, par 128 contre 40 dans le Connecticut. Cinq États avaient ratifié. Il fallait neuf adhésions. D'où allaient venir les quatre dernières? Déjà l'enthousiasme qui avait éclaté en divers points après la publication de l'œuvre constitutionnelle s'était calmé; les antifédéralistes, nombreux, mais mal dirigés au début, organisaient la résistance. Dans le Rhode-Island la législature refusait d'autoriser la réunion d'une Convention. Dans la Pennsylvanie s'élevaient de violentes protestations contre la façon dont les fédéralistes avaient surpris la ratification de l'État. On alléguait que, sur 70 000 électeurs, 13 000 à peine avaient pris part au scrutin pour la Convention.

Les antifédéralistes du New-York avaient à leur tête le gouverneur Clinton qui, dans la pensée des brillantes destinées commer-

ciales réservées à son État, ne se souciait pas de le voir se fondre dans l'Union. Il présenta à l'assemblée, en janvier 1788, les recommandations du Congrès sans les appuyer, et les résolutions pour la convocation d'une Convention ne passèrent que le mois suivant, à une faible majorité.

La Constitution devant le Massachusetts et la Virginie.

Dans le Massachusetts, la richesse, la culture et l'intelligence étaient du côté des fédéralistes, clergé orthodoxe, professeurs, gens de loi, propriétaires et marchands, tous conservateurs. A côté de l'élément civil figuraient, dans le parti, quelques officiers de la révolution, Knox, Heath, Lincoln et Brooks. Tout le poids de l'influence sociale était du côté des amis de la Constitution qui dominaient dans la législature et disposaient de tous les rouages du gouvernement. Les chefs antifédéralistes étaient des politiciens obscurs, mais dont la masse du peuple suivait volontiers la direction. Les amis de la Constitution s'attachèrent à gagner Hancock président de la Convention réunie en janvier 1788. Ils y réussirent en acceptant que le Massachusetts, tout en donnant son adhésion, l'accompagnât de la présentation de quelques amendements visant une garantie plus formelle des droits individuels. Samuel Adams se rallia à cette transaction. Les indécis se laissèrent alors entraîner, et la ratification fut enlevée par 187 voix contre 168. Ce fut une victoire de Boston et des autres villes importantes de l'État sur les districts peu peuplés de l'Ouest (6 février 1788). La Convention avait siégé près d'un mois.

En avril se réunit la Convention du Maryland. Malgré l'opposition de Samuel Chase et de Luther Martin, la Constitution fut ratifiée après une séance de sept jours (du 21 au 28). Mai apporta la ratification de la Caroline du Sud. Les Pinckneys avaient soutenu la thèse fédéraliste contre l'opposition dirigée par Rawlins Lowndes qui déclarait que le Congrès, constitué sur le nouveau plan, en viendrait certainement à priver le peuple de l'esclavage, et que « sans nègres, la Caroline du Sud tomberait au rang des États les plus infimes de l'Union ». Quelques amendements furent proposés et l'adhésion donnée par 149 voix contre 73.

Au commencement de juin 1788, huit États avaient accepté la Constitution. Il manquait encore une adhésion. La Convention de la Virginie ne se réunit qu'au cours de ce mois. Les antifédéralistes avaient dans cet État — ce n'était plus comme dans le Massachusetts — des chefs illustres, Mason, Monroe, Patrick Henry dont l'ascendant était toujours très grand sur l'Assemblée. De grands planteurs, avec les pionniers de l'Ouest, constituaient le gros de la faction antifédéraliste. Beaucoup d'entre eux étaient depuis longtemps débiteurs de négociants anglais. Ils craignaient que la Constitution nouvelle ne fournît à leurs créanciers des facilités excessives pour imposer le règlement de ces anciennes dettes. Jefferson évalue à dix millions de dollars le montant de ces engagements, dont la plupart remontaient aux temps lointains de la vie coloniale, provenant d'avances consenties contre consignation des produits du sol. Ces dettes s'étaient transmises de père en fils pendant plusieurs générations. L'appréhension d'avoir à solder définitivement ces comptes héréditaires contribua fortement à la diffusion des idées antifédéralistes dans la Virginie et dans les autres États du Sud où la situation économique était analogue. Du côté des fédéralistes étaient Washington, Madison, le chancelier Wythe, le gouverneur Randolph, John Marshall (avocat de Richmond) et Edmund Pendleton, président de la Convention.

Jefferson écrivait de Paris lettres sur lettres à ses amis de Virginie, mais ne se prononçait pas. Arrivé en France au moment où l'ancien régime allait s'écrouler, il s'était jeté avec ardeur dans les bras de la démocratie et de la philosophie françaises. Toute la politique se ramenait pour lui à ces deux sentiments : aversion profonde contre le principe de l'autorité, confiance aveugle dans le *self-government*, dans l'infaillibilité de l'instinct et de l'intelligence populaires. Il était parti avec la pensée que quelques retouches suffiraient pour faire des Articles de confédération un instrument viable et efficace. Lorsqu'il reçut un exemplaire du texte définitif de la Constitution, il fut très partagé entre l'assentiment et le blâme. M[illegible] [illegible] la séparation des pouvoirs, la division du Congrès en deux Chambres, une certaine centralisation du gouvernement. Mais [illegible] de ne trouver

aucune déclaration de droits, aucune garantie formelle, positive, pour la liberté religieuse, la liberté de la presse, le jugement par jury, le privilège de l'*habeas corpus*. Il se déclara alors indifférent, neutre. Mais, lorsque le Massachusetts eut inventé l'expédient des amendements, Jefferson n'eut plus d'hésitation; il écrivit en mai 1788 à ses amis que là était la vraie solution et qu'il fallait ratifier sous réserve de correction.

Patrick Henry, au nom des opposants, fit appel aux pauvres contre les riches, aux sudistes contre les nordistes, aux Kentuckiens contre un gouvernement qui pourrait trafiquer de la navigation du Mississipi, aux débiteurs contre les créanciers, aux maîtres d'esclaves dont la propriété serait menacée dans un avenir peu éloigné. « L'armée, s'écria-t-il, nous imposera un roi. » La phalange fédéraliste finit cependant par l'emporter. La Constitution fut ratifiée le 25 juin par 89 voix contre 79. L'acceptation était formelle, bien que la résolution présentât, à titre de vœu, une longue série d'amendements.

La ratification donnée par dix États.

Quatre jours avant la Virginie (21 juin), le New-Hampshire déclarait son adhésion. Le 25 juin 1788 dix Conventions d'États avaient ratifié la Constitution [1].

Il était certain désormais que le nouveau gouvernement allait pouvoir entrer en opération. A Boston, à Baltimore, à Charleston, de grandes fêtes populaires célébrèrent cet heureux événement. Philadelphie, qui comptait bien devenir la capitale des États-Unis,

1. 1887, 6 décembre, Delaware, à l'unanimité.
— 12 — Pennsylvanie, par 46 voix contre 23.
— 18 — New-Jersey, à l'unanimité.
1788, 2 janvier, Géorgie, à l'unanimité.
— 9 — Connecticut, par 128 voix contre 40.
— 6 février, Massachusetts, 187 voix contre 168.
— 28 avril, Maryland, 63 voix contre 11.
— 23 mai, Caroline du Sud, 149 voix contre 73.
— 21 juin, New-Hampshire, 57 voix contre 46.
— 25 juin, Virginie, 89 voix contre 79.

Le New-York donna son adhésion le 26 juillet. La Caroline du Nord fit attendre la sienne jusqu'au 21 novembre 1789. Le Rhode-Island n'entra dans l'Union que le 29 mai 1790.

choisit la date du 4 juillet, anniversaire de la proclamation de l'indépendance, pour fêter le succès définitif[1].

Il s'en fallait toutefois que l'opinion de la majorité de la population fût encore nettement établie. Dans la plupart des États la minorité opposante était considérable, et dans ceux qui ne s'étaient pas jusqu'alors prononcés, antifédéralistes et fédéralistes rivalisaient d'intolérance. Les gens de Providence (Rhode-Island) avaient voulu aussi fêter la Constitution en même temps que l'Indépendance le 4 juillet, mais un millier d'hommes des villages environnants, conduits par un juge de la Cour suprême, firent irruption en armes dans la ville et forcèrent les citoyens à rayer de leur programme de fête toute réjouissance en l'honneur du nouveau pacte d'union. A Albany les antifédéralistes firent un feu de joie du texte de la Constitution. La journée se termina par une rixe entre les deux partis, à coups de bâtons, puis à coups de baïonnettes. La ville de New-York espérait, elle aussi, devenir la capitale des États-Unis, comme elle était déjà le siège du Congrès continental. Le 26 juillet, il y eut un grand cortège. Une feuille antifédéraliste, le *Political Register*, plus tard l'*Argus*, ayant lancé quelques plaisanteries sur cette cérémonie, la foule envahit les bureaux du journal, brisa portes et fenêtres et détruisit les presses. Tandis que les fédéralistes dominaient dans la ville même et dans les comtés du sud, les opposants étaient maîtres des comtés du nord et de l'ouest. Les premiers contrôlaient le Sénat, les seconds la Chambre basse de la législature, et ceux-ci avaient encore pour eux la grande influence du gouverneur Clinton. La tendance de l'État de New-York à se rapprocher politiquement de la Virginie et des

1. Dix navires vinrent se ranger le long des quais, portant chacun à son grand mât un large pavillon blanc sur lequel était brodé en grosses lettres d'or le nom d'un des dix États adhérents. Une longue et pittoresque procession, conduite par les fonctionnaires publics, se déroula à travers les rues. Des groupes, où quelques-uns des plus importants personnages de la ville figurèrent en riches costumes, représentaient l'Indépendance, l'Alliance française, le Traité de paix, Washington l'ami du pays, la Nouvelle Ère, la Constitution, les dix États, etc. Sur un char en forme d'aigle, traîné par six chevaux, trois membres de la Cour suprême de Pennsylvanie tenaient un grand placard portant, imprimé, le texte de la Constitution. La « Paix sur les frontières » était personnifiée par un citoyen et un chef indien chevauchant côte à côte. La Société pour le développement des manufactures promena des machines à filer le coton, récemment inventées. Un autre char, traîné par dix chevaux blancs, portait le modèle d'un édifice fédéral reposant sur treize colonnes dont trois inachevées. La procession comptait cinq mille personnes, chiffre énorme, disent fièrement les journaux contemporains.

États du Sud contre les idées et les principes de la Nouvelle-Angleterre s'était manifestée dès les premiers temps de l'ancienne Confédération. Elle provenait d'une certaine analogie, au moins en quelques points, des institutions et des coutumes. Dans l'État de New-York, comme dans la Virginie et le Sud, s'était formée une caste aristocratique dans laquelle se concentrait toute l'influence sociale et politique. La Convention de l'État s'étant enfin réunie à Poughkeepsie, les fédéralistes conduits par Hamilton, Jay et le chancelier Livingston, y regagnèrent peu à peu du terrain contre Clinton, Lansing et Melanchton Smith. Le 26 juillet, un mois après la Virginie, l'Assemblée céda enfin au sentiment populaire et ratifia la Constitution par 30 voix contre 27. Mais en même temps, comme il avait été fait déjà dans quatre États, la Convention insista sur la nécessité d'introduire immédiatement dans la Constitution certains amendements. Elle fit un pas de plus, et vota, avant de se séparer, une résolution aux termes de laquelle le Congrès fédéral, aussitôt qu'il serait réuni, devrait convoquer une nouvelle Convention plénière en vue de la revision de plusieurs articles de la Constitution. Le 5 septembre les antifédéralistes de Pennsylvanie, réunis à Harrisburg, appuyèrent chaleureusement la proposition de l'État de New-York et dressèrent une liste d'amendements tenus pour essentiels; l'Assemblée de Virginie adhéra également à ce dessein. « Il est impossible, dit-elle dans une adresse au futur Congrès, que la Constitution puisse fonctionner dans sa forme actuelle, sans porter atteinte aux droits inaliénables des hommes libres. » Deux États qui n'avaient pas encore ratifié, la Caroline du Nord et Rhode-Island, se déclarèrent prêts à soutenir le projet d'une nouvelle Convention.

La majorité fédéraliste était très faible dans le Massachusetts, comme dans la Virginie, le New-York et la Pennsylvanie; aussi cette proposition relative à une Convention nouvelle causa-t-elle de vives appréhensions aux amis de la Constitution. La Convention fédérale qui avait été convoquée à l'origine pour amender simplement les Articles de confédération, avait abouti à la création d'un système absolument nouveau. Une Convention nouvelle ne pourrait-elle pas détruire l'œuvre de la première? Le mouvement toutefois n'alla pas plus loin. S'il avait réussi, l'acceptation

de l'œuvre de la Convention de Philadelphie n'eût été que conditionnelle. Cet instrument eût perdu le caractère de loi fondamentale que les fédéralistes avaient voulu lui donner.

La victoire était donc gagnée. Mais devant cette vivacité de la lutte de 1787 et de 1788 pour l'inauguration d'une existence nationale, on ne peut que s'étonner du fait même que la Constitution ait été enfin ratifiée. Il n'est pas exagéré de dire, avec Holst[1], qu'elle a été imposée par la nécessité à un peuple qui répugnait visiblement, en majorité, à se réfugier sous son abri.

Washington élu président. Le mécanisme constitutionnel est mis en marche (4 mars 1789).

La Confédération avait vécu. Il s'agissait maintenant de mettre le mécanisme constitutionnel en marche. Le Congrès fixa au premier mercredi de janvier 1789 le choix des électeurs présidentiels, au premier mercredi de février l'élection du président et du vice-président, au premier mercredi de mars (qui se trouvait être le 4) l'inauguration du nouveau gouvernement. Washington était le candidat désigné d'avance pour la présidence, sans compétition possible, accepté ou plutôt acclamé par l'unanimité du peuple. Mais les deux partis se disputèrent la vice-présidence. Le choix des fédéralistes se porta sur John Adams qui arrivait d'Angleterre, à temps pour briguer ce poste honorifique. John Adams avait une réputation nationale. Son ardente campagne pour la proclamation de l'indépendance en 1776 avait fait de lui le héros civil de la Révolution comme Washington en avait été le héros militaire. Mais les délibérations du Congrès continental étant restées un livre clos pour la foule, le vaillant tribun était peu connu personnellement. Son absence prolongée d'Amérique l'avait même fait à peu près oublier. Il n'était pas populaire. Son *Apologie des constitutions américaines* venait d'être publiée. On se hâta, dans les rangs des opposants, de dénoncer les tendances anglaises de ce volumineux ouvrage. Les antifédéralistes prirent Clinton, le gouverneur du New-York, pour candidat. L'opposition que ce per-

1. *Verfassung und Democratie*, vol. I.

sonnage, si important dans son État, avait soutenue contre l'organisation du gouvernement central, ne fut point désarmée par le fait accompli. Aussi le New-York resta-t-il profondément divisé. Le Sénat y était fédéraliste, la Chambre antifédéraliste. L'accord ne put s'établir sur un mode d'élection des deux sénateurs fédéraux et des électeurs présidentiels. Il en résulta que l'État de New-York ne prit point de part à l'élection du président et, pendant la première session du Congrès, n'eut pas de représentant au Sénat.

Pendant l'hiver de 1788 à 1789, les États procédèrent aux élections pour les électeurs présidentiels et pour les membres du Congrès. Les sénateurs furent nommés par les législatures. Les deux modes de désignation, *concurrent* (Chambres séparées) ou *joint* (Chambres réunies), furent appliqués au gré de chaque législature. Les fédéralistes l'emportèrent partout, sauf en Virginie. Les représentants furent élus au scrutin par district dans cinq États (Massachusetts, New-York, Virginie, Maryland, Caroline du Sud), au scrutin de liste dans cinq autres, à deux degrés dans le Connecticut. Les électeurs présidentiels, nommés soit par les législatures, soit par le peuple, se réunirent dans chaque État au jour fixé (février 1789) et procédèrent, dans les formes prescrites, au vote pour le président et le vice-président. Washington était élu à l'unanimité, John Adams par 34 voix sur 69.

Le Congrès continental siégeait encore, pour la forme, à New-York. Cette Assemblée avait rendu de grands services pendant la guerre, mais depuis 1783 elle s'éteignait d'anémie et n'avait retrouvé un peu de vigueur que pour l'organisation des territoires de l'Ouest. Elle prolongea ses derniers jours jusqu'à l'arrivée des sénateurs et des représentants qui, au printemps de 1789, se dirigèrent vers cette même ville de New-York désignée comme siège provisoire du nouveau gouvernement. Les distances étaient longues, les communications difficiles. Le 30 avril seulement eut lieu l'inauguration de la présidence. Mais, en vertu de la décision antérieure du Congrès, le gouvernement fédéral fonctionnait officiellement depuis le 4 mars 1789. Les États-Unis avaient terminé leur révolution au moment même où la France commençait la sienne.

Il n'est pas de peuple plus conservateur, plus foncièrement atta-

ché à ses institutions que le peuple des États-Unis. Cent années se sont écoulées depuis l'entrée de Washington à New-York comme le premier chef du pouvoir exécutif de la République. Tout s'est transformé sur cet immense territoire, la vie, les mœurs, la civilisation : les quatre millions d'hommes du siècle dernier ont produit les soixante-quatre millions d'aujourd'hui; la guerre a promené ses ravages du sud au nord et de l'est à l'ouest; le nègre, cette propriété de chair, est devenu un électeur. La Constitution a demeuré immuable. Des compromis qui la composaient, deux, des plus secondaires, ont disparu avec l'esclavage; mais celui qui consacrait le maintien de l'existence morale et politique des États sous l'égide du pacte fédéral, subsiste toujours. Si certains organes du gouvernement se sont fortifiés, si le Congrès est devenu un corps tout-puissant, la séparation est toujours aussi nette entre le domaine de la législation générale et le terrain réservé de la législation de l'État. Les formes extérieures mêmes n'ont guère été modifiées. Le collège électoral présidentiel a été promptement reconnu pour le rouage le plus inutile qui se pût imaginer; on s'est bien gardé de le briser. La date incommode du 4 mars continue à marquer tous les quatre ans la fin d'un terme présidentiel, et tous les deux ans, le dernier jour d'un Congrès. Le système électoral est toujours aussi défectueux, sinon plus, qu'au premier jour. En un mot, l'œuvre n'est pas meilleure, théoriquement, aujourd'hui qu'il y a cent ans. Mais elle a une qualité qui compense tous ses défauts. Elle a vécu un siècle, elle vit toujours. Elle a fait vivre et se développer magnifiquement un grand peuple.

Documents et ouvrages à consulter.

(Chapitres li a lxiii.)

The Journals of Congress, from 1774 to 1788.

Curtis (G. Ticknor), *History of the formation and adoption of the Constitution*, 2 vol., New-York, 1861 (le 1er volume pour la période de 1781 à 1787). — Bancroft (G.), *History of the Constitution of the United States*, 2 vol., 1880 (le 1er volume pour la période de 1781 à 1787; nombreuses lettres des principaux personnages politiques). — Fiske (John), *The critical Period of the American History*, Boston, 1888. — McMaster, *History of the People of the United States*, 1er volume, 1883. — Bolles, *Financial History of the United States*, from 1774

to 1789, New-York, 1879. — PHILLIP, *Colonial and Continental Paper Currency*, 2 vol., Roxbury, 1866. — WEBSTER (Pelatiah), *Political Essays*, Philadelphie, 1791. — HAMILTON (J.-C.), *The Republic of the United States*, 7 vol., Boston, 1879. — MORRIS (Gouverneur), by Jared Sparks, 3 vol., Boston, 1832. — STORY (J.), *Commentaries on the Constitution*, 1er livre, 4e édition, 1873. — Biographies déjà citées (chap. XLI à L).

CHASTELLUX (DE), *Voyages dans l'Amérique septentrionale, 1780-1782*, Paris, 1786. — CRÈVECŒUR (Hector Saint-John DE), *Lettres d'un cultivateur américain*, 3 vol., Paris, 1787. — BRISSOT DE WARVILLE, *Voyage dans les États-Unis*, 3 vol., Paris, 1791. — SMYTH, *Tour in the United States of America*, 2 vol., 1784. — WILKINSON, *Memoirs of my own Time*, 1er vol. — GRAYDON (Alexander), *Memoirs of a Life, chiefly passed in Pennsylvania*, 1811, new ed. 1846. — GREEN (Ashbel), *Autobiography*, 1846.

Kentucky : FILSON (John), *Discovery, settlement and present state of Kentucky*, traduit par Parreaud, 1785. — IMLAY, *Topographical Description of the Western Territory of America*, with the narrative of Daniel BOONE. — *Histoire du Kentucky*, par MARSHALL; *id.*, par BUTLER. — SHALER, *Kentucky, a Pioneer Commonwealth*, Boston, 1885. — DODDRIGE, *Notes on Indian Wars of the Western Parts of Virginia and Pennsylvania*.

Tennessee : HAYWOOD, *Natural and Aboriginal History of Tennessee*; ID., *Civil and Political History of Tennessee*. — PHELAN (James), *History of Tennessee*, Boston, 1888.

Ohio : *Life, Journals and Correspondence of Manasseh Cutler*, by his Grandchildren William Parker and Julia Perkins CUTLER, 2 vol., Cincinnati, 1888. — *Ohio Valley Historical Series*, 6 vol., Cincinnati, 1868-1871. — BURNET, *Notes on the Northwest*. — ATWATER, *History of the State of Ohio*. — HINSDALE (B.-A.), *The old Northwest*, New-York, 1888. — HILDRETH (S.-P.), *Pioneer History of the State of Ohio*.

Indiana : DUNN, *History of Indiana*, Boston, 1888.

Vermont : SLADE, *Collection of Vermont State Papers*. — ALLEN (Ira), *Natural and Political History of Vermont*. — WILLIAMS, *Natural and Civil History of Vermont*, 2 vol. — THOMPSON, *History of Vermont*.

Littérature : TYLER (Moses-Coit), *History of American Literature*, vol. I et II, from 1607 to 1765, New-York, 1879. — STEDMAN, *Poets of America*. — *A Library of American Literature*, by E.-C. STEDMAN and E.-M. HUTCHINSON, vol. I-III, 1888. — DUYCKINCK, *Cyclopædia of American Literature*, 2 vol., Philadelphie, 1877. — THOMAS (Isaiah), *History of Printing*, 1810. — RICHARDSON (Charles-F.), *American Literature, from 1607 to 1885*, 2 vol., 1887-1889. — GRISWOLD (R.-W.), *The Poets and Poetry of America*, Philadelphie, 1851; *The prose Writers of America*, Boston, 1847.

Constitutions des États : POORE (Perley), *The federal and States Constitutions*, 2 vol. in-4, Washington, 1877. — John Hopkins University Studies : JAMESON, *Introduction to the Constitutional and Political History of the individual States*; DAVIS, *American Constitutions*; ADAMS (H.-B), *Maryland's influence upon Land Cessions*. — Les deux Histoires de la formation de la Constitution fédérale, par CURTIS et par BANCROFT. — MCMASTER, *History of the people of the United States*, 1er vol., 1883. — Histoires des États-Unis de HILDRETH, de PITKIN, de TUCKER, de JOHNSTON, etc.

Constitution fédérale : Le 2e volume de l'Histoire de la Constitution de G. Ticknor Curtis, et le 2e de l'ouvrage de Bancroft sur le même sujet. — Les commentaires de Story sur la Constitution fédérale.

The Debates in the Several State Conventions on the adoption of the Federal Constitution, together with Madison's Journal of the Federal Convention, etc., by Jonathan Elliot, 5 vol. in-8, Philadelphie, 1830-1845, new reprint, Philadelphie, 1888.

Le 1er volume contient les procès-verbaux de la Convention, les lettres de Martin, Yates, Lansing, Randolph, Mason, Gerry, expliquant leur refus de signer, les notes de Yates;

Le 2e, les débats pour l'adoption ou le rejet de la Constitution, dans les conventions du Massachusetts, du New-Hampshire, de la Pennsylvanie et du Maryland;

Le 3e, les débats en Virginie;

Le 4e, les débats dans les deux Carolines;

Le 5e (le plus important pour les travaux de la Convention fédérale), le journal tenu par Madison.

The Federalist (Hamilton, Madison et Jay), édition nouvelle par H.-C. Lodge New-York, 1888.

LIVRE IX

ORGANISATION DU GOUVERNEMENT NATIONAL PAR LES FÉDÉRALISTES — PRÉSIDENCES DE WASHINGTON ET DE JOHN ADAMS CHUTE DU PARTI FÉDÉRALISTE

CHAPITRE LXIV

WASHINGTON PRÉSIDENT. — L'ŒUVRE DU PREMIER CONGRÈS FÉDÉRAL

Inauguration du nouveau régime. Le congrès. La cour présidentielle. Caractère de Washington. — Les amendements à la Constitution. Mesures financières : le premier tarif. — Organisation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire. — Deuxième session (1790) : Hamilton et le relèvement du crédit public. La consolidation des dettes et le choix de la capitale. — La Banque nationale. Les fédéralistes et l'opinion publique.

Inauguration du nouveau régime. Le Congrès. La cour présidentielle. Caractère de Washington.

La transition du régime de la Confédération à celui de la Constitution s'opéra presque insensiblement. Le Congrès continental continuait à siéger pour la forme à New-York dans City Hall, Wall street. L'édifice tombait en ruines; ni la ville ni le trésor continental n'avaient de fonds pour entreprendre les réparations nécessaires. Quelques riches New-Yorkais, voulant engager le gouvernement à s'établir d'une manière définitive dans leur ville, se concertèrent pour avancer une somme de 32 000 dollars. Le bâtiment restauré fut appelé Federal Hall et mis à la disposition du nouveau Congrès.

Le 4 mars 1789, jour fixé pour la première réunion de cette

assemblée, des détonations d'artillerie et des sonneries de cloches annoncèrent solennellement qu'un grand événement allait s'accomplir. Cependant on ne vit se présenter ce jour-là à Federal Hall que huit sénateurs sur vingt-six et treize représentants sur cinquante-neuf. Les distances étaient longues, l'état des routes laissait beaucoup à désirer; plusieurs élections n'étaient même pas encore faites. Le 1er avril, enfin, trente représentants étant arrivés, la Chambre put se constituer. Elle élut pour son président Fr. Muhlenburg[1], ancien ministre luthérien, devenu l'un des citoyens les plus importants de Philadelphie. Il venait de présider la Convention pennsylvanienne, qui avait voté la Constitution. Le Sénat se constitua le 6 avril avec Langdon pour président. Les deux Chambres adoptèrent un règlement intérieur dont les principales dispositions sont encore en vigueur aujourd'hui. Au Sénat les commissions furent élues au scrutin; dans l'autre assemblée leur composition fut remise à la discrétion du *speaker*, élu au début de la session.

Tandis que les séances de la Chambre étaient publiques, le Sénat décida de délibérer à huis clos; mais il dut, après quelques sessions, renoncer à ce système, sous la pression de l'opinion publique. Dans les deux branches de la législature les fédéralistes étaient en grande majorité [2]. Le premier acte du Congrès (6 avril) fut de constater officiellement le résultat déjà connu de l'élection présidentielle. Washington était élu président par les 69 électeurs votants[3]

1. Bancroft et Hildreth écrivent Muhlenburg, Schouler et McMaster Muhlenberg.

2. Les principaux membres étaient :

Au Sénat : Robert Morris, G. Read, R.-H. Lee, Ch. Carroll of Carrollton, Ellsworth, Strong, Paterson, Butler.

A la Chambre : Madison, Gerry, Fisher Ames, W. Smith, J. Trumbull, Th. Sedgwick, Elias Boudinot, Fitzsimons, Baldwin, Sumter, Scott, J. Jackson.

Ne firent partie de ce premier Congrès ni Hamilton, ni Jay, ni Wilson, ni les Pinckneys, ni Samuel Adams.

3. Dix États seulement prirent part à l'élection présidentielle, le New-York, la Caroline du Nord et le Rhode-Island faisant défaut. La plupart des États désignèrent les électeurs présidentiels par leurs législatures et non par le vote populaire. Le nombre des électeurs pour chaque État était, conformément à la constitution, égal à celui des représentants et des sénateurs envoyés au congrès. 18 électeurs présidentiels sur 91 étant, d'après cette règle, attribués aux trois États abstentionnistes, il en restait 73 pour les dix autres. Mais deux places d'électeurs dans la Virginie et deux dans le Maryland restèrent vacantes en 1789; il y eut donc 69 votants.

De 1789 à 1804 les électeurs ainsi désignés votèrent à la fois pour le président et le vice-président en inscrivant deux noms sur un unique bulletin. Le candidat qui

et John Adams vice-président par 34 voix [1]. L'unanimité avec laquelle la population des États-Unis avait désigné Washington à l'avance comme devant occuper, le premier, la plus haute magistrature de la République fédérale, avait contribué à apaiser l'agitation contre la Constitution nouvelle, et à donner à ses partisans une prépondérance aussi décidée dans le choix des membres du premier Congrès.

Washington arriva le 23 avril à New-York après un voyage qui, depuis Mount-Vernon, avait été une marche triomphale. A Elisabethtown, il rencontra une députation des deux Chambres, ainsi que les secrétaires des affaires étrangères et de la guerre et les commissaires du Trésor restés en fonctions jusqu'à l'organisation nouvelle du gouvernement. Clinton, gouverneur de l'État, le salua lorsqu'il débarqua sur le quai de la ville; un long cortège le conduisit à la maison occupée récemment par le président du Congrès continental. La cérémonie de la prestation du serment donna lieu le 30 avril à de nouvelles réjouissances publiques. Le même jour Washington prononça devant le Sénat et la Chambre réunis son discours d'inauguration, puis les deux Chambres portèrent chacune une adresse au président. Un mois plus tard, le débarquement de Mrs Washington à la Batterie était salué de treize coups de canon, et une escorte militaire conduisait la femme du président à son logis.

Il n'y avait dans ces honneurs rendus à Washington et à sa femme rien d'extravagant. Cependant quelques républicains formalistes en furent offusqués comme d'une image importune des cérémonies monarchiques. Une proposition, faite par une commission du Sénat, d'ajouter une appellation honorifique au titre de Président fut mal accueillie par la Chambre des représentants et dut être abandonnée [2].

obtenait le plus de voix était élu président. Les deux votes furent distincts à partir de 1804.

Peu à peu le mode de nomination des électeurs présidentiels par le scrutin populaire l'emporta sur celui de la désignation par les législatures. Ce dernier système était encore pratiqué cependant par six États en 1824, et persista jusqu'en 1868 dans la Caroline du Sud.

1. John Adams, 34 voix; John Jay, 9; R.-H. Harrison, 6; John Rutledge, 6; John Hancock, 4; G. Clinton, 3; S. Huntington, 2; divers, 5. — Total, 69 voix.

2. La commission du Sénat proposait l'appellation suivante : « Sa Hautesse, le président des États-Unis et Protecteur de leurs libertés ». Ce titre était un peu

Washington, tout en voulant éviter de froisser le sentiment populaire et les instincts égalitaires de ses concitoyens, résolut cependant de soutenir, dans ses relations avec le public, la dignité de son poste et aussi de conserver la disposition de la plus grande partie de son temps. Il établit donc, comme règle absolue, qu'il ne rendrait pas les visites qui lui seraient faites.

Il fixa des jours déterminés pour les audiences et les réceptions présidentielles, et décida que les invitations à ses dîners ne seraient adressées qu'aux fonctionnaires et aux étrangers de distinction. Ses prédécesseurs, les présidents du Congrès continental, tenaient en quelque sorte table ouverte, ce qui avait conduit à d'intolérables abus. Les mesures adoptées par Washington, fort critiquées en leur temps, se transformèrent peu à peu en traditions : elles constituent encore, sans modification sensible, l'étiquette de la maison présidentielle. Washington confia l'organisation de ces détails à son maître de cérémonies, Humphreys, naguère son aide de camp, et qui, ayant séjourné à Paris comme secrétaire de légation, en était revenu récemment fort épris des idées et des manières françaises. On vit en peu de temps s'organiser une petite cour autour de la présidence. La ville de New-York, qui comptait près de 30 000 habitants, possédait dans les grandes familles portant les noms déjà célèbres de Clinton, de Jay, de Schuyler, de Livingston,

long. La discussion fut intéressante. On citait des précédents : le gouverneur du Massachusetts avait le titre de « Son Excellence », le vice-gouverneur celui de « Son Honneur ». D'après la constitution de la Géorgie le nom du gouverneur de l'État devait être précédé de l'épithète « Honorable ». D'ailleurs les membres de la Chambre ne s'adressaient la parole en séance qu'en se traitant d'honorables gentlemen. Tucker, de la Caroline du Sud, prétendit que donner un titre au président, c'était préparer les voies à la tyrannie. Il développa longuement ce thème qui répondait manifestement aux préoccupations de la majeure partie des membres du Congrès. Un représentant fit remarquer toutefois que le goût des titres était fort répandu dans les États-Unis et qu'on y pouvait trouver certainement plus d'*honorables esquires* que dans le reste du monde entier. Ce goût ne s'est jamais perdu, et l'on sait qu'aujourd'hui le nombre des colonels et des généraux dans la grande république américaine est incalculable. Le président établit et maintint autour de lui une étiquette minutieusement ordonnée. C'était chez lui affaire de tempérament et de bonne éducation. Après l'inauguration il pria Adams, Jay, Hamilton et Madison de lui donner par écrit leur avis sur certaines questions touchant ses devoirs officiels. A quelle distance devait-il se tenir, soit d'un contact trop familier avec la foule, soit d'une réserve absolue? On a les réponses d'Adams et d'Hamilton. L'une et l'autre soutenaient l'utilité d'organiser un cérémonial imposant, avec une facilité plus grande d'accès près du président pour les sénateurs que pour les représentants. Adams conseillait des chambellans, des aides de camp, des secrétaires, des maîtres de cérémonies.

les éléments d'une classe supérieure réunissant la richesse et le goût du luxe à une certaine distinction de manières et à une réelle culture intellectuelle.

Le président eut de magnifiques équipages. Son carrosse de gala, de couleur claire, faisait l'admiration de la ville. Il était attelé à quatre chevaux d'ordinaire, exceptionnellement à six, avec valets de pied et courriers. La principale institution officielle fut la *levee* ou réception publique, ouverte à tous. La *levee* avait lieu chaque mardi de trois à quatre heures l'après-midi. Le président apparaissait à l'heure dite dans la salle avec quelques secrétaires et hauts fonctionnaires, en habit de velours noir, gilet gris perle, boucles d'argent, bas de soie noirs, l'épée de parade au côté, les cheveux poudrés. On prit peu à peu l'habitude d'appeler Mrs Washington « lady Washington ». Elle recevait le vendredi soir. Chez elle se réunissaient toute la beauté, toute la distinction, tout le talent de la capitale naissante; les hauts fonctionnaires et leurs femmes, des membres du Congrès, des fonctionnaires locaux, le corps diplomatique représenté par les trois ministres de France, d'Espagne et de Hollande, et toute une bande joyeuse de « belles » et de « beaux ». Washington acceptait très rarement des invitations. Il assista cependant à un bal chez le ministre de France, et à une autre fête organisée en son honneur par des assemblées municipales.

Il y eut aussi, dans les hommages que se plaisait à recevoir le président, la part de l'adulation plate ou ridicule. Washington fut assailli de mauvaise prose et de poésie pire encore. Les journaux étaient remplis d'odes chantant la gloire de son nom, avec force allégories, tropes et métaphores, selon le goût du temps. L'anniversaire de sa naissance fut célébré comme une fête publique. Les compliments que venaient lui présenter les corps sociaux, municipaux ou religieux, furent souvent plus obséquieux que de raison. Un tour particulier du caractère de Washington encourageait cette tendance à la flatterie, à l'expression exagérée du respect et du dévouement. On le savait extrêmement sensible à la plus légère critique. On ne pouvait d'ailleurs rien reconnaître en lui du démocrate, de l'homme qui a longtemps médité sur la souveraineté populaire. Il était à certains égards le personnage décoratif par excellence, l'homme de la représentation, le gardien

de la dignité officielle. Washington, enfin, avait une pleine conscience de sa valeur personnelle, de la grandeur des services rendus à son pays, de son rôle historique. Il ne demandait à ses concitoyens qu'une récompense, leur gratitude, mais il se croyait de pleins droits à l'obtenir.

On a dit avec raison qu'il n'est rien de moins compliqué que le caractère de Washington[1]. Toute sa vie fut un livre ouvert pour ses concitoyens. Pendant vingt-cinq ans il fut en contact avec le public. Toute sa correspondance a été explorée. Ses rivaux militaires et politiques, ses amis et ses ennemis, tous ceux qui l'ont approché et connu, rendent le même tribut à ce qu'on peut vraiment appeler chez lui la *hauteur d'âme*. Ses contemporains les plus illustres ont transmis de lui, Jefferson surtout, dans un portrait célèbre, les impressions les plus flatteuses.

Pour les dons intellectuels de l'ordre le plus élevé, il était au-dessous de Jefferson, d'Hamilton et d'Adams. Il n'était pas très lettré; mais le tour méthodique et observateur de son esprit, les voyages, l'expérience personnelle des hommes et des grandes affaires, suppléaient largement à ce qui avait manqué à sa première instruction. Il avait une faculté extraordinaire d'organisation et des habitudes systématiques qu'il appliquait à tout avec le même succès, étant patient et consciencieux en tout ce qu'il entreprenait. La principale qualité de son esprit était un jugement solide et perspicace. De plus il y avait une admirable pondération entre ses facultés intellectuelles et ses qualités morales, ni la passion, ni l'intérêt ne venant obscurcir sa vue lorsqu'il avait une décision à prendre ou une opinion à formuler. Il prenait volontiers des avis, mais les pesait lui-même et, une fois la décision prise, en suivait avec fermeté l'exécution. Dans les affaires civiles il fut un excellent administrateur, avec des tendances nettement conservatrices. A la guerre il pouvait manquer de cette étincelle de génie qui fait les grands capitaines; la soudaineté des événements le surprit plus d'une fois. Mais dans une campagne prolongée, il reprenait l'avantage par l'étude approfondie et la mise à exécution, sagement préparée, d'habiles combinaisons.

1. Schouler.

Washington appliquait à sa vie privée les mêmes dispositions réfléchies qu'à sa vie publique. Il était certainement ambitieux. Il dut à son mariage un avancement social rapide; mais son ambition fut toujours d'un ordre sérieux et haut placé, et se conciliait avec un patriotisme ardent et désintéressé. On sait qu'à force de volonté il sut se rendre maître de lui-même et dompter une disposition très marquée à une violence extrême de caractère. Ses accès de colère sont célèbres autant qu'ils furent rares. Ses manières étaient réservées, son aspect froid, presque hautain. On l'a comparé assez justement à une lumière qui brille sans donner de chaleur. L'isolement même où le tenait l'élévation de son caractère a pu contribuer pour une part à le maintenir populaire, après que sa popularité eut eu pour premier fondement l'éclat de très grands services. Washington n'eut pas d'amis intimes. Les deux hommes auxquels il témoigna le plus d'affection furent Hamilton et La Fayette, bien plus jeunes que lui. Si étroites que fussent ses relations, privées et officielles, avec eux et avec d'autres hommes publics, jamais il n'y admit le ton de familiarité. Tout était pondéré dans ses actes publics ou privés, dans son hospitalité, dans sa charité; il conduisit sa maison comme il conduisait l'État.

L'humour, le don de fine repartie, lui firent défaut. Très sensible au ridicule, une saillie plaisante le déconcertait. Jamais un « bon mot » ne sortit de ses lèvres. Il écoutait volontiers cependant les propos joyeux, la conversation animée des jeunes femmes, et l'on raconte qu'une ou deux scènes burlesques sur sa plantation provoquèrent chez lui de longs éclats de rire, ce qui stupéfia sa famille. En tout temps sa figure conservait cette expression placide et sereine que ses portraits ont rendue familière. Une longue habitude de la plume, le commerce des penseurs les plus originaux de l'Amérique firent de Washington un écrivain d'un style clair, sobre, expressif. Peu accessible toutefois à l'amour-propre d'auteur, il signa volontiers de son nom des documents officiels préparés et rédigés par des amis ou des secrétaires.

Washington avait sur le champ de bataille le courage calme et réfléchi, le solide sang-froid du vrai soldat. Au milieu du sifflement des balles, ses ordres ne perdaient rien de leur précision. Il ne fut ni un grand général, ni un tacticien de premier ordre, ni un

profond politique. Mais l'Union voyait en lui le sauveur de l'Amérique, admirait ses vertus, se confiait à la clairvoyance et à la sûreté de son jugement, et ne mettait pas en doute le succès de la grande expérience politique inaugurée sous ses auspices et sous sa direction [1].

Les amendements à la Constitution. Mesures financières : le premier tarif.

Dans plusieurs États, les Conventions réunies pour statuer sur l'adoption de la Constitution nouvelle avaient proposé un certain nombre d'amendements [2], dont la liste constitue un témoignage curieux et authentique des opinions politiques qui prévalaient à cette époque. La plus grande partie visaient une restriction des droits conférés aux trois pouvoirs fédéraux, le législatif, le judiciaire et l'exécutif, créés par la Constitution. Tous revendiquaient en faveur des États le maintien de la plus grande part possible d'indépendance à l'égard des autorités fédérales. Pas un de ces amendements ne soulevait pour la Constitution une question vitale. Adoptés en masse, ils n'auraient probablement pas affecté d'une manière sérieuse le fonctionnement de la nouvelle machine gouvernementale. Aucun ne touchait aux grands compromis sur

1. Entre 1783 et 1787, Washington était devenu une figure très populaire en France. L'opinion publique le plaçait immédiatement après Franklin, sinon à côté de lui, mais au-dessus de tous les autres Américains. Le sculpteur Houdon vint en Amérique à Mount-Vernon, étudier la démarche, les attitudes du président pour faire sa statue. Le roi Louis XVI et Marie-Antoinette invitèrent Washington à venir visiter la France. Rochambeau lui écrivait : « Venez, et soyez assuré d'une réception sans exemple, après une révolution qui n'a pas son analogue dans l'histoire ». Mais sa présence était nécessaire chez lui pour tirer ses affaires privées de la confusion. Il possédait 9 000 acres (un peu moins de 4 000 hectares) sur la rive sud du Potomac. Il en aurait volontiers loué les deux tiers pour 3 000 dollars par an, mais ne put trouver un fermier à ce prix. En 1785 son bétail se composait de 130 chevaux, 336 bêtes à cornes, 283 moutons, des porcs en très grand nombre, 216 nègres vivaient sur son domaine; il eut pour règle constante de ne jamais acheter ou vendre un esclave. Ses nègres se mariaient entre eux, sans craindre la séparation. Les malades, les enfants et les vieillards étaient admirablement soignés. Toute cette population ne travaillait guère que pour sa propre subsistance. Il aurait pu émanciper ses noirs, mais non ceux de sa femme. Celle-ci n'était pas aussi riche qu'on l'a toujours dit et répété. A cette époque de sa vie, la situation de fortune de Washington fut loin d'être aisée.

2. Pennsylvanie, 14; Massachusetts, 9; Maryland, 28; Caroline du Sud, 4; New-Hampshire, 12; Virginie, 20; New-York, 32; Caroline du Nord, 36. Le nombre des propositions distinctes était d'ailleurs moins grand que ne le ferait supposer cette énumération, les mêmes amendements ou à peu près figurant dans les cahiers de la plupart des États.

lesquels était établi tout le système, tels que le vote égal pour chaque État dans le Sénat, le mode de représentation dans la Chambre, les pouvoirs conférés au président pour la nomination aux emplois, le veto, les taxes directes, le commerce des esclaves. Il en faut conclure, point essentiel pour l'intelligence exacte de l'histoire ultérieure des États-Unis, qu'aucune question de principe fondamental concernant la théorie du gouvernement ne divisait les fédéralistes et les antifédéralistes, et que les vues contraires qu'ils avaient au sujet de la Constitution provenaient surtout de différences de situation et d'intérêt local ou personnel. Les fédéralistes voulaient avant tout la consolidation de l'Union, le relèvement du crédit public, des encouragements au commerce national, à la navigation et aux manufactures, la suppression du papier-monnaie, le règlement intégral des dettes. Ayant à cœur de constituer un gouvernement capable de réaliser ces importants objets, ils apparaissaient comme les avocats spéciaux du pouvoir et de l'autorité. Les antifédéralistes, d'autre part, redoutaient les taxes fédérales, craignant que les intérêts de l'agriculture ne fussent sacrifiés au souci de la protection du commerce et de l'industrie. Plus occupés des intérêts des débiteurs que de ceux des créanciers, ils s'alarmaient de l'étendue des pouvoirs conférés au gouvernement national, et cherchaient, par toutes sortes de reprises de détail, à entraver l'exercice d'une autorité dont ils reconnaissaient cependant en théorie la nécessité.

Lorsque Madison, dès les premières séances du Congrès, proposa la prise en considération des amendements, il se heurta à une vive opposition. Quelques membres (surtout des fédéralistes, et déjà cette opposition leur aliéna une partie de l'opinion publique) ne voulaient pas qu'il fût question d'amender la Constitution avant que l'expérience eût montré comment elle fonctionnait. Madison insista sur la convenance de donner satisfaction à une partie considérable du peuple américain. Il présenta en conséquence une série de résolutions reproduisant les amendements, surtout ceux qui avaient pour objet d'assurer une protection efficace aux droits individuels [1]; renvoyées à une commission spéciale, elles furent

1. Le résultat fut d'annexer à la Constitution cette Déclaration des droits (*Bill of rights*) dont l'absence avait tant choqué Jefferson. Les amendements votés avaient

l'objet d'un rapport, sur les conclusions duquel s'établit une discussion prolongée, interrompue à plusieurs reprises. Finalement la Chambre adopta une série de dix-sept amendements que le Sénat réduisit ensuite à douze. Sur ce nombre, dix dans le cours des deux années suivantes obtinrent la sanction des législatures des trois quarts des États, proportion suffisante pour qu'ils devinssent partie intégrante de la Constitution (1791).

La tâche la plus pressante du Congrès était de donner au nouveau gouvernement les moyens de vivre, de lui constituer des ressources régulières. Deux jours à peine après le compte des votes présidentiels (8 avril 1789), Madison, prenant la direction des travaux de la Chambre des représentants, posa la question du revenu national et présenta une série de mesures ayant pour objet d'alimenter le Trésor complètement vide. La base du système était l'ancienne proposition du congrès continental que tous les États, sauf un, avaient acceptée, c'est-à-dire l'établissement de droits spécifiques à l'importation sur divers articles énumérés, spiritueux, rhum, vins, thé, café, sucres, mélasses, etc.; une taxe *ad valorem* sur une autre catégorie d'articles; un droit de tonnage sur tous les navires entrant dans les ports de l'Union : droit variable selon que les navires appartiendraient à des Américains, ou à des sujets de pays ayant des traités de commerce avec les États-Unis, ou à des étrangers de toute autre nationalité. La Constitution interdisait de mettre aucune taxe sur les exportations.

Le long débat qui s'engagea sur ces résolutions ouvrit une sorte d'enquête sur l'état de l'industrie et du commerce des Etats-Unis en 1789; le tarif qui en sortit, bien que souvent remanié et profondément altéré, sert encore de base au système fiscal de l'Union. En composant la liste des articles d'importation sur lesquels devaient porter les taxes, Madison s'était avant tout préoccupé de l'étendue de la consommation et par conséquent de l'importance présumée du rendement; son tarif était donc d'abord exclusivement

pour but de protéger la liberté de la religion, de la parole et de la presse, le droit de pétition, l'immunité contre les perquisitions et les saisies, contre les arrestations arbitraires et la confiscation de propriétés sans compensation, le droit au jugement par jury. Les amendes et punitions excessives sont interdites; sont expressément réservés aux États « ou au peuple », les pouvoirs non délégués aux États-Unis, ou qui ne sont pas interdits aux États par la Constitution.

fiscal; mais, dès l'ouverture de la discussion intervint la préoccupation nouvelle de la protection pour les industries naissantes, des encouragements à donner à la culture de certains produits et au développement de certaines branches commerciales. On arriva ainsi à fixer les droits, non plus seulement en vue d'un revenu fédéral à créer, mais aussi pour donner satisfaction à des intérêts locaux et souvent divergents. Le rhum fut imposé fortement sur la demande des distillateurs de la Nouvelle-Angleterre, mais on se contenta de taxer les mélasses à 2 1/2 cents par livre, cette denrée remplaçant le sucre pour une grande partie de la population. Des usines pour la fabrication de l'acier s'étaient établies dans la Pennsylvanie; les aciers importés durent payer 50 cents par 100 livres.

Les États du Sud et de l'Ouest réclamèrent, au nom de l'agriculture, un droit élevé sur le chanvre; les États de l'Est, au contraire, prétendaient que le chanvre fût peu taxé, dans l'intérêt des constructeurs de navires, auxquels le marché national ne pouvait fournir des cordages en quantité suffisante. Les planteurs obtinrent un droit de 60 cents par 100 livres. Ils se chargeaient de fournir à la Nouvelle-Angleterre tout le chanvre dont elle aurait besoin. Ils allaient en effet substituer dans la Géorgie et dans la Caroline du Sud la culture du chanvre à celle du riz et de l'indigo qui ne donnait plus aucun bénéfice. Une discussion assez vive s'engagea sur le sel, dont le Sud et l'Ouest consommaient des quantités considérables pour l'agriculture et pour la nourriture du bétail. Ce produit fut taxé à 6 cents par boisseau [1]. Pour la fixation des droits *ad*

1. Voici l'énumération des principaux articles frappés, à l'importation, de droits spécifiques :

Par gallon : spiritueux, 8 à 10 cents; vins, 10 à 18 cents; bière, 5 cents;

Par livre : sucre, café, cacao, 1 à 3 cents; thé, de 6 à 20 cents; coton, 3 cents; tabac, 6 cents; indigo, 16 cents; clous, 1 cent;

Par boisseau : sel, 6 cents; charbon, 2 cents;

Par cent livres : cordages, 75 à 90 cents; chanvre, 60 cents; acier, 50 cents;

Par paire : bottes, 50 cents; souliers, de 7 à 10 cents.

Les droits *ad valorem*, variant de 5 à 10 pour 100, portaient principalement sur les marchandises suivantes : verreries, porcelaine, bronzes, passementerie, confection, gants, modes, papier, papeterie, livres, argenterie, joaillerie, boutons, etc. Dès l'année suivante le tarif fut remanié et, sur la plupart des articles, les taxes furent augmentées du quart ou de la moitié. La comparaison de ce premier tarif avec celui de 1883, pour ne pas aller jusqu'au tarif McKinley, voté en 1890, montre quel chemin ont fait et quelles transformations ont subies, pendant cette période d'un siècle, les idées protectionnistes aux États-Unis. Sur les spiritueux la taxe a été élevée de 10 cents à 2 dollars par gallon. Elle a été doublée sur les vins. Par contre il n'y a plus de taxe sur le café et le thé. Le sucre, depuis l'adoption du tarif McKinley,

valorem, on adoptait comme valeur des marchandises le prix coûtant au lieu d'exportation, augmenté de 10 pour 100 (de 20 pour 100 si les marchandises venaient de pays situés au delà du cap de Bonne-Espérance). Pour les marchandises importées sous pavillon américain, le droit était réduit de 10 pour 100. Le tarif fut voté pour sept années et appliqué à partir du 1er août 1789. Un droit de tonnage de 6 cents par tonne était établi sur tout navire construit en Amérique et possédé par des Américains arrivant d'un pays étranger dans un port de l'Union. Le droit s'élevait à 30 cents par tonne pour tout navire construit en Amérique mais appartenant à des étrangers et à 50 cents pour tous les autres bâtiments [1].

En vue de la perception des droits de douane, la côte des États-Unis fut partagée en soixante-dix divisions ou districts, où les fonctionnaires et agents de la nouvelle administration relevèrent du gouvernement fédéral [2]. Le système de perception était emprunté, presque sans modification, aux usages et pratiques de l'ancienne douane royale; il est encore en vigueur aujourd'hui. Le fonctionnement en parut bientôt beaucoup plus aisé et plus productif qu'on ne l'avait espéré [3].

entre en franchise. Le droit sur la bière est quadruplé; sur le tabac il a été élevé de 6 à 35 cents par livre. La plupart des articles sont frappés à la fois d'un droit spécifique et d'un droit *ad valorem*. Les droits *ad valorem* qui étaient en 1789 de 5 à 10 pour 100 varient aujourd'hui de 25 à 60 pour 100. Sur les spiritueux le droit spécifique de 2 dollars par gallon équivaut à un droit *ad valorem* variant de 80 à 375 pour 100. En 1792 le revenu des douanes pour les États-Unis était de 3 443 000 dollars. Ce même revenu a atteint 217 millions en 1887, soit, d'une date à l'autre, une proportion de 1 à 62. Dans le même intervalle la population s'est accrue dans le rapport de 1 à 15 (4 à 62 millions).

1. On discuta sur la *discrimination* proposée contre les navires des nations qui n'avaient pas de traité avec les États-Unis. La majorité se prononça pour la thèse de Madison, malgré les efforts de la Nouvelle-Angleterre et de la faction britannique. Les seules nations qui eussent des traités de commerce avec les États-Unis étaient la France, la Prusse, la Suède et la Hollande. Or presque tout le tonnage étranger employé dans le commerce américain était anglais. Madison estimait que la Grande-Bretagne avait ainsi une part beaucoup trop forte de ce commerce puisqu'elle persistait dans l'exclusion systématique des navires américains du commerce direct avec les Antilles. (Voir sur cette question de la politique de *discrimination* Hildreth, vol. I de la 2e série, p. 86 et 87.) La clause de faveur à l'égard des nations ayant des traités de commerce avec les États-Unis fut votée par la Chambre, mais repoussée par le Sénat.

2. Le gouvernement fédéral était chargé de l'entretien des feux, phares, bouées, jetées publiques, etc. Les États lui concédaient non seulement la propriété des bâtiments de cette catégorie et des terrains qui en dépendaient, mais encore la juridiction exclusive sur le circuit qu'ils comprenaient. Il en fut de même plus tard pour les forts, les arsenaux, les docks et autres constructions ou établissements à l'usage du gouvernement fédéral.

3. Les dépenses courantes pour 1789 avaient été évaluées à 723 000 dollars, mais

Organisation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire.

Après avoir constitué un revenu, la Chambre s'occupa, de mai à juillet, de la réorganisation des divers départements du pouvoir exécutif. L'ancien département des affaires étrangères devint le département d'État comprenant les relations avec les autres puissances, l'intérieur [1] et les affaires indiennes. Le département du Trésor avait été organisé, ainsi que le précédent, par le Congrès continental, mais le titre fut modifié : le *superintendent* des finances devint le secrétaire du Trésor, ayant sous sa dépendance un assistant, un contrôleur, un *auditor*, un *register*, un trésorier. Il fut arrêté qu'aucune somme ne pourrait être payée que sur un crédit voté par le Congrès (après que la demande de paiement aurait été contrôlée pour son montant et sa validité par l'*auditor*) et contre remise d'un mandat signé par le secrétaire du Trésor. Le département de la guerre embrassait les affaires de l'armée et de la marine. De l'ancienne flotte continentale, il ne restait pas un navire. L'armée se composait d'un régiment d'infanterie et d'un bataillon d'artillerie. Le Congrès décida que les milices, quand elles seraient appelées par le président pour la défense des frontières, passeraient sous le contrôle du département de la guerre. Le service des postes ne fut pas modifié. A Franklin, premier directeur général, avait succédé son beau-fils Richard Bache, puis Ebenezer Hazard.

On discuta longuement au Sénat sur le droit de révocation des chefs de départements. Ce droit serait-il exercé par le président seul ou sous la condition de l'assentiment du Sénat, condition imposée par la Constitution pour la nomination à tous les hauts emplois? Le président étant responsable ne pouvait évidemment être privé du droit de renvoyer à son gré des fonctionnaires dont les services ne lui paraîtraient plus satisfaisants. Le bon sens finit par l'emporter sur le sentiment de jalousie et de défiance qui avait soulevé la question [2].

les crédits accordés par les Chambres (août 1789) ne s'élevaient qu'à 630 000 dollars : service civil, 216 000; armée, 137 000; pensions militaires, 96 000; arriéré, 190 000; dépenses de négociations avec les Indiens, 20 000. L'emprunt hollandais était la seule partie de la dette publique sur laquelle l'intérêt continuât à être payé.

1. Plus tard ce ministère a été dédoublé; l'intérieur, avec les affaires indiennes, forme un département séparé.

2. Celle-ci reparut sous le président Johnson, en 1866.

Le mécanisme de la confédération avait subi une transformation si radicale qu'il ne se trouvait point de partis organisés en présence, lorsque le nouvel ordre de choses entra en opération. Le combat théorique avait pris fin avec l'acceptation de la Constitution. Il n'y avait plus que des tendances politiques divergentes, que les circonstances devaient, il est vrai, bientôt accentuer et transformer en forces hostiles irréconciliables.

Washington toutefois s'abandonna à l'illusion que toutes les énergies de la nation travailleraient d'un commun accord au bon fonctionnement du régime nouveau. Cette illusion lui fit prendre une mesure qui parut d'abord sage et propre à donner de bons résultats, mais qui plus tard contribua à rendre plus acharnées les luttes intérieures pendant son administration, ce fut d'appeler en même temps près de lui, comme ses conseillers, les hommes qui personnifiaient le mieux les tendances contraires. Au secrétariat des finances, le poste le plus difficile, le plus délicat dans les circonstances présentes, Washington appela son jeune favori, Alexander Hamilton, qui venait de servir si brillamment l'Union dans son État adoptif, le New-York. Le général Knox fut maintenu au département de la guerre et Jay continua provisoirement de gérer les affaires extérieures, avec le titre de secrétaire. Jay, Knox et Hamilton étaient du Nord; Washington donna les deux autres postes à deux sudistes, partisans des droits des États, afin de concilier l'aile réfractaire de l'armée constitutionnelle. Randolph (gentleman de manières élégantes, jurisconsulte distingué, caractère peu sûr) fut nommé attorney général. A Jefferson fut confié le poste de secrétaire d'Etat, le premier de l'Union après la Présidence. Jefferson arrivant de France en congé (septembre 1789) trouva sa nomination déjà confirmée par le Sénat. Il hésita d'abord, puis accepta, et vint, vers la fin de l'hiver de 1790, relever Jay de son intérim. Samuel Osgood fut chargé de la direction générale des postes.

Washington demandait volontiers des avis. Il consultait le vice-président, le grand juge, un *leader* de la Chambre, comme Madison, aussi bien que les chefs des departements, indépendants les uns des autres, et sans responsabilité devant le Congrès. Peu à peu, pour des raisons de convenance personnelle, de commodité pure et simple, il en vint à se servir des chefs des departements comme

de conseillers habituels et immédiats, et à les réunir en vue de consultations orales. Ce fut l'origine de ce que l'on nomma le cabinet, composé des trois secrétaires et de l'attorney général, et où le directeur général des postes n'eut accès que plus tard.

Tandis que la Chambre s'occupait du tarif, le Sénat procédait à l'organisation judiciaire fédérale : une Cour suprême, composée d'un grand juge (*Chief Justice*) et de cinq juges associés ; deux sessions par an au siège du gouvernement ; juridiction d'appel, sauf pour quelques cas spécifiés où la Cour est directement saisie. Chaque État forme un district, à la tête duquel est un juge qui tient quatre sessions par an au moins. Les cours de district continuent en fait les anciennes cours royales d'amirauté sur le modèle desquelles elles avaient été constituées et dont elles conservaient la procédure. Tous les districts sont réunis en trois circuits. Les cours de circuit se tiennent deux fois par an dans chaque district. Elles se composent de deux juges de la Cour suprême et du juge du district et ont juridiction d'appel, en certains cas, sur les cours de district. Dans chaque district, le président nomme un marshal faisant fonction de sheriff. Le premier *Judiciary act* créa aussi l'office d'*attorney general*, conseiller légal du pouvoir exécutif. La Cour suprême ne fut pleinement organisée qu'au printemps de 1790. John Jay, membre du Congrès continental, Chief Justice du New-York, ministre en Espagne, commissaire pour le traité de paix avec l'Angleterre, secrétaire des affaires étrangères de la Confédération, fut nommé grand juge de la Cour suprême. Jay eut pour collègues William Cushing (Massachusetts), James Wilson (Pennsylvanie), James Iredell (Caroline du Nord), John Blair (Virginie), John Rutledge (Caroline du Sud). Washington plaça dans les autres postes judiciaires ou administratifs un certain nombre de ses anciens compagnons d'armes rentrés dans la vie civile ; toutefois le patronage du président, qui depuis a pris une telle importance, resta, pendant plusieurs années encore, réduit à de très faibles proportions. Pour Washington, il n'existait pas de services de parti à récompenser.

Le Congrès fixa comme suit les traitements du président et des principaux fonctionnaires de l'État :

Président, 25 000 dollars, avec la jouissance d'une résidence

meublée; vice-président, 5 000 [1]; secrétaire d'État, 3 500; secrétaire du Trésor, 3 500 [2]; secrétaire de la guerre, 3 000; le directeur général des postes, 1 500; les chefs de bureaux, 600 à 800; les commis, 500; le gouverneur du territoire du Nord-Ouest, 2 000; le chief justice, 4 000 (aujourd'hui 10 500); les autres juges de la Cour suprême, 3 500 (aujourd'hui 10 000); l'attorney général, 1 500; les juges de district, 800 à 1 800; les sénateurs et représentants, six dollars par jour d'assistance réelle, et une indemnité de route du même montant par vingt milles.

La plupart de ces traitements ont été augmentés depuis, mais non en proportion de l'élévation des prix de toutes choses.

Deuxième session (1790) : Hamilton et le relèvement du crédit public. La consolidation des dettes et le choix de la capitale.

Au commencement de juillet, Washington fut sérieusement malade d'un anthrax et ne recouvra que lentement ses forces. A l'automne, il entreprit une tournée dans l'Est, se rendit par le Connecticut et Worcester à Boston, où il passa une semaine, puis de là par Salem à Portsmouth, et revint par Hartford à New-York. Partout on lui fit une réception chaleureuse, avec cavalcades, processions, fêtes et bals. Washington revint tout à fait guéri et fortifié, étonné du développement du commerce et des manufactures dans les États situés à l'est de l'Hudson. L'année 1790 s'ouvrait en effet sous d'heureux auspices; l'agriculture n'était pas moins prospère que le commerce. La récolte avait été très abondante et l'on vit passer en un seul jour, à Saratoga, trois cents voitures chargées de blé pour le Canada. Dans la Nouvelle-Angleterre s'élevaient de tous côtés des fabriques.

Il manquait toujours les adhésions de deux États à la nouvelle république fédérale. La Caroline du Nord se décida à ratifier la Constitution le 21 novembre 1789, par 193 voix contre 75; c'était

1. John Adams avait espéré mieux. Il s'était lancé dans de grandes dépenses, considérant sa fonction comme principalement honorifique et faite pour la représentation.

2. Aujourd'hui les secrétaires ou membres du cabinet ont un traitement de 8 000 dollars.

le douzième État. Restait le treizième et dernier, le plus petit de tous, Rhode-Island, *the little Rhody*, comme le désignaient par moquerie les États de la Nouvelle-Angleterre. Les antifédéralistes du Rhode-Island ne voulaient pas renoncer à leur papier-monnaie qui pourtant n'avait cours nulle part dans le voisinage. Il fallut, pour mettre à la raison ce Benjamin boudeur et obstiné, que le Congrès se résolût enfin à parler haut. Un bill fut voté qui interdisait toute relation commerciale avec Rhode-Island et sommait l'État réfractaire de payer sa quote-part de la dette continentale. Les antifédéralistes cédèrent; une Convention se réunit à Newport et vota, le 29 mai, à deux voix de majorité, l'entrée dans l'Union.

Le 8 janvier 1790 fut ouverte la seconde session du premier Congrès [1]. Washington se rendit à l'Assemblée dans son équipage officiel, précédé de deux officiers d'état-major, suivi de ses deux secrétaires particuliers, du grand juge Jay et des secrétaires des finances et de la guerre (Jefferson n'était pas encore officiellement installé). Sénateurs et députés l'attendaient dans la salle des séances et écoutèrent debout la lecture de son message, dont il remit une copie au président de chacune des deux Chambres. Le 14, les membres de la Chambre et du Sénat allèrent rendre sa visite au président et lui porter leur réponse à son message. Ce cérémonial resta usité jusqu'à Jefferson qui fit parvenir ses messages écrits au Congrès par l'entremise de son secrétaire, exemple suivi par tous ses successeurs.

L'acte le plus considérable de la deuxième session du premier Congrès fut l'adoption du système financier proposé par le secrétaire du Trésor.

Hamilton avait reçu mission de préparer pendant les vacances un rapport sur la situation financière de l'Union. A l'ouverture de la session, le document fut communiqué par écrit à la Chambre. Hamilton y établissait tout d'abord comme suit la situation de la dette publique : 1° Dette extérieure de l'Union (France, Espagne et prêteurs particuliers en Hollande), avec les intérêts arriérés, 11 710 000 dollars; 2° Dette intérieure (intérêts arriérés compris)

1. La première avait duré du 1er avril au 29 septembre 1789; la seconde commença le 8 janvier et finit le 12 août 1790.

plus 2 millions pour le papier-monnaie continental encore en circulation, 42 414 000 dollars; 3° Dettes des États, 25 millions de dollars, principal et intérêt. Total : 80 millions de dollars, ou 400 millions de francs, ce qui parut à cette époque un chiffre effrayant. Hamilton proposait hardiment au Congrès de reconnaître dans leur intégralité ces trois catégories de dettes et de les comprendre dans un même plan de consolidation. La justice, dit-il, et l'intérêt du crédit public exigeaient également l'exécution ponctuelle et de bonne foi des engagements contractés envers les créanciers. Hamilton n'ajoutait pas, bien que ce fût là sans aucun doute pour lui une raison déterminante en faveur de l'adoption des dettes des États, que l'influence du gouvernement central devait singulièrement profiter d'une telle mesure. Lorsque la bonne foi des États-Unis aurait été clairement établie, ceux-ci pourraient bientôt emprunter à meilleur compte, à 5 pour 100 dans cinq ans, peut-être à 4 pour 100 avant quinze années. A peine le rapport d'Hamilton fut-il connu que les bonds des États-Unis, qui valaient à peu près 15 pour 100 (15 fr. pour 100 fr. nominal, l'opinion générale étant jusque-là que l'Union nouvelle ne pourrait tenir ses engagements que par une forte réduction), s'élevèrent à 50 pour 100. Des capitalistes de New-York envoyèrent des agents dans toutes les directions pour acheter, avant que la grande nouvelle fût connue, tous les certificats fédéraux qu'ils pourraient trouver.

Les adversaires des propositions du secrétaire du Trésor dénoncèrent à la Chambre le débordement de spéculation qu'avait provoqué le plan de consolidation des dettes. Tout le débat porta d'abord sur la reconnaissance de la Dette intérieure de l'Union (l'accord étant complet sur la nécessité de payer intégralement les obligations extérieures). Les opposants étaient surtout des représentants du Sud et des districts agricoles : le plan proposé allait exiger l'établissement de taxes ruineuses. D'ailleurs nul n'avait supposé que la Dette ne serait pas réduite. En payant intégralement, l'Union ne récompenserait nullement la constance des créanciers originaires, de ceux qui avaient fourni le nerf de la guerre dans les jours de péril; elle enrichirait simplement une horde de spéculateurs qui avaient déjà réalisé d'énormes béné-

fices en achetant les titres à bas prix, parce qu'ils avaient eu connaissance à temps des projets du secrétaire du Trésor.

L'objection était grave. On y répondit du côté des fédéralistes en demandant si la nation ne pouvait avec justice permettre que ceux-là réalisassent un gain qui avaient eu confiance dans la bonne foi publique. Le congrès continental, en émettant ses titres, avait pris des engagements formels, engagements qu'il avait légués à l'Union. Le fardeau qu'il s'agissait d'assumer pouvait être aisément porté; la nation en trouverait sa récompense dans le rétablissement immédiat de la confiance. Madison, qui n'avait rien dit encore, proposa que les certificats fussent payés à leur valeur nominale, mais qu'un partage fût stipulé entre les porteurs primitifs et les détenteurs actuels; ce plan fut promptement reconnu impraticable et rejeté par 36 voix contre 13.

Les propositions du secrétaire du Trésor furent ensuite votées : elles comportaient l'émission d'un nouvel emprunt pour un montant égal au principal de la dette, les souscriptions à cet emprunt devant être admises en certificats de la dette au pair. Les souscripteurs recevraient de nouveaux certificats, dont deux tiers porteraient intérêt immédiatement, et le dernier tiers (stock différé) à partir de 1800, l'intérêt dans les deux cas étant de 6 pour 100.

Toute cette partie du plan de consolidation ne concernait que la dette intérieure de l'Union. La proposition de fondre les dettes des États dans la Dette fédérale suscita un violent orage dans l'Assemblée. Aucun État, aucun créancier d'État n'avait songé à faire appel à l'Union. L'opinion publique avait été complètement surprise par la hardiesse de cette combinaison. La Chambre se divisa immédiatement en *assumptionists* et en *antiassumptionists*. D'un côté le Massachusetts, dont la dette était considérable, le Connecticut, le New-Jersey, le New-York et la Caroline du Sud. De l'autre, la Virginie, qui avait déjà imposé à ses créanciers une large réduction et qui trouvait des ressources dans des ventes de terres au Kentucky; puis d'autres États n'ayant que des dettes relativement peu élevées, la Géorgie, le Maryland, le New-Hampshire. Au centre, la Pennsylvanie et le Delaware (*The middle States*) tenaient la balance entre les deux partis. En avril, l'arrivée des

délégués de la Caroline du Nord donna une majorité de deux voix (31 contre 29) aux adversaires du projet.

Madison était toujours le chef reconnu du parti de l'administration; cependant Hamilton avait proposé son système sans le consulter, et l'homme d'État virginien, qui commençait à incliner vers des tendances moins centralisatrices, se rangea du côté des adversaires de son ancien collaborateur au *Federalist*. Il fit adopter par la Chambre une contre-proposition par laquelle tous les comptes devraient être liquidés entre les États et l'Union, les dépenses révolutionnaires, déjà remboursées ou non, étant prises *ab initio*. Les représentants des États de l'Est supportèrent mal leur défaite. Des deux côtés surgirent des récriminations violentes, chaque État rappelant ce qu'il avait souffert ou dépensé plus que tel autre pour la cause commune. La question paraissait insoluble et le sort du bill entier de consolidation était menacé, lorsqu'une combinaison étrange, mêlant à ces débats le problème du choix d'un emplacement pour la capitale permanente de l'Union, vint assurer le triomphe final du système *assumptionist*.

Dans sa première session, le Congrès, préoccupé d'établir une capitale fédérale, libre de la juridiction d'État, avait à peu près voté un bill désignant comme emplacement le village de Germantown (faubourg de Philadelphie). Les partisans d'un site plus méridional réussirent à empêcher que le bill, amendé par la Chambre, revînt en temps utile au Sénat. Le débat fut repris en 1790, et l'on discuta longtemps sur les mérites respectifs du Delaware, du Susquehannah et du Potomac, la capitale devant être établie sur un grand fleuve. Les gens de la Nouvelle-Angleterre soupçonnaient les Pennsylvaniens de favoriser les vues des sudistes dans la question financière afin de s'assurer leurs votes pour la fixation du siège du Congrès à Philadelphie. Aussi, une proposition ayant été faite de désigner cette ville comme lieu de réunion pour la prochaine session, les *assumptionists*, pour se venger, substituèrent Baltimore à Philadelphie, par 31 voix contre 27 (11 juin). Il y eut comme un temps d'arrêt dans l'œuvre de législation. Les esprits s'aigrissaient et des menaces de rupture violente étaient proférées. C'est alors qu'avec une grande habileté Hamilton fit appel au concours de Jefferson, qui venait d'arriver à New-York à

la fin de mars et ne connaissait pas encore bien le terrain politique où il allait manœuvrer. Dans un dîner intime, la question fut examinée à fond et aboutit au compromis suivant : deux membres de la Virginie voteraient pour l'adoption des dettes des États; Hamilton se chargeait de former une majorité pour l'établissement sur le Potomac de la capitale permanente de l'Union [1]. En conséquence de cet accord, la Chambre vota d'abord un bill portant que la capitale permanente des États-Unis serait établie dans un district de dix milles carrés à choisir sur les rives du Potomac, et qu'en attendant Philadelphie servirait jusqu'en 1800 de capitale provisoire (16 juillet 1790). Puis la Chambre adopta le bill de consolidation avec un amendement du Sénat consacrant l'admission des dettes des États dans le plan général (5 août 1790). Hamilton avait projeté de proposer à la Chambre l'établissement de contributions indirectes pour créer les ressources correspondantes aux charges qu'assumait l'Union; mais ce projet fut ajourné; on se contenta de surélever les droits à l'importation et les taxes de navigation [2].

Quelques mesures importantes furent encore votées dans cette même session : — La première loi de naturalisation; deux ans de résidence suffisent pour acquérir les privilèges de citoyen des États-Unis (mars 1790); — La première loi sur les brevets; les inventeurs ont un droit exclusif sur leurs inventions pendant quatorze années, mesure qui donna d'excellents résultats, comme aiguillon à l'habileté créatrice des Américains en ce qui concerne les instruments de travail, les machines industrielles et les applications utiles de la science (avril 1790); — La première loi fixant les droits des auteurs sur leurs écrits (*copyright*) [3]. — Une loi pour la définition et la punition des crimes de trahison (crimes contre les États-Unis), les peines variant de la potence à la flagellation (mars 1790); — une résolution commune (*joint rule*) fixant

1. Jefferson déclara plus tard qu'il avait été joué par Hamilton dans ce marché. On ne voit pas bien la tromperie. Jefferson fut seulement, pour une fois, plus naïf que son adversaire.

2. L'ensemble des dettes ainsi assumées s'élevait à 21 500 000 dollars pour les treize États : New-Hampshire, 300 000; Massachusetts, 4 000 000; Rhode-Island, 200 000; Connecticut, 1 600 000; New-York, 1 200 000; New-Jersey, 800 000; Pennsylvanie, 2 200 000; Delaware, 200 000; Maryland, 800 000; South Carolina, 1 000 000; Georgia, 300 000.

3. Ces trois lois ont été souvent remaniées depuis 1790.

le 4 mars comme la date permanente pour le commencement de l'année politique fédérale. Un savant rapport fut présenté par Jefferson pour l'application du système décimal français à la monnaie, aux poids et aux mesures. Le premier Congrès reprenait ainsi, pièce par pièce, l'œuvre inachevée des dernières années du Congrès continental. Le plan de Jefferson fut adopté et appliqué au monnayage fédéral. Il s'écoula cependant un long temps avant que la masse des citoyens abandonnât sa méthode de calcul par livres, shillings et pence pour celle du « dollar » et des « cents ».

Après la séparation du Congrès, Washington fit une excursion dans le Rhode-Island qui venait d'entrer dans l'Union. La ville de Newport lui fit une cordiale réception et l'Université de Brown lui conféra le grade de docteur. Washington, au retour, s'arrêta quelque temps à New-York pour y hâter les préparatifs du transfert du gouvernement à Philadelphie, capitale provisoire jusqu'en 1800, et alla passer le reste des vacances à Mount-Vernon.

La Banque nationale. Les fédéralistes et l'opinion publique.

Le premier Congrès n'avait plus à siéger que dans la courte session de décembre 1790 au 4 mars 1791. Il se réunit le 6 à Philadelphie. Son attention fut principalement occupée par les nouveaux projets qu'Hamilton avait préparés pour le relèvement du crédit public : établissement d'une taxe sur les spiritueux distillés à l'intérieur, et création d'une banque nationale. La taxe sur les spiritueux fut promptement votée, malgré le mécontentement de la Pennsylvanie et du Sud. Les charges imposées à l'Union par l'absorption des dettes des États avec la dette fédérale rendaient nécessaire l'ouverture d'une nouvelle source de revenu. On avait tiré tout ce qu'on pouvait du tarif douanier ; il fallait bien recourir à la taxation intérieure. Mais le projet de création d'une banque nationale se heurta à une opposition violente. Le Sénat, qui votait toujours portes closes, l'avait adopté d'abord. Il donna lieu dans la Chambre à des débats orageux. Malgré la lucidité et la force des arguments par lesquels Hamilton, dans son exposé des motifs, justifiait la proposition, accroissement du capital actif du pays, facilités nouvelles pour les opérations du Trésor, on n'était pas

frappé de la nécessité d'une telle innovation, tandis qu'on en redoutait de graves inconvénients. Les principaux centres commerciaux de l'Union étaient déjà pourvus de banques locales qui rendaient d'utiles services; on en pouvait constituer de nouvelles; à quoi bon créer un mécanisme dont la puissance financière exercerait un jour une influence délétère sur la politique, s'il venait à se transformer, aux mains du gouvernement, en un dangereux instrument de corruption? Les adversaires du projet soulevèrent d'autre part une objection constitutionnelle. Madison, qui avait admis la nécessité de la taxe sur les spiritueux, repoussait le bill sur la Banque nationale parce qu'aucun pouvoir d'autoriser la création de banques n'avait été conféré au Congrès. Sans doute, répondit Hamilton, cette faculté n'a pas été expressément énoncée, mais à côté des pouvoirs explicitement donnés, il y a des fonctions constitutionnelles implicites, des pouvoirs qui dérivent des attributions mêmes dont le Congrès est investi, telles que la perception des taxes, la réglementation du commerce, le droit d'emprunter, celui de pourvoir à la défense commune. Une banque nationale est un des rouages nécessaires dans l'administration des finances nationales; une clause de la Constitution n'autorise-t-elle pas le Congrès à faire toutes les lois nécessaires pour la mise en action des pouvoirs dont il a été formellement pourvu [1]? Ces raisons parurent assez probantes et emportèrent le vote du projet [2];

1. « Le Congrès aura le pouvoir... de faire toutes les lois qui seront nécessaires et convenables pour la mise à exécution des pouvoirs ci-dessus énumérés, et de tous autres pouvoirs dont est investi, par la présente constitution, le gouvernement des États-Unis, ou tout département ou fonctionnaire de ce gouvernement. » (Constitution, Art. I, sect. VIII, § 18.)

2. Aux termes de la loi de mars 1791, le Congrès autorisait la création, avec privilège pour vingt années, d'une banque dite Banque des États-Unis, au capital de 10 millions de dollars, dont les billets, remboursables à vue en argent et en or, seraient reçus pour tous paiements au Trésor fédéral. Les directeurs, au nombre de vingt-cinq, seraient élus annuellement; le taux de l'escompte ne devait pas dépasser 6 pour 100. La même loi déterminait le montant maximum des prêts que la Banque pouvait consentir soit à un État particulier, soit au gouvernement des États-Unis. L'émission du capital de la Banque eut lieu en juillet à Philadelphie. Une heure après l'ouverture des guichets, les vingt-cinq mille actions (de 400 dollars chacune) étaient souscrites et au delà. Avant la fin de l'année la prime s'élevait à 150 dollars pour 50 dollars versés. Le Conseil des directeurs fut constitué en octobre; Fisher Ames, Rufus King, John Lawrence, William Smith, défenseurs du bill au Congrès, en firent partie. La présidence fut donnée à Thomas Willing, de Philadelphie, ex-président de la Banque de l'Amérique du Nord. Des succursales furent établies à Boston, à New-York, à Baltimore et à Charleston. La création d'Hamilton était un grand succès.

mais la question venait d'être soulevée de la distinction entre les pouvoirs expressément conférés et les pouvoirs implicites, question qui touche à l'essence même de la Constitution fédérale, qui a été constamment débattue pendant tout le cours de l'histoire de l'Union et qui est le fond de l'éternelle querelle entre les centralisateurs, partisans d'un pouvoir national fort, et les défenseurs des droits des États. Washington avait été tellement frappé des objections constitutionnelles opposées au bill, qu'il ne se décida à le sanctionner qu'après avoir demandé à Hamilton et à Jefferson leur avis par écrit. Hamilton développa sa théorie des pouvoirs implicites; Jefferson se prononça pour l'interprétation étroite et limitée du texte de la Constitution.

Le Congrès consacra le reste de sa courte session et les derniers jours de son existence [1] à l'établissement d'un hôtel des monnaies

1. La Constitution n'a pas laissé au pouvoir exécutif la faculté d'abréger la durée pour laquelle chacune des deux Chambres composant la législature est élue.

Voici, à cet égard, les termes mêmes de la Constitution :

« Le Sénat des États-Unis sera composé de deux sénateurs pour chaque État, choisis par la législature de cet État pour six ans; et chaque sénateur aura un vote. Immédiatement après qu'ils se seront réunis en conséquence de la première élection, ils seront divisés aussi également que possible en trois classes. Les sièges des sénateurs de la première classe seront vacants à l'expiration de la seconde année, ceux de la seconde classe à l'expiration de la quatrième année, ceux de la troisième classe à l'expiration de la sixième année, de telle sorte que le tiers du Sénat soit renouvelé tous les deux ans (Art. I, sect. III, § 1 et 2). — La Chambre des représentants sera composée de membres choisis tous les deux ans (*every second year*) par le peuple des divers États (Art. I, sect. II, § 1). — La Chambre choisira son président et ses autres officiers (Art. I, sect. II, § 4). — Le Congrès se réunira au moins une fois chaque année, et cette réunion aura lieu le premier lundi de décembre, à moins que par une loi il n'ait fixé un autre jour (Art. I, sect. IV, § 2). — Aucune des deux Chambres, pendant la session du Congrès, ne pourra, sans le consentement de l'autre, s'ajourner pour plus de trois jours, ni dans un autre lieu que celui où les deux Chambres se trouveront tenir leur session (Art. I, sect. V, § 4). — Le président peut, dans des circonstances extraordinaires, convoquer les deux Chambres, ou l'une d'elles; en cas de dissentiment entre elles sur l'époque de l'ajournement, il peut les ajourner pour telle époque qu'il croira convenable (Art. II, sect. III). »

Il ressort de ces stipulations très concises que la durée de la législature est invariablement fixée à deux ans, que la Chambre des représentants est renouvelée dans son intégralité chaque deuxième année, et que l'éventualité d'une dissolution n'a pas été prévue par la constitution. Le président peut convoquer les Chambres dans des circonstances extraordinaires, mais il n'a en aucun cas le droit de dissolution, et il n'a celui de prorogation que dans le cas, tout à fait exceptionnel, d'un défaut d'entente entre la Chambre et le Sénat sur l'époque de l'ajournement.

La Chambre doit tenir au moins une session par an et cette session commence le premier lundi de décembre. Comme la première Chambre des représentants était entrée virtuellement en existence le 4 mars 1789, elle cessa d'exister le 4 mars 1791, au moment même où naissait à la vie politique la Chambre qui

à Philadelphie, à l'examen du budget fédéral, et au vote de plusieurs lois de circonstance. Cette première législature fédérale avait fait œuvre utile. Elle laissait l'Union en possession d'un gouvernement fonctionnant avec vigueur, d'un revenu régulier, d'un excellent crédit, et des lois les plus essentielles pour la mise en train de la nouvelle constitution. On ne pouvait lui reprocher qu'une certaine tendance à faire abstraction, dans la poursuite du bien public, des aspirations et des besoins populaires. Le Sénat, retranché derrière le secret de ses délibérations, et la majorité fédéraliste de la Chambre, un peu entichée de la supériorité intellectuelle et sociale du parti qu'elle représentait, n'avaient déjà plus sur l'opinion publique une prise aussi forte qu'aux premières heures du gouvernement fédéral.

Il n'existait dans l'une ou l'autre Chambre aucun comité permanent ayant pris quelque importance. Lorsqu'un projet était déposé, on le discutait d'abord en comité général sous forme de résolutions; et quand les points principaux avaient été bien établis, on nommait un comité spécial pour rédiger un bill en conséquence. Au Sénat, le président n'étant pas élu par l'Assemblée, les comités étaient formés au scrutin. La Chambre, élisant son *speaker*, lui laissa (après la première session) la mission de composer lui-même les commissions, tâche qui prit une importance extrême lorsque grandit le rôle des comités permanents. Il y eut, dans les premières années du nouveau régime, quelques hésitations au sujet des relations officielles entre le Congrès et le pouvoir exécutif. Washington donnait lecture de ses messages annuels en présence des deux Chambres, exemple que suivit son successeur, mais non point Jefferson. A la première réunion de l'Assemblée, le Sénat était venu apporter à Washington dans son hôtel sa réponse au message. Quelques membres auraient voulu que le président vînt proposer en personne au Sénat ses désignations pour les hautes fonctions. Mais Washington, après quelques

venait d'être élue quelques mois auparavant. Les choses ont continué ainsi depuis un siècle, et la durée de la Chambre des représentants est devenue, sous le nom de Congrès, l'unité employée dans le langage politique pour la désignation du temps écoulé depuis la mise en marche de la Constitution. On compte par Congrès, et chaque nouvelle Chambre des représentants fait surgir un nouveau Congrès. En 1890 a été élue ainsi aux États-Unis la Chambre des représentants du cinquante-deuxième Congrès, dont la durée est limitée entre le 4 mars 1891 et le 4 mars 1893.

conférences de ce genre, en reconnut les inconvénients et établit la règle que les communications habituelles de l'exécutif aux deux Chambres auraient lieu par écrit. Les chefs des départements ministériels, pas plus que le président, n'eurent désormais entrée dans le Congrès. La Chambre des représentants, à propos des projets financiers d'Hamilton, avait décidé qu'elle aimait mieux recevoir par écrit le rapport du secrétaire du Trésor que de l'entendre expliquer et développer lui-même ses propositions. C'est donc le premier Congrès, et non la Constitution, qui a fixé ainsi entre la législature et les ministres les relations encore en usage aujourd'hui.

CHAPITRE LXV

JEFFERSON CONTRE HAMILTON (1791-1794)

La capitale fédérale, Washington. Le deuxième Congrès (1791-1793). — Scission dans le cabinet. Hamilton et Jefferson. La « faction anglaise ». — Freneau, Madison, le parti « républicain ». Affaiblissement de l'action des fédéralistes dans le Congrès. — Washington arbitre entre ses deux ministres. L'élection présidentielle de 1792. Le président réélu. — Enquête contre Hamilton et sa gestion financière.

La capitale fédérale, Washington. Le deuxième Congrès (1791-1793).

Pendant les vacances du Congrès, en 1791, Washington s'occupa de la question de la capitale fédérale. Il choisit lui-même, avec le concours des commissaires, l'emplacement de la nouvelle ville, sur la rive marylandaise du Potomac, au point où le fleuve s'élargit en un port spacieux, à 170 kilomètres de son embouchure et un peu en aval des rapides. Le président conduisit personnellement les négociations relatives à l'acquisition du terrain et obtint en général des fermiers, maîtres du sol, des conditions raisonnables. Chaque propriétaire abandonnait son fonds, sous la réserve de garder pour lui un lot sur deux. Le gouvernement pouvait racheter, à 25 livres sterling par acre, les lots réservés, mais tous les terrains nécessaires pour les rues et avenues étaient cédés gratuitement. De là le nombre et la largeur des voies publiques à Washington. La mission de dresser le plan de la ville fut confiée à un architecte français, Major l'Enfant, qui prit pour modèle la ville de Versailles avec son

système de rues coupées à angles droits, et ses grandes avenues diagonales [1].

Aux élections d'automne pour le deuxième Congrès, les fédéralistes obtinrent de nouveau une forte majorité. Cependant, bien que le pays fût prospère et l'administration jugée en général sage et conciliante, des symptômes de mécontentement commençaient à se manifester, et d'abord un sentiment plus marqué d'aversion pour les façons aristocratiques des membres du Congrès qui « tendaient à entourer d'un voile mystérieux la marche du gouvernement » [2]. Le mot d'ordre des antifédéralistes fut plus que jamais : défiance contre le gouvernement, premier principe et condition de la liberté. On s'occupait peu du péril qui pouvait menacer les libertés de l'individu; c'est pour les droits des États que l'on montrait de l'inquiétude. Toute question fut bientôt uniquement traitée dans sa relation avec la souveraineté des États. Beaucoup de ceux qui, de 1785 à 1787, avaient été de zélés partisans d'un vigoureux gouvernement fédéral, cédaient déjà à l'influence du sentiment particulariste. On a vu Madison faisant le premier pas dans la voie qui devait l'amener à une rupture complète avec Hamilton et avec son propre passé.

Hors du Congrès l'opposition s'enhardissait. La législature de la Virginie adressa à l'Assemblée fédérale un mémorandum où la loi d'absorption des dettes des États dans la dette fédérale

1. La ville de Washington est à 62 kilomètres de Baltimore, à 219 de Philadelphie, à 363 de New-York. Le 15 avril 1791 eut lieu une cérémonie pour la pose de la première pierre. Quelques mois plus tard, le district fédéral recevait l'appellation de « Territoire de Columbia » et la cité fédérale celle de « Washington ». On traça d'abord l'emplacement du Capitole sur la partie la plus élevée du terrain, puis une rue allant droit au Nord et au Sud, et une autre droit à l'Est. Les rues parallèles à cette dernière furent désignées par des lettres, de A à Z nord, puis de A à Z sud. Les voies parallèles à la rue Nord et Sud furent désignées par des nombres, de 1 à 28 Est et de 1 à 25 Ouest. Une grande avenue, appelée Pennsylvania, relia le futur Capitole, demeure de la législature, à la future Maison Blanche, demeure présidentielle; elle fut prolongée d'un côté vers Georgetown, de l'autre vers l'Eastern Branch, cours d'eau qui se jette dans le Potomac. Les autres grandes avenues furent appelées Massachusetts, Maryland, etc. Les voies principales devaient avoir 65 mètres de largeur et une longueur de 6 à 7 kilomètres. La ville fut parsemée de nombreux squares, places, carrefours, réserves (*Capitol grounds*, *The Mall*...).

2. On critiquait beaucoup une loi passée pendant la précédente session, accordant une subvention, pour services rendus pendant la guerre, au baron Steuben, chef des Cincinnati de New-York. Cette association des Cincinnati, dont Hamilton était l'âme, était toujours impopulaire, en dépit et peut-être à cause même du zèle un peu intempérant qu'elle déployait pour la nouvelle Constitution et de ses manifestations bruyantes en l'honneur du Président.

(*Assumption Act*) était déclarée attentatoire à la Constitution. Hamilton dit à ce propos : « Voilà le premier symptôme d'un esprit qu'il faut tuer ou qui tuera la Constitution ». La législature de la Pennsylvanie protesta contre l'établissement des taxes intérieures, et le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord s'associèrent à cette protestation. Dans les États agricoles, la Banque nationale apparaissait comme un monopole organisé pour enrichir les spéculateurs de Philadelphie, de New-York et de Boston. En Pennsylvanie même, exception faite pour la ville de Philadelphie, que ses intérêts particuliers, comme grande ville et capitale fédérale, rattachaient aux maximes et aux tendances des hommes au pouvoir, l'opinion était généralement mal disposée pour la Nouvelle-Angleterre [1].

Scission dans le cabinet. Hamilton et Jefferson. La « faction anglaise ».

Hamilton et Jefferson personnifiaient les tendances de plus en plus divergentes des deux partis dans les États du Centre et du Nord-Est. Avec son talent puissant et lumineux d'exposition et l'accent chaleureux d'une conviction ardente, Hamilton, avocat très brillant, avait pris un ascendant extraordinaire sur les classes cultivées et riches, non seulement dans son État adoptif, le New-York, mais dans toute la Nouvelle-Angleterre. Il considérait comme nécessaire, dans un gouvernement, la prépondérance des éléments sociaux les plus élevés, et ne voyait que là le point d'appui naturel d'une administration forte, le contrepoids permettant de résister à l'influence populaire. Rien ne le sollicitait à laisser fléchir l'intérêt national devant un intérêt de clocher. Tout le portait, au contraire, à la centralisation, son tempérament, le tour de son esprit, la largeur de ses vues, l'étendue de ses connaissances, et « une rare faculté de compréhension et d'assimilation qui lui fai-

1. On le vit bien dans l'affaire des établissements fondés par des gens du Connecticut, dans la vallée de Wyoming (sous le nom de comté de Luzerne), comprenant les districts du nord-est de la Pennsylvanie. Le Connecticut prétendait avoir droit sur ces terres pour les avoir achetées des Indiens, et voulait en constituer un État séparé. Des troubles éclatèrent dans la région disputée et la Pennsylvanie refusa définitivement (1790) de reconnaître la validité des concessions de terre octroyées par le Connecticut.

sait embrasser sans trouble et d'un seul regard l'ensemble et tous les détails d'un grand système politique [1] ». Les gouvernements particuliers des États étaient à ses yeux autant d'obstacles au bon fonctionnement du système général; il espérait bien qu'un jour l'Union les réduirait à une complète impuissance. En attendant, il estimait que le gouvernement avait le droit et le devoir de se constituer partout une clientèle de plus en plus nombreuse par l'exercice d'un patronage intelligent et actif. D'une nature droite et franche, il ne dissimulait pas ses idées à cet égard, et les répandait volontiers dans la conversation. Il se laissait aller à dire (c'est Gouverneur Morris qui le rapporte) que tout gouvernement républicain lui paraissait radicalement défectueux, et que la Constitution anglaise était, à ses yeux, la plus parfaite parce que, monarchique de nom, elle était en fait aristocratique; un gouvernement démocratique, disait-il, ne pouvait qu'aboutir au despotisme.

Cette admiration pour la Constitution anglaise avait contribué à marquer d'une empreinte spéciale les créations politiques qui inauguraient si brillamment son rôle d'organisateur du gouvernement de la république. Il n'y avait rien à proprement parler d'original dans son œuvre. C'est à l'Angleterre qu'il avait emprunté tout son système fiscal et douanier, ses combinaisons pour le relèvement du crédit public, et sa Banque nationale. Le succès même de ces mesures, qui avait dépassé toute attente, car il n'espérait pas tant de l'expérience du nouveau régime fédéral, le confirmait dans la conviction qu'il fallait encore fortifier le gouvernement central. Moins que jamais, il ménagea l'expression de ses sentiments sur l'excellence des institutions anglaises et sur les dangers de l'esprit démocratique.

Pendant ce temps, Jefferson, son collègue, le secrétaire d'État, qui avait joué jusqu'alors un rôle assez effacé, était rapidement entraîné par le développement de ses idées et de ses aspirations politiques dans une direction tout opposée. Philosophe aussi clairvoyant qu'ardent, doué d'une imagination vive et d'une grande sensibilité, il s'était pris d'une admiration enthousiaste

1. Schouler.

pour la mission réservée selon lui à l'Amérique, mission de liberté, d'émancipation de la pensée humaine, de destruction des anciens procédés, oppressifs et barbares, à l'aide desquels d'infimes minorités de privilégiés avaient jusqu'alors gouverné les peuples. « Nous nous assurons à nous-mêmes, disait-il, et à notre postérité, les droits qui sont la propriété inaliénable de l'homme, et nous ouvrons la voie aux nations souffrantes qui veulent comme nous émerger de la tyrannie. »

Jefferson avait une foi profonde dans l'avenir de l'Amérique. Il voyait déjà tout le territoire du Nord-Ouest regorgeant de population et de richesses, alors que les ultra-fédéralistes du Congrès déclaraient hautement que la vallée du Mississipi serait encore un désert dans un siècle. Tandis que les fédéralistes ne cherchaient qu'à élever des barrières contre les flots et les tumultes populaires, lui ne voyait de remède, au cas où les choses iraient mal, que dans le bon sens du peuple. Ces gouvernements des États que les autres rêvaient de briser, Jefferson les tenait pour la meilleure sauvegarde contre le despotisme central. Lorsqu'il était rentré en Amérique, un vif désappointement l'avait saisi. Arrivant de Paris, plein d'enthousiasme pour la Révolution qui y brillait à son aurore, enfiévré des idées de liberté, d'égalité, de fraternité, il se vit accueilli poliment à New-York, dans ce foyer du *torysm*, par une société élégante, riche, aristocratique, où la mode était toute aux idées et aux goûts britanniques, où l'on ne parlait que sur le ton d'un scepticisme railleur des vertus du gouvernement républicain. Plus d'une fois, dans ses *Ana*[1], il note les étonnements où le plongeait l'attitude du milieu officiel où il se trouvait

1. « Jefferson avait eu, dès sa jeunesse, le goût des petits faits et l'habitude de recueillir par écrit ceux qu'il entendait raconter. Ses notes vinrent puissamment en aide à sa mémoire affaiblie par l'âge. Pendant la présidence de Washington, il avait fait collection des commérages politiques de New-York et de Philadelphie, les plaçant successivement à leur date, pêle-mêle avec ses conversations et ses avis comme secrétaire d'État. Ce singulier assemblage de documents sérieux et de vieilles médisances réunis sans la moindre critique fut la source à laquelle il puisa ses assertions à l'usage de la postérité. Après avoir éliminé de ses carnets ce qui n'avait aucun intérêt politique, ce qui ne pouvait servir à donner une couleur anglaise et royaliste aux amis de Washington, après avoir choisi, parmi les actes et les propos les plus compromettants attribués aux « monocrates », ceux dont il se souvenait à soixante-quinze ans comme vrais ou comme vraisemblables, il réunit sous le nom d'*Ana* les fragments qui avaient survécu à sa revision. » (Cornelis de Witt, *Thomas Jefferson*.)

porté par son poste de secrétaire d'État et de conseiller intime du président. Les trois quarts des représentants et des sénateurs n'avaient qu'une confiance limitée dans la durée du régime. Washington, le grand citoyen, respecté de tous, objet d'une universelle affection, ne s'exprimait que froidement sur les conquêtes successives des libéraux de Paris; autour de lui ne se rencontraient que des gens entichés de préjugés mondains et sociaux, Hamilton donnant le ton à toute cette cour formée à l'ombre de la Présidence et de la secrétairerie du Trésor. Décidément ces gens-là étaient trop anglais; Jefferson commença de concevoir des soupçons. Son imagination, plus que la réalité, lui montra dans ces réunions de politiciens, frondeurs des institutions de leur pays et admirateurs de celles d'autrui, des hommes nourrissant le secret dessein de renverser le système du gouvernement de l'Amérique.

Bientôt il ne garda plus pour lui-même ces soupçons; il en fit part à ses amis de la Virginie : « Prenons garde, dit-il au moment où se discutait le projet de la Banque nationale (février 1791), il y a parmi nous une secte qui croit trop à la perfection de la Constitution britannique ». Il ne cessa plus de dénoncer, dans ses lettres et dans ses conversations, la *faction anglaise* et son chef Hamilton, qui ne travaillait qu'à ramener l'Amérique à la monarchie[1]. Il laissait courir librement sa plume; sous la vivacité de ses impressions, le « penchant » des ultra-fédéralistes pour les institutions de la Grande-Bretagne se transforma bientôt en un *complot* tramé pour la destruction du gouvernement républicain, pour le rétablissement de la domination du roi George dans ses anciennes possessions. De complot, il n'y en eut assurément pas; mais une fois le mot prononcé et écrit, Jefferson n'en voulut plus démordre. Soit par jalousie pure et pour ruiner dans l'opinion publique un rival politique, ou bien qu'il ait cru sincèrement que la Constitution fédérale courait désormais un sérieux danger, il engagea la lutte, non

1. Dans une lettre à Carrington (26 mai 1792), Hamilton déclare que tous les bruits de complots monarchiques sont absurdes et qu'il est lui-même un sincère partisan du système républicain, dont le succès lui paraît assuré aux États-Unis. Mais il estime que la Constitution doit être interprétée largement et il regrette que tous les États ne soient pas d'une taille aussi exiguë que le Connecticut, le Maryland et le New-Jersey.

pas au grand jour, par une rupture ouverte avec son collègue, mais par un système d'insinuations, de dénonciations obstinées dans ses correspondances et dans ses entretiens avec les principaux membres de l'opposition au Congrès et dans les États. Il fit collection des moindres propos échappés à son adversaire, à table, dans des réunions intimes, comme un détective qui récolte précieusement des indices pour la confusion d'un criminel. Il se lia étroitement avec Madison, dont l'esprit était hanté de préventions et de soupçons du même genre. Dans une excursion qui les réunit, au milieu de 1791, sur les frontières du Canada, ces deux hommes politiques échangèrent longuement leurs impressions et contractèrent une association qui dura autant que leur vie. John Adams, le vice-président, ne trouva pas grâce non plus devant Jefferson, qui rangea sans hésiter l'ancien patriote dans la « faction anglaise et monarchique ». Il est vrai que le promoteur de la résolution de l'indépendance avait eu l'imprudence de laisser percer, dans une série de lettres que publia en 1790 à Philadelphie la *Gazette* de Fenno (journal de l'administration) sous le titre de *Discourses on Davila*, qu'il ne croyait pas au succès de la Révolution française et qu'il n'avait aucune confiance « dans les trente millions d'athées de ce pays, inspirés par des encyclopédistes et des économistes ». John Adams, un des héros de la lutte légale contre l'oppression de la Grande-Bretagne, écrivain érudit, un peu pédant, esprit élevé, droit, mais hautain, avait voulu mettre ses concitoyens en garde contre l'illusion de l'égalité complète. Il ne fit que compromettre gravement ce qui lui restait de popularité. Ses amis mêmes et ceux qui pensaient comme lui déplorèrent son excès de franchise. Ayant longtemps vécu au dehors, il n'avait plus le sentiment exact du tempérament politique et des susceptibilités de la population au milieu de laquelle il revenait occuper la seconde magistrature de la république. Il s'étonna lui-même plus tard d'avoir écrit ce lourd volume [1].

1. John Adams avait publié à Londres en 1787 le premier volume de la *Defence of the Constitutions of Government of the United States of America*; le second et le troisième parurent l'année suivante. Comme suite à cet ouvrage, il publia en 1790, dans la *Gazette des États-Unis*, ses *Discourses on Davila; a series of papers on political history*, dont Adams dit lui-même en 1812 : « Cet ennuyeux et pesant volume excite encore l'étonnement de son auteur ». Adams s'étonnait, d'abord d'avoir pu écrire ce livre au milieu du tourbillon d'affaires où il était engagé, puis d'avoir

Freneau, Madison, le parti « républicain ». Affaiblissement de l'action des fédéralistes dans le Congrès.

En octobre 1791, Philip Freneau, condisciple de Madison et de Lee au collège de Princeton, écrivain alerte et poète de quelque valeur [1], vint fonder à Philadelphie *The National Gazette.* C'est Jefferson qui l'avait appelé pour combattre l'influence de l'organe fédéraliste, dirigé par Fenno, *The United States Gazette.* Il le nomma commis-traducteur dans son département et le soutint dans son entreprise de presse. Une feuille d'opposition était une sorte de nouveauté aux États-Unis. Les gazettes jusqu'alors, comme celle de Fenno, qui, créée en 1789 à New-York, avait suivi le gouvernement à Philadelphie, louaient uniformément tous les actes de l'administration. Tout d'abord Freneau se contenta de critiquer la politique financière d'Hamilton et de gouailler John Adams, héritier présomptif de Washington. Avec le temps la *National Gazette* s'attaqua au président. L'esprit tourna en violence, la polémique contre l'opportunité des mesures, en attaques haineuses contre les intentions des adversaires. Le groupe des fédéralistes les plus éminents devint le *corrupt squadron.* Il fut admis que leur chef, Hamilton, n'avait pu faire passer ses lois financières qu'en achetant plusieurs représentants; Jefferson tenait le fait pour certain.

Madison était poussé dans la voie de l'opposition, non seulement par Jefferson, mais par ses collègues virginiens au Congrès et par toute l'opinion publique dans son État, très montée contre le parti fédéraliste. La part considérable qu'il avait prise dans la formation de la Constitution, et aussi ses talents éminents avaient fait de lui le *leader* désigné de l'administration dans le premier Congrès de l'Union; mais il n'était pas un ami du premier degré. Peu à peu il cessa tout à fait d'être un ami. Respectueux et affectueux pour

eu le courage de publier ses propres opinions (opinions aristocratiques) et « de les opposer à l'opinion universelle de l'Amerique et, en fait, de toute l'humanité ».

Dans le *Columbian Centinel*, un des meilleurs organes fédéralistes, publié à Boston, « Publicola » écrivit en 1791, après l'ajournement du Congrès, une série d'essais critiquant les *Droits de l'homme* de Paine et cherchant à discréditer la Révolution française. « Publicola » était John Quincy Adams, fils de John Adams, à qui on attribua d'abord ces articles.

1. Voir chap. LVIII.

la présidence, il prit parti pour une fraction du cabinet contre l'autre.

Jusqu'à ce moment, en effet, dans le Congrès, l'opposition s'en prenait, non à Washington, mais au secrétaire du Trésor, dont l'influence envahissante semblait absorber toute l'énergie gouvernementale. Bientôt la nature même de cette opposition modifia profondément la structure et la composition des partis. Dès l'ouverture de la première session du deuxième congrès, le 24 octobre 1791, il fut visible que les forces respectives allaient se diviser, sous l'influence de la politique financière où l'administration était engagée, d'après une direction strictement géographique, le Massachusetts prenant la tête d'un des partis au nord, la Virginie celle de l'autre au sud [1]. De plus les antifédéralistes trouvaient trop d'avantage à accuser les fédéralistes d'intrigues anglaises, pour ne pas abuser de ce moyen de polémique. Ils en vinrent à adopter régulièrement le nom de *Républicains*, pour bien montrer qu'eux seuls représentaient sincèrement le principe antimonarchique.

Les hostilités directes ne tardèrent pas à s'engager. Hamilton proposa une revision du tarif dans le sens du relèvement des droits à l'importation pour protéger les industries naissantes de l'Amérique. A l'appui de cette motion il adressait à la Chambre un remarquable rapport sur l'état des manufactures indigènes, précieux document de statistique sur le degré de développement industriel où étaient déjà parvenus les Etats-Unis. La question se posait entre les intérêts manufacturiers du Nord-Est et les intérêts agricoles du Centre et du Sud. Aucune suite ne fut donnée pour l'instant aux propositions du secrétaire du Trésor. C'est seulement vers la fin de la session (mai 1792) que les nouvelles d'une désastreuse campagne de Saint-Clair contre les Indiens du Nord-Ouest [2] déci-

1. Au Sénat, Dalton, du Massachusetts, et le général Schuyler, du New-York, avaient pour successeurs George Cabot et Aaron Burr, celui-ci, brillant, intrigant, fier de ses succès dans la société féminine, bien apparenté, ex-officier de l'armée continentale, avocat très recherché, ambitieux insatiable et sans scrupule, sorte de Catilina américain. — Dans la Chambre apparaissaient comme nouveaux membres, Jonathan Dayton, du New-Jersey, et William B. Giles, de la Virginie, entré trop tard dans le premier Congrès, comme Monroe au Sénat, pour y jouer un rôle, mais qui allait imprimer une impulsion vigoureuse à l'opposition. Muhlenberg, président de la précédente Chambre, fut remplacé dans celle-ci par Jonathan Trumbull, du Connecticut.

2. Voir chap. LXVIII.

dèrent la Chambre à relever le tarif pour créer de nouvelles ressources. En même temps la Chambre abaissa légèrement la taxe sur les spiritueux pour calmer le mécontentement qui se manifestait dans l'ouest de la Pennsylvanie et de la Caroline du Nord. De nombreuses pétitions arrivaient de ces régions, contre un impôt inique qui exposait les citoyens à d'odieuses inquisitions et à des pénalités sévères en les entravant dans leurs affaires privées. Les Virginiens continuèrent à harceler les fédéralistes sur divers points. Au Sénat, Monroe et Lee proposèrent vainement d'abolir le secret des délibérations. L'opposition à la Chambre réussit à empêcher que les nouvelles monnaies des États-Unis ne fussent frappées à l'effigie du président.

La prospérité même de l'Union, fruit de l'habile politique si résolument poursuivie par Hamilton, fournit de nouveaux prétextes à insinuations contre lui.

L'élévation rapide du crédit fédéral [1] et le succès colossal des actions de la Banque développèrent l'esprit de spéculation dans ce pays où jusqu'alors la loterie avait été la seule origine connue (avec la contrebande et la piraterie) des fortunes subites. Des projets de toute sorte furent lancés, grands travaux publics, ports, canaux. Il se forma de nombreuses sociétés d'assurances, puis des banques; on joua sur les actions. Il s'établit un marché de valeurs mobilières et de fonds publics; à New-York surtout sévissait cette fièvre. Beaucoup trop de spéculateurs entouraient Hamilton, cherchant à surprendre ses secrets. Lui-même se laissa trop aller à favoriser la classe des capitalistes, accordant parfois, sans une discrétion suffisante, subsides et commissions, et usant, au bénéfice de ses amis engagés dans d'aventureuses affaires, de son influence sur la Banque. Des soupçons s'élevèrent contre son intégrité. Il cherchait trop à concilier la pureté de ses vues publiques avec l'application de moyens dont la moralité fut quelquefois douteuse [2]. L'opposition dénonçait tout à la fois la spéculation en fonds publics et en tentatives monarchistes, en valeurs de banques et en menées

1. Les titres portant intérêt étaient au pair. Quiconque, trois années auparavant, eût prédit un tel phénomène eût été traité d'aliéné. Un emprunt de 3 millions de florins fut conclu en Hollande à 5 1/4 pour 100.

2. Marié et père de famille, il était engagé à cette époque dans une liaison avec une femme mariée, et cette aventure divulguée lui aliéna encore l'opinion.

aristocratiques. Elle dénonçait les progrès effrayants du luxe et de la corruption dans les grandes villes, dans les hautes classes de la société, et surtout autour du secrétaire du Trésor. La déconfiture d'un spéculateur fameux du temps, Duer, familier d'Hamilton, provoqua presque une émeute dans New-York. Les fonds baissèrent; il y eut un moment de panique.

Washington arbitre entre ses deux ministres. L'élection présidentielle de 1792. Le président réélu.

Jefferson avait une profonde répulsion pour les méthodes financières de son rival. Persuadé que la dette de l'Angleterre conduisait cette nation à sa perte, il croyait que la dette des États-Unis, transformée en instrument de pouvoir pour maintenir l'alliance entre les capitalistes et l'administration, deviendrait aussi un fléau pour son pays. En juillet, Jefferson avertit le président qu'il était résolu à quitter le ministère à cause des procédés financiers d'Hamilton qu'il ne pouvait approuver et de ses tendances politiques qu'il redoutait. Washington répondit au secrétaire d'État qu'il ne croyait pas à l'existence d'un complot pour changer la forme du gouvernement; quelques personnes pouvaient désirer un changement de ce genre, surtout dans les classes élevées des grandes villes, mais la masse de la population était partout attachée à la forme républicaine. Il ajouta que la presse était trop violente dans ses attaques, notamment le journal de Freneau : « Je prends pour moi toutes ces agressions; en attaquant l'administration, c'est moi qu'on attaque ». Jefferson maintint ses vues et ses craintes, et Washington, ému du résultat de cette conférence, écrivit à Hamilton, lui disant quelles accusations étaient dirigées contre lui, comme si elles provenaient de diverses sources virginiennes. Le secrétaire du Trésor devina sans peine d'où venait le coup et répondit par une vigoureuse apologie de ses actes et de ses intentions. Mais avant de répondre à Washington, Hamilton avait déjà rompu ouvertement avec son rival. Un entrefilet de la *Gazette* de Fenno du 25 juillet appela l'attention du public sur le fait que Freneau recevait un salaire du gouver-

nement. Quelques jours plus tard, un *American* dit encore dans la même feuille que Freneau était subventionné par le secrétaire d'État, sur les fonds appartenant au gouvernement fédéral, pour publier des articles injurieux contre l'administration. Freneau déclara que jamais Jefferson n'avait écrit, dicté ou inspiré une seule ligne parue dans la *National Gazette*. La polémique se poursuivit, à coups de démentis. Intervint dans la *Gazette* de Fenno un troisième personnage, *A plain honest Man*. C'était toujours Hamilton, et Jefferson était visé personnellement.

De Mount-Vernon, Washington essaya encore d'apaiser la querelle en écrivant aux deux ennemis (août). Jefferson, de Monticello, lui répondit par une sortie très violente contre Hamilton et confirma son intention de se retirer le 4 mars 1793 à l'expiration du premier terme présidentiel.

Le président était profondément troublé du désaccord qui éclatait ainsi dans son attelage ministériel. Il avait trop présumé de son impartiale et haute autorité pour tenir bien en main ces ambitions rivales. Il se fatiguait [1]. Tant de discussions autour de lui le harassaient, et il était surtout irrité du ton de plus en plus agressif de la presse. N'aspirant plus qu'à la paix et au repos, il avait d'abord résolu de quitter la vie publique après ses quatre années de gouvernement. « J'aimerais mieux, dit-il, rentrer dans ma ferme, prendre une pioche et travailler pour gagner mon pain que rester où je suis. » Mais on ne lui permit pas d'exécuter ce dessein. Jefferson, Madison, Hamilton, Knox, Randolph, dont les querelles incessantes l'étourdissaient, n'étaient d'accord que sur un point : tous ils redoutaient la disparition de cet arbitre suprême; tous le suppliaient d'accepter une réélection, déclarant que son devoir lui interdisait, dans les conjonctures graves du moment, l'abandon du poste de confiance où l'avaient porté l'admiration et la volonté unanimes du peuple.

Washington céda aux instances de ses conseillers et aux vœux de l'opinion publique. Il consentit à se laisser porter candidat pour un second terme. La désignation des électeurs présidentiels eut lieu dans l'automne de 1792. Le collège électoral était déjà

1. Un commencement de surdité lui faisait craindre à lui-même l'affaiblissement prochain de ses facultés.

plus nombreux que quatre années auparavant et s'élevait au chiffre de 135 électeurs, chaque État ayant droit, dans le collège électoral, à un nombre de délégués égal à celui des membres qu'il envoie au Congrès fédéral (représentants et sénateurs). Le chiffre total de la population s'était accru comme le nombre des États. Ceux-ci, de treize qu'ils étaient au moment de la mise en vigueur de la Constitution, avaient atteint le nombre de quinze, par suite de l'admission du Kentucky et du Vermont [1]. D'autre part, le recensement effectué en 1790, conformément aux prescriptions de la Constitution, accusait 3 929 214 habitants, les esclaves formant entre le sixième et le cinquième de la population totale. La Chambre avait eu alors à statuer sur une nouvelle distribution des sièges de représentants au Congrès, fondée sur les résultats du *Census*. Après d'assez vifs débats entre les deux fractions de la Chambre et entre les deux Assemblées, un bill fut adopté qui donnait 120 membres à la Chambre des représentants à raison de 1 par 30 000 habitants. Cette répartition attribuant un siège à quelques fractions inférieures au minimum de 30 000 habitants, Washington refusa de sanctionner le bill, le jugeant inconstitutionnel, et fit ainsi pour la première fois usage du droit de veto [2]. Une nouvelle répartition fut adoptée le 14 avril 1792, attribuant 105 membres à la Chambre des représentants à raison de 1 par 33 000 habitants. Le prochain Congrès (1793 à 1795), le troisième, devait donc se composer de 105 représentants et de 30 sénateurs, et le collège électoral de 135 délégués. Les élections

1. Le Kentucky fut admis le 4 février 1791, mais l'admission ne fut définitive que le 1er juin 1792. Le Vermont fut admis le 18 février 1791.

2. « Tout *bill* qui aura été adopté par la Chambre des représentants et par le Sénat, devra, avant de devenir une *loi*, être présenté au président des États-Unis; s'il l'approuve, il le signera; sinon il le *renverra*, avec ses objections, à celle des deux Chambres où il aura pris naissance; celle-ci consignera les objections, dans leur teneur complète, sur son journal, et procédera à un nouvel examen du bill. Si, après ce nouvel examen, deux tiers des voix se réunissent en faveur du bill, il sera envoyé avec les objections, à l'autre Chambre, qui semblablement l'examinera à nouveau, et s'il est approuvé par les deux tiers de cette Chambre, il deviendra loi. » (Constitution, Art. I, sect. VII, § 2.)

Le texte constitutionnel ajoute que, dans le scrutin sur un bill renvoyé par le président, les votes seront donnés par *oui* ou *non* (*by yeas and nays*) et les noms consignés sur le journal de chaque Chambre respectivement.

« Tout bill qui n'aura pas été renvoyé dans un délai de dix jours (dimanches non compris) après sa présentation au président, deviendra loi, comme si le président l'avait signé, à moins que le Congrès, en s'ajournant, n'empêche le renvoi, auquel cas le bill ne devient pas loi. » (Id.)

pour la Chambre des représentants eurent lieu à peu près dans le même temps que le scrutin présidentiel. Washington fut réélu président à l'unanimité et John Adams maintenu à la vice-présidence. George Clinton, candidat contre lui du parti républicain, n'eut que les voix de quatre États, New-York, Virginie, Caroline du Nord et Géorgie[1]. Les antifédéralistes ou républicains emportèrent au contraire la majorité pour la Chambre des représentants, qui ne devait d'ailleurs se réunir qu'un an après l'élection, c'est-à-dire dans l'automne de 1793.

Enquête contre Hamilton et sa gestion financière.

La dernière session du deuxième Congrès (5 novembre 1792-3 mars 1793) ne pouvait être que stérile. Les républicains étaient encore en minorité, mais exultaient à la pensée qu'ils domineraient dans le prochain Congrès. Ils résolurent cependant de ne pas attendre aussi longtemps pour attaquer Hamilton. Le message du président avait recommandé [2] que l'on commençât le remboursement de la dette, et une motion fut présentée du côté de la majorité, tendant à charger Hamilton d'élaborer un projet sur la question. Aussitôt s'éleva une vive clameur contre l'intervention du pouvoir exécutif à l'encontre du droit exclusif de la Chambre à l'initiative des bills financiers[3]. La motion fut votée avec peine, bien qu'elle fût conforme aux précédents déjà établis et que les amis du secrétaire fussent encore les maîtres. Hamilton, contrairement aux bruits qui avaient circulé sur ses vues à l'égard de la dette, se déclara partisan de mesures propres à un rapide amortissement; mais des hostilités venaient d'éclater contre les Indiens de l'Ouest et devaient entraîner de fortes dépenses; il fallait donc, pour commencer à amortir, ou négocier de nouveaux

1. John Adams, 77 voix; G. Clinton, 50; Jefferson, 4; Aaron Burr, 1.

2. « Le président donnera de temps en temps au Congrès des informations sur l'état de l'Union, et *recommandera* à leur examen telles mesures qu'il jugera nécessaires ou utiles. » (Const., Art. II, sect. III.)

3. « Tous bills ayant pour objet l'établissement d'un revenu devront prendre naissance dans la Chambre des représentants; mais le Sénat pourra, sur ces bills, proposer des amendements ou se rattacher à des amendements déjà proposés, comme sur les autres bills. » (Const., Art. I, sect. VII, § 1.)

emprunts à des taux d'intérêts plus onéreux, ou établir de nouvelles taxes. Ces propositions furent vivement attaquées dans la Chambre, et rien ne fut voté. Les choses n'en restèrent même pas là. Non satisfaite d'avoir fait échouer les propositions du secrétaire du Trésor, la délégation virginienne, dirigée par Giles, réussit, à la fin de décembre, à faire voter une enquête sur toutes les transactions et opérations financières effectuées par Hamilton. On avait fait allusion à une différence d'un million et demi de dollars dans les comptes. Hamilton soumit de bonne grâce sa gestion aux investigations d'un comité du Congrès. Il démontra sans peine que sa comptabilité, un peu compliquée peut-être, n'en était pas moins régulière, et que les emprunts avaient été contractés au mieux des intérêts du pays et au grand profit du crédit fédéral. Comme cependant il paraissait manifeste que, dans certaines circonstances, le secrétaire avait, au point de vue technique (dans un intérêt supérieur, il est vrai), transgressé les restrictions légales, Giles proposa des résolutions de censure. Celles-ci furent rejetées à une forte majorité (mars 1793). Madison vota dans cette circonstance avec la minorité. L'opposition avait mal choisi son moment ou son terrain, en proposant une enquête devant une Chambre en majorité fédéraliste. Elle fut déçue dans son effort, mais Hamilton et ses amis, l'événement venait de le prouver, n'avaient déjà plus assez d'autorité pour assurer le vote d'une seule mesure financière de leur choix.

La plus importante des lois votées dans cette session fut l'*Act* pour la reddition des fugitifs entre les États, rédigé conformément aux clauses de la Constitution[1]. Le bill passa à une grande majorité, n'ayant attiré l'attention de personne. On ne se doutait guère que cette législation, dans ses stipulations relatives aux esclaves, aurait une importance énorme sur les destinées de

1. « Toute personne accusée, dans un État, de trahison, félonie ou autre crime, qui, se dérobant à la justice, sera trouvée dans un autre État, devra, sur la demande de l'autorité exécutive de l'État d'où elle se sera enfuie, être livrée pour être ramenée dans l'État ayant juridiction sur le crime commis. — Nulle personne, obligée à un service ou à un travail (les esclaves) dans un État et d'après les lois de cet État, ne pourra, en se réfugiant dans un autre, être déchargée de ce service ou travail, par application d'aucune loi ou d'aucun règlement qui y seraient établis; mais elle *devra être livrée, sur la réclamation de la partie* à qui le service ou travail pourra être dû. » (Constitution, Art. IV, sect. II, § 2 et 3).

l'Union et conduirait à une guerre civile. « Ainsi fréquemment, dit Schouler, il arrive que des lois qui donnent une forte empreinte aux mœurs sociales et à toute l'histoire d'un peuple sont élaborées et votées sans bruit, par les mêmes législateurs qui se querellent avec violence sur des mesures dont les conséquences se sont trouvées ensuite parfaitement insignifiantes. »

CHAPITRE LXVI

RELATIONS AVEC LA FRANCE ET AVEC L'ANGLETERRE

Les sympathies pour la France et pour l'Angleterre aux États-Unis. — Washington et la politique de neutralité. La mission du girondin Genet. Ses succès et ses déboires (1793). — Retraite de Jefferson. Remaniement du cabinet (décembre 1793). — Les « résolutions » de Madison (janvier 1794). Développement du conflit avec l'Angleterre. La mission Jay (avril 1794).

Les sympathies pour la France et pour l'Angleterre aux États-Unis.

Les questions purement américaines avaient déjà suffi pour donner aux luttes intérieures une étonnante intensité de passion. L'influence des événements qui s'accomplissaient en Europe vint ajouter du dehors un ferment qui entretint et exaspéra l'agitation pendant plusieurs années. On suivait avec une attention anxieuse les développements de la Révolution française, saluée d'abord avec joie par tout le peuple des États-Unis. Lorsque toutefois la mort soudaine de Mirabeau eut brisé le dernier lien entre la monarchie et le peuple, que l'Assemblée nationale fut déchirée par les factions et que l'élément violent y eut pris la prépondérance, les fédéralistes commencèrent à retenir leur approbation. On reçut en août 1791 la nouvelle de la fuite du roi, de sa capture et de son retour à Paris. Les exaltés triomphèrent de l'humiliation du monarque, tandis que les conservateurs murmuraient que la populace de Paris saurait mieux détrôner un souverain que fonder la liberté. Les premiers acclamaient l'*Essai sur les Droits de*

l'homme de Paine; les seconds lisaient les *Réflexions sur la Révolution française* de Burke.

L'Angleterre s'était obstinée longtemps dans une attitude propre à lui aliéner de plus en plus ses anciens sujets [1]. Gouverneur Morris avait été envoyé à Londres pour sonder le cabinet sur une exécution immédiate du traité de 1783. On l'amusa quelque temps parce que l'on redoutait une alliance de l'Espagne avec la France. Ce danger évanoui en 1790, les ministres répondirent dédaigneusement aux avances du délégué américain [2]. Cependant l'année suivante, voyant la Hollande et l'Espagne se rapprocher de la France, ils redoutèrent de nouveau une coalition unissant l'Amérique à ces puissances et se décidèrent à envoyer un ministre plénipotentiaire à Philadelphie, George Hammond. Washington aussitôt nomma Thomas Pinckney, de la Caroline du Sud, ministre plénipotentiaire des États-Unis à Londres; ainsi furent nouées les premières relations diplomatiques régulières entre les États-Unis et leur ancienne métropole [3].

Alors se réveillèrent, dans cette population de race anglo-saxonne, bien des sympathies, endormies par une longue querelle, pour la Grande-Bretagne, pour ses mœurs, ses penchants sociaux, ses institutions. Les changements inouïs que l'on voyait se succéder sur la scène politique en France faisaient revivre par

1. Les motifs de dissentiment avec l'Angleterre abondaient. Les postes de l'Ouest, dont l'évacuation avait été stipulée par le traité de paix, étaient encore entre les mains des troupes anglaises, sous le prétexte des difficultés suscitées au recouvrement de créances de la métropole sur les colonies, d'une date antérieure à la révolution. L'« *act* de navigation », cette « sauvegarde de la prospérité de la Grande-Bretagne », était appliqué avec plus de rigueur que jamais. Le Parlement venait de déclarer perpétuelle l'exclusion des navires américains du commerce des Indes occidentales. Deux autres questions restaient à régler, celle des esclaves emmenés par les troupes britanniques après la paix, et celle de la frontière nord-est (fixation de l'identité de la rivière Sainte-Croix).

2. Il devait demander si, dans le cas où le gouvernement des États-Unis donnerait un successeur à John Adams à Londres, l'Angleterre enverrait à son tour un ministre en Amérique. Gouverneur Morris obtint satisfaction sur ce point, mais il insista vainement pour l'exécution du traité de paix et pour la conclusion d'arrangements commerciaux.

3. La nomination de George Hammond eut lieu en octobre 1791, celle de Thomas Pinckney en janvier 1792. Gouverneur Morris était, en même temps, nommé ministre plénipotentiaire à Paris. Le même mois encore, William Short, chargé d'affaires des États-Unis à Paris, et William Carmichael, chargé d'affaires à Madrid, étaient nommés conjointement commissaires plénipotentiaires des États-Unis en Espagne pour le règlement des questions relatives à la liberté de la navigation du Mississipi.

contraste le culte de la vieille Constitution anglaise, si forte, si stable. Des Américains qui avaient accepté le plus franchement le nouvel état de choses, et contribué avec zèle à l'établissement de la Constitution fédérale, doutaient maintenant que l'œuvre fût viable, et voyaient déjà la rivalité des États et les empiétements de la démocratie destiner le gouvernement né d'hier à une prompte ruine. « Le système du maintien des États nous empêchera toujours d'être une nation », « il ne peut y avoir ni vertu, ni intelligence dans le gouvernement de la majorité », étaient des maximes courantes parmi les fédéralistes. Il est vrai que, hors des États du Nord-Est, se produisait presque partout un mouvement d'opinion contraire, et que le parti républicain puisa une très grande force dans l'accentuation de cet antagonisme de sentiments à l'égard de l'un et de l'autre des deux grands pays d'Europe, auxquels l'Amérique était le plus étroitement liée par des souvenirs deux fois séculaires comme par les grands événements récents. Depuis les frontières orientales de l'État de New-York jusqu'à l'extrême sud de l'Union, le sentiment public restait irrité contre la Grande-Bretagne.

A Philadelphie, Jefferson et Hammond discutaient sans aboutir sur les infractions réciproques au traité de paix de 1783. A Londres, Pinckney ne pouvait obtenir ni concessions commerciales, ni renonciation à la coutume barbare de la « presse » sur les matelots américains. La Révolution française, au contraire, malgré la nouvelle des massacres de septembre, excitait dans les rangs des « républicains » une admiration de plus en plus vive. Lorsque parvint, vers la fin de l'année 1792, l'annonce de la victoire de Dumouriez sur les armées de Prusse et d'Autriche, de grandes fêtes civiques furent célébrées dans plusieurs villes, notamment à Boston et à Philadelphie. Dans cette dernière ville, à un banquet auquel assistèrent le gouverneur Mifflin et Ternant, le ministre de France [1], une pique fut placée au haut bout de la table, portant à sa pointe le bonnet de la liberté entre les deux étendards de France et d'Amérique. Le *Ça ira* et le *Yankee Doodle* étaient joués successivement dans toutes les réunions populaires. Les

1. Le chevalier de la Luzerne avait quitté les États-Unis en 1788, et fut remplacé par le comte de Moustier, auquel succéda Ternant.

modes françaises faisaient fureur. La coiffure à la Brutus remplaçait l'antique perruque et la vénérable queue. On ne se traitait plus que de « citoyen ».

Washington et la politique de neutralité. La mission du girondin Genet. Ses succès et ses déboires (1793).

Une certaine réaction se produisit cependant lorsqu'on apprit l'exécution du roi et de sa famille, les excès de la Terreur, puis la déclaration de guerre de la France à l'Angleterre. Washington reçut ces nouvelles au cours d'une excursion à Mount-Vernon, après sa seconde inauguration. Il se hâta de revenir à Philadelphie pour délibérer avec ses ministres sur la conduite à tenir. Jefferson faisait encore partie du cabinet, ayant consenti à retarder sa retraite jusqu'à la fin de l'année. Les États-Unis pouvaient-ils garder dans le conflit entre la France et l'Angleterre une attitude de neutralité? Aux termes du traité de 1778 ils étaient engagés perpétuellement à garantir les possessions de la France en Amérique. De plus, les corsaires français et leurs prises devaient trouver dans les ports des États-Unis un abri explicitement refusé à ceux des ennemis de la France. Enfin ce pays n'avait-il pas droit à attendre, dans des circonstances critiques, quelque retour pour les services qu'il avait rendus aux États-Unis? On reconnut promptement que la majorité du peuple américain n'admettrait jamais que la lettre des traités ou un sentiment de gratitude dussent engager la nation pour toujours dans le tourbillon des guerres européennes. Hamilton développa d'assez mauvaises raisons, disant que les traités, engageant les États-Unis envers le roi de France et ses successeurs, ne pouvaient s'appliquer au gouvernement français actuel, que d'ailleurs ils ne pouvaient viser que le cas d'une guerre défensive et non celui d'une guerre offensive. Naturellement, dans la délibération, Jefferson et Randolph se montrèrent favorables à la France, Hamilton et Knox favorables à l'Angleterre.

On fut cependant d'accord pour décider : 1° qu'une proclamation de neutralité serait publiée; 2° qu'on recevrait officiellement le nouveau ministre de France, dont le départ pour l'Amérique

avait été annoncé. La proclamation de neutralité fut publiée le 22 avril 1793. Elle déclarait les États-Unis disposés à suivre une ligne de conduite amicale et impartiale envers les deux pays belligérants et engageait les citoyens à s'abstenir de tous actes contraires à cette disposition.

Le nouveau ministre de France attendu était Charles Genet, envoyé par les girondins pour remplacer Ternant. Genet, avec sa vivacité, son tempérament excitable, ses exagérations de langage, ses effusions d'un patriotisme emphatique et intempérant, son dédain pour les sentiments et les opinions d'autrui, était un assez fidèle représentant de la France républicaine du moment et particulièrement de l'école girondine. Il débarqua à Charleston, le 8 avril, sur la frégate française l'*Embuscade*. Il apportait avec lui des commissions en blanc pour officiers de terre et de mer et des lettres de marque; des instructions secrètes lui enjoignaient d'agir comme si les traités entre la France et les États-Unis étaient en pleine vigueur et leurs stipulations interprétées dans le sens le plus libéral. La France comptait sur le concours actif que les États-Unis lui donneraient en hommes, en argent et en corsaires. Elle demandait la conclusion immédiate d'une alliance qui ne tînt aucun compte des devoirs que le droit des gens et les traités imposaient à la nation américaine à l'égard des autres puissances. Tout obstacle à cette alliance était une trahison à la cause de la liberté, à laquelle il n'y avait ni lois, ni devoirs contraires à opposer.

Genet fut reçu à Charleston avec de grandes démonstrations de sympathie. Son premier soin fut d'armer deux navires de course dans ce port. Puis il organisa une arrivée théâtrale au siège du gouvernement. L'*Embuscade* remonta lentement le Delaware, avec quelques prises qu'elle venait de faire; les sabords portaient des inscriptions en grosses lettres : « Ennemis de l'égalité, abandonnez vos principes, ou tremblez! » — « Hommes libres, nous sommes vos frères et vos amis! » La frégate parut le 2 mai devant Philadelphie. Genet, pendant ce temps, voyageait par terre, et n'arriva que quinze jours plus tard, ayant marché d'ovations en ovations. Un long cortège l'accueillit à son entrée en ville. Dans un banquet donné en son honneur quelques jours plus tard, on

but à la mort des aristocrates et des rois, Genet chanta la *Marseillaise*, le bonnet de la liberté fit le tour de la table, coiffant successivement toutes les têtes au milieu de frénétiques explosions de joie. Il y eut un nouveau banquet le 4 juillet pour l'Indépendance, un autre le 14 pour la célébration de la prise de la Bastille[1]. Partout, même à Philadelphie, sous les yeux du gouvernement central, se manifestait l'engouement populaire pour les faits, les héros et les emblèmes de la Révolution française. On portait la cocarde tricolore. Bache, le petit-fils de Franklin, et Freneau, dans l'*Advertiser* et la *Gazette*, attaquaient avec violence la proclamation de neutralité. On parlait dans le peuple de forcer le président à donner sa démission ou à se déclarer pour la France. Washington, qu'avait déjà profondément attristé la nouvelle du traitement infligé à La Fayette par les révolutionnaires, s'indignait des excès où tombait le gouvernement de la Convention. Un jour, devant ses ministres réunis en conseil, il s'abandonna à un furieux accès de colère à propos d'une caricature, intitulée *les Funérailles de Washington*, où il était représenté sous le couteau de la guillotine.

La réception faite au ministre de France le 22 mai se ressentit quelque peu de ces dispositions. En entrant dans le vestibule de la résidence présidentielle, Genet aperçut un buste de Louis XVI et ne dissimula pas combien la vue de cet objet le suffoquait. L'accueil de Washington fut poli, mais froid et vague. Genet, officiellement reconnu, ses lettres de créance dûment acceptées, sortit de son portefeuille, le 14 juin, un décret récent de la Convention nationale ouvrant tous les ports de France et de ses colonies au commerce américain, et un projet de traité de commerce sur la base d'une sorte de pacte de famille. Puis il demanda le paiement anticipé d'une échéance de 2 300 000 dollars, la somme devant être appliquée à l'achat de provisions et de matériel naval aux États-Unis. Le gouvernement repoussa le projet de traité de commerce et la demande d'anticipation de paiement, déclarant que l'Angleterre aurait le droit de voir dans de tels arrangements

1. Une légende raconte qu'à ce dernier festin où assistait le gouverneur Mifflin, une tête de porc, fraîchement coupée, fut promenée autour de la table, chacun des convives plongeant son couteau dans cette image d'une tête de tyran.

une violation de neutralité. Bientôt surgirent des discussions relatives aux prises faites par la frégate française et par les corsaires équipés à Charleston, prises dont Hamilton et Knox déniaient la légalité. Washington fit aviser Genet de cesser toute distribution de commissions militaires. Il ordonna en outre de saisir dans les ports les navires armés pour la course et d'interdire la vente des prises. Les gouverneurs des États furent invités à donner leur concours pour l'application des principes de la proclamation.

Très irrité de l'attitude du monde officiel, Genet s'exaltait dans de continuelles ovations populaires, encourageait les attaques de l'opposition contre Washington et Hamilton, essayait d'agir sur le Congrès. Un navire marchand anglais, *Little Sarah*, fut pris et amené dans le port de Philadelphie où Genet le fit transformer en corsaire français sous le nom de *Petit Démocrate*. Hamilton en fut avisé pendant une absence de Washington à Mount-Vernon, en juillet. Genet fut averti que le navire serait saisi s'il tentait de quitter le port. Le ministre de France se livra aux plus véhémentes récriminations contre le gouvernement fédéral et alla jusqu'à déclarer qu'il en appellerait du président au peuple. Puis, contrairement à la promesse qu'il avait faite dans une entrevue avec Jefferson, il fit prendre la mer au *Petit Démocrate*. Deux Américains ayant été arrêtés pour avoir accepté du service sur un bateau armé par Genet, l'un d'eux fut acquitté par le jury. La presse redoubla d'attaques contre le président, l'accusant de se joindre à la ligue des rois contre la liberté. Washington n'hésita plus à demander au gouvernement français le rappel de Genet. Hamilton conseillait un renvoi brutal. Jefferson fit prévaloir le recours à des procédés plus diplomatiques. Une correspondance s'engagea sur ce sujet entre lui et Morris à Paris. Le rappel fut concédé. Genet était alors en visite à New-York, où la population célébrait une rencontre récente, hors de la baie, entre l'*Embuscade* et la frégate anglaise *Boston*, qui avait défié le bâtiment français; celui-ci était sorti vainqueur de la lutte et le capitaine du *Boston* avait été tué. Cependant l'opinion commençait à se retourner. Des réunions publiques furent tenues dans plusieurs villes pour encourager l'administration à maintenir la neutralité. Interpellé de divers côtés sur sa déclaration qu'il en appellerait du président

au peuple, Genet écrivit à Washington, lui demandant de désavouer qu'il l'eût jamais menacé d'un tel appel. Jefferson lui fit observer, non sans raideur, que les agents diplomatiques ne devaient régulièrement correspondre avec le chef du pouvoir exécutif que par l'organe du secrétaire d'État. Le ministre français, dans toute cette affaire, avait eu surtout le tort de ne connaître qu'insuffisamment les fonctions constitutionnelles du président; mais les choses marchaient vers une rupture complète des relations, lorsque des dépêches de Paris apportèrent, avec le rappel de Genet, le blâme de sa conduite. Fauchet, son successeur, arriva en février 1794 et vint, sans fracas, présenter ses lettres de créance à Philadelphie. Genet trouva sans doute que la vie était meilleure et plus sûre en Amérique qu'en France. Il oublia les déboires qui avaient suivi ses premiers triomphes et épousa la fille de Clinton, le gouverneur de New-York, ce qui fut, observe un historien, son plus durable succès diplomatique. Il s'établit sur la terre américaine, abandonnant son pays à ses vicissitudes politiques, et se plongea dans les délices obscures de la vie privée.

Retraite de Jefferson. Remaniement du cabinet (décembre 1793).

Des raisons très sérieuses justifiaient sans doute l'attitude de neutralité adoptée par le gouvernement américain dès le début des hostilités en Europe. La « doctrine de Monroe » était en germe dans la proclamation de Washington; mais la neutralité est en tout temps et pour tout État une attitude malaisée à tenir. Les difficultés allaient s'amonceler devant la politique du président, assaillie bientôt par de plus grands dangers que la mission Genet. D'un côté la France n'acceptait pas que l'Amérique restât neutre. Elle accusait assez justement d'ingratitude son ancienne alliée, comme si la gratitude était une vertu internationale, le devoir d'un peuple à l'égard d'un autre peuple. Des décrets français ordonnèrent la saisie de tous vaisseaux neutres portant des marchandises destinées à l'ennemi[1], et mirent un embargo sur les

1. Par son décret du 9 mai 1793, autorisant les croiseurs et corsaires français à saisir les vaisseaux neutres chargés de comestibles pour les ports ennemis ou de marchandises appartenant à l'ennemi et déclarant de bonne prise lesdites

navires en partance à Bordeaux (mai 1793). L'Angleterre, d'autre part, ne prenait pas encore l'Amérique au sérieux comme puissance politique; elle ne considérait ses anciennes provinces que comme une confédération commerciale, capable de fournir des ressources aux belligérants. Elle déclara en conséquence susceptibles de saisie les marchandises neutres consistant en provisions pour l'ennemi (juin 1793). Enfin l'Angleterre réclamait le droit de faire la « presse », c'est-à-dire de saisir à bord des navires neutres tout marin d'origine britannique, en quelque lieu qu'il se trouvât, en sorte que les navires américains étaient arrêtés, visités, dépouillés de leurs équipages, au gré des croiseurs anglais, qui d'ailleurs ne respectaient guère la distinction entre les marins d'origine anglaise et les simples matelots américains. La Grande-Bretagne violait audacieusement, en maîtresse absolue des mers, tous les droits des non-belligérants. Elle n'inclinait pas plus qu'auparavant, fût-ce à titre de compensation, à admettre les navires américains au trafic des Indes occidentales anglaises ni à accorder aux États-Unis des privilèges commerciaux d'aucune sorte.

Washington avait en mains les offres de démission de ses deux principaux secrétaires; mais ils ne devaient l'un et l'autre se retirer qu'à la fin de l'année 1793. Hamilton était fatigué de la méfiance contre laquelle se heurtaient ses projets financiers au

marchandises, la Convention violait formellement les stipulations du traité franco-américain de 1778 par lesquelles était sanctionné le principe que, dans les rapports entre les deux puissances, les armes et munitions de guerre étaient seules considérées comme objet de contrebande, et que le pavillon couvrait la marchandise.

Traité d'amitié et de commerce entre le Roi et les États-Unis d'Amérique, conclu le 6 février 1778 :

« Art. 23 : ... il est stipulé par le présent traité que *les bâtiments libres assureront la liberté des marchandises*, et qu'on jugera libres toutes les choses qui se trouveront à bord des navires appartenant aux sujets d'une des parties contractantes, *quand même le chargement*, ou *partie d'icelui*, *appartiendrait aux ennemis de l'une des deux;* bien entendu néanmoins que la contrebande sera toujours exceptée....

« Art. 24 : Cette liberté de navigation et de commerce doit s'étendre sur toutes sortes de marchandises, à l'exception seulement de celles qui sont désignées sous le nom de *contrebande*. Sous ce nom de contrebande ou de marchandises prohibées, doivent être compris les armes, canons, bombes... (suit l'énumération des armes) et tous autres instruments de guerre quelconques. Les marchandises dénommées ci-après ne seront pas comprises parmi la contrebande ou choses prohibées, savoir : toutes sortes de draps... (suit l'énumération, étoffes, métaux, céréales, tabac, comestibles de toute nature, coton, chanvre, poix, cordes, voiles, planches) et autres matières quelconques qui n'ont pas la forme d'un instrument préparé pour la guerre, par terre comme par mer..., de même que toutes les autres marchandises et effets qui ne sont pas compris et particulièrement nommés dans l'énumération des marchandises de contrebande.... »

Congrès et même auprès du président. Jefferson était dégoûté de la situation fausse que lui faisait dans le gouvernement son rôle plus ou moins dissimulé de chef, ou mieux, d'inspirateur de l'opposition. La faction ultra-française lui reprochait sa tiédeur et l'accusait de pusillanimité. Genet, dans sa correspondance, désignait Jefferson comme un personnage ayant un langage pour les communications officielles et un autre pour les confidences. Le secrétaire d'État vivait dans une perpétuelle équivoque. Dans le cabinet il avait toujours contre lui Hamilton et Knox; il ne pouvait même pas compter sur Randolph, qui, ainsi qu'il le rapporte lui-même, ne sortait de ses interminables arguties que pour « donner les coquilles à son collègue virginien et l'huître à Hamilton ». Il avait accepté la proclamation de neutralité comme une nécessité absolue pour éviter une guerre, mais il trouvait, et nous ne saurions vraiment l'en blâmer, même à un point de vue exclusivement américain, que Washington aurait pu mettre dans ses procédés une certaine différence entre la France, qui avait une convention de commerce avec les États-Unis, et l'Angleterre, qui n'en avait pas. Il eut bien vite pris la mesure de Genet, et mit lui-même son parti en garde contre un enthousiasme excessif pour ce personnage sympathique, mais exubérant. Il ne goûtait pas le nouveau terme de *démocrate* [1] dont commençait à se targuer la fraction extrême de l'opposition. Des *clubs démocratiques* s'étaient constitués dans les principales villes, à l'instar des clubs jacobins de France, sous les auspices d'Américains, d'ailleurs fort respectables, comme Rittenhouse. C'était le temps où, dans les banquets, on portait des toasts à Marat, à Brissot, à Robespierre (on confondait un peu tous les héros), et surtout à la Montagne. « A la Montagne! s'écria dans un dîner public Frédéric Muhlenberg, président de la Chambre des représentants. A la Montagne! puisse-t-elle s'élever en pyramide jusqu'au ciel! » L'esprit fin de Jefferson ne pouvait se plaire à ces grosses excentricités. Il s'en tenait à l'ancien nom de parti *républicain*, et déclarait qu'il fallait renvoyer Genet, en couvrant de protestations d'amitié le pays qui l'avait expédié en Amérique.

1. Ce terme devait remplacer plus tard, dans la dénomination des partis, celui de *républicain*, qui avait succédé lui-même à celui d'antifédéraliste.

Mais Jefferson détestait encore plus Hamilton, ses prédilections et sa politique anglaises. Le secrétaire des Finances ayant publié, en juin 1793, une série d'*essais* sous le nom de *Pacificus*, et plus tard une autre sous la signature *No jacobin*, Jefferson supplia Madison de prendre la plume pour répondre aux hérésies de *Pacificus*, ce que fit Madison en juillet, sous le nom d'*Helvidius*. L'apparition de la fièvre jaune à Philadelphie interrompit les hostilités. La *Gazette* de Freneau dut suspendre sa publication. En décembre 1793 Jefferson se retira enfin; il fut remplacé par Randolph. William Bradford (de Pennsylvanie) succéda à Randolph comme attorney général. L'*Advertiser* de Bache, sous le nom d'*Aurora*, devint l'organe officiel de l'opposition dans la capitale.

Les « résolutions » de Madison (janvier 1794). Développement du conflit avec l'Angleterre. La mission Jay (avril 1794).

Dans un très remarquable rapport que lui avait demandé le précédent Congrès sur le commerce américain et qu'il publia avant son départ, Jefferson recommandait l'établissement de droits différentiels contre les nations qui n'avaient point de convention commerciale avec les États-Unis. Madison (janvier 1794) présenta à la Chambre du troisième Congrès, où les républicains étaient en majorité[1], des résolutions fondées sur le rapport de Jefferson et dirigées contre l'Angleterre, sans la désigner. Smith, de la Caroline du Sud, répondit à Madison; son discours avait été, dit-on, préparé par Hamilton qui n'avait pas encore suivi son rival dans la retraite. Il combattait tout projet de mesures restrictives, attendu que l'Angleterre ne serait pas en peine d'user de représailles. La guerre, disait-il, était le terme inévitable, prompt ou tardif, d'une telle politique. Madison répliqua que l'application d'un tarif diffé-

1. Le nouveau Congrès se réunit en décembre 1793. La majorité était *républicaine* dans la Chambre des représentants et élut comme président Fréd. Muhlenberg par dix voix de majorité contre Sedgwick, le fédéraliste. Au Sénat les deux partis étaient représentés en nombre égal. Le nouveau sénateur de la Pennsylvanie, Albert Gallatin, Suisse d'origine, avait débuté dans la vie publique comme compagnon et porte-paroles des trappeurs turbulents de la Pennsylvanie occidentale. Il se vit refuser le droit de siéger au Sénat pour insuffisance de son temps de résidence aux États-Unis. Au cours de la discussion sur le cas de Gallatin, le Sénat décida que, lors de la session suivante, les séances seraient publiques.

rentiel ne pousserait pas l'Angleterre aux représailles, mais l'amènerait plutôt au sentiment de la réciprocité et à la conclusion d'un traité de commerce avec les États-Unis. Dayton, Boudinot, Ames, Samuel Dexter, du Massachusetts, parlèrent contre les « résolutions », qui furent soutenues par Giles et les autres délégués de la Virginie et aussi par Samuel Smith, négociant de Baltimore, ami et partisan de Jefferson. La discussion avait dévié des droits de douane aux griefs des États-Unis contre l'Angleterre et à la politique à suivre pour en obtenir le redressement. Les fédéralistes accusaient les républicains de vouloir, sous le couvert d'une loi fiscale, engager le pays dans une guerre pour satisfaire leur haine contre la Grande-Bretagne. Les républicains répondaient que les fédéralistes visaient le rétablissement des institutions anglaises en Amérique et le maintien de la nation sous une sorte de tutelle. La discussion fut renvoyée au mois de mars.

On reçut alors la nouvelle que des navires américains, dans les Indes occidentales, étaient saisis et condamnés par les gouverneurs des possessions anglaises sous les prétextes les plus frivoles. L'explication arriva ensuite sous la forme d'un *Ordre du Conseil* britannique, de novembre 1793, interdisant en fait aux puissances neutres tout commerce avec les colonies françaises [1]. Cet ordre fut interprété aux États-Unis comme l'indice de sentiments si hostiles, que l'on commença sérieusement d'agiter l'idée d'une guerre contre l'Angleterre. L'irritation qui avait couvé tout l'hiver se donna maintenant libre carrière. Les résolutions de Madison, que l'on avait trouvées excessives, furent estimées trop modérées; les partisans de l'Angleterre étaient réduits au silence. Ames ayant dit que les résolutions portaient la marque française, Parker, de la Virginie, répondit qu'il désirait que tout membre de la Chambre portât sur le front une marque indiquant s'il était pour la France ou pour la Grande-Bretagne, et ces paroles furent couvertes d'applaudissements par les auditeurs des galeries.

1. Une copie de cet ordre arriva le 7 mars à Philadelphie : les croiseurs anglais devaient arrêter tous navires chargés de produits des colonies françaises ou de provisions pour ces colonies. Le décret de la Convention nationale portant émancipation des noirs dans les Antilles françaises avait provoqué des troubles violents dans la plupart de celles-ci. L'ordre anglais de novembre 1793 avait pour objet d'aider une grande expédition tentée pour la conquête de ces îles, avec le concours des anciens maîtres d'esclaves, expédition qui n'eut qu'un succès partiel.

Un embargo fut voté sur tous les navires à destination de l'étranger, dans les ports américains, pour une durée de trente jours, et prolongé ensuite d'un mois, puis laissé à la discrétion du président pendant l'absence du Congrès. Dayton proposa que toutes les créances anglaises aux États-Unis fussent retenues comme indemnité pour le traitement injurieux et les dommages infligés au commerce américain par la Grande-Bretagne. Sedgwick, auteur de la motion sur l'embargo, proposa aussi une augmentation de l'armée, mais la majorité rejeta ce projet [1] et décida seulement que la milice servirait sur enrôlement de courte durée, si les circonstances obligeaient à l'appeler. Un emprunt de deux millions de dollars fut autorisé.

Les républicains, malgré leur ardeur contre l'Angleterre, hésitaient à voter des mesures destinées à accroître effectivement les forces de la nation et préféraient s'en tenir aux représailles législatives. Au contraire c'étaient du côté des Hamiltoniens que se trouvaient les partisans des mesures énergiques. Les républicains prétendaient que leurs adversaires suivaient en cela leur dessein de faire tourner toutes les circonstances au profit de leur politique, qui était de fortifier sans cesse le gouvernement central. D'honnêtes fédéralistes, comme Sedgwick et Ames, croyaient certainement que l'Amérique était sur la pente de l'anarchie. Ils en voulaient à l'Angleterre de leur créer une situation si difficile : « Les Anglais sont fous, écrit Ames; leur attitude hostile compromet l'ordre ici non moins que le fait l'amitié française. Ils agissent en tout contre leurs intérêts, contre leurs désirs réels. » La Chambre adopta une proposition tendant à interdire l'achat de marchandises fabriquées et de matières premières anglaises aussi longtemps que les postes de l'Ouest ne seraient pas rendus [2] et qu'une indemnité n'aurait pas été payée pour les pertes que les

1. Des difficultés avec le dey d'Alger provoquèrent en décembre 1793 un message confidentiel de Washington et donnèrent lieu aux premiers essais de constitution d'une force navale américaine de combat. Le président fut autorisé à faire construire quatre frégates de 44 canons et deux de 36. Mais l'autorisation cessait d'avoir effet au cas où un arrangement pourrait être conclu avec Alger. Cette restriction était due à l'insurmontable répugnance qu'éprouvaient les *républicains*, les délégués de la Virginie surtout, contre tout accroissement des forces nationales et contre la création d'une marine de guerre.

2. On en revenait à tous les errements de la période qui avait immédiatement précédé la guerre de l'Indépendance.

agissements anglais, en violation des droits de neutralité, avaient infligées au commerce américain. Cette même résolution ne fut rejetée au Sénat en avril 1794 que par le vote du vice-président (13 voix contre 13). On savait pourtant qu'un décret anglais de janvier 1794 avait apporté quelque adoucissement aux prescriptions de celui de novembre 1793. L'adoption au Sénat de la résolution votée par la Chambre eût rendu la guerre inévitable. Dans l'état des esprits, un signe de Washington suffisait pour que la nation se levât en armes. Mais déjà Washington avait décidé d'envoyer un délégué extraordinaire en mission auprès du gouvernement anglais.

Cabot et Strong, du Massachusetts, Ellsworth, du Connecticut, Rufus King, du New-York, d'autres fédéralistes encore avaient conféré avec le président au sujet de cette mission; tous désignaient Hamilton comme le choix le mieux approprié pour une telle négociation. Aucun au contraire n'eût été plus sujet à critique. L'opinion publique en Amérique aurait malaisément accepté un traité avec la Grande-Bretagne négocié et signé par l'homme que sa partialité pour ce pays, son *anglomania*, avait rendu odieux à un si grand nombre de ses concitoyens. Hamilton était un ultra-fédéraliste, alors qu'il convenait de prendre pour négociateur un homme qui ne parût pas à Londres le représentant exclusif d'un parti. De plus, Hamilton était toujours sous le coup d'une enquête sur son administration financière. Celle-ci, il est vrai, tournait à sa complète justification, moins, peut-être, par une exposition minutieuse des faits que par une sorte d'abandon des recherches par ceux-là mêmes qui les avaient provoquées. Washington porta son choix sur le grand juge, John Jay, et envoya au Sénat son nom comme celui du commissaire spécial qu'il voulait charger de négocier avec le gouvernement anglais conjointement avec le ministre américain résidant à Londres (avril 1794). Le Sénat confirma la nomination, tandis que la Chambre votait cette proposition de *non-intercourse* qui aurait pu entraîner la guerre, mais que Washington aurait en tout cas arrêtée de son veto, si le Sénat ne l'avait enterrée lui-même. Le Congrès avait déjà renoncé aux résolutions de Madison et à la motion Dayton sur la confiscation des créances britanniques.

CHAPITRE LXVII

MODIFICATIONS DANS LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS

Le peuple. Les villes. Le théâtre. La Pennsylvanie. — Les États du Sud. Premier débat national sur l'esclavage (1791). — Les Constitutions de la Caroline du Sud et de la Géorgie.

Le peuple. Les villes. Le théâtre. La Pennsylvanie.

Les querelles des fédéralistes et des antifédéralistes, les intrigues qui se nouaient autour de Jefferson et d'Hamilton, les éclats bruyants d'enthousiasme pour la France révolutionnaire, les protestations des amis de l'Angleterre constitutionnelle et conservatrice, les polémiques des gazettes, n'agitaient le pays qu'à la surface. La double présidence de Washington fut pour les États-Unis une période de développement calme, régulier et prospère. La substitution d'une constitution viable et d'un gouvernement capable de fonctionner à l'impuissance des Articles de confédération, avait été un service immense rendu aux États par les fédéralistes et dont la population commençait à éprouver les bienfaisants effets. L'agriculture restait la principale source de la richesse nationale. Le commerce était encouragé par l'absence de tous droits d'exportation[1]. On construisit dans la Nouvelle-Angleterre plus de navires en 1792 qu'on ne l'avait fait en toute autre année antérieure, surtout pour le cabotage et les pêcheries. L'industrie se développait, petite industrie encore, avec capitaux modiques,

1. « Aucun droit ou impôt ne pourra être établi sur des articles exportés de l'un quelconque des États. » (Constitution, Art. I, sect. IX, § 5.)

donnant des produits grossiers d'usage domestique, vêtements, outils, poterie. Il n'existait pas une population ouvrière spéciale. Presque tous les fermiers, aux heures de loisir, travaillaient chez eux pour de modestes usines du voisinage.

Les grandes villes d'Amérique ressemblaient à des villes de province d'Angleterre; aux voyageurs de cette époque, New-York rappelait Liverpool; mais tout ce qui était objet de confort ou de luxe coûtait dans la première de ces villes un tiers plus cher que dans la seconde. Boston était remarquable par le dédale de ses rues étroites et par ses monuments historiques, Albany par sa physionomie hollandaise. A New-York fut jouée en 1786 la première pièce américaine, *The Contrast*, de Royal Tyler, plus tard grand juge du Vermont[1]. L'esprit puritain à Boston dénonçait encore le théâtre comme une école d'immoralité. Les vieilles lois interdisant les spectacles subsistaient. Samuel Adams, ce grand vieux calviniste (*Grand Old Calvinist*), dans un meeting à Faneuil Hall, fulmina contre les acteurs; mais déjà il n'était plus de son temps, et la population bostonienne réclamait contre le maintien d'une législation arriérée. Une troupe d'acteurs, spéculant sur la vivacité de ce sentiment, installa une salle provisoire et invita le public à y venir entendre des *Lectures morales ou tragiques*, comme *Jane Shore*, ou *Tom et Sally*. La loi étant ainsi formellement violée, le gouverneur Hancock envoya le sheriff qui apparut au milieu d'une représentation, arrêta les acteurs et congédia les spectateurs en offrant de faire rendre l'argent. Le public refusa l'offre et hua la police. Les acteurs furent mis en liberté. La législation restrictive fut enfin abrogée à Boston en 1793. L'opposition

1. Royal Tyler, avant d'être grand juge, fut un très fécond producteur d'essais humoristiques, en prose et en vers, publiés dans un grand nombre de journaux, et qui furent très goûtés en leur temps. Fédéraliste convaincu, il railla l'engouement pour la démocratie française, les habitudes et les manières frivoles de son temps, et certaines folies passagères, comme celle de la spéculation sur des terres du sud-ouest.

Né en 1756, à Boston, il étudia à Harvard, apprit le droit dans l'office de John Adams, et fut pendant quelque temps aide de camp du général Lincoln. C'est au cours d'une visite à New-York qu'il fit représenter, le 16 avril 1786, sa pièce, *The Contrast*, au théâtre de John Street. Il y donna, le mois suivant, une seconde pièce, *May Day, or New-York in an Uproar* (Jour de mai, ou New-York en tumulte), au bénéfice de l'acteur principal. En 1797, il composa une pièce en trois actes, *The Georgia Spec*, ou *les Terres de la lune*, peinture satirique des scènes auxquelles donnèrent lieu les tripotages de l'affaire des *Yazoo lands* (terres sur les rives du Yazoo, affluent du Mississipi).

des quakers retarda jusqu'en 1789 les débuts du théâtre à Philadelphie. Quatre ans plus tard était construite une salle élégante contenant deux mille spectateurs. La démocratie ne perdait cependant pas ses droits : une dame de la haute société pennsylvanienne, Mrs Bingham, ayant voulu louer une loge à l'année, le directeur n'y consentit point, de peur de choquer les idées républicaines et égalitaires du jour par la concession d'une sorte de privilège aristocratique.

Philadelphie était la première ville de l'Union, la plus vaste, la plus peuplée, le siège provisoire du gouvernement; elle faisait un commerce florissant; cependant la vie y était extrêmement simple; ses sociétés savantes et philanthropiques, ses collèges et ses hôpitaux fameux ne donnaient à ses rues rectilignes, la plupart plantées d'arbres, aucune animation. Sur toute la région planait une sérénité un peu lourde et triste. Point de traits caractéristiques, aucune physionomie particulière comme à Boston ou à Charleston. Les Philadelphiens étaient de toutes les races comme de toutes les religions. Les petites coteries distinctes s'y coudoyaient sans se confondre. Peu de monuments remarquables; beaucoup de maisons solides et confortablement meublées; une richesse peu apparente, mais substantielle. Philadelphie possédait un établissement de Monnaie, récemment fondé et dirigé par le savant astronome David Rittenhouse, successeur scientifique de Franklin. Là encore était le siège central de la Banque nationale. Cette grande ville, aux vastes espaces, fut visitée en 1793 par une violente épidémie de fièvre jaune (juillet et août). Pour combattre le fléau, le docteur Rush mit en œuvre le calomel et le julep. Il ne put prévenir une panique générale; dix-sept mille habitants quittèrent la ville; toutes les affaires furent arrêtées, il y eut une misère extrême chez les petites gens. Les administrations publiques se fermèrent à moitié. L'Assemblée générale de l'État s'ajourna; les fonctionnaires fuyaient, même des membres de la municipalité. On cite cependant le dévouement du maire Clarkson et de Stephen Girard, le célèbre bienfaiteur de Philadelphie. L'épidémie cessa en novembre, aux premières gelées; elle avait fait quatre mille victimes sur vingt mille habitants restés dans la ville.

La Pennsylvanie s'était donné en 1776 une constitution bien

imparfaite. La législature se composait d'une Chambre unique. Le pouvoir exécutif était confié à un comité, dont le chef, sous le nom de président, ne possédait qu'une autorité nominale. Un Conseil de censeurs (deux membres pour chaque comté) devait se réunir tous les sept ans pour statuer sur les violations de la Constitution et recommander des amendements. Cette forme de gouvernement eut des partisans et des adversaires également ardents : les « constitutionnels », démocrates jaloux des libertés populaires et des droits de l'État, et les « républicains », suspects de goûts aristocratiques, et qui reprochaient à la Constitution de manquer de contrepoids. Au temps du grand débat sur la ratification de la Constitution fédérale, les républicains avaient la majorité dans l'Assemblée et dans le Conseil exécutif. Au point de vue de la politique nationale, ils partageaient les vues du parti fédéraliste. Leurs chefs étaient Mifflin, Wilson, McKean, le chief-justice, et, parmi les plus jeunes membres, Ross, Addison, Sitgreaves. Les constitutionnels, antifédéralistes dans la politique nationale, avaient pour *leaders* Findley, Smilie, Snyder et Gallatin. Les républicains réussirent à faire convoquer une Convention populaire qui élabora une constitution nouvelle pour la Pennsylvanie (1790). L'ancienne Assemblée unique était remplacée par une législature à deux Chambres. Les représentants étaient élus pour un an, les sénateurs (beaucoup moins nombreux) pour quatre ans, avec renouvellement partiel. L'ancien Conseil exécutif était remplacé par un gouverneur élu pour trois ans par le peuple et investi dans l'État des mêmes pouvoirs que le président dans l'Union, mais sans droit de veto. Mifflin fut le premier gouverneur.

Les juges étaient nommés à vie. La constitution proclamait la liberté des cultes, de la presse, de la parole, et enjoignait à la législature d'instituer des écoles pour l'enseignement gratuit. En matière de diffamation contre les fonctionnaires, l'accusé était admis à faire la preuve. La Pennsylvanie conserva cette constitution intacte pendant près de cinquante ans[1].

1. Le Delaware, deux ans après la Pennsylvanie, modifia sa constitution dans le même esprit. Le « président » de l'État devint un « gouverneur » élu pour trois ans, nommant les fonctionnaires comme son collègue de l'État voisin, mais n'ayant pas plus que lui le droit de veto. Le Conseil législatif devint un Sénat; le Conseil exécutif disparut.

Les États du Sud.
Premier débat national sur l'esclavage (1791).

Les voyageurs européens, qui visitaient à cette époque les États-Unis, se contentaient généralement d'une tournée dans la région du Nord-Est et du Centre. L'un d'eux, Thomas Cooper (*Information respecting America*) vante ce pays « où le crédit public est solide, les taxes légères, la vie simple, les fortunes modestes, et où ne se rencontre pas, comme en Europe, l'affligeant contraste des excès de richesse et de pauvreté ». Rarement on allait plus loin que Richmond vers le sud. Washington n'oublia pas qu'il devait une visite à ses concitoyens des grandes forêts et des vastes plantations. Il avait déjà fait deux excursions dans les États du Nord et du Nord-Est. Il en fit une au cours de l'été de 1791 dans le Sud, suivit la côte par Frederiksburg, Richmond, Wilmington, Charleston et Savannah, et revint par les villes de l'intérieur.

Dès cette époque on était frappé, lorsqu'on passait de Pennsylvanie en Maryland, de la différence entre les effets du travail libre et du travail des esclaves[1]. L'aspect négligé des fermes et de la plupart des maisons des planteurs était l'indice certain du régime économique sous lequel vivaient ces régions. L'esclavage était souvent d'un médiocre rendement, à cause des enfants et des vieillards que le maître devait nourrir dans l'oisiveté. Dans le Delaware, le Maryland et la Virginie, les esclaves n'étaient pas traités cruellement. Mais il y avait, par suite de la facilité et de la douceur des relations entre les deux races, un grand relâchement moral, à Richmond surtout, où les habitudes licencieuses, vers la fin du siècle, faisaient presque scandale. De fortes tendances antiesclavagistes furent en jeu entre 1789 et 1793 en Angleterre et aux États-Unis. A Londres Clarke et Wilberforce proposaient l'abolition du com-

1. Il y avait cependant encore des esclaves dans les États septentrionaux, surtout à l'ouest de l'Hudson, et il s'en faisait dans les grandes villes un trafic régulier, dont ne paraissait point s'offusquer la masse de la population. Un journal de New-York, qui annonçait dans une colonne l'arrivée du président élu en 1789, offrait en vente, dans la colonne voisine, « un jeune nègre, beau, vigoureux, de quinze à seize ans ». La même année, un journal de Boston raconte, comme un fait des plus ordinaires, la capture dans cette ville et la restitution à leur propriétaire de deux esclaves fugitifs.

merce des nègres dans les Indes occidentales anglaises. Une grande société abolitionniste opérait en Pennsylvanie sous la direction de Franklin, du Dr Rush, de Tench Coxe, du chief-justice Jay [1]. Des associations analogues se formèrent dans plusieurs autres États. Les presbytériens, les méthodistes, les quakers surtout, étaient engagés dans ce mouvement : la Pennsylvanie avait adopté un système d'émancipation graduelle que le Connecticut, le Rhode-Island, le New-Hampshire s'étaient bientôt approprié. Dans le New-York, le New-Jersey, le Delaware, le Maryland et la Virginie, l'importation des esclaves était interdite [2]. C'est un Virginien, Parker, qui, dès la première session du premier Congrès national, proposa, par voie d'amendement au bill du revenu, l'imposition d'une taxe sur l'importation des esclaves. Des représentants du Nord firent échouer la proposition, craignant de mécontenter leurs collègues de la Caroline du Sud dont les voix leur étaient nécessaires pour l'établissement d'un tarif protecteur. Après une violente sortie de Jackson, de la Géorgie, contre les gens du Nord qui n'avaient point besoin d'esclaves et contre ceux de la Virginie qui en étaient suffisamment pourvus, Parker dut retirer sa motion. La question fut de nouveau soulevée, pendant la seconde session, à propos de pétitions présentées par les quakers des États du Centre et par la Société pennsylvanienne d'abolition. On conjurait le Congrès de se montrer juste et miséricordieux à l'égard de la race opprimée et d'user de la plénitude de ses pouvoirs pour décourager le commerce des esclaves.

Ces pétitions soulevèrent une violente tempête. Certains délégués de la Géorgie et de la Caroline du Sud accablèrent des plus grossières injures les pétitionnaires, cette « secte lâche qui, après avoir pactisé avec l'ennemi pendant la guerre de l'indépendance,

1. *La Société pennsylvanienne pour favoriser l'abolition de l'esclavage, venir en aide aux nègres libres, injustement détenus en servitude, et améliorer la condition de la race africaine* (titre long, comme on les aimait en ce temps), fondée en 1775, réorganisée en 1784, fut incorporée en 1789, avec Franklin pour président et Rush pour secrétaire. Elle avait pour objet principal de provoquer l'émancipation graduelle des noirs, et pour mission de persuader au Congrès qu'il devait favoriser la liberté dans les limites où la Constitution lui permettait d'agir. La Société avait des membres honoraires dans plusieurs États et même à l'étranger, La Fayette, Brissot et d'autres. Aucun maître d'esclaves n'y pouvait être admis.

2. Il n'avait pas tenu à Jefferson et à Wythe, commissaires pour la revision des lois virginiennes, que la législature de Richmond n'eût adopté une mesure d'émancipation graduelle.

prétendait maintenant devant le Congrès marquer d'un stigmate les gentlemen du Sud[1] ». Ces gentlemen ne purent cependant empêcher le renvoi des pétitions à un comité, par 43 voix contre 14. Sur le rapport de ce comité, nouvelle sortie des députés du Sud. Smith, Burke, Tucker, Jackson, Baldwin tinrent un langage aussi dédaigneux et arrogant que le fut jamais, plus tard, celui de Calhoun ou de Toombs. Le thème du débat était donné : les discussions ultérieures n'en furent plus que des variations. On y retrouve tous les arguments qui allaient alimenter la polémique esclavagiste pendant un demi-siècle : l'esclavage chez les Romains et les Grecs; les nègres, race inférieure, destinée par la nature à la servitude; traitement paternel assuré dans le Sud aux esclaves; les noirs heureux de leur sort; l'émancipation, une folie; les quakers, de mauvais citoyens. Sedgwick, Gerry, Sherman, Boudinot, Madison, Page, répondirent aux gentlemen de la faction sudiste en plaidant en quelque sorte les circonstances atténuantes pour les conclusions du rapport; le comité n'avait fait que poser en termes généraux les limites constitutionnelles jusqu'où pouvait s'étendre l'action du Congrès concernant l'esclavage.

Le rapport contenait sept résolutions. Les antiesclavagistes n'en sauvèrent que quatre. La majorité de la Chambre n'osa pas, tant les orateurs du Sud avaient parlé haut et fort, laisser rappeler que le Congrès avait le droit, incontestable cependant, d'imposer une taxe de dix dollars à l'importation des esclaves. Elle n'osa pas non plus promettre aux auteurs des pétitions que le Congrès s'efforcerait de travailler à la réalisation de leurs vœux dans tous les cas où son autorité pourrait s'exercer. Les résolutions suivantes furent au contraire votées (mars 1790) : 1° le Congrès jusqu'en 1808 n'a pas le droit d'interdire l'importation ou l'immigration de personnes que tel État actuellement existant juge convenable d'admettre; 2° le Congrès n'a aucun droit de s'occuper de l'émancipation des esclaves, ou du traitement dont ils sont l'objet dans les États, ceux-ci étant seuls maîtres d'édicter à cet égard tous règlements que peuvent suggérer l'humanité et une saine politique; 3° le Congrès a le droit d'empêcher des citoyens des États-Unis de faire la traite pour fournir

1. Voir les discours dans Hildreth, vol. IV (1er volume de la seconde série).

d'esclaves les étrangers; il peut aussi exiger que les nègres destinés aux États soient traités humainement à bord des navires qui les portent; 4° le Congrès a le droit d'empêcher des étrangers d'équiper dans les ports américains des bâtiments pour la traite.

Au cours du débat l'indépendance des États fut le point capital de l'argumentation. Les partisans de l'esclavage, visant toujours au delà du but, transformaient en intentions déterminées de leurs adversaires les dangers éventuels de l'avenir et de simples désirs en résolutions définitives. Ils proféraient, comme conclusion, des menaces aussi violentes que si les conséquences qu'ils redoutaient des plans hostiles du Nord eussent été déjà des faits accomplis qu'il leur fût impossible d'accepter. Tucker, de la Caroline du Sud, s'étendit longuement sur les conséquences d'une émancipation générale, alors qu'il ne s'agissait que du renvoi des pétitions à une commission. Il déclara que ce serait la guerre civile : « Ces gens comptent-ils sur une émancipation générale par la loi? Les États du Sud ne l'accepteront pas sans une guerre civile. »

Les esclavagistes, dans le Sud et dans le Nord, ont voulu faire croire au monde, et pendant assez longtemps non sans succès, que, jusqu'au compromis du Missouri, l'esclavage était condamné si sincèrement dans les États du Sud, que l'on aurait sûrement trouvé les moyens de le supprimer graduellement, si l'intervention inopportune des abolitionnistes n'avait pas retourné tout à fait l'opinion publique. Ces assertions sont suffisamment démenties par le ton qui prévalut dans ce premier débat sur l'esclavage [1].

Un mois plus tard les esclavagistes remportèrent une victoire plus décisive à l'occasion d'un vote par lequel le Congrès acceptait de la Caroline du Nord, au nom de l'Union fédérale, la cession du territoire du Sud-Ouest qui devint plus tard l'État du Tennessee. A cette cession en effet était attachée une condition qui forme une triste contre-partie aux principes proclamés dans la célèbre ordonnance de 1787 organisant le territoire du Nord-Ouest; le Congrès s'engageait à ne prendre, dans le territoire du Sud-Ouest, aucune mesure tendant à l'émancipation des esclaves. Ainsi l'esclavage était interdit au nord de l'Ohio et reconnu au sud. C'était une

1. Holst, vol. I.

extension, jusqu'au Mississipi, du compromis entre la liberté et l'esclavage, que la Constitution n'avait fait qu'esquisser en le sanctionnant pour les treize anciens États. De là encore, dans la troisième et dernière session du premier Congrès, l'admission simultanée (février 1791) du Vermont et du Kentucky comme nouveaux États, l'un pourvu d'une constitution libre, l'autre d'une constitution esclavagiste. Le Kentucky, dont la constitution n'était pas encore prête, ne devait prendre rang parmi les États qu'en juin 1792; mais il avait fallu que le principe du partage du territoire national entre la liberté et la servitude fût nettement posé et l'équilibre solidement établi [1]. Désormais les nouveaux États ne seront admis que deux par deux, l'un au nord, l'autre au sud.

Les Constitutions de la Caroline du Sud et de la Géorgie.

Dans ces États méridionaux, où l'esclavage étendait déjà un voile si sombre, et où ne pénétraient point les voyageurs, s'agitaient cependant des passions politiques locales d'une grande intensité. La Caroline du Sud en était en 1790 à sa troisième constitution depuis 1776. La première avait été l'œuvre d'un Congrès provincial; la seconde d'une Assemblée d'État; la troisième fut élaborée par une Convention populaire, ce qui marquait bien les trois étapes. La Convention se réunit en juin 1790 dans la capitale, Columbia. Fut déclaré électeur « tout citoyen libre payant contribution ». Plus tard le terme de « citoyen libre » constitua une distinction suffisante dans ce pays de servitude noire. Le nombre des électeurs resta toujours très restreint relativement à la population.

Les 124 membres de l'Assemblée, élus pour deux ans, furent

1. Les journaux du temps fournissent la preuve que l'opinion ne se trompait pas sur le sens de cette admission simultanée. Le principe fut même mis en vers :

Kentucky to the Union given,
Vermont will make the balance even,
Still Pennsylvania holds the scales,
And neither South nor North prevails.

« Le Kentucky donné à l'Union, — le Vermont fera contrepoids; — la Pennsylvanie tient toujours la balance; — ni le Sud ni le Nord ne prévaut. »

Franklin mourut le 17 avril 1791 dans le temps même où l'Union primitive des treize États s'accroissait de ces deux nouveaux membres. Il avait quatre-vingt-quatre ans.

répartis dans les quarante-trois districts d'après la richesse, et si arbitrairement que la majorité de la Chambre fut toujours assurée d'être élue par une minorité des habitants libres blancs. On établit un cens d'éligibilité, 500 acres de terre et 10 nègres ou un capital de 666 dollars pour la Chambre, et 6 666 dollars pour le Sénat (36 membres, élus par districts). Le gouverneur reçut peu de pouvoirs, la nomination des juges et de tous les autres fonctionnaires fut donnée à la législature (*by joint ballot*). La constitution contint une déclaration de droits. Il y était dit que tout pouvoir dérivait du peuple, mais aucune mention n'y était faite de l'égalité naturelle entre les humains. Les clauses de la constitution de 1778 concernant une Église d'État furent supprimées, et la liberté des cultes proclamée. Les ministres de la religion furent exclus de la législature et des offices de gouverneur et de sous-gouverneur. Le droit de primogéniture était aboli. Sous des formes démocratiques, cette constitution assurait le contrôle des affaires à une minorité riche et éclairée. Les pouvoirs étaient assez mal équilibrés; toute la force était dans l'Assemblée, qui tenait dans une sujétion complète le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. C'était le même régime qu'en Virginie et Jefferson l'avait défini : un despotisme électif.

La Géorgie opéra aussi des changements dans sa constitution sous la première présidence de Washington. Une Convention populaire se réunit en 1789 et siégea de mai à octobre. Comme dans la Pennsylvanie, le système de la législature à deux Chambres fut substitué à celui de l'Assemblée unique. La législature géorgienne se composa de 11 sénateurs élus pour trois ans et de 35 représentants. Mêmes traits généraux dans cette constitution que dans celle de la Caroline du Sud, État voisin, soumis au même régime économique. Quelques points cependant diffèrent. Le gouverneur est choisi pour deux ans par le Sénat sur trois candidats désignés par la Chambre. Il nomme les officiers de milice; l'Assemblée nomme les juges (pour trois ans) et les fonctionnaires. La constitution interdit les substitutions et établit le principe du partage égal des biens entre les enfants. Il était arrêté qu'après un délai de cinq ans une nouvelle Convention serait convoquée pour statuer sur tels changements constitutionnels qui pourraient être reconnus néces-

saires. La Géorgie comprenait alors le pays entre le Savannah, l'Oconee et l'Altamaha. Les Indiens avaient cédé aussi la côte entre l'Altamaha et le St. Mary; mais ce district était dépourvu de tout habitant. Le reste de la Géorgie actuelle était occupé par les Creeks et les Cherokees. Les Géorgiens n'en réclamaient pas moins la souveraineté avec droit de préemption sur les terres des Indiens [1], non seulement jusqu'au Chattahoochee, mais encore sur tout le district du Chattahoochee au Mississipi (aujourd'hui les deux États de l'Alabama et du Mississipi).

1. Immédiatement après l'adoption de la constitution (déc. 1789), la première législature vendit le droit de préemption sur des territoires à l'ouest du Chattahoochee à trois compagnies privées : le prix (200 000 dollars) devait être payé en espèces. Les compagnies ne voulant payer qu'en papier-monnaie géorgien déprécié, le marché fut déclaré nul et les mêmes terres furent revendues à d'autres compagnies, origine des fameux *Yazoo Claims*.

CHAPITRE LXVIII

COLONS ET INDIENS DANS L'OUEST

L'immigration européenne. Le *settler*. — L'insurrection du whisky (1791-1794). — Relations avec les Indiens dans l'Ouest. — Le désastre de Saint-Clair (novembre 1791). La victoire de Wayne (1794). Le Nord-Ouest pacifié (1795).

L'immigration européenne. Le « settler ».

L'immigration européenne aux États-Unis fut très importante après 1790. Il arrivait des réfugiés de France et des Indes occidentales françaises, des paysans d'Angleterre, d'Irlande et d'Allemagne. L'attrait qu'offrait l'Amérique aux émigrants comprenait plusieurs éléments : l'ouverture du territoire de l'Ouest à la colonisation, une demande constante de main-d'œuvre, les avantages d'un gouvernement libéral, avec l'égalité des droits et des charges. On fuyait l'Europe appauvrie et déchirée par la guerre pour gagner une terre promise où régnait la paix avec l'abondance, et où le sol se donnait à qui le voulait prendre. Le gouvernement favorisait lui-même ce mouvement. En 1793 parut un ouvrage intitulé : *Views of the United States*, de Tench Coxe, composé au département du Trésor pour l'édification des habitants du vieux monde qui désiraient émigrer. Les nouveaux arrivants d'Europe allaient surtout peupler le centre de l'État de New-York où se rendaient également en grand nombre les habitants de la Nouvelle-Angleterre. Les villes de Rome, Utica, Syracuse, Palmyre, s'élevèrent sur les bords de la rivière Mohawk et dans le pays des

Oneidas et de l'Ontario. Ceux d'Allemagne allaient plutôt dans l'ouest de la Pennsylvanie. Les paysans qui partaient d'Europe, sans ressource pour payer leur passage, s'engageaient avec le capitaine pour la location de leur service durant un délai déterminé à des Américains consentant à rembourser ce prix de traversée. On les appelait des *redemptioners*. Ils prolongeaient encore souvent leur temps de service pour avoir des vêtements et des outils et s'amasser un petit pécule, après quoi ils achetaient quelques centaines d'acres sur un cours d'eau dans les comtés occidentaux pour quelques dollars, et allaient commencer une vie nouvelle.

La moyenne était de 150 à 300 acres pour une ferme. Le *settler* se construisait d'abord, en abattant quelques arbres, une *log-cabin* pour lui et sa famille. Cette hutte grossière, de troncs non équarris, était bientôt remplacée par la *log-house*, toujours en bois, mais déjà confortable avec des fenêtres vitrées et une cheminée. La forêt était coupée tout autour, élaguée plutôt; on brûlait toute la végétation du bas, les arbres les plus gros restaient debout; ceux-ci étaient attaqués à leur tour, mais on laissait les racines pourrir en terre, ce qui demandait dix ans au Nord et au Centre, beaucoup moins dans le Sud. Les cendres étaient vendues pour la potasse aux manufactures les plus prochaines. Le pionnier labourait au printemps, semait du blé indien et récoltait en octobre, accumulant des provisions d'hiver pour sa famille, son bétail, ses porcs et ses volailles. Pendant les premières années la vie était très rude, très solitaire. Aucune distraction; la chasse presque seule fournissait la subsistance. La vente des peaux donnait toutefois un bénéfice. La pêche était encore une ressource en même temps qu'un délassement.

Peu à peu le défrichement s'est étendu; on récolte du blé, du tabac; des vergers, des jardins potagers ont été installés; on vend ses produits et on arrondit son capital, tandis que les fils et les filles grandissent. Le voisinage commence à se peupler. Une scierie s'est établie; des maçons et des menuisiers sont à portée; on remplace la *log-house* par un bâtiment régulier, commode et vaste. Si le canton prospère, le fermier devient commerçant ou politicien; peut-être sera-t-il envoyé à la législature de l'État, puis au

Congrès. Il marie ses fils et les établit sur une partie non encore cultivée de son domaine ou les envoie à leur tour défricher plus à l'ouest.

Mais tous ne réussissent pas. Tel a pu tomber sur une mauvaise terre, ou sa récolte a été ruinée par un ouragan, ou il est impatient, paresseux; sa ferme ne suffit pas à nourrir sa femme et ses enfants. Le dégoût le prend; il part et s'enfonce plus avant dans l'Ouest, descendant, à chaque changement de résidence, d'un degré de plus dans la misère, laissant femme et filles s'épuiser de privations, tandis qu'il rôde tout le jour dans la forêt avec son chien, son fusil et son flacon de whisky, mécontent de la société et plus encore de lui-même, fuyant sans cesse devant chaque vague nouvelle de population qui s'avance de l'est. Ce n'est déjà plus un *settler*; c'est un demi-sauvage, le rôdeur équivoque, sur la limite qui sépare les pionniers des Indiens[1].

L'insurrection du whisky (1791-1794).

C'est dans ce milieu de défricheurs, de conquérants du sol, qu'éclata l'insurrection du whisky, le premier choc où le gouvernement fédéral eut à faire l'épreuve de sa force pour la répression des désordres intérieurs et du refus d'obéissance aux lois générales de l'Union. Les colons avaient jadis emporté d'Angleterre une profonde répulsion contre les droits d'accise[2], répulsion que s'étaient transmise les générations et qui se communiqua des colons d'origine anglaise à ceux des autres races sur le sol américain. C'est en mars 1791 que le secrétaire du Trésor, Hamilton, proposa au Congrès et lui fit adopter l'établissement d'un droit sur les boissons spiritueuses distillées aux États-Unis. Au delà des Alleghanys les pionniers distillaient presque tous eux-mêmes leur whisky. Hamilton commettait ce genre d'atteinte à la liberté, qui est connue de nos jours sous le nom de violation du privilège des bouilleurs de cru. Le mécontentement éclata avec une grande vivacité dans les populations clairsemées de l'ouest de la

1. Voir Schouler, I, 225.
2. Impôts sur les boissons.

Pennsylvanie, de la Virginie et des Carolines. Mais la résistance fut surtout obstinée dans les comtés occidentaux de la Pennsylvanie. En juillet un premier meeting d'indignation se réunit à Red Stone Old Fort. On y contesta le caractère constitutionnel de la mesure, en dépit des termes formels du texte sacré [1]. Le mois suivant le comité d'agitation du comté de Washington déclara la mise en interdit [2] de tout individu qui se présenterait comme inspecteur chargé de l'exécution de la loi. Quinze jours plus tard le collecteur, Robert Johnson, fut goudronné, souvenir des temps révolutionnaires. D'autres encore subirent le même traitement.

Le Congrès laissa traîner les choses. Il se décida en 1792 à voter un « *Act* pour la convocation de la milice en vue de l'exécution des lois fédérales »; mais en même temps, voulant éviter l'emploi de la force, il réduisit le montant de l'impôt et concéda d'autres facilités aux distillateurs. L'agitation ne diminua pas. Elle était encouragée par le journal de Freneau, qui excitait les rudes habitants de ces contrées, la plupart presbytériens écossais ou luthériens allemands, à s'organiser pour la résistance : c'était une des formes les plus singulières de la guerre que Jefferson, sous le couvert du rédacteur de la *Gazette*, faisait à son collègue Hamilton. Une Convention de délégués des quatre comtés occidentaux de la Pennsylvanie se réunit à Pittsburg en août 1792. Il y fut proclamé que les taxes intérieures sur la consommation étaient destructrices de la liberté [3], qu'il fallait adresser des remontrances au Congrès et recourir à tous autres moyens légaux pour empêcher l'application de la loi (notamment intimider, en

1. « Le Congrès aura le pouvoir : d'établir et de percevoir des taxes, droits, impôts et *excises*,... à la condition que tous les droits, impôts et *excises* soient uniformes dans toute l'étendue des États-Unis. » (Constitution, Art. 1, sect. VIII, § 1.)

2. Ce que les Anglais appellent « boycotter ».

3. Quelques griefs étaient assez légitimes. Les mécontents se plaignaient de l'iniquité des dispositions légales qui les obligeaient à payer en espèces et non en nature les droits de distillation, malgré la rareté du numéraire dans ces régions où le commerce se faisait encore par voie d'échange de denrées. De plus, en cas de contestations et pour tous procès, la justice fédérale seule devait être saisie, en sorte que les distillateurs des environs de Pittsburg pouvaient être cités à comparaître à Philadelphie pour répondre des délits relevés contre eux.

En juin 1794 le Congrès décida que les tribunaux de l'État pourraient être saisis de tous procès relatifs à des délits commis à plus de cinquante milles de la plus prochaine cour fédérale. Mais il était trop tard; les comtés de l'Ouest étaient déjà soulevés.

les menaçant de brûler leurs maisons, les inspecteurs et les collecteurs fédéraux de la taxe, installés dans chaque comté [1]).

Hamilton était d'avis de réprimer tout de suite par la force cet esprit de rébellion contre la loi. Mais Washington, hésitant, se contenta de lancer une proclamation. Cette longanimité de l'administration ne fit qu'enhardir les mécontents. La révolte fut confinée d'abord aux pionniers et aux Irlandais et Écossais de la frontière, qui n'admettaient pas qu'ils eussent à contribuer pour un denier au soutien de l'Union et réclamaient la liberté de la distillation comme un droit naturel. Bientôt après, d'autres éléments s'associèrent au mouvement. On allait combattre pour les libertés du peuple : on institua des Comités de correspondance comme aux premiers temps de la lutte contre l'Angleterre; on parlait déjà de se séparer de l'Union. Le danger réel dans cette aventure était la disposition d'esprit dans laquelle se trouvait le peuple américain à l'égard de la question. Dans une bonne moitié de la population, le sentiment de la nécessité d'une obéissance absolue à la loi n'existait qu'à l'état embryonnaire, et dans le reste il faisait absolument défaut. C'est ce qui liait les mains au gouvernement, les antifédéralistes faisant tout pour entretenir le public dans cette disposition.

Pendant trois années quelques comtés isolés réussirent ainsi à se soustraire à l'exécution d'une loi fédérale. Les hommes d'État prévoyants commençaient à augurer fort mal d'un tel fait pour l'avenir de l'Union. Hamilton avait proposé surtout le droit d'accise dans une intention d'ordre fiscal, mais il s'y joignait aussi une pensée politique. L'exercice du droit, conféré formellement au Congrès par la lettre même de la Constitution, d'établir des taxes intérieures, devait fatalement se heurter à une vive résistance. Il voulait engager tout de suite la lutte, avant que les éléments d'opposition se fussent consolidés. L'établissement de droits d'accise par le gouvernement général avant que les États en eussent pris de fait le monopole, avait cet avantage qu'il introduisait très vite et avec une grande force dans la conscience de chaque citoyen le caractère national de l'Union.

Le débat prenait chaque jour plus d'importance et les mécon-

1. Albert Gallatin, une des notabilités de l'Union quelques années plus tard, prit part aux débats de cette Convention.

tents devenaient plus audacieux. Hamilton, dans l'été de 1794, résolut de faire intervenir avec énergie les forces de l'administration. Il considéra que l'heure était venue de tenter une épreuve pour constater si la constitution nouvelle avait réellement créé un gouvernement. L'occasion ne tarda pas à se présenter. Un marshal des États-Unis qui s'était rendu dans les comtés de l'Ouest pour distribuer un certain nombre d'assignations à comparaître à Philadelphie, fut assailli dans la maison de l'inspecteur du district par quelques centaines d'hommes. Après une très vive résistance pendant laquelle cinq ou six des assaillants furent blessés, les deux représentants de l'autorité fédérale réussirent à s'échapper, mais la maison fut incendiée. Les faits de ce genre se multiplièrent et l'émeute se dessina plus nettement. L'éloignement de tout centre commercial, la rareté ou la difficulté des voies de communication, faisaient de la plupart des agriculteurs, dans les établissements de l'Ouest, autant de distillateurs, c'est-à-dire autant de mécontents. Les trappeurs, aventuriers, coureurs de bois, gens n'ayant rien à perdre et tout à gagner à des mouvements populaires, abondaient dans les forêts et les prairies arrosées par les hauts affluents de l'Ohio. Le 1er août 1794, deux ou trois mille hommes se réunirent en armes à Braddock's Field, à l'appel du chef de l'insurrection, David Bradford. La poste fut attaquée, les lettres interceptées. La terreur régnait à Pittsburg où défilèrent, sans d'ailleurs se livrer à aucun désordre grave, les volontaires de l'émeute.

Washington lança une nouvelle proclamation invitant les insurgés à rentrer dans le devoir et nomma des commissaires chargés de recevoir la soumission de tous ceux qui avaient pris part aux troubles et se déclareraient prêts à obéir aux injonctions du gouvernement. Mal accueillis par la population, les commissaires durent renoncer à leur mission de paix et Washington s'avança vers les districts rebelles à la tête de quinze mille hommes des milices du New-Jersey, de la Pennsylvanie, du Maryland et de la Virginie[1].

1. « Le Congrès aura le pouvoir : ... d'ordonner la convocation de la milice pour assurer l'exécution des lois de l'Union, réprimer les insurrections et repousser les invasions. » (Const. Art. I, sect. IX, § 15.)

« Le Président sera commandant en chef de l'armée et de la marine des États-Unis et de la milice des divers États, lorsqu'elle sera appelée au service actif des États-Unis. » (Const. Art. II, sect. II, § 1.)

Hamilton avait conseillé de réunir d'un seul coup une force assez imposante pour que toute idée de lutte fût enlevée aux comtés insurgés, et que l'autorité du gouvernement fût rétablie sans la charge de l'odieux que provoque toujours l'effusion du sang des citoyens. Le président suivit le conseil et les prévisions d'Hamilton se trouvèrent vérifiées. La seule approche des quinze mille hommes de milice suffit pour tout faire rentrer dans l'obéissance.

Washington s'arrêta bientôt en effet, avisé que les insurgés se dispersaient de tous côtés et que le rétablissement de l'ordre légal ne se heurterait à aucune résistance. Les milices franchirent toutefois les monts Alleghanys (octobre et novembre 1794), non sans de grandes fatigues, sous la conduite de Henry Lee, gouverneur de la Virginie. Hamilton accompagnait l'expédition. Les soumissions arrivèrent de tous côtés. Bradford et les plus compromis de ses acolytes s'échappèrent en descendant l'Ohio. On fit quelques arrestations; deux condamnations furent prononcées, mais le président fit grâce.

Ceux qui avaient secrètement attisé le feu furent très irrités d'une si prompte et si pacifique issue de l'affaire. Après avoir annoncé que la milice n'obéirait pas, et que l'on suscitait une guerre civile, ils accusaient maintenant Hamilton d'avoir fait d'une souris un éléphant. Ils prédisaient que l'emploi de la force aurait pour résultat inévitable la sortie de l'Union des comtés menacés. Ces prophéties et ces plaintes contenaient une part de vérité. C'est parce que Washington le sentait bien qu'il hésita si longtemps à prendre les mesures que tout gouvernement d'un État bien organisé eût dû prendre trois années plus tôt. C'est aussi par ce seul côté que l'incident eut quelque importance. Il convient enfin d'ajouter que si Hamilton fit appeler 15 000 hommes de milice, là où il en aurait fallu 4 ou 5 000, c'est qu'il n'avait aucune confiance dans les dispositions d'une partie de ces troupes. Mifflin dut parcourir toute la Pennsylvanie pour obtenir à force d'éloquence que cet État fournît son contingent. Jefferson raconte que les milices furent accueillies par des railleries dans les comtés insurgés, que, sur bien des points des Alleghanys, un millier d'hommes eussent pu mettre toute l'armée en pièces; ce qui n'em-

pêcha pas les adversaires d'Hamilton de déclamer contre la réunion d'une si forte masse de troupes, instrument d'un insupportable despotisme.

Relations avec les Indiens dans l'Ouest.

Les immigrants, pénétrant, de plus en plus nombreux, dans l'Ouest, se heurtaient aux tribus indiennes, jadis maîtresses de ces solitudes, et qui ne se laissaient point sans lutte rejeter dans les profondeurs du désert occidental. Les Peaux-Rouges avaient presque toujours été pour les colons des ennemis irréconciliables. Les tribus de la côte avaient été exterminées, leurs débris recueillis dans les nations plus éloignées. Que ce fût la faute des indigènes ou celle des blancs, aucune fraction de cette race déshéritée n'avait été gagnée à la civilisation. Même la politique conciliatrice de Penn et des premiers quakers n'avait pu porter de fruits durables. Les colons avaient bien adopté le système de traiter avec les chefs des tribus pour l'achat de leurs terrains de chasse. Mais les Indiens, constamment trompés dans ces marchés où les engageait leur misère invétérée, considérés par les pionniers comme des êtres hors la loi, violaient sans hésiter les conventions les plus solennelles, tombaient à l'improviste sur les blancs qui venaient empiéter sur leur domaine, incendiaient les fermes isolées, les *log-houses* des trappeurs à la lisière des établissements européens, et massacraient tout ce que pouvaient atteindre leurs tomahawks. Avec ces sauvages aucune entente possible, aucun accord permanent. Il n'y avait lieu de songer à les fondre dans la population blanche.

Le gouvernement fédéral, cependant, investi par la constitution du droit de régler les relations des États et des particuliers avec les Indiens[1], avait à adopter à l'égard de ces derniers une politique déterminée; il lui incombait de prendre les mesures propres à mettre un terme à cette guerre incessante de surprises, d'embuscades, qui désolait toute la région séparant le désert des districts

1. « Le Congrès aura le pouvoir : ... d'établir des règlements pour les relations commerciales avec les nations étrangères, entre les divers États, et avec les tribus indiennes. » (Const. Art. I, sect. VIII, § 3.)

peuplés. Au moment où Washington prenait en main le pouvoir, la confédération des Six Nations était brisée; l'État de New-York avait acquis successivement toute l'étendue des terres fertiles que ce peuple avait occupées. Mais entre les monts Alleghanys et le Mississipi vivaient d'autres tribus, puissantes, belliqueuses, avec lesquelles depuis un quart de siècle les Européens étaient entrés en contact direct (Wyandots, Delawares, Chippewas, Ottawas, entre l'Ohio et le lac Érié). La Confédération défunte avait été impuissante à les tenir sérieusement en échec, malgré le coup assez rude qu'elle leur avait infligé à la fin de la guerre de l'indépendance et qui avait eu raison du soulèvement de Pontiac.

Ces Indiens si redoutés n'étaient pourtant pas très nombreux. Au sud de l'Ohio, entre cette rivière et les rivages du golfe du Mexique, vivaient environ 70 000 Peaux-Rouges, hommes, femmes et enfants, répartis en quatre nations, ou groupes principaux de tribus; les Chickasaws et les Choctaws à l'ouest sur le bas Tennessee et le Mississipi, et les deux puissantes confédérations des Cherokees et des Creeks. Les Cherokees avaient habité naguère la région fertile au sud de la rivière Cumberland et les hautes vallées du Tennessee et de ses affluents (État du Tennessee, partie de l'Alabama, de la Caroline du Nord et de la Géorgie); les Creeks occupaient les plaines du sud, arrosées par l'Appalachicola et l'Alabama et leurs tributaires (États de la Géorgie et de l'Alabama).

Les Caroliniens avaient soutenu des luttes acharnées contre les Cherokees qu'ils avaient enfin chassés de leurs belles vallées et rejetés dans le pays des Creeks. Mais le gouvernement fédéral était intervenu en faveur des Indiens, qui revendiquaient un droit de propriété, reconnu par le Congrès continental, sur les terrains envahis par les Caroliniens. L'entrée tardive de ceux-ci dans l'Union avait jusqu'alors empêché les négociations d'aboutir. Les Creeks, voisins des Espagnols qui leur fournissaient des armes et des munitions, étaient pour la Géorgie de redoutables ennemis. On a vu cependant qu'ils avaient cédé à cet État la région située à l'ouest et au sud de l'Oconee. Mais ils prétendirent que cette cession leur avait été arrachée frauduleusement, et

d'ailleurs le traité conclu à cet égard, n'ayant pas été ratifié par le Congrès, n'était pas valide. Les hostilités recommencèrent et les Creeks portèrent leurs ravages jusque dans les environs de Savannah [1].

Washington envoya des commissaires pour faire une enquête sur place et trancher le litige entre les Géorgiens et les Creeks. Le chef de ces derniers était un métis, Andrew McGillivray, dont le père, Écossais et tory, avait eu ses biens confisqués en Géorgie. Le fils, jeune homme instruit et intelligent, s'était réfugié dans la tribu de sa mère et avait acquis une grande influence sur toute la confédération. McGillivray fut invité à venir à New-York pour y négocier un traité pendant la session du Congrès (juillet 1790). Il arriva avec une escorte de vingt-cinq guerriers, et reçut l'accueil le plus flatteur de la population, du Congrès, du président, du secrétaire de la guerre et du gouverneur du New-York. La législature fédérale venait précisément de voter une loi interdisant tout commerce avec les tribus indiennes sans une licence du président, et tout achat de terres indiennes excepté au nom des États-Unis (22 juillet 1790). Les négociations aboutirent promptement à la restitution aux Creeks du pays au sud et à l'ouest de l'Oconee, indûment réclamé par la Géorgie [2]. Un article secret attribuait à McGillivray le traitement d'un agent fédéral et le monopole des fournitures aux Indiens. Ce traité, le premier signé par le gouvernement national nouveau avec les Peaux-Rouges, fut confirmé par le Sénat et ratifié solennellement en présence de McGillivray et de ses compagnons, qui terminèrent la cérémonie par le chant de paix des Creeks.

Les Indiens étaient moins nombreux encore au nord qu'au sud de l'Ohio. On n'évalue pas à plus de trente ou quarante mille la population indigène qui habitait à cette époque la région du Nord-Ouest (les cinq États de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois, du Michigan et du Wisconsin); mais la férocité de ces tribus était une cause perpétuelle d'inquiétude pour les établissements nais-

1. Les graves périls auxquels étaient ainsi exposées les frontières de la Géorgie et de la Caroline du Sud n'avaient pas peu contribué à jeter ces deux États dans les bras de la nouvelle Union fédérale.

2. Cet État ne se soumit pas aisément à cette décision et les Creeks ne tardèrent pas à être de nouveau dépossédés.

sants de l'Ouest. Les guerriers des rives du Wabash étaient depuis des années la terreur des pionniers du Kentucky. Ce pays, le premier des États formés au delà des montagnes, avait été le théâtre de tant de scènes de carnage qu'on l'avait surnommé le « territoire sombre et sanglant ».

Le désastre de Saint-Clair (novembre 1791). La victoire de Wayne (août 1794). Le Nord-Ouest pacifié (1795).

Les Anglais qui détenaient encore contre tout droit, depuis la paix de Versailles, les frontières du Nord-Ouest, et notamment Détroit, ne cessaient d'encourager les Indiens à réclamer la propriété de tout le territoire entre les grands lacs, l'Ohio et le Mississipi. Pour arrêter les incursions continuelles des Peaux-Rouges qui venaient porter leurs ravages jusqu'aux environs de Pittsburg, Washington avait nommé le major général Saint-Clair, d'origine écossaise, gouverneur du territoire du Nord-Ouest. Il lui donna l'ordre de diriger une expédition contre le pays des Miamis. Une troupe de quinze cents hommes, commandés par le général Harmar, quitta Fort Washington (Cincinnati) et parvint à Chillicothe[1], sur le Maumee. Le village et les champs de blé furent brûlés, mais un lieutenant de Harmar fut attiré dans une embuscade par le célèbre chef Little Turtle, et près de quatre cents hommes périrent. Le détachement, devenu trop faible, dut reprendre en hâte le chemin de Fort Washington (novembre 1790). Saint-Clair avait servi jadis sous Wolfe. Compagnon d'armes du président pendant la guerre de l'indépendance, il avait dû à une amitié fidèle plus qu'à de réels talents militaires le poste d'avant-garde et de surveillance active qui lui était confié. Agé, goutteux, il n'était plus l'homme de la campagne qui devait venger Harmar et ses compagnons. Washington cependant n'hésita pas à le charger de cette périlleuse mission. Il s'agissait de transporter trois mille hommes avec de l'artillerie de Fort Washington aux sources de la rivière Wabash. La marche commença le 6 septembre 1791. On construisit deux forts (Hamilton et Jefferson). La discipline faisait défaut dans cette petite armée; les désertions se multiplièrent parmi

1. Localité distincte de Chillicothe sur le Scioto.

les miliciens. Le 3 novembre Saint-Clair arriva avec quatorze cents hommes à un point éloigné de 95 milles de Fort Washington. Rien n'annonçait la présence de nombreux Indiens. Cependant Little Turtle, chef des Miamis, et Blue Jacket, chef des Shawnees, étaient près de là avec deux mille guerriers. Le lendemain 4, à l'aube, les Indiens attaquèrent à l'improviste, et les Américains furent complètement battus. Saint-Clair ramena son armée épuisée et décimée à Fort Washington. On avait fait au retour en quatre jours le chemin qui avait demandé deux mois à l'aller. Les Américains avaient perdu, dans le combat du 4 novembre, soixante officiers et huit à neuf cents soldats, tués ou blessés. La Chambre des représentants ordonna sur la conduite du général une enquête qui aboutit à un acquittement. Saint-Clair resta gouverneur du Nord-Ouest jusqu'en 1802, mais il fut remplacé dans le commandement militaire par le général Anthony Wayne. Sous l'émotion du désastre, le Congrès vota (mars 1792) la levée de trois nouveaux régiments, et l'autorisation pour le président de convoquer la milice, conformément au statut constitutionnel, afin d'appliquer les lois des États-Unis, de supprimer les insurrections et de repousser les invasions de troupes étrangères ou des Indiens.

La défaite de Saint-Clair ne retarda que momentanément la colonisation du Nord-Ouest. Certains spéculateurs avaient trop rapidement escompté les résultats de cette poussée de la race anglo-saxonne dans la grande vallée du Mississipi. Il s'était formé plusieurs sociétés foncières. La compagnie de l'Ohio, qui avait acquis du Congrès continental quelques millions d'acres sur l'Ohio, du Muskingum au Scioto, ne prospéra pas comme l'avaient fait présumer ses brillants débuts [1]. Les lots furent mis en vente à un prix beaucoup trop élevé et ne trouvèrent pas preneur. Des pionniers venaient s'établir sur les parties de terre qu'ils trouvaient à leur convenance et bravaient toutes mesures d'éviction. La plupart de ces spéculateurs furent ruinés et le Trésor fédéral ne retira qu'un bénéfice insignifiant de cette application d'une première méthode d'aliénation en bloc du domaine public.

Près de deux ans s'étaient écoulés déjà depuis l'humiliante

1. Voir chap. LX.

défaite sur les bords du Wabash. On continuait à négocier avec les Indiens, qui ne voulaient rien entendre, tant qu'on ne leur concéderait pas l'Ohio comme frontière méridionale. Enfin le général Wayne, le héros de Stony-Point, ayant formé une petite armée, compacte et exercée, de trois ou quatre mille hommes, la fit avancer, à la fin de 1793, de Pittsburg à Fort Washington, puis de là suivit le trajet qu'avaient déjà tracé Harmar et Saint-Clair, profitant de l'expérience de ses devanciers et conduisant la campagne avec une prudence qui lui fit donner par les Peaux-Rouges le surnom de *Serpent noir*. Il revit le théâtre du massacre des soldats de Saint-Clair et passa l'hiver dans le voisinage. En juin 1794, il se remit en marche, ayant couvert de forts la route par laquelle il était venu. Après avoir pourvu tous ces postes de garnisons suffisantes, il lui restait deux mille hommes. S'avançant vers le nord, il construisit le fort Defiance, brûla des villages indiens et les champs de maïs qui les entouraient et atteignit enfin l'insaisissable ennemi près d'un poste établi par des Anglais, en violation flagrante du traité de Versailles, à cinquante milles en deçà de la frontière. Little Turtle conseillait à sa tribu de négocier avec le général *qui ne dormait jamais*. On ne l'écouta pas. Une charge à la baïonnette délogea les Indiens de leurs abris (20 août 1794). Beaucoup périrent; le reste s'enfuit en grand désordre. Wayne ravagea tout le pays et fit élever un nouveau fort auquel il donna son nom [1]. A l'automne il se retira; les troupes furent cantonnées sur l'emplacement du dernier hivernage, à Fort Greenville (octobre 1794).

C'est de la victoire de Wayne que date la fin des guerres indiennes dans cette région, et l'ouverture réelle du territoire du Nord-Ouest à la colonisation. En 1795 fut signé à Fort Greenville un traité de paix général avec les tribus. La condition principale fut l'abandon de tout le territoire à l'est du Wabash. Les captifs furent échangés de part et d'autre. Wayne ne survécut pas longtemps à cette belle campagne. Il mourut en 1796. La même année, par suite du traité Jay [2], les Anglais restituaient enfin aux

1. Fort Wayne, station importante de la ligne du chemin de fer Pittsburg, Fort Wayne and Chicago.
2. Voir le chapitre suivant.

États-Unis ces forts de l'Ouest indûment détenus par eux depuis la paix de Versailles. L'Ouest américain était désormais émancipé, en fait comme en droit. En 1796 aussi fut signée la paix avec les tribus du Sud-Ouest, Choctaws et Chickasaws. Les États-Unis s'engageaient, en retour de la paix promise par les Peaux-Rouges, à leur payer des indemnités pécuniaires et à les fournir de vivres, de vêtements et de munitions. La politique constante de Washington fut de substituer systématiquement, dans les relations avec les Indiens, l'action régulière du gouvernement national à l'arbitraire des gouvernements d'États et aux fantaisies des particuliers. Un système public d'échanges fut institué pour sauver les malheureux indigènes des fraudes des commerçants; des lois furent votées pour les garantir contre les agressions et les empiétements des trappeurs de la frontière. Ce n'était que justice de leur assurer au moins le bénéfice du respect des traités signés avec eux.

CHAPITRE LXIX

LE TRAITÉ JAY (1794-1796)

Modifications ministérielles; retraite d'Hamilton (janvier 1795). — Le traité conclu par Jay avec l'Angleterre (novembre 1794). — Le nouveau cabinet. Pickering. Débats violents sur la ratification du traité (juin 1795-avril 1796). — Washington fédéraliste; sa lettre d'adieu au peuple des États-Unis (septembre 1796).

Modifications ministérielles; retraite d'Hamilton (janvier 1795).

Washington avait essayé jusqu'en 1794 de tenir la balance égale entre les deux partis représentés par leurs chefs dans son Cabinet. Mais déjà lui-même, las d'une tension perpétuelle d'esprit et d'une impartialité de jour en jour plus difficile, inclinait du côté où le disposaient ses goûts et ses tendances propres, vers le parti fédéraliste. Dans son message, à l'ouverture de la seconde session du Congrès de 1793-1795, il rejeta sur les *sociétés démocratiques* formées sous l'influence de Genet, et que leurs allures révolutionnaires et étrangères avaient déconsidérées, la responsabilité de l'insurrection de Pennsylvanie. Ces sociétés étaient maintenant en pleine décadence; la chute de Robespierre et la fermeture des clubs jacobins de France eurent leur contre-coup de l'autre côté de l'Atlantique. Dans le Congrès les républicains perdaient du terrain; les fédéralistes, exaltés par le succès, soutenus par l'énergie de l'intervention gouvernementale dans l'affaire du whisky, reprenaient hardiment l'offensive. Longtemps les républicains les avaient accablés du sobriquet de *monocrates*; à leur tour ils traitèrent leurs adversaires de *mobocrates*. Cet échange de récrimina-

tions et d'interpellations plus ou moins spirituelles occupa toute la session.

Hamilton, au retour de l'expédition de Pittsburg, notifia au *speaker* de la Chambre des représentants son intention de quitter définitivement les fonctions de secrétaire du Trésor à la fin de janvier 1795. Il mettait ainsi le Congrès en mesure de reprendre, s'il le jugeait convenable, l'enquête interrompue sur sa gestion des affaires financières de l'Union. Le Congrès ne profita pas de l'avis, et Washington écrivit à son ami et collaborateur fidèle une lettre d'adieu exprimant en termes chaleureux la conviction que la confiance qu'il avait mise dans les talents, l'activité et l'intégrité de son conseiller avait été bien placée. Hamilton laissait les finances fédérales dans une excellante situation, avec un budget établi sur les bases les plus solides, des excédents de revenu considérables, la dette publique (de 80 millions dollars environ) dotée d'un service de réduction graduelle, institué dans cette même session de 1794-1795 et que géraient des fonctionnaires spéciaux appelés commissaires du fonds d'amortissement, un système fiscal dont l'avenir devait prouver l'étonnante élasticité, l'impôt douanier établi comme la source permanente du revenu fédéral, les droits d'accise au contraire traités comme une ressource purement temporaire et devant être supprimés en 1801. Hamilton sortait du ministère sans fortune, mais il n'avait pas quarante ans et il avait le droit de compter sur la clientèle la plus riche et la plus libérale que l'Amérique pût fournir à un avocat. En quelques années il pouvait devenir le praticien le plus opulent du barreau américain. D'ailleurs cette retraite temporaire l'aurait sans doute délivré du fardeau d'impopularité qui avait si lourdement pesé sur lui dans tout le cours de sa carrière politique et qu'il n'avait rien fait, il faut le reconnaître, pour écarter. Il ne sut pas prendre hardiment cette situation; il resta, au contraire, dans les coulisses, l'inspirateur, le conseiller toujours vigilant, anxieux, de son parti.

Dans les derniers mois il avait en quelque sorte absorbé dans son département toutes les fonctions gouvernementales, n'ayant aucune confiance en Randolph, traitant le secrétaire de la guerre de « pauvre Knox », et ne comptant pour rien l'attorney général

Bradford, que son état de santé tenait le plus souvent éloigné des affaires. Knox se retira peu de temps après Hamilton, pour s'occuper de spéculation sur les terrains, genre d'affaires déjà en grande vogue. Il avait si constamment approuvé et soutenu Hamilton dans les conseils de cabinet, que l'on dit plaisamment, quand il se retira, qu'il suivait Hamilton, « comme l'ombre suit le corps ». Oliver Wolcott, du Connecticut, qui avait été nommé par Hamilton *Comptroller* au département du Trésor, succéda à son chef. Le directeur général des postes, Timothy Pickering [1], remplaça Knox.

A Monticello, son domaine virginien, Jefferson faisait des expériences sur la culture du trèfle et des pommes de terre, tout en suivant d'un œil attentif les incidents quotidiens de la politique et les vicissitudes changeantes de la fortune de son parti.

Washington lui ayant fait l'offre d'une mission spéciale en Espagne, il la déclina, et put critiquer à l'aise la dénonciation des clubs démocratiques faite par le président, railler l'expédition du whisky comme une ridicule et coûteuse exhibition des forces de milice, et déclarer « infernale » la loi qui avait établi et maintenait les droits d'accise. La présence de Jefferson dans le cabinet du président avait été dans les derniers temps plutôt une gêne qu'un appui pour l'opposition. Son départ fut au contraire le signal de la consolidation du parti républicain. Général et armée n'attendaient qu'une occasion pour fondre sur l'ennemi. La publication (mars 1795) du traité signé par John Jay à Londres le 19 novembre 1794 offrit cette occasion.

Le traité conclu par Jay avec l'Angleterre (novembre 1794).

Washington avait pris une résolution hardie lorsqu'il avait décidé l'envoi de Jay en Angleterre : le cabinet britannique pouvait refuser de recevoir cet agent extraordinaire, et c'eût été la guerre. Jay fut au contraire gracieusement accueilli, lorsqu'il arriva à Londres (juin). Pitt, lord Grenville, même le roi, lui firent bon visage. Le roi lui dit un jour dans un salon : « J'ima-

1. Pickering, ex-colonel de l'armée américaine, pauvre, chargé de famille, avait été nommé *Postmaster general* en 1791, en remplacement de Samuel Osgood.

gine, monsieur, que vous commencez à voir que votre mission sera probablement un succès ». On ne cacha pas au négociateur américain que l'on avait été très froissé en Angleterre de l'attitude récente, non du gouvernement, mais du peuple des États-Unis, de l'étonnante réception faite à Genet, et de l'engouement populaire pour la Révolution française. On était encore, à Londres, dans la joie d'un succès naval récemment obtenu sur les Français[1]; des insinuations furent faites à Jay dans le sens d'une alliance anglo-américaine. On n'insista pas cependant, et les négociations furent limitées aux points sur lesquels portait depuis plusieurs années le différend. Elles aboutirent après quelques mois.

Jay écrivit à Washington qu'il avait enfin signé un traité le 19 novembre et qu'il lui en envoyait le texte par le courrier suivant. Il y eut du retard; le traité n'arriva en Amérique que quatre jours après la clôture du Congrès, le 7 mars 1795. Cet instrument comprenait deux sortes de stipulations, les unes permanentes, les autres temporaires, c'est-à-dire destinées à rester en vigueur pendant la durée de la guerre entre la France et l'Angleterre et deux années après. Les stipulations permanentes étaient : 1° la reddition par l'Angleterre, au 1er juin 1796, des forts du Nord-Ouest; 2° une indemnité à payer par les États-Unis pour la confiscation des créances anglaises; 3° une indemnité à payer par l'Angleterre aux citoyens américains pour les prises illégales de navires effectuées récemment; 4° la liberté absolue de navigation sur le Missisipi pour les deux pays; 5° le droit pour les habitants de l'un des deux pays de posséder des terres dans l'autre, malgré leur situation d'étrangers.

Ces conditions n'offraient aucun avantage substantiel aux Américains. L'Angleterre, il est vrai, promettait d'indemniser les pertes imposées par ses spoliations au commerce américain; mais la reddition des postes de l'Ouest était une obligation du traité de 1783, violée par elle depuis douze ans. Jay n'avait ni obtenu, ni probablement demandé avec énergie, en sa qualité d'abolitionniste, une compensation pour les nègres emmenés par les généraux anglais à la fin de la guerre, malgré le texte du traité. Enfin

1. 1er juin 1794, le combat naval près de Brest, livré par Villaret-Joyeuse à Howe, et où périt le vaisseau le *Vengeur*.

la Grande-Bretagne ne renonçait nullement aux vexations humiliantes de son système de visite, de recherche et de « presse » maritimes. Les stipulations temporaires constituaient un véritable traité de commerce, dont tous les avantages étaient pour l'Angleterre. Les États-Unis concédaient la réciprocité des échanges entre leurs ports et les ports européens de la Grande-Bretagne sur le pied de la nation la plus favorisée, ce qui annulait tous les privilèges revendiqués jusqu'alors par la France à raison de son traité avec les États-Unis. Ceux-ci faisaient encore d'autres concessions contre l'unique avantage, pour les navires américains de 70 tonnes au plus, chargeant leurs cargaisons dans les ports américains, de commercer avec les Indes occidentales anglaises.

Les instructions de Jay lui interdisaient de signer un traité de commerce qui n'eût pas concédé l'ouverture aux Américains, au moins en principe, de ce commerce avec les Indes occidentales. On voit quel prix Jay avait dû payer pour obtenir une si médiocre satisfaction. Le traité ne reconnaissait aux Américains ni leurs droits de neutres, ni de sérieux avantages commerciaux. Mais comme il concédait quelques points et éteignait d'anciens griefs, Jay et Washington, sans le trouver satisfaisant, estimèrent qu'il valait encore mieux qu'une guerre. Le tort du négociateur américain avait été de trop montrer qu'il redoutait que la guerre ne suivît fatalement l'échec de sa mission. Cette crainte avait enlevé à ses revendications la ténacité qui peut-être eût obtenu davantage. Lord Grenville tira un heureux parti de cette situation et gagna en réalité tous les avantages internationaux que l'Angleterre pouvait demander aux États-Unis pour la lutte engagée contre la France.

Washington convoqua le Sénat en session extraordinaire (juin 1795) et lui soumit le traité dont il n'avait même pas communiqué le texte à ses ministres. Après un examen secret, le Sénat se prononça pour la ratification, mais la décision ne fut prise qu'à la majorité stricte des deux tiers des voix, requise par la Constitution. Le Sénat exigeait en outre la suppression de la clause relative au commerce avec les Indes occidentales, jugée absolument inacceptable. Le secret en cette affaire était inutile, même dangereux. L'opinion publique, dont la curiosité avait été

vivement excitée, s'exaltait au point d'imaginer un traité idéal, consacrant tous les droits commerciaux revendiqués par les États-Unis et donnant complète satisfaction à leurs griefs. Il est vrai que les républicains de leur côté avaient commencé l'agitation contre le traité avant de le connaître. Tout à coup le texte en fut publié intégralement dans le journal de Bache. La copie en avait été fournie par Mason, sénateur pour la Virginie, un des dix membres du Sénat qui avaient voté contre la ratification. Le traité, une fois connu, causa une impression générale de désappointement et de colère. Il y eut dans la plupart des États, notamment à Boston, à New-York, à Philadelphie et à Charleston, des meetings d'indignation. Le texte du traité fut brûlé devant la maison du ministre anglais à Philadelphie. Jay, qui arrivait en ce moment d'Angleterre, fut pendu en effigie. Naturellement le public l'accusait de s'être laissé « suborner par l'or anglais ». Rutledge, que Washington venait de nommer grand juge de la Cour suprême, en remplacement de Jay, élu gouverneur du New-York pendant son absence, traita si injurieusement son prédécesseur dans une réunion publique, à Charleston, que le Sénat refusa de confirmer sa nomination [1]. Le vieux lutteur des premiers temps de la révolution ne survécut pas longtemps à cette humiliation que lui infligeait un Sénat fédéraliste.

Washington ne savait que décider. Le rejet du traité entraînait la guerre, mais la ratification était difficile après la suppression de la clause sur les Indes occidentales. Pendant la session du Sénat, on fut en outre avisé en Amérique que, pour affamer la France, le cabinet anglais avait renouvelé ses ordres antérieurs concernant la saisie des navires chargés de provisions pour ce pays. Or une grande partie de la récolte des céréales de l'année précédente aux États-Unis était destinée à la France. Randolph conseillait au président de réserver sa signature jusqu'à ce que l'Angleterre eût abrogé ses ordres.

1. Washington désigna, pour le remplacer, Oliver Ellsworth, du Connecticut, qui resta grand juge de 1796 à 1801.

Le nouveau cabinet. Pickering. Débats violents sur la ratification du traité (juin 1795-avril 1796).

Une petite révolution de cabinet précipita la solution. Wolcott reçut un jour de Hammond, ministre d'Angleterre, communication d'une dépêche interceptée de M. Fauchet, ministre de France, à son gouvernement, en date du 31 octobre 1794. La dépêche avait été jetée à la mer, avec d'autres papiers, d'un transport français poursuivi par un navire de guerre anglais. Elle faisait allusion à certaines ouvertures relatives à une demande de subsides adressée par Randolph à Fauchet au moment où Washington allait lancer sa proclamation contre les insurgés de Pennsylvanie. Il s'agissait, paraît-il, d'une avance à faire à quatre personnes en situation d'empêcher la guerre civile, mais entravées dans leur action par leur situation de débiteurs à l'égard de l'Angleterre. Wolcott se hâta de montrer ce curieux document à ses collègues Pickering et Bradford. Washington, alors à Mount-Vernon, fut avisé d'urgence. Le 12 août 1795, en l'absence de Randolph, le Conseil, présidé par Washington, décida la ratification immédiate du traité Jay, accompagnée d'une protestation énergique contre la dernière ordonnance anglaise. Le 19, Randolph, mandé par le président, se vit présenter la dépêche interceptée, parut décontenancé, s'égara dans ses explications, se défendit mal et finalement offrit sa démission qui fut acceptée. On savait Randolph fort gêné dans ses affaires, et l'opinion publique admit sans peine qu'il eût tenté d'obtenir quelques fonds du ministre de France. Il porta la peine de ce soupçon injurieux, quelques efforts qu'il fît ensuite pour se disculper [1].

Bradford mourut bientôt après la retraite de Randolph. Washington avait donc une seconde fois à renouveler son cabinet. Il n'y parvint pas sans peine. Le poste de secrétaire d'État fut offert vainement à Paterson, du New-Jersey, à Thomas Johnson, du Maryland, à Charles C. Pinckney, de la Caroline du Sud, et à Patrick Henry. Washington fit alors passer Timothy Pickering de la guerre aux affaires étrangères, et offrit le poste vacant au colonel

1. Schouler, I, 297-300.

Carrington, de Virginie. Celui-ci refusa; Washington trouva enfin dans McHenry, du Maryland, le collaborateur cherché. Charles Lee, de la Virginie, fut fait attorney général, et Wolcott resta au Trésor. Les nouveaux ministres étaient de simples commis, des fonctionnaires, honorables sans doute et dignes d'estime pour leurs vertus privées, mais dénués de tout prestige et sans action sur l'opinion. Hamilton fut plus que jamais le directeur honoraire du cabinet et l'inspirateur de la politique de Washington. Pickering cependant était supérieur à ses collègues; disciple direct d'Hamilton, ennemi farouche et opiniâtre de la démocratie, il représentait le fédéralisme réactionnaire, inaccessible aux coups de l'impopularité et défendant avec une ardente conviction d'insoutenables préjugés. La souplesse diplomatique lui faisait défaut, et il ignorait l'art d'agir par séduction sur l'esprit de ses semblables; la rigidité, la simplicité de ses manières le faisait volontiers comparer à un Spartiate. Il était d'une intégrité absolue.

La presse républicaine menait une active campagne contre le traité Jay. Pendant tout l'automne de 1795 et tout l'hiver suivant, ce fut un déchaînement populaire dont la violence ne peut être expliquée que par la ferveur de sympathie qui animait encore une partie du peuple pour la Révolution française. La démocratie américaine se montrait singulièrement irritable à l'égard de l'Angleterre. Dès le début de la vie nationale, les couches inférieures de la population des grandes villes, Boston, New-York, Philadelphie, formèrent le contingent principal des antifédéralistes. Déjà le prolétariat du Nord s'alliait avec le Sud aristocratique avant même que celui-ci fût devenu la « sclavocratie ». Des législatures d'États s'associèrent au mouvement. L'assemblée de la Virginie félicita ses deux sénateurs de leur opposition au traité. Voulant provoquer dans le Nord une réaction en faveur de l'administration, Hamilton se jeta dans la mêlée et publia, avec King et Jay, trente-huit numéros de la *Defence by Camillus*. Jefferson conjura Madison de riposter aux coups du « colosse » des fédéralistes, et inspira lui-même la tactique des républicains dans la session de 1795-96; il s'agissait, pour la Chambre des représentants, d'assurer l'annulation du traité par le refus des crédits nécessaires pour sa mise à exécution.

A la fin de l'hiver, le traité Jay, amendé par le Sénat, revint d'Angleterre, dûment ratifié. Washington, conformément au texte constitutionnel, déclara le traité loi du pays. Il en avisa la Chambre dont le concours était nécessaire pour l'application de certaines clauses. Aussitôt un républicain, Livingston, déposa une motion (mars 1796) invitant le président à communiquer les instructions données à Jay et toute la correspondance et autres documents relatifs au traité. L'agitation des partis se continuait ainsi sur les questions indirectement impliquées dans la négociation Jay, alors même que la décision du président et la ratification par l'Angleterre avaient définitivement réglé la question propre des rapports des États-Unis et de la Grande-Bretagne. La motion Livingston donna lieu (du 7 au 24 mars) au premier grand débat du Congrès sur les doctrines fondamentales et sur l'interprétation de la loi organique. La Constitution dit que « le président a le pouvoir, par et avec l'avis et le consentement du Sénat, de conclure des traités, pourvu que les deux tiers des sénateurs présents les sanctionnent[1] ». Mais la Chambre, lorsqu'elle doit intervenir pour donner à ces traités leur plein effet, n'a-t-elle pas le droit à son tour de rejet ou d'amendement? Smith, Harper, Murray, Tracy, fédéralistes, le nièrent. Gallatin, Madison, Livingston, Giles, républicains, l'affirmèrent, considérant ce droit comme le complément nécessaire des fonctions législatives de la Chambre. Un discours de Gallatin plut surtout à Jefferson qui le déclara le plus parfait commentaire de la clause sur les traités dans la Constitution fédérale. La motion Livingston fut adoptée par 62 voix contre 37.

Washington soutenu par tout le cabinet n'en refusa pas moins la communication demandée (30 mars), s'appuyant sur des considérations constitutionnelles. La majorité de son côté maintint ses vues (6 avril). Les fédéralistes proposèrent alors un crédit pour l'exécution du traité. C'était la seconde partie du débat, portant non plus sur le droit constitutionnel de la Chambre, mais sur les mérites ou les démérites du traité. Ce document fut attaqué avec véhémence par Madison, Nicholas, Giles, Page, Findley, Gallatin

1. Art. II, sect. II, § 2.

(15-29 avril). Hors du Congrès, l'excitation était grande. Des meetings se multipliaient dans les villes commerciales de l'Est en faveur de la politique de Washington, et la Chambre était assaillie de pétitions réclamant le vote du crédit. Un discours pathétique de Fisher Ames, un des membres les plus distingués du parti fédéraliste, ferma le débat [1]. Toute la Nouvelle-Angleterre moins quatre voix vota pour le traité, de même le Sud tout entier moins quatre voix vota contre. La proposition du crédit pour l'exécution du traité réunit 51 voix contre 48 (29 avril).

La Grande-Bretagne ne mit point de retard à la restitution des postes du Nord-Ouest. Mais les pratiques odieuses de son système de « presse » furent continuées, ainsi que toutes les autres vexations et humiliations qui servaient de cortège à l'exercice de ses prétendus droits de recherche et de saisie.

1. Fisher Ames était né en 1758, à Dedham, près de Boston (Massachusetts). Il fit ses études à Harvard et y prit ses grades en 1774. Tandis qu'il se préparait au barreau, il s'essaya à la politique par des articles signés *Lucius Junius Brutus* ou *Camillus*. Il entra dans la législature du Massachusetts en 1788 et fut le premier représentant du comté de Suffolk (Boston) pour le premier Congrès sous la Constitution. Il acquit bientôt la réputation d'un des hommes les plus éloquents de son temps. La politique hamiltonienne n'eut pas un partisan plus ardent et le nom d'Ames est étroitement lié à l'histoire du fédéralisme.

Un de ses plus célèbres discours est celui où il défendit dans la Chambre des représentants, le 28 avril 1796, les clauses du traité Jay. Un critique définit ainsi le genre d'éloquence qu'il déploya en cette circonstance : « Ames étrangla l'opposition en l'embrassant ».

Un autre discours fameux de Fisher Ames est celui que l'on appela le *Tomahawk Speech*, parce qu'il y était question des massacres commis par les Indiens. Le Dr Charles Caldwell assistait au débat sur le traité Jay. Il dit de Fisher Ames : « Cet homme a été décidément un des plus splendides rhétoriciens de son époque, et ces deux discours sont les plus brillants, les plus fascinants spécimens d'éloquence que j'aie entendus, et pourtant j'ai ouï dans le Parlement anglais de célèbres orateurs, Mackintosh, Wilberforce, Plunket, Brougham et Canning. Le Dr Priestley, à qui l'éloquence de Pitt le père et de Pitt le fils est familière, ainsi que celle de Burke et de Fox, m'a déclaré que le discours d'Ames sur le traité Jay était, à sa connaissance, le morceau le plus surprenant d'éloquence parlementaire. » (CALDWELL's *Autobiography*.)

Peu de temps après ce grand exploit oratoire, Ames dut quitter le Congrès pour rétablir sa santé. Il vécut sur sa ferme de Dedham, engagé dans une active correspondance avec ses amis fédéralistes sur les affaires du jour, et mourut à cinquante ans, le 4 juillet 1808.

Solennel ou poétique, même dans l'expression des choses les plus simples et dans les circonstances triviales de la vie, d'une sensibilité presque maladive, Ames éprouvait une crainte extraordinaire des progrès de la démocratie. Conservateur et constitutionnel, il fut surtout un pessimiste (voir ses dernières lettres de Dedham à Pickering et à Josiah Quincy). Le gouvernement fédéral lui semblait un enfant nouveau-né, dont le berceau était entouré d'ennemis et la frêle existence menacée de mille périls. Il usait sa vie à crier : Au loup! Sa foi religieuse était d'accord avec ses opinions politiques; il appartenait à l'église épiscopale protestante.

Washington fédéraliste. Sa lettre d'adieu au peuple des États-Unis (septembre 1796).

Le temps approchait où le peuple des États-Unis allait être appelé à donner un successeur à Washington, qui, on le savait depuis longtemps déjà, ne voulait absolument pas d'une seconde réélection. On s'arrêta, dans le parti fédéraliste, au choix de John Adams. Bien que cet homme d'État n'eût rien fait pour gagner de la popularité, les préventions suscitées par les derniers incidents contre le gouvernement et contre le parti l'atteignaient moins que d'autres. Jay était mis hors de cause par son traité et Hamilton par l'antipathie de la masse du peuple. Toutefois quelques-uns des principaux chefs du parti fédéraliste redoutaient l'irritabilité et l'opiniâtreté du caractère de John Adams; il y avait peu de vraisemblance qu'il se laissât jamais aisément diriger. Sur le conseil d'Hamilton, on prit pour candidat à la vice-présidence Thomas Pinckney qui revenait d'une mission en Espagne[1], et dont on pensait avoir plus facilement raison. Il fut entendu que l'on agirait sur les électeurs présidentiels du Nord, favorables au fédéralisme, pour les amener à porter tous, sans aucun changement, sur leur scrutin, les noms des deux candidats. On conservait ainsi quelque chance de voir Pinckney réunir, avec l'appoint des suffrages du Sud, le plus grand nombre de voix, ce qui le porterait, au lieu d'Adams, à la présidence.

Du côté du parti républicain, aucune hésitation : Jefferson était

1. Pendant que Jay signait à Londres le traité qui mettait fin pour un temps aux difficultés entre les États-Unis et l'Angleterre, Thomas Pinckney était envoyé de Londres en mission spéciale à Madrid (novembre 1794). La monarchie espagnole voulait se dégager de la guerre où elle s'était laissé entraîner par la coalition européenne contre la France et en même temps terminer son long différend avec les États-Unis, qui portait sur les frontières de la Floride et sur le Mississipi. En juillet 1795 l'Espagne fit la paix avec la France en signant le traité de Bâle. Trois mois plus tard (20 octobre), Pinckney obtenait la signature d'un traité où toute satisfaction était donnée aux États-Unis.

La frontière de la Floride était ainsi fixée : entre le Mississipi et l'Appalachicola, le 31e degré de latitude; à l'est de l'Appalachicola, une ligne allant du confluent du Flint et de ce fleuve à la source de la rivière Sainte-Marie, puis le cours de cette rivière jusqu'à la mer. (Ce sont les limites actuelles de la Floride.)

La navigation du Mississipi sur tout son parcours était déclarée libre, et un droit d'entrepôt à la Nouvelle-Orléans concédé aux Américains.

le candidat naturellement désigné. Lorsque les attaques de la presse d'opposition se déchaînèrent contre Washington, l'ex-secrétaire d'État s'efforça de paraître étranger à cette campagne où l'*Aurora* de Bache se distingua par sa violence. Ce journal ayant publié certains documents confidentiels du cabinet, Jefferson écrivit à Washington qu'il répudiait toute part dans l'affaire. La réponse, bien que donnant satisfaction à Jefferson sur le point précis en question, attestait chez le président peu de disposition au rétablissement de relations cordiales avec son ancien ministre. Washington était nerveux, agité, profondément blessé des agressions dont la presse l'assaillait. Pendant toute son administration, sans se douter que ses goûts, ses opinions, son tempérament faisaient de lui un fédéraliste, il avait considéré l'existence de partis distincts comme un fléau politique, travaillant à les concilier ou du moins à les contre-balancer, déplorant son insuccès et persuadé que Jefferson était en grande partie responsable de ce débordement d'animosité.

Jefferson a été l'objet des jugements les plus passionnés. On l'a tour à tour exalté ou vilipendé, mais avec plus d'excès dans la critique que dans l'éloge. On l'a fréquemment accusé d'hypocrisie et d'ambition démesurée; l'hypocrisie consistait chez lui à persévérer avec obstination et silencieusement dans un dessein, et son ambition eut pour objet de diriger la république américaine dans la voie où il semble bien que l'appelaient ses vraies destinées, c'est-à-dire au triomphe de l'égalité des droits, au gouvernement pour le plus grand nombre, sous l'influence des vœux et des sentiments du plus grand nombre. Quant à la possession du pouvoir, Jefferson la concevait si dépouillée d'honneurs, de distinctions, de pompe, d'émoluments, que l'on ne saurait assigner à ses aspirations des mobiles d'ordre inférieur. Ses principes politiques étaient si différents de ceux de Washington, que l'antinomie entre les deux esprits ne pouvait manquer d'éclater très rapidement dans la communauté d'exercice du pouvoir. Rentré dans la vie privée, Jefferson ne sut pas s'imposer une réserve suffisante dans ses jugements sur le président. En toute occasion, sans incriminer la pureté des mobiles et des intentions, il ne se gênait point pour censurer les actes. C'était bien, après tout, son droit, quel que fût son respect pour la personne même de son compatriote virginien.

Mais Washington ne pouvait admettre que l'on eût de la défiance à l'égard de son jugement politique. L'autorité qu'il avait longtemps exercée et ses habitudes militaires lui avaient donné une prééminence telle qu'il ne lui semblait point digne de descendre au niveau des hommes d'État que l'on peut discuter. Il n'y eut pas rupture déclarée entre Washington et Jefferson; cependant cet échange de lettres fut le dernier entre eux. Washington ne correspondait plus déjà depuis longtemps avec Madison.

C'est avec la collaboration d'Hamilton que le président rédigea, en septembre 1796, sa fameuse lettre d'adieu, dans laquelle il mettait le peuple des États-Unis en garde contre les dangers d'une délimitation des partis reposant sur la situation géographique, contre l'esprit de faction et l'esprit d'empiétement sur les fonctions propres du gouvernement. Dans cette adresse encore il donnait à ses concitoyens le conseil de ne point abandonner la politique inaugurée par la proclamation de neutralité, de s'abstenir de toute immixtion dans les affaires de l'Europe, de ne point laisser entraîner l'Amérique dans le tourbillon des conflits d'intérêts et des guerres de l'ancien monde. Ce dernier appel de Washington aux sentiments d'affection et de respect du pays pour sa personne reçut dans toutes les parties de l'Union le plus favorable accueil. Les législatures de tous les États lui firent parvenir d'élogieuses adresses et le mouvement se communiqua bientôt à la population elle-même. Les agressions de la presse se ralentirent un instant; d'innombrables témoignages de déférence, d'admiration et de regret de son départ définitif furent prodigués à Washington pendant l'hiver de 1796-1797. Ce lui fut une consolation des déboires et des soucis des deux dernières années. Dans le Congrès, sur l'avis de Jefferson, le parti républicain renonça à soulever aucune querelle avec l'administration. On voulait que Washington, dont la popularité était encore immense, sortît de la présidence avec éclat.

L'élection présidentielle donna la répartition suivante des 138 voix du collège électoral[1] : 71 suffrages pour Adams, 68 pour Jefferson,

1. Le Tennessee, détaché de la Caroline du Nord, venait d'être admis (1er juin 1796), comme le seizième Etat. Le Congrès comptait donc 32 sénateurs et 106 représentants, et le nombre des électeurs présidentiels se trouvait porté à 138, chacun d'eux votant pour deux candidats; d'où 276 suffrages.

59 pour Pinckney; Aaron Burr, qui avait courtisé les deux partis, eut 30 voix; le reste fut dispersé entre Ellsworth, Clinton, Samuel Adams et six autres candidats. John Adams était nommé président, Jefferson vice-président. L'élection offrait ce singulier résultat que le chef de l'un des deux grands partis était installé à la présidence et l'homme d'État le plus important de l'autre parti à la vice-présidence. Jefferson allait faire son stage présidentiel.

CHAPITRE LXX

JOHN ADAMS PRÉSIDENT (1797-1801). — LES RELATIONS AVEC LA FRANCE

Jefferson et Adams. Le Cabinet. — Les agents diplomatiques des États-Unis en France. Gouverneur Morris. Monroe. — La question de gratitude. Adet et Pickering. Le Directoire et Pinckney. — Le cinquième Congrès (1797-1799). Session extraordinaire.

Jefferson et Adams. Le Cabinet.

L'anniversaire de la naissance de Washington (février 1797) fut célébré avec un grand éclat dans la plupart des villes de l'Union. Le 3 mars, le président donna un dîner d'adieu. Le lendemain, jour d'inauguration de John Adams, les trois premiers présidents de l'Union, celui de la veille, Washington, celui du jour, Adams, celui du lendemain, Jefferson, parurent ensemble devant le Congrès, réuni dans la salle des représentants à Philadelphie. Ils portaient encore tous trois la chevelure poudrée. Un grand banquet fut donné le soir à l'ex-président par trois cents des principaux habitants de Philadelphie. Deux jours plus tard, Bache ayant déclaré dans son journal qu'il se réjouissait de voir finir la carrière de Washington, qui, disait-il, avait poursuivi assez loin ses desseins contre la liberté publique pour mettre l'existence même de cette liberté en péril, la foule envahit les bureaux du journal et malmena l'éditeur. Celui-ci put ainsi se convaincre de la vivacité des sentiments qu'inspirait encore Washington.

Dans sa correspondance [1]. Jefferson avait affecté de dédaigner la présidence. Adams était son aîné; c'est à lui qu'il convenait

1. Lettres à Rutledge, à Madison....

de confier le pouvoir exécutif. Il préférait pour son compte voir pousser son blé, ses légumes, ses oranges à Monticello. Les affaires allaient mal, l'orage se formait du côté de l'Europe; volontiers il laisserait un autre lutter contre la tempête. Quand il fut avéré qu'Adams serait président, Jefferson affirma son intention de marcher d'accord avec lui. Il voulait surtout diviser le parti fédéraliste, brouiller Adams avec Hamilton, et préparer l'avènement du parti républicain. John Adams, qu'il crût ou non à la sincérité de son rival, fit bon accueil à ses avances. Il commit d'autre part une grave erreur, qui fut de conserver le cabinet de son prédécesseur [1]. Les hommes qui le composaient n'étaient pas sans valeur personnelle, mais ils n'avaient pas d'action sur le public; tout leur lustre était emprunté de Washington. Animés de l'esprit politique le plus étroit, ils allaient être d'autant plus disposés à suivre désormais l'inspiration exclusive d'Hamilton qu'ils ne devaient point leur élévation à John Adams et que tout le parti fédéraliste se méfiait du nouveau président. Ils en vinrent à considérer, comme leur mission principale, la surveillance de ce vieillard fantasque, dont le premier discours officiel trahissait, à leur gré, une inclination excessive pour la France. On peut supposer qu'Adams ne s'était décidé à garder comme conseillers les collaborateurs de Washington qu'afin de ne pas froisser le sentiment de vénération et d'idolâtrie de la foule pour tout ce qui se rapportait à l'ex-président. C'était un scrupule exagéré, l'événement le lui prouva bientôt.

Immédiatement après Washington commença le règne des partis. Les opinions s'étaient déjà divisées sous l'administration du premier président, mais au moins les hommes qui n'étaient pas enrégimentés avaient alors au pouvoir un chef assez fort, assez haut placé pour parler en leur nom, et se faire entendre. Il n'en fut plus de même après lui. Les citoyens de l'Union qui ne s'enrôlèrent point sous une des deux bannières ne furent plus représentés. L'esprit de parti domina tout. Si une puissance étrangère humiliait l'Union par quelque procédé injurieux, elle était

1. Timothy Pickering, secrétaire d'État, Oliver Wolcott, secrétaire du Trésor, James McHenry, secrétaire de la guerre, Charles Lee, attorney général, tous fédéralistes.

assurée d'être excusée par l'une des deux organisations. Les fédéralistes approuvaient tout ce que faisait l'Angleterre; pour les républicains, tout acte de la France était louable. L'affaire la plus importante pour le gouvernement américain était, en effet, depuis un an déjà, les relations avec la France. L'agitation provoquée par le règlement des difficultés avec l'Angleterre n'était pas encore apaisée que les rapports des États-Unis avec le gouvernement français ouvrirent une nouvelle crise et accentuèrent l'antagonisme des deux partis. La lutte devait se prolonger dès lors avec un acharnement croissant pendant les quatre dernières années du siècle, et aboutir à la chute définitive de ce parti fédéraliste qui avait donné aux États-Unis la Constitution dont ils sont si justement fiers, organisé le gouvernement central, et fondé sur d'inébranlables assises la prospérité de la nouvelle république.

Les agents diplomatiques des États-Unis en France. Gouverneur Morris. Monroe.

En 1791, Gouverneur Morris avait été nommé par Washington ministre des États-Unis à Paris où il séjournait depuis 1788. Il avait assisté aux derniers ébats de la société polie qui marchait étourdiment à la Révolution, et il avait entendu les premiers grondements de l'éruption populaire. Son Journal et sa Correspondance sont un curieux témoignage étranger de cette période de fièvre, d'enthousiasme, de crimes et de folies, de refonte sociale et politique dans la boue et dans le sang [1]. Morris était un Américain instruit, éclairé, libéral. Il appartenait à cette aristocratie foncière que la période coloniale avait vue naître et se développer dans la vallée de l'Hudson. Propriétaire de grands biens dans le voisinage de New-York, allié par son frère à l'aristocratie britannique, il partageait le goût de ses amis fédéralistes pour les institutions anglaises. Il avait pris une part trop active à l'élaboration de la constitution fédérale pour ne pas éprouver une invincible répugnance aux procédés exaltés, violents, de la Révolution française. Ces dispositions naturelles et les amitiés qu'il avait nouées

1. *The Diary and Letters of Gouverneur Morris*, edited by Anne-Cary Morris, New-York, 1888.

avec quelques familles de la noblesse française ne pouvaient que le rendre suspect au personnel actif des premières années de la Révolution. Il fut arrêté en mars 1793 et le bruit courut à Londres, où il comptait beaucoup d'amis, qu'il avait été guillotiné. Il en fut quitte pour une visite domiciliaire, mais le Comité de Salut public demanda son rappel au gouvernement américain. Les communications internationales devenaient de plus en plus difficiles et Morris resta six mois sans dépêches de Philadelphie. Enfin il apprit en août 1794 qu'il avait un successeur.

Le nouveau ministre, James Monroe, Virginien comme Washington, Madison et Jefferson, était inférieur à ceux-ci, à tous égards, comme aux patriotes de 1775, Lee et Henry. Cependant une heureuse facilité de caractère, une intelligence ouverte, une habileté extrême à ménager choses et gens et à louvoyer entre deux partis, et encore un concours favorable de circonstances, le destinaient à occuper un jour la plus haute position dans son pays[1]. Monroe était un disciple fantaisiste de Jefferson; il avait jeté son lot dans le parti républicain sans se brouiller avec le fédéralisme sage de Washington. Les conventionnels l'accueillirent comme si sa nomination eût été pour eux une victoire de l'influence française aux États-Unis sur les prédilections anglaises, et il y avait bien en effet quelque chose de cela. Mais Monroe dépassa de beaucoup les limites que lui assignaient dans cette voie les instructions rédigées par Randolph. Il n'était pas le subtil et discret diplomate que les circonstances auraient demandé. Arrivé à Paris, le 2 août, peu de jours après la chute et la mort de Robespierre, il fut reçu le 15 en séance plénière par la Convention nationale. La scène est célèbre. Monroe, en remettant ses lettres de créance, débita un discours où la Révolution française était exaltée dans les termes les plus pompeux. Le président de la Convention, Merlin de Douai, proclama en réponse la fraternité qui devait unir les deux nations contre une « coalition impie de tyrans ». Puis il donna l'accolade nationale au ministre américain et

1. En même temps qu'il envoyait Monroe à Paris (mai 1794), Washington avait nommé ministre à la Haye John Quincy Adams, fils du vice-président de l'Union, jeune attorney de vingt-trois ans, qui, en attendant la clientèle, avait mis, sous la signature de *Publicola*, sa plume fine et alerte au service de la politique de neutralité du président.

l'Assemblée ordonna de déployer ensemble les étendards de la France et des États-Unis dans la salle des séances.

Washington n'apprit pas sans déplaisir les détails de cette manifestation théâtrale. Il fit aviser Monroe de s'imposer une réserve que rendaient nécessaire les négociations engagées dans le même temps avec l'Espagne et avec l'Angleterre. Il devait cultiver l'amitié de la France, mais éviter tout éclat de zèle inutile. La mission propre de Monroe consistait à obtenir du gouvernement français une réparation pour les pertes et les spoliations infligées au commerce américain par les croiseurs français, et l'abrogation de certains décrets nuisibles à ce commerce. Les plaintes des Américains étaient fondées principalement sur l'embargo de Bordeaux qui avait retenu plus d'un an bon nombre de leurs navires. Monroe obtint tout d'abord satisfaction, en paroles au moins. Mais lorsque l'on connut en France, par les journaux américains (août 1795), le texte du traité Jay, la surprise fut grande. On crut à une trahison des États-Unis contre leurs anciens bienfaiteurs et alliés. La cordialité des premiers temps disparut d'autant plus vite que Monroe avait inconsciemment trompé le gouvernement français en répétant, de très bonne foi, que les négociations de Jay n'avaient qu'un objet restreint, le redressement de quelques griefs d'importance secondaire. Froissé d'avoir ainsi servi à dissimuler aux yeux de la France le jeu qui se préparait au delà de la Manche, il ne donna cependant pas sa démission, ce qui eût été la solution la plus naturelle, mais il tint résolument comme non avenues ses plus récentes instructions.

La question de gratitude. Adet et Pickering. Le Directoire et Pinckney.

Le Directoire succéda à la Convention en octobre 1795, mais ce changement n'amena aucune détente dans l'attitude des deux gouvernements. Fauchet rentra en France très irrité de l'affaire Randolph, de la ratification du traité Jay, de l'insolence des croiseurs anglais, des inclinations britanniques du nouveau secrétaire d'État, Pickering. Adet, successeur de Fauchet, essaya, sans le moindre succès, de reprendre quelques-uns des agissements qui avaient réussi à Genet auprès du public américain. Il fut rappelé par le

Directoire, et resta quelques mois encore à Philadelphie, mais sans titre officiel[1]. Pickering et Washington, d'autre part, n'obtenant de Monroe aucune soumission aux ordres précis qu'ils lui envoyaient,

1. C'est dans les derniers mois de 1796 qu'Adet, en pleine période d'agitation électorale pour la nomination du successeur de Washington à la présidence, publia une note dans laquelle le gouvernement et le peuple américain étaient menacés, s'ils persistaient dans leur attitude hostile, de la juste colère du Directoire. Adet accusait les États-Unis de duplicité, de faiblesse, d'insensibilité aux appels de la justice et de l'honneur, de mépris des obligations contractées.... Pickering, secrétaire d'État, répondit à cette philippique par une lettre, d'une longueur démesurée, adressée à Pinckney, ministre d'Amérique à Paris, le 16 janvier 1797, lettre mûrement méditée, lue et relue entre Washington et son secrétaire d'État, et qui avait pour objet principal de réfuter le reproche d'ingratitude, constamment adressé au gouvernement des États-Unis. Ce document abonde en arguties qu'il serait oiseux de relever en détail. Il convient de signaler le passage suivant :

« Nous voyons qu'en faisant alliance avec nous en 1778, la cour de France, organe actuel de la nation, n'avait aucun souci des intérêts des États-Unis, mais que son objet a été, en saisissant l'occasion de démembrer l'empire britannique, de diminuer le pouvoir d'un rival formidable, et que, lorsque après une guerre terrible de sept années, le grand objet pour lequel nous avions lutté, l'indépendance, était à notre portée, cette cour s'est efforcée d'en entraver la reconnaissance par la Grande-Bretagne, et de nous priver éventuellement de ses fruits les plus précieux, une équitable extension de territoire, la libre navigation du Mississipi et les pêcheries. »

A l'appui de cette imputation (qui a été ramenée à sa juste valeur dans le chapitre I. de cet ouvrage), le secrétaire d'État citait un paragraphe des instructions données par le Conseil exécutif de la République française au citoyen Genet, « adjudant général colonel », envoyé comme ministre plénipotentiaire aux États-Unis en janvier 1793 :

« Le Conseil exécutif s'est fait représenter les instructions données aux prédécesseurs du citoyen Genet en Amérique. Il y a vu avec indignation que, dans le temps même où le bon peuple d'Amérique nous exprimait sa reconnaissance de la manière la plus touchante, et nous donnait toutes sortes de témoignages d'amitié, Vergennes et Montmorin pensaient qu'il convenait à la France que les États-Unis ne prissent point la consistance politique dont ils étaient susceptibles, parce qu'ils acquerraient bientôt une force dont ils seraient probablement tentés d'abuser; en conséquence, ils enjoignaient l'un et l'autre au ministre de Louis XVI près le Congrès, de tenir la conduite la plus passive et de ne parler que des vœux personnels de ce prince pour la prospérité des États-Unis. Le même machiavélisme avait dirigé les opérations de la guerre pour l'indépendance; la même duplicité avait présidé aux négociations de la paix. »

Comme dernier argument, Pickering ajoutait, avec une noble fierté, que le gouvernement national des États-Unis avait achevé en 1795 le remboursement intégral des cinquante-trois millions de livres que l'Amérique avait reçus de la France pendant la guerre, et cela, en payant par anticipation onze millions de livres qui n'étaient dus que de 1796 à 1802. C'est là sans doute ce que Pickering et Washington appelaient « ne plus rien devoir à la France ».

Hamilton avait eu naturellement connaissance de la lettre de Pickering à Pinckney. Voici ce qu'il en écrivait quelques jours plus tard (22 janvier) à Washington : « J'ai lu avec attention la lettre de M. Pickering. C'est un document substantiel et satisfaisant. Il rendra probablement un grand service en éclairant chez nous l'opinion publique. Il manque cependant de cette délicatesse d'expression et de ce *suavity in mode* (*suaviter in modo*), qu'un homme habitué aux communications diplomatiques aurait pu lui donner, et qui se serait heureusement combiné avec les autres mérites du morceau. » Hamilton jugeait bien l'homme, Pickering avait la main lourde comme il avait toute sa personne fruste.

Pinckney répondit de la Haye (28 juin 1797) qu'il avait fait répandre à quinze

se décidèrent à le rappeler et le remplacèrent par Charles Cotesworth Pinckney [1]. Celui-ci arriva le 9 décembre 1796 à Paris. L'accueil qui lui fut fait l'édifia tout de suite sur les sentiments de la République française pour son gouvernement. Monroe avait joué jusqu'au dernier jour au démocrate, hébergeant Thomas Paine dans sa maison, oubliant sa qualité de représentant d'une puissance étrangère dans des accès répétés d'un enthousiasme facile et bruyant pour les idées et les sentiments révolutionnaires. Lorsqu'il partit, quelques jours après l'arrivée de Pinckney, le Directoire lui fit l'adieu le plus cordial; les protestations les plus vives d'amitié furent échangées publiquement entre l'Américain et Barras. A Pinckney, au contraire, le Directoire fit déclarer par le ministre des affaires étrangères, Delacroix, qu'il n'était point disposé à recevoir un nouveau ministre d'Amérique avant d'avoir obtenu de ce pays des satisfactions légitimement réclamées.

L'opinion publique en France considérait le traité Jay comme ayant fait de l'Amérique, au point de vue pratique, l'alliée de l'Angleterre dont elle était déjà la meilleure cliente [2]. Les États-

cents exemplaires la lettre du secrétaire d'État, et que tout le monde l'avait lue en France dans les sphères politiques, membres de la législature et membres du gouvernement.

Le 19 janvier Washington avait communiqué la lettre au Congrès par un message spécial, en même temps que tous les papiers concernant les relations avec la France, déclarant que le seul objet de la dépêche de son secrétaire à Pinckney était de « maintenir avec la République française cette harmonie et cette bonne entente dont la conservation avait été sa constante sollicitude ».

Quelques jours auparavant, cependant, Washington, s'exprimant en termes fort amers contre la France dans une lettre privée, disait : « Quand les documents que je fais publier auront paru, les honnêtes gens, ceux mêmes dont l'esprit est asservi aux idées françaises, s'apercevront que la France n'a point à notre reconnaissance autant de droits qu'on le suppose généralement ». Lorsque Washington écrivit cette étonnante phrase, avait-il vraiment oublié Yorktown?

1. Frère aîné de Thomas Pinckney.

2. Dans les dernières années du siècle, les transactions commerciales avec la France ne cessèrent de diminuer, celles avec l'Angleterre d'augmenter.

Marchandises exportées pour la France et ses colonies (valeur en dollars) :

En 1797	12 449 076
— 1798	6 968 996
— 1799	2 780 504
— 1800	5 163 833

Pour la Grande-Bretagne et ses colonies :

En 1797	9 212 335
— 1798	17 184 347
— 1799	26 546 987
— 1800	27 310 289

(Pitkin, *A statistical View of the commerce of the United States of America.*)

Unis, pensait-on, avaient violé les engagements solennels pris envers la France, et c'était maintenant l'Angleterre qui se trouvait, au point de vue des relations commerciales avec l'Amérique, la nation privilégiée. Il ne restait donc plus qu'à user de représailles envers le gouvernement fédéral.

Le Directoire en voulait surtout, il est vrai, à Washington et au parti fédéraliste, à l'administration qui avait traité avec l'Angleterre. Il tenait à laisser la porte ouverte à une réconciliation, au cas que l'élection présidentielle de 1796 amenât au pouvoir un personnage plus disposé que le premier président de l'Union à adopter une politique favorable à la France. De là ces manifestations d'une si chaude amitié pour Monroe, le représentant des républicains, et une froideur si marquée pour Pinckney, agent des fédéralistes. Pinckney attendit quelques semaines, espérant un changement d'attitude. Mais, le 2 février 1797, le Directoire, enivré des victoires de Bonaparte en Italie, n'hésita plus à infliger un affront décisif à l'envoyé américain. Delacroix le fit avertir que son séjour à Paris pendant près de deux mois, sans autorisation spéciale, l'exposait à se voir mis au premier moment en arrestation. Pinckney ne se fit pas répéter l'avis. Il demanda ses passeports et se rendit en Hollande.

Les premières informations sur cet outrageant procédé du Directoire arrivèrent à Philadelphie en mars 1797, et le revirement qui avait déjà commencé à se produire contre la France s'accentua rapidement [1]. John Adams, les ministres et Hamilton n'avaient pas été sans prévoir le cas d'une rupture des relations diplomatiques avec la France. Cette éventualité avait été discutée entre eux avant même l'inauguration. Hamilton pensait que la guerre ne pourrait être évitée, mais que l'opinion publique aux États-Unis n'en accepterait pas encore volontiers l'idée et que les fédéralistes ne pourraient disposer de la confiance et de toutes les ressources de l'Amérique pour obtenir satisfaction par les armes, avant d'avoir tenté un nouvel effort pour se concilier le gouvernement

1. A New-York, dans les cafés où se réunissaient les marchands, des querelles s'élevèrent au sujet des drapeaux français fraternellement déployés depuis trois ans à côté des américains sur les façades de ces établissements; il fallut faire disparaître ces emblèmes démodés d'une amitié défunte.

français. Il proposait en conséquence l'envoi d'une mission de trois membres, composée, par exemple, de Madison, de Pinckney et d'un fédéraliste de bonne marque. Pickering et Wolcott, partisans d'une guerre immédiate, ne voulurent pas entendre parler de Madison, qui d'ailleurs avait déjà fait connaître son refus. Adams voulut alors adjoindre Jefferson à Pinckney. Le vice-président déclina l'offre.

Le cinquième Congrès (1797-1799). Session extraordinaire.

Lorsque les nouvelles de Paris furent confirmées par l'arrivée des dépêches de Pinckney, Adams convoqua le Congrès (25 mars 1797) en session extraordinaire pour le 15 mai. Pickering aurait voulu publier sans délai un exposé de toute l'affaire, afin d'enflammer d'indignation les cœurs américains. Adams goûta peu ce procédé et Hamilton en détourna le cabinet. Au moment de la réunion du Congrès, l'idée d'une nouvelle mission avait réuni à peu près tous les suffrages. Mais tandis qu'Adams était résolu sincèrement à tout tenter pour éviter la rupture, la mission proposée n'était, pour les fédéralistes, qu'une dernière formalité, destinée à mieux justifier une guerre jugée inévitable.

Adams n'aimait ni les institutions ni les manières françaises; il ne croyait pas au succès de la Révolution et n'était pas convaincu que les États-Unis dussent en réalité beaucoup de gratitude à la France, leur ancienne alliée. Cependant cette question de gratitude ne pouvait être absolument écartée : l'Amérique avait retiré jusqu'alors tous les bénéfices de l'accord avec la France; on lui demandait aujourd'hui de faire à cette alliance quelque sacrifice, ne fût-ce que celui du principe de la liberté des marchandises sous le pavillon neutre (*free goods*). Sans doute la Révolution française avait détruit la royauté dont l'Amérique avait obtenu le concours. Cette même Révolution s'était souillée par d'abominables excès (thème favori des fédéralistes). Mais était-ce une raison suffisante pour renier sans scrupule tous les engagements embarrassants d'un traité écrit? D'autre part, les États-Unis, à ne consulter que leurs intérêts, n'avaient-ils pas tout avantage à s'assurer les bienfaits de la neutralité? Toutes ces considérations

agissaient sur l'esprit d'Adams. On peut y ajouter le souvenir amer des humiliations qu'il avait subies lorsqu'il était ambassadeur à Londres. Le 31 mars 1797, il écrivait à son fils : « Mon entrée en fonction est marquée par une mésintelligence avec la France, que je m'efforcerai de dissiper, pourvu qu'on ne nous demande ni une violation de nos engagements, ni une atteinte à notre honneur. Mais si la France exige trop, et veut nous humilier avec excès, elle fera ce qu'elle voudra ; l'Amérique ne s'épouvantera pas. »

A l'ouverture du Congrès [1], Adams appela, dans son message, l'attention sur la tendance habituelle de la diplomatie française à séparer le peuple américain de son gouvernement : « De telles tentatives doivent être repoussées avec une décision qui convaincra la France et le monde que nous ne sommes pas un peuple dégradé, honteusement courbé sous un esprit colonial de crainte et sous un sentiment d'infériorité, propre à faire de notre nation l'instrument misérable d'une influence étrangère et à lui faire oublier son honneur national, sa dignité et ses intérêts ». C'étaient là de fières paroles. Adams proposait aussi au Congrès l'adoption de mesures vigoureuses de défense ; mais il annonçait en même temps l'intention d'envoyer une nouvelle mission en France.

Dans la Chambre des représentants le parti républicain était dirigé par Giles, Nicholas, Livingston, Gallatin, et Smith, du Maryland. Madison et Page s'étaient retirés. Les fédéralistes avaient perdu Ames, dont la santé était irrémédiablement atteinte. Son successeur, comme délégué de Boston, était Harrison Gray Otis, neveu du célèbre Otis de la génération révolutionnaire, et orateur d'une grande réputation locale. Le *leader* du parti de l'administration était l'élégant et anglomane Smith, de la Caroline du Sud. Le parti républicain avait fait une étrange acquisition dans la personne d'un Irlandais hirsute et mal bâti, du nom de Matthew Lyon, délégué du Vermont, qui, dès son entrée dans la législature, demanda à être exempté de la « formalité servile » qui consistait pour la Chambre à aller porter en corps au président une réponse à son message. Sous l'influence des derniers

1. Session extraordinaire du cinquième Congrès, 15 mai-8 juillet 1797.

événements, les élections de 1796 avaient été favorables aux fédéralistes. Ils avaient la majorité dans le cinquième Congrès, surtout au Sénat. A la Chambre les dispositions étaient quelque peu flottantes et la balance du pouvoir appartenait à un groupe de modérés, guidés par Dayton le *speaker*, « groupe sans système fixe, dit Jefferson, obéissant aux impulsions pusillanimes ou courageuses du moment, louvoyant au hasard, selon la direction actuelle du vent, entre les républicains ou les aristocrates, pour donner aux uns ou aux autres une prépondérance accidentelle [1] ».

Les nouvelles qui arrivaient d'Europe étaient propres à calmer l'ardeur de ceux qui ne rêvaient que guerre avec la France. Bonaparte, victorieux dans la haute Italie, avait passé les Alpes et menaçait la capitale de l'Autriche. La panique était telle à Londres que la banque d'Angleterre avait dû suspendre ses payements en espèces; une révolte avait éclaté à bord de l'escadre de la Manche, et l'Irlande était en pleine insurrection.

1. *Jefferson's Works*, juin 1797.

CHAPITRE LXXI

RUPTURE AVEC LA FRANCE. — LES « RÉSOLUTIONS » DU KENTUCKY ET DE LA VIRGINIE

Préparatifs belliqueux. Échec de la mission Pinckney, Marshall, Gerry (octobre 1797-avril 1798). — État de guerre entre la France et les États-Unis (octobre 1798-février 1799). La guerre fédéraliste. *Hail Columbia!* — Législation antilibérale : *Alien and Sedition Laws* (juin-juillet 1798). — Velléités sécessionnistes. Jefferson et les « Résolutions » du Kentucky et de la Virginie (10 novembre-24 décembre 1798).

Préparatifs belliqueux. Échec de la mission Pinckney, Marshall, Gerry (octobre 1797-avril 1798).

Le Congrès, dans la session extraordinaire de mai à juillet 1797, adopta diverses mesures de défense, la mobilisation éventuelle de quatre-vingt mille hommes de milice pour un service de trois mois, des travaux de fortification dans les ports, l'achèvement de trois frégates en cours de construction [1]. Pour couvrir ces dépenses, la législature vota quelques impôts nouveaux, un droit de timbre [2], une surtaxe à l'importation du sel, et un emprunt de 800 000 dollars à 6 pour 100. Les enthousiastes avaient proposé des mesures de bien plus grande portée, l'acquisition de neuf vaisseaux de guerre, l'armement des bâtiments de commerce, la formation immédiate d'une armée régulière de quinze mille hommes.

1. *United States*, *Constitution*, *Constellation*.
2. Ce qui était un acte de grande énergie, car les taxes intérieures étaient toujours extrêmement impopulaires. Le peuple des États-Unis avait fait sa révolution pour un très misérable droit de timbre.

Mais la Chambre des représentants rejeta sagement ces motions, et le Congrès, pensant avoir assez fait pour la sécurité de l'Union, se sépara le 8 juillet.

Les débats sur ces mesures militaires avaient été extrêmement violents pendant toute la session. L'opposition républicaine fulminait contre toute proposition de dépense. Jefferson, très inquiet, adressait lettres sur lettres à Gerry, à Samuel Adams, à Pendleton, à Madison. Le 17 juin, il écrit à Burr que les résultats de la session sont déplorables. La majorité du traité Jay est toujours compacte, et c'est la guerre que veut l'exécutif. On avait pu espérer que les républicains, Washington parti, prendraient l'ascendant, mais le « mécontentement des Français et les mesures adoptées par eux contre les États-Unis ont profité aux fédéralistes ». Parlant de l'acrimonie des discussions au Congrès, il écrit à Rutledge le 24 juin : « D'anciens amis ne veulent plus même se saluer ».

Une mésaventure venait d'arriver à Jefferson. L'année précédente, le 24 avril 1796, il avait écrit à un Italien, Mazzei, une lettre où il était question de la formation aux États-Unis d'un parti anglais, monarchique et aristocratique, et de « Salomons dans le conseil, Samsons dans le combat, dont la courtisane Angleterre avait coupé la chevelure ». C'était le langage de l'*Aurora*, de l'*Argus*, du *Chronicle* et autres journaux démocrates. Une traduction italienne de la lettre parut dans un journal de Florence; quelque temps après, le Directoire en fit publier une traduction française dans le *Moniteur* du 25 janvier 1797, avec un commentaire tendant à prouver que les vues du Directoire étaient partagées par quelques-uns des citoyens les plus vertueux et les plus éclairés des États-Unis, ce qui permettait d'espérer que les mesures vigoureuses prises par le gouvernement français amèneraient au delà de l'Atlantique le triomphe du parti des « bons républicains », les amis de la France.

La *Minerva*, organe fédéraliste de New-York, reproduisit la lettre à Mazzei (mai 1797). Le mouvement d'opinion contraire aux républicains s'accentua aussitôt, et Washington, qui ne goûtait pas la plaisanterie, fut extrêmement froissé. Désormais la rupture entre lui et Jefferson était complète. Cependant il restait douteux

pour une partie du public que la lettre fût réellement de Jefferson. Celui-ci gardait un silence prudent. Le 3 août suivant, dans une lettre à Madison, il explique cette attitude. S'il se reconnaissait, dit-il, l'auteur de la lettre, il lui faudrait entrer dans des explications sans fin qui le brouilleraient avec tous les membres du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, et le mettraient aux prises avec tous ceux pour qui le nom de Washington était encore populaire, c'est-à-dire avec les neuf dixièmes des citoyens des États-Unis [1].

Bien que le Directoire eût intimé l'ordre à Pinckney de quitter la France, John Adams n'avait point renoncé à son dessein d'une dernière tentative de conciliation. Sur le refus de Madison et de Jefferson de faire partie de la mission nouvelle, il adjoignit à Charles C. Pinckney, John Marshall et Elbridge Gerry [2]. Des trois commissaires, deux étaient des fédéralistes modérés, le troisième, Gerry, flottait entre les deux partis. Les commissaires arrivèrent à Paris au commencement d'octobre 1797, un mois après le coup d'État du 18 fructidor. Grâce à Augereau l'autorité du Directoire était raffermie, la France se consolait de sa détresse financière par les victoires que remportaient depuis deux ans Bonaparte et Moreau. L'Autriche, menacée par le sud et par l'ouest, signait le traité de Campo-Formio, qui donnait à la France la Belgique et la rive gauche du Rhin. C'est avec un gouvernement à la fois besogneux et infatué de gloire militaire qu'allaient tenter de négocier les envoyés des États-Unis. Ils ne devaient pas réussir.

Talleyrand, ministre des affaires étrangères, refusa, sous divers prétextes, de les recevoir officiellement et leur adressa trois agents

1. Plus tard, après vingt-sept ans, il fut raconté qu'au moment de la publication de la lettre à Mazzei, Washington avait demandé des explications à son ancien ministre et que celui-ci avait répondu par une lettre pleine d'humbles excuses, puis, que ces deux documents avaient été enlevés des papiers de Washington par son secrétaire particulier, Tobias Lear, avec qui Jefferson avait conservé secrètement des relations si amicales, qu'il lui confia un poste diplomatique dès son arrivée au pouvoir. Le fait n'a jamais été prouvé. Jefferson, dans une lettre à Van Buren, du 29 juin 1824, le nie formellement; il est vrai qu'il prétend en même temps que la lettre à Mazzei ne contenait aucune allusion à Washington et ne visait que l'association des Cincinnati, assertion qu'il est difficile de concilier avec les aveux contenus dans la lettre à Madison du 3 août 1797.

2. John Quincy Adams, fils du président, était remplacé comme ministre à Lisbonne par W. Smith, de la Caroline du Sud, et envoyé lui-même à Berlin. William Vans Murray était nommé ministre à la Haye.

chargés de leur faire connaître les intentions du Directoire. Ces intermédiaires officieux, Hottinguer, Bellamy et Hauteval, désignés plus tard, dans la publication faite aux États-Unis des pièces de la négociation, par les lettres X, Y, Z, déclarèrent aux envoyés que le Directoire avait pris ombrage de certaines expressions et du ton général du message du président Adams à l'ouverture de la session extraordinaire. On réclamait donc, avant toute négociation, un désaveu écrit des expressions qui avaient causé l'offense; en outre il était utile, afin que tout mécontentement fût effacé, que les envoyés des États-Unis témoignassent des bonnes dispositions de leur gouvernement par la concession au Directoire d'un prêt d'une certaine importance, environ 60 millions de livres, ainsi que d'une sorte de gratification de 1 200 000 livres, mise à la disposition personnelle de M. de Talleyrand et des Directeurs. Ce dernier point était naturellement tout à fait confidentiel, et il n'en pouvait être question entre le ministre des affaires étrangères et les envoyés, lorsque ces derniers se trouveraient en sa présence.

De telles ouvertures causèrent une énorme surprise aux Américains; il semble même qu'elles leur enlevèrent un peu de la présence d'esprit indispensable aux diplomates. Si extraordinaire que fût ce procédé de négociation par l'intermédiaire de personnages mystérieux, ils ne le repoussèrent point tout d'abord et se contentèrent de répondre à Hottinguer et à Bellamy qu'ils n'avaient aucun pouvoir pour consentir un emprunt et qu'un désaveu du message était absolument hors de question.

Sur la proposition du troisième agent, Hauteval, les commissaires consentirent à laisser l'un d'eux, Gerry, rencontrer le ministre dans une entrevue toute privée. Hauteval avait vécu à Boston et Gerry l'y avait connu, ainsi que Talleyrand, lorsque celui-ci était allé passer son temps d'exil aux États-Unis. L'envoyé américain rapporta de cette conférence l'assurance que Hottinguer et Bellamy étaient bien autorisés à parler au nom du ministre. Il n'avait pu d'ailleurs que confirmer à Talleyrand la réponse déjà faite par ses collègues et lui-même aux propositions qui leur avaient été présentées. Un peu plus tard Talleyrand assista à un dîner offert par Gerry et y rencontra les deux autres commissaires

américains qui attendaient toujours vainement la reconnaissance officielle de la mission; il ne sortit rien d'utile de cette réunion.

Après trois mois dépensés ainsi en pourparlers préliminaires qui n'aboutissaient pas, les envoyés américains se décidèrent enfin à se rappeler qu'ils n'étaient pas venus seulement pour écouter les plaintes du gouvernement français contre les États-Unis, mais aussi pour demander le redressement des griefs des États-Unis contre la France [1]. Marshall rédigea un long mémoire explicatif de ces griefs et des demandes des États-Unis; la conclusion en était que des passeports devaient être immédiatement remis aux envoyés pour leur retour en Amérique, s'il ne restait aucun espoir de réaliser un arrangement équitable par des moyens conformes à leurs instructions (janvier 1798). Ce mémoire resta plusieurs semaines sans réponse [2].

Entre temps fut promulgué un décret du Directoire qui déclarait de bonne prise tous navires ayant à bord des marchandises anglaises et interdisait l'entrée des ports français à tout bâtiment ayant dans son voyage touché à un port anglais. Talleyrand n'était cependant pas resté sans s'occuper des Américains. Il avait adroitement détaché Gerry de ses collègues et lui avait persuadé que la négociation marcherait beaucoup mieux s'il restait seul à la conduire, ce que permettait la lettre des instructions données aux délégués. Il le donna même à entendre aux deux autres envoyés dans la réponse qu'il se décida à faire en mars au mémoire de Marshall. Celui-ci et Pinckney protestèrent dans un nouveau mémoire, non moins développé que le premier, contre l'exclusion injurieuse dont ils étaient l'objet (avril 1798), et demandèrent de nouveau leurs passeports. Talleyrand les leur envoya aussitôt, après avoir obtenu de Gerry son consentement à la proposition

1. Les instructions portaient que les membres de la mission envoyée en France avaient charge de résoudre les différends existants, résultant de griefs réciproques, et de rétablir l'entente et les relations commerciales entre les deux républiques. Ils devaient demander une réparation pour les spoliations dont la marine marchande américaine avait été victime, sans en faire cependant la condition indispensable d'un traité. Ils ne devaient consentir aucun emprunt, mais ils étaient autorisés à concéder, au point de vue neutre, des stipulations analogues à celles qui se trouvaient contenues dans le traité anglais. Enfin ils devaient s'efforcer d'obtenir une renonciation mutuelle à la clause de garantie contenue dans le traité de 1778.

2. Le secrétaire particulier de Talleyrand fit seulement un jour savoir à l'un des commissaires que la longueur du mémoire était cause que personne n'avait encore trouvé le temps de le lire.

de poursuivre seul la négociation. Marshall partit aussitôt pour l'Amérique. Pinckney conduisit sa fille malade dans le midi de la France, où il séjourna quelques mois. Gerry resta. Un peu de vanité le retenait à Paris, mais aussi d'excellentes intentions et la crainte des conséquences que pouvait entraîner pour l'Amérique une rupture complète avec la France. Malgré ses relations personnelles avec Talleyrand, il ne réussit toutefois qu'à se compromettre gravement, et à mécontenter le gouvernement qu'il représentait, sans satisfaire ses amis politiques du parti républicain.

État de guerre entre la France et les États-Unis (octobre 1798-février 1799). La guerre fédéraliste. « Hail Columbia! »

Lorsque le cinquième Congrès se réunit en novembre 1797 pour sa première session régulière[1], aucune nouvelle des négociations entamées à Paris n'était encore parvenue aux États-Unis, et John Adams, dans son message, exprimait l'espoir que tout irait bien. En mars 1798 arrivèrent enfin des dépêches; le président de l'Union les jugea si graves que, les communiquant immédiatement au Congrès, il déclara qu'il ne restait plus qu'à prendre les mesures nécessaires pour la mise du pays en état de défense. Ce message belliqueux et la publication des dépêches excitèrent dans tout le pays la plus vive émotion. Un républicain, Sprigg, proposa aussitôt des résolutions portant que les États-Unis n'avaient aucun intérêt à ouvrir des hostilités contre la république française. Sur cette motion (fin mars 1798) s'engagea un solennel débat dont l'issue devait décider la question de paix ou de guerre avec la France. Le fédéraliste Sewall dit : « Si nous manquons de courage pour nous défendre, au moins ne le crions pas sur les toits. Si nous ne voulons pas agir, ne déclarons pas que nous sommes prêts à recevoir les injures avec grand merci. Ce sont nos divisions qui nous ont valu ces attaques. Accepter la résolution proposée, c'est donner raison à la France qui prétend que chez nous le président et la nation sont en désaccord. L'union seule peut nous tirer du péril. »

1. 13 novembre 1797-16 juillet 1798.

Le sentiment public se prononçait avec force pour la guerre. Des adresses arrivèrent de toutes parts au président. La ville de Philadelphie redevint favorable à l'administration fédérale. A la cocarde tricolore dont se paraient les partisans de la France, les patriotes opposèrent la cocarde noire qu'avait portée l'armée continentale pendant la guerre de l'indépendance. Comme en 1793, les fédéralistes traitaient leurs adversaires de démocrates et de jacobins. Hopkinson composa le *Hail Columbia!* qui est resté le chant national de l'Union, et Robert Treat Paine le poème *Adams and Liberty* [1].

1. Joseph Hopkinson, un Pennsylvanien de Philadelphie, fils de Francis Hopkinson, l'ami de Franklin, était né en 1770. Il avait donc vingt-huit ans lorsqu'il composa *Hail Columbia!* Il a raconté lui-même (en 1840, en réponse à une question posée sur ce sujet par la « Société musicale de Wyoming » (*Wyoming Band*) à Wilkesbarre), dans quelles circonstances il avait été amené à écrire ces vers.

Un jeune chanteur, camarade d'école de Hopkinson, allait donner une représentation à son propre bénéfice. C'était dans l'été de 1798. Il vint trouver son ami, lui disant qu'il avait à peine vingt places louées et que sa représentation lui coûterait, au lieu de rapporter, si Hopkinson ne lui composait un chant patriotique sur l'air en vogue à cette époque, la « Marche du Président », Hopkinson promit; donnés dès le lendemain, ses vers furent annoncés le matin pour le soir même et il y eut salle comble. Le chant fut accueilli par des applaudissements frénétiques pendant plusieurs soirées. Bientôt des milliers de voix le répétèrent par les rues. Il se chante encore. C'est la *Marseillaise* de l'Amérique.

Les États-Unis étaient alors dans cette période de fièvre où la guerre avec la France semblait imminente, où la violence de l'esprit de parti s'était élevée à un degré qui n'a guère été dépassé depuis. Hopkinson dit qu'il a voulu éveiller un *esprit américain*, indépendant des passions, des intérêts et de la politique des deux belligérants, sans une allusion ni à la France, ni à l'Angleterre, ni à leur querelle.

Voici la traduction de *Hail Columbia* :

« Salut, Columbia! terre heureuse! — Salut, vous, héros, troupe divine! — qui avez combattu et versé le sang pour la cause de la liberté. — Et quand la tempête de la guerre sera passée, — jouissez de la paix que votre valeur aura conquise. — Que l'indépendance soit notre orgueil! — N'oublions jamais ce qu'elle a coûté; — mais, reconnaissants pour le prix obtenu, — élevons son autel jusqu'aux cieux.

« Soyons fermes, unis! — Rallions-nous autour de notre liberté! — Marchant d'accord comme des frères, — nous trouverons paix et sécurité.

« Patriotes immortels, levez-vous encore! — Défendez vos droits, défendez vos rivages! — Qu'aucun ennemi grossier, avec ses mains impies, — n'envahisse le sanctuaire, où repose sacré — le prix bien gagné de la peine et du sang. — Tandis que nous offrons une paix sincère et juste, — nous plaçons virilement notre confiance au ciel. — La vérité et la justice prévaudront; — tout projet de nous enchaîner échouera.

« Soyons fermes,....

« Sonnez, sonnez, trompettes de la Renommée! Que le grand nom de Washington — résonne à travers le monde au milieu des applaudissements! — Que tout pays cher à la liberté — l'écoute d'une oreille joyeuse! — Avec une constante

Au Congrès le parti de la guerre l'emportait décidément et la majorité fédéraliste votait une série de mesures qui rendaient inévitable une rupture. Toutes relations commerciales avec la

habileté et un pouvoir divin, — il a gouverné dans l'heure terrible — d'une guerre affreuse; il dirige avec sérénité — les temps plus heureux d'une paix honorable.

« Soyons fermes,....

« Voyez le chef qui maintenant commande! — Pour servir une fois de plus son pays, il se lève, rocher que battra la tempête. — Armé d'une vertu solide et fidèle, — ses espérances sont fixées sur le ciel et sur vous. — Quand l'espérance sombrait dans l'épouvante, — et qu'une ombre sinistre couvrait l'éclat de Columbia, — son âme inébranlable, à toute vicissitude rebelle, — ne voulait rien que la mort, ou la liberté!

« Soyons fermes, unis! — Rallions-nous autour de notre liberté! — Marchant d'accord comme des frères, — nous trouverons paix et sécurité. »

Robert Treat Paine, *junior*, fils d'un signataire de la Déclaration d'indépendance (il ne faut pas le confondre avec Thomas Paine, auteur du *Common Sense*, de la *Crise* et de l'*Age of Reason*, dont il porta le nom jusqu'en 1801) était né en 1773. De Taunton (Massachusetts), son village natal, il fut conduit jeune à Boston, manifesta un penchant très vif pour la poésie, et fit ses études à Harvard. La légende raconte que, placé chez un banquier à sa sortie du collège, il tenait sa comptabilité en vers. Lorsque les comédiens eurent fait leur apparition à Boston (1792), et qu'un théâtre fut construit dans Federal Street et ouvert en 1794, il quitta le comptoir pour le parterre, épousa une actrice de seize ans, fit de la critique théâtrale, composa des poèmes qui lui rapportèrent des sommes respectables, 1 500 dollars pour une pièce intitulée l'*Invention des Lettres* (il est vrai qu'elle contenait quelques allusions méprisantes au jacobinisme français), et fonda un journal hebdomadaire qui lui enleva le plus clair de son bien.

En 1798, à la prière d'une société de bienfaisance du Massachusetts, il composa le chant *Adams and Liberty*, dont voici le premier couplet :

« Vous, fils de Columbia, qui si bravement avez combattu — pour ces droits, que vos ancêtres vous avaient légués intacts, — puissiez-vous longtemps goûter ces bénédictions que votre valeur a achetées, — et vos fils récolter sur le sol que vos pères ont défendu! — Au milieu du règne de la douce paix, puisse votre nation s'accroître, — avec la gloire de Rome et la sagesse de la Grèce!

« Jamais ne seront esclaves les fils de Columbia, — tant que la terre une plante portera, tant que la mer une vague roulera! »

Les autres couplets chantent la patrie que n'atteignent pas les commotions d'Europe, dénoncent les traîtres qui « ont troqué leur Dieu pour son image en or », mettent en contraste les tempêtes qui assaillent la France et la paix dont l'Amérique jouit sous sa « douce constitution », félicitent les États-Unis de ne pas connaître les factions (no foe can subdue us, *no faction divide!*) : Si jamais la tempête de la guerre menaçait la patrie, elle ne pourrait détruire le temple de la liberté.

« Car, impassible, devant la porte Washington se dresserait, — et sa poitrine repousserait les assauts du tonnerre! — Son épée, sortant du sommeil, — s'élancerait du fourreau!

« Non, jamais ne seront esclaves les fils de Columbia, — tant que la terre une plante portera, tant que la mer une vague roulera! »

Un biographe de Robert Treat Paine nous apprend que la pièce *Adams and Liberty*, aujourd'hui bien oubliée, rapporta à son auteur sept cent cinquante dollars, ce qui, ajoute-t-il avec admiration, représente *onze dollars par vers*.

France et ses dépendances étaient suspendues. Les navires marchands étaient autorisés à se défendre par la force contre toute tentative de visite ou de saisie [1]. Ordre était donné aux navires de guerre de l'Union de saisir les bâtiments français armés qui commettraient des actes hostiles à l'égard de navires américains. Un département spécial de la marine fut créé [2]; le président était autorisé à louer, acheter ou faire construire douze bâtiments de vingt canons. Enfin le Congrès vota la création d'une armée de ligne dont le commandement en chef fut confié à Washington, avec Hamilton, Pinckney et Knox pour ses principaux lieutenants.

Les républicains avaient essayé vainement de lutter contre ce débordement d'ardeur belliqueuse. L'*Aurora* de Bache publia la réponse de Talleyrand au volumineux mémoire que lui avaient adressé les délégués américains sur les griefs des États-Unis. Les fédéralistes dénoncèrent, dans cette publication, la preuve de l'existence de relations directes entre la France et un parti aux États-Unis. Le gouvernement répondit aux protestations et aux clameurs de l'opposition contre les préparatifs de guerre, en faisant reproduire à dix mille exemplaires toutes les pièces relatives aux négociations, les lettres de Talleyrand et de Gerry, la fameuse correspondance X, Y, Z, les instructions données aux envoyés et les lettres de rappel adressées à Gerry. Celui-ci avait fini par se brouiller avec Talleyrand qui s'était efforcé de tourner en ridicule l'histoire de la demande du pot-de-vin, et avait fait déclarer dans un journal ami que les agents des États-Unis s'étaient laissé duper par des intrigants. Gerry avait répliqué en publiant les noms que cachaient les initiales et le sieur Bellamy, de Hambourg, l'un des intermédiaires, affirma la réalité et le caractère sérieux de ses relations avec Talleyrand et les commissaires américains. Gerry reçut enfin ses passeports et quitta la France en août 1798.

Le Directoire, à ce même moment, sur la nouvelle des préparatifs de guerre du gouvernement américain qu'il ne tenait nullement à pousser à bout, se montrait plus conciliant, levait un

1. Un décret récent du Directoire (janvier 1798) déclarait de bonne prise tous navires américains transportant des marchandises ou produits anglais, ou faisant voile de ports anglais.

2. Le premier secrétaire fut Benjamin Stoddert (du Maryland).

embargo mis sur des navires des États-Unis et restreignait l'exercice du droit de visite et de saisie. Les républicains de leur côté firent un dernier effort pour prévenir la rupture imminente. Le Dr Logan, de Philadelphie, quaker, républicain ardent, admirateur fanatique de la révolution française, arriva à Paris et se présenta, comme une sorte d'envoyé de Jefferson, à Talleyrand et à Merlin qui lui firent grand accueil, et le comblèrent d'assurances du désir qu'avait la France de rétablir des relations amicales avec les États-Unis. Les fédéralistes, déjà mécontents du séjour de Gerry à Paris, se montrèrent plus irrités encore de la mission Logan, qui ne satisfit d'ailleurs que médiocrement l'opposition.

Jefferson, après avoir d'abord déclaré le message d'Adams insensé, avait reconnu que l'impression produite par les dépêches des envoyés américains était désagréable et confuse, et que les demandes des agents de Talleyrand étaient indignes d'une grande nation. Mais il était effrayé de la pente où s'engageait le pays. Persuadé que l'Angleterre n'en avait plus pour deux ans à résister à la France, il voyait déjà celle-ci accablant du poids de ses forces les États-Unis. Il suppliait Madison d'intervenir par la plume, d'analyser la correspondance des envoyés américains, de ramener au sang-froid l'opinion exaltée. Le 26 avril il lui écrit : « Giles, Clopton, Cabell et Nicholas sont partis, Clay s'en va demain. Parker s'est rallié au parti de la guerre. Les fédéralistes peuvent faire tout ce qu'ils veulent. L'un d'eux disait récemment qu'ils allaient faire passer un bill contre les étrangers et un autre contre la sédition.... Le premier vise probablement Volney et Collot,... le second a pour objet de détruire la presse whig. Bache a été spécialement nommé. Son journal et celui de Carey n'ont pas beaucoup d'abonnés. Il faut que nous nous efforcions de leur en procurer, car si ces feuilles tombent, le républicanisme sera bien abattu.... Le flot des adresses grossit dans l'Est. Cependant quand ces gens-là verront la guerre de plus près et seront forcés de payer une taxe foncière, ils réfléchiront. Dans ce moment, tous ces grands guerriers ne parlent que de septembriser, de déporter; ils se grisent des exemples donnés par le pouvoir exécutif français pour la répression des séditions. »

Washington prit fort au sérieux ses fonctions de commandant

en chef et vint exercer ses troupes près de Philadelphie dans les derniers mois de 1798. L'opinion publique était surexcitée et s'imaginait que l'on n'était occupé en France que de la querelle avec l'Amérique. On s'attendait à voir débarquer Victor Hughes, commissaire français aux îles Caraïbes, même Bonaparte, arrivant de Bordeaux ou de Brest.

Il n'y eut pas de déclaration de guerre et cependant la France et les États-Unis furent réellement, pendant quelques mois, en état de guerre. Tout se borna d'ailleurs à une ou deux rencontres sur mer, et à quelques exploits de corsaires. Decatur l'aîné, commandant le sloop Delaware, prit un bâtiment français de vingt canons.

Au début de sa troisième session (décembre 1798), le cinquième Congrès autorisa le président à faire construire six vaisseaux de guerre de 74 canons et six sloops de 18. A la fin de cette année, les États-Unis avaient une vingtaine de bâtiments de guerre, divisés en quatre escadres; de plus environ 360 navires de commerce armés, portant plus de deux mille pièces et montés par sept mille marins. Enfin le 9 février 1799, la frégate américaine, la *Constellation* (38 canons), rencontra aux Antilles la frégate française l'*Insurgé*. Celle-ci après un combat d'une heure un quart amena son pavillon, ayant perdu 20 tués et 46 blessés. « Guerre glorieuse! s'écriait plus tard Adams, le fier pavillon de la France fut humilié. » Cette guerre, plus stérile encore que glorieuse, et qui ne profita qu'aux propriétaires de bâtiments armés en course, coûta fort cher à la nation. Aux droits de timbre, déjà votés, on dut ajouter de nouvelles taxes directes sur les maisons et sur les esclaves, et il fallut contracter des emprunts.

Législation antilibérale : « Alien and Sedition Laws » (juin-juillet 1798).

Au milieu de 1798, après le vote de toutes les mesures de guerre et la publication des pièces relatives à la mission Pinckney, Adams eut un instant, bien fugitif, de popularité réelle, et le parti fédéraliste, qu'il avait si résolument dirigé dans la campagne d'indignation patriotique contre les provocations injurieuses de la

France, se trouvait à l'apogée de son influence dans le Congrès et de son autorité dans le pays.

Cette magnifique situation fut brusquement compromise et bientôt irrémédiablement perdue par une faute capitale, le vote des fameuses lois « contre les étrangers » et « contre la sédition ».

Exaspérés par la violence de l'opposition que leur faisait le parti républicain, les fédéralistes estimèrent que ce n'était pas assez de préparer le pays pour la réception éventuelle de l'ennemi du dehors, et qu'il fallait encore bâillonner les ennemis du dedans. De là les *Alien Acts* des 25 juin et 6 juillet 1798 et le *Sedition Act* du 14 juillet. De cette législation antilibérale devait sortir, en moins de trois années, la ruine complète du parti fédéraliste, et, pour un avenir encore éloigné, la première expression de la doctrine de la *Nullification*.

Dès le mois d'avril les principaux chefs du parti fédéraliste méditaient l'adoption de mesures restrictives contre la liberté illimitée de la parole et contre les excès de la presse [1]. Il existait à cette époque aux États-Unis deux cents journaux dont les neuf dixièmes soutenaient l'administration et une vingtaine environ appartenaient au parti républicain. Ces derniers, répartis entre les États du Centre et du Sud, étaient pour la plupart rédigés par des étrangers, Irlandais, Écossais ou Français, qui, par la naturalisation, étaient devenus des citoyens américains. Le Congrès vota d'abord une loi aux termes de laquelle la naturalisation ne pourrait plus être obtenue qu'après quatorze années de résidence au lieu de cinq, délai stipulé jusqu'alors. Ce fut la première des *Alien Laws*. Un autre bill autorisait le président à expulser du pays tout étranger qu'il jugerait dangereux pour la paix et pour la sécurité des États-Unis ou qu'il soupçonnerait de quelque machination secrète contre l'État. Un autre bill encore autorisait le président, en cas de guerre déclarée ou d'invasion des États-Unis, à faire arrêter et à expulser, par simple proclamation, toutes les personnes de la nationalité ennemie, séjournant sur le territoire américain. L'exercice du droit discrétionnaire d'expulsion était limité à deux ans. Ces lois ne furent jamais appliquées.

1. Le Parlement anglais, sur la proposition de Pitt, venait de voter des lois portant les mêmes titres et ayant le même objet en Angleterre.

Quelques émigrés français, Volney entre autres, quittèrent toutefois, à cette occasion, les États-Unis.

Les *Alien Acts* auraient laissé sans doute la population américaine assez indifférente, malgré l'émoi qu'ils excitaient dans la presse, s'ils n'avaient fait partie d'un système de répression politique dont l'arme la plus dangereuse était la *Sedition Law*. Celle-ci fut présentée au Sénat par Lloyd, du Maryland. Elle déclarait passible d'une amende pouvant s'élever à cinq mille dollars et d'un emprisonnement de six mois à cinq ans toute personne conspirant, ou simplement participant, par voie de publication, à un complot tendant à entraver l'action d'une loi des États-Unis ou d'une ordonnance du président. Le maximum de l'amende était fixé à deux mille dollars et la durée de l'emprisonnement à deux années au plus pour toute diffamation par la voie de la presse contre le gouvernement, le président ou l'une des deux Chambres, ou pour toute excitation à la sédition.

La seule annonce de ces bills suscita dans le pays un sentiment de stupéfaction[1], bientôt d'indignation. Les plus intelligents des fédéralistes blâmaient les excès où l'on voulait entraîner le parti. Hamilton prévoyait tous les périls de la législation proposée. Dans une lettre pleine de bon sens politique, adressée à Wolcott, il dit : « *Let us not establish a tyranny*, n'établissons pas la tyrannie, l'énergie n'a rien de commun avec la violence. Restons unis et ne poussons point les choses à l'extrême, si nous ne voulons donner un corps et la vie à ce qui n'est encore qu'une fiction[2]. » Ces sages avis ne furent pas plus écoutés que les éloquentes et vigoureuses objections de Nicholas, de Gallatin, de Livingston et de Macon, du parti républicain. Le Sénat vota le *Sedition Act* par 12 voix contre 6, la Chambre par 44 voix contre 41 (juillet 1798).

La loi contre la sédition n'était nullement destinée, dans la pensée des fédéralistes qui l'avaient imaginée et votée, à rester une vaine menace à l'adresse des injures des journalistes républicains. Une des premières victimes de cette arme politique fut

1. La première section du projet proposé par Lloyd déclarait les Français des ennemis des États-Unis; leur donner aide et appui et soutenir leur cause était une trahison passible de la peine de mort. Cette clause, vraiment étrange, ne fut pas adoptée par le Congrès.

2. 29 juin 1798.

l'excentrique et redoutable Matthew Lyon, ce petit Irlandais, envoyé par le Vermont à la Chambre, et qui, par son républicanisme, faisait tache au milieu de la représentation fédéraliste de la Nouvelle-Angleterre. Une adresse à ses électeurs dans laquelle il représenta le président comme se délectant d'un faste ridicule et des plus plates adulations, lui valut une amende de mille dollars qu'il dut payer, et quatre mois de prison dont pas un jour ne lui fut épargné [1].

Velléités sécessionnistes. Jefferson et les « Résolutions » du Kentucky et de la Virginie (10 novembre-24 décembre 1798).

Les républicains n'étaient pas d'humeur à rester immobiles sous le coup que le parti de l'aristocratie et de la tyrannie venait de leur porter. Pendant les derniers mois de 1798, ils ne cessèrent de dénoncer à l'opinion publique l'attentat qui se commettait contre les droits sacrés, réservés aux citoyens américains par la lettre et l'esprit de la Constitution. Discours, brochures, lettres, pétitions au Congrès, tous les moyens furent employés pour exciter les défiances et le mécontentement dans la population.

Un mouvement plus sérieux encore se préparait. Avant même le vote des *Alien and Sedition Laws*, et lorsqu'il n'était encore que vaguement parlé de ces projets, un grand nombre de gentlemen du Sud ne supportaient déjà plus qu'impatiemment la domination du Massachusetts et du Connecticut. Un Carolinien, John Taylor, chef de la majorité républicaine de la Chambre virginienne, demandait s'il n'était pas temps de songer à constituer la Virginie et la Caroline du Nord en un État distinct, indépendant, séparé du reste de l'Union. Jefferson, le grand directeur des consciences politiques dans le parti républicain, s'émut de ces velléités sécessionnistes. Partisan fervent de l'Union, il écrivit, le 1er juin 1798, à John Taylor, sur ce sujet si grave, une longue lettre dont les passages principaux méritent d'être reproduits comme une indication des sentiments qui animaient Jefferson à cette époque, et

1. En 1840 le Congrès remboursa aux héritiers de Lyon le montant de l'amende avec les intérêts.

de l'espérance qui couvait en lui d'un prochain triomphe de ses principes et de son parti :

« Il est vrai que nous sommes complètement sous le joug du Massachusetts et du Connecticut, et qu'ils nous mènent fort durement, insultant avec cruauté à nos sentiments, épuisant notre force et notre substance. Leurs amis naturels, les trois autres États de l'Est, se joignent à eux par une sorte d'orgueil de famille, et ils ont l'art de diviser certaines autres parties de l'Union, de façon à s'en servir pour gouverner le tout. Ce n'est pas nouveau. De tout temps la pratique des despotes a été d'employer une partie du peuple à tenir l'autre en respect. *Ceux qui ont pris une fois l'ascendant, qui se sont emparés de toutes les ressources, de tous les revenus et de toutes les places de la République, ont d'immenses moyens pour conserver leur avantage.* C'est l'irrésistible ascendant et la popularité du général Washington, exploités par l'habileté d'Hamilton, qui ont fait passer le gouvernement dans des mains anti-républicaines.... Ce n'est pas une situation naturelle, mais le temps seul ramènera un état de choses correspondant mieux aux sentiments de nos électeurs.... Dans toute société libre et délibérante il y a nécessairement, comme une conséquence de la nature de l'homme, des partis opposés en de violents dissentiments, et chacun d'eux doit tenir le pouvoir pendant un temps plus ou moins long.... Si pendant cette supériorité temporaire d'un parti sur l'autre, celui-ci a recours à une scission, il n'y a pas de gouvernement fédéral possible. Si, pour nous débarrasser du joug du Massachusetts, nous brisons l'Union, le mal s'arrêtera-t-il là ? Supposez les États de la Nouvelle-Angleterre séparés de nous, nos natures auront-elles changé ?... nous verrons aussitôt s'élever dans le reste de la confédération un parti de la Virginie et un de la Pennsylvanie, et l'esprit de parti continuera de régner dans l'opinion publique. Si nous réduisons l'Union à la Virginie et à la Caroline du Nord, le conflit s'établira immédiatement entre les représentants de ces deux États. Reconnaissant en conséquence qu'une association d'hommes ne se querellant pas entre eux est une chose qui n'a jamais été vue, depuis la plus grande confédération de nations jusqu'au plus humble conseil de municipe ou de paroisse, voyant qu'il faut toujours que nous ayons

quelqu'un à quereller, j'aime mieux garder pour cet objet nos associés de la Nouvelle-Angleterre que de batailler entre nous. Un peu de patience, et nous verrons passer le règne des sorciers et s'évanouir leurs charmes, le peuple recouvrer ses vrais droits et ramener le gouvernement à ses vrais principes. Il est exact qu'en attendant nous souffrons profondément, ayant en perspective les horreurs de la guerre, et la longue oppression d'une dette publique énorme. Mais qui peut dire quels seraient les maux d'une scission? quand et comment ils prendraient fin? »

Lorsque les lois restrictives eurent été votées, Jefferson commença de douter qu'il fût sage de compter passivement sur le cours naturel des événements pour délivrer les Américains du despotisme de la coterie aristocrate. Il n'avait pas repoussé en principe l'idée d'une sécession; il en avait seulement déconseillé l'application actuelle pour des motifs d'opportunité. Les fédéralistes s'attaquant maintenant à la sauvegarde du jury et à la liberté de la presse, le moment était venu de formuler hautement des principes de préservation pour les droits menacés, et de ne pas laisser les faits accomplis entraîner le pays trop loin pour que le retour en arrière fût possible ou exempt de péril. Telle est la pensée qui inspira les célèbres « Résolutions » du Kentucky et de la Virginie, contre la constitutionnalité des « Alien and Sedition Acts ».

C'est dans cette affirmation de principes, que ne devait suivre aucune action immédiate, qu'est la signification politique en même temps que l'importance historique de ces deux manifestes.

En octobre et novembre 1798, Jefferson étant à Monticello, le projet de présenter certaines Résolutions aux législatures du Kentucky et de la Virginie fut discuté entre lui et quelques-uns de ses amis, hommes politiques de ces deux États, Madison, le colonel Wilson-Cary Nicholas et John Breckinridge. L'histoire véridique de ces négociations intimes a été récemment éclairée par la découverte de quelques lettres intéressantes, échangées entre ces divers personnages. Jefferson fut certainement l'inspirateur des Résolutions. Il rédigea lui-même le texte primitif, le brouillon, de celles qui furent présentées à la législature du Kentucky, et il connut si bien le texte de celles que Madison prépara

pour la législature de la Virginie qu'il y introduisit lui-même une modification d'une sérieuse importance.

Le texte des Résolutions pour le Kentucky fut remis par les soins de W.-C. Nicholas à J. Breckinridge, un ardent républicain qui s'engagea à les présenter en son propre nom à la législature de son État, et à ne jamais révéler la part qu'avait eue Jefferson à leur préparation. On reconnaît bien, dans cette promesse exigée de Breckinridge, la circonspection inquiète de Jefferson, qui redoutait si fort les indiscrétions pour certaines audaces de sa plume. Sa situation de vice-président de l'Union ne lui permettait d'ailleurs pas de se placer au premier rang dans l'assaut que les républicains allaient livrer à la forteresse fédéraliste [1]. John Breckinridge, au dernier moment, atténua en plusieurs points, probablement sur de nouveaux avis de Jefferson lui-même, la teneur de quelques-unes des Résolutions, puis il présenta celles-ci à la législature kentuckienne qui les adopta, à l'unanimité sauf deux ou trois voix, le 10 novembre 1798 [2].

Cette déclaration de principes faisait revivre le vieil esprit antifédéraliste que les auteurs de la constitution de 1787 avaient eu tant de peine à vaincre dans leur brillante campagne de 1788 et 1789 pour l'adoption de l'instrument fédéral. Le premier paragraphe présentait la constitution fédérale comme un contrat entre des États, par lequel était créé un gouvernement général pour certains objets déterminés, chaque État se réservant la masse restante de pouvoirs et de droits, ainsi que la faculté de juger par lui-même tant des infractions commises par le gouvernement général que « du mode et de la mesure pour le redressement de ces infractions ». Les cinq articles suivants appliquaient à plusieurs des lois votées par le dernier Congrès (entre autres les

1. Ce n'est qu'en 1821, dans une lettre en réponse à une demande formelle du fils de John Breckinridge, que Jefferson se reconnut pour l'auteur véritable des Résolutions du Kentucky. Le brouillon manuscrit de ce document fut retrouvé dans ses papiers et publié en 1832 (Elliot's Debates, vol. IV, appendix). Jefferson rappelle lui-même dans sa lettre du 11 décembre 1821 qu'il avait demandé à Nicholas et à Breckinridge l'assurance solennelle que l'on ne saurait pas « de quel quartier » provenaient les Résolutions.

2. On a cru longtemps que les Résolutions du Kentucky avaient été présentées par Georges Nicholas, frère du colonel W.-C. Nicholas. Ce n'est qu'en 1886 que la publication d'un fac-similé de la lettre du 11 décembre 1821 avec l'adresse et le nom du destinataire a révélé que l'auteur « officiel » du document était bien John Cabell Breckinridge.

Alien and Sedition Acts) l'exercice du droit, ainsi revendiqué par chaque État, de juger des infractions au contrat fédéral et du remède à y apporter. En conclusion, les lois ainsi visées étaient déclarées *nulles*, dénuées de toute validité. La septième résolution ajournait à un temps plus tranquille la revision et la correction de plusieurs autres actes du Congrès, fondés sur une interprétation inconstitutionnelle du droit d'imposer des taxes pour la défense commune. Les deux derniers paragraphes portaient que les Résolutions seraient communiquées au Congrès et aux législatures des divers États, accompagnées de la requête que ceux-ci s'entendissent avec le Kentucky pour déclarer *nuls* les *Acts* incriminés et en demander l'abrogation.

C'est le texte de ces deux dernières clauses qui avait subi les plus sérieuses modifications. Le brouillon de Jefferson recommandait la formation d'un comité de conférence et de correspondance pour la communication des Résolutions aux autres États. De plus le paragraphe 8 contenait la déclaration suivante qui disparut du texte présenté à la législature du Kentucky : « Là où des pouvoirs sont assumés par le gouvernement fédéral sans avoir été délégués, la *nullification* de l'acte est le vrai remède. Chacun des États a le droit naturel, dans les cas ne rentrant pas dans les prévisions du contrat (*casus non fœderis*), de *nullify* (déclarer et rendre nulles), dans ses propres limites, les usurpations du pouvoir fédéral. »

Les Résolutions préparées par Madison pour la législature de la Virginie et présentées à celle-ci par John Taylor, quelques semaines après le vote de l'Assemblée du Kentucky, furent adoptées le 24 décembre 1798 à une grande majorité. Elles étaient presque identiques à celles du Kentucky. A la fin de novembre, Jefferson ayant sous les yeux le projet de Madison, y avait conseillé le changement suivant qui fut adopté : au lieu que les États fussent invités à coopérer avec la Virginie pour l'annulation de certaines lois votées par le gouvernement fédéral, ils étaient invités seulement à se joindre à la Virginie pour déclarer ces lois nulles *ab initio* et dénuées de validité.

Ainsi dans les deux Assemblées le ton originaire des Résolutions avait été adouci au moment de la présentation. Madison n'était

pas sans éprouver quelques scrupules sur la constitutionnalité de telles déclarations. Jefferson lui-même remarquait qu'une partie de la Virginie avait été enveloppée dans la mystification de X, Y, Z, ce qui enlevait à l'action de cet État la force de l'unanimité. En Virginie comme en Kentucky, les affirmations votées par les Chambres substituaient au « peuple des États-Unis », en tant qu'origine et dépôt de la souveraineté, « les États considérés comme des corporations politiques »; c'était la première présentation au peuple américain, sous une forme précise, solennelle, en quelque sorte juridique, de la théorie des droits des États (*State Rights*).

CHAPITRE LXXII

JOHN ADAMS CONTRE LA GUERRE FÉDÉRALISTE

La théorie de la « nullification ». Les « Résolutions » de 1799. Sentiments de Jefferson et de Madison sur le droit de sécession. — John Adams décidé à ne pas faire la guerre que veulent les fédéralistes. — Mission pacifique Murray, Ellsworth, Davie. Les ministres joués par le président.

La théorie de la « nullification ». Les « Résolutions » de 1799. Sentiments de Jefferson et de Madison sur le droit de sécession.

Les « Résolutions » donnaient la formule qui devait suffire pour préciser les droits réclamés par les États contre les empiétements du pouvoir fédéral, aussi longtemps qu'on s'en tiendrait à la discussion abstraite de la question [1]. Les principes posés dans les manifestes de la Virginie et du Kentucky, quelle que fût la diversité des formules, étaient identiques, et il en découlait également cette conséquence logique, le droit des États, par l'organe de leurs législatures, de décider que certaines lois fédérales étaient contraires à la constitution et, partant, sans validité. Tucker, quelques années plus tard [2], développait cette conséquence : « Le gouvernement fédéral est l'organe par lequel les

1. Vers 1830, au moment où la Géorgie et la Caroline du Sud s'insurgeaient contre le gouvernement fédéral, Madison protesta que la Virginie, en 1798, n'avait jamais prétendu attribuer à un État seul le droit constitutionnel d'empêcher par la force l'exécution d'une loi des États-Unis. Les « Résolutions » du 24 décembre 1798 n'avaient eu d'autre objet, dit-il, que d'éveiller l'attention de l'opinion publique sur la question et de solliciter les esprits à la réflexion.
2. Edition annotée des *Commentaires de Blackstone*, 1803.

républiques unies communiquent avec les nations étrangères et les unes avec les autres. Leur soumission à son fonctionnement est volontaire; ses conseils, ses engagements, son autorité, sont les leurs, modifiés et unis. Sa souveraineté est une émanation de leurs souverainetés, et non pas une flamme dans laquelle celles-ci ont été consumées, ni un abîme dans lequel elles se seraient englouties. Chacune d'elles est encore un État parfait, souverain, indépendant, capable, si l'occasion le demandait, de reprendre l'exercice de ses fonctions dans la limite la plus étendue. » La sécession était au bout de cette théorie [1].

Les Résolutions avaient été envoyées aux législatures des divers États; les réponses ne furent pas encourageantes pour les partisans de la doctrine nouvelle [2]. Jefferson cependant estimait que la Virginie et le Kentucky ne devaient point paraître acquiescer par le silence aux objections qui leur avaient été adressées. Les deux législatures devaient persister dans leur attitude et voter de nouvelles Résolutions. Il écrivit dans ce sens à Madison; il s'en ouvrit aussi à Wilson-Cary Nicholas [3]. Tout en demandant que l'on tînt toujours aussi secrète sa participation à ces déclarations de principes, il rédigeait et communiquait à son correspondant un projet de réponse où la confirmation des droits revendiqués, pour chacun des États, de juger de la validité de certains actes du Congrès, était mitigée par de chaleureuses protestations d'attachement à l'Union et à la Constitution : « Nous voulons tout sacrifier à l'Union, sauf le droit de *self-government* dans les points importants que nous n'avons jamais concédés, et où nous voyons l'unique sauvegarde de la liberté, le salut et le bonheur. N'étant nullement disposés à faire de toute mesure provenant d'erreur ou d'usurpation une cause de *séparation*, nous considérons les faits actuels avec indulgence, et atten-

1. « La question de la nullification et de la sécession n'a pas été créée d'abord par Calhoun et ses disciples. Elle est aussi ancienne que la constitution elle-même, et elle a toujours été vivante, sinon brûlante. Ses racines plongeaient dans les circonstances de fait et la constitution a été l'expression vivante de ces circonstances de fait. » (Holst, vol. I.)

2. Le Maryland, le Delaware, la Pennsylvanie, le New-Jersey, le New-York, et toute la Nouvelle-Angleterre condamnèrent la prétention que les législatures d'États pussent décider de la validité des actes du Congrès. Le Massachusetts affirma en outre la constitutionnalité des *Alien and Sedition Laws*.

3. Lettres du 26 août et du 5 septembre 1799.

drons avec patience que ces passions et ces erreurs se soient dissipées. » Il disait encore : « Nos Résolutions sont des réserves contre un précédent et un principe également funestes; nous affirmons par elles qu'une violation palpable du pacte fédéral, comme sont les *Sedition Laws*, justifie tout ce que nous croirions devoir faire à l'avenir si de nouvelles violations du pacte ou la répétition des violations actuelles le rendaient nécessaire ».

Le Kentucky, qui venait de se donner une constitution nouvelle, plus démocratique que la précédente (les sénateurs de l'État y étaient nommés par le peuple au scrutin de district), ne trompa pas les espérances de Jefferson. Breckinridge proposa de nouvelles Résolutions analogues à celles de l'année précédente, et la législature les vota, à l'unanimité dans la Chambre, après une certaine résistance dans le Sénat à cause du terme de *nullification* qui s'y trouvait encore employé, comme l'indication du seul remède à appliquer aux actes du pouvoir fédéral que l'État jugerait contraires à la Constitution. Dans la Virginie, le mouvement antifédéraliste présentait aux yeux de Washington un caractère si grave qu'il supplia Patrick Henry de se porter candidat à la législature et d'intervenir avec tout le poids de son expérience et de sa popularité pour enrayer le progrès des idées séparatistes.

Les fédéralistes affectaient de croire que les chefs du parti républicain méditaient quelque entreprise contre l'Union. Hamilton dans une lettre à Dayton, président de la Chambre des représentants au Congrès, dénonçait les intentions et les préparatifs des meneurs de l'opposition. On citait un fait positif : au moment de la grande excitation causée par les *Alien and Sedition Laws* et par les Résolutions, une fabrique d'armes avait été installée à Richmond et les travaux n'y furent arrêtés que quelques années plus tard [1]. On peut cependant concéder à Madison, à Benton et à tous les démocrates qui, vers 1830, défendaient Jefferson contre l'imputation d'avoir été le véritable auteur de la doctrine de la « nullification », qu'il était au moins sincère lorsqu'il déclarait qu'il ne se serait résolu qu'avec une grande répugnance aux mesures extrêmes.

1. Holst.

L'explication du caractère plus mesuré des conseils que donnait Madison à ses concitoyens pour la revendication des droits des États, est dans son tempérament, dans son humeur circonspecte jusqu'à l'indécision et à la faiblesse, hésitant entre son patriotisme local et son patriotisme national, tous deux également sincères. Quant à Jefferson, il ne s'est jamais piqué de mettre complètement d'accord ses paroles et ses actes. Il dissimulait une ardente ambition sous le masque d'une grande simplicité et d'une parfaite indifférence. De plus, à sa grande puissance de dialectique, à une pénétration très vive, se mêlait une forte dose de fanatisme à courte vue. On ne saurait donc attribuer *a priori* à ses diverses interprétations de la Constitution le même poids qu'aux opinions de Madison. Celui-ci à son tour n'était pas un caractère aussi harmonieusement composé que Washington au point de vue moral. Lui aussi cachait une ambition profonde sous des dehors modestes et simples. C'était cependant une nature droite, et il est d'autre part impossible d'oublier le rôle prépondérant qu'il avait joué dans la Convention de Philadelphie. On l'avait vu, dans la Virginie, le défenseur le plus éminent du projet de revision générale. Avec Hamilton et Jay il avait écrit le *Federalist*. Il connaissait à fond la contexture, les intentions et le mécanisme de la constitution. Pourquoi depuis dix ans ses idées s'étaient-elles modifiées sur certains points? Le texte de la constitution était-il obscur, ou Madison lui-même subissait-il d'autres influences?

En 1787, il n'admettait pas, contrairement à une vue fort répandue, que les États fussent souverains au sens propre du mot. Il voulait que la constitution donnât au gouvernement fédéral un moyen de droit précis par lequel pût être étouffée en germe toute tentative des États de se soustraire à la suprématie légale et effective de l'Union. Il est vrai qu'il avait dit dans la Convention : « L'emploi de la force, par le pouvoir central, contre un État délinquant serait une véritable déclaration de guerre pour l'État contre lequel seraient dirigées les armes fédérales; la seule décision de l'emploi de la force équivaudrait à une rupture de tous les contrats antérieurs ». En parlant ainsi il ne contestait pas au gouvernement fédéral le droit de défendre son existence ou de soutenir ses pouvoirs contre un État, mais il doutait qu'il fût jamais sage de rendre

nécessaire l'emploi de moyens coercitifs, qu'il fût possible même de les appliquer avec succès : « Un appel à la force serait-il prudent? serait-il pratique? Que pourraient toutes les ressources nationales dirigées contre le Massachusetts, que soutiendraient peut-être plusieurs des États voisins? Rien. »

Ainsi pensait Madison en 1787, mais il n'y avait dans ces considérations aucune reconnaissance du « droit » d'un État à cette résistance contre la volonté suprême de l'Union.

En 1798 et 1799, imbu plus complètement de l'esprit virginien, il était plus disposé à reconnaître ce droit, à admettre la légalité du principe, sinon l'opportunité du terme de *nullification,* mais il était assurément retenu par le souvenir de tant de plaidoyers éloquents qu'il avait écrits ou prononcés pour la nécessité de l'établissement d'un pouvoir central fort, doué d'organes indépendants et supérieur aux États. Dans les secondes Résolutions votées par la législature du Kentucky le 14 novembre 1799 se trouvait une phrase prise presque textuellement dans l'ancien projet manuscrit de Jefferson, « la *nullification* est le remède légitime pour les usurpations de pouvoirs contre les États ». C'était déjà une hardiesse de plus que l'année précédente [1]. Madison, au contraire, dans son rapport à la législature virginienne sur les réponses des États au manifeste de 1798, atténua encore le sens de ce dernier, en transformant le droit des États à la résistance, tiré de leurs relations constitutionnelles avec le gouvernement fédéral, en un droit général que possède tout être humain de résister par la force à une oppression intolérable.

John Adams décidé à ne pas faire la guerre que veulent les fédéralistes.

Depuis le retour de Gerry et depuis la nomination de Washington au commandement en chef de l'armée en voie de formation, avec Hamilton et Pinckney comme majors généraux, Adams ne désirait plus, si jamais il l'avait désirée, une rupture définitive entre les États-Unis et la France. Gerry avait été un diplomate maladroit,

1. Pour les Résolutions de 1799, voir Hildreth, vol. IV.

irrésolu, incapable de jouer au plus fin avec Talleyrand. Il avait eu cependant, en quittant la France, la bonne fortune d'emporter l'assurance formelle, et sincère, du ministre des affaires étrangères, que le gouvernement français ne souhaitait rien tant que le rétablissement des relations amicales entre les deux pays. Gerry fut mal accueilli par ses compatriotes du Massachusetts qui voyaient en lui presque un traître, mais il trouva d'autres sentiments à Quincy où se confinait depuis le commencement de l'été John Adams, dégoûté du détail quotidien des affaires publiques et des intrigues sans nombre qu'il voyait se nouer autour de lui. Dans cette retraite lointaine, où le retenait aussi une tendre sollicitude, un attachement profond pour sa femme, gravement malade, il jugeait plus froidement et plus sérieusement des choses que dans le cercle de ses conseillers habituels, enflammés de l'esprit de parti et qui avaient mis tous les enjeux de leur ambition, tous leurs espoirs d'avenir politique sur la guerre avec la France. Il méditait sur les renseignements que lui avait apportés Gerry, et sur deux lettres qu'il reçut en octobre de William Vans Murray, ministre des États-Unis. Celui-ci prévenait le président que Talleyrand lui avait fait connaître officieusement, par l'intermédiaire de Pichon, secrétaire de la légation française à la Haye, le désir du Directoire de renouer des relations diplomatiques avec les États-Unis. Il était clair que Talleyrand, après avoir joué avec les envoyés américains, par dédain pour la petite république transatlantique qu'il avait jugée *de visu* si faible, commençait à s'émouvoir du courant belliqueux que ses procédés y avaient provoqué.

D'autres motifs contribuaient encore à détourner Adams de toute idée d'une guerre contre la France. Ce n'était pas sans déplaisir qu'il avait consenti à nommer Washington commandant en chef de l'armée régulière dont le Congrès avait voté la création [1]. Mais ce qui lui avait plus profondément déplu encore, était le succès de l'intrigue ourdie par trois membres de son cabinet, Pickering le secrétaire d'État, Wolcott le secrétaire des finances et McHenry

1. D'après la Constitution, il aurait pu prendre lui-même le commandement en chef. Il y est dit, en effet (Art. II, sect. II, § 1) : « Le président sera commandant en chef de l'armée et de la marine des États-Unis, et de la milice des divers États, quand elle sera appelée au service actif des États-Unis ».

le secrétaire de la guerre, avec Hamilton et les autres chefs du parti fédéraliste, pour porter Hamilton au commandement en second de l'armée. Il avait été d'abord question de nommer deux majors généraux, Pinckney et Knox, et un inspecteur général ayant rang de major général, Hamilton. Knox, ami particulier d'Adams, réclamait la préséance par droit d'ancienneté, mais Hamilton eut l'habileté de se faire réclamer par Washington comme un auxiliaire indispensable; Knox ne voulut pas se résigner à cette humiliation et refusa le grade offert. Hamilton et Pinckney restèrent seuls majors généraux, le dernier acceptant de ne venir qu'après Hamilton. Celui-ci voyait donc son ambition déjà en partie réalisée. L'âge retiendrait le plus souvent Washington à Mount-Vernon et ferait de lui un commandant en chef honoraire. Le vrai maître de l'armée serait Hamilton, et déjà toute une cour l'entourait; avec McHenry et Pickering il choisissait ses futurs officiers, lançait dans les rues de New-York et des autres villes ses sergents recruteurs, entretenait une active correspondance avec tous les personnages influents de son parti dans les divers États, rêvait de grands projets, préparait mystérieusement avec King, le ministre américain à Londres, une expédition combinée, anglo-américaine, contre les colonies espagnoles, dont le résultat devait être de donner Cuba et l'Amérique centrale à l'Angleterre, les Florides et la Louisiane aux États-Unis. Pour l'exécution de ces vastes desseins, auxquels se rattachait tout un système de concentration du pouvoir fédéral à l'intérieur, au détriment des libertés locales et des privilèges d'États, dont les Résolutions de la Virginie et du Kentucky étaient la revendication, il était nécessaire que la guerre éclatât entre les États-Unis et la France. La guerre seule en effet justifiait la création d'une armée régulière, dont les frais d'entretien étaient énormes pour un Trésor aussi modeste que l'était encore celui de l'Union.

Cependant cette guerre si désirée du clan fédéraliste, la France ne désirait pas la faire. King écrivait de Londres en septembre 1798 à Hamilton : « Vous n'aurez pas la guerre; la France proposera de renouveler les négociations ». Pickering connaissait naturellement les lettres de Vans Murray au président, et les autres ministres ne pouvaient les ignorer, bien que le public ne sût

rien de ce revirement dans les dispositions de la France. Le Dr Logan, dont le voyage à Paris excita de si violentes colères chez les fédéralistes qu'il fut l'objet d'une loi de flétrissure [1], rapportait, comme avait fait Gerry, des assurances de la bonne volonté du Directoire pour le maintien de la paix. Il déclarait d'ailleurs qu'il ne s'était rendu à Paris que comme un citoyen privé, sous sa propre responsabilité, n'affectant aucune part d'autorité officielle, ne parlant qu'en son nom seul et n'engageant aucune négociation diplomatique. Que lui reprochaient donc les féderalistes, sinon d'avoir, pour sa part, éclairé la conscience d'Adams?

Les plus grands efforts furent faits par le quatuor Pickering, Wolcott, McHenry et Hamilton pour déterminer Adams à précipiter les événements par un message provocant à l'égard de la France, à l'ouverture de la dernière session du cinquième Congrès. Il était essentiel de frapper fort à cause des élections qui allaient avoir lieu pour le sixième Congrès. L'opinion publique était encore favorable aux fédéralistes; la population ne savait rien des dissentiments profonds qui commençaient à éloigner Adams de ses conseillers; elle en était toujours aux procédés injurieux du Directoire envers les envoyés américains. Le parti républicain luttait désespérément, sous la direction de Jefferson et de Madison et par le vote de déclarations de principes, contre un système politique qu'ils voyaient aboutir à l'oppression intérieure, à la destruction des libertés constitutionnelles et à la guerre étrangère. Disposant de la majorité, les fédéralistes étaient décidés à user de coups d'éclat pour enlever les élections. Le message, rédigé par les ministres, fut, heureusement, retouché par Adams. Pickering avait un goût fâcheux pour le style boursouflé. Dans un rapport qu'il publia quelques semaines plus tard sur les négociations avec la France, il dut reconnaître que ce pays avait déjà renoncé à quelques-unes de ses demandes : « Mais, ajoute-t-il, n'oublions pas que le tigre s'accroupit avant de bondir sur sa proie ».

1. « Sera passible d'une amende et d'un emprisonnement tout citoyen qui, sans la permission des États-Unis, entretiendra avec un gouvernement étranger ou avec ses agents une correspondance dont l'objet serait d'exercer une influence sur des mesures ou des controverses pubiiques. » (Loi du 30 janvier 1799.)

Tel qu'il sortit des mains du président, le message était encore d'un ton assez martial pour que le pays crût réellement que rien n'était changé dans la situation [1]. Il se composait surtout d'une paraphrase de l'aphorisme : *Si vis pacem, para bellum.* Le gouvernement français semblait désireux d'éviter une rupture, et même de recevoir un ministre des États-Unis, mais cette disposition était exprimée en termes inadmissibles. Rien jusqu'ici dans la conduite de la France ne devait engager les Américains à ralentir leurs mesures de défense. « En démontrant que nous ne craignons pas la guerre pour la protection nécessaire de nos droits et de notre honneur, nous ne devons pas laisser inférer que nous ne désirons pas la paix, que seule une préparation efficace à la guerre peut nous assurer. » Le message recommandait de fortifier les défenses du pays, surtout les défenses maritimes. La marine avait en effet toutes les préférences du président; parmi les ministres il n'avait qu'un ami, Stoddert, aux bateaux duquel il s'intéressait.

L'armée régulière le laissait au contraire indifférent. Il ressentait contre elle le vieux préjugé puritain de la Nouvelle-Angleterre. En octobre il écrivait à McHenry : « Un régiment est un article fort coûteux en tous pays, et plus encore ici que nulle part ailleurs ». « Vous voulez absolument une armée, dit-il en février 1799 à Sedgwick qui était venu pour connaître son véritable sentiment, eh bien! vous en aurez une; mais, ne l'oubliez pas, elle rendra le gouvernement plus impopulaire que tout le reste. Les gens ici se sont soumis avec une patience extraordinaire au fardeau de taxes qu'on leur a si libéralement imposé, mais leur patience ne durera pas toujours. » C'était le moment où le Sénat délibérait sur des propositions d'Hamilton pour l'augmentation de l'armée. Hamilton avait insisté sur le peu de confiance que pouvait inspirer la milice dans l'éventualité de désordres intérieurs. Comme Sedgwick s'étonnait du ton avec lequel s'exprimait Adams sur l'armée, le président lui demanda quelle nouvelle autorité on se proposait de donner au commandant en chef. « Aucune, répondit Sedgwick, on veut seulement lui donner le titre de général. — Bien! s'écria Adams, je n'ai pas été assez aveugle pour ne pas

1. Adams en donna lecture lui-même au Congrès, ayant à ses côtés les « généraux » Washington, Hamilton et Pinckney.

voir les efforts coalisés de ceux qui se disent les amis du gouvernement, en vue d'annihiler les pouvoirs essentiels du président. Cela, monsieur, mon entendement l'a perçu et mon cœur l'a ressenti [1]. »

La mission pacifique Murray, Ellsworth, Davie. Les ministres joués par le président.

Tandis que la législature nationale votait précipitamment, en février 1799, des crédits pour l'armée et la marine, puis, pour couvrir ces dépenses, des emprunts à 8 pour 100, une émission de bons du Trésor et des taxes directes, le président étudiait de nouvelles dépêches reçues de Vans Murray, et notamment une lettre de Talleyrand à Pichon, dans laquelle le ministre des affaires étrangères donnait l'assurance qu'un plénipotentiaire, quel qu'il fût, que les États-Unis voudraient envoyer en France, serait reçu « avec le respect dû au représentant d'une nation libre, indépendante et puissante ». Adams prit, dans la seconde quinzaine de février, une décision subite. Sans avoir consulté ses ministres, il envoya au Sénat un message annonçant qu'il avait nommé Vans Murray ministre plénipotentiaire près la République française. Le message déclarait en outre que Murray n'entrerait en France qu'après avoir obtenu des assurances directes et absolues qu'il y serait reçu officiellement en qualité de ministre plénipotentiaire et qu'un ministre de rang égal serait désigné pour traiter avec lui.

Pickering, McHenry, Wolcott et Hamilton furent très vivement froissés de l'acte de suspicion du président, qui, après les avoir initiés aux préliminaires de sa résolution, n'avait pas jugé bon de prendre leur avis sur cette résolution même. Ils commencèrent dès lors à le considérer comme l'ennemi le plus dangereux du parti fédéraliste, et ce sentiment fut d'abord partagé par une grande partie de la population des États de l'Est, que l'attitude extérieure et le langage public d'Adams avaient encouragée à tenir pour inévitable un conflit armé avec la France. Les amis du cabinet et les partisans d'Hamilton criaient à la trahison. Ils ne

1. *Hamilton's Works.*

pouvaient pardonner au chef de l'État la situation ridicule où son initiative les plaçait tout à coup en face du parti républicain triomphant. A la Chambre des représentants, la majorité, prise d'une sorte de vertige, vota dans les derniers jours du Congrès, et jusqu'au matin du 3 mars, plusieurs mesures d'ordre militaire, la construction de six vaisseaux de 74 canons et de six sloops, un code de règlements maritimes, la dénonciation des traités avec la France.

« La faction anglaise, écrivit plus tard John Adams, était résolue à avoir une guerre contre la France, avec Hamilton pour commandant en chef et un peu plus tard comme président de l'Union. Négocier avec la France, c'était donc trahir. Et pourtant l'envoi de la mission a été l'acte le plus désintéressé, le plus sage et le plus heureux de ma vie. » La postérité, plus impartiale que ses contemporains, a donné pleinement raison à ce jugement de John Adams sur lui-même, et l'a vengé des odieuses imputations dont le chargèrent des politiciens déçus dans leurs calculs et dans leurs espérances. Adams eut la perception très nette qu'une guerre avec la France pour des différends où n'était impliquée aucune rivalité sérieuse, aucune difficulté territoriale, pas même une question de dignité, eût été une folie, dès que la France faisait les premiers pas vers la conciliation. Il fit preuve de courage civique en résistant à l'entraînement belliqueux qu'il avait lui-même contribué à déchaîner. Il s'acquitta bravement de son devoir de chef d'État, bien qu'il sût qu'il allait ameuter contre lui d'impitoyables colères, s'aliéner une fraction importante du parti par lequel il avait été mis au pouvoir, sans même gagner l'opinion publique, ignorante des mobiles secrets de ses actes et frappée uniquement de leur inconséquence apparente.

Si Adams n'eût été qu'un homme de parti, comme le furent la plupart de ses successeurs, il eût rendu la rupture avec la France inévitable; une armée régulière plaçait aux mains de l'aristocratie fédéraliste la force matérielle qui lui eût servi à barrer la route à la pure démocratie, au jacobinisme (comme disaient les Hamiltoniens), dont les progrès étaient si rapides, et le développement politique du pays aurait pu être retardé d'une génération. L'acte de sagesse du président brisa le faisceau fédéraliste, affai-

blit son action gouvernementale, déconcerta l'opinion publique et ouvrit la brèche par laquelle la démocratie allait faire irruption avec Jefferson et l'école virginienne.

On ne peut reprocher au président que les procédés incorrects et discourtois dont il usa à l'égard d'hommes qu'il n'aimait pas, en qui il n'avait aucune confiance, mais qui étaient ses ministres. Il eût pu les remplacer par des conseillers plus sympathiques, mais aussi longtemps qu'il les conservait près de lui, il devait prendre leur avis sur des faits d'une telle gravité.

Adams ne recueillit d'ailleurs aucune récompense de son dévouement éclairé aux intérêts publics. Cassant, hautain, jaloux de toute atteinte vraie ou supposée à sa prérogative présidentielle, plein d'une confiance imperturbable dans la sûreté de son discernement, impatient de tous conseils, il était aussi peu propre à se créer des amitiés intimes qu'à gagner la sympathie de la foule. Personne ne lui sut gré du grand service qu'il venait de rendre au pays.

Le Sénat avait fait mine de vouloir imposer au président le retrait de la nomination de Murray comme ministre plénipotentiaire. Adams consentit seulement à lui adjoindre le président de la Cour suprême Ellsworth, et Patrick Henry. Celui-ci refusa, à cause de son âge; il fut remplacé par William R. Davie, qui venait d'être élu gouverneur de la Caroline du Nord.

Dès la fin de la session, Adams s'était hâté de fuir à Quincy devant les clabauderies et le tumulte des coteries fédéralistes qu'inspiraient Hamilton et Pickering. Ces derniers ourdirent encore de sourdes intrigues pour retarder le départ de la mission française. Stoddert écrivit à Adams, avec la franchise d'un ami sincère, que son prompt retour au siège du gouvernement était indispensable pour la sécurité de l'État, que les instructions pour les envoyés étaient rédigées par Pickering sur un ton d'acrimonie qui n'était pas sans péril, et que le devoir ne permettait pas au président de s'obstiner dans sa retraite (août 1799). Adams écouta enfin ces sages avis et arriva en octobre à Trenton, où le cabinet s'était réfugié, chassé de Philadelphie par la fièvre jaune. Il y trouva tout le clan fédéraliste. Le 15, il arrêta avec ses ministres le texte des instructions. La séance se prolongea jusqu'à minuit,

sans que la question fût agitée de l'époque à laquelle devraient partir les délégués. Le lendemain 16, Pickering était avisé d'avoir à transmettre aux membres de la mission l'ordre officiel de partir immédiatement. « Les États-Unis sont gouvernés, dit Wolcott, comme l'Olympe l'était par Jupiter [1]. »

Joués une seconde fois dans leurs petits complots, les trois ministres se gardèrent bien de donner leur démission, ce qui eût été naturel et digne, mais ils cherchèrent dès lors à susciter un rival à John Adams pour la prochaine élection présidentielle.

1. Lettre à Cabot, 4 novembre 1799.

CHAPITRE LXXIII

LA CHUTE DU FÉDÉRALISME

Triomphe apparent des fédéralistes aux élections de 1799. — Application des « Allen and Sedition Laws ». — Le sixième Congrès (1799-1801). Mort de Washington (14 décembre 1799). — Candidatures présidentielles. L'État de New-York. — Le cabinet congédié (mai 1800). — Le Congrès à Washington. La paix rétablie avec la France (octobre 1800). — L'élection de décembre 1800 : chute du fédéralisme; Jefferson président.

Triomphe apparent des fédéralistes aux élections de 1799.

Les élections qui avaient eu lieu au début de 1799 dans les divers États pour la désignation des représentants dans le sixième Congrès, donnèrent encore aux fédéralistes une sorte de majorité. Ils avaient alors le vent en poupe, à cause de l'excitation belliqueuse provoquée par les procédés du gouvernement français. Les premiers symptômes de désunion entre le président et ses ministres échappaient aux regards du public. L'Est vota en masse compacte pour l'administration, les États du Centre n'accusèrent que peu de défections et les fédéralistes obtinrent de beaux succès dans le Sud.

En Virginie, Washington inclinait de plus en plus, à mesure que le poids des années alourdissait sa pensée, à voir dans les doctrines gouvernementales et dans les tendances antilibérales de la faction hamiltonienne le salut de la République américaine. L'esprit des Résolutions de la Virginie et du Kentucky lui apparut comme une tendance, une provocation à la désunion, au moment où se dressait le péril d'une lutte avec l'étranger. Il prit une part

active au mouvement électoral et décida par ses lettres le vénérable Patrick Henry à se porter candidat de l'administration, sinon pour le Congrès, du moins pour la Chambre des délégués de la Virginie. Henry, ce redoutable adversaire de la constitution fédérale quelque dix années auparavant, s'était converti au fédéralisme. Il fut élu dans son district à une forte majorité, mais mourut avant de prendre son siège à l'Assemblée. Les fédéralistes élurent huit représentants au Congrès (entre autres Henry Lee et Marshall) sur les dix-neuf de la Virginie, sept sur les dix de la Caroline du Nord, cinq sur les six de la Caroline du Sud, et les deux représentants de la Géorgie.

Il est vrai que de sérieuses différences d'opinion et de sentiment existaient dans le parti de l'administration, et que le fédéralisme du Centre et du Sud, modéré, conservateur, partisan du *statu quo* politique (Marshall était le représentant le plus en vue de cette moyenne d'opinion), ne ressemblait guère au fédéralisme de la Nouvelle-Angleterre et surtout du Massachusetts, âpre à la lutte, agressif, antilibéral, instrument d'une coterie aristocratique qui rêvait la transformation des États-Unis, sous l'action d'une guerre étrangère, en une République fortement centralisée, et qui voulait, appuyée sur les baïonnettes et sur un système fiscal ingénieusement combiné pour tenir les classes influentes attachées au pouvoir, conserver indéfiniment l'ascendant politique et la direction des affaires.

Vers le milieu de 1799, cependant, cette force des fédéralistes commença à se désagréger. Aussitôt que l'initiative de John Adams eut éloigné l'éventualité de la guerre avec la France, la population sentit plus vivement le poids des impôts votés pour les préparatifs militaires et l'oppression des lois récentes « contre les étrangers et contre les manifestations séditieuses ». Dans quelques-uns des comtés orientaux de la Pennsylvanie, peuplés en grande partie d'immigrés allemands, la première application d'une taxe directe sur les maisons provoqua une émeute aisément réprimée. Fries, qui avait suscité ces troubles, fut poursuivi pour trahison, condamné à mort et gracié par Adams. Le journal républicain l'*Aurora* et une feuille allemande attaquèrent l'attitude et la conduite des troupes qui avaient été envoyées contre l'insurrection.

Quelques officiers répondirent en administrant une volée de coups de canne aux directeurs des deux journaux et en furent quittes pour quelques amendes. Ce fut une occasion de crier à la tyrannie militaire.

Application des « Alien and Sedition Laws ».

La législation contre les manifestations séditieuses fut appliquée cette année-là avec une rare vigueur par les juges, et surtout par Samuel Chase, du Maryland. Déjà Pickering avait proposé au président l'expulsion de Duane, éditeur de l'*Aurora*, comme étranger en vertu des *Alien Acts*. On se contenta de le poursuivre pour diffamation contre le gouvernement; l'affaire dut être abandonnée. Holt, éditeur d'un journal du Connecticut, fut condamné pour injures envers le président à 200 dollars d'amende et trois mois de prison. Un journaliste anglais, Thomas Cooper, établi en Pennsylvanie, ayant critiqué en termes qui n'avaient rien de bien violent les actes de l'administration, il lui en coûta 400 dollars d'amende et six mois de prison. Callender en Virginie fut poursuivi pour une brochure publiée au moment des élections. Il fut défendu par William Wirt, ce qui ne lui évita pas une forte amende et neuf mois de prison. Greenleaf à New-York fut poursuivi, mais devant la juridiction de l'État et par application du droit commun, pour avoir prétendu qu'Hamilton avait essayé de déterminer, à prix d'argent, la veuve de Bache à interrompre la publication de l'*Aurora*.

Les fédéralistes commencèrent à payer la peine de leurs lois contre les étrangers en octobre 1799, lorsque, dans les élections d'État en Pennsylvanie, le candidat républicain, McKean, soutenu par les Allemands, les Écossais et les Irlandais naturalisés, fut élu au poste de gouverneur, en remplacement de Mifflin, contre le candidat fédéraliste Ross, par 28 000 voix contre 23 000. A partir de ce moment le parti républicain démocratique ne cessa plus de gagner des adhérents. Il se grossit de tous les mécontents que faisait l'accroissement des taxes, et redoubla de violence dans ses censures et ses attaques contre toutes les mesures du gouvernement fédéral. Toute appréhension de guerre avec la France étant écartée, l'attention se concentrait sur les préliminaires de la lutte

présidentielle de 1800. Les lettres de Jefferson de cette époque trahissent la joie avec laquelle il percevait ces commencements de désagrégation des forces ennemies.

Le sixième Congrès (1799-1801). Mort de Washington (14 décembre 1799).

Le sixième Congrès se réunit le 2 décembre à Philadelphie [1]. Les fédéralistes y étaient en forte majorité dans les deux Chambres. Au Sénat, le parti comptait quelques hommes nouveaux, Dexter, du Massachusetts, Dayton, *speaker* de la Chambre dans le cinquième Congrès, Gouverneur Morris, du New-York, Baldwin, de la Géorgie, Charles Pinckney, ex-gouverneur de la Caroline du Sud. C'était toujours le même conclave, autoritaire, intolérant, dédaigneux du sentiment public. Dans la Chambre les fédéralistes avaient pour protagonistes, Otis, Sewall et Sedgwick, du Massachusetts, Dana, Griswold et Goodrich, du Connecticut, Bayard, du Delaware, Harper et Thomas Pinckney, de la Caroline du Sud, Marshall, de la Virginie, qui allait succéder à Harper comme *leader* du parti dans l'Assemblée. Les républicains avaient perdu des sièges dans le Sud, mais les États du Centre, New-York, New-Jersey, Pennsylvanie et Maryland, leur avaient donné quelques compensations. Les figures les plus expressives dans l'opposition étaient Livingston, Gallatin, Smith et surtout John Randolph, un descendant de Pocahontas; chez lui la persistance du sang indien s'accusait par la face imberbe, une tête petite terminant un corps de six pieds de haut, des yeux noirs et perçants, une voix criarde, un mélange d'astuce et de violence, qui le fit toujours plus redouter qu'aimer. Plus éloquent qu'aucun de ses collègues, il attirait encore l'attention par ses manières excentriques et son ambition avouée de prendre le rôle de *leader* des républicains, bien qu'il fût un des plus jeunes représentants. Maître d'une plantation qu'il administrait fort habilement, riche, orphelin, libre de tous liens domestiques, il ne fut fidèle à aucun parti et resta toute sa vie un solitaire, un indépendant.

1. Première session, 2 décembre 1799-14 mai 1800.

Sedgwick fut élu *speaker* de la Chambre contre Macon. L'assemblée était à peine organisée qu'elle reçut la nouvelle de la mort de Washington, enlevé en deux jours à la suite d'un refroidissement (14 décembre 1799). Il avait soixante-sept ans. Marshall rappela solennellement devant la Chambre (19 décembre) les services rendus à son pays par cet homme, objet d'une vénération universelle, « le premier dans la guerre, le premier dans la paix, le premier dans le cœur de ses concitoyens ». Henry Lee prononça son oraison funèbre. L'Angleterre, la France, Napoléon, comme les États-Unis, honorèrent par des témoignages publics la mémoire du héros américain, « le plus grand des hommes de bien, le plus honnête des grands hommes [1] ». Cette perte subite avait fait trêve pour quelques jours aux luttes de partis. Les Américains s'étaient trouvés réunis un instant autour de la tombe de Washington, mais ce fut pour retomber aussitôt dans leurs divisions.

Les fédéralistes belliqueux s'efforcèrent vainement d'obtenir le vote de crédits pour la continuation des préparatifs de campagne. Les nouvelles des négociations engagées en France étant très favorables, les modérés du parti s'unirent aux républicains pour opérer des réductions dans les dépenses et arrêter le recrutement des troupes régulières. Adams ne demandait pas mieux que de laisser tomber un établissement militaire, devenu parfaitement inutile et qui avait jeté le désordre dans les finances du pays.

Candidatures présidentielles. L'État de New-York.

La grande préoccupation était l'élection présidentielle. Les membres du corps électoral chargé de choisir entre les candidats avaient été élus jusqu'alors, soit par la législature, soit par le peuple, et, dans ce dernier cas, soit au scrutin de liste, soit au scrutin uninominal par district. Les antifédéralistes proposèrent vainement un amendement à la constitution imposant le vote par district [2]. Les fédéralistes préférant, partout où ils étaient en

1. Edward Everett, *Vie de Washington.*
2. La désignation des électeurs présidentiels a lieu aujourd'hui, dans chaque État, au suffrage universel, et au scrutin de liste.

majorité, le système de la nomination par la législature, les républicains résolurent de suivre leur exemple, si peu démocratique que fût le procédé [1]. Les candidats à la présidence paraissaient désignés d'avance, John Adams pour les fédéralistes, Thomas Jefferson pour les républicains.

Dans les rangs de ces derniers, personne ne songeait à susciter un concurrent à Jefferson, mais il n'en était pas de même chez les fédéralistes. La coterie Pickering-Hamilton était résolue à évincer Adams. On avait d'abord songé à ramener Washington au pouvoir. La mort ayant déconcerté ce dessein, les conspirateurs tournèrent les yeux vers Charles Pinckney, le diplomate qui avait essayé de lutter contre la finesse de Talleyrand et l'un des deux majors généraux de cette armée régulière, qui n'avait réellement existé que sur le papier tout en coûtant fort cher. Au Sénat on discutait de singulières combinaisons pour assurer à la majorité fédéraliste le contrôle de la formation du collège électoral présidentiel. Un comité des deux Chambres devait, siégeant portes closes, décider sans appel de la validité des choix faits par les États. Ce projet insensé échoua faute d'entente entre les deux Assemblées, mais le Sénat l'avait voté, indice remarquable de l'état d'esprit où la majorité fédéraliste se trouvait jetée par le désir d'autant plus âpre de se cramponner au pouvoir qu'elle sentait approcher l'heure de la défaite.

L'État de New-York disposait de douze voix électorales présidentielles; tout dépendait de la composition de ce collège électoral. En 1796, le New-York avait voté pour Adams et Pinckney, mais le sentiment public avait changé, comme le montra le résultat des élections faites dans la ville de New-York pour la législature de l'État. Hamilton du côté des fédéralistes et Aaron Burr du côté des républicains menèrent la campagne (1er mai 1800). Celui-ci était un politicien consommé, expert en toutes finesses électorales; il fit entrer dans sa liste les noms de Clinton, du général Gates et de Brockholst Livingston, et la liste passa. Ce

1. « Tout le monde reconnait, dit Jefferson, que l'élection par district serait le meilleur système, mais comme dans dix États les choix seront faits par les législatures ou au scrutin de liste, ce serait folie pour les six autres de procéder autrement. » (*Jefferson's Writings.*) Dans le Maryland et la Caroline du Nord, l'élection eut lieu au scrutin de district; dans les autres États, par les législatures.

prodrome de défaite poussa Hamilton à des combinaisons hasardeuses. A tous ses amis il recommanda de soutenir également Adams et Pinckney, « seul moyen, disait-il, de nous sauver des serres de Jefferson ». Il espérait secrètement, et initia sans doute quelques intimes à cet espoir, qu'un peu d'humeur contre Adams entraînerait quelques défections sur son nom, tandis que tous les électeurs présidentiels du parti porteraient leurs noms sur Pinckney, ce qui assurerait à celui-ci la présidence et vengerait Hamilton et son groupe des déceptions que lui avait causées Adams. Que si les deux candidats l'emportaient à égalité de voix, ce serait à la Chambre à décider, et sans doute elle donnerait la préférence à Pinckney.

Mais Hamilton ne se dissimulait pas les chances grandissantes des adversaires du fédéralisme. Pour prévenir le désastre imminent, il proposa à Jay, gouverneur du New-York, de convoquer d'urgence l'Assemblée d'État encore existante, qui était fédéraliste [1], et de lui faire voter une loi établissant le scrutin par district pour la désignation des électeurs présidentiels : ce qui eût assuré aux fédéralistes cinq suffrages sur douze. Jay refusa de se prêter à une pareille manœuvre. Les circonstances portaient donc nettement vers la plus haute position du pays « cet athée en religion, ce fanatique en politique », ainsi que disait Hamilton de son rival.

Le cabinet congédié (mai 1800).

John Adams mit tout à coup le comble au désarroi du parti, lorsque, peu de jours après l'arrivée à Philadelphie des résultats du scrutin de mai à New-York, il se décida enfin, pour chercher de plus en plus son appui chez les fédéralistes modérés du Sud, à se séparer, par un coup d'éclat, de conseillers qui lui étaient devenus odieux. Il congédia très rudement Pickering et McHenry (5 et 10 mai) et les remplaça par John Marshall et Samuel Dexter. Il garda Wolcott, plus habile que les autres à cacher ses petites trahisons. Ces modifications furent bien accueillies par l'opinion publique, mais accrurent l'animosité de la faction Hamilton. Cette

1. L'Assemblée nouvellement élue ne pouvait être réunie avant le 1er juillet.

animosité, il est vrai, se dépensait en conciliabules secrets où se discutaient les moyens les plus compliqués et les plus timides pour enlever des voix à Adams en faveur de Pinckney [1]. Aucun résultat ne pouvait sortir de ces implacables mais stériles rancunes, sinon la division des efforts et une paralysie de l'action du parti.

Adams, retiré à Quincy et qui suivait attentivement ce travail de taupes, fut un des premiers à désigner du terme d' « Essex-Junto » la coterie des ultra-fédéralistes du Massachusetts, groupés autour de Pickering, Cabot, Ames, Théophilus Parsons, Stephan Higginson, les Lowells. Il les appelait aussi à son tour maintenant la « faction anglaise », et la rupture alla s'accusant avec plus de violence entre le président et ses anciens alliés. Hamilton fit encore un faux mouvement en publiant, au milieu de l'année, une sorte de réquisitoire contre le président, ses fautes, ses erreurs et ses défauts de caractère, vanité et jalousie. Le pamphlet parut faible aux plus ardents ennemis d'Adams, et violent à l'excès à la plupart des fédéralistes. Il n'allait pas au fond des choses et n'osait prendre à partie le président sur les actes de son administration qui, tout en déplaisant à la coterie Pickering, faisaient le plus d'honneur à Adams.

Le *caucus* républicain avait décidé les candidatures de Jefferson et d'Aaron Burr. Le premier aimait peu son futur collègue, mais les services rendus par Burr et l'influence de l'État de New-York avaient imposé ce choix. Le programme de Jefferson se résumait ainsi : « formes républicaines, principes républicains, simplicité, économie, liberté civile et religieuse, maintien aux États des pouvoirs non concédés à l'Union, amortissement rapide de la dette publique, la milice pour la défense contre l'invasion, une force navale pour la défense des côtes et des ports, commerce libre avec toutes les nations, aucune alliance politique, pas d'établissement diplomatique, pas d'immixtion dans les querelles de l'Europe ».

1. McHenry raillait cette attitude assez piteuse et misérable : « Leur conduite, écrit-il à Wolcott le 22 juillet, est tremblante, faible, fuyante, lâche. Ils écrivent des lettres. A qui? A eux-mêmes. Ils ne font rien pour donner une direction convenable à l'esprit public. Ils observent, même en conversant entre eux, une discrète circonspection, peu propre à répandre les informations. Ils médisent à huis clos. Que peut-il sortir de bon d'un tel système? »

Le Congrès à Washington. La paix rétablie avec la France (octobre 1800).

Un *Act* du Congrès du 24 avril 1800 avait décidé le transfert à la nouvelle capitale fédérale du siège du gouvernement et du Congrès. C'est là que se réunit le sixième Congrès pour sa deuxième et dernière session. Le lieu était lugubre, solitaire, un vaste chantier au milieu de bois profonds. Une aile achevée du magnifique Capitole de l'avenir, deux milles plus loin à l'ouest, la Maison Blanche, aménagée pour recevoir ses hôtes, mais encore toute humide, cinq cents habitants, presque tous des nègres ou des ouvriers, huttes misérables, maisons de bois, grandes bâtisses en brique à moitié construites et abandonnées depuis la faillite de Morris, Greenleaf et Nicholson : tel était, en 1800, l'état de l'œuvre confiée par Washington en 1793 à l'architecte français, L'Enfant.

Le Congrès eut à s'occuper du résultat heureusement obtenu par la mission envoyée en France. Les délégués américains s'étaient embarqués en novembre 1799 à Newport et étaient arrivés au commencement de 1800. Quelques semaines auparavant, le coup d'État du 18 brumaire (novembre 1799) avait fait de Bonaparte un premier Consul et le chef de la France. Il accueillit avec courtoisie la mission américaine et désigna pour traiter avec elle une commission qu'il fit présider par son frère Joseph. En octobre 1800, fut conclue une convention qui, rétablissant la paix entre les deux pays, ajournait à une époque ultérieure le règlement des difficultés de détail et notamment des indemnités pour les spoliations françaises. Adams ratifia la convention, mais le Sénat, pour faire pièce une dernière fois au président, ne donna qu'une adhésion conditionnelle, en supprimant la clause relative aux négociations ultérieures et en n'assignant à l'arrangement qu'une durée de huit années (février 1801). Le traité ainsi amendé retourna à Bonaparte qui l'accepta tel quel (juillet 1801), satisfait de cette renonciation implicite de l'une et de l'autre puissance aux prétentions constituant l'objet de la clause supprimée.

Wolcott, à la fin de 1800, quitta le cabinet où il avait quelque honte de continuer à trahir Adams alors que celui-ci le comblait

animosité, il est vrai, se dépensait en conciliabules secrets où se discutaient les moyens les plus compliqués et les plus timides pour enlever des voix à Adams en faveur de Pinckney [1]. Aucun résultat ne pouvait sortir de ces implacables mais stériles rancunes, sinon la division des efforts et une paralysie de l'action du parti.

Adams, retiré à Quincy et qui suivait attentivement ce travail de taupes, fut un des premiers à désigner du terme d' « Essex-Junto » la coterie des ultra-fédéralistes du Massachusetts, groupés autour de Pickering, Cabot, Ames, Théophilus Parsons, Stephan Higginson, les Lowells. Il les appelait aussi à son tour maintenant la « faction anglaise », et la rupture alla s'accusant avec plus de violence entre le président et ses anciens alliés. Hamilton fit encore un faux mouvement en publiant, au milieu de l'année, une sorte de réquisitoire contre le président, ses fautes, ses erreurs et ses défauts de caractère, vanité et jalousie. Le pamphlet parut faible aux plus ardents ennemis d'Adams, et violent à l'excès à la plupart des fédéralistes. Il n'allait pas au fond des choses et n'osait prendre à partie le président sur les actes de son administration qui, tout en déplaisant à la coterie Pickering, faisaient le plus d'honneur à Adams.

Le *caucus* républicain avait décidé les candidatures de Jefferson et d'Aaron Burr. Le premier aimait peu son futur collègue, mais les services rendus par Burr et l'influence de l'État de New-York avaient imposé ce choix. Le programme de Jefferson se résumait ainsi : « formes républicaines, principes républicains, simplicité, économie, liberté civile et religieuse, maintien aux États des pouvoirs non concédés à l'Union, amortissement rapide de la dette publique, la milice pour la défense contre l'invasion, une force navale pour la défense des côtes et des ports, commerce libre avec toutes les nations, aucune alliance politique, pas d'établissement diplomatique, pas d'immixtion dans les querelles de l'Europe ».

1. McHenry raillait cette attitude assez piteuse et misérable : « Leur conduite, écrit-il à Wolcott le 22 juillet, est tremblante, faible, fuyante, lâche. Ils écrivent des lettres. A qui? A eux-mêmes. Ils ne font rien pour donner une direction convenable à l'esprit public. Ils observent, même en conversant entre eux, une discrète circonspection, peu propre à répandre les informations. Ils médisent à huis clos. Que peut-il sortir de bon d'un tel système? »

Le Congrès à Washington. La paix rétablie avec la France (octobre 1800).

Un *Act* du Congrès du 24 avril 1800 avait décidé le transfert à la nouvelle capitale fédérale du siège du gouvernement et du Congrès. C'est là que se réunit le sixième Congrès pour sa deuxième et dernière session. Le lieu était lugubre, solitaire, un vaste chantier au milieu de bois profonds. Une aile achevée du magnifique Capitole de l'avenir, deux milles plus loin à l'ouest, la Maison Blanche, aménagée pour recevoir ses hôtes, mais encore toute humide, cinq cents habitants, presque tous des nègres ou des ouvriers, huttes misérables, maisons de bois, grandes bâtisses en brique à moitié construites et abandonnées depuis la faillite de Morris, Greenleaf et Nicholson : tel était, en 1800, l'état de l'œuvre confiée par Washington en 1793 à l'architecte français, L'Enfant.

Le Congrès eut à s'occuper du résultat heureusement obtenu par la mission envoyée en France. Les délégués américains s'étaient embarqués en novembre 1799 à Newport et étaient arrivés au commencement de 1800. Quelques semaines auparavant, le coup d'État du 18 brumaire (novembre 1799) avait fait de Bonaparte un premier Consul et le chef de la France. Il accueillit avec courtoisie la mission américaine et désigna pour traiter avec elle une commission qu'il fit présider par son frère Joseph. En octobre 1800, fut conclue une convention qui, rétablissant la paix entre les deux pays, ajournait à une époque ultérieure le règlement des difficultés de détail et notamment des indemnités pour les spoliations françaises. Adams ratifia la convention, mais le Sénat, pour faire pièce une dernière fois au président, ne donna qu'une adhésion conditionnelle, en supprimant la clause relative aux négociations ultérieures et en n'assignant à l'arrangement qu'une durée de huit années (février 1801). Le traité ainsi amendé retourna à Bonaparte qui l'accepta tel quel (juillet 1801), satisfait de cette renonciation implicite de l'une et de l'autre puissance aux prétentions constituant l'objet de la clause supprimée.

Wolcott, à la fin de 1800, quitta le cabinet où il avait quelque honte de continuer à trahir Adams alors que celui-ci le comblait

d'assurances amicales. Il laissait le Trésor en bon état, avec quatre millions de dollars de recettes annuelles. Dexter le remplaça aux finances, et fut lui-même remplacé par Roger Griswold à la guerre. Marshall fut nommé chief-justice de la Cour suprême, en remplacement d'Ellsworth qui restait en Europe, et sur le refus de Jay décidé à se retirer de la vie publique à l'expiration de son terme de gouverneur du New-York.

L'élection de décembre 1800 : chute du fédéralisme ; Jefferson président (1801).

L'élection présidentielle eut lieu en décembre 1800. Les seize États dont se composait l'Union (les treize anciens, plus le Kentucky, le Tennessee et le Vermont) avaient à nommer 138 électeurs [1]. Ceux-ci devaient voter pour deux candidats, sans désignation pour la présidence. John Adams eut 65 voix et Charles Pinckney 64, un vote s'étant égaré sur John Jay. Mais la liste fédéraliste était vaincue : Jefferson et Burr arrivaient victorieux [2], à égalité de 73 voix, en sorte qu'une Chambre, en forte majorité hostile au parti qui triomphait, était appelée à décider en dernier ressort qui serait le président, de Jefferson ou de Burr [3].

C'était par État que le vote devait avoir lieu; or les fédéralistes dans ce cas ne contrôlaient que la moitié de la Chambre. Ils ne pouvaient faire élire un de leurs candidats; mais il restait, soit à nommer Burr, soit à empêcher l'élection d'aboutir. N'eût été l'esprit de parti, une majorité se serait déclarée tout de suite pour Jefferson, puisqu'il était bien évident que c'était lui que le peuple avait voulu nommer président. On songea bien à déférer l'élection au Sénat qui aurait désigné son président ou le grand juge Marshall. Mais la Constitution n'avait pas prévu le cas et restait muette sur ce point. Il fallait opter entre Jefferson et Burr.

Hamilton s'efforça de détourner ses amis de la pensée d'en-

1. Virginie, 21; Massachusetts, 16; Pennsylvanie, 15; New-York, 12; Caroline du Nord, 12; Maryland, 10; Connecticut, 9; Caroline du Sud, 8; New-Jersey, 7; New-Hampshire, 6, et 22 répartis entre les six petits États, Georgie, Kentucky, Vermont, Rhode-Island, Delaware et Tennessee.

2. Grâce aux votes du New-York et de la Caroline du Sud.

3. La Constitution, en effet, dans le cas d'égalité de voix entre les deux candidats élus, remettait le choix à la Chambre des représentants, votant par État.

voyer Burr par contrebande à la Maison Blanche, et plaida pour Jefferson plus chaleureusement qu'aucun républicain n'aurait pu faire. Il écrivit à Bayard : « Si nos amis adoptent Burr comme chef officiel, et le portent à la présidence, je serai forcé de me considérer à l'avenir comme un « isolé »; il me serait impossible de concilier avec mes notions d'honneur et mes idées politiques le maintien de relations avec un parti qui, à mes yeux, se serait à ce point dégradé ». Il s'en fallut vraiment de peu que Burr, cet ambitieux de bas étage, ce politicien sans principe, débauché et banqueroutier, ne devînt le chef de la République américaine. Ce n'est qu'au trente-sixième scrutin (11-17 février 1801) que des fédéralistes votèrent en nombre suffisant avec des bulletins blancs pour que Jefferson reçût le vote de 10 États, contre 4 de la Nouvelle-Angleterre, et fût légalement déclaré président.

Les fédéralistes étaient très montés : « Plutôt pas de président que Jefferson ». Le 15 février, deux jours avant l'élection, Jefferson écrivait à Monroe : « Si on avait pu leur permettre (aux fédéralistes) de passer une loi qui mît le gouvernement entre les mains d'un fonctionnaire, ils auraient sans doute empêché l'élection; mais nous avons cru qu'il valait mieux déclarer ouvertement que, le jour où un tel acte passerait, les États du Centre s'armeraient, et que nous ne nous soumettrions pas un seul instant à une telle usurpation. Cette déclaration les a ébranlés; ce qui a achevé de les alarmer, c'est l'expédient auquel nous nous étions ralliés, une Convention pour réorganiser et amender le gouvernement. »

La résistance était prête. En Virginie, on comptait sur la brigade de Dark, qui avait promis de s'emparer, au premier signal, des armes contenues dans l'arsenal des États-Unis à Harper's Ferry. Ce fut donc une idée très ancienne que celle de combattre l'Union avec ses propres armes, et les *sécessionistes* n'ont fait que suivre le plan éventuel des « pères de la République ».

La majorité fédéraliste de la Chambre n'avait cédé qu'à la dernière extrémité, et avec la plus vive répugnance, à la nécessité d'en finir avec l'élection présidentielle. Nommer Burr au lieu de Jefferson, elle n'avait osé aller jusque-là; mais prolonger les scrutins inutiles jusqu'au 4 mars, et mettre à la tête des affaires un président *pro tempore* fédéraliste, voilà ce que rêvaient ces politi-

ciens, affolés par la défaite. Seulement c'était entrer dans une voie révolutionnaire et justifier tout ce que feraient les adversaires. Où allait-on d'ailleurs? à la guerre civile? à la réunion d'une Convention? à des élections nouvelles, qui seraient un triomphe pour Jefferson et le parti républicain? Les fédéralistes modérés reculèrent devant l'évocation de cette misérable fin du parti, s'éteignant en ne laissant après lui que désorganisation, anarchie, rupture de l'Union.

Il ne restait plus à l'administration fédéraliste que quinze jours à vivre. Ce court délai fut mis à profit pour précipiter une prétendue réforme du système judiciaire que John Adams avait instamment recommandée dans ses derniers messages. Cette réforme consistait à accroître la juridiction des tribunaux fédéraux aux dépens des tribunaux d'État, à rendre certains délits et crimes de droit commun (ceux surtout que visaient les *Sedition Laws* près d'expirer) justiciables des premiers, à augmenter le nombre des juges fédéraux de district, à grouper les districts en circuits et à créer des juges de circuit, enfin à réduire de cinq à quatre le nombre des « juges associés » de la Cour suprême. L'objet de cette dernière mesure était de priver la prochaine administration d'une nomination importante dans le département judiciaire, et le résultat de la réforme générale, la création de vingt-trois nouveaux sièges de juges inamovibles, sans compter les « attorneys, marshals et clercs ». Tout cela fut voté en hâte à la dernière heure, et les juges nommés aussitôt, tous fédéralistes. D'autres lois du même genre augmentèrent les traitements de sept juges de district dans les États du Nord-Est, et créèrent nombre de places pour l'administration du district de Columbia.

Tous les emplois vacants, dans tous les départements, furent pourvus de titulaires fédéralistes; on ne voulait rien laisser au futur président. Des nominations furent encore envoyées au sénat le 2 mars, vingt-quatre heures avant la fin de la session. Dans la soirée du 3 mars, le grand juge de la Cour suprême, Marshall, qui faisait par intérim fonction de secrétaire d'État, contresignait toujours des commissions portant déjà la signature du président. A minuit, heure où finissait l'ancienne administration et commençait la nouvelle, Levi Lincoln, attorney général désigné par Jeffer-

son, entra dans le cabinet du secrétaire d'État pour arrêter la plume qui signait toujours. Marshall prit son chapeau et se retira, laissant le travail inachevé.

Adams avait longtemps conservé des relations amicales avec Jefferson, et celui-ci, au moment où les fédéralistes songeaient à confier à Burr la garde de leur drapeau, vint trouver le président pour concerter avec lui une opposition à ce dessein. Mais Adams demanda des gages, Jefferson refusa, et les deux anciens amis se quittèrent brouillés. Dans la matinée du 4 mars, Adams quittait Washington et reprenait la route de Quincy, refusant d'assister à l'inauguration de son rival heureux. Ce n'était plus un parti qui, vaincu dans la lutte électorale, se retire avec dignité et convenance, cédant la place avec l'espoir de la reprendre bientôt. C'était comme un déménagement précipité, une fuite.

Le parti fédéraliste, intelligent, mais indiscipliné, tombait tristement. Il avait accompli une œuvre à la fois brillante et solide, la Constitution fédérale et l'organisation du gouvernement des États-Unis. Il laissait après lui une nation prospère, en paix avec les Indiens dans l'Ouest et avec les puissances européennes au delà des mers, un système fiscal excellent, un crédit bien établi. Il avait droit à toute la gratitude des Américains pour les services rendus, mais il n'était plus en état d'en rendre de nouveaux, et il n'était plus digne de conserver le pouvoir, au moment même où il ne songeait qu'aux moyens de s'y perpétuer. Ce parti avait perdu l'appui populaire, il se réduisait aux proportions d'une coterie, aux vues étroites, égoïstes, passionnées.

Dans les dernières années, l'état-major fédéraliste avait paru concentrer tous ses efforts dans une centralisation excessive des pouvoirs du gouvernement et dans la multiplication des offices. Il avait accru les dépenses, créé de nouveaux impôts ou augmenté les anciens; il avait fait revivre aux yeux des Américains, pendant quelques mois, l'ancien épouvantail d'une armée permanente. Tout-puissant encore dans la Nouvelle-Angleterre où il attirait dans ses rangs la distinction sociale, la richesse, le talent, l'instruction, le fédéralisme n'avait plus d'attache solide dans les autres parties de l'Union. Il tournait de plus en plus à l'oligarchie, lorsque toutes les conditions de l'existence faite à la nouvelle

République par les circonstances, par les lois, par la nature du sol, par le caractère de la population, poussaient à la démocratie.

Il y avait donc incompatibilité d'humeur entre la nation américaine et les chefs qui la gouvernaient depuis onze ans. Le divorce fut prononcé en 1801. Le 4 mars fut inauguré à Washington, avec la présidence républicaine de Jefferson, un gouvernement véritablement national, ce que n'était plus l'Essex Junto, la *camarilla* bostonienne, dont toute l'habileté d'Hamilton n'avait pu conjurer la ruine.

CHAPITRE LXXIV

LA SOCIÉTÉ. — VIOLENCE DE LA PRESSE. — LES ÉCRIVAINS

La cour républicaine. Les réceptions de Mrs Washington. Les réfugiés européens. — Avocats et savants. — La presse fédéraliste : Fenno, Noah Webster. — La presse républicaine : Freneau, Callender, Bache. — Cobbett contre McKean et Rush. — Paine et Barlow en France. — Brackenridge. Charles-Brockden Brown.

La cour républicaine. Les réceptions de Mrs Washington. Les réfugiés européens.

Il a été dit précédemment [1] quelques mots de l'étiquette qu'établit Washington, au début de sa présidence, dans ses relations avec le monde officiel et avec le public, et de l'espèce de cour qui se forma autour du premier magistrat de la république. Cette cour « républicaine » [2] présenta, pendant plusieurs années, à New-York, où siégea d'abord le gouvernement, puis à Philadelphie, seconde capitale provisoire, l'esquisse légère d'une vie sociale réglée sur les modèles aristocratiques et mondains de l'ancien continent. Les réceptions de Mrs Washington en constituèrent le foyer principal. La femme du président avait été une des « belles » de Virginie en son temps ; la distinction de ses manières, autant que

1. Voir chap. LXIV.
2. *The Republican Court, or American Society in the Days of Washington*. by Rufus Wilmot Griswold, 1834. — Griswold, né en 1815 dans le Vermont, était, vers le milieu du siècle, un journaliste, éditeur de Revues, d'une activité remarquable. Il fut en relation avec la plupart des écrivains de son temps, rendit d'importants services à beaucoup d'entre eux, et écrivit plusieurs ouvrages sur la littérature américaine, *Poets and Poetry* (1842), *The Prose Writers* (1846), *Female Poets* (1849).

sa haute situation, la fit appeler « Lady Washington ». Elle recevait le vendredi soir. Là se trouvaient réunies habituellement la docte et spirituelle Abigaïl Adams, femme du vice-président, Mrs Jay, Mrs Knox, aussi corpulente que son mari le secrétaire de la guerre, excellente femme et fort aimée dans ce milieu mondain, une des filles du secrétaire d'État, Jefferson, et la fille de Thomas Willing, l'associé de Robert Morris et le premier président de la Banque des États-Unis, Mrs Bingham, la plus élégante des « beautés » de Philadelphie. D'autres jeunes femmes, élégantes, habillées à la dernière mode de Londres, égayaient les réceptions. Autour de ces fleurs papillonnaient les « beaux », poudrés et pimpants. Washington, au milieu de cette jeunesse, perdait un peu de sa dignité empesée; il s'était toujours plu dans la société féminine; les jolis visages avaient le privilège d'appeler le sourire sur les lèvres du grand président.

L'élément officiel dans ces réunions était composé de membres du Congrès, des principaux dignitaires de la nation, du New-York et de la Pennsylvanie, de quelques négociants et banquiers, et des ministres français, espagnol et hollandais près la jeune République.

Avec la présidence de Washington s'éteignirent les splendeurs modestes de cette cour républicaine. Sous John Adams les divisions politiques dispersèrent la société de Philadelphie. Puis le gouvernement émigra dans un désert où, pour quelque temps au moins, la vie sociale fut impossible.

Les événements d'Europe donnèrent une impulsion remarquable, entre 1790 et 1800, à l'immigration européenne. Des réfugiés des divers partis qui se succédaient en France, arrivèrent en Amérique soit pour s'y fixer définitivement, soit pour y trouver un abri temporaire. Des *sans-culottes* coudoyaient à Philadelphie des marquis à perruque poudrée. L'Angleterre envoyait aussi ses radicaux. Talleyrand, de Noailles, La Rochefoucauld-Liancourt, Volney, Collot, Louis-Philippe-Egalité visitèrent les États-Unis dans le même temps que Cooper et Priestley. Les maisons meublées françaises se multipliaient à Philadelphie; les danses, la musique française étaient à la mode. Plusieurs de ces étrangers se trouvèrent si dépaysés dans un monde nouveau et mal poli encore,

dans une société fruste, à peine dégrossie, que les récits qu'ils publièrent de ce séjour portèrent souvent la trace de leurs multiples déconvenues [1].

Avocats et savants.

A côté de la présidence, Hamilton, Robert Morris (avant sa déconfiture financière) et Thomas Willing étaient le centre du monde riche allié au monde officiel. Les « New-Englanders » se réunissaient chez Oliver Wolcott. Le barreau de Philadelphie comptait plusieurs illustrations, Sergeant, Ingersoll, Rawle, Bradford, Dallas. La médecine avait pour représentant principal le Dr Rush, l'ami des trois premiers présidents, la science, Rittenhouse et Bartram.

Benjamin Rush, ami de Franklin, avait été l'un des signataires de la Déclaration d'indépendance. Il enseigna brillamment la

1. Quelques années plus tard, Charles Ingersoll, fils de Jared Ingersoll, avocat philadelphien d'un certain renom, railla dans un ouvrage satirique, *Inchiquin's Letters* (1809), ces impressions des voyageurs étrangers aux États-Unis à la fin du XVIIIe siècle. Ingersoll imaginait un Jésuite visitant l'Amérique et répondant à ses amis de Paris, pleins d'anxiété sur les périls qui attendaient sa mission dans « ce pays de sauvages » et lui demandant une description des « indigènes ». Inchiquin, dans ses lettres, parle de tout ce qu'il voit, de la nouvelle capitale, de la maison du Congrès, de l'éloquence des députés, du caractère du président, de la *Columbiad* de Barlow et de la *Vie de Washington* de Marshall, de la population, de ses amusements, des visiteurs étrangers, et de leur manière de juger le pays et ses habitants.

« Il y a ici, dit-il, des étrangers qui ne connaissent d'autre style que celui des lettres de change, des insectes nuisibles échappés des manufactures d'Europe, qui viennent faire dans les villes d'Amérique une ample récolte et rentrent chez eux dans leur insignifiance originelle, des apprentis, des sous-ordres, des abbés métis, des *gens d'industrie*, qui, dans le passage d'Europe en Amérique, se sont transformés en *gentlemen* et en *virtuosi* (ce serait donc l'Europe qui aurait inventé les rastaquouères?) et se déclarent véhémentement choqués des coutumes barbares de cette république sauvage.... A l'auberge où je logeai à mon arrivée, j'eus la bonne fortune de me trouver à table avec une douzaine d'agents de fabriques européennes, quelques Français exilés de Saint-Domingue, un matelot hollandais, un mandarin chinois et un jeune Grec. Tous ces gens, après avoir bu à la santé les uns des autres jusqu'à ce que leurs cervelles fussent saturées de liqueurs fortes, s'épanchaient en exécrations sur les habitudes, le climat, les mœurs et les institutions de cet abominable pays.... Un créole français raillait la grossièreté des manières américaines, évoquant le souvenir des charmes de la vie de Paris où, selon toute probabilité, il n'avait jamais mis le pied.... Le Chinois, arrivé en droite ligne de Canton par le cap de Bonne-Espérance, se plaignait de l'horrible chaleur.... Un Anglais du pays de Cornouailles, à peine sorti de son éternel brouillard, vitupérait contre l'instabilité de la température.... Un Irlandais, entre un flacon de brandy et une bouteille de bière, maudissait la fièvre américaine. Le Hollandais fumait sa pipe flegmatiquement, ne disant mot, et d'un signe de tête approuvait ces sottises. »

médecine à l'Université de Pennsylvanie et se rendit célèbre par la nouveauté et le succès du traitement qu'il employa lors des épidémies successives de fièvre jaune à Philadelphie et à New-York. David Rittenhouse s'était adonné sans maître et presque sans livres à l'étude des sciences mathématiques et physiques et de l'astronomie. En 1773, à Philadelphie, il publia un rapport au nom d'un comité chargé d'examiner la première machine à vapeur établie en Amérique, construite par un certain Christopher Colles « pour pomper de l'eau dans une distillerie ». A plusieurs reprises, de 1779 à 1787, Rittenhouse fut délégué par la Pennsylvanie et les États voisins, en qualité de commissaire, pour la fixation de leurs frontières respectives. Il fut élu en 1791 président de la Société philosophique américaine, à la mort de Franklin. L'année suivante, Washington le nomma directeur de l'établissement de la Monnaie, récemment créé par ordre du Congrès. Il mourut en 1796 et fut enterré dans le jardin de l'observatoire qu'il avait fondé.

John Bartram, après avoir exercé quelque temps la médecine, s'adonna spécialement à l'étude des plantes et fit de nombreux voyages d'explorateur et de naturaliste dans les régions encore désertes de l'ouest du New-York et de la Pennsylvanie. Ses amis de Londres publièrent en 1751 un récit de ces excursions scientifiques, avec un appendice sur le Niagara par Kalm, un savant suédois qui était venu en Amérique en 1748 et s'y était intimement lié avec Franklin, Colden, Logan et Bartram. Celui-ci publia encore en 1766 le journal d'un voyage en Floride : « Chacune des colonies d'Amérique, dit-il, a son produit spécial, le Canada les fourrures, le Massachusetts les poissons, le Connecticut le bois, le New-York et la Pennsylvanie le blé, la Virginie et le Maryland le tabac, la Caroline du Nord le goudron, la Caroline du Sud le riz et l'indigo, la Géorgie le riz et la soie ». Bartram ne dit pas quel est le produit spécial de la Floride. Aujourd'hui il dirait : le Sud produit le coton, le riz et le sucre, la Floride spécialement l'orange.

William Bartram naquit en 1737 dans le Jardin botanique fondé par son père à Philadelphie sur les bords de la rivière Schuylkill. Il eut pour précepteur Charles Thomson, le très savant secrétaire

du Congrès continental. Après avoir accompagé son père en Floride, il y retourna en 1772, visitant en même temps la Géorgie et la Caroline. A son retour il enseigna la botanique à l'Université de Pennsylvanie, collabora à l'*Ornithologie* de Wilson, publia des *Éléments de Botanique*, puis en 1791 un récit de ses voyages dans le Sud jusque chez les Cherokees, les Creeks et les Choctaws. Un très ardent amour de la nature et une vivacité singulière de description donnent une valeur littéraire à nombre de pages de ce volume.

La presse fédéraliste : Fenno, Noah Webster.

La presse joua dans les luttes politiques, durant les présidences de Washington et d'Adams, un rôle d'une telle importance, que son histoire pour cette période exige plus de développement qu'il n'a été possible de lui en donner au cours même du récit.

Au nord-est, dans la Nouvelle-Angleterre, les journalistes étaient des Américains, fédéralistes pour la plupart; dans les États du Centre et du Sud, les journaux étaient presque exclusivement édités et rédigés par des étrangers. L'organe le plus important du parti fédéraliste à Boston était le *Centinel*, qui publia pendant plusieurs années gratuitement les lois votées par le Congrès, et reçut ensuite, en une fois, de l'administration de Washington, pour ce service spécial, une somme de sept mille dollars. La rédaction de cette feuille faisait d'ailleurs de rapides progrès; les informations étrangères y prenaient une place plus grande. Russell, l'éditeur, allait chercher les nouvelles à l'arrivée de chaque bateau; le *Centinel* possédait une collection du *Moniteur*.

Robert Treat Paine, *junior*, l'auteur d'*Adams and Liberty*, fonda en 1794 une feuille ultra-fédéraliste, *The Federal Orrery*. Un autre journal fondé depuis un an, le *Massachusetts Mercury*, qui en 1801 devait devenir le *Palladium*, ouvrait ses colonnes aux écrivains du même parti. Enfin l'Essex Junto eut dans l'Anglais William Cobbett, ex-clerc d'avoué et ex-sergent-major, un champion de la plus rare vigueur, un polémiste d'une violence qui a été rarement égalée. Au commencement de la présidence de John Adams, il fonda à Philadelphie *The Porcupine's Gazette*, journal de Peter

Porcupine (porc-épic, pseudonyme de Cobbett), qui fit passer de bien mauvaises heures à Jefferson et à ses amis. Le journal officieux par excellence, l'organe de l'administration sous Washington et Adams, fut la *Gazette* de Fenno, dont la spécialité était de chanter les louanges des hommes au pouvoir, et qui suivit le gouvernement de New-York à Philadelphie. Fenno étant mort de la fièvre jaune en 1798, son fils continua la publication de la *Gazette*.

Le meilleur organe fédéraliste était la *Minerva*, fondée à New-York par Noah Webster, en 1793, et qui devint plus tard *The Commercial Advertiser*. Noah Webster, né en 1758, descendait par son père d'un ancien gouverneur du Connecticut, John Webster, et, par sa mère, de William Bradford, le second gouverneur de la colonie de Plymouth. Il prit ses grades à Yale, la même année que Joel Barlow et Oliver Wolcott. Il fut maître d'école, puis avocat (1781), et commença la publication d'une série d'excellents ouvrages d'enseignement (lecture, élocution, grammaire). Le *Spelling book*, un de ces ouvrages, eut un succès prodigieux, se vendit par centaines de milliers d'exemplaires et fit vivre toute la famille de l'auteur pendant les vingt années que prit la préparation du *Dictionnaire américain*. Noah Webster enseignait dans ces petits livres à prononcer correctement les mots, à ne pas laisser la langue anglaise tomber dans la barbarie, et aussi à se bien conduire dans la vie. Ses fables, apologues, conseils, maximes, récits enfantins, *l'Enfant voleur de pommes*, *la Laitière et le pot au lait*, *l'École buissonnière*, ont la saveur et respirent la bonhomie des écrits de Franklin. Ses extraits d'auteurs américains sont heureusement choisis.

Noah Webster voulut réformer l'orthographe par la suppression des lettres inutiles, tentative devant laquelle plus d'un après lui devait encore échouer. Il publia quelques écrits politiques très sages pour la défense des idées d'union et l'apologie de la Constitution de 1787. Marié à la fille de Greenleaf (1789), il pratiqua quelque temps comme avocat, et c'est en 1793 que l'incident Genet et les polémiques passionnées qu'il suscita lui suggérèrent la pensée de fonder à New-York un journal quotidien pour la défense de l'administration de Washington, la *Minerva*, puis un résumé bi-hebdomadaire du même journal, le *Herald*. Il aban-

donna en 1798 la direction de ces deux feuilles pour s'établir à New-Haven et reprendre ses études grammaticales, et ses productions intermittentes sur les événements du jour (l'épidémie de fièvre jaune, les difficultés avec l'Angleterre, les droits des neutres, les institutions de banque et d'assurance), et cette activité incessante de labeur intellectuel et de production devait encore se poursuivre pendant près d'un demi-siècle.

La presse républicaine : Freneau, Callender, Bache.

Les principaux organes du parti républicain, à Boston, étaient le *Chronicle*, relativement modéré, mais qui fit une opposition très vive aux *Alien and Sedition Acts*, et *The Boston Gazette*, le dernier survivant des journaux de cette ville antérieurs à la révolution. La *Gazette de Boston*, dont l'éditeur était un chaud partisan de la révolution française, expira en 1798, et sa place fut prise par *The Constitutional Telegraph*, dont l'éditeur fut condamné à trois mois de prison pour diffamation contre un juge de la Cour suprême. A Philadelphie, Philip Freneau rédigeait *The National Gazette*; Bache, petit-fils de Franklin, éditait l'*Aurora*, et Callender publiait, sous le titre de *American Annual Register*, une série de pamphlets violents contre Washington et son administration.

Freneau était l'auteur de *The Rising Glory of America* (avec Brackenridge) et de volumes de poésies publiées de 1786 à 1789. En 1791, comme il rédigeait le *Daily Advertiser* à New-York, ce journal annonça, le 26 octobre, que « le capitaine Philip Freneau venait d'être nommé par « Honourable » Thomas Jefferson, esq..., secrétaire d'État, *Interpreter of the French language for the Departement of State* ». En même temps il commençait, sous les auspices, et avec l'appui financier — le fait paraît peu douteux — de son nouveau patron Jefferson, la publication, à Philadelphie, de *The National Gazette*, machine de guerre dirigée contre Hamilton et tout le clan fédéraliste. Dans ce clan fut bientôt compris Washington lui-même, que les attaques de la feuille républicaine ne ménageaient uère. « Cette canaille de Freneau, dit un jour le président dans un accès de colère (23 mai 1793, au plus fort de l'incident Genet), m'envoie trois numéros de son journal par jour;

veut-il donc m'en faire le distributeur? » Jefferson, d'autre part, dit dans ses *Ana* (volume IV de ses *Œuvres*) : « Le journal de Freneau a sauvé notre Constitution qui galopait à bride abattue vers la monarchie. Il est universellement reconnu que c'est ce journal qui a arrêté la carrière des monocrates. »

La *Gazette Nationale* cessa de paraître dans les derniers mois de 1793. On voit ensuite Freneau publier pendant une année (1795) *The Jersey Chronicle*, qu'il interrompt faute de souscripteurs, éditer à New-York un recueil littéraire, *The Time-piece and Literary Companion* (1797), et « polémiquer » de 1797 à 1800 contre Cobbett et sa *Porcupine's Gazette*.

Thomas Callender était un Écossais qui dut fuir les poursuites qu'allait lui attirer dans son pays un pamphlet, d'inspiration démocratique, sur le *Progrès politique de la Grande-Bretagne*. Il vint en Amérique, se fit *reporter* des débats du Congrès pour des journaux de Philadelphie, et réimprima, sur le conseil de Jefferson, son pamphlet écossais. L'invective grossière composait le plus clair de son talent; elle fit vendre ses écrits. Le scandale lui réussissant, il publia en 1797 une *Histoire des États-Unis pour 1796*, où, entre autres commérages aussi indigestes que grossiers, donnant le jour à toutes sortes de « petits papiers » publics et privés, tombés, on peut trop supposer comment, entre ses mains, il révélait un triste incident de la vie d'Hamilton [1]. Un tel exploit,

1. Un certain Clingman, arrêté en 1792 avec un complice nommé Reynolds pour tentative d'obtenir le règlement de fausses créances sur le gouvernement, était venu raconter à Monroe, Venable et Muhlenberg que le secrétaire du Trésor était au fond de cette intrigue et que Reynolds n'était que son instrument. Hamilton, mis en demeure de se défendre contre cette odieuse imputation, avait dû avouer aux trois représentants, transformés en tribunal secret d'enquête, qu'il avait eu pour maîtresse pendant plusieurs mois la femme de Reynolds, au su de celui-ci, qu'il avait rompu cette liaison après avoir été victime d'un système organisé de chantage, et que maintenant on cherchait à le déshonorer, ne pouvant plus l'exploiter.

L'explication avait satisfait sans doute Monroe, Venable et Muhlenberg, et ils avaient consigné leur verdict, en termes cependant assez ambigus, dans un mémoire dont la garde, ainsi que celle de tous les autres papiers relatifs à cette honteuse affaire, fut confiée à Monroe. Celui-ci avait, à son tour, quittant l'Amérique pour se rendre en France, remis le dangereux dossier à un ami, peut-être à Jefferson, à Giles, à Madison, ou à Randolph. Que Monroe eût gardé ces papiers en vue de s'en servir un jour contre Hamilton ou du moins d'avoir une arme défensive contre lui, ou que l'ami auquel il avait remis ce dépôt eût vraiment trahi sa confiance, Callender publia, ainsi qu'on l'a dit, une partie du dossier. Monroe, tout en se déclarant complètement étranger à cette publication, n'en parut pas autrement contrarié. Des amis d'Hamilton venaient tout récemment, il ne faut

suivi d'autres du même genre contre les *leaders* fédéralistes, lui valait, malgré la grossièreté de ses manières et de sa tenue, une certaine considération dans le parti républicain. Mason, sénateur de la Virginie, l'ayant invité (1798) à venir lui rendre visite en sa plantation, près d'Alexandria, Callender accepta ; mais, tandis qu'il était ainsi hébergé, il ne put renoncer à ses goûts de basse débauche, et le sénateur dut un jour réclamer, chez le juge de paix, son hôte, ramassé ivre et souillé de boue dans une *taverne*, et pris pour un fugitif de la prison voisine. La même année, on retrouve Callender dirigeant, sous le patronage de politiciens de la Virginie, une feuille d'opposition à Richmond, l'*Examiner*. C'est dans ce journal que parut, l'année suivante, la lettre de Talleyrand, demandant au président John Adams la reprise des relations entre la France et les États-Unis et l'envoi d'un ministre américain à Paris. A la mort de Washington, Callender dénonça comme une pure idolâtrie les honneurs publics rendus à la mémoire du grand citoyen. En 1800 enfin, un pamphlet électoral valut à Callender une poursuite aux termes de la « loi sur la sédition ». Le juge Chase ne le ménagea point ; on frappait en lui Jefferson et les autres dont il n'était que l'instrument ; il a été dit dans un précédent chapitre qu'il lui fut infligé une forte amende et neuf mois de prison. Callender devait, peu de temps après, se brouiller avec son patron Jefferson et tourner contre lui ses dons d'implacable invective. On aura alors le spectacle curieux de Jefferson se lamentant sur les violences et la brutalité de la presse américaine.

Le journal le plus influent de l'opposition républicaine fut sans contredit l'*Aurora*, édité à Philadelphie, et qui commença en 1793, à l'époque de l'engouement de la nation pour la révolution

pas l'oublier, d'accuser Monroe d'avoir trafiqué, contre de l'or français, des intérêts de l'Amérique.

Après une correspondance très aigre et qui faillit aboutir à un duel avec Monroe, dont Hamilton ne put obtenir aucune explication franche, aucun désaveu net d'une publication où son honneur se trouvait si brutalement engagé, le malheureux homme d'État dut se résoudre à une confession publique des misères de sa vie privée. Il publia le récit de sa liaison, et aussi la correspondance échangée entre lui et le ménage Reynolds avec toutes les justifications relatives à l'authenticité des pièces et prouvant l'organisation du chantage. L'opinion en général tint compte à Hamilton du sacrifice qu'il avait dû faire au souci de son honneur en se résignant à un pareil aveu public.

française, à acquérir une véritable puissance sur l'opinion. Bache, petit-fils de Benjamin Franklin, directeur de l'*Aurora*, fut enlevé, comme Fenno, par la fièvre jaune en 1798; le journal passa alors, avec la veuve de l'éditeur, à William Duane, et rendit de considérables services à Jefferson et à tout le parti républicain dans les élections de 1800.

Cobbett contre McKean et Rush.

William Cobbett fut un des plus violents parmi les violents. Avec lui et la *Porcupine's Gazette* Callender lui-même dut compter, pour l'énormité de l'injure et la férocité de l'invective. C'était d'ailleurs le temps où les duels se multipliaient, où le démocrate Lyon crachait au visage de Griswold en plein Congrès et où Griswold, dans une séance suivante, administrait à son insulteur une volée de coups de canne; le temps où Bache était roué de coups par un admirateur de Washington pour un article où le grand homme était quelque peu malmené; le temps enfin, où, dans la polémique des partis, les épithètes de *rogue*, *liar*, *scoundrel*, *villain* (canaille, menteur, filou, lâche) étaient des termes courants. Cobbett n'était pas seulement un ultra-fédéraliste. Ses tendances anglaises nettement accusées le rendaient aussi suspect au fédéralisme honnête et conservateur de Noah Webster qu'au radicalisme virginien. Peter Porcupine, qui attaquait tout le monde, s'en prit une fois au ministre d'Espagne à Philadelphie, Yrujo, le traitant de « sans-culotte », l'accusant de s'être mis au service des agents français en Amérique, comme son maître, le roi d'Espagne se faisait en Europe l'instrument servile des cinq tyrans de Paris, signant une paix ignoble avec les assassins de Louis XVI. Yrujo allait marier sa fille à McKean, grand juge de la Pennsylvanie. Cobbett ne pouvait donc espérer de voir son attaque rester impunie. Il fut poursuivi à la fois devant la juridiction fédérale et devant un tribunal de l'État. McKean, qui était un bon républicain, avait supporté jusqu'alors sans sourciller les injures lancées par les enfants perdus de la presse républicaine, Callender, Bache et autres, contre Washington et les fédéralistes. Cette fois il fit un beau discours sur la liberté de la presse, c'est-

à-dire sur la nécessité de distinguer cette précieuse liberté de l'insupportable abus qu'on en faisait par de grossiers libelles. Cobbett n'en fut pas moins acquitté par le tribunal de district comme par la cour fédérale de circuit.

Le Dr Rush fut plus heureux que l'ambassadeur d'Espagne et le grand juge. Cobbett l'avait traité de « docteur Sangrado », raillant sa méthode de saignée excessive, insinuant, ou plutôt criant, que cette méthode avait tué plus de gens que l'épidémie de fièvre jaune n'avait pu faire de victimes. Rush intenta une action en diffamation, et comme il était très aimé à Philadelphie où il faisait beaucoup de bien, et que Cobbett, en qualité d'étranger, n'inspirait aucune sympathie, le jury prouva l'excellence de la méthode de la saignée en condamnant le journaliste diffamateur à payer une indemnité de cinq mille dollars. Cobbett se vengea par un pamphlet en plusieurs livraisons (sorte de *Lanterne*) qui se vendit beaucoup, sous le nom de *Rush-Light*, et dont le produit paya une partie de l'indemnité. Mais Cobbett avait assez de l'Amérique. Il retourna en Angleterre et Freneau célébra son départ en accusant le fugitif d'avoir été pensionné par les Anglais pour soutenir les idées monarchiques aux États-Unis [1]. Le départ de Cobbett est une date dans l'histoire de la presse américaine. Après la disparition de la *Gazette de Porcupine*, le ton des polémiques allait rapidement gagner en dignité, et l'invective pour l'invective se démoder.

Paine et Barlow en France.

Les Boudinot ralliaient autour d'eux, à Philadelphie, un cercle aimable de quakers. C'était une famille huguenote que la révocation de l'édit de Nantes avait chassée de France et donnée à l'Amérique. Elias Boudinot, né en 1740, présida le Congrès en 1782. Pendant toute la durée de la guerre, il avait montré un grand zèle pour la cause révolutionnaire. En 1796 Washington lui donna la succession de Rittenhouse à la direction de la Monnaie.

1. Five thousand dollars, we may guess,
Have made his pension something less,
So Peter left us — in distress.

« Cinq mille dollars, on doit le penser, — ont réduit quelque peu sa pension. — Alors Pierre nous a quittés, — en détresse.

Il était riche, pieux, s'occupait de bonnes œuvres, s'intéressait à la conversion des Indiens, et récoltait notes et documents pour un grand ouvrage où il s'attacha à prouver que les Peaux-Rouges descendaient des dix tribus d'Israël, opinion peu scientifique, mais qui se rattachait sans doute à l'idée d'un devoir religieux à accomplir.

La littérature pure avait encore un bien petit nombre d'adeptes, la politique absorbant toutes les forces vives intellectuelles. Les poètes seuls, ceux du Connecticut surtout, étaient en pleine activité, mais la bonne volonté, plus que le génie, présidait à la confection de nombreux poèmes qu'il serait pénible de relire aujourd'hui.

Thomas Paine était en France, échappant non sans peine à la guillotine pour avoir osé proposer que l'exil, et non la mort, fût le châtiment infligé au roi, et que « les États-Unis devinssent l'asile de Louis Capet ». Prisonnier au Luxembourg de 1793 à 1794, il y publia la première partie de son *Age of Reason*, ouvrage pédantesquement irréligieux qui ne devait rien ajouter à sa gloire.

Barlow, ayant achevé avec Trumbull, Humphreys et Hopkins la série d'exhortations à l'union, qu'ils intitulèrent *Anarchiad* [1], était parti lui aussi pour l'Europe, ayant accepté de représenter en Angleterre la Compagnie de Scioto, qui fut, on l'a vu, une assez malhonnête affaire financière. Il résigna bientôt son engagement, passa en France et s'y lia avec les Girondins. Ses affaires privées ne prospéraient point, et Trumbull écrivait le 9 décembre 1789 à Oliver Wolcott : « Je ne puis concevoir ce que fait Barlow. Depuis dix-huit mois qu'il est parti, il en est encore, me dites-vous, à des espérances. S'il n'aboutit pas bientôt, je lui conseillerai d'écrire les « visions de Barlow » pour faire suite à celles de Columbus et à McFingal. » Barlow était lancé dans le courant révolutionnaire. Il écrivit coup sur coup, en prose un *Avis aux ordres privilégiés*, et en vers la *Conspiration des Rois* (1791), précédée d'une vigoureuse philippique à l'adresse de Burke, traître à la liberté. L'année suivante il traduisit à Londres le livre de Volney paru en 1791 (*Les Ruines* ou Réflexions sur les Révolutions des Empires). La « Société constitutionnelle » de

1. Voir chap. LVIII.

Londres l'envoya ensuite porter une adresse à la Convention, qui lui conféra à cette occasion les droits de citoyen français. C'est à cette époque que se place la composition de l'*Ode à la guillotine*, parodie du « God save the King », qui lui fut si amèrement reprochée dans la Nouvelle-Angleterre, à son retour, lorsqu'il tomba en plein foyer de fédéralisme.

On le voit en 1793 organisant avec l'abbé Grégoire le territoire de la Savoie, et composant entre temps son *Hasty Pudding* (Pudding accéléré), poème écrit à Chambéry (janvier 1793), dédié à Mrs Washington, et destiné à rappeler les Américains, par la glorification d'un mets populaire, à la simplicité de la table. Comment, dans les années qui suivirent, Barlow passa-t-il d'une fortune médiocre à l'opulence? On ne sait; il voyageait au nord, comme agent commercial; consul à Alger, il négociait un traité avec les États barbaresques. D'heureuses spéculations lui permirent alors d'acheter à Paris l'hôtel du comte de Clermont-Tonnerre et d'y vivre princièrement. C'est de là qu'il entreprit de faire la leçon à Washington et à John Adams et de censurer leur politique et leurs principes de gouvernement dans deux *Lettres au peuple des États-Unis*. Quant à la *Columbiad*, le morceau capital, la pièce la plus « lourde » de son œuvre, elle ne devait voir le jour que dans la septième année du siècle qui allait s'ouvrir.

Brackenridge. Charles-Brockden Brown.

Brackenridge, après avoir composé avec Freneau, au collège de Princeton, *The Rising Glory of America*, publié en 1776 un drame lyrique sur la bataille de Bunker Hill, édité *The United States Magazine* à Philadelphie, et prêché dans les camps, pendant la guerre, des sermons politiques avec Dwight et Barlow, étudia le droit avec Chase à Annapolis, et alla s'établir à Pittsburg. Là il observa les mœurs de l'Ouest, assista aux péripéties de l'insurrection du whisky [1], et en tira les éléments d'une fort curieuse et amusante satire, *The Modern Chivalry*, Aventures du capitaine Farrago et de Teague O'Regan, son serviteur. La première partie en parut en 1796, la seconde en 1806. Le « Don Quichotte »

1. Voir chap. LXVIII.

de l'Ouest américain est peu connu en Europe; l'est-il davantage en Amérique aujourd'hui? Il fut du moins très populaire en son temps et dans la région. Farrago est un Don Quichotte d'allures excentriques, mais d'esprit sensé, l'Irlandais Teague O'Regan un Sancho Pança radical, le type des démagogues de l'Ouest. O'Regan traverse mille aventures, harangue les foules, se porte candidat et est constamment sur le point de devenir clergyman, membre de la Société philosophique, professeur de grec, ou délégué à la législature. Il est introduit à une réception du président, apprend à danser, et enfin obtient une place de percepteur de l'accise dans les Alleghanys; il y est goudronné et emplumé; sur quoi Farrago se décide à prendre un valet écossais.

Le style de toute cette histoire est vif, pittoresque, avec une saveur accentuée. Hudibras et Don Quichotte ont servi de modèle pour le cadre, le fonds est américain et amusant; l'humour est de bon aloi; c'est l'humour de Sterne et de Fielding.

Brackenridge fut fort apprécié par ses contemporains. Le gouverneur de la Pennsylvanie, McKean, le nomma en 1799 juge de la Cour suprême de l'État, qu'il présida très dignement jusqu'à sa mort (1816). Tandis que ses écrits divers sont un commentaire plaisant et instructif de son temps, ses décisions judiciaires ont été renommées pour leur caractère d'intégrité et d'indépendance.

Tout à fait à la fin du siècle paraissent coup sur coup cinq romans du premier des auteurs américains qui se soient adonnés à la littérature comme à une profession, et aient cherché à produire des œuvres de pure imagination, en dehors de tout sujet d'intérêt national ou local. Charles-Brockden Brown est encore un Pennsylvanien, d'une famille quaker dont l'aïeul avait été amené en Amérique par le même bateau que William Penn. Il avait vingt-neuf ans en 1790. Membre d'une société qui s'appelait le « Club des belles lettres », puis du « Friendly Club », un des premiers cercles littéraires et scientifiques de New-York, où il se lia avec William Dunlap, peintre, écrivain et directeur de théâtre, ses premiers essais n'attirèrent aucune attention. Il avait assisté en 1793, à Philadelphie, au lugubre spectacle de l'épidémie de fièvre jaune. Le fléau éclata en 1798 à New-York; Brown fut atteint ainsi que le Dr Smith, son ami. Celui-ci succomba et l'on trouve dans un

chapitre du roman de Brown, *Arthur Mervyn*, la trace de l'impression profonde que cette mort lui avait faite.

Brown donna vers ce temps, sous le nom de *The Man at home*, des réflexions morales et humoristiques sur les hommes et sur la société. De 1798 à 1801, il publia successivement ses romans principaux, *Wieland*, qui eut un très vif succès, *Ormond*, *Arthur Mervyn*, *Edgard Huntly*, *Clara Howard*. La plupart de ces romans réussirent, mais ne lui rapportèrent que peu de profit : « Faire des livres, écrit-il à son frère James Brown en 1800, est le plus sot des métiers. Tout ce qu'en peut espérer un Américain qui s'y livre en ce pays, est de rentrer dans ses dépenses. » Les ouvrages de Brown sont aujourd'hui bien oubliés. Il semble qu'ils procèdent de ceux de l'Anglais Godwin (*Caleb Williams*, *le Moine*). Ce sont des scènes terribles, étranges; jamais une peinture naïve de la vie domestique, ordinaire; c'est du sombre et du tragique à dose hyperbolique et quintessenciée.

En 1800, Washington Irving avait dix-sept ans, Fenimore Cooper onze ans, Bryant six ans. Emerson, Longfellow, Whittier, Holmes, Hawthorne, Poe, allaient naître dans les onze premières années du siècle.

Documents et ouvrages à consulter.

(Chapitres LXIV a LXXIV.)

Documents :

American State Papers, Washington, 38 volumes in-folio, depuis 1789 : *Foreign Relations*, 6 vol., jusqu'à 1827; *Indian Affairs*. 2 vol., à 1827; *Finance*, 5 vol , à 1828; *Commerce and Navigation*, 2 vol., à 1825; *Military Affairs*, 7 vol., à 1828; *Naval Affairs*, 4 vol., à 1836; *Post Office*, 1 vol., à 1832; *Public Lands*, 8 vol., à 1837; *Claims*, 1 vol., à 1825; *Miscellaneous*, 2 vol., à 1825.

State Papers and public Documents, édit. Wait, from 1789, 12 vol., Boston (contenus dans la collection précédente).

Annals of Congress, from 1789 to 1824, by Gales and Seaton, 42 vol. in-8. — *Compilation of Debates*, 1787-1801.

Abridgement of the Debates of Congress, from 1789 to 1856, 16 vol. in-8, par Benton, New-York, 1856.

Federal and States Constitutions, de Perley Poore, 2 vol. in-4, Washington, 1877.

Statesman's Manual, Messages présidentiels et résumés biographiques et historiques, par Edwin Villiams and Benson J. Lossing, 4 vol. in-8, New-York, 1858, 1[er] volume.

Statutes at large of the United States and Treaties, Peters édition, 9 vol. in-8, Boston, 1845-1852.

Wheaton, *Cases in the Supreme Court of the United States*.

Wharton, *State Trials of the United States, during the Administration of Washington and Adams*.

STORY (G.), *Commentaries on the Constitution of the United States*, 3 vol. — CALHOUN (G.), *A Disquisition on Government*. — CURTIS, *Decisions of the Supreme Court*. — DALLAS, *Reports*. — COOLEY, *Constitutional Limitations*, 1883. — FARRAR, *Manual of the Constitution*.

Life of Washington, by Washington IRVING, 5 vol., 1859. — *Histoire de Washington et de la fondation de la république des États-Unis*, par Cornélis DE WITT, 1 vol., Paris, 1868. — *Life of Washington*, par MARSHALL. — Autres biographies de Washington, déjà citées.

Thomas Jefferson, par Cornélis DE WITT, 1 vol., Paris, 1862. — Biographies de Jefferson par TUCKER (1837), RANDALL (1858), PARTON, et d'autres déjà citées.

The Diary and Letters of Gouverneur Morris, edited by Ann-Cary MORRIS, 2 vol., 1888. — *Diary of John Adams*, dans John Adams's Works.

GRISWOLD, *The republican Court*; — WESTCOTT, *History of Philadelphia*; *Historic Mansions*.

Biographies, correspondance, écrits (*Lives, Letters, Writings and Papers*) de James Madison, Alexander Hamilton, John Adams, John Jay, George Washington, Thomas Jefferson, James Monroe, Gouverneur Morris, Fisher Ames, Timothy Pickering, Elbridge Gerry, Albert Gallatin, George Cabot.

COXE (Tench), *View of the United States*. — COOPER (Thomas), *Information respecting America*, London, 1794; — LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT, *Voyage dans les États-Unis d'Amérique*, 1795-97, 4 vol., Paris. — CRÈVECŒUR (Hector Saint-John DE), *Voyage dans la Haute Pennsylvanie*, 3 vol., Paris, 1801. — WINTERBOTHAM, *Views of American United States*, 4 vol., London, 1795. — TRAVELS of Parkinson and Priest, of Campbell, of Sutcliff. — HARRIS (T.-M.), *Western Tour in 1803*. — DRAKE, *Landmarks of Boston*.

Histoires :

SCHOULER (James), *History of the United States of America*, vol. I, 1783-1801, Washington, 1881. — MCMASTER (John-Bach), *History of the People of the United States*, 2e volume, New-York, 1886. — HILDRETH (Richard), *History of the United States*, 2e série, 1er volume. — TUCKER (George), *History of the United States to the end of the 26th Congress in 1841*, 4 vol., Philadelphie, 1857. — HOLST (Dr von), *Verfassung und Democratie der Vereinigten Staaten von Amerika*; 1re partie : *Staatensouveränetät und Sklaverei*, Düsseldorf, 1873.

HAMILTON (John C.), *History of the Republic of the United States of America*, as traced in the writings of Alexander Hamilton and his contemporaries, 2 vol., New-York, 1857. — GIBBS, *Memoirs of the Administration of Washington and John Adams*, edited from the Papers of Oliver Wolcott, 2 vol., New-York, 1841. — TRESCOT, *The Diplomatic History of the Administration of Washington and Adams*. — PITKIN, *A political and civil history of th. U. S.* — VAN BUREN, *Political Parties*; — BROWNSON, *The American Republic*; KAPP (Fr.), *Geschichte der Sklaverei*.

Journaux :

Columbian Centinel (Benjamin Russell), Boston. — *Gazette of the United States* (Fenno), New-York et Philadelphie, 1789-1810. — *Minerva* (Noah Webster), continuée sous le titre de *Commercial Advertiser*, 1797-1821; — *Chronicle*, Boston, 1789-1815. — *National Gazette* (Freneau), Philadelphie, 1792-1793. — *American Museum* (Mathew Carey), 1787-1791. — *Porcupine's Gazette* (Cobbett), 1797-1800. — *General Advertiser* et *Aurora* (Bache et Duane), Philadelphie, 1790-1821.

FIN DU TOME DEUXIÈME

CHAPITRE XLIX

YORKTOWN

CHAPITRE L

LES NÉGOCIATIONS POUR LE TRAITÉ DE PAIX

LIVRE VII

Les États-Unis sous la première Constitution fédérative. La période critique (1781-1787).

CHAPITRE LI

LES « ARTICLES DE CONFÉDÉRATION »

CHAPITRE LII

ESSAIS INFRUCTUEUX DE REVISION CONSTITUTIONNELLE

CHAPITRE LIII

LE LICENCIEMENT DE L'ARMÉE

CHAPITRE LIV

LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'ANGLETERRE. IMPUISSANCE DU CONGRÈS

CHAPITRE XLIX

YORKTOWN

CHAPITRE L

LES NÉGOCIATIONS POUR LE TRAITÉ DE PAIX

LIVRE VII

Les États-Unis sous la première Constitution fédérative.
La période critique (1781-1787).

CHAPITRE LI

LES « ARTICLES DE CONFÉDÉRATION »

CHAPITRE LII

ESSAIS INFRUCTUEUX DE REVISION CONSTITUTIONNELLE

CHAPITRE LIII

LE LICENCIEMENT DE L'ARMÉE

CHAPITRE LIV

LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC L'ANGLETERRE. IMPUISSANCE DU CONGRÈS

LIVRE VIII

Extension territoriale. Les Constitutions des États.
La Constitution fédérale.

CHAPITRE LV

LA SOUVERAINETÉ DES ÉTATS

CHAPITRE LVI

LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS

CHAPITRE LVII

CONDITIONS SOCIALES ET INTELLECTUELLES APRÈS LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

CHAPITRE LVIII

LES COMMENCEMENTS DE LA LITTÉRATURE AMÉRICAINE

CHAPITRE LIX

COLONISATION DU KENTUCKY ET DU TENNESSEE

CHAPITRE LX

ORGANISATION DU TERRITOIRE DU NORD-OUEST

CHAPITRE LXI

LA CONVENTION DE PHILADELPHIE. — PREMIERS DÉBATS

CHAPITRE LXII

LA CONVENTION DE PHILADELPHIE (SUITE). — LES « COMPROMIS »

CHAPITRE LXIII

ACCEPTATION DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE PAR LES ÉTATS.
FIN DE LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE

LIVRE IX

Organisation du gouvernement national par les fédéralistes. Présidences de Washington et de John Adams. Chute du parti fédéraliste (1789-1800).

CHAPITRE LXIV

WASHINGTON PRÉSIDENT. — L'ŒUVRE DU PREMIER CONGRÈS FÉDÉRAL

CHAPITRE LXV

JEFFERSON CONTRE HAMILTON. LE DEUXIÈME CONGRÈS (1791-1793)

CHAPITRE LXVI

RELATIONS AVEC LA FRANCE ET AVEC L'ANGLETERRE

CHAPITRE LXVII

MODIFICATIONS DANS LES CONSTITUTIONS DES ÉTATS

CHAPITRE LXVIII

COLONS ET INDIENS DANS L'OUEST

CHAPITRE LXIX

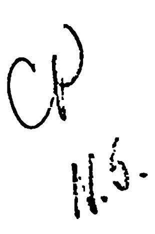
LE TRAITÉ JAY (1794-1796)

CHAPITRE LXX

JOHN ADAMS PRÉSIDENT (1797-1801). — LES RELATIONS AVEC LA FRANCE

CHAPITRE LXXI

RUPTURE AVEC LA FRANCE. — LES « RÉSOLUTIONS » DU KENTUCKY ET DE LA VIRGINIE



Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD.